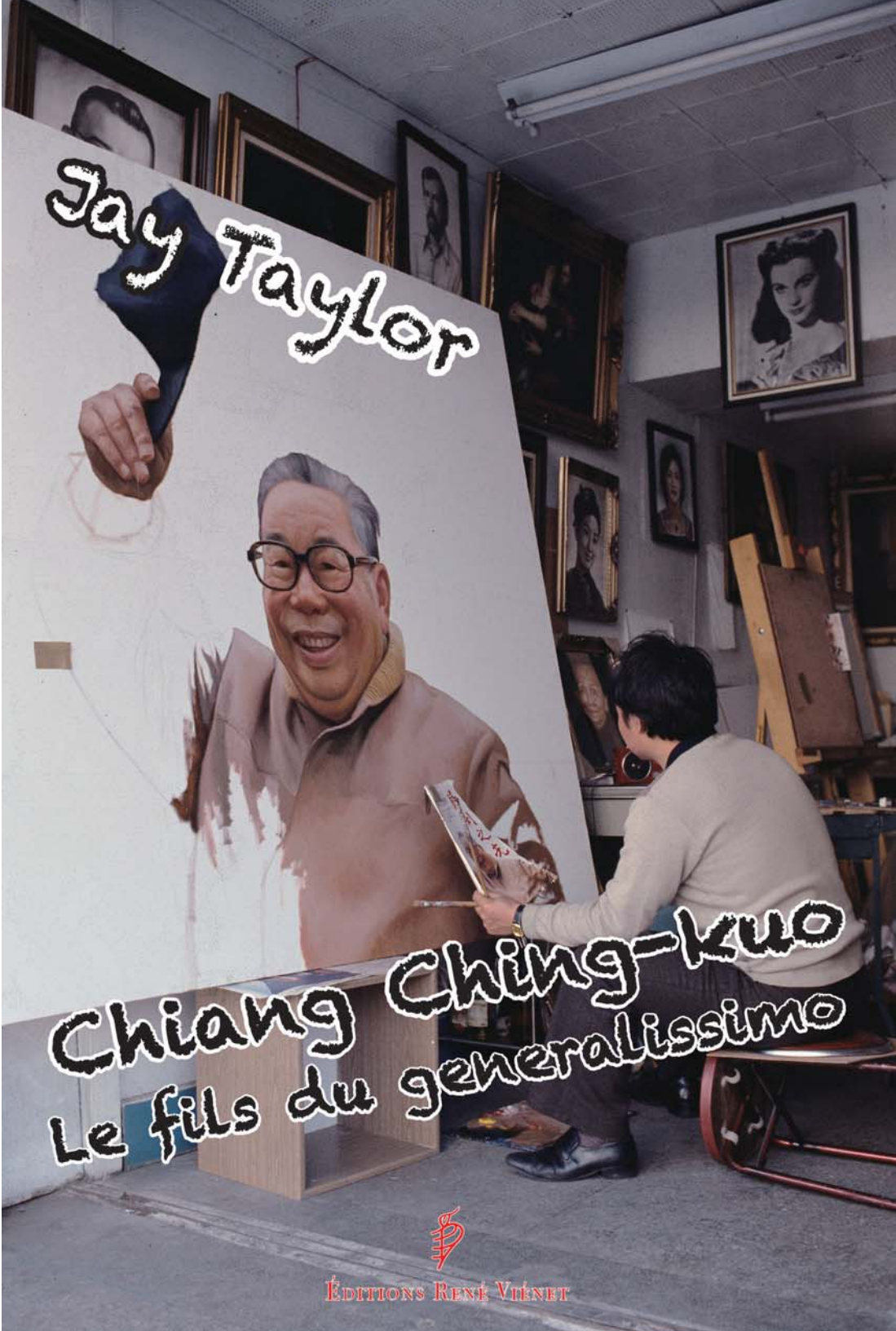


Éditions René Vienet

CCK a été le Premier ministre de la République de Chine (Taiwan) de 1972 à 1978, puis il en a été le président de 1978 à sa mort, en 1988. Condisciple de Deng Xiaoping à Moscou en 1924, c'est alors un jeune bolchevique, dans la mouvance trotskiste. Fils de Chiang Kai-shek, le commandant en chef des forces révolutionnaires nationalistes lancées à la reconquête de la Chine des seigneurs de la guerre, il est «retenu» par Staline lorsque son père écrase ses alliés communistes, tentés par un coup de force qui fait écho aux conflits au sein du Komintern. «Relâché» après douze ans de séjour en URSS, il occupe différents emplois subalternes en Chine et vit dans l'ombre de son père jusqu'au moment où le Kuomintang et une partie de son armée, défaits par les communistes sur le continent, se réfugient à Taiwan.

Devenu responsable des services de renseignements et de la sécurité intérieure, CCK pourchasse les adversaires du régime, essentiellement les communistes et les indépendantistes, avec une extrême brutalité et des méthodes totalitaires, inspirées par l'URSS. Même si Chiang Kai-shek conserve un pouvoir sans partage, CCK devient comme le symbole de la «terreur blanche» et de ses excès.

Avec le retrait progressif de Chiang Kai-shek, CCK accède aux plus hautes responsabilités et s'impose peu à peu comme un leader efficace et humain qui fait progressivement, et en partie, oublier le redoutable chef de toutes les polices.

Sous sa direction, Taiwan entre dans une période de développement et de prospérité économiques qui va durer près de trente ans et va profondément modifier la société taiwanaise. Sur la fin de sa vie, il lance le mouvement de taiwanisation du régime et prend toute une série de mesures libérales qui, sous son successeur, qu'il a lui-même choisi, feront de Taiwan un pays réellement démocratique.

CCK ne s'est pas enrichi dans l'exercice du pouvoir et en a éloigné sa progéniture. A l'aune des régimes peu démocratiques d'Asie, il aura été l'un des rares et des plus remarquables «dirigeants autoritaires éclairés». Cette biographie, écrite par un fonctionnaire américain en prise directe sur les dossiers taiwanais, permet de comprendre cette personnalité riche et complexe qui n'est presque pas connue en dehors de Taiwan.

Les résultats des élections de janvier 2016, qui semblent sonner le glas du KMT, donnent à ce livre une nouvelle actualité.

ISBN 978-2-84983-026-0

Éditions René Viénet

30€ t.t.c

CCK a été le Premier ministre de la République de Chine (Taiwan) de 1972 à 1978, puis il en a été le président de 1978 à sa mort, en 1988. Condisciple de Deng Xiaoping à Moscou en 1924, c'est alors un jeune bolchevique, dans la mouvance trotskiste. Fils de Chiang Kai-shek, le commandant en chef des forces révolutionnaires nationalistes lancées à la reconquête de la Chine des seigneurs de la guerre, il est «retenu» par Staline lorsque son père écrase ses alliés communistes, tentés par un coup de force qui fait écho aux conflits au sein du Komintern. «Relâché» après douze ans de séjour en URSS, il occupe différents emplois subalternes en Chine et vit dans l'ombre de son père jusqu'au moment où le Kuomintang et une partie de son armée, défaits par les communistes sur le continent, se réfugient à Taiwan.

Devenu responsable des services de renseignements et de la sécurité intérieure, CCK pourchasse les adversaires du régime, essentiellement les communistes et les indépendantistes, avec une extrême brutalité et des méthodes totalitaires, inspirées par l'URSS. Même si Chiang Kai-shek conserve un pouvoir sans partage, CCK devient comme le symbole de la «terreur blanche» et de ses excès.

Avec le retrait progressif de Chiang Kai-shek, CCK accède aux plus hautes responsabilités et s'impose peu à peu comme un leader efficace et humain qui fait progressivement, et en partie, oublier le redoutable chef de toutes les polices.

Sous sa direction, Taiwan entre dans une période de développement et de prospérité économiques qui va durer près de trente ans et va profondément modifier la société taiwanaise. Sur la fin de sa vie, il lance le mouvement de taiwanisation du régime et prend toute une série de mesures libérales qui, sous son successeur, qu'il a lui-même choisi, feront de Taiwan un pays réellement démocratique.

CCK ne s'est pas enrichi dans l'exercice du pouvoir et en a éloigné sa progéniture. A l'aune des régimes peu démocratiques d'Asie, il aura été l'un des rares et des plus remarquables «dirigeants autoritaires éclairés». Cette biographie, écrite par un fonctionnaire américain en prise directe sur les dossiers taiwanais, permet de comprendre cette personnalité riche et complexe qui n'est presque pas connue en dehors de Taiwan.

Les résultats des élections de janvier 2016, qui semblent sonner le glas du KMT, donnent à ce livre une nouvelle actualité.

ISBN 978-2-84983-026-0

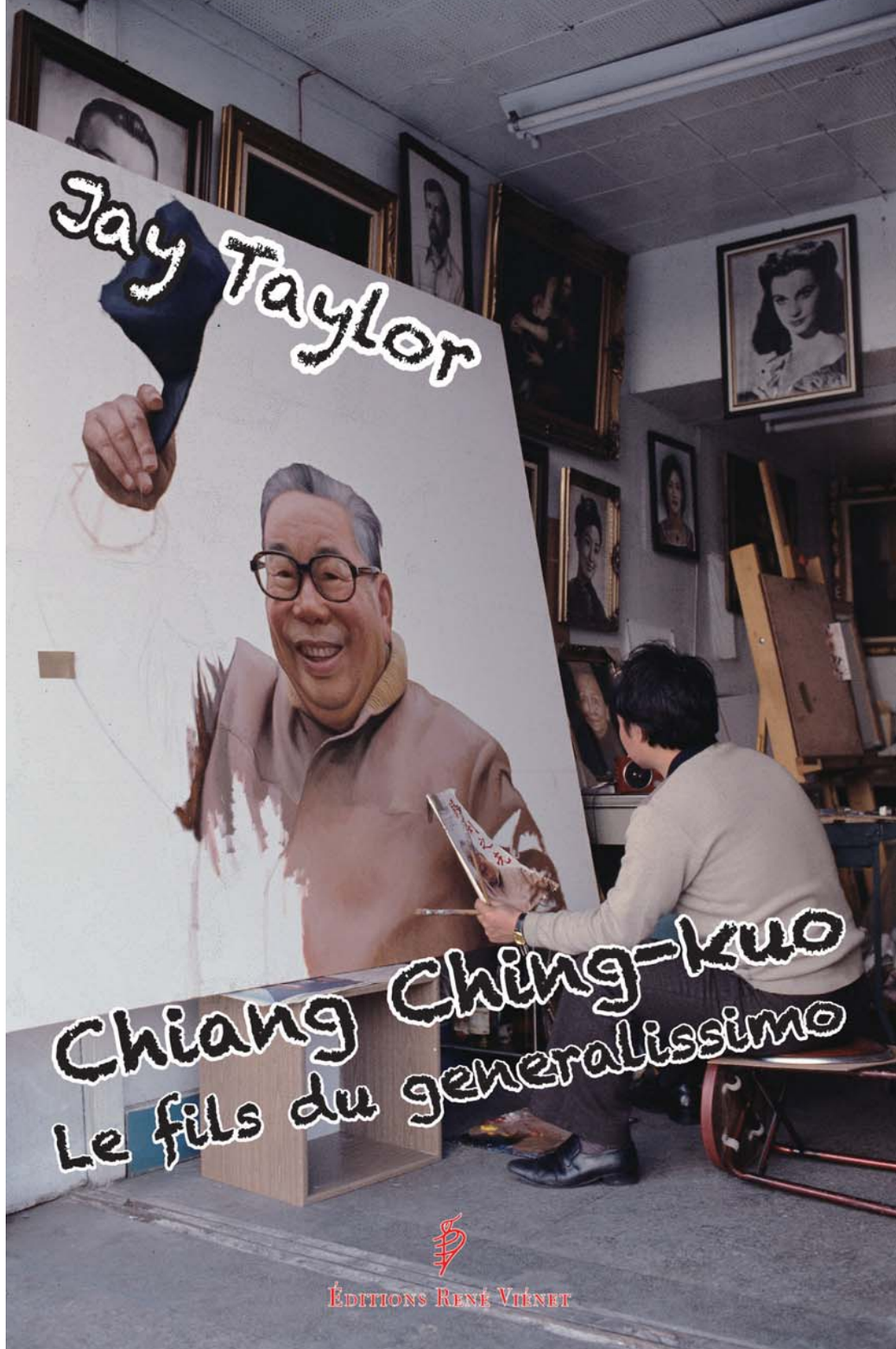
Éditions René Viénet

30€ t.t.c

Jay Taylor

Chiang Ching-kuo Le fils du generalissimo

Éditions René Viénet



BIBLIOTHÈQUE FORMOSANE

臺 灣 軼 史 叢 書

Le Fils du Generalissimo

Chiang Ching-kuo et les révolutions en Chine et à Taiwan

Éditions René Viénet

L'édition française de ce livre a bénéficié du soutien de la
Fondation Chiang Ching-kuo
財團法人蔣經國國際學術交流基金會

Jay Taylor

Le Fils du Generalissimo

Chiang Ching-kuo et les révolutions en Chine et à Taiwan

Traduit de l'américain

par

Pierre Mallet

Éditions René Viénet

Publié aux Etats-Unis sous le titre
The Generalissimo's Son: Chiang Ching-kuo and the Revolutions in China and Taiwan
par Harvard University Press.
© 2000 by the President and Fellows of Harvard College.
ISBN 0-674-00287-3.

ISBN 978-2-84983-026-0.
EAN 9782849830260.

© de la traduction française : Editions René Viénet, 46140 Belaye, France.
Dépôt légal : mars 2016.
Photographie de couverture : Bernard Bordenave.

For the Golden Horde

John, Laurie, Amy, Cynthia, Maureen, Jeff, Jim,

David, Jeanette, Taylor, Myles, Jessica, Emily, Jack,

Savannah, Nathaniel, Gabrielle, Ayton,

and those to come

Autres titres du même auteur :

China and Southeast Asia: Peking's Relations with Revolutionary Movements
The Dragon and the Wild Goose: China and India
The Rise & Fall of Totalitarianism in the Twentieth Century
The Generalissimo: Chiang Kai-shek and the Struggle for Modern China

Note sur la romanisation des noms chinois

La présente édition française a retenu les usages de l'auteur dans l'édition américaine originale : Taiwan s'écrit donc sans tréma, et tous les mots chinois, essentiellement des noms de personnes et de lieux, sont transcrits selon la romanisation Wade-Giles (mais en supprimant le trait d'union entre les syllabes des noms de lieux). Les exceptions à l'usage du Wade-Giles étant certains usages de la presse de l'époque (romanisation dite des postes chinoises, entre autres), par exemple :

Dans le livre	*Wade-Giles*	*Pinyin*	*Caractères*
Foochow	Fu-chou	Fuzhou	福州
Amoy	Hsia-men	Xiamen	廈門
Chungking	Ch'ung-ch'ing	Chongqing	重慶
Yenan	Yen-an	Yan'an	延安
Sian	Hsi-an	Xi'an	西安
Kiangsi	Chiang-hsi	Jiangxi	江西
Kwangsi	Kuang-hsi	Guangxi	廣西
Kwangtung	Kuang-tung	Guangdong	廣東
Kwantung	(Armée japonaise du) Kanto	Kantōgun [romaji]	関東軍
Chekiang	Che-chiang	Zhejiang	浙江

En ce qui concerne les personnes les plus célèbres, leur usage personnel ou les graphies de la presse du moment sont respectés par l'auteur :

Dans le livre	*Wade-Giles*	*Pinyin*	*Caractères*
Chiang Ching-kuo	Chiang Ching-kuo	Jiang Jingguo	蔣經國
Chiang Kai-shek	Chiang Chie-shih	Jiang Jieshi	蔣介石
Sun Yat-sen	Sun Yi-hsien	Sun Yixian	孫逸仙
Soong Mei-ling (Soong May-ling)	Sung Mei-ling	Song Meiling	宋美齡
Soong Ch'ing-ling	Sung Ch'ing-ling	Song Qingling	宋慶齡
H. H. Kung	K'ung Hsiang-hsi	Kong Xiangxi	孔祥熙
T. V. Soong	Sung Tzu-wen	Song Ziwen	宋子文
Y. S. Tsiang	Chiang Yen-shih	Jiang Yanshi	蔣彥士
Frederick Chien	Ch'ien Fu	Qian Fu	錢復
K. C. Wu	Wu Kuo-chen	Wu Guozhen	吳國楨
Li Tsung-jen	Li Tsung-jen	Li Zongren	李宗仁
Pai Ch'ung-hsi	Pai Ch'ung-hsi	Bai Chongxi	白崇禧

L'auteur a choisi de citer les personnages les plus célèbres de la République populaire de Chine en romanisation pinyin (sans capitale à l'initiale de la seconde syllabe des noms personnels ; ni trait d'union pour en marquer les syllabes), sous laquelle ils sont désormais les mieux connus. Nous nous sommes conformés à ce choix.

Wade-Giles	*Pinyin*	*Caractères*
Mao Tse-tung	Mao Zedong	毛澤東
Chou En-lai	Zhou Enlai	周恩來
Teng Hsiao-p'ing	Deng Xiaoping	鄧小平
Chu Teh	Zhu De	朱德
Lin Piao	Lin Biao	林彪

En fin de livre, une table des mots chinois, avec leurs caractères, fournit la correspondance entre les romanisations Wade-Giles et pinyin, en regard de la romanisation utilisée dans le livre par l'auteur.

Table des matières

Note sur la romanisation des noms chinois 11
Table des matières 15

Première partie **La révolution**

1 Ferme comme un roc 21
2 Un fils que l'on peut former 35
3 Les rêves dans le pavillon rouge 49
4 Un socialiste 73
5 Réunion et guerre 101
6 Le modèle de Kannan 127
7 Directeur et général 151
8 Un candidat mandchou 167
9 La défaite 185
10 Fin de partie 209

Deuxième partie **L'île**

11 Une conséquence involontaire 237
12 Guerres secrètes 253
13 Famille, amis, ennemis 273
14 Manipuler le grand protecteur 287
15 Le bond en arrière de la Chine 309
16 Ministre 329
17 Le gourdin doré 343
18 Premier ministre 365
19 La disparition de l'ordre ancien 385
20 Le divorce 397
21 Emeutes et procès 415
22 L'île et le continent 433
23 Successeurs, courtiers, tueurs 453
24 Bâtir un consensus 475

25 La percée 487
26 Une démocratie chinoise 505

Epilogue 517
Table des noms chinois de personnes et de lieux, et autres mots chinois 533
Notes 545

Première partie

La révolution

1
Ferme comme un roc

Pour une culture aussi chargée d'histoire que la culture chinoise, la fin du XIX[e] siècle et le commencement du XX[e] furent la période la plus démoralisante de ses quatre mille ans de civilisation. En 1636, pendant la dynastie Ming, 120 millions de Chinois Han furent vaincus par 2 millions de Mandchous, qui vivaient au-delà de la Grande Muraille. Mais la dynastie conquérante, comme les Mongols ou d'autres dans un passé plus lointain, était une dynastie barbare qui reconnut la supériorité de la culture chinoise, adopta sa langue, l'essentiel de son décorum et maintint en l'état la société traditionnelle, y compris la classe des lettrés et l'élite rurale, à laquelle elle accordait toute sa confiance.

Les intrusions occidentales du XIX[e] siècle étaient d'une autre nature. Ces «diables d'étrangers» n'étaient pas seulement supérieurs sur le plan militaire, ils n'acceptaient pas la suprématie bienveillante de la culture chinoise. Après cinq décennies de rejet, de résistance sporadique et d'humiliantes défaites infligées par les Européens et les Japonais, la confiance chinoise était brisée. Il est difficile de décrire avec exactitude l'intensité du sentiment de perdition et de confusion qui se répandit dans le pays. Une civilisation puissante, subtile et raffinée – l'essence même de la civilisation dans l'esprit des Chinois – s'était effondrée.

A la fin du XIX[e] siècle, le clan des Chiang était établi depuis des siècles, ou peut-être même plus d'un millénaire, dans le hameau de Hsikou ou son immédiat voisinage. L'arrière-grand-père paternel de Ching-kuo cultivait deux hectares de bambous dans les collines et une petite rizière. Le statut social de sa famille changea quand il obtint une licence pour vendre du sel et du vin de riz. Son fils Su-an fit prospérer la modeste échoppe des Chiang, à Hsikou, et la famille fit désormais partie de l'«élite rurale plébéienne». Chiang Su-an était résolu à ce que ses fils continuent de s'élever dans l'échelle sociale selon la méthode chinoise, c'est-à-dire par l'éducation[1].

Hsikou («l'embouchure de la rivière») est situé dans la province côtière du Chekiang. Il fallait une journée entière de marche ou de chaise à porteurs pour se rendre au chef-lieu administratif, Fenghua.

On pouvait aussi, en suivant les petits cours d'eau qui se jetaient dans la Yung, atteindre en barque la ville de Ningpo, l'un des ports ouverts aux étrangers par les traités signés après la guerre de l'Opium. Des fleurs sauvages, des oiseaux exotiques, des cultures de riz en terrasse ornaient les collines qui entouraient le village. Des sommets embrumés et abrupts se dressaient à l'arrière-plan. Une piste de 10 kilomètres, s'élevant de 1 000 mètres, conduisait à la montagne dénommée «Trou dans la neige», où était situé un ancien et célèbre monastère connu sous le même nom.

Les Chiang vivaient au-dessus de leur échoppe, qui possédait sa propre cour intérieure et dont les murs étaient blanchis à la chaux. La première femme de Su-an lui donna un fils et une fille avant de mourir ; les enfants de sa deuxième épouse moururent aussi. En 1886, il se maria pour la troisième fois avec une jeune femme nommée Wang Ts'ai-yu. Elle venait d'un village très pauvre dont le seul revenu était le bambou. Mais elle était débrouillarde, intelligente et ambitieuse. Comme la plupart des femmes chinoises de ce temps, elle marchait avec difficulté sur ses pieds bandés[2]. Deux générations plus tard, Ching-kuo vit encore des paysans portant leurs épouses estropiées jusque dans les champs, où elles travaillaient toute la journée sur les mains et les genoux[3].

En 1887, un an après son mariage, Ts'ai-yu donna naissance à un fils dans l'une des pièces situées au-dessus de la boutique de sel. Elle nomma le nouveau-né Jui-yuan. Plus tard, il se donna lui-même le nom de Chieh-shi, ou Kai-shek en prononciation cantonaise, un prénom associant au caractère «déterminé, ferme, résolu» celui qui signifie la pierre. Ts'ai-yu était une mère sévère, mais, conformément à la tradition chinoise, elle devint une grand-mère indulgente[4].

L'échoppe des Chiang se transforma progressivement en un magasin où l'on vendait de nombreux produits, et les revenus de la famille devinrent plus importants. En 1889, les deux générations emménagèrent dans une maison à deux étages, typique de la classe moyenne, dans la rue Wuling, à 30 mètres de l'entrée de cette ruelle. La plupart des maisons voisines de leur nouvelle demeure – et, en fait, la plupart des maisons de Hsikou même – devinrent la propriété du clan Chiang. Deux filles vinrent rapidement au monde, mais une seule survécut à la petite enfance. Le demi-frère aîné de Kai-shek, Hsu-hou, était l'étudiant brillant de la famille et faisait, pour cette

raison, la joie et la fierté de son père. Kai-shek se plongea également très tôt dans des études classiques. En 1894, Ts'ai-yu donna naissance à un nouveau garçon, Jui-ch'ing, un magnifique enfant que tout le monde adorait[5]. En 1896, Su-an, le père, mourut brusquement à l'âge de 50 ans. A la suite de ce drame inattendu, le demi-frère aîné de Kai-shek, le studieux Hsu-hou, hérita de la boutique et fut adopté par un oncle. Etant donné que les femmes ne pouvaient rien posséder, la maison, la plantation de bambous, qui rapportait chaque année 40 à 50 dollars d'argent, ainsi que la rizière revinrent à Kai-shek[6].

Lorsque Kai-shek eut 14 ans, sa mère décida qu'il était temps que son fils se marie. Ts'ai-yu choisit une jeune fille de 19 ans, plutôt quelconque, appelée Fu-mei, originaire du village voisin de Yenta. Elle vint avec une servante à peu près du même âge, nommée Ah Wang. Fu-mei était vaillante et robuste et d'un caractère aimable. Elle n'avait pas les pieds entièrement bandés et pouvait donc mieux travailler, une qualité que Ts'ai-yu appréciait. La jeune femme avait peut-être appris quelques caractères à la maison, mais – de même que Ts'ai-yu – elle était pratiquement illettrée. Quand, beaucoup plus tard, son fils lui écrivit, elle dut demander qu'on lui lise ses lettres[7].

Le mariage eut lieu au cours de l'hiver 1901-1902. Fu-mei affirma par la suite qu'elle et Kai-shek avaient été heureux pendant les deux premiers mois de leur vie commune, jusqu'à ce que sa belle-mère lui reproche d'inciter son fils à l'oisiveté, de se promener avec lui, de rire et de rester dans leur chambre. Fu-mei, par devoir, devint plus distante et ils s'éloignèrent l'un de l'autre[8].

En 1899, une société secrète fanatique, violemment opposée aux étrangers appelée Les Poings pour l'harmonie et la justice, que les étrangers appelèrent les Boxeurs, se répandit dans toute la Chine, arrachant les voies de chemins de fer et tuant les missionnaires. Une force internationale, qui incluait les Japonais, s'empara à nouveau de Pékin et, en représailles aux déprédations commises par les Boxeurs, réduisit en cendres le Palais d'été. Dans le district de Fenghua, comme ailleurs en Chine, le choc de ces événements de 1900 affaiblit encore ce qui restait du prestige de la cour des Ch'ing.

La révolution couvait en Chine et dans les communautés chinoises d'outre-mer. La réforme par «l'accroissement de nos propres forces», qui avait été le concept conservateur du XIX^{e} siècle, cédait le pas

à des formules plus radicales pour sauver la Chine. Pendant que le jeune Chiang Kai-shek s'échinait encore sur les classiques, un médecin formé à Hong Kong, Sun Yat-sen voyageait dans le monde entier à la recherche d'un soutien pour ses objectifs révolutionnaires : transformer la Chine en une république presque socialiste, qui redistribuerait la terre et considérerait la démocratie comme son but ultime, mais commencerait par imposer une période indéfinie de « tutelle ».

Au moyen de « traités inégaux » imposés par la force, l'Empire russe s'était acquis des droits extensifs sur la région du nord-est de la Chine, la Mandchourie. En janvier 1905, les troupes japonaises chassèrent les Russes de deux villes chinoises de Mandchourie : Port-Arthur et Moukden. Mais le plus impressionnant fut la défaite infligée par la flotte japonaise commandée par l'amiral Togo Heihachiro à une importante flotte russe venue de la mer Baltique pour engager le combat. Elle fut anéantie. Quarante ans plus tôt seulement, le Japon était encore une société aussi traditionnelle que la Chine ; pourtant, en à peine plus d'une génération, il s'était doté d'une base industrielle et d'une marine capable de vaincre l'une des puissances européennes. Ces événements renforcèrent le désir de Chiang Kai-shek d'entreprendre une carrière militaire, en commençant par une formation au Japon.

En 1907, n'ayant pu être admis dans une école militaire japonaise, Chiang entra à l'Ecole nationale de l'armée, près de Pékin, qui était très sélective, et qui devint plus tard connue sous le nom d'Académie militaire de Paoting. Rapidement, il fit partie des quelques élèves officiers sélectionnés pour suivre, au Japon, les cours de la Shimbu Gakko, qui préparait à l'académie militaire japonaise. Pendant les week-ends, il se lia, à Tokyo, avec la communauté chinoise en exil et adhéra au mouvement de Sun Yat-sen, l'Alliance révolutionnaire[9].

Au cours des vacances d'été, Chiang se rendit à Shanghai et travailla au siège de l'Alliance, située dans la concession française, mais dont l'existence était tenue secrète. Il ne retourna pas à Hsikou. Fu-mei était certainement restée sérieuse et aimable, mais Chiang se sentait alors gêné par cette épouse illettrée et vieux jeu. Fu-mei se plaignait à ses amis que Kai-shek l'avait fréquemment battue[10]. Vingt ans plus tard, dans une lettre à sa mère, Chiang Ching-kuo lui rappela que son père l'avait fait descendre les escaliers en la traînant par les cheveux[11]. Au cours de l'été 1909, il semblait donc que Fu-mei n'aurait jamais

d'enfant. Mais un cartomancien révéla à la mère de Kai-shek que la première femme de son fils mettrait au monde un enfant mâle qui deviendrait un personnage de haut rang. C'était une bonne nouvelle, mais il fallait s'occuper de certaines affaires conjugales si l'on voulait que la prophétie se réalise. Ts'ai-yu escorta sa belle-fille jusqu'à Shanghai. Quand elles arrivèrent, Kai-shek refusa d'abord de se prêter au jeu, mais, après que sa mère eut menacé de se suicider, il accepta de faire son devoir. Fu-mei passa quelque temps avec lui pendant les chauds mois d'été et joua très bien son rôle puisqu'elle devint enceinte avant de retourner à Hsikou[12].

Le 27 avril 1910, Fu-mei ressentit les premières douleurs de l'accouchement. Selon le calendrier lunaire, on était le 18 mars. Ts'ai-yu appela la sage-femme. Ah Wang, la servante, était également présente, prête à aider. Fu-mei était couchée à l'étage, dans la chambre du milieu, et Ts'ai-yu buvait du thé au rez-de-chaussée avec des parentes en attendant que les choses suivent leur cours. Conformément aux techniques traditionnelles de l'époque, quand le bébé était en route, Fu-mei devait s'agenouiller sur le lit ou sur un tabouret et l'une des sages-femmes se plaçait derrière elle, entourait son ventre de ses mains et l'aidait à pousser[13].

Lorsque le nouveau-né sortit, la sage-femme coupa le cordon ombilical et lava l'enfant à l'eau tiède dans une cuvette rouge. Elle l'emmaillota ensuite dans des vêtements et présenta son fils à une Fu-mei épuisée mais remplie de fierté. Ts'ai-yu, entendant le bébé crier, se précipita pour lui faire fête. Le jour même, elle dicta une lettre à Kai-shek pour l'informer qu'il était père d'un fils en bonne santé – nouvelle la plus réjouissante qu'un Chinois puisse recevoir. Elle lui demanda également la permission d'enregistrer l'enfant sur les tablettes ancestrales comme étant le fils de Jui-ch'ing, frère de Kai-shek et fils préféré de sa mère, qui était mort à l'âge de 4 ans. Kai-shek accepta aussitôt, si bien que, selon les tablettes ancestrales et l'état-civil de Fenghua, Ching-kuo n'est pas le fils de Chiang Kai-shek[14].

Kai-shek avait obtenu son diplôme de la Shimbu Gakko et servait comme soldat dans l'armée japonaise avant d'entrer à l'académie. Il ne mentionna nulle part les sentiments qu'il avait éprouvés en devenant père. Il ne prit pas non plus la peine de faire une visite, même

brève, à Hsikou au cours de l'été de 1910, bien qu'il fût alors à Shanghai pour aider l'Alliance révolutionnaire dans son travail clandestin.

■

Le premier anniversaire de Ching-kuo (selon la méthode chinoise de calcul, c'eut été son deuxième anniversaire) tomba le jour même où l'Alliance révolutionnaire lança la plus importante opération militaire qu'elle ait jusqu'alors risquée : le soulèvement de Canton du 27 avril 1911. L'échelle et l'audace de l'entreprise, bien qu'elle se fût terminée par une nouvelle défaite, eurent pour effet de remonter le moral du mouvement. Continuant sur leur lancée, les révolutionnaires projetèrent d'organiser, en octobre, un nouveau soulèvement dans la triple ville de Wuhan. Le 9 octobre, une bombe explosa accidentellement dans l'un des ateliers secrets, situé au sein de cette métropole du fleuve Yangtze, où elles étaient fabriquées, alertant ainsi les autorités Ch'ing sur le projet. Des sergents de l'armée impériale abattirent leurs officiers, donnant le départ de la révolution. Dans le mois qui suivit le soulèvement de Wuhan, des assemblées se réunirent dans treize provinces et votèrent des résolutions pour faire sécession et se soustraire à l'autorité de la dynastie Ch'ing. Dans plusieurs provinces, les officiers les plus gradés de l'armée impériale devinrent de facto les leaders du mouvement. Dans certains cas, des chefs de bandes qui collaboraient avec les unités de l'armée prirent le pouvoir. La période des seigneurs de la guerre avait commencé[15].

Lorsque Chiang Kai-shek, qui était encore au Japon, entendit parler des événements de Wuhan, il quitta son cantonnement militaire et se précipita à Tokyo. S'arrêtant seulement pour renvoyer son uniforme par la poste, il prit immédiatement un bateau pour Shanghai. Dès son arrivée, on lui ordonna de diriger un assaut contre le quartier général du gouverneur de la ville de Hangchow, située à 150 kilomètres, dans sa province natale du Chekiang. Chiang prit le commandement d'une troupe de choc de « risque-tout », composée de membres de la société secrète de la Bande verte de Shanghai et d'hommes recrutés dans un village de pêcheurs dans le district de Fenghua. Le soldat de 24 ans écrivit à sa mère : « J'ai juré de sacrifier ma vie à la révolution », et lui demanda de lui pardonner d'« avoir négligé ses devoirs filiaux ». La prise de Hangchow ne fut pas un épisode majeur de la rébellion, mais elle fut réalisée courageusement et avec succès. Chiang refusa le

poste de gouverneur du Chekiang et revint à Shanghai, où il devint un simple officier dans les rangs de l'armée révolutionnaire[16].

Au cours des dix années suivantes, il fut à de nombreuses reprises engagé dans des combats de toute nature : attaques conventionnelles, actions de guérilla ou attentats terroristes. Il vivait habituellement sous une fausse identité et sa tête était mise à prix. Aussi bien comme soldat que comme révolutionnaire, il manifesta du courage, du dévouement, de la loyauté et de la discipline personnelle. Ce sont les traits de ses propres héros et ceux qu'il cultiva consciemment et avec application. Mais quand ses activités sérieuses – combattre, organiser ou lire – lui en laissaient le loisir, il était un client assidu des « chanteuses légères » [*sing-song girls*] de Shanghai, qui se comptaient par milliers. Il contracta plusieurs fois des maladies vénériennes et devint stérile, état qu'il ne soupçonna pas pendant plusieurs années[17]. En 1912, Chiang rencontra Yao Yeh-ch'eng, qui était femme de chambre dans une maison close de Shanghai. Yao devint sa concubine et vécut avec lui de manière sporadique au cours des huit années suivantes[18].

Pendant cette période, Chiang noua de nombreuses relations déterminantes, notamment celle avec Wu Chih-hui, un intellectuel aux idées avancées qui avait passé plusieurs années en France et en Angleterre. A un niveau plus personnel, il jura une amitié fraternelle à Tai Chi-tao, qu'il avait connu au Japon, et à Ch'en Kuo-fu, qui, avec son frère cadet Ch'en Li-fu, constitua plus tard la puissante « clique CC » au sein du Kuomintang (KMT)[19]. Le jeune officier révolutionnaire de Hsikou renforça également ses liens avec les sociétés secrètes, et en premier lieu avec la Bande verte. A l'instar des autorités européennes de Shanghai, de Sun Yat-sen et, plus tard, des dirigeants communistes, Chiang chercha à enrôler les sociétés secrètes et les bandes illégales au service des objectifs de son parti et également de ses propres desseins[20]. De la même manière, à la fin des années 1920, Mao Zedong fera alliance avec des bandes de hors-la-loi dans les monts Chingkang, de la province du Kiangsi. Que ce soit à Shanghai ou dans les montagnes, ces bandes s'allièrent aux groupes rebelles parce qu'elles étaient traditionnellement anti-Mandchous et aussi parce qu'elles espéraient tirer avantage de ces connexions sur le long terme.

■

Pendant ces années agitées, Ching-kuo grandissait tranquillement dans une maison remplie de femmes, qui se conduisaient à son égard comme autant de mères poules. Outre sa mère, sa grand-mère (qui était la chef de famille), la servante Ah Wang, son arrière-grand-mère maternelle était aussi présente de temps en temps. Ching-kuo était un enfant heureux et obéissant, petit pour son âge et pas aussi robuste que la plupart de ses camarades[21]. A Hsikou, on n'avait jamais entendu parler de vaccination et, pour éloigner les mauvais esprits, Fu-mei et Ts'ai-yu priaient plus que de coutume et faisaient porter à l'enfant une sorte d'épée faite de pièces de cuivre. Malgré ces précautions, Ching-kuo, à 3 ans, contracta la redoutable variole. Plusieurs fois par jour, sa mère et sa grand-mère descendaient la rue Wuling jusqu'au temple en claudiquant sur leurs pieds bandés. Après bien des prières et beaucoup d'encens brûlé, l'enfant guérit. En remerciement, ses parentes firent construire un petit pavillon près du monastère du «Trou dans la neige» et payèrent pour paver de galets un chemin conduisant au temple principal du monastère. Le visage de Ching-kuo conserva quelques légères traces de son combat avec les mauvais esprits[22].

Avec une mère et une grand-mère dévotes, l'enfance de Chiang Ching-kuo fut pénétrée de religiosité. Le jeune garçon accompagnait souvent sa grand-mère au temple, soutenant d'une main la vieille dame et portant de l'autre sa corbeille bouddhique. Au cours de ces années, il gravit plusieurs fois le chemin menant au temple du «Trou dans la neige». Certains jours d'été, il partageait la vie des moines et faisait des randonnées dans la montagne[23].

En raison des événements politiques majeurs de 1911 et 1912, les petites communautés comme Hsikou devaient de plus en plus ne compter que sur elles-mêmes. Dans maintes parties de la Chine, la loi et l'ordre disparurent, les bandits devinrent de plus en plus nombreux dans les campagnes et leur audace s'accrut, si bien que des milices locales furent formées pour les combattre. Hsikou, isolé au sein de hautes montagnes, échappa largement à ces épreuves, et les changements les plus notables qu'il connut concernaient certaines pratiques sociales. La «natte» – coiffure comportant une tonsure et une longue natte qui, pendant trois cents ans, avait été un symbole de soumission aux Mandchous – disparut du jour au lendemain. Les pieds bandés furent aussi progressivement abandonnés et les corvées furent offi-

ciellement abolies, mais un travail «volontaire» continua d'être exigé pour les projets communautaires[24].

Peu de temps après la révolution, les associations claniques de Hsi-kou ouvrirent l'école de Wushan sur le terrain du temple local. En mars 1916, Ching-kuo, qui n'avait pas encore 6 ans, entra au cours préparatoire. Wushan n'était pas une institution moderne. Le premier instituteur de l'enfant, nommé Chou Tung, enseignait selon les méthodes anciennes, utilisant des extraits de textes classiques pour enfoncer les caractères dans les têtes de ses jeunes élèves. Ching-kuo resta deux ou trois ans à l'école de Wushan[25].

■

C'était l'époque de la Première Guerre mondiale en Europe, un conflit interne aux nations européennes qui allait détruire le pouvoir impérial en Allemagne et en Russie et finalement fournir de nouveaux modèles révolutionnaires à la Chine, le fascisme et le communisme. Le résultat le plus immédiat de la guerre, toutefois, se traduisit par un net affaiblissement de l'attention et des ressources que l'Europe consacrait à la Chine. Le Japon, en conséquence, avait les mains beaucoup plus libres. En novembre 1917, les bolcheviques prirent le pouvoir à Saint-Pétersbourg puis à Moscou. Peu saisirent la signification de ces événements pour la Chine, mais Sun Yat-sen, s'adressant en tant que révolutionnaire à un autre révolutionnaire, télégraphia ses félicitations à Lénine. En 1919, la Chine fut à nouveau secouée par le cours des affaires internationales. Dans le traité de paix de Versailles, qui mit fin à la Première Guerre mondiale, les grandes puissances se mirent d'accord pour reconnaître au Japon les droits que l'Allemagne s'était acquis dans la province du Shantung plutôt que de reconnaître la pleine souveraineté de la Chine sur cette province. Le 4 mai 1919 à Pékin, des étudiants marchèrent sur le quartier des légations étrangères pour protester contre le traité. La police brisa la manifestation et arrêta un grand nombre d'étudiants, mais l'incident déclencha des protestations dans tout le pays. A Shanghai et dans d'autres villes, des milliers de travailleurs se mirent en grève.

■

Les étrangers qui sirotaient des gin-tonics au Cercle sportif de Shanghai ne virent pas dans cette agitation une menace plus sérieuse que les manifestations et les désordres récurrents des huit années

précédentes. Mais le contexte aussi bien local qu'international avait changé. La Chine disposait maintenant de nouvelles options. En juillet 1919, le régime communiste de Moscou déclara qu'il rendrait à la Chine tous les territoires qui lui avaient été pris injustement par l'empire tsariste, qu'il abandonnerait tout contrôle sur le chemin de fer de Chine orientale en Mandchourie, qu'il renoncerait à sa part de l'«Indemnité Boxeurs» et qu'il mettrait un terme au privilège d'extraterritorialité pour les Russes résidant en Chine. En compensation, il demandait seulement que Pékin reconnaisse le gouvernement révolutionnaire de Moscou.

Inspirés par les écrits marxistes venus d'Europe, de petits groupes d'étude socialistes avaient été actifs à Shanghai plusieurs années avant la révolution bolchevique. Après qu'elle eut lieu, l'université de Pékin devint du jour au lendemain un foyer intellectuel pour la pensée révolutionnaire. Les «gauchistes» les plus en vue étaient Ch'en Tu-hsiu, le doyen de la faculté des lettres, et Li Ta-chao, le bibliothécaire en chef. Leur vision d'une Chine nouvelle, dynamique, indépendante et marxiste était également partagée par un jeune employé de la bibliothèque universitaire, Mao Zedong. De la même manière, la grande révolution de Russie fascinait une partie du KMT, dont Sun Yat-sen. Tai Chi-tao, l'ami de Chiang Kai-shek, se rapprocha du groupe qui gravitait autour de Ch'en Tu-hsiu et approuva la décision de Ch'en d'organiser un noyau communiste à Shanghai. La même année, parmi les centaines d'étudiants chinois de gauche qui quittèrent la Chine pour devenir des étudiants-travailleurs en France se trouvaient Zhou Enlai et Deng Xiaoping.

■

La première décennie de la révolution chinoise se termina comme elle avait commencé, dans la division, la violence et la trahison. Ces années difficiles et marquantes, au cours desquelles la Chine se libéra des Mandchous mais resta prisonnière de son passé, rendirent évident, aux yeux de jeunes révolutionnaires comme Chiang Kai-shek ou Mao Zedong, qu'aussi longtemps que la Chine serait éclatée entre les seigneurs de la guerre, les partis politiques, les sociétés secrètes et tous ceux qui combattaient pour mettre la main sur le pouvoir et les dépouilles, les puissances étrangères continueraient de la prendre pour victime. La question était : qui serait le grand unificateur ?

En 1920, la ville méridionale de Canton et une partie de la province du Kwangtung, dans laquelle elle est située, constituaient le seul territoire sur lequel le KMT contrôlait des forces armées significatives. Chiang, à l'époque, qu'il vive secrètement à Shanghai, travaille en exil au Japon ou soit chargé de missions confidentielles, confortait sa réputation d'officier entêté et souvent fantasque. Sun Yat-sen, toutefois, était persuadé que c'était un soldat inestimable. Les traits de la personnalité de Chiang qui irritaient et blessaient le plus ses ennemis étaient justement ceux qui en faisaient l'officier le plus capable du KMT. Personne ne possédait la même confiance en soi, le même volontarisme, le même esprit de décision. Il avait prouvé qu'il était personnellement courageux sinon, souvent, casse-cou. Au service de la révolution, il avait été un soldat, un agent secret, un organisateur, un écrivain, un agent de change, et peut-être, une ou deux fois, un assassin. Comme Sun Yat-sen, il paraissait incorruptible. Ses liens avec les sociétés secrètes et sa participation, rapportée mais non confirmée, dans au moins un cambriolage étaient à mettre au compte de la révolution.

Mais l'impétuosité de Chiang et la manière brutale avec laquelle il traitait ses collègues ou ses subordonnés continuaient de lui causer des ennuis. Sun, dans une lettre, fit la remarque que son «caractère explosif» et sa «haine de la médiocrité» le conduisaient souvent à se quereller et rendaient difficile toute collaboration avec lui. Sun n'ignorait pas non plus la réputation de Chiang et son inclination pour une vie dissipée, la fréquentation des prostituées et la consommation excessive d'alcool[26].

A peu près à l'époque du dixième anniversaire de Ching-kuo, cependant, Kai-shek commença, à certains égards, de changer. Tout d'abord, il se mit à montrer quelque intérêt pour son fils, qui, il le soupçonnait maintenant, serait son seul héritier biologique. Cette constatation le conduisit à considérer son rôle de père avec une sincérité dénuée de sensiblerie. Il allait s'efforcer de lui inculquer son modèle de rigoureuse discipline au moyen de conseils pondérés et d'injonctions morales. Au cours d'une visite à Fenghua au début de 1920, Chiang reprit contact avec son vieux maître, un professeur confucéen acquis aux idées modernes, nommé Ku Ch'ing-lien, et il lui demanda de veiller à l'éducation de Ching-kuo. Ku se rendit à Hsikou, où il passa quelque temps pour juger des capacités du gar-

çon, organiser pour lui un emploi du temps et peut-être lui donner quelques leçons pendant une brève période. Dans sa première lettre à Ching-kuo, datée du 9 février 1920, Chiang dit à son fils ce que Ku lui avait rapporté : « Tu n'es pas brillant, mais tu aimes beaucoup étudier. » Chiang ajouta qu'il avait été « quelque peu réconforté par ce jugement[27] ». Il s'entendit alors avec un autre professeur de Fenghua, nommé Wang Ou-sheng, pour qu'il aide son fils à étudier les classiques et les Quatre Livres[28].

Quels que fussent les mérites de ce maître, Chiang décida rapidement que son fils ne resterait pas enlisé à Hsikou, comme il l'avait lui-même été jusqu'à son adolescence. Quand Ching-kuo eut 9 ou 10 ans, il l'envoya dans une école à l'extérieur de Fenghua, où il avait lui-même étudié, l'Académie de la montagne du Phénix. A différentes dates, en février et mars 1920, Chiang nota dans son journal qu'il avait participé à l'élaboration de l'« emploi du temps scolaire » de Ching-kuo[29]. En avril, Chiang écrivit pour son fils une liste didactique de recommandations : « Obéis à ta grand-mère et à ta mère. Que tu parles ou que tu marches, tu dois faire preuve de bonnes manières. » La deuxième lettre lui enjoignait : « Ne te conduis jamais avec légèreté… Ne sois pas frivole et efforce-toi d'être sérieux[30]. » Pendant sa visite à Hsikou, Chiang discuta de l'éducation de Ching-kuo avec Mao Fu-mei et nota dans son journal que les idées de cette dernière pourraient nuire au garçon. Une fois, Fu-mei ramena l'enfant à la maison, à Hsikou, sans en parler à son mari. L'incident irrita Kai-shek et contribua à sa décision, l'année suivante, d'emmener son fils à Shanghai pour qu'il y poursuive ses études[31].

Dans le courant de l'année 1920, la concubine de Chiang, Yao Yeh-ch'eng, vint à Hsikou accompagnée d'un garçon de 4 ans. C'était le fils adoptif de Kai-shek, Wei-kuo. Le père réel était Tai Chi-tao, l'ami de Chiang, et la mère une japonaise qu'il avait rencontrée pendant la période où il vivait en exil à Tokyo. Etant donné que Tai avait déjà une famille, Kai-shek accepta d'adopter l'enfant[32]. Wei-kuo et la femme qu'il prenait pour sa mère, Mama Yao, s'installèrent dans la maison familiale de Chiang. A l'époque, la grand-mère, Wang Ts'ai-yu, était gravement malade, et Kai-shek et Mao Fu-mei étaient encore légalement mariés. Selon la rumeur locale et ce qu'en rapporta Wei-kuo plus tard, Fu-mei et Yao Yeh-ch'eng ne s'entendaient pas. Fu-mei

mit à la disposition des nouveaux venus une petite pièce située derrière la maison familiale, qui était normalement utilisée pour entreposer du bois de chauffage ou du foin. Les puces harcelaient le petit Wei-kuo et, finalement, l'oncle de la jeune femme les fit venir chez lui[33]. Ching-kuo étant alors à l'école à Fenghua, les deux demi-frères ne se virent pas beaucoup. Pour le petit enfant, toutefois, Ching-kuo, qui avait 10 ans, était une imposante figure[34].

2
Un fils que l'on peut former

Ching-kuo était très proche de sa grand-mère et la mort de cette dernière, le 4 juin 1921, fut un choc émotionnel pour l'enfant de 11 ans. Son décès, toutefois, lui donna l'occasion du contact le plus long et le plus intime qu'il ait eu jusqu'alors avec son père, lequel observa tous les rituels confucéens prescrits pour le deuil d'un parent défunt. Malgré les intenses manœuvres en cours au sein du KMT et la situation militaire critique dans le Sud, Chiang Kai-shek resta plusieurs mois à Hsikou. De nombreuses journées passées à méditer dans une cabane sur la montagne le conduisirent à reconsidérer sa vie personnelle et à entrer dans une nouvelle phase, dans laquelle il s'efforcerait de mettre en pratique ce qu'il avait longuement professé – les principes de l'idéalisme néoconfucéen, centrés sur la rectitude, la sérénité et la constance. «Il commença de se retirer des plaisirs du monde» et manifesta des signes d'une «plus grande stabilité dans sa conduite et une plus grande adéquation entre son caractère et l'environnement social». Cette transformation était comme la renaissance d'une âme dévote, dans ce cas celle d'un homme empli d'une foi sans bornes en lui-même et en sa mission. Kai-shek n'avait maintenant aucun doute, il serait «l'homme du destin» pour la Chine[1].

Un jour, après une promenade avec ses deux fils, Chiang Kai-shek nota: «On peut former Ching-kuo, on ne peut qu'aimer Wei-kuo[2].» Plusieurs lettres écrites en 1922 à Wei-kuo semblent être celles d'un père indulgent d'aujourd'hui: «Récemment, j'ai monté à cheval tous les jours et je l'ai beaucoup apprécié. Quand je reviendrai à la maison, je t'achèterai sans faute un petit cheval et je t'apprendrai comment monter. J'en achèterai également un plus grand pour moi-même et nous pourrons nous promener ensemble[3].»

Wei-kuo n'avait que 5 ou 6 ans quand Chiang lui écrivait ces lettres. La jeunesse de l'enfant et le fait qu'il n'y avait pas longtemps qu'il avait été adopté peuvent avoir contribué à cette démonstration d'affection. Mais il est clair que Wei-kuo toucha toujours plus le cœur de Chiang que son fils aîné, bien que ce dernier fût son seul fils biologique. Toutefois, la plupart du temps, quand il était à Hsikou, Chiang passait du temps avec Ching-kuo. Quelquefois le père et le fils sor-

taient en fin d'après-midi ; ils s'asseyaient sur un radeau de bambous mu par une perche et glissaient le long de la tranquille Shan Creek, regardant les cormorans apprivoisés attraper du poisson et écoutant la symphonie estivale des cigales[4]. La plupart du temps, cependant, le visiteur s'enfermait en lui-même, pensant à sa mère, méditant, lisant et travaillant sur des projets militaires. Il était manifeste qu'il avait très peu de choses en commun avec Fu-mei. Ching-kuo était habitué à la relation distante et tendue qu'entretenaient ses parents.

Après l'enterrement de sa mère, Kai-shek régla ses affaires financières avec M^lle^ Yao et aussi avec la mère de Ching-kuo, dont finalement il divorça. Chiang déclara d'abord à Fu-mei qu'elle ne pourrait plus vivre dans la maison familiale, mais quand elle se mit à pleurer et à plaider sa cause, il y renonça. Le fils fut témoin de cette scène[5]. Dans une lettre à son beau-frère, Mao Mao-ching, Chiang Kai-shek décrivit ainsi ses sentiments à l'égard de son épouse de 20 ans : « Pendant les dix dernières années, je n'ai pas été capable de supporter d'entendre le bruit de ses pas, ni de voir son ombre[6]… »

■

La décision de Chiang de divorcer, simple formalité à l'époque, n'était pas sans relation avec une autre intrigue : son désir passionné de faire la conquête d'une jeune femme, nommée Ch'en Chieh-ju, qui était la fille d'un partisan de Sun Yat-sen résidant à Shanghai. Chiang avait rencontré Chieh-ju en 1919 alors qu'elle n'avait que 13 ans, même si, d'après son propre témoignage, ses amis disaient qu'elle en paraissait 18, et il s'était entiché de sa jeune innocence. Il avait trouvé un prétexte pour l'attirer dans une chambre d'hôtel, mais elle s'était enfuie[7].

Au début de septembre 1921, Chiang retourna temporairement à Shanghai et rencontra à nouveau Chieh-ju. Cette fois-ci, il était décidé à l'épouser ou à la prendre pour concubine, selon la version à laquelle on veut croire. Après une résistance initiale, la mère de la jeune fille donna son accord. Le mariage, comme Chieh-ju le raconta plus tard, eut lieu le 5 décembre 1921. Elle avait 15 ans. Son nouveau beau-fils, Ching-kuo, n'avait que quatre ans de moins qu'elle[8]. Pendant sa lune de miel, elle contracta une maladie vénérienne. En repentir, Kai-shek fit le serment de ne jamais plus boire d'alcool, de café ou de thé. Désormais, il s'abstint, la plupart du temps, de toute boisson alcoolique et il prit l'habitude de boire de l'eau chaude plutôt que du thé.

Chieh-ju précisa que les médecins les guérirent tous les deux de ce qui, semble-t-il, avait été un cas de gonorrhée[9].

■

A 12 ans, Ching-kuo fut inscrit au lycée des Dix Mille Bambous de Shanghai. Il vécut pour un temps avec Chieh-ju au numéro 9 de la troisième ruelle Ch'ing Shunli de la rue Notre-Dame, dans la concession française. Kai-shek était absent la plupart du temps et Ching-kuo et sa belle-mère de 16 ans établirent des relations très chaleureuses. Il l'appelait sa mère de Shanghai[10]. Elle était à la fois, pour ce garçon prévenant et plein de vie, une sœur et une seconde mère, adolescente, sensuelle, qui contribua à son idéalisation romantique des femmes, qu'il conserva toute la vie.

Adolescent, le jeune Chiang avait les cheveux coupés ras, un visage carré qui ressemblait à celui de sa mère, un front haut (comme son père), une large bouche et des dents proéminentes[11]. Le fils était très poli mais toujours extrêmement nerveux en présence de son père. Chiang père exigeait que Ching-kuo lui écrive une lettre tous les dimanches d'environ deux ou trois cents caractères ainsi qu'un rapport sur ses études et les livres qu'il avait lus. Il le réprimandait s'il était en retard dans sa correspondance[12]. Le père suggéra que Ching-kuo conserve ses lettres et les relise quand il aurait du temps libre. Souvent, toutefois, il n'avait pas lui-même le temps d'écrire et il se contentait de lui expédier des listes de livres à lire[13]. Il continuait d'attacher du prix aux Quatre Livres, plus particulièrement Mencius, les *Lettres* et *L'Enseignement familial* de Tseng Kuo-fan, ainsi que des œuvres choisies de Wang Yang-ming. Les *Trois Principes du peuple* de Sun yat-sen figuraient sur la liste, mais ne semblaient pas avoir la même priorité. De temps en temps, Chiang envoyait à Ching-kuo des livres qu'il avait lus et annotés[14]. Il suggéra que Ching-kuo lise chacun des classiques «plus d'une centaine de fois[15]».

La façon dont Ching-kuo écrivait les caractères reçut également une attention répétée. «Ta calligraphie ne s'est pas encore améliorée», lui reprochait son père, «tu devrais écrire cent ou deux cents caractères tous les deux jours[16]». Chiang apparemment reconnaissait que ses propres idéogrammes n'étaient pas particulièrement élégants et il espérait que son fils apprendrait une écriture gracieuse et stylée dans la tradition des lettrés hommes d'Etat. En même temps, il insistait

constamment sur l'étude de l'anglais. Aujourd'hui, disait-il, «ceux qui ne parlent pas anglais sont comme des muets[17]».

■

En 1922, Chiang se lança dans une des équipées qui marqua sa carrière et celle de Sun Yat-sen. Il retourna à Canton pour reprendre son service, mais quand Sun ne tint aucun compte de ses mises en garde concernant la traîtrise de l'un de ses commandants (Chen Chiung-ming, appelé le «général Hakka»), il donna sa démission et revint à Hsikou. Le 16 juin, le général Hakka attaqua les locaux présidentiels de Sun à Canton, dans l'intention de le tuer. Sun trouva refuge sur la canonnière *Yung-feng* sur la rivière des Perles et envoya un télégramme à Fenghua adressé au petit Wei-kuo, à Hsikou. Le message, bien sûr, était destiné à Chiang Kai-shek. Il disait: «J'espère que vous allez venir rapidement[18].»

Chiang prit immédiatement un bateau pour Hong Kong et, là, il loua un canot à moteur pour se rendre sur la rivière des Perles. Le 29 juin, il rejoignit Sun sur le *Yung-feng,* qui était ancré près de l'île de Whampoa. Sun et ceux qui l'accompagnaient arrivèrent à Shanghai le 14 août et conférèrent avec un agent du Komintern [Internationale communiste] nommé Maring. Cinq mois plus tard, Sun Yat-sen et un nouvel émissaire soviétique, Adolf Joffé, publièrent un communiqué commun déclarant que les conditions justifiant l'émergence du communisme n'existaient pas en Chine et que l'unification de la nation et une totale indépendance constituaient les objectifs primordiaux. Moscou promettait son soutien à la révolution chinoise, et notamment d'aider à la rénovation de l'organisation politique de Sun, le KMT ou parti nationaliste. Cet accord alarma sérieusement les conservateurs du parti, mais Chiang Kai-shek était à la tête de ceux qui soutinrent avec enthousiasme la ligne prosoviétique.

Sun et Joffé tombèrent d'accord pour que le KMT envoie des représentants à Moscou afin d'étudier l'organisation soviétique sur les plans militaire, politique et gouvernemental et de se procurer des armes. Sun demanda à Chiang de conduire la délégation. Kai-shek et trois de ses compatriotes arrivèrent à Moscou le 2 septembre 1923 et passèrent presque trois mois en URSS. Beaucoup de ce que Chiang y vit l'impressionna, y compris le système des commissaires politiques et le travail du Komsomol, l'organisation de jeunesse du Parti

communiste de l'Union soviétique (PCUS) : « C'est ce que le PCUS a fait de mieux politiquement », dit-il en parlant du Komsomol.

Trente ans plus tard, Chiang affirma que, lorsqu'il était à Moscou, il avait compris progressivement que les institutions politiques soviétiques étaient des « organes de tyrannie et de terreur » et que l'objectif du PCUS était de transformer le Parti communiste chinois (PCC) en un « instrument pour son propre usage[19] ». Dans ses lettres à Ching-kuo pendant et après sa visite en Russie, on ne trouve toutefois aucune critique de l'URSS et encore moins un quelconque avertissement sur le rôle néfaste des communistes. A l'époque, tout le monde savait que le PCC, récemment formé, était en rapide expansion parmi les étudiants et les travailleurs de Shanghai. Et Chiang ne semblait guère préoccupé par le fait que son fils était exposé à cette influence.

Sun était aussi de plus en plus enthousiasmé non seulement par l'aide soviétique, qui commençait d'arriver au KMT, mais également par l'Union soviétique elle-même. Alors que Chiang était en URSS, le nouveau conseiller du Komintern, Michel Borodine, arriva à Canton et entreprit immédiatement d'aligner l'organisation politique et militaire du KMT sur le modèle léniniste. Borodine lui-même rédigea (en anglais) un projet de constitution et de manifeste pour le nouveau parti. Le premier congrès national du KMT, qui se tint du 20 au 24 janvier 1924, approuva cette fondamentale réorganisation du parti et accepta que les délégués communistes puissent appartenir simultanément au KMT et au PCC.

La nouvelle de la mort de Lénine fut connue au cours du congrès. Dans l'apologie qu'il fit de Lénine, Sun le qualifia de « grand homme[20] ». Au milieu de ce tournant prononcé vers la gauche, le congrès nomma Chiang Kai-shek membre du conseil militaire du parti et du comité chargé d'établir une académie militaire à Whampoa. Après que Chiang eut été désigné comme commandant de la nouvelle académie, il demanda personnellement que le général soviétique Vassili K. Blücher, commandant en chef de l'armée soviétique de Sibérie, qu'il avait rencontré lors de ses voyages en Russie, devienne son chef d'état-major. Il était clair que Chiang ne s'opposait pas à la collaboration avec les communistes.

Le 3 mai 1924, il prit le commandement de l'académie de Whampoa et présida aux cérémonies d'ouverture. Il confia à l'aîné des frères

Ch'en, Ch'en Kuo-fu, la responsabilité de recruter la plupart des élèves officiers, tâche pour laquelle Ch'en sollicita l'aide de la Bande verte[21]. Ching-kuo avait souvent rendu visite aux Ch'en, qui habitaient une maison dans la concession française, mais maintenant il le faisait moins souvent, Kuo-fu étant généralement absent et son jeune frère, Li-fu, étant parti pour les Etats-Unis l'année précédente[22].

En se limitant à une formation intensive de trois mois, Whampoa délivra un diplôme à 2000 officiers en un an. Le PCC sélectionna un certain nombre de ces élèves officiers, parmi lesquels se trouvait, dans la première promotion, un jeune homme enthousiaste nommé Lin Biao. La plupart des diplômés, toutefois, prouvèrent qu'ils étaient totalement fidèles à Chiang Kai-shek. Presque tous étaient fils de propriétaires terriens ou de familles urbaines aisées. Cette «clique de Whampoa» allait fournir au Generalissimo le noyau de ses partisans pendant les vingt-cinq années suivantes et même, dans certains cas, pendant cinquante ans.

Un peu plus tôt, le 20 mars, Ching-kuo envoya à son père une lettre intéressante dans laquelle il proposait que le lycée de Wushan, à Hsikou, organise des cours du soir gratuits pour les «gens ordinaires».

> J'ai une suggestion à faire concernant le lycée de Wushan, bien que je ne sois pas sûr que vous l'acceptiez. Ma suggestion est que l'école crée une session du soir pour les gens ordinaires qui n'ont pas les moyens d'aller à l'école. Mon école a organisé une telle session avec beaucoup de succès. Je peux vous donner quelques détails à ce sujet :
>
> 1. Nom : Ecole de Wushan pour tous.
> 2. Droits de scolarité : gratuits et le matériel scolaire sera fourni.
> 3. Horaire des cours : de 19 h à 21 h.
> 4. Age requis : 14 ans ou plus.
> 5. Durée de l'enseignement : 16 ou 20 semaines.
>
> Au moment de l'examen de fin d'études, les élèves devront être capables d'écrire des lettres simples et de tenir des comptes simples. Ils recevront un diplôme s'ils réussissent aux examens. Les manuels qu'ils utiliseront seront publiés par la Presse commerciale et seront intitulés «Mille Caractères pour tous». Je ne sais pas si vous donnerez

votre accord à ma suggestion. Si des cours du soir sont créés à Wushan, ils bénéficieront beaucoup à la population locale[23].

Le ton de la lettre était respectueux, mais remarquablement direct. Ching-kuo n'employait pas le langage traditionnel d'obéissance filiale et d'humilité. Chiang Kai-shek, de toute manière, rejeta sèchement la proposition de Ching-kuo, lui faisant remarquer que Hsikou ne possédait pas l'électricité, que les paysans se couchaient de bonne heure et, de surcroît, qu'ils n'aimaient pas l'étude[24].

En juin, quelques mois après le congrès, les conservateurs du KMT présentèrent leur première motion pour interdire aux communistes d'être membres du parti. Selon un biographes qui lui est favorable, «Chiang fut l'un des rares à être conscients à ce moment critique que les membres du KMT devaient serrer les rangs et se battre main dans la main avec les communistes contre leurs ennemis communs», les seigneurs de la guerre, qui contrôlaient la plus grande partie de la Chine. Le 29 juin, dans un discours public à Whampoa, Chiang fit l'éloge du PCUS: «Les membres du parti communiste russe sont désireux de travailler pour le bien-être de leur pays et celui de leur peuple, pas seulement pour leur intérêt personnel[25].»

En janvier 1925, le général Hakka mutiné lança une nouvelle attaque pour s'emparer de Canton. A la tête de ses élèves officiers de Whampoa, Chiang se porta au secours de la ville assiégée. Avec seulement quelques mois de formation et armés de matériel soviétique, notamment de l'artillerie, les jeunes recrues de Chiang écrasèrent l'armée rebelle. A la fin de mars, Chiang occupait toute la partie est de la province du Kwangtung. Au moment même où se déroulaient ces combats victorieux, la nouvelle arriva du nord que Sun Yat-sen était mort d'un cancer du foie.

Chiang n'était alors pas encore membre du bureau politique du KMT. Bien que sa renommée se soit considérablement accrue, la plupart des observateurs et des membres du parti ne le considéraient pas comme l'un des candidats possibles pour prendre la direction du KMT. Il semblait voué à servir le parti et le pays en sa seule capacité de militaire. Ses «démissions» répétées pour des questions de principe lui avaient donné une réputation de rectitude. Il devint rapide-

ment le commandant de la garnison de Canton tout en continuant de diriger Whampoa.

■

Après avoir terminé ses études primaires, Ching-kuo entra, au début de 1925, au lycée de P'utung à Shanghai. Au printemps de la même année, deux mois après la mort de Sun Yat-sen, une vague de manifestations et de sanglantes répressions policières eurent lieu à Shanghai. Le 30 mai, une foule d'environ 3 000 personnes se rassembla à l'extérieur d'un poste de police, dans la rue de Nankin, exigeant la mise en liberté d'étudiants détenus[26]. Scandant « tuez les étrangers », la foule se précipita vers le bâtiment où était situé le poste de police. Un officier britannique ordonna aux policiers chinois et aux Sikhs de service d'ouvrir le feu. Onze manifestants furent tués et vingt sérieusement blessés. Selon le *New York Times,* la police tint pour responsable des désordres les « bolcheviques chinois, notamment l'aile radicale du KMT[27] », une référence manifeste au père de Ching-kuo, que la presse occidentale appelait maintenant le « général rouge ». Les manifestations se poursuivirent au cours de la semaine suivante.

Pendant ce temps, les camarades d'école de Ching-kuo l'avaient choisi pour qu'il prenne leur tête lors de quatre « soulèvements de masse » auxquels ils participèrent[28]. Bien que certains continuent d'affirmer que Ching-kuo fit partie de ceux qui furent arrêtés lors de l'émeute du poste de police, on n'en trouve aucune trace dans les archives de Shanghai[29]. Des grèves générales furent lancées à Shanghai, à Hong Kong et ailleurs pour protester contre la répression du 30 mai. Le correspondant du *Times* prévint que « le parti le plus radical » (le KMT) était déterminé à mettre un terme à « tous les emplois spéciaux réservés aux étrangers, à tous leurs privilèges et aux traités d'extraterritorialité ». Même le Japon, affirma-t-il, pourrait « prendre le parti du monde jaune contre l'Occident[30] ». A Wuhan, des volontaires britanniques tirèrent à la mitrailleuse sur des « milliers de coolies révoltés[31] ». A Canton, le 23 juin, un énorme défilé de manifestants chinois, auquel participaient des boy-scouts et des élèves officiers de Whampoa, traversa la concession étrangère de l'île de Shameen. Les troupes britanniques de la concession firent feu sur la foule, elles tuèrent 52 manifestants et en blessèrent plus de 100[32].

Ce fut un grand jour pour le KMT et le PCC. Les adhésions à ce dernier triplèrent pour atteindre le nombre de 3 000.

La vague d'activisme politique gagna les régions rurales des provinces intérieures, comme le Hunan. Mao Zedong était dans sa province natale, soignant sa mère mourante, lorsque se produisit l'incident du 30 mai. Lui-même et ses camarades sillonnèrent la campagne et organisèrent des syndicats de paysans. Le commandant militaire du Hunan envoya des troupes pour arrêter Mao. Le jeune communiste s'enfuit à Canton. Il devint le rédacteur en chef de *Political Weekly* [«la semaine politique»], une publication du département politique du KMT, et également chef de l'unité de formation des organisateurs de la paysannerie[33]. Le 1er juillet 1925, le KMT annonça la création d'un gouvernement national à Canton et élut Wang Ching-wei, également connu pour être prosoviétique, comme président d'un nouveau comité politique qui détenait le pouvoir. Wang semblait être le successeur probable de Sun Yat-sen. Le KMT se préparait maintenant à relever son plus grand défi : établir son autorité sur l'ensemble de la Chine.

■

S'agissant de sa propre famille, Chiang décida d'inscrire Ching-kuo à l'école que son ami, le professeur et linguiste renommé Wu Chih-hui, venait d'ouvrir à Pékin. C'était une petite institution située dans la rue de l'Ecole-du-Sud, qui combinait des méthodes classiques et modernes d'enseignement. Bien que la ville fût sous le contrôle du seigneur de la guerre Feng Yu-hsiang, la sécurité des élèves ne semblait pas poser de problèmes. Wu Chih-hui avait vraisemblablement reçu l'assurance du maître des lieux que les élèves KMT ne courraient aucun danger. En fait, Feng avait inscrit l'un, au moins, de ses enfants à l'école. Feng, un homme volubile et de haute stature, professait des idées sociales et avait une certaine sympathie pour le KMT. Depuis son mariage avec une chrétienne éduquée, il était connu sous le nom de général chrétien, réputé, selon la rumeur publique, pour baptiser ses troupes au moyen d'une lance à incendie. Mais c'étaient les enfants que Feng avait eus de sa première femme, un fils, Hung-kuo, et sa sœur, Fu-neng, qui allaient jouer un rôle important dans la jeunesse de Ching-kuo.

Ching-kuo, à cette époque, se considérait comme un «révolutionnaire progressiste». Peu de temps après son arrivée à Pékin, un jour-

naliste du KMT de grande réputation, qui avait été vice-président de l'université de Shanghai, Shao Li-tzu, le présenta à plusieurs dirigeants communistes, y compris à Li Ta-chao, qui était à la fois membre du bureau politique du PCC et du KMT[34]. Shao, qui, selon toute vraisemblance, était un communiste clandestin, quitta alors Pékin pour Whampoa, où il devint le secrétaire général de Chiang Kai-shek. Ching-kuo, naturellement, s'accointa avec un groupe d'étudiants de gauche qui allaient régulièrement voir des films à la mission soviétique et rencontraient fréquemment des fonctionnaires de l'ambassade[35]. L'idée d'étudier à Moscou s'était maintenant emparée de son imagination[36].

Depuis la révolution de 1917, l'Union soviétique avait organisé des formations militaires et des programmes d'enseignement à l'intention des révolutionnaires de Chine ou d'autre pays d'Extrême-Orient. Ces différents centres d'instruction furent finalement réunis et devinrent l'université des Travailleurs de l'Est. Puis, en 1925, le parti soviétique décida de créer une institution séparée pour les Chinois : l'université Sun Yat-sen des Travailleurs chinois (Sunovka). La sélection des candidats à cette institution relevait de la responsabilité du PCUS et du KMT, le Comité central du PCC ayant également son mot à dire[37]. Le KMT et le PCC nommèrent un certain nombre d'étudiants pour la première rentrée[38].

Chiang Ching-kuo et plusieurs de ses amis décidèrent de faire acte de candidature. Ching-kuo demanda à Wu Chih-hui de le nommer sur le contingent du KMT. Quand Wu voulut savoir pourquoi Ching-kuo souhaitait partir, le jeune homme lui répondit que c'était pour la révolution. Wu se mit à rire. « La révolution veut dire la rébellion… Vous n'avez pas peur ? » Ching-kuo affirma que non. « Ce n'est pas aussi simple, lui dit Wu, vous devriez reconsidérer cette idée. » Deux semaines plus tard, Ching-kuo revint le voir et lui dit qu'il était toujours décidé à partir. « Ce serait peut-être bien pour vous de faire un essai, convint Wu. C'est toujours bon pour les jeunes gens de multiplier les expériences[39]. » Dans l'année qui suivit, Wu devint un membre important du groupe des Collines de l'Ouest au sein du KMT, groupement très anticommuniste qui contribua à lancer la purge contre les communistes et à rompre avec Moscou. Mais, au cours de l'été 1925, l'atmosphère politique et intellectuelle était très différente de ce qu'elle serait quelques mois seulement plus tard. Wu

n'essaya pas de dissuader le jeune Chiang d'abandonner son projet ou de le mettre garde contre les dangers du communisme.

■

Au sommet de l'appareil, le visage du KMT changea brusquement et profondément. Le 20 août, des hommes armés firent irruption dans une réunion du comité exécutif et abattirent Liao Chung-k'ai, l'un des dirigeants de l'aile gauche du parti. Les soupçons se portèrent sur les conservateurs. Chiang Kai-shek présida une commission d'enquête de trois personnes pour faire la lumière sur cet assassinat. Bien qu'il ne fût pas directement accusé, le dirigeant de l'aile droite, Hu Han-min, fut obligé de démissionner. La mort de Liao et le départ de Hu firent de Chiang non seulement le commandant incontesté de l'Armée révolutionnaire, mais également l'une des deux personnalités politiques les plus puissantes du KMT. L'autre était Wang Ching-wei. Chiang sembla confirmer son inclination vers le radicalisme en nommant Zhou Enlai pour remplacer Liao à la tête du département politique de la 1re armée, qui était à l'origine l'Armée révolutionnaire du KMT. Des partisans influents du KMT à Canton – de grands propriétaires terriens, des industriels, de riches commerçants et des intellectuels conservateurs – s'alarmèrent. Beaucoup firent leurs valises et se réfugièrent en hâte à Shanghai et à Pékin.

La situation politique de la Chine devint tout à coup plus chaotique et plus complexe que jamais. Le nombre des acteurs et des intrigues se multiplia dans la pièce qui se jouait sur le théâtre national. Y participaient maintenant l'aile gauche du KMT, qui défendait la coopération avec les Soviétiques et le PCC ; l'aile droite du KMT, qui s'opposait fortement à une telle alliance ; le PCC, qui tenait ses ordres de Moscou ; certains communistes, à la fois soviétiques et chinois, qui prédisaient que l'alliance avec le KMT conduirait à la catastrophe ; les conseillers soviétiques qui s'étaient engagés à travailler pour l'Armée révolutionnaire (et donc avec Chiang Kai-shek) ; des seigneurs de la guerre comme Feng Yu-hsiang, qui acceptaient l'aide des Soviétiques et brandissaient le drapeau au soleil blanc du KMT ; des militaristes comme Chang Tso-lin et Wu P'ei-fu, qui travaillaient de temps à autre pour les Japonais ; d'autres satrapes provinciaux et régionaux qui, comme ceux qui contrôlaient Fenghua et Ningpo, juraient allégeance à n'importe quel parti s'il paraissait le plus puissant ; et enfin

les militaristes radicaux, qui s'emparaient progressivement du pouvoir au Japon et affirmaient de plus en plus leur autorité en Mandchourie. Participant elle aussi à cette constante agitation, l'Union soviétique poursuivait de nombreux objectifs, qui entraient toutefois souvent en conflit les uns avec les autres : contribuer à l'émergence d'une Chine forte et unifiée pour faire pièce aux impérialistes ; préparer in fine une révolution bolchevique en Chine ; éviter de provoquer le Japon ; et promouvoir ses propres intérêts économiques en Mandchourie. A l'inverse, les puissances occidentales se défiaient des Soviétiques, des Japonais, des communistes locaux et d'un KMT dominé par la gauche.

■

Chiang Kai-shek ne faisait pas confiance aux communistes, mais il ne faisait confiance à presque personne. Même si ses valeurs personnelles l'inclinaient à rejeter la lutte des classes et d'autres aspects extrêmes du communisme, ce n'étaient pas les options politiques des communistes qui le gênaient le plus. Beaucoup plus importante à ses yeux était la rigoureuse dynamique de la politique : le PCC, malgré son alliance avec le KMT, était une organisation ambitieuse et rivale dont l'objectif, similaire à celui du KMT, était non seulement de restaurer l'unité et la dignité de la Chine, mais aussi de s'emparer de la totalité du pouvoir. Plus inquiétant encore, c'était un rival soutenu par le grand voisin du nord.

Pendant l'été 1925, Chiang n'envisageait toutefois pas d'expulser les communistes du KMT ou de rompre avec les Soviétiques. De la même manière, la politique de Staline à l'égard du KMT était alors fondée sur une duplicité qui restait théorique mais n'était pas encore opérationnelle. Les marxistes estimaient que Chiang et le KMT faisaient partie de la « petite bourgeoisie nationale » et les considéraient donc, en fin de compte, comme des ennemis de classe. Le nouveau KMT, celui d'après 1924, était toutefois un parti bourgeois tout à fait unique, puisqu'il était manifestement entre les mains de dirigeants de gauche et prosoviétiques. Moscou, après tout, avait défini la structure de son organisation et révisé son idéologie. Les membres du KMT, du PCC et le personnel soviétique se donnaient du « camarade ». Le PCC, aussi bien que le PCUS, avait le sentiment qu'il était possible que les communistes s'emparent finalement de la direction du KMT et que l'aile droite de ce dernier fasse sécession. Les positions de plus en plus

prosoviétiques et léninistes de Sun Yat-sen avant sa mort les encourageaient à penser que ce scénario était plausible. Avec Chiang Kai-shek, ils en étaient moins certains, mais, pendant l'été de 1925, il semblait également être un ami fidèle de l'Union soviétique et solidement de gauche. Chiang n'avait-il pas travaillé en harmonie avec Borodine et le général Blücher? N'avait-il pas fait publiquement l'éloge du PCUS? N'avait-il pas nommé Zhou Enlai à la tête du département politique de la 1re armée? N'était-il pas sur le point d'envoyer son fils étudier à Moscou? Qui plus est, à ce moment de l'évolution du monde, le premier souci de Staline était de promouvoir l'émergence d'une Chine unifiée qui serait anti-impérialiste et amicale à l'égard de l'Union soviétique en même temps qu'un tampon contre les visées du Japon et contre l'Angleterre. Etant donné que les possibilités pour le PCC de diriger le mouvement d'unification de la Chine étaient au mieux incertaines, collaborer avec un KMT dominant et de plus en plus à gauche semblait à Moscou le moyen le plus sûr pour atteindre ces objectifs.

■

Au cours de ce même été de 1925, Ching-kuo se rendit à Whampoa pour discuter avec son père de son projet d'étudier à Moscou. Avant de l'affronter, le jeune homme dévoila à Ch'en Chieh-ju, sa «mère de Shanghai», qui était maintenant une jeune femme épanouie de 20 ans, son intention d'aller à Moscou et il lui demanda si elle voulait bien en informer son père et essayer d'obtenir son consentement[40].

Dans la version des faits de Ch'en Chieh-ju, Chiang Kai-shek rejeta tout de suite l'idée, qu'il jugea incongrue. «Cette tête de bois ne pense à rien», dit-il, en parlant de son fils. Au surplus, ajouta-t-il, il ne pouvait se le permettre. Ch'en plaida la cause de Ching-kuo et persuada finalement son mari de donner son accord[41]. Si Chiang Kai-shek avait alors éprouvé des sentiments marqués contre l'Union soviétique et le communisme, la seule personne à laquelle il aurait fait part de ses objections contre le projet de son fils eût été son ami et «frère de sang» Ch'en Kuo-fu. Or, ce dernier, qui allait bientôt devenir l'un des membres du KMT parmi les plus vigoureusement anticommunistes, ne manifesta aucune crainte lorsqu'il connut les intentions de Ching-kuo. Tout au contraire, il promit de lui fournir des vêtements chauds pour le voyage. Le frère de Ch'en Kuo-fu, Li-fu, qui étudiait alors aux Etats-Unis, affirma dans une interview réalisée en 1996, qu'il

comprenait les raisons pour lesquelles Chiang Kai-shek avait autorisé son fils à aller en Russie : « Il avait besoin du soutien russe à cette époque[42]. » Dans son journal, Chiang nota simplement le 1er octobre 1925 : « Une fois de plus, j'ai fait des recommandations à Ching-kuo. J'ai décidé de le laisser poursuivre ses études en Russie[43]. » Envoyer son fils à Moscou servait les intérêts politiques et professionnels de Chiang et était tout à fait en adéquation avec le tournant idéologique qu'il avait effectué. Mais Chiang suggéra à Ching-kuo, bien que celui-ci n'eût que 15 ans, de devenir un membre à part entière du KMT avant son départ.

3
Les rêves dans le pavillon rouge

A la fin d'octobre 1925, Ching-kuo et ses amis montèrent à bord d'un cargo soviétique ancré sur le Bund, à Shanghai. La cabine de Ching-kuo était située dans une cale qui avait été précédemment utilisée pour transporter du bétail. Avant même que le bateau se mette en mouvement, il eut des maux d'estomac et il fut sur le point d'abandonner l'entreprise. Mais, à la vue de ses amis qui prenaient les choses du bon côté, il comprit qu'en tant que « fils du commandant de l'académie de Whampoa » il ne pouvait pas faire machine arrière. Bientôt, le bateau descendit le fleuve Huangpu, toujours encombré, longea les alignements de nombreux bâtiments européens sur la rive ouest, le nauséabond canal de Soochow, les usines noires et les chantiers navals crasseux qui se succédaient pendant des kilomètres. Les étudiants entonnèrent le *Chant de la révolution nationale* et *L'Internationale.* En moins d'une heure, le bateau entra dans l'embouchure boueuse et largement ouverte du Yangtze et finalement fendit des eaux bleues, celles de la mer de Chine. Ching-kuo ne remettrait pas les pieds sur le sol chinois pendant près de douze ans[1].

Parmi les 90 étudiants qui étaient à bord du navire se trouvait Chang Hsi-yuan (ou Chang Hsi-chi'ung), âgée de 18 ans, qui, dans l'année qui suivrait, allait devenir la compagne de Deng Xiaoping[2]. S'y trouvaient également Shao Chih-kang, fils du secrétaire général de Chiang Kai-shek (et secrètement marxiste), Shao Li-tzu, et un autre communiste de 18 ans, originaire de l'Anhui, Ch'en Shao-yu. Ch'en, qui, au sein du PCC, prit le pseudonyme de Wang Ming, eut plus tard le privilège de devenir l'ennemi principal à la fois de Chiang Ching-kuo et de Mao Zedong[3].

Les passagers étudiants formaient de petits groupes qui se réunissaient, discutaient, étudiaient et mangeaient ensemble. C'était pour Ching-kuo sa première expérience d'une vie collective. Il en fut heureux et la trouva épanouissante. Les discussions se prolongeaient tard dans la nuit. Il lut *L'ABC du communisme,* de Nicolaï Boukharine, premier livre qu'il ait jamais lu sur ce sujet[4]. Quelques jours plus tard, les étudiants débarquèrent à Vladivostok et, le 31 octobre, prirent,

pour Moscou, un train «ordinaire», c'est-à-dire qui n'était pas un «express». Il marchait au bois, les voitures n'étaient pas chauffées et il n'y avait pas de wagon-restaurant. L'eau gelait, aussi bien celle qu'on buvait que celle avec laquelle on se lavait après avoir utilisé les latrines, qui n'étaient qu'un trou dans le plancher et ne disposaient pas de papier toilette. Le train s'arrêtait fréquemment à des gares pour charger de nouvelles piles de bois et prendre quelques passagers. Les Chinois en profitaient pour se précipiter sur les kiosques afin d'acheter à boire et à manger et, de manière plus urgente encore, d'aller aux toilettes[5]. Malgré le froid et les conditions sordides, la ferveur et la promesse de l'Union soviétique transportaient Ching-kuo et la plupart de ses camarades. Dans certaines gares, des représentants des travailleurs et des paysans les accueillaient avec des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : «Vive la révolution nationale de Chine» et «Vive la coopération sino-russe». Il y avait quelquefois un défilé le long du quai de la gare. Marchant main dans la main avec les Chinois, les Russes chantaient : «Marchons ! L'aube est devant nous !»

■

La révolution russe n'avait que huit ans, mais ces huit ans paraissaient toute une vie. La guerre, la révolution, la terreur et la famine avaient constamment balayé ce vaste territoire. Après la mort de Lénine, la question de savoir si la prochaine étape dans la construction du socialisme exigeait des mesures graduelles ou radicales divisait la direction soviétique ou, plus précisément, fournissait les armes idéologiques avec lesquelles les dirigeants se battaient pour le pouvoir. Un problème de fond était au centre du débat : le socialisme pouvait-il être construit de manière réaliste dans un vaste pays agricole entouré par un monde capitaliste hostile ? Cette incertitude conduisait à une réflexion sur une question connexe : dans un pays colonisé ou semi-colonisé, comme la Chine, l'Union soviétique devait-elle soutenir des révolutions anti-impérialistes, nationalistes et bourgeoises, comme celle du KMT, ou seulement celles dirigées par les communistes ?

Si l'on pensait que l'Union soviétique pouvait résister seule à l'encerclement capitaliste et que la paysannerie fournirait une base solide pour construire le socialisme, alors la priorité pour tous les progressistes, et pas seulement ceux de l'URSS, devait être de conso-

lider la révolution en Union soviétique. Le leader de la position adoptée par l'aile droite dans ce débat, Nicolaï Boukharine, pensait que le socialisme pouvait et devait être construit progressivement à partir de l'économie mixte existante et que la croissance industrielle et donc les progrès vers le socialisme dépendaient de la croissance de la consommation, qui conduirait à son tour à une accumulation de capital privé chez les paysans. Ce processus fournirait le capital nécessaire à une rapide industrialisation. L'agriculture et l'industrie progresseraient ainsi main dans la main.

L'aile gauche, représentée par Léon Trotski, soulignait le danger d'un embourgeoisement rampant de la société soviétique et sa corruption par le désir de biens matériels. Trotski insistait sur le fait que les paysans russes ne pouvaient être de bons communistes. La réalisation du socialisme réel en URSS exigeait donc le succès de révolutions prolétariennes dans des pays plus développés. La position de Trotski devint connue sous le nom de «révolution permanente».

Staline, pour sa part, conçut un juste milieu qui allait lui permettre d'affaiblir Trotski et de s'aligner sur la droite pour éliminer la gauche. Au début de 1924, Staline avait réussi à chasser Trotski de son poste de commissaire à la guerre, qui lui avait donné jusqu'alors le contrôle de l'Armée rouge. Presque deux ans plus tard, toutefois, lorsque Ching-kuo arriva à Moscou, Trotski et ses partisans, qu'on dénommait l'opposition de gauche, pensaient que leur cause n'était pas perdue.

■

A la fin de novembre, le groupe des étudiants chinois, frissonnants mais impatients, parvint à la lugubre gare centrale de Moscou. Des membres de la nouvelle université, y compris le président Karl Radek, souhaitèrent la bienvenue aux arrivants. Les Chinois et leurs hôtes prirent un bus qui suivit les routes circulaires intérieures de la ville jusqu'à l'université Sun Yat-sen, située au numéro 16 de la rue Volkhonka. Le bâtiment quelconque de quatre étages, comportait presque 100 chambres et était bordé d'une rangée d'arbres dénudés. Il n'était pas très loin de la rivière de Moscou, gelée à cette époque de l'année. De l'entrée principale, Ching-kuo et ses amis pouvaient apercevoir les six coupoles dorées de la cathédrale du Rédempteur (le Christ sauveur). Au cours des longs mois qui allaient suivre, les étudiants feraient tous les matins des exercices physiques sur la grande

place située en face de la cathédrale et, pendant leur temps libre, marcheraient dans ses magnifiques jardins en discutant de politique.

L'administration remit aux étudiants la liste de leurs noms russes. Ching-kuo s'appellait désormais Nikolaï Vladimirovich Elizarov. Ch'en Shao-yu (Wang Ming) devint le camarade Golubev. Quelques jours plus tard, les étudiants assistèrent à l'ouverture officielle de l'université. Des portraits de Lénine et de Sun Yat-sen, de même que les drapeaux de l'URSS et du KMT, étaient accrochés dans le vaste auditorium. Trotski ajouta un commentaire intéressant. «Désormais, dit-il, tout Russe, qu'il soit un camarade ou un simple citoyen, qui regardera un étudiant chinois avec un air de mépris n'aura plus le droit d'être considéré comme un communiste russe ou comme un citoyen soviétique[6].»

Trotski faisait référence aux préjugés des Russes à l'égard des Mongols et des Chinois. Ching-kuo et les autres étudiants, par exemple, étaient quelquefois accostés dans la rue: «Voudriez-vous du sel?» Ils découvrirent que c'était une moquerie en référence à la coutume qu'avaient les Chinois de Russie d'envelopper les corps de leurs morts dans du sel avant de les renvoyer vers leur pays d'origine pour y être enterrés.

L'école, connue par son acronyme russe, Sunovka, répartit les étudiants en 11 groupes d'environ 30 à 40 participants, en fonction de leur allégeance au parti, de leur âge et de leur niveau d'éducation. L'étude de la langue russe et les cours d'initiation au communisme et à l'impérialisme constituaient les priorités immédiates. Des savoir-faire pratiques étaient également enseignés, par exemple comment infiltrer un gouvernement ou une armée et comment créer des mouvements de paysans et de travailleurs. Les étudiants interrompaient assez fréquemment leur travail en soirée pour aller voir des pièces mélodramatiques décrivant les humiliations que les impérialistes britanniques et américains avaient infligées au peuple chinois[7].

Chaque étudiant tenait un journal de ses actions et de ses pensées politiques, ce qui incluait son autocritique et la critique des autres étudiants, qu'il devait lire lors de séances collectives[8]. Ching-kuo participa avec enthousiasme à toutes les activités politiques de l'université, y compris aux séances de critiques.

Les conditions de vie à l'école étaient très bonnes, si l'on considérait les pénuries qui ravageaient l'économie. Le petit déjeuner

comportait des œufs, du pain et du beurre, du lait, des saucisses, du thé noir et même, à l'occasion, du caviar. Quand les étudiants se lassèrent de la nourriture russe, l'école recruta un chef chinois et offrit un choix de repas russes ou chinois[9]. Chaque fois que Ching-kuo allait au cinéma, il voyait des actualités sur son père, qui avait fière allure, et sur des défilés des troupes de l'Armée révolutionnaire du KMT. La *Pravda,* les *Izvestia,* et Radio Moscou faisaient constamment l'éloge de Chiang Kai-shek et du KMT[10]. Ching-kuo était extrêmement fier de son père. Tous les étudiants chinois de l'université Sun Yat-sen savaient que le plus jeune d'entre eux était le fils du fameux général Chiang[11]. Ching-kuo fit rapidement partie des Jeunesses communistes et, en décembre, il adhéra au Komsomol soviétique. Il écrivit un article intitulé « Réformer son cœur avant de conduire la révolution », qui figura sur le mur rouge, le panneau d'affichage de l'université. Il fit une telle impression sur le personnel d'encadrement que l'auteur de 15 ans fut nommé rédacteur du mur rouge[12].

■

A cette époque, c'étaient les vues de Trotski sur le monde qui dominaient le comité de Moscou du PCC, de même que le siège de Moscou des Jeunesses communistes chinoises[13]. De la même manière, les trotskistes tenaient le haut du pavé parmi l'encadrement européen de Sunovka. Le président Karl Radek (dont le véritable nom était Sobelsohn) était un révolutionnaire russo-polonais qui avait accompagné Lénine à bord du « train scellé », au moyen duquel le leader bolchevique avait pu atteindre la gare de Finlande à Saint-Pétersbourg en 1917. Il soutenait maintenant Trotski et l'opposition de gauche[14]. Pavel Mif, un partisan de Staline, était le vice-président de l'université, nommé sans doute pour surveiller Radek.

Radek était petit, trapu, avec un « visage simiesque », un front haut intellectuel, une mâchoire étroite, des lunettes aux verres épais et « un sourire qui remplissait complètement l'espace entre deux énormes favoris[15] ». A la façon dont le décrivit un étudiant chinois, il ressemblait à l'idée qu'un spécialiste du casting se serait fait d'un anarchiste un peu toqué : « Il était très myope et sans ses lunettes il ne pouvait même pas marcher. Ses cheveux n'étaient pas très souvent peignés et sa barbe non taillée. Il semblait n'avoir jamais changé le

costume, gris foncé, qu'il portait tous les jours. Il avait toujours une pipe vissée à la bouche, allumée ou éteinte[16].»

De deux ans plus âgé que Chiang Kai-shek, Radek devint une figure paternelle pour Ching-kuo. Il enseignait l'histoire chinoise dans la classe de ce dernier et ils discutaient fréquemment. Obsédé par l'idée que la révolution socialiste devait se répandre dans le monde entier pour survivre, il voyait dans le fils de Chiang Kai-shek un leader potentiel du mouvement en Chine et donc, également, de la révolution mondiale. Il engageait son étudiant à faire preuve d'audace et de hardiesse révolutionnaire. «En tant que jeune révolutionnaire, tu dois d'abord être courageux, soulignait-il. Ensuite, tu dois beaucoup travailler et être combatif… Ne cherche pas à progresser pas à pas, parce que cette méthode n'est pas compatible avec le véritable esprit qu'un révolutionnaire doit posséder. Enfin, tu ne dois jamais céder ou revenir en arrière[17].»

Radek expliquait que les profits provenant de l'exploitation des colonies ou des semi-colonies, comme la Chine, permettaient aux capitalistes occidentaux de maintenir leurs «salaires d'esclaves» juste au-dessus du niveau de la famine et d'éviter ainsi la révolution prolétarienne. Il s'ensuivait que la liberté pour la Chine tout entière dépendait du combat des travailleurs dans les pays capitalistes, combat qui détournerait et affaiblirait le pouvoir des impérialistes.

Un professeur appelé Prigogine fournissait de la littérature trotskiste à Ching-kuo et à certains de ses amis[18]. Ching-kuo fut l'un des premiers étudiants à être persuadés de la justesse de la position de Trotski[19]. Lui-même et d'autres Chinois proches de l'opposition de gauche étaient d'accord avec Trotski pour dire que l'Internationale communiste devait donner la plus grande priorité à la promotion des révolutions prolétariennes dans les pays impérialistes. Sinon, les puissantes nations capitalistes et impérialistes d'Europe et le Japon élimineraient les mouvements marxistes dans les sociétés retardées comme la Chine et iraient jusqu'à finalement détruire la mère patrie du socialisme.

En Chine, la lutte que l'on attendait depuis longtemps entre les seigneurs de la guerre du Nord éclata, mais avec de nouvelles alliances. Les jeunes révolutionnaires à Moscou se réjouirent à la nouvelle que Feng Yu-hsiang était maintenant disposé à combattre le «vieux maréchal» de Mandchourie, Chang Tso-lin, et le cruel Wu P'ei-fu. Le géné-

ral Feng dispersa toutefois trop ses forces pour s'emparer de Tientsin et il fut obligé d'abandonner Pékin.

■

Le 12 janvier 1926, un nouvel étudiant se présenta au dortoir de l'université Sun Yat-sen. Deng Xiaoping, âgé alors de 21 ans, venait d'arriver directement de Paris, où il avait vécu cinq ans et où il avait publié un hebdomadaire ronéoté intitulé *Lumière rouge,* ce qui lui avait valu le surnom de M. Ronéo. On donna à Deng un pseudonyme russe, Ivan Sergeievich, mais en quelques semaines son ardeur au travail et sa stricte discipline lui valurent un nouveau surnom : le Petit Canon[20]. Après la vie austère qu'il avait menée à Paris, Deng appréciait les privilèges et l'esprit de compétition de Sunovka. Il trouva un endroit où on vendait des croissants et aussi le temps pour jouer, à l'occasion, quelques parties de bridge[21].

Selon d'anciens étudiants de Sunovka, Deng et Ching-kuo furent mis dans une même classe de 20 élèves. Deng était chef d'équipe des Jeunesses communistes chinoises et avait, à ce titre, la responsabilité d'évaluer le travail et l'idéologie de tous les membres de cette organisation[22]. Malheureusement, son rapport sur Ching-kuo ne nous est pas parvenu, mais il semble qu'ils aient été assez proches l'un de l'autre. Xiaoping, qui mesurait environ un mètre cinquante était légèrement plus petit que Ching-kuo, mais leur stature presque semblable contribua à les rapprocher. Pendant leurs promenades le long de la rivière de Moscou, Ching-kuo posait souvent à Deng des questions sur son séjour à Paris. En guise de réponse, le jeune homme écrivit plusieurs articles décrivant ses activités en France pour le bulletin de Ching-kuo sur le tableau d'affichage[23]. Deng s'éprit de Chang Hsi-yuan, la fille du fonctionnaire des chemins de fer qui avait été l'une des compagnes de Ching-kuo pendant leur long voyage depuis la Chine. Xiaoping et Hsi-yuan «devinrent étroitement liés[24]».

■

En janvier également, le frère cadet de Ch'en Kuo-fu, Li-fu, qui avait obtenu un diplôme d'ingénieur et avait travaillé pendant un an dans les mines de charbon de Pennsylvanie, arriva à Canton. Li-fu avait accepté de devenir le secrétaire confidentiel de «troisième oncle Kai-shek». Le jeune homme, élégant et séduisant, fit immédiatement l'expérience de l'une de ces violentes colères caractérielles

dont Chiang était coutumier. Il dit au général qu'il le servirait loyalement mais qu'il partirait si jamais il était une nouvelle fois «insulté» de la sorte. Chiang lui promit de rester poli et tint parole pendant les vingt-sept années qui suivirent. De son côté, Li-fu devint, comme son frère, l'un des partisans les plus loyaux de Chiang et disposa lui-même d'un grand pouvoir[25].

L'une des tâches de Li-fu consistait à examiner de près les rapports des renseignements. Il estimait qu'il était «très au courant de ce que faisaient les communistes». La substance de ces rapports provenait du réseau des informateurs que Ch'en Kuo-fu avait établi avec l'aide de la Bande verte. Les Ch'en procuraient à Chiang un flot d'informations sur ses ennemis réels et potentiels aussi bien à Canton que dans d'autres parties du pays. Le 18 mars, un membre du Comité exécutif du PCC avertit Chiang qu'un complot contre lui était en préparation[26]. Deux jours plus tard, la canonnière nationaliste *Chung-shan* se déplaça secrètement de Canton à Whampoa et mit ses canons en batterie. Chiang frappa très vite : il fit arrêter le capitaine et l'équipage du bateau ainsi que 25 communistes ayant des positions officielles, dont Zhou Enlai. Chiang tenait maintenant fermement entre ses mains les rênes aussi bien politiques que militaires du KMT. Il assura les Soviétiques qu'il ne souhaitait pas remettre en question la coopération avec eux ou avec les communistes chinois ; il avait seulement agi contre des individus qui avaient commis une erreur. Il réclama le retour de Borodine, qui était en consultation à Moscou, et demanda que son ami, le général Blücher, qui avait été rappelé, revienne et reprenne ses fonctions de conseiller militaire. Dans une lettre ouverte aux élèves officiers de Whampoa, il souligna que, comme le Dr Sun, il pensait que le front révolutionnaire ne pourrait être uni sans des compromis avec les communistes. Il relâcha Zhou Enlai et les autres membres du PCC qu'il détenait et, pour manifester son souci d'équilibre, il fit arrêter quelques officiers appartenant à l'aile droite du KMT.

Chiang Kai-shek avait fait l'hypothèse que le KMT pourrait gérer l'alliance avec les communistes sans que sa propre suprématie soit sérieusement menacée. Mais, avant même l'incident de la canonnière, des rapports qui lui avaient été communiqués par les frères Ch'en l'avaient inquiété, et il était passé à l'attaque pour affirmer

son autorité sur la coalition. En même temps, Chiang comprit que l'aide matérielle fournie par les Soviétiques était déterminante pour le succès de l'expédition du Nord. En conséquence, la manière dont se produirait la rupture avec les communistes ainsi que le moment où elle aurait lieu dépendraient de la tournure des événements. Dans l'esprit de Chiang, la vieille coalition pourrait même se poursuivre indéfiniment, à condition que ni les Soviétiques ni le PCC ne cherchent à rivaliser avec lui.

En fait, la vision du monde de Chiang Kai-shek était encore essentiellement celle d'un «gauchiste». Les intéressants échanges de lettres entre le leader du KMT et son fils juste avant l'incident de la canonnière sont significatifs de sa manière de penser. Le 12 février, Ching-kuo exprimait son embarras au sujet d'une précédente lettre de son père qui «reflétait la pensée dominante de la société traditionnelle». Ching-kuo demanda alors à son père de lui expliquer la relation entre le principe de Sun Yat-sen de «bien-être économique du peuple» et le communisme. Chiang père répondit que les conceptions démodées qu'il avait exposées dans sa dernière lettre n'avaient été qu'un moyen de tester Ching-kuo et il se disait heureux que «les idées et le vocabulaire» de son propre fils soient «irréprochables». Il poursuivait en expliquant que le principe de Sun Yat-sen du «bien-être économique» du peuple n'était pas différent du communisme. La révolution chinoise ne prend tout son sens, ajoutait-il, «que lorsqu'elle fait partie de la révolution mondiale».

Dans une lettre datée du 16 mars, Chiang père approuvait la décision de son fils d'adhérer aux Jeunesses communistes chinoises. Le KMT et le PCC étaient «des camarades au sein de la révolution». Chiang Kai-shek savait que la police secrète soviétique intercepterait et lirait ses lettres à Ching-kuo et, pour une part, elles étaient probablement écrites en conséquence. Mais elles étaient également représentatives de la constante position radicale de Chiang, seulement quatre jours avant qu'il réagisse au complot présumé de la canonnière[27].

■

Malgré cet incident, le Komintern décida de maintenir l'alliance avec le KMT. Bien que les dirigeants du PCC eussent été partisans de couper les ponts, ils démontrèrent, une fois de plus, leur obéissance et acceptèrent les ordres qui leur furent donnés de poursuivre

la collaboration[28]. Staline (comme Trotski à cette époque) était surtout désireux d'amadouer les Japonais en Mandchourie tout en faisant payer la facture à la Chine[29]. Le bureau politique soviétique avait consenti que «la Mandchourie du Sud reste pour le moment entre les mains des Japonais» et que l'URSS s'efforce d'établir des «relations pacifiques et stables» avec le maréchal Chang Tso-lin, le seigneur de la guerre qui contrôlait la Mandchourie du Nord et d'autres parties de la Chine septentrionale. Staline fit savoir sans ambiguïté que le front uni KMT-PCC devait pour le moment rejeter totalement toute idée de campagne militaire agressive dans le but d'unifier la Chine et, plus généralement, toute activité qui pourrait conduire les «impérialistes sur la voie de l'intervention militaire[30]».

Au cours de l'été 1926, Chiang Kai-shek devint le commandant en chef ou (en adoptant le titre italien) le Generalissimo de l'Armée nationale révolutionnaire. Wu Chih-hui lui présenta pour l'occasion les insignes officiels. Ch'en Kuo-fu était maintenant le chef du département de l'organisation au sein du parti, ce qui était une position clé. Travaillant en relation étroite avec son frère et d'autres collaborateurs, Ch'en entreprit de réorganiser les sections du parti au Kwangtung et dans d'autres provinces, éliminant la plupart des membres du PCC des positions dirigeantes ; la purge s'étendit même à des niveaux inférieurs. Ch'en commença d'infiltrer ses propres «unités politiques» clandestines dans les syndicats, les associations paysannes et le PCC lui-même[31]. En juillet, Chiang «persuada» la chambre de commerce de Canton de faire une importante donation en argent liquide à l'armée révolutionnaire. Grâce à ces fonds, le Generalissimo commença sa marche vers le nord pour réunir toute la Chine sous un seul drapeau, celui du KMT. Les forces des différents seigneurs de la guerre que Chiang se proposait de vaincre étaient dix fois supérieures à sa propre armée.

■

Ching-kuo continuait de voir les événements qui se déroulaient dans son pays natal sous un jour très positif. Il comprenait que son père avait été dans l'obligation d'imposer un contrôle strict et de réprimer les dissidents de Canton. A la différence des membres du PCC qui imaginaient que leur parti d'avant-garde imposerait finalement sa prééminence sur la révolution chinoise et le KMT,

Ching-kuo croyait que le KMT, sous la direction de son père, parviendrait non seulement à vaincre l'impérialisme et à réaliser l'unité de la Chine, mais également à faire triompher une révolution prolétarienne et marxiste. Dans ce scénario, le PCC serait un parti d'appoint et, in fine, serait absorbé par le KMT, qui était le réel parti d'avant-garde[32].

Ching-kuo publia dans le journal de langue chinoise de l'université un article intitulé «La révolution nationale en Chine et le Parti communiste chinois». L'auteur reprochait au PCC d'entraver la cause révolutionnaire, de semer la discorde au sein du KMT et de rassembler des «vagabonds et des bons à rien» pour déclencher des insurrections contre les forces du KMT. Il accusait le parti communiste de tentatives d'infiltration pour renforcer ses possibilités de contrôle et pour construire son propre pouvoir. Le PCC, estimait Ching-kuo, posait des problèmes à la vraie force révolutionnaire de Chine, le KMT dirigé par son père[33]. Il est compréhensible que, à partir de ce moment, ses relations avec les communistes chinois commencèrent de se détériorer.

■

En octobre, Staline élimina Trotski du bureau politique et l'accusa, ainsi que ses partisans, d'être un déviationniste social-démocrate. La plupart des étudiants chinois de l'université, de même que Radek et d'autres, persistèrent, malgré ces accusations, à accorder leur préférence au concept trotskiste de «révolution permanente». Les étudiants commencèrent d'appeler Ching-kuo l'«organisateur de l'école de Trotski[34]». Puis l'on sut que, sans tenir compte de la désapprobation des Soviétiques, son père était parti du Kwangtung avec l'Armée révolutionnaire, relativement petite, et se dirigeait vers le Nord. Chiang Kai-shek était l'exemple éclatant du révolutionnaire audacieux dont Radek avait si souvent rêvé.

■

A peu près au même moment, à l'âge précoce de 16 ans, Ching-kuo découvrit également les émois amoureux. Il devint l'ami de cœur de Feng Fu-neng, la fille de 15 ans du seigneur de la guerre, puis son amant. (Son frère Hung-kuo et elle étaient arrivés à Moscou en mai.) Fu-neng écrivit des lettres d'amour à son ami, exprimant discrètement sa joie et s'étonnant qu'un étudiant aussi exceptionnel puisse s'intéresser à elle[35]. Les étudiants étaient beaucoup plus nom-

breux que les étudiantes à l'université et la plupart étaient plus âgés que Ching-kuo. Réussir à gagner les faveurs de l'une des plus belles jeunes filles était un joli coup.

Les traits plutôt épais de Ching-kuo et sa petite taille ne le plaçaient pas parmi les étudiants les plus séduisants, mais il avait la belle et solide apparence d'un jeune paysan robuste. Il était encore mince, mais grâce aux exercices physiques, il était devenu musclé. Ses camarades confirment tous sa bonne humeur, sa vigueur et sa confiance en lui. Comme à Shanghai, il était le leader naturel qui perçoit les buts à poursuivre et tire le meilleur de ses pairs pour les atteindre. Au début, les quelques couples mariés de l'université avaient été contraints de vivre séparément. Les étudiants étaient logés dans le bâtiment principal de l'université, tandis que les dortoirs des filles se trouvaient dans l'ancienne résidence d'un aristocrate dépossédé de ses biens, rue Petrovka. Certains s'étant plaints de cette situation, les autorités académiques créèrent une «chambre de réunion secrète» pour les couples mariés, en attendant que des dortoirs familiaux soient construits. Des couples non mariés utilisaient aussi la chambre de réunion[36].

Les rencontres «secrètes» avec Fu-neng furent, pour Ching-kuo, les prémices d'une carrière sentimentale longue et variée. Il rechercherait, toutefois, des femmes d'un même statut social plutôt que des chanteuses aux mœurs faciles, comme celles que son père avait fréquentées pendant de nombreuses années. Elevé par des femmes qui l'avaient entouré d'amour et, lorsqu'il était adolescent, sous le charme d'une «mère de Shanghai» sensuelle et suffisamment jeune pour être une petite amie, Ching-kuo adorait les femmes et les idéalisait. Toute sa vie, il recherchera l'amour parfait, trouvant souvent la quête plus gratifiante que son couronnement.

Rapidement, Ching-kuo et Fu-neng décidèrent de se marier. C'était alors à Moscou un processus très simple. Il n'était même pas nécessaire d'enregistrer cette union ; la cohabitation était tout ce qui était exigé. Une liste officielle des étudiants de cette période (1926) identifie Nezhdanova (Feng Fu-neng) comme «épouse d'Elizarov» (Chiang Ching-kuo). Ils partageaient vraisemblablement l'une des nouvelles chambres pour couples mariés. Parce que Fu-neng n'était pas une activiste, les amis socialistes de Ching-kuo désapprouvèrent toutefois ce mariage[37].

Aussi souvent qu'ils le pouvaient, Ching-kuo et Fu-neng se rendaient au club des travailleurs chinois de Moscou, qui possédait la meilleure collection de journaux chinois. Penchés sur une tasse de thé ou d'eau chaude, ils suivaient les bonnes nouvelles venant de Chine. On demandait à Ching-kuo de commenter publiquement ces passionnants événements. Une fois, il s'exprima devant 3 000 Moscovites sur «les objectifs de l'expédition du Nord (du KMT) en Chine et son succès éventuel». Plus tard, il prononça une semblable allocution devant 3 500 cheminots[38].

■

Les craintes des Soviétiques qu'une Chine unie sous la bannière révolutionnaire du KMT ne constitue une provocation pour le Japon ou l'Angleterre avaient disparu. Avec l'armement soviétique et l'assistance du général Blücher, le Generalissimo marchait vers le Nord à une vitesse surprenante. Les combats étaient souvent intenses et les pertes en vies humaines élevées, mais Changsha d'abord puis les trois villes de Wuhan furent conquises par l'Armée révolutionnaire. Lorsque les forces de Chiang atteignirent le Yangtze, 34 seigneurs de la guerre avaient été «éclairés» et avaient rejoint le KMT. L'adhésion de dernière heure à la révolution de cette bande hétéroclite n'allait pas avoir que des avantages pour le KMT[39].

En août 1926, les journaux de Moscou rapportèrent les paroles que Chiang Kai-shek avaient prononcées à Changsha, après que ses forces se furent emparées de cette importante ville de la Chine centrale : «Si nous voulons que notre révolution réussisse, nous devons nous unir avec la Russie pour jeter à bas l'impérialisme… la révolution chinoise n'est qu'une partie de la révolution mondiale[40]…» A ce moment, Chiang pensait très vraisemblablement que l'URSS continuerait indéfiniment à soutenir les combats anti-impérialistes comme celui de la Chine, mais ne se mêlerait pas de leur déroulement. La plupart des gens à Moscou prirent ses déclarations révolutionnaires au sérieux. Ching-kuo, notamment, les considéra comme une confirmation de la propre image idéalisée qu'il se faisait de son père, celle d'un véritable léniniste, voire d'un trotskiste.

Sur le champ de bataille, toutefois, les commandants militaires du KMT étaient loin de se comporter comme des gauchistes. Devançant l'Armée révolutionnaire, des agitateurs communistes organisaient

des syndicats de paysans et d'ouvriers. Mais lorsque les généraux du KMT occupaient le territoire, ils redonnaient les terres saisies à leurs anciens propriétaires et sévissaient contre les différentes associations et les syndicats montés par le PCC dans les zones libérées. Les commissaires politiques formés par Zhou Enlai occupaient des postes, dans l'Armée révolutionnaire, à partir du régiment et dans les unités plus importantes. Théoriquement, ils avaient autorité sur les commandants de ces unités. Mais ceux-ci ne tenaient jamais compte de cette obligation statutaire et, après le 20 mars, ils remplacèrent de nombreux commissaires politiques par des hommes de leur choix. Le PCC décida d'ordonner à ses membres qui occupaient des positions locales officielles dans les zones contrôlées par le KMT de démissionner de ces emplois de manière à se dégager de toute responsabilité à l'égard de ce qui pourrait se produire. Le Komintern, toutefois, annula cette décision[41].

Chiang Kai-shek pouvait faire confiance à la plupart des officiers haut gradés de l'Armée révolutionnaire, mais les communistes et les gauchistes avaient plus d'influence au sein de l'état-major du KMT. Après que Chiang Kai-shek eut quitté Canton, le 12 août, leur pouvoir augmenta rapidement. Les libéraux du KMT, y compris la veuve de Sun Yat-sen, Soong Ch'ing-ling, craignaient de plus en plus que Chiang n'ait l'intention d'établir une dictature militaire. Borodine, en tant que conseiller politique, resta à Canton et joua un rôle important parmi les gauchistes. En octobre, le Comité central exécutif, dont Soong Ch'ing-ling faisait partie, se réunit à Canton et passa des résolutions qui critiquaient implicitement la concentration du pouvoir politique entre les mains de Chiang. En novembre, le comité décida par un vote de transférer le siège central du KMT et le gouvernement à Wuhan, ville industrielle sans doute plus à gauche, rejetant la préférence de Chiang pour Nanch'ang, où était alors installé son état-major[42].

Des pamphlets circulèrent à Wuhan comparant Chiang à Mussolini. La presse de Moscou, toutefois, et les publications marxistes à New York et ailleurs continuèrent de couvrir d'éloges les remarquables victoires du Generalissimo. Lors du septième plénum du Komintern, en novembre, Staline interpréta ces victoires comme une légitimation de sa politique. Le dictateur s'était forgé la conviction

que le KMT ferait ce qu'il souhaiterait qu'il fasse et qu'une Chine unie sous la bannière du KMT serait conforme à ses intérêts. De surcroît, il croyait que la direction du KMT passerait «inévitablement» à la classe des travailleurs et que la bourgeoisie chinoise s'effondrerait ou serait éliminée[43]. Les spécialistes de géopolitique estimaient également qu'il fallait soutenir le KMT, dont le pouvoir ne cessait de grandir. Staline appréhendait encore – à juste titre – qu'une Chine unifiée ne pousse finalement les Japonais à étendre leur contrôle sur la Mandchourie tout entière. Mais, au fur et à mesure que Chiang Kai-shek s'avançait vers le Nord, le leader soviétique en vint à considérer que l'expansionnisme japonais serait aussi probable, ou même plus probable, en face d'une Chine faible et divisée. Dès lors, un voisin puissant au sud, aussi longtemps qu'il serait amical, condition que le KMT promettait de remplir, était dans l'intérêt soviétique. Le KMT, en fait, assista en novembre, à Moscou, au plénum du parti comme «membre associé». Le délégué qui fit un rapport aux «camarades» de la part de Chiang Kai-shek n'était autre que Shao Li-tzu, le secrétaire général de Chiang[44].

En janvier 1927, Deng Xiaoping quitta Moscou pour devenir conseiller du PCC auprès du Général chrétien[45]. Il revenait en Chine à un moment crucial. Une colonne des forces du Generalissimo, composée des armées du Kwangsi de Pai Ch'ung-hsi et de Li Tsung-jen, avait libéré la province natale de Chiang, le Chekiang. La route de Shanghai était maintenant ouverte. Le KMT de Wuhan, y compris les communistes, aurait alors souhaité marcher vers le Nord, en direction de Pékin, mais Chiang insista pour s'emparer d'abord de Shanghai. S'il réussissait à contrôler la partie chinoise de Shanghai, il aurait accès à d'importantes ressources financières, il pourrait espérer la reconnaissance de son gouvernement par les puissances étrangères et il n'aurait plus besoin de dépendre des Soviétiques. Presque sans combattre, Chiang occupa Shanghai le 21 mars.

Trotski et Radek s'alarmèrent au vu de rapports en provenance de Chine faisant état d'une persécution croissante des cadres communistes engagés sur le terrain et de la continuelle dérive droitière du KMT. Pour la première fois, Trotski appela ouvertement le PCC à rompre totalement avec Chiang Kai-shek et la droite du KMT. Il considérait toutefois que le PCC pourrait continuer d'apporter

son soutien au gouvernement national de Wuhan, dominé par l'aile gauche du KMT, et aux unités de l'Armée révolutionnaire, qui restaient apparemment sous son autorité[46]. Radek adopta rapidement la même ligne que Trotski, exigeant que le PCC se joigne à l'aile gauche du KMT pour s'opposer au Generalissimo et à l'aile droite, et les déposséder du pouvoir. A la fin du mois de mars, le président de l'université prédit avec assurance que Chiang se retournerait contre les communistes et trahirait la révolution[47].

Pour Chiang Ching-kuo, ce fut une période confuse. Ses héros côté soviétique, Trotski et Radek, étaient devenus les ennemis d'un père qu'il adorait, tandis que Staline et la presse officielle continuaient de défendre l'alliance avec le KMT et son chef. Quand on apprit à Moscou que l'expédition du Nord avait pris Shanghai, les journaux de la capitale russe publièrent des éditions supplémentaires et des « foules enthousiastes » remplirent les rues[48]. Les étudiants de Sunovka organisèrent un rassemblement euphorique et envoyèrent au père de Ching-kuo une lettre de félicitations enflammées. Les étudiants, Ching-kuo marchant au premier rang, conduisirent un défilé de milliers de travailleurs en face du bâtiment du Komintern. Les manifestations durèrent jusqu'à tard dans la soirée. Dans les jours qui suivirent, les étudiants chinois, où qu'ils aillent, étaient acclamés. Des jeunes filles russes vinrent à l'université pour s'offrir aux jeunes révolutionnaires.

Au même moment, le Comité exécutif du KMT, dominé par les gauchistes, tenait un plénum à Wuhan et vota une résolution qui subordonnait l'autorité de Chiang, en tant que commandant en chef, à celle d'un conseil militaire. Elle transférait également les postes clés qu'il détenait au sein du parti à son principal rival, Wang Ching-wei. Le sort en était jeté. Chiang, vraisemblablement, ne prit pas la décision d'éliminer le PCC avant les environs de la fin de mars. Il ne consulta presque personne avant de passer à l'action d'une manière draconienne, à l'exception de sa petite coterie de très proches collaborateurs qui incluait les frères Ch'en, Tai Chi-tao et Wu Chih-hui.

Wang Ching-wei arriva à Shanghai le 1er avril. Le jour suivant, le professeur Wu, agissant sans aucun doute avec l'aval de Chiang, présenta une lettre lors d'une réunion secrète du Comité central de contrôle du KMT, qui n'avait officiellement que des fonctions de conseil, mais dans lequel les conservateurs étaient majoritaires. Ne

mâchant pas ses mots, la lettre proposait la «purge» des communistes. Le comité approuva cette proposition à l'unanimité. Le sceau du parti, nécessaire pour la transformer en un ordre valable, était à Wuhan, mais Ch'en Li-fu réussit à en faire effectuer rapidement une copie à Shanghai.

Le 5 avril, à Pékin, les troupes du seigneur de la guerre de Mandchourie, Chang Tso-lin, firent irruption dans l'ambassade soviétique, arrêtèrent les communistes chinois qui s'y cachaient et confisquèrent de nombreux documents secrets contenus dans des coffres-forts. Ces documents détaillaient l'implication considérable de l'URSS dans les actions d'infiltration du PCC, les opérations clandestines et la récente agitation de rue. Des communistes emprisonnés, le vieux maréchal en pendit vingt, y compris le plus important, Li Ta-chao. Lorsqu'il était étudiant à Pékin, Ching-kuo avait appris à connaître Li et à l'admirer.

A Shanghai, le Comité de contrôle du KMT se réunit une nouvelle fois et forma un autre comité pour mettre en œuvre la «purge» des communistes. Le «nettoyage» commença le 12 avril 1927. Aux dires de Ch'en Li-fu, aucune alliance ou collaboration formelle ne fut passée avec la Bande verte, mais «l'acteur le plus important, celui qui organisa et exécuta la purge fut Yang Hu, un des leaders de la Bande». Yang communiquait «toutes [leurs] suggestions, quelles qu'elles fussent, à Tu Yueh-sheng (le chef de la Bande)… et la Bande entrait en action». Des unités de l'armée s'emparèrent des bureaux de la Fédération des syndicats de travailleurs et abattirent, dans l'immeuble et même dans la rue, ceux qui résistaient. Les troupes du KMT désarmèrent les piquets communistes et saisirent 3000 fusils. Le jour suivant, l'armée ouvrit le feu sur ceux qui protestaient dans les rues. De nombreuses exécutions s'ensuivirent. Zhou Enlai fut arrêté, mais il réussit à s'échapper. Certains affirment que le chef de guerre du Kwangsi, Pai Ch'ung-hsi, le laissa partir. Chiang ordonna que le même «coup de balai» soit donné à Canton, le 15 avril. Ch'en Li-fu conclut : «Ce fut une manière sanglante d'éliminer l'ennemi intérieur. Je dois admettre que beaucoup de gens innocents furent tués. Nous payâmes un prix très lourd[49].»

A Moscou, les étudiants de l'université Sun Yat-sen se préparaient pour les célébrations du 1er mai. Des portraits de Chiang Kai-shek et

de Feng Yu-hsiang étaient disposés à l'intérieur et autour de l'école[50]. Parmi les énormes portraits de Marx, de Lénine, de Staline et d'autres personnalités socialistes que les masses, en ce grand jour, allaient brandir pendant le défilé à travers la place Rouge figurait celui de Chiang Kai-shek[51]. Le Generalissimo était un héros du mouvement révolutionnaire mondial. Les journaux communistes du monde entier se joignaient aux louanges décernées au Général rouge.

Les étudiants chinois, toutefois, n'avaient aucune idée de la cynique explication de Staline pour justifier son soutien à Chiang Kai-shek. Le 6 avril, le Géorgien s'était cru obligé de répondre aux sérieuses critiques de Trotski et d'autres et, dans une adresse aux travailleurs du parti à Moscou, qui ne fut pas publiée, il aborda la question de la Chine. Le KMT, assura-t-il à son audience, était « une sorte de parlement révolutionnaire » qui incluait la droite, la gauche et les communistes. « Pourquoi éloigner la droite quand elle nous est utile ? demanda-t-il. Quand elle ne le sera plus, nous l'éloignerons. » Puis il utilisa cette image de Chiang Kai-shek, restée fameuse, « nous allons la presser comme un citron et la jeter[52] ».

Six jours plus tard, les nouvelles en provenance de Chine arrivèrent à Moscou. Les étudiants organisèrent presque aussitôt une réunion. Ching-kuo monta à la tribune et parla à ceux qui étaient rassemblés « non en tant que fils de Chiang Kai-shek, mais en tant que fils du Komsomol chinois ». Son « éloquente » dénonciation de son père comme « traître et assassin » lui valut un tonnerre d'applaudissements[53]. Ching-kuo publia ensuite une déclaration que la presse soviétique reproduisit en première page :

> Chiang Kai-shek était mon père et un ami révolutionnaire. Il est maintenant devenu mon ennemi. Il y a quelques jours, il est mort comme révolutionnaire et il renaît comme contre-révolutionnaire. Il s'est servi de belles paroles pour parler de la révolution, mais à la première occasion favorable il l'a trahie… A bas Chiang Kai-shek. A bas le traître[54] !

A la suite de cette dénonciation, les *Izvestia,* le 21 avril, firent paraître un article intitulé « Père et fils », qui contenait des extraits d'une lettre ouverte que Ching-kuo avait écrite à son père :

> Kai-shek, je ne pense pas que vous allez écouter ce que j'ai à vous dire. Probablement, vous ne voudrez même pas le lire. Mais je vous écris de toute façon et je me moque de savoir si vous lirez ou non ma lettre. Aujourd'hui, je voudrais répéter les propres mots que vous m'avez écrits, rappelez-vous : «La révolution est la seule chose que je connaisse et je suis prêt à mourir pour elle…» Maintenant, je voudrais vous répondre : «La révolution est la seule chose que je connaisse, et je ne vous connais plus comme père[55].»

■

Staline s'empressa de blâmer le PCC et Trotski pour cette débâcle. Il proclama qu'il avait prévu que la droite du KMT se retournerait contre la révolution. Mais il mettait maintenant sa confiance dans la poursuite de l'alliance avec la gauche du KMT à Wuhan et avec le père de Fu-neng, le Général chrétien Feng Yu-hsiang, qui était supposé appartenir à la gauche[56]. Dans deux articles de la *Pravda,* Boukharine, alors allié de Staline, insista sur le fait que la cause révolutionnaire n'était pas perdue et que la gauche du KMT restait une force sur laquelle on pouvait compter. Les gauchistes constituaient la majorité du Comité central exécutif du KMT, souligna-t-il, et contrôlaient, avec les communistes, le gouvernement de Wuhan maintenant engagé contre le régime de Chiang Kai-shek[57]. Les trotskistes, au contraire, en appelèrent à une rupture totale avec toutes les tendances du KMT et à l'organisation de soviets ouvriers et paysans pour prendre le pouvoir dans toute la Chine.

D'abord, Ching-kuo soutint plus énergiquement encore la ligne de Trotski. Assistant à des réunions où les étudiants ne pouvaient prendre la parole que cinq minutes chacun, il parlait avec un débit de mitrailleuse tout en feuilletant des ouvrages de référence pour trouver une citation adéquate de Trotski. Un de ses camarades étudiants le félicita d'être un orateur «brillamment organisé», qui utilisait au mieux les cinq minutes dont il disposait. Ching-kuo écrivit aussi des articles qui prenaient fait et cause pour la position de Trotski et furent affichés sur le mur rouge ou d'autres panneaux dans toute l'université. En une occasion, avec plusieurs de ses camarades, ils rencontrèrent Trotski lui-même[58].

■

A Shanghai, Chiang père lut les rapports télégraphiques faisant état des déclarations de son fils. Pour un fils chinois, déclarer que son

père est un ennemi dépassait presque l'imagination. Dans la Chine du XIX^e^ siècle, un père avait le droit de tuer son fils pour une insulte bien moins grave. On ne sait pas comment le Generalissimo réagit aux propos de Ching-kuo. Il n'en parla pas, probablement parce que sa colère était mêlée de culpabilité. Si, comme cela semble être le cas, Chiang prit en toute connaissance de cause la décision de ne pas rapatrier Ching-kuo avant les événements de Shanghai par peur de révéler ses intentions, il devait se sentir lourdement responsable de la situation difficile dans laquelle il avait mis son fils. En apparence, et peut-être aussi au fond de son cœur, Chiang accepta l'explication officielle selon laquelle Ching-kuo avait été contraint de faire les déclarations qu'on lui attribuait et, ni dans son journal ni ailleurs, il ne fit jamais un quelconque commentaire à ce sujet.

■

Avant les événements du 12 avril, la présence à Moscou du fils de Chiang Kai-shek avait servi à confirmer que Staline était tout à fait fondé à croire que soutenir Chiang était à la fois sage et opportun. Après que Chiang eut «trahi» Staline, le dirigeant russe eut connaissance des dénonciations de son père par Ching-kuo et comprit que le jeune homme représentait potentiellement un grand atout. Ching-kuo affirme dans ses mémoires qu'il avait alors demandé à retourner en Chine. S'il le fit, c'était, compte tenu du contexte, pour se joindre à la révolution contre son père. Suggérer qu'il souhaitait rejoindre Chiang Kai-shek au nouveau siège du KMT à Nankin pour l'aider à en finir avec le PCC l'aurait à jamais marqué comme un renégat anticommuniste. Très probablement, Staline aurait rejeté une telle demande sans même l'examiner.

En fait, un représentant du Komintern informa Ching-kuo que, bien qu'il n'ait suivi que pendant dix-sept mois le cursus universitaire de deux ans à Sunovka, il recevrait son diplôme plus tôt et serait inscrit dans une école militaire de Moscou pour préparer l'examen d'entrée dans une académie militaire. Sans aucun doute, il fit clairement comprendre à Ching-kuo qu'il aurait à abandonner ses opinions et ses activités en faveur de Trotski.

En quelques mois, Ching-kuo, âgé seulement de 17 ans, fut confronté à deux choix décisifs, qui eurent, tous les deux, de profondes conséquences morales et personnelles. En avril, il avait dû

choisir entre son père et ses idéaux révolutionnaires. Maintenant, il devait décider soit d'abandonner son engagement total à l'égard de Trotski, soit de souffrir un stérile martyre. Ching-kuo était attiré par les grands desseins qui exigent des efforts héroïques, mais seulement par ceux qui avaient quelque chance de réussir. Au printemps, il «abandonna brusquement le mouvement trotskiste[59]». Ce fut la première expérience importante de sa vie au cours de laquelle son pragmatisme instinctif prit le pas sur son attirance sentimentale et intellectuelle pour de grandioses idéaux. Il comprit les complexités et les contingences de l'existence. Ce fut aussi la première manifestation de la propension, qu'il conserva toute sa vie, de faire en sorte que la poursuite de ses objectifs intuitifs ou visionnaires soit toujours soumise au contrôle de son jugement empirique. L'action devait être justifiée par la saine raison et pas seulement par un engouement politique ou émotionnel.

■

En mai, plusieurs incidents mirent en évidence l'abîme qui séparait les communistes des libéraux du KMT à Wuhan. Les gauchistes du KMT étaient des réformateurs sérieux et des défenseurs de la modernisation, mais ils demeuraient des partisans modérés de la loi et de l'ordre. Le 1er juillet, M. N. Roy, l'agent du Komintern à Wuhan, reçut un télégramme de Staline exigeant que les «vieux dirigeants» indécis (c'est-à-dire la bourgeoisie de gauche, des gens comme Wang Ching-wei) fassent front ou soient «abandonnés». Ce télégramme, que, de manière inexplicable, Roy montra aux gauchistes du KMT de Wuhan, précisait que le plus important était de bâtir les fondations pour la création de nouveaux régiments et de nouvelles divisions, c'est-à-dire d'une nouvelle armée révolutionnaire conduite par le PCC[60].

A peu près au même moment, Deng Xiaoping sentit qu'une purge contre les communistes était en préparation dans le camp de Feng Yu-hsiang et il disparut discrètement. Quelques jours plus tard, Feng rencontra Chiang Kai-shek à Hsuchow. Les deux généraux furent totalement d'accord pour se débarrasser des communistes. Le 15 juillet 1927, le conseil exécutif du KMT, dans lequel la gauche était majoritaire, expulsa le PCC du parti et du gouvernement. Les troupes appartenant à la gauche du KMT arrêtèrent et exécutèrent des membres du PCC. Les dirigeants communistes, une nouvelle fois,

se dispersèrent. Certains se réfugièrent dans les concessions étrangères de Wuhan ou de Shanghai, d'autres dans les territoires contrôlés par le PCC dans le Kiangsi. Mao et Deng firent partie de ce dernier groupe. Borodine partit en hâte pour la Russie et les conseillers soviétiques auprès de Feng plièrent également bagage et s'en allèrent par le désert de Gobi. On ne sait pas quelle pensée, s'il en eut une, le général Feng eut pour le sort de ses enfants restés à Moscou. Son fils, Hung-kuo, dénonça immédiatement son père et appela Chiang Kai-shek le «boucher des travailleurs et des paysans[61]».

Staline proclama à nouveau qu'il avait vu venir la rupture et il blâma la direction du PCC pour avoir échoué à mettre en œuvre une révolution agraire et à armer les travailleurs. Il donna l'ordre au PCC de se préparer pour une offensive révolutionnaire. Ch'ü Ch'iu-pai remplaça Ch'en Tu-hsiu comme chef du parti et confirma la nouvelle ligne agressive de Moscou. Mao recruta une armée d'environ 2000 hommes et lança des attaques sur différentes villes. Les forces locales vinrent à bout de ce «soulèvement de la moisson d'automne» et Mao s'enfuit avec les forces qui lui restaient dans les monts Chingkang, situés dans la province du Kiangsi, toute proche. Là, ses troupes, comprenant environ 1000 hommes, furent rejointes par deux gangs de bandits locaux, affiliés aux sociétés secrètes[62].

■

Après les événements du 12 avril, le siège central du KMT à Nankin envoya à tous les étudiants du KMT de Moscou l'instruction de quitter l'université. Beaucoup ne savaient quoi faire. Dans les archives russes figure une confession écrite en juillet par Chiang Ching-kuo annonçant qu'il allait mettre un terme à sa relation maritale avec Funeng. Il l'accusait d'avoir été utilisée par le KMT pour le surveiller et influencer ses idées politiques. Le jeune couple, toutefois, continua d'échanger des lettres jusqu'à l'automne 1927. Le 5 août, 239 étudiants, presque tous membres du KMT, furent autorisés à retourner en Chine. Les 320 étudiants qui restèrent étaient pour la plupart des membres du PCC. Une cinquantaine d'entre eux, toutefois, étaient des étudiants du KMT qui avaient décidé de rester. Ching-kuo, Funeng et son frère, Hung-kuo, en faisaient partie[63].

Lors des célébrations, en novembre, du dixième anniversaire de la révolution bolchevique, Staline et les autres adhérents du bureau

politique se tenaient debout sur la tombe de Lénine pour voir passer le défilé des masses et des armes. Sur l'estrade qui était réservée aux personnalités invitées se trouvait la veuve de Sun Yat-sen, Soong Ch'ing-ling. Membre de l'aile gauche du KMT, elle était devenue une sympathisante du PCC et une ennemie déterminée de Chiang Kai-shek. N'ayant ni les vêtements ni les bottes adaptés au climat, elle frissonna pendant des heures dans le froid glacial[64].

Quand un groupe de marcheurs russes arriva à la hauteur de Staline, ils agitèrent brusquement des pancartes, qu'ils avaient réussi à dissimuler, et crièrent des slogans en faveur de Trotski. Il y eut une bataille à coups de poing, tandis que la sécurité et des policiers en civil s'efforçaient de disloquer le groupe. Ils le poussèrent hors de la vue des spectateurs juste au moment où les représentants de l'université Sun Yat-sen arrivaient à la hauteur de la tombe. La poignée de professeurs et d'étudiants partisans de Trotski déploya des bannières acclamant les trotskistes et cria des slogans anti-Staline. Les marcheurs pro-Staline, qui étaient beaucoup plus nombreux, restaurèrent rapidement l'ordre avec l'aide des personnes chargées de la sécurité.

Ce spectacle embarrassant scella le sort des trotskistes. En janvier 1928, Staline ordonna que Trotski soit exilé en Asie centrale et Radek dans l'ouest de la Sibérie. Staline donna également l'ordre à Pavel Mif d'extirper les trotskistes de Sunovka, après quoi le mouvement trotskiste sur le campus devint clandestin jusqu'à ce qu'il soit complètement supprimé en 1930 avec l'arrestation de 36 étudiants chinois, dont la plupart périrent.

Tous ces événements avaient appris à Hung-kuo à considérer la discrétion comme l'un des éléments les plus importants de la politique. Il se retira du groupe protrotskiste mais, contrairement à Ching-kuo, sa sœur et lui décidèrent alors de retourner en Chine et de faire la paix avec leur père. Pendant des mois, toutefois, les Feng restèrent dans l'expectative. Du matin au soir, ils étaient assis dans la bibliothèque et lisaient de «lourds volumes russes[65]».

■

Malgré les succès marquants de Chiang Kai-shek dans la première moitié de 1927, sa position comme chef du parti et de l'armée était loin d'être assurée. En juillet, ses forces subirent une défaite à Hsuchow des mains des seigneurs de la guerre du nord de la Chine qui lui

étaient hostiles. Wang Ching-wei et d'autres membres de la gauche du KMT poursuivirent leurs manœuvres politiques contre la direction de Chiang. Le 13 août, Chiang, prenant prétexte de l'impasse dans laquelle se trouvaient les factions du KMT de Nankin et de Wuhan, donna une nouvelle fois sa démission de manière spectaculaire et prit le chemin familier de son village natal. Les frères Ch'en restèrent à Nankin, poursuivant leurs efforts pour mettre sur pied une organisation de soutien sur le plan politique et sur celui du renseignement.

Chiang et 200 gardes du corps se dirigèrent vers le monastère du «Trou dans la neige». Arpentant les chemins montagneux dans sa robe flottante, il déclara que la politique ne l'intéressait plus. En réalité, Chiang savait que pour le KMT il était indispensable. Le régime à Nankin se rendit rapidement compte que, sans lui, il ne pouvait lever suffisamment de fonds pour simplement se maintenir, sans même parler de relancer l'expédition du Nord. Au cours de l'année suivante, Chiang Kai-shek allait consolider sa position de leader de la Chine moderne et devenir l'un des hommes d'Etat les plus importants sur la scène mondiale. Il allait aussi bientôt épouser une femme riche et séduisante. Son seul tourment personnel était que son fils fût devenu son ennemi.

4
Un socialiste

Chiang Ching-kuo avait été, au cours de l'automne 1927, l'un des cinq stagiaires sélectionnés pour suivre la formation supérieure de l'Institut militaire et politique Tolmatchev de Leningrad, la meilleure académie de l'Armée rouge. Au cours de la première année, il étudia la tactique militaire, l'administration, les transports, la topographie et les principes de l'artillerie. La guerre de guérilla était également un sujet important[1]. Le professeur de stratégie militaire était le maréchal Toukhatchevski, le héros légendaire de l'Armée rouge pendant la guerre civile[2]. Le programme des études comportait de nombreux cours sur le marxisme-léninisme et sur les méthodes de travail des commissaires politiques au sein des forces armées[3].

■

Il s'était à peine installé à l'académie que des nouvelles inquiétantes arrivèrent de Chine. Un soulèvement communiste à Canton, ordonné par Staline, s'était terminé par une débâcle et un bain de sang pour ceux qui y avaient participé. Et, deux semaines auparavant, le père de Ching-kuo avait épousé Soong Mei-ling, la belle-sœur de Sun Yat-sen (la sœur de Soong Ch'ing-ling) ; mariage fastueux qui avait eu lieu à l'hôtel Majestic de Shanghai. Le père des deux sœurs, qui avaient été éduquées aux Etats-Unis, Charlie Soong, avait fait fortune en publiant des bibles et en fabriquant des nouilles à Shanghai. Il avait été l'un des principaux soutiens financiers de Sun Yat-sen, mais il s'était violemment opposé au mariage de Ch'ing-ling avec Sun, qui était beaucoup plus vieux et venait juste de divorcer. Une troisième sœur épousa H. H. Kung, qui allait devenir encore plus riche que son beau-père. Chiang Kai-shek déclara qu'il n'avait jamais été marié à Ch'en Chieh-ju, la jeune et affectueuse «mère de Shanghai» de Ching-kuo, et qu'il s'était séparé d'elle en lui donnant de l'argent, comme il l'avait fait pour sa précédente concubine.

La presse soviétique dénonça ce mariage comme un mariage politique qui alliait la puissance militaire du «dictateur du KMT» à la richesse et à l'influence de la nouvelle classe capitaliste chinoise. Indéniablement, cette union servait un vaste dessein politique, non

seulement en Chine, mais aussi dans le reste du monde. Hormis sa fortune et ses relations, l'épouse de Chiang possédait de surcroît ce haut statut social qu'il estimait mériter et dont il pensait même qu'il lui était dû, puisqu'il était le leader de la Chine moderne – et la belle Mei-ling, sophistiquée et éduquée par les Américains, correspondait parfaitement à cette attente. Une touche romantique était, cependant, clairement présente. Même les biographes les plus critiques citent des lettres et rapportent des anecdotes suggérant que Chiang était en fait profondément amoureux de Mei-ling, indépendamment des autres attraits qu'elle avait pour lui[4].

■

Bien que Ching-kuo, au cours de l'été 1927, ait cessé toute participation active aux groupes d'étudiants chinois d'opposition de gauche, en janvier de l'année suivante, il écrivit, de manière formelle, une note dans laquelle il désavouait ses anciennes opinions trotskistes. «Etant donné qu'alors je n'étais pas moi-même certain de la vérité des théories de Trotski, j'ai suivi ce conseil [donné par ses condisciples à l'académie] et j'ai mis un terme aux relations que j'entretenais avec cette clique et ses activités secrètes[5].» Cette déclaration était évidemment une condition sine qua non pour qu'il poursuive ses études à l'académie. Son dossier fut expurgé de toute référence à son implication dans le mouvement trotskiste[6].

Pendant son séjour à Tolmatchev, Ching-kuo, selon ses dires, publia plusieurs articles de «philosophie» dans un «magazine consacré à l'Histoire». Comme toutes les publications écrites en Union soviétique à cette époque, les articles de Ching-kuo reflétaient très vraisemblablement l'interprétation matérialiste dialectique de la vie et de la politique. Au cours de sa première année, il fut nommé commandant de compagnie des élèves officiers et devint également un membre à part entière du Komsomol, preuves de l'excellente image qu'il s'était acquise sur les plans militaire, politique et académique. Les autorités, toutefois, continuaient de le tenir à l'œil. Selon ses condisciples, son camarade de chambre était un agent de la Guépéou[7].

Le 25 mai 1928, les Feng furent autorisés à retourner en Chine[8]. Depuis qu'il était entré à l'académie, Ching-kuo, apparemment, avait cessé d'écrire à Fu-neng. Son frère, sa sœur et elle rentrèrent finale-

ment chez eux. Hung-kuo se réconcilia avec son père, qui l'envoya suivre les cours d'une académie militaire japonaise[9].

■

Au début de 1928, quelques étudiants de Sunovka écrivirent à Ching-kuo à l'académie pour lui demander d'accepter la présidence d'une association Chekiang-Kiangsu qu'ils avaient l'intention de créer. Son camarade de chambre de la Guépéou découvrit la lettre et la transmit à ses supérieurs[10]. Wang Ming, qui était devenu le chef du PCC pour l'URSS, accusa cette association en projet d'être un organe contre-révolutionnaire[11]. Une enquête menée par le Komintern ne trouva cependant aucune preuve de subversion[12].

Ching-kuo prit grand soin d'établir de bonnes relations avec ses condisciples chinois parlant le même dialecte que lui. C'était une méthode qu'il avait apprise de son père et qui, en fait, était traditionnellement suivie en Chine par tous ceux dont l'ambition était d'occuper des fonctions dirigeantes au niveau national. Plusieurs fois, Ching-kuo vendit ses propres biens pour venir en aide à des camarades d'études, notamment lorsque ce (ou cette) camarade était originaire du Chekiang ou du Kiangsu voisin. Un de ses condisciples rapporta que Ching-kuo avait une fois vendu sa radio dans ce but[13].

■

L'année 1928 fut la première année depuis 1911 où l'on vit un gouvernement chinois exercer son autorité sur 95 % du pays. En janvier, le KMT nomma Chiang Kai-shek commandant en chef. Le nouveau beau-frère de Chiang, T. V. Soong, devint ministre des Finances. Avec les fonds soustraits aux capitalistes de Shanghai, Chiang était maintenant en mesure d'établir fermement son alliance avec Feng Yu-hsiang et de reprendre sa marche vers le Nord.

Le 4 juin 1928, alors que le seigneur de la guerre mandchou, le maréchal Chang Tso-lin, voyageait dans un train de luxe, des officiers japonais, espérant créer un prétexte pour intensifier la présence du Japon dans la région, firent sauter le train, tuant le vieux soldat-brigand. Un personnage plus éclairé et plus nationaliste prit sa place à la tête des forces mandchoues, son fils Chang Hsueh-liang. Le Jeune Maréchal avait une réputation de dandy et d'homme à femmes et, depuis 1926, il s'adonnait à l'opium. Néanmoins, il savait être impitoyable lorsqu'il le fallait. De surcroît, c'était plus un nationaliste qu'un

seigneur de la guerre. Comme les Japonais l'exigeaient, il maintint officiellement une «autonomie» informelle de la Mandchourie, mais après la formation du nouveau gouvernement national, le 10 octobre à Nankin, il devint membre du nouveau Conseil d'Etat et ses troupes adoptèrent le drapeau du KMT.

La Chine semblait enfin être unifiée depuis l'Oussouri, dans l'extrême Nord, jusqu'à sa frontière avec l'Asie du Sud-Est. Chiang Kai-shek était le leader de toute la Chine, à l'exception des parties qui restaient sous le contrôle et l'administration des Japonais et d'autres puissances impérialistes, ainsi que des minuscules soviets du PCC dans le Kiangsi et les provinces voisines. En réalité, toutefois, l'autorité de Chiang s'étendait seulement à la ville de Shanghai et aux provinces du Kiangsu, du Chekiang, de l'Anhui et du Kiangsi. Ailleurs, les détenteurs des pouvoirs locaux et régionaux devaient obéissance, au moins formellement, au KMT et au Conseil d'Etat, mais ils continuaient à agir comme des royaumes indépendants. Dans les années qui suivirent, de nombreux seigneurs de la guerre qui s'étaient joints au KMT s'en séparèrent pour fonder leurs propres administrations. Feng Yu-hsiang en fut le plus notable exemple. Mais aucun de ces chefs militaires, y compris Feng, ne pouvait être un concurrent sérieux pour s'emparer du pouvoir à l'échelle nationale. Les seuls rivaux de Chiang à ce niveau étaient les communistes.

En 1928, le PCC tint son sixième congrès à Moscou, aucun endroit suffisamment sûr pour un tel rassemblement n'existant en Chine. Parmi les membres du bureau politique présents se trouvait Zhou Enlai, qui était arrivé dans la capitale russe au début de l'année. Agé seulement de 30 ans, Zhou avait survécu à une période très dangereuse. Après avoir échappé de justesse à la mort en avril 1927 à Shanghai, il s'enfuit à Wuhan, poursuivi par la police ; aida, en août, à l'organisation d'un soulèvement à Nanch'ang, qui échoua ; suivit l'armée rebelle dans sa retraite jusqu'à Swatow ; contracta la malaria ; fut évacué à Hong Kong ; et réussit à revenir secrètement à Shanghai en décembre[14].

Pendant son long séjour à Moscou, Zhou rencontra Chiang Ching-kuo au moins une fois. Zhou lui dit que sa dénonciation de Chiang Kai-shek avait été la bienvenue, mais qu'il ne devrait pas oublier d'écrire de temps en temps à son père[15]. Dans ses mémoires, Ching-kuo affirme que, entre juin et août, il écrivit en fait de nombreuses

lettres à son père, mais qu'il ne les lui envoya pas[16]. Wang Ming et d'autres staliniens du PCC se méfiaient de Ching-kuo, qu'ils considéraient comme un rival potentiel. De même que Staline, toutefois, Zhou Enlai pensait apparemment que le jeune Chiang pourrait un jour être utile et qu'il serait donc avisé de ne pas fermer la porte d'une réconciliation possible de Ching-kuo avec son père et le KMT.

Dans la hiérarchie du PCC de l'époque, les deux dirigeants les plus influents étaient Li Li-san et Wang Ming, qui tous les deux suivaient fidèlement la ligne définie par Staline. L'action la plus importante du PCC, toutefois, se déroulait dans les montagnes du Kiangsi. Le général Zhu De avait joint ses forces à celles de Mao, créant ainsi la 4e Armée rouge, dont la devise était : «Si l'ennemi avance, nous reculons; si l'ennemi s'installe, nous le harcelons; si l'ennemi est fatigué, nous l'attaquons; si l'ennemi recule, nous le poursuivons.» Parallèlement, dans la province du Kwangsi, Deng Xiaoping mettait en application le principe fondamental que Mao et lui-même allaient suivre au cours des soixante années suivantes : verser le sang n'était pas seulement nécessaire pour faire progresser la révolution, c'était essentiel[17].

En 1930, la plupart des Etats du monde avaient reconnu la République de Chine (RdC), basée à Nankin, comme le gouvernement légal de l'ensemble de la Chine. Les bandes communistes dans leurs bastions disséminés dans les montagnes ne posaient qu'un minuscule problème, mais, étant donné leurs appuis internationaux, Chiang Kai-shek considérait leur liquidation comme une priorité pour atteindre son objectif majeur : consolider le pouvoir du KMT à l'intérieur de la Chine.

■

Au début de 1928, les élèves officiers de Tolmatchev lurent dans les journaux que Staline avait obligé Trotski à s'exiler en Turquie. Quelques mois plus tard, le mentor de Ching-kuo, Karl Radek, reconnut ses erreurs et s'abrita sous l'aile bienveillante de Staline. Celui-ci accepta le mea culpa et Radek revint à Moscou en rampant. Aucune de ces péripéties n'ébranla l'engagement de Ching-kuo à l'égard des idéaux du nouveau monde socialiste[18]. Pendant l'été, Staline invita les permanents du parti à «liquider les koulaks en tant que classe[19]». A Tolmatchev, on entendit très peu parler des déportations massives qui

avaient lieu à la campagne. Au cours de sa deuxième année d'études, Ching-kuo fit acte de candidature pour devenir membre du PCUS[20].

Pendant ce temps, une crise diplomatique éclata en Mandchourie et connut des développements rapides. En janvier 1929, le Jeune Maréchal, Chang Hsueh-liang, consolida son emprise sur les forces régionales de Mandchourie en invitant à dîner deux rivaux projaponais et en les faisant exécuter pendant qu'il s'absentait, après s'en être excusé, pour son injection régulière de drogue. En avril, la police du Jeune Maréchal fit une descente dans les consulats soviétiques de la Mandchourie du Nord et révéla de nouveaux documents qui détaillaient comment Moscou utilisait ses missions diplomatiques et la Compagnie chinoise des chemins de fer de l'Est à des fins de subversion et d'espionnage. En juillet, le Jeune Maréchal, au nom du gouvernement national, prit le contrôle de ce chemin de fer, qui avait été géré conjointement par la Chine et la Russie depuis un traité signé en 1896, et expulsa les employés russes.

Le gouvernement soviétique estima que cette action violait les termes du traité et le droit international. A la mi-novembre, les troupes soviétiques franchirent la frontière et, après un bref engagement, infligèrent une défaite humiliante aux forces de Chang Hsueh-liang. Fidèle à sa doctrine d'éviter tout conflit prématuré avec les puissances étrangères, le Generalissimo ordonna à Chang de battre en retraite. Le protocole de Khabarovsk, qui résulta de ces événements, restaura le statu quo ante. Le PCC soutint docilement l'usage de la force par l'URSS pour rétablir ses positions économiques en Mandchourie[21].

En même temps, l'instabilité gagnait la Chine entière. L'effondrement du commerce international entraînait le déclin rapide des exportations chinoises naissantes de soie, de tabac, de coton et de soja. Dans certaines campagnes, des milliers de gens mouraient de faim. La dureté des temps compliquait la tâche du gouvernement de Nankin – une coalition instable de nationalistes du KMT, de capitalistes et de divers seigneurs de la guerre – de mettre en œuvre les réformes financières et agraires qui s'imposaient et auxquelles il ne prêtait qu'un intérêt de pure forme[22]. Les effets politiques et psychologiques de la dépression mondiale étaient encore plus graves que ses effets économiques. La crise convainquit Staline qu'un soulèvement révolutionnaire d'inégale intensité, mais affectant l'ensemble du

monde, était en marche et il décida d'accélérer sa propre révolution interne et ses campagnes de purges et de poursuivre parallèlement une politique internationale plus agressive (c'est-à-dire, ironiquement, trotskiste), notamment à l'égard de la Chine.

■

La grande dépression fut donc un catalyseur des flambées idéologiques de droite et de gauche qui se produisirent partout. Ce fut une période de profonde désintégration sociale conjuguée à de continuels bouleversements dans la vie de tous les jours. De vénérables institutions disparaissaient et de nouveaux dangers semblaient surgir à chaque tournant. Le spectre du communisme nourrissait le fascisme, et le monstre du nazisme semblait excuser l'extrémisme des gauchistes[23]. L'Allemagne nazie se proposait la conquête de l'Europe. L'Italie fasciste considérait l'Afrique et les Balkans comme ses proies naturelles. L'esprit du temps – propice à de grandioses révisions historiques – trouva un terrain fertile au Japon. Pleine de ressentiment à l'égard de la domination occidentale sur l'Asie et à l'égard du refus des Etats-Unis et d'autres pays d'accepter l'immigration japonaise, l'aile droite des nationalistes du Japon se servit du racisme blanc à la fois comme une cible et un modèle pour son propre mouvement impérial et la revendication de sa supériorité raciale[24]. Après avoir pris le contrôle de Taiwan en 1895 et celui de la Corée en 1910, la caste militaire japonaise commença à regarder du côté de la Russie et de la Chine pour une future expansion. En novembre 1930, un jeune japonais ultranationaliste tira sur le Premier ministre, un modéré, qui fut tué. A partir de ce moment, le pouvoir politique au Japon passa aux mains des impérialistes radicaux.

Chiang Kai-shek commença également à pencher de plus en plus à droite. Cette tendance s'accrut avec la confiance grandissante qu'il accordait aux conseillers militaires allemands et italiens, à leurs méthodes de formation et à leurs équipements. La RdC ne disposait d'aucune autre source d'assistance et, de la même façon que la confiance de Chiang en l'aide soviétique l'avait légèrement teinté de «rouge», il était tout aussi inévitable qu'il serait enclin à adopter les vues des nouvelles puissances qui lui apportaient leur soutien. Une affinité idéologique particulière contribua, en outre, à leur rapprochement. Si le racisme ne lui était d'aucune utilité, Chiang était en

revanche fortement attiré par certains principes du fascisme, qui prêchaient loyauté et obéissance à l'Etat. Au cours des années suivantes, il utilisa certaines techniques du fascisme et du communisme pour essayer de donner des fondements intellectuels et philosophiques plus solides au KMT et revivifier un idéalisme altruiste chez tous ceux qui y adhéraient.

■

Ching-kuo obtint son diplôme de Tolmatchev en mai 1930 avec la moyenne de notes la plus élevée de sa promotion et une appréciation régulière : «excellent[25]». Son mémoire portait sur la guerre de guérilla. Son dossier personnel le décrivait comme «très doué… le meilleur étudiant de l'académie[26]». Son diplôme en poche, raconta Ching-kuo, il demanda une fois encore à retourner chez lui, mais comme second choix il sollicita l'autorisation d'entrer dans l'Armée rouge en tant qu'officier détaché. En fait, il fit savoir qu'il souhaitait rester en URSS, espérant sans doute faire carrière dans l'armée[27]. Très probablement, Staline lui-même s'opposa à ce qu'il devint un officier soviétique, ce qui aurait compromis sa crédibilité en tant que nationaliste chinois et l'aurait rendu moins utile à l'avenir.

Les années militaires de Ching-kuo avaient endurci son corps. Il était l'image même d'une personne en parfaite santé. Quand il revint à Moscou, en 1930, il tomba toutefois gravement malade[28]. Ce fut l'une des maladies, loin d'être anodines, dont il eut à souffrir pendant son long séjour en URSS. Ces accès étaient indéniablement liés à son diabète, aggravé par de sérieuses libations de vodka. Le convivial Ching-kuo avait appris à ses amis russes le jeu chinois que l'on pratiquait entre hommes lorsqu'on buvait, le *hua-ch'uan,* «les nombres qui s'accordent» (ou la mourre en français), et dans lequel il était passé maître.

■

En octobre, guéri, il prit son nouvel emploi d'apprenti à l'usine électrique Dynamo à Moscou, un établissement industriel majeur. Le travail de Ching-kuo comme opérateur sur machine-outil était manuel, pénible et durait huit heures par jour. Le salaire n'était que de 45 roubles par mois. Le Komintern voulait qu'«il connaisse la vie du prolétariat[29]». Il se levait à 7 heures et, le soir, il étudiait jusqu'à 23 heures à l'Ecole internationale Lénine pour devenir ingénieur. La

pénurie alimentaire provoquée par la situation chaotique des villages faisait maintenant sentir ses effets jusque dans les villes, et Ching-kuo allait quelquefois travailler l'estomac vide. Tirant le meilleur profit de ses études, il suggéra à l'usine plusieurs améliorations techniques. En cinq mois, son salaire doubla. Cette augmentation reflétait la soudaine dénonciation par Staline du principe « tout le monde au même niveau », son introduction du travail aux pièces dans l'industrie et sa volonté de former une classe élitaire de technocrates. Selon son propre témoignage, un « zèle croissant » dans son travail s'empara de Ching-kuo. Outre ses heures devant les machines et celles consacrées à ses études, il enseignait encore sept heures par semaine l'« art militaire » à ses camarades d'usine[30].

A peu près au même moment, Ching-kuo critiqua Wang Ming lors d'une réunion à l'Ecole internationale ; en représailles, le Komintern lui ordonna de quitter Moscou et de se présenter dans une mine située dans l'Altaï, en Sibérie. Plaidant sa mauvaise santé, Ching-kuo en appela au siège du PCUS, et son transfert fut annulé. Durant l'été 1930, Wang Ming et d'autres prostaliniens diplômés de l'université Sun Yat-sen revinrent secrètement à Shanghai. Ce groupe de « vingt-huit bolcheviques » constitua la faction stalinienne des « étudiants revenus d'URSS » qui, au cours des années suivantes, entra en conflit avec Mao pour le contrôle du PCC. De son côté, le Generalissimo prit son temps pour combattre ses ennemis à l'intérieur de son propre parti. Mei-ling et lui renouvelèrent leur engagement dans un temple de Shanghai et promirent de vivre selon les principes chrétiens. Après la cérémonie, le Generalissimo lança sa « première campagne d'extermination » contre les « bandits communistes » dans le Kiangsi. Utilisant la tactique de la guérilla avec témérité et imagination, Mao et son commandant militaire, Zhu De, échappèrent aux forces gouvernementales.

Dans le sud de la Chine, Deng Xiaoping apprit qu'à Shanghai Chang Hsi-yuan était morte en couches ainsi que son bébé[31]. Deng abandonna rapidement le combat qu'il menait au Kwangsi pour se joindre aux communistes dans les montagnes du Kiangsi, où il devint l'un des soutiens déterminants de Mao contre le groupe des Vingt-Huit Bolcheviques. Mao et Zhu De résistèrent victorieusement aux

deuxième et troisième campagnes d'extermination en avril et juillet 1931 et s'emparèrent de milliers d'armes.

■

Les militaristes japonais, en Chine et chez eux, pressaient Tokyo d'engager une action décisive. Le 18 septembre 1931, à la suite d'un incident monté de toutes pièces dans les faubourgs de Moukden (Shenyang), des troupes japonaises envahirent la ville ; d'autres, venues de Corée, franchirent la frontière et pénétrèrent en Mandchourie. Pensant que Chang Hsueh-liang n'était pas prêt pour une épreuve de force, Chiang lui ordonna de se retirer sur des positions au sud de la Grande Muraille.

Cette agression japonaise eut pour effet d'obliger les factions du KMT, qui se faisaient constamment la guerre, à faire taire leurs différences. Mais des sentiments xénophobes et des protestations étudiantes contre l'incapacité de Chiang Kai-shek à résister aux Japonais se répandirent instantanément dans le pays tout entier. Au cours des quatorze années suivantes, Chiang, politiquement, ne put que rester sur la défensive à ce sujet. Pour les communistes, au contraire, l'agression japonaise créait une situation qui leur était particulièrement favorable. Si Chiang combattait les Japonais, la pression qu'il exerçait sur eux en serait d'autant diminuée, s'il battait en retraite, on pourrait facilement l'accuser de refuser de défendre la souveraineté chinoise. Le PCC dénonça le « brigandage de l'impérialisme japonais » et reprocha à Chiang de « ramper devant l'impérialisme mondial[32] ». Le 7 novembre 1931, Mao déclara officiellement la création de la République soviétique chinoise au Kiangsi, dont il devint lui-même le président.

La conquête de la Mandchourie par les Japonais, bien qu'elle fût prévisible depuis plusieurs années, alarma Moscou. Le Japon impérial faisait maintenant face à l'Armée rouge sur une frontière continentale qui était l'une des plus longues du monde. Staline ordonna une augmentation substantielle des dépenses militaires, qui étaient déjà énormes, et accéléra à la fois le mouvement d'industrialisation du pays et le transfert des usines dans l'Oural. L'attaque japonaise donna également, dans l'esprit du dictateur russe, plus de poids à l'idée selon laquelle le pays avait besoin d'une purge interne, brutale et sanglante, pour se durcir et affronter les guerres à venir. Etant

donné la nouvelle situation en Extrême-Orient, l'importance géopolitique de la Chine apparaissait plus grande que jamais.

Peu de temps après l'invasion de la Mandchourie par le Japon, Ching-kuo reçut un surprenant message : le secrétaire général Staline voulait le voir. Les autorités russes n'ont pas divulgué le compte rendu de cette rencontre et Ching-kuo n'y a jamais fait référence dans ce qu'il a rapporté, soit en anglais, soit en chinois, de son expérience soviétique[33]. On peut toutefois conjecturer, sans trop de risques de se tromper, que Staline souhaitait parler avec le jeune Chiang des implications qu'aurait pour l'Union soviétique et la Chine la prise de contrôle de la Mandchourie par les Japonais. Il dut également l'interroger sur ce qu'il pensait de la situation en Chine, notamment en ce qui concernait l'évolution du conflit politique entre le KMT et le PCC ainsi que des problèmes internes de ces deux partis. Il est très probable, enfin, qu'il lui ait demandé s'il était possible que le KMT et le PCC forment à nouveau un front uni – cette fois-ci pour résister aux Japonais – et si Ching-kuo voudrait un jour retourner auprès de son père et travailler à mettre en œuvre une telle alliance pour sauver le pays.

L'hypothèse selon laquelle Staline évoqua devant son visiteur cette très surprenante possibilité repose sur les événements qui se produisirent immédiatement après. Au début du mois de décembre, la sœur de M^me^ Chiang, la gauchiste Soong Ch'ing-ling, rendit visite à Chiang Kai-shek, à Nankin, pour lui parler d'un prisonnier du KMT nommé Hilaire Noulens. Avant son arrestation, Noulens [Yakov Rudnik, d'origine ukrainienne ou polonaise] avait dirigé les bureaux régionaux du PCC depuis Shanghai, et on le soupçonnait d'être responsable des partis communistes en Inde, aux Philippines, en Malaisie, en Corée, au Viêt Nam et au Japon[34]. Ch'ing-ling, agissant indéniablement pour le compte de Moscou, proposa que Noulens et sa ravissante femme soient relâchés en échange du rapatriement de Ching-kuo.

Le moment semblait favorable à une telle démarche. Son fils commençait à manquer à Chiang. Le 25 janvier 1931, dans sa première référence indirecte à son fils en six ans, il écrivait : « Dans ma jeunesse, je n'ai pas fait de grands efforts pour apprendre à bien me comporter. C'est la raison pour laquelle je n'ai rien fait pour mes parents et que je ne sais pas comment prendre soin de mes enfants. Je le regrette[35]. » Puis, le 28 novembre, quelques jours avant que Ch'ing-ling arrive à

Nankin, il nota une rare pensée affectueuse à l'égard de Ching-kuo : «Ching-kuo me manque beaucoup. J'ai tort de ne pas mieux m'occuper de lui. Cela me désole[36].»

Chiang, néanmoins, ne répondit pas immédiatement à la proposition de Ch'ing-ling et quand il évoqua le sujet avec sa femme, il le présenta sous l'angle de l'héritier. Il était marié avec Mei-ling depuis quatre ans, et elle avait maintenant 35 ans. Son incapacité à devenir enceinte (et, avant elle, Yao Yeh-ch'eng et Ch'en Chieh-ju n'avaient pas eu non plus d'enfants) confirmait la stérilité de Chiang. Deux mois avant l'initiative de Ch'ing-ling, Mei-ling avait, par une curieuse coïncidence, soulevé la question du statut de Ching-kuo et la possibilité de son retour. Mei-ling poussait maintenant son mari à accepter cet échange[37]. Chiang refusa, mais il était déchiré par cette décision.

«Je n'ai pas pu voir mon fils depuis qu'il est parti pour la Russie et la République [de Chine] n'est encore qu'un petit enfant», écrivait-il.

> Hélas! Je ne suis ni loyal à la nation et au parti, ni un bon fils pour ma mère, ni généreux pour mes enfants. J'en ai honte… M^me^ Sun voulait que je libère Noulens en échange du rapatriement de Ching-kuo, [mais] je préférerais laisser Ching-kuo en exil en Russie soviétique ou même qu'il y périsse plutôt que de l'échanger contre un criminel. Dieu décide si vous aurez un héritier et si votre nation tombera sous le joug d'un pouvoir étranger. De quel droit oserais-je prendre une décision à ce sujet. Ce que je veux, ce n'est ni violer la loi, ni trahir mon pays, ni ternir la réputation de mes parents, ni gaspiller ma vie. Il ne serait pas digne de sacrifier les intérêts du pays pour la sauvegarde de mon fils[38].

Le 15 décembre, Chiang, une fois encore, «démissionna» de tous ses postes, quitta Nankin et partit avec sa femme pour Hsikou. On a généralement considéré que la lutte constante des factions au sein du KMT ainsi que les critiques dont il avait été l'objet pour son incapacité à résister aux Japonais avaient été les raisons principales de cette retraite. Bien que ces facteurs politiques aient indéniablement joué un rôle, l'inquiétude de Chiang à l'égard de son fils contribua fortement à sa décision.

■

Les Chiang ne résidèrent pas dans la maison familiale de Hsikou. Chiang Kai-shek ayant accepté cette clause dans le règlement du divorce, Mao Fu-mei et certaines de ses parentes s'y étaient établies. Au cours des années, toutefois, il avait agrandi son ancienne propriété. Les vingt-cinq maisons voisines avaient été démolies, et un nouvel ensemble, situé à côté de la maison où Ching-kuo était né, avait été construit. Il incluait une maison principale de deux étages, comportant une pièce de réception centrale et ouvrant à l'arrière sur un complexe traditionnel comprenant une pièce ouverte dans laquelle se trouvait l'autel familial et les tablettes des ancêtres. Un pont reliait le deuxième étage de la nouvelle maison à la résidence d'origine, plus modeste[39]. Au-dessus de la porte d'entrée de la nouvelle demeure, le Generalissimo avait fait graver les caractères *Feng Hao Fang,* qui signifiaient «la maison de Feng et Hao» en référence aux noms de naissance de Chiang Ching-kuo et de son frère adoptif, Chiang Wei-kuo.

Comme à son habitude, Chiang passa plusieurs jours au monastère du «Trou dans la neige», qui, à cette époque de l'année, portait bien son nom. A environ un kilomètre et demi, plus haut, dans la montagne, il construisit une retraite austère sur un promontoire abrupt qui dominait de 300 mètres la vallée fertile située en contrebas. La cabane, appelée la «Haute Terrasse des merveilles» *(miao-kao-t'ai)*, n'avait que deux petites pièces. Là, et au monastère, Chiang s'asseyait et réfléchissait. Le 27 décembre, il écrivait :

> On se souviendra de quelqu'un s'il est moralement intègre et s'il a fait quelque chose de bien, pas s'il a un héritier. Bien des héros, des martyrs, des hauts serviteurs de l'Etat… dans l'histoire de la Chine n'ont pas eu d'enfants, mais leur esprit et leurs œuvres resteront toujours dans les mémoires. J'ai honte d'être inquiet de ne plus avoir d'héritier si Ching-kuo est tué. Si Ching-kuo n'est pas tué par nos ennemis russes, et même si je ne le revois jamais, je suis sûr qu'il reviendra après ma mort. Si c'est ce qui doit advenir, je souhaite mourir bientôt pour que la peine de mon clan en soit adoucie[40].

■

Avoir échoué à donner la préséance à ses obligations à l'égard de ses ancêtres mortifiait Chiang par-dessus tout. Mencius dit qu'il y a

trois manières d'être un mauvais fils, et la plus grave est de ne pas réussir à avoir un héritier. En tant que dirigeant suprême du pays, toutefois, Chiang estimait qu'il ne pouvait faire la petite concession qu'on lui demandait pour réaliser un objectif personnel. Quatre jours plus tard, il était encore meurtri par sa décision : «Je suis très troublé… Je ne peux pas être complètement loyal envers mon pays et remplir en même temps mes devoirs à l'égard de mes ancêtres et de mes enfants. Ma vie n'a pas de sens[41].»

Mais d'autres sujets réclamaient impérativement son attention. Comme les fois précédentes, des lettres et des télégrammes ne cessaient d'arriver l'implorant de revenir à Nankin. Après une nouvelle réconciliation avec Wang Ching-wei, il fit ses adieux à Hsikou et, accompagné de Mei-ling, il retourna à Nankin. Peu de temps après, les forces japonaises attaquèrent la garnison chinoise de Shanghai.

■

Lorsque Ch'ing-ling rendit compte à Moscou des résultats de sa conversation avec Chiang Kai-shek, Staline décida qu'après tout ce n'était pas le moment propice pour que Ching-kuo retourne en Chine. A la place, il l'envoya dans une ferme collective dans le village de Zhukova, à la frontière de la province (oblast) de Moscou, dans la région de Korovinsky (maintenant devenue la région de Ryaza)[42]. La réorganisation administrative, si désastreuse dans d'autres parties du pays, ne s'était pas trop mal passée dans la province de Moscou. Les fermes collectives approvisionnaient Moscou en nourriture et l'existence, dans le voisinage, de cette «collectivisation modèle» était également utile à la propagande.

Il est étrange que, dans ses Mémoires, Ching-kuo ne fasse qu'une brève référence au processus de collectivisation et aucune au sort des koulaks ou à la pénurie alimentaire. Etant donné la relative stabilité de Zhukova et l'univers orwellien dans lequel tout le monde vivait à l'époque en Russie, Ching-kuo, très probablement, pensait que les réformes rurales étaient nécessaires et étaient appliquées avec un «succès étourdissant», comme l'avait dit Staline.

Les paysans de Zhukova étaient, pour la plupart, «grossiers et sans éducation» et plus de la moitié étaient infestés de puces et de poux. La première nuit, Ching-kuo dormit dans l'annexe d'une église. Le matin suivant, quand il alla prendre son petit déjeuner, des

paysans se moquèrent de lui : « Voyez-vous ça, un homme qui sait profiter du pain qu'on lui donne mais qui ne sait même pas comment labourer. » Ching-kuo, immédiatement, s'efforça d'apprendre à cultiver la terre. Le matin suivant, il travailla jusqu'à la nuit tombée et, après un rapide repas, s'effondra sur son lit. Les paysans furent impressionnés. Au bout de dix jours, ils choisirent Ching-kuo pour être leur « représentant et négocier avec les bureaux en ville tout ce qui concernait leurs prêts, leurs impôts et l'achat d'outils agricoles ». Ils ne lui demandèrent plus de travailler manuellement[43]. En fait, en l'espace de quelques mois, il devint le président de la ferme collective. Mais brusquement, en octobre 1932, il fut transféré une nouvelle fois. Dans son dossier soviétique personnel, on peut lire le jugement qui fut porté sur lui après son séjour à Zhukova : « On peut lui confier des responsabilités au niveau de la direction, et même à celui du bureau régional du parti[44]. »

Wang Ming était maintenant de retour à Moscou comme représentant du PCC au sein du Komintern, l'organisation qui exerçait le principal contrôle sur Ching-kuo. Wang ne fut pas très content de retrouver le jeune Chiang dans la capitale soviétique, où il avait de fréquents contacts avec d'autres exilés chinois. Selon la rumeur publique, Wang suggéra à nouveau au Komintern d'affecter Ching-kuo à une mine d'or, quelque part en Sibérie, « à des milliers de kilomètres de Moscou ». Les fonctionnaires russes prenaient généralement le parti de Ching-kuo lorsque des manœuvres du PCC étaient dirigées contre lui, mais ils furent inquiets qu'« un nombre substantiel » de Chinois exilés vivant à Moscou le soutiennent contre Wang Ming dans la mesure où ils souhaitaient freiner le factionnalisme parmi les Chinois de la capitale. Selon Ching-kuo, le représentant du PCUS lui dit : « Nous aurions préféré que vous restiez à Moscou pour poursuivre vos études, mais puisque vous ne vous entendez pas avec la délégation du PCC, il vaut mieux que vous partiez[45]. » En octobre, Ching-kuo se rendit dans la crasseuse cité industrielle de Sverdlovsk, où l'attendait un nouveau travail.

Dès son arrivée dans l'Oural, il tomba à nouveau gravement malade et fut hospitalisé pendant vingt-cinq jours, sa troisième maladie sérieuse en trois ans. Quand il se sentit mieux, en janvier 1933, il fut envoyé, pour des raisons qu'il n'a jamais révélées, dans la région

de l'Altaï, en Sibérie. Bien qu'il n'ait jamais explicitement dit que cet endroit faisait partie du Goulag, Ching-kuo décrivit son expérience comme un «exil sibérien». Il travaillait «côte à côte avec des professeurs, des étudiants, des aristocrates, des ingénieurs, des paysans riches et des voleurs». Chacun d'entre eux avait eu «un malheur inattendu, et dont il n'était pas responsable, qui l'avait envoyé en exil». Neuf mois plus tard, en récompense de «remarquables résultats dans son travail», il fut autorisé à retourner à Sverdlovsk[46].

Les archives russes disponibles, y compris la chronologie établie par Ching-kuo dans son autobiographie officielle, écrite en 1934, ne comportent aucune référence à l'épisode sibérien. Les chercheurs russes n'ont pu en trouver aucune trace. Aussi bizarre que cela puisse paraître, il est vraisemblable que, à la suite de la maladie qu'il contracta aussitôt arrivé à Sverdlovsk, les autorités envoyèrent Ching-kuo dans l'Altaï non pour le punir mais pour qu'il recouvre la santé, en l'isolant de la terrible pollution de Sverdlovsk afin qu'il guérisse plus facilement de sa mystérieuse maladie.

A son retour, le comité du parti du district de l'Oural l'affecta à un énorme complexe fabriquant des machines, appelé Ouralmach, que la propagande soviétique appelait «la perle des usines». Il commença comme adjoint au chef de rayon d'un immense magasin de vente de machines qui employait «plusieurs milliers de travailleurs»[47]. Au début, la nomination de Ching-kuo provoqua quelques récriminations. Après une première journée de travail avec Ching-kuo, une ouvrière nommée Maria Semyonovna Anikeyeva demanda à son mari pourquoi l'usine ne pouvait pas trouver un Russe pour le poste d'adjoint au chef de rayon. Mais elle ajouta, de mauvaise grâce, «le Chinois… est très intelligent». Maria et son mari, Fiodor, devinrent de proches amis de Ching-kuo[48]. «Il souriait toujours, rapporta-t-elle. Il semblait toujours sur le point de se confier complètement à vous. On ne l'a jamais vu malheureux[49].»

L'année pendant laquelle Ching-kuo commença de travailler à Ouralmach, plusieurs jeunes femmes diplômées d'un institut technique local furent recrutées par le complexe. Il y avait parmi elles une fille blonde appelée Faina Epatcheva Vahaleva (ou Vakhrina), une orpheline de 17 ans qui vivait avec sa sœur. Maria la décrivit comme «une fille ordinaire plutôt jolie», qui faisait grande impres-

sion lorsqu'elle souriait et vous regardait de ses «yeux légèrement japonais». Elle était mince, silencieuse, sans prétention et à peu près de la même taille que Ching-kuo. Celui-ci manifesta immédiatement de l'intérêt pour elle, et Faina abandonna rapidement son petit ami russe, blond comme elle, pour le jeune Chinois.

En juin, Ching-kuo reçut un télégramme de Wang Ming le convoquant à Moscou. A son arrivée, Wang lui dit que son père avait déclaré à Shanghai qu'il avait entendu dire que son fils allait revenir en Chine et que, si c'était vrai, il le ferait aussitôt arrêter[50]. Après une période de silence de deux ans, le Generalissimo recommençait, en fait, à penser à son fils exilé, pas d'une manière vengeresse, comme Wang Ming l'avait prétendu, mais d'une façon plutôt sentimentale. Dans une note de son journal datée de février, Chiang se désole de sa famille brisée «avec [s]on fils absent». Soong Mei-ling lui avait sans doute à nouveau parlé de Ching-kuo. «Quiconque, écrivit-il, me reconnaît comme père doit aussi reconnaître ma femme, Mei-ling, comme mère[51].»

■

Dans le domaine diplomatique, les chances qu'avait la Chine du KMT de faire avancer ses positions politiques vis-à-vis de l'URSS étaient devenues meilleures. Chiang pensait qu'une conséquence de ce réchauffement pourrait être le retour de Ching-kuo. Au cours de l'été 1934, les avancées régulières de Chiang dans sa guerre contre les communistes chinois conduisirent Moscou à réviser ses vues à ce sujet. Chang Hsueh-liang était revenu d'Europe et avait entrepris un traitement contre son accoutumance à la drogue dans un hôpital de Shanghai qui donna de bons résultats. Chiang lui assigna la tâche d'éliminer les soviets communistes dans la région frontalière des trois provinces du Hupei, du Honan et de l'Anhui, mission que le Jeune Maréchal accomplit aussitôt. Les dirigeants du PCC au Kiangsi, qui subissaient de plus en plus la dure pression de l'armée du KMT, secondée par des conseillers militaires allemands, se demandaient s'il ne fallait pas essayer de briser l'encerclement et se retirer dans une zone éloignée, plus proche de la frontière soviétique. Ils sollicitèrent l'avis de Staline[52].

Ebranlé par l'ascension de Hitler, le dictateur russe avait récemment ordonné au Komintern d'abandonner sa ligne ultragauchiste

sur le plan international. Moscou recherchait maintenant avec ferveur des alliés parmi les gouvernements bourgeois d'Europe. L'URSS adhéra à la Société des nations, s'engagea à apporter son aide pour défendre les démocraties capitalistes contre les fascistes et signa des pactes avec la France et la Tchécoslovaquie. A partir de l'incident de Moukden, Staline avait commencé de réfléchir à la mise en œuvre d'une telle Realpolitik à l'égard de la Chine. Maintenant, le temps était venu de commencer à le faire. Il était impossible que le PCC soit en mesure, dans un avenir prévisible, de gouverner une Chine unie. Le leader soviétique estimait donc qu'il serait fondamentalement avantageux pour l'URSS que le PCC mette immédiatement un terme à sa confrontation armée avec le KMT. Les communistes chinois étant en mauvaise posture au Kiangsi, il y avait très peu de chances que le KMT donne son accord à la proposition d'un front uni KMT-PCC et une coopération sino-soviétique contre le Japon. Mais si les communistes pouvaient se sortir du piège dans lequel ils étaient enfermés et trouver un refuge sûr dans le Nord, l'opinion publique chinoise pourrait faire pression sur Chiang pour qu'il accepte l'idée d'une nouvelle alliance. Si, d'un autre côté, les communistes étaient anéantis lors de leur mouvement de retraite, l'URSS pourrait toujours essayer d'améliorer ses relations avec Chiang Kai-shek.

■

Quelques temps après que Ching-kuo eut quitté Moscou et fut revenu à Sverdlovsk, le gouvernement chinois prit l'initiative de «discussions officielles avec les Russes» sur la reprise des relations entre Nankin et Moscou et également sur «le rapatriement de Chiang Ching-kuo[53]». Les Noulens étaient encore en prison à Nankin, mais Chiang ne mentionna plus la proposition d'échange avancée par Ch'ing-ling en 1931. Parallèlement, le Komintern, conformément à la décision de Staline, conseilla aux communistes chinois du Kiangsi de «tenter une sortie et de se mettre en sûreté, en allant jusqu'en Mongolie extérieure s'il le fallait[54]».

Le 16 octobre 1934, plusieurs colonnes communistes rassemblant environ 80 000 hommes, dont un tiers avaient un fusil, commencèrent leur Longue Marche depuis le Kiangsi. Zhou Enlai coordonna la stratégie, Lin Biao, un diplômé de Whampoa, qui n'avait que 27 ans, commandait le premier corps d'armée, tandis que Peng

Dehuai commandait le troisième. Deng Xiaoping réussit aussi à sortir du Kiangsi, où il avait été le rédacteur en chef du journal du parti, l'*Etoile rouge,* après avoir subi une bref période de disgrâce à cause des Vingt-Huit Bolcheviques. Un périple de 9 000 kilomètres les attendait.

Pendant plusieurs mois, Staline rumina sa réponse à la demande du Generalissimo de renvoyer Ching-kuo chez lui. Dans ses Mémoires, Ching-kuo rapporte que, d'août à novembre, le NKVD le mit sous étroite surveillance ; deux hommes le suivaient tous les jours comme son ombre. Au cours de cette période de surveillance accrue, Ching-kuo devint le rédacteur en chef adjoint du journal du complexe d'Ouralmach, *Tyazheloye Machinostroyenie* («les grandes machines»). Une personne suspecte n'aurait jamais pu approcher ce travail d'«agit-prop». Vraisemblablement, les agents n'étaient là que pour apporter la confirmation de sa loyauté.

Quelques semaines plus tard, un certain camarade Lishtov, chef du NKVD pour l'Oural, convoqua Ching-kuo à son bureau pour l'informer que le gouvernement chinois demandait son retour. Selon Ching-kuo, Lishtov lui fit également savoir que le NKVD souhaitait qu'il écrive au ministère des Affaires étrangères à Moscou pour «leur dire qu['il] ne voul[ait] pas revenir en Chine». Ching-kuo affirme qu'il refusa de le faire et que, quelques jours plus tard, Lishtov lui dit qu'un secrétaire de l'ambassade de Chine désirait le voir. Ching-kuo rencontra seul le diplomate chinois, mais deux autres personnes étaient assises dans la pièce d'à côté, ce qui impliquait qu'il ne pouvait parler librement[55]. «Bien sûr, je n'osai trop en dire ou même révéler que je voulais retourner en Chine. Nous nous contentâmes de parler des progrès réalisés par la Chine et de ma famille et d'évoquer à quel point elle était impatiente que je revienne[56].»

L'ambassade de Chine rapporta à Nankin la réaction de Ching-kuo à sa démarche. Après plus de soixante ans, le gouvernement de Taipei refuse encore de communiquer l'échange de télégrammes sur ce sujet entre Nankin et l'ambassade de Chine à Moscou, craignant vraisemblablement d'être embarrassé par les sentiments profondément prosoviétiques et anti-KMT exprimés par Ching-kuo. Le 14 décembre 1934, Chiang Kai-shek écrivait dans son journal : «Quand j'appris que Ching-kuo était réticent à revenir de Russie, je ne doutai pas que

cette nouvelle avait été inventée par notre ennemi russe. Je le pris calmement. Je pensais que j'avais fait des progrès puisque je pouvais écarter ce problème familial avec un sourire[57].»

■

En janvier 1935, le Komintern demanda à Ching-kuo de se rendre à nouveau à Moscou[58], très probablement pour qu'il prenne part à des discussions sur l'évolution de la situation en Chine et au sein du PCC. (Plusieurs mois après le début de la Longue Marche, Mao Zedong s'était imposé dans le conflit politique qui l'opposait aux Vingt-Huit Bolcheviques. Deng était maintenant l'un des ses partisans les plus précieux et les plus dévoués.) A cette occasion, Ching-kuo dîna avec Staline : «Un bonne soupe épaisse, une kacha de sarrasin et du jus de fruit[59].» La Grande Terreur ayant commencé, Ching-kuo, comme tout le monde en Russie, devait être plus prudent que jamais et manifester une parfaite orthodoxie politique. Tout montre, toutefois, que, généralement, ce qu'il pensait était tout à fait orthodoxe.

Ching-kuo revint à Sverdlovsk et, en mars, il épousa Faina, ce qui n'exigeait qu'un simple enregistrement. Ching-kuo percevait maintenant le salaire rondelet de 700 roubles par mois[60]. Les nouveaux mariés se virent attribuer un appartement neuf de deux pièces qui, selon les standards de l'époque, «était considéré comme magnifique». Des soirées furent dès lors organisées pendant les jours de congé dans l'appartement des Elizarov (les Chiang). Damant le pion aux Russes, Ching-kuo divertissait ses hôtes avec des danses caucasiennes et des chansons russes. Parmi les invités réguliers, on comptait le secrétaire régional du parti, Leopold Averbach, un ancien trotskiste, et le directeur de l'usine, le camarade Vladitov. Ching-kuo et Faina passèrent des vacances en Crimée, un privilège dont ne pouvaient bénéficier que les ouvriers et les cadres les mieux en cour.

Malgré ses deux emplois, ses études d'ingénieur et sa vie sociale intense, Ching-kuo trouva encore le temps de commencer à écrire une histoire d'Ouralmach[61]. Il donna aussi des conférences sur les affaires internationales. En ces occasions, les grands-mères refusaient de garder les enfants et insistaient pour aller écouter Elizarov. Après Averbach, Ching-kuo était considéré comme le meilleur analyste des nouvelles internationales[62]. «Oh, mon Dieu, se rappelait Maria Anikeyeva, il était si intelligent et il savait tellement de choses[63]!»

Ching-kuo ne manifestait aucun signe pouvant donner à penser que son pays lui manquait. Un ami de cette époque affirme qu'il ne parlait jamais de ses parents ou de sa terre natale[64]. En décembre, Faina, alors âgée de 19 ans, donna naissance à leur premier enfant, un garçon prématuré qui ne pesait que trois livres et demi. Ching-kuo l'appela Ai-lian («amour de la vertu»), qui donna plus tard le prénom anglais Alan. Pendant les trois premiers mois, Faina et Ching-kuo se relayèrent chaque nuit pour le nourrir toutes les heures avec un compte-gouttes[65].

■

Au printemps de 1935, l'Union soviétique conclut une alliance officielle avec la France et la Tchécoslovaquie. Bien que les forces communistes chinoises n'en eussent pas encore terminé avec l'épreuve de leur Longue Marche, Staline décida que le moment était venu de faire progresser plus énergiquement la stratégie du front uni en Chine. Probablement vers mai ou juin, le Komintern informa les dirigeants du PCC que le parti allait devoir s'efforcer de collaborer avec Chiang Kai-shek, qui, jusqu'alors, avait été dénoncé comme un brigand malfaisant. La seule condition était que Chiang accepte de mettre un terme aux «combats du KMT contre son propre peuple» et forme un front uni contre l'impérialisme japonais. Le 1er août, le PCC réclama officiellement la création d'un front uni des peuples contre le Japon.

Chiang rejeta cette proposition. En octobre, Mao et environ 9 000 des 80 000 communistes qui étaient partis du Kiangsi un an auparavant arrivèrent dans un endroit désolé, appelé Yenan, dans le nord de la province du Shensi. En y ajoutant les communistes locaux et une autre colonne conduite par Chang Kuo-tao, le nouveau bastion du PCC pouvait compter sur un effectif d'environ 20 000 hommes, qui n'avaient pas tous un fusil. Chiang ordonna au Jeune Maréchal, Chang Hsueh-liang, de coordonner une série d'attaques sur ces forces. Lors d'un engagement meurtrier, les forces communistes et celles du KMT de Mandchourie subirent toutes deux de lourdes pertes.

De leur côté, les militaires japonais, enhardis par leurs succès en Mandchourie, où ils avaient établi l'Etat fantoche du Mandchoukouo, s'emparèrent de territoires supplémentaires dans la province

du Hopei, non loin de Pékin. La police chinoise de Pékin réprima des manifestations de milliers d'étudiants en colère protestant contre l'agression japonaise. Le Jeune Maréchal, qui haïssait le Japon, commença à se demander s'il ne serait pas temps de reconsidérer l'appel à un front uni. Chiang, toutefois, continuait de penser qu'il était essentiel d'éliminer les communistes et de bâtir une véritable puissance militaire avant d'affronter le Japon.

Il donna une nouvelle fois ordre au maréchal Chang d'augmenter la pression sur les « bandits ». Les communistes, en même temps, intensifiaient leur campagne publique en faveur d'un front uni et ils trouvèrent des oreilles attentives parmi les troupes du Jeune Maréchal, dont les maisons familiales se trouvaient en Mandchourie occupée. Un grand nombre commencèrent à faire défection et à passer chez les communistes. En février, pour la première fois, le maréchal Chang rencontra secrètement des cadres du PCC.

L'Allemagne nazie établissant des relations de plus en plus étroites avec le Japon, le risque devenait grand que l'aide allemande aux forces armées chinoises soit suspendue. Chiang, néanmoins, continua de poursuivre aussi longtemps qu'il le put sa collaboration avec l'Allemagne. En 1936, il envoya son second fils, Wei-kuo, dans une académie militaire de Munich, la Kriegshochschule, décision qui rappelait fortement celle qu'il avait prise onze ans auparavant en autorisant Ching-kuo à aller étudier à Moscou.

Ajoutant à la confusion de toutes ces manœuvres, la *Pravda* publia une lettre de Ching-kuo à sa mère[66]. Le ton y était aussi hostile à l'égard de son père que celui qu'il avait utilisé après la purge de Shanghai. Il dénonçait Chiang Kai-shek comme « l'ennemi du peuple tout entier et donc l'implacable ennemi de son fils ». Il affirmait qu'il avait « honte d'un tel père » et qu'il n'avait aucune intention de retourner en Chine. Il rappelait à Fu-mei les mauvais traitements dont elle avait souffert dans le passé : « Ne vous souvenez-vous pas, mère, qu'il vous traînait par les cheveux depuis le second étage ? Qui imploriez-vous, à genoux, pour qu'il ne vous jette pas dehors ? Qui a poussé ma grand-mère dans la tombe à force de coups et d'insultes ? N'était-ce pas lui ? Tout cela a été commis par l'homme qui maintenant débite des banalités sur l'affection filiale et la morale familiale. » Ching-kuo fit l'éloge de l'expérience qu'il avait acquise en Union soviétique :

«Votre fils est riche de connaissances sur la vie humaine et sur les méthodes pour libérer l'humanité exploitée et opprimée. […] [Il] ne reviendra jamais pour traîner la misérable existence d'un simple instrument entre les mains d'un charlatan de père[67].»

Selon Ching-kuo, l'idée de cette lettre venait de Wang Ming, qu'aucun scrupule n'arrêtait et qui lui aurait dit : «Des rumeurs courent en Chine selon lesquelles vous auriez été arrêté en Russie. Vous devriez écrire une lettre à votre mère pour lui faire savoir que vous avez ici un travail régulier et que vous êtes tout à fait libre[68].» Wang lui donna alors un projet de lettre que Ching-kuo refusa aussitôt de signer. Des amis lui conseillèrent toutefois de le faire pour avoir une chance de retourner un jour en Chine. Toujours selon Ching-kuo, il céda et accepta de signer la lettre, mais il insista pour ajouter une phrase pour dire à sa mère, si elle souhaitait le voir, «s'il te plaît, viens en Europe de l'Ouest et rencontrons-nous là[69]».

Le jour suivant, écrivit Ching-kuo, il discuta de cette lettre avec le chef du NKVD, Genrikh Iagoda, responsable de l'arrestation et de l'exécution de centaines de milliers de personnes. Iagoda prit non seulement le temps de voir Ching-kuo, mais il sympathisa également avec lui et dit à Wang Ming de détruire la lettre. Ching-kuo écrivit sa propre lettre, dans laquelle il ne mentionnait pas son espoir de revenir au pays mais «essayait de faire comprendre que [sa] famille [lui] manquait» par cette unique phrase : «Je n'ai jamais cessé, même un seul jour, d'avoir envie de certains plats faits à la maison et dont j'ai, depuis si longtemps, la nostalgie.» Wang Ming accepta la nouvelle lettre mais, toujours selon Ching-kuo, il envoya la première en Chine et en fit publier le texte par la *Pravda*. Etant donné l'intérêt manifeste que Staline marquait pour Ching-kuo – souligné encore par l'attention inhabituelle de Iagoda pour l'affaire de la lettre –, il est probable que le secrétaire général lui-même voyait quelques avantages tactiques dans un rappel aussi douloureux pour Chiang de sa séparation avec son seul fils naturel.

■

Durant l'été 1936, alors que la situation en Europe et au Japon évoluait de manière dramatique, les premiers procès publics de la Grande Terreur (les Grandes Purges) s'ouvrirent à Moscou. Les procureurs accusèrent de trahison seize «vieux bolcheviques», pour la

plupart des anciens alliés trotskistes. Leurs « confessions » en mirent beaucoup d'autres en cause. Une campagne de terreur brutale qui prit une rapide extension se mit en marche, entraînant de monstrueuses accusations, d'abjectes confessions, des incriminations abusives et, finalement, l'exécution ou l'envoi au Goulag. Le tueur en chef lui-même, Genrikh Iagoda, perdit son poste en septembre et fut mis contre le mur devant lequel avaient été exécutés d'innombrables autres accusés qu'il avait condamnés.

De nombreuses personnes proches de Ching-kuo eurent à subir de semblables procès fantoches ou disparurent simplement. Le mentor et professeur de Ching-kuo, Karl Radek, se livra à une confession si extravagante qu'il échappa à la mort ; il fut condamné à une longue peine de prison et mourut misérablement, pendant sa détention, en 1939[70].

Leopold Averbach, un ancien militant trotskiste, était vulnérable et il devint rapidement l'un des acteurs de ces procès spectacles (dans lesquels il aurait pu essayer d'incriminer Ching-kuo). Finalement, le NKVD arrêta 3,8 millions de personnes pour des crimes contre-révolutionnaires et en exécuta 780 000. En 1937, Staline s'en prit au haut commandement militaire. Parmi les nouvelles victimes se trouvaient le maréchal Toukhatchevski, considéré comme un héros et qui avait enseigné à Ching-kuo la stratégie militaire, son épouse et deux de ses frères. Le général Blücher, l'ami de Chiang Kai-shek, était membre du tribunal qui condamna Toukhatchevski. Peu de temps après, Blücher se retrouva, à son tour, devant un peloton d'exécution. Michel Borodine réussit à survivre jusqu'au milieu des années 1940, puis il disparut[71]. En tout, Staline fit fusiller 30 000 officiers de l'Armée rouge, plus que les nazis en tuèrent au cours des deux premières années de la guerre qui allait bientôt éclater[72]. Presque tous les cadres locaux et régionaux du parti, y compris ceux de Sverdlovsk, que Ching-kuo connaissait très bien, perdirent la vie ou furent envoyés en Sibérie dans des wagons de marchandises. Les Mémoires de Ching-kuo ne font aucune mention des purges dont furent victimes ses amis et ses professeurs ou de ses réactions à ce sujet. Vraisemblablement, comme tout le monde à l'époque en Union soviétique, il n'osa pas penser de manière critique, encore moins exprimer quelques doutes. De surcroît, la propagande étouffante du régime présenta les procès politiques comme nécessaires dans la perspective glaçante de la terrible guerre

qui menaçait, aussi bien à l'est qu'à l'ouest. Cette explication convainquit la plupart des Russes, même ceux qui le payèrent de leur vie, que tout cela, d'une manière ou d'une autre, était justifié. C'était l'esprit du temps : le culte de l'idéologie, de la guerre et de la mort.

Ching-kuo, apparemment, continua d'être un croyant. Le 16 novembre 1936, il se porta candidat pour devenir un membre à part entière du PCUS[73]. La signification de cette démarche était claire : il avait le sentiment que, très probablement, il passerait le reste de sa vie en URSS. Au même moment, le nouvel ambassadeur de la RdC en Union soviétique, Tsiang T'ing-fu, prit ses fonctions à Moscou. Peu de temps avant que l'ambassadeur quitte la Chine, M^me^ Chiang le fit venir et eut avec lui un entretien privé. Le Generalissimo, lui dit-elle, «souhaiterait très vivement que son fils, Ching-kuo, puisse revenir en Chine». Dans l'une de ses premières entrevues avec les fonctionnaires du ministère soviétique des Affaires étrangères, Tsiang mentionna Ching-kuo et déclara qu'il leur serait reconnaissant si des recherches étaient faites pour savoir où il se trouvait. L'adjoint du commissaire pour les Affaire étrangères, Stemenikov, lui dit que ce serait sans doute difficile, mais il lui promit d'essayer[74]. Dans les semaines qui suivirent, toutefois, les événements qui se produisirent en Chine ouvrirent brusquement la voie à la constitution d'un nouveau front uni KMT-PCC et au retour de Ching-kuo.

■

Le printemps précédent, le Jeune Maréchal s'était rendu secrètement à la base communiste du Shensi et avait rencontré Zhou Enlai. Zhou persuada Chang que le PCC désirait sincèrement donner une priorité absolue à la résistance contre les Japonais. En conséquence, Yen Hsi-shan, le seigneur de la guerre anticommuniste de la province du Shansi, qui, dans le passé, avait joué un rôle déterminant pour Chiang Kai-shek grâce au soutien qu'il lui avait apporté, prêta une oreille attentive aux arguments du Jeune Maréchal en faveur d'un front uni. Au cours de l'été, des généraux influents dans le Sud et alliés de Chiang Kai-shek conduisirent leurs troupes dans le Honan et le Kiangsi et demandèrent qu'elles soient engagées contre les Japonais.

Pendant l'automne, le conflit avec les Japonais empira. Des troupes de la province fantoche du Mandchoukouo, appuyées par des avions et des tanks japonais, envahirent le nord de la province de Suiyuan.

Chiang Kai-shek continuait, malgré tout, de croire qu'il pouvait et devait éliminer les communistes avant de combattre les Japonais. Comme Mao, toutefois, Chiang croyait également aux vertus du *da da, tan tan* («se battre et négocier»). Tout en poussant à une action militaire contre le PCC, il autorisa Ch'en Li-fu à s'entretenir secrètement avec Zhou Enlai. Zhou se rendit incognito à Nankin à la fin de 1936 avec un représentant chinois auprès du Komintern, P'an Han-nien. Les deux parties s'efforcèrent de se mettre d'accord sur les grandes lignes d'une proclamation en faveur du front uni dans laquelle le PCC accepterait de dissoudre tous les soviets existants dans les campagnes et de supprimer l'armée communiste en tant que telle pour la placer sous le contrôle du conseil militaire du gouvernement. Ces termes furent précisément ceux qui firent l'objet d'un accord en 1937. Zhou, cependant, voulait d'abord rapporter ces conversations à Yenan et, au début de décembre, il quitta Nankin muni d'un sauf-conduit pour Si'an, où il avait l'intention d'en faire part également au Jeune Maréchal[75].

Ne tenant aucun compte des avertissements qui lui furent prodigués sur les dangers possibles de ce voyage, Chiang Kai-shek se rendit à Si'an pour discuter avec ses commandants, qui semblaient hésitants. Le 11 décembre, il eut une réunion tendue avec ses officiers les plus haut gradés, au cours de laquelle il insista sur la nécessité d'en finir avec les communistes. A l'aube, le matin suivant, une unité de soldats du Jeune Maréchal fit une descente sur la station de sources chaudes de Lintung, située à une quinzaine de kilomètres de Si'an, où résidaient le Generalissimo et son entourage. Chiang s'échappa par une fenêtre de la cabine où il prenait un bain d'eau sulfurée, courut tout nu jusqu'à une colline et sauta par-dessus un mur, se blessant au dos. Les soldats le trouvèrent dans une grotte toute proche. «Abattez-moi et qu'on en finisse!» hurla le Generalissimo, au comble de la rage. Le jeune capitaine qui commandait l'unité lui répondit : «Nous ne voulons pas vous abattre. Nous vous demandons seulement de diriger le pays[76].»

La confusion et l'incertitude se répandirent à la fois à Yenan et à Nankin, quand on sut que Chiang Kai-shek était aux mains des troupes du Jeune Maréchal. Le gouvernement fit des préparatifs pour déployer des forces considérables et attaquer les rebelles. Certains, dans le camp du PCC, pensaient que Chiang Kai-shek serait

tué et qu'un front uni serait formé avec le Jeune Maréchal. Mais dans un télégramme envoyé à toutes les parties, le 12 décembre, Chang Hsueh-liang fit clairement savoir qu'il ne cherchait pas à renverser le Generalissimo, mais qu'il exigeait seulement de lui qu'il forme un nouveau front national pour sauver le pays. Lorsqu'il fut informé de l'incident, Staline comprit à la fois le danger qu'il représentait et le parti qu'il pouvait en tirer. Il connaissait également la teneur des récentes discussions de Nankin. Si la crise à Si'an n'était pas rapidement résolue, elle pourrait conduire à une nouvelle guerre civile, beaucoup plus violente, et finalement inciter le KMT à se tourner vers les Japonais pour obtenir leur soutien. Si les communistes étaient à même de jouer un rôle majeur dans la libération de Chiang, leur intervention pourrait faire pencher la balance en faveur d'un front uni contre le Japon.

Les *Izvestia* et la *Pravda* publièrent en première page des articles qui dénonçaient l'enlèvement et proclamaient que la Chine devait être unifiée, étant donné sa dangereuse situation sur le plan international et étant donné qu'il n'était possible d'unifier la Chine que si le Generalissimo était à sa tête[77]. Staline envoya un long télégramme à Yenan, répétant le même message : Chiang était la seule personnalité qui avait suffisamment de prestige pour diriger en Chine le front national uni. Staline suggéra que les Japonais devaient avoir organisé l'enlèvement en sous-main pour que la Chine s'enfonce davantage dans la guerre civile[78]. Mao et Zhou craignaient également que la mort de Chiang Kai-shek ne conduise à l'établissement à Nankin d'un régime KMT favorable aux Japonais[79]. Mao dépêcha de nouveau Zhou à Si'an pour négocier la remise en liberté du Generalissimo. De son côté, Chang Hsueh-liang lut le journal de Chiang et découvrit ses plans secrets pour résister aux Japonais après avoir éliminé les communistes. De surcroît, ces événements provoquèrent une vague de sympathie pour Chiang, qui se répandit dans tout le pays.

Le 14 décembre, à Sverdlovsk, Chiang Ching-kuo lut la nouvelle de la crise de Si'an. Le même jour, le Komintern découvrit avec consternation que le comité du parti d'Ouralmach était sur le point d'approuver la nomination du fils du Generalissimo comme membre à part entière du PCUS[80] ! Le Komintern télégraphia aussitôt que rien ne devait être décidé à ce sujet et donna ordre au jeune homme de

se rendre à Moscou de toute urgence. Le 16 décembre, Zhou Enlai arriva à Si'an et vit Chiang. Ce dernier avait fermement refusé de négocier avec ceux qui le retenaient, affirmant qu'il ne discuterait de la question d'un front uni que s'il était relâché sans conditions. Zhou lui précisa que le PCC était disposé à accepter son leadership et lui donna l'assurance que le retour de Ching-kuo de Russie serait le gage de ce rapprochement. En tant que patriote, le fils ne souhaitait pas moins que le père s'opposer aux envahisseurs de la Chine[81]. Le PCC, l'URSS et presque toute la Chine exigeant la libération de Chiang, le Jeune Maréchal et ses partisans capitulèrent.

Une seule difficulté restait maintenant à résoudre : que faire de Chang Hsueh-liang? Chiang exigea que le Jeune Maréchal revienne avec lui et soit jugé. M^me^ Chiang, toutefois, lui avait donné sa parole que s'il libérait le Generalissimo, il n'encourrait aucune sanction. Le jour de Noël, les Chiang revinrent par avion à Nankin, où ils furent accueillis par de bruyantes démonstrations. Malgré les supplications de M^me^ Chiang en sa faveur, une cour de justice militaire condamna Chang Hsueh-liang à dix ans de prison. Chiang commua alors la sentence en une assignation à résidence à durée indéfinie[82].

Peu de temps après son retour, Chiang convoqua Ch'en Li-fu dans sa chambre à coucher. «Quelle a été l'attitude de Zhou Enlai à Si'an?» demanda Ch'en. «Très correcte», répondit Chiang. Ch'en suggéra que les forces gouvernementales très importantes qui avaient été déployées dans la province du Shansi attaquent Yenan et en finissent une fois pour toutes avec Mao et les communistes. Chiang baissa la tête et ne répondit rien. Voyant qu'il était fatigué, Ch'en se retira immédiatement[83].

5
Réunion et guerre

Quand Ching-kuo arriva à Moscou, en décembre 1936, le commissaire adjoint aux Affaires étrangères, Stemenikov, l'informa que son père souhaitait qu'il revienne en Chine. Le gouvernement soviétique, lui dit-il, considérait le gouvernement chinois comme amical et était prêt à le laisser partir. Stemenikov et d'autres ne manquèrent pas de lui dire également qu'il pouvait maintenant mieux servir la révolution en retournant en Chine et en travaillant à la réalisation du front uni contre le Japon. Après un court séjour dans la capitale, Ching-kuo revint à Sverdlovsk pour attendre de nouvelles instructions. Quelques semaines plus tard, le Komintern ordonna qu'il fût mis fin à son affectation à l'usine d'Ouralmach et au journal. Des allégations circulèrent selon lesquelles ses pensées n'auraient pas été parfaitement orthodoxes ; elles provenaient très certainement de gens qu'il connaissait très bien, comme Radek et Averbach, qui étaient alors jugés et risquaient leur vie[1]. Staline ne tint évidemment aucun compte de ces accusations, lancées par désespoir.

On était déjà au début de 1937 et Chiang Kai-shek n'était pas encore certain de revoir un jour Ching-kuo. « Je voudrais tellement que mon fils puisse revenir, écrivit-il dans son journal. Cependant… Je préférerais n'avoir aucune descendance plutôt que de sacrifier les intérêts de la nation[2]. » Chiang ne s'était nullement engagé à mettre un terme à la guerre civile. Sa popularité avait été restaurée. Ses armées comptaient plus de 1,5 million d'hommes, ses forces aériennes, avec 100 avions de chasse, étaient minuscules comparées à celles du Japon, mais elles étaient 100 % plus importantes que celles de Mao, qui n'existaient pas. Le commandant Claire Chennault, retraité de l'armée de l'air américaine à cause d'un problème d'audition, était alors devenu le conseiller de Chiang pour tout ce qui concernait sa force aérienne. En février, le Comité central du KMT refusa d'approuver l'idée d'un front uni et rappela la nécessité de rester vigilant à l'égard des communistes. Ch'en Li-fu et l'aile droite conservatrice du parti, qui occupaient une position dominante,

souhaitaient mettre de côté le projet d'accord avec Zhou Enlai et poursuivre la guerre civile jusqu'à une proche victoire finale. Chiang, toutefois, avait déjà pris sa décision.

En février, Moscou convoqua à nouveau Ching-kuo, mais cette fois-ci on lui dit de venir avec sa famille et de prendre avec lui tout ce qu'il pourrait transporter par le train. A la gare de Sverdlovsk, de nombreux camarades d'usine vinrent dire au revoir à la famille, qu'ils connaissaient sous le nom d'Elizarov[3]. Dans le froid de l'hiver, ils prirent le thé sur le quai et dansèrent le fox-trot. Ching-kuo dit à ses amis : « Le Comité central [du PCUS] m'envoie en Chine pour que je puisse gagner mon père à nos idées[4] . »

De retour à Moscou, des officiers de l'Armée rouge avec lesquels il était ami lui dirent, dans des conversations très arrosées de vodka ou au cours de chaleureux repas, que l'Union soviétique ferait tout ce qui était en son pouvoir pour aider la Chine à vaincre le Japon. Le maréchal Toukhatchevski, qui était encore en cour, eut très probablement l'occasion de s'entretenir avec lui. Stemenikov le rencontra à nouveau et exprima l'espoir que, sous la direction du Generalissimo, la Chine et l'URSS deviendraient de plus en plus proches[5]. Très curieusement, Ching-kuo eut une dernière conversation avec Staline, qui porta sans doute sur l'urgence d'établir un front uni[6].

Par une soirée froide et venteuse, vraisemblablement au début du mois de mars, un serviteur de l'ambassadeur Tsiang lui dit qu'un visiteur chinois qui ne voulait pas donner son nom désirait le voir. Le solliciteur, un jeune homme souriant, aux joues rouges, fut introduit et déclina son identité. Avant que Tsiang puisse lui poser la moindre question, Ching-kuo demanda : « Pensez-vous que mon père serait heureux que je revienne ? » L'ambassadeur l'assura que son père était impatient qu'il soit de retour[7].

Quelques jours plus tard, Faina accompagna son mari à une invitation à dîner chez l'ambassadeur. Tsiang la décrivit comme « une charmante jeune femme blonde, mais extrêmement timide ». Pendant le dîner, Ching-kuo parla avec enthousiasme des projets qu'il avait de réformer la politique de Chiang. Ce discours irrita l'ambassadeur, qui lui suggéra de s'efforcer d'abord d'en apprendre un peu plus sur ce qui n'allait pas en Chine et sur ce qui en étaient les causes avant de faire connaître ses grandioses recommandations.

L'humeur de Ching-kuo était exubérante. Le passé était le passé. Si son père voulait bien l'oublier, il ne demandait pas mieux. Son pragmatisme et son optimisme, ajoutés à son patriotisme chinois et ses croyances marxistes, l'inclinaient à embrasser l'avenir qui s'ouvrait brusquement devant lui. Plus tard, l'ambassadeur l'aida à choisir des cadeaux : des articles de bureau en marbre noir de l'Oural pour le Generalissimo et un manteau d'agneau persan pour son épouse. L'ambassade lui fournit également un costume de style occidental et une robe longue et plutôt élégante ainsi qu'un manteau pour Faina[8].

Le jour qui précéda son départ, le président du Komintern, Georgi Dimitrov, lui confia qu'il devrait convaincre le Generalissimo de la totale sincérité du PCC lorsqu'il avait décidé de s'unir au KMT. Puis Dimitrov réitéra l'admiration nouvelle du Komintern pour Chiang Kai-shek, qu'il résuma ainsi : «Nous savons tous que le Generalissimo est le stratège le plus capable, l'homme d'Etat le plus remarquable et le plus grand leader du peuple chinois.» Sur la suggestion du Komintern, Ching-kuo écrivit treize articles pour chacune des années (1925-1937) qu'il avait passée en Union soviétique. Réunis sous le titre «Ma vie en Russie», c'est un compte rendu direct et positif de ses expériences et des réussites soviétiques[9].

Juste avant le départ de la famille pour Vladivostok, un jeune Chinois nommé Kang Sheng vint voir Ching-kuo. Kang, délégué du PCC auprès du Komintern, était un spécialiste de la sécurité intérieure. Durant les mois précédents, il avait participé à sa façon aux Grandes Purges, qui avaient alors commencé, en dénonçant de nombreux Chinois vivant en URSS comme des partisans de Trotski. La plupart furent exécutés. Kang informa Ching-kuo qu'il l'accompagnerait pendant tout son long voyage transsibérien[10]. Avant de prendre le train, Ching-kuo envoya un télégramme à ses amis de Sverdlovsk leur précisant qu'il passerait par leur ville sur son chemin vers l'Est. Les Anikeyeva et d'autres les attendaient sur le quai de la gare et, pour la dernière fois, purent serrer dans leurs bras cette jeune famille sino-russe qu'ils avaient appris à aimer[11]. Puis, chargé de nourriture fraîche, le vieux train à vapeur s'ébranla en haletant et s'éloigna de la ville, toujours aussi sale, en direction de la rangée de montagnes et, au loin, des steppes. Le couple Anikeyeva ne reverrait jamais les Elizarov.

Le train mit des jours à traverser l'immense terre gelée, donnant ainsi l'occasion à Ching-kuo de réfléchir à sa vie en Union soviétique. Très peu de ses contemporains russes avaient eu une expérience aussi vaste de la société soviétique. Maintenant, à 27 ans, il était suffisamment mûr et sa destinée était à nouveau liée à celle de la Chine, à celle du peuple chinois. En arrivant à Vladivostok, froide et lugubre, Ching-kuo installa sa famille sur le bateau puis, avec Kang, se rendit au bureau du NKVD et envoya un télégramme, que tous deux signèrent, au Comité du PCC à Moscou : « Maintenant, le parti m'envoie en Chine. C'est une tâche importante… dites au Comité exécutif du Komintern que je suivrai strictement la discipline du parti… nous vous envoyons nos plus chaleureuses salutations communistes depuis les lointains rivages de l'Union soviétique[12]. »

Ce télégramme fut la dernière chose que Ching-kuo fit pour le parti communiste, chinois ou russe, quels que fussent les espoirs que ces deux partis avaient mis en lui[13].

■

Avant l'arrivée de Ching-kuo en Chine, le Comité central du PCC avait accepté les termes d'un nouvel accord politique mis sur pied par Zhou Enlai et Ch'en Li-fu. Il plaçait l'armée communiste sous les ordres du gouvernement de Nankin, mettait fin à la confiscation et à la redistribution des terres et obligeait à l'organisation d'élections démocratiques dans les zones communistes. Chiang Kai-shek n'était pas brusquement devenu naïf à l'égard des intentions communistes. Il affirmera plus tard que sa décision, au début de 1937, de ne pas tout faire pour anéantir les communistes avait été une erreur fatale. Mais les exactions commises par les militaristes japonais auraient fait de cette politique une option risquée. En outre, un front uni rendait à nouveau possible la perspective d'une assistance soviétique à grande échelle qui n'aiderait pas seulement le gouvernement national à résister au Japon mais pourrait également renforcer l'avantage des nationalistes sur le PCC dans le domaine militaire. Enfin, conséquence de ce rapprochement, le seul fils naturel du Generalissimo était sur le chemin du retour, et avec un petit-fils. Les ancêtres seraient soulagés.

Peu de temps après le départ de Ching-kuo de Russie, l'ambassadeur américain à Moscou, Joseph E. Davis, rapporta à Washington que les relations entre la Chine et l'Union soviétique s'étaient consi-

dérablement améliorées «en quelques jours». Davis avait le sentiment qu'un consensus solide avait été trouvé et que l'URSS ne prêterait plus la main, en Chine, à des éléments indépendants sur les plans politique et militaire (ce qui désignait les communistes)[14].

Comme Staline s'y était attendu, la perspective d'un front uni KMT-communistes fut perçue comme une provocation par les militaristes japonais et les conduisit à accélérer leurs opérations et à lancer une offensive militaire de très grande ampleur contre la Chine. L'armée impériale considérait la Mandchourie et une grande partie de la Chine du Nord comme appartenant de droit au Japon, mais son véritable *Lebensraum,* comme celui de l'Allemagne, se situait dans les vastes étendues de la Russie. Les ultranationalistes étaient contre l'attentisme qui pouvait permettre l'émergence sur leurs arrières d'une Chine plus forte et unifiée. Il était nécessaire de mettre rapidement la Chine à genoux de manière que le Japon puisse utiliser l'essentiel de ses forces contre l'Union soviétique.

Les dirigeants civils du Japon, toutefois, plutôt que d'occuper la Chine, souhaitaient en faire un pays vassal. Certains accordaient la priorité à la lutte anticommuniste et avaient le sentiment qu'ils allaient s'embourber dans cette immense terre d'où provenait la culture du Japon. En 1937, dans leurs discussions avec les Japonais, les cadres supérieurs du KMT, comme Wang Ching-wei et Ch'en Li-fu, soutenaient même la ligne selon laquelle les gouvernements de Nankin et de Tokyo, en raison de leur position commune anticommuniste, devaient s'efforcer d'être des alliés et non pas des ennemis[15]. Wang, l'ancien gauchiste, unira, en fait, son sort à celui des Japonais. Mais la tentation d'écraser la Chine ne pouvait être contenue. Le *Zeitgeist* de la guerre et de l'expansion territoriale ainsi que la série de spectaculaires et faciles victoires depuis 1895 avaient insufflé à l'armée et à la marine impériales une ambition sans limites. Les événements d'Europe semblaient confirmer que l'avenir appartenait aux races pénétrées d'un esprit martial et conquérant.

■

Le 19 avril 1937, Ching-kuo se tenait sur le pont du cargo soviétique quand il commença à remonter doucement le Huangpu. Faina était à ses côtés, tenant un Alan, âgé de 2 ans, tout excité. Il y avait beaucoup plus d'usines et de chantiers navals que Ching-kuo se le

rappelait. Le trafic maritime et la pollution étaient plus importants. Non loin du Bund, plusieurs navires de guerre appartenant à la troisième escadre de la marine japonaise étaient à l'ancre, une toile grise recouvrant leurs canons.

Le directeur du secrétariat particulier du président et le maire de Hangchow accueillirent Ching-kuo et sa famille sur le quai[16]. Accompagnés par un groupe de gardes du corps, les nouveaux arrivants se rendirent directement à la gare et, en quelques heures, arrivèrent dans la belle ville de Hangchow. Le Generalissimo consigna l'événement dans son journal. «L'esprit de ma mère décédée devrait être réconforté par le retour de Ching-kuo», écrivit-il[17]. Chiang, toutefois, ne semblait pas très impatient de voir son fils. Plusieurs jours après son arrivée, Ching-kuo rendit visite à Ch'en Li-fu à Nankin. Après de chaudes embrassades, le jeune Chiang se plaignit que son père avait différé le moment de le recevoir et qu'ils ne s'étaient pas encore vus. Ch'en répondit : «Eh bien, vous êtes encore un communiste. Vous l'avez dénoncé dans cette lettre. Vous devriez lui écrire et lui dire que vous n'êtes plus communiste et que vous souhaitez adhérer au KMT[18].»

Il est de fait que Ching-kuo n'avait jamais écrit à son père pour lui demander pardon, lui faire savoir qu'il renonçait au marxisme ou lui exprimer son désir de devenir membre du KMT. Tout cela ne lui était pas venu à l'esprit, même après que, de retour en Chine, il fut en parfaite sûreté. Chiang Kai-shek avait cherché à le faire revenir sans attacher de conditions à ce retour. Aucune excuse n'avait été demandée et aucune, donc, n'avait été présentée. Maintenant, cependant, le respect et la tradition exigeaient que Ching-kuo accepte de jouer le rôle du fils prodigue en reconnaissant ses erreurs et en assurant son père de son indéfectible fidélité.

Ching-kuo écrivit la lettre. De surcroît, il alla voir Wu Chih-hui, la première personne ayant une grande autorité à laquelle il avait confié son projet d'aller étudier à Moscou, il y avait maintenant douze ans. Comme s'il ne s'était agi que d'un bref séjour, Wu, philosophe, lui demanda simplement : «Alors, comment était-ce ?[19]» Wu faisait probablement partie de ceux qui parlèrent à Chiang, insistant sur les épreuves que Ching-kuo avait endurées. Finalement, Chiang accepta de recevoir son fils[20]. La réunion eut lieu dans la résidence du président, à Hangchow, l'ancienne et imposante demeure du dirigeant

de la Compagnie de navigation des marchands chinois. Après que les portes se furent refermées derrière lui, Chiang Ching-kuo s'approcha de son père, s'agenouilla et toucha trois fois le sol de son front.

■

Après cet accueil formel, Chiang discuta avec Ching-kuo de l'avenir immédiat de ce dernier. Ching-kuo déclara qu'il se sentait prêt à embrasser une carrière soit dans l'industrie, soit dans la politique[21]. Il dit à son père : «J'ai des idées, des idées progressistes, et j'aimerais avoir l'occasion de les appliquer.» Il ajouta qu'il souhaiterait le faire «dans les conditions les plus difficiles qui soient[22]». Chiang père souligna qu'avant de parler d'affectations possibles il fallait se préoccuper de certaines choses essentielles. Tout d'abord, Ching-kuo, après si longtemps, pouvait à peine écrire les caractères chinois. Ensuite, il avait négligé sa lecture des classiques et des ouvrages de référence. Des cours intensifs de rattrapage s'avéraient nécessaires. Enfin, Chiang père estimait qu'il serait une bonne idée que Ching-kuo écrive un bref mémoire sur sa longue expérience en Union soviétique. Puis, le Generalissimo conduisit son fils au salon pour qu'il soit présenté à M^me^ Chiang. Ching-kuo l'appela «mère», il demanda ensuite l'autorisation de présenter à son tour sa femme et son fils, qui étaient assis au rez-de-chaussée[23].

Cette attente avait mis les nerfs de Faina à l'épreuve. La jeune Russe de 22 ans s'était brusquement trouvée transportée dans une culture exotique et totalement étrangère et elle était sur le point d'être introduite dans une famille célèbre et puissante dont elle ne parlait pas la langue. Faina était une personne posée mais timide et relativement simple, seulement diplômée d'une école technique. Ses jolis traits étaient à peine rehaussés d'une légère touche de rouge. Elle ne possédait que deux ou trois robes banales, hormis celle, élégante, qui lui avait été donnée à Moscou. Sa nouvelle belle-mère était une femme riche, éblouissante, sophistiquée, déjà connue et admirée dans le monde entier.

Les présentations se passèrent bien. M^me^ Chiang, qui était en grande partie à l'origine de cette réunion, fit de son mieux pour mettre Faina à l'aise. Peut-être fut-ce en cette occasion que Faina reçut de Chiang père son premier nom chinois, Fang-niang, qui peut, parmi d'autres interprétations possibles, signifier «jeune femme vertueuse». Ching-kuo n'apprécia pas beaucoup ce nom pour sa jeune épouse et, plus tard, lui substitua celui de Fang-liang, qui était suffisamment proche,

sur le plan phonétique, et qui signifie «droite et bonne». Comme ils prenaient congé, M^me^ Chiang tendit à Ching-kuo une enveloppe remplie d'argent. C'était, lui murmura-t-elle, pour qu'il achète des vêtements pour lui-même et sa famille[24].

Progressivement, des différences et une rivalité politique se firent jour entre Ching-kuo et Soong Mei-ling. Néanmoins, il la traita toujours avec dignité et, malgré les problèmes sérieux et les tensions qui surgirent, tous deux conservèrent l'un pour l'autre un constant respect, mais non dénué d'arrière-pensées[25]. Faina maintint également avec sa belle-mère la relation amicale que sa position exigeait, mais elle ne fut jamais proche d'elle. Elle n'essaya jamais de rivaliser avec elle ou de l'imiter. Tout au contraire, Faina devint, de façon plutôt étonnante, une épouse chinoise traditionnelle, consacrant sa vie à sa famille. Ses liens avec la Russie, ses parents et ses amis, furent complètement rompus. Elle adopta les coutumes chinoises et apprit à parler parfaitement le dialecte de Ningpo.

■

Après la réunion de Hangchow, le *New York Times* écrivit que des «proches du Generalissimo» rejetaient les rapports selon lesquels le jeune Chiang avait été un «véritable communiste» et avait dénoncé son père, qu'ils considéraient comme des «inventions russes»[26].

La famille de Ching-kuo, et les quelques personnes qui étaient à leur service, se rendirent à Ningpo par bateau, puis à Hsikou, dans des voitures militaires qui empruntèrent la nouvelle route boueuse qui passait à travers la montagne. Le vert luxuriant du printemps du Chekiang accueillit les voyageurs. De jeunes garçons coururent après les voitures lorsqu'elles atteignirent la nouvelle porte de Wuling, que le Generalissimo avait fait construire à l'entrée de la ville. Ching-kuo montra du doigt la rivière scintillante et les montagnes qui se dressaient à moins de deux kilomètres. Une minute plus tard, ils se trouvèrent devant la vieille maison familiale, qui était maintenant beaucoup plus grande[27].

Bien que, pendant un certain temps, elles aient dû communiquer par signes, Faina et Fu-mei s'entendirent immédiatement. Fu-mei n'était pas gênée le moins du monde par le fait que sa belle-fille n'était pas chinoise… Elle dit à ses amies que Faina était la plus belle jeune femme qu'elle ait jamais vue. Quelque temps après leur arrivée, le couple se remaria selon la coutume chinoise, Faina portant un cos-

tume traditionnel et une coiffure avec des paillettes. La mariée dut, selon l'usage, cuisiner plusieurs plats – sans doute russes – pour faire la preuve de ses talents, mais les plaisantins du village glissèrent du bois mouillé si bien que la cuisine fut remplie de fumée[28].

Le printemps et l'été suivants, Faina prit du bon temps, faisant de la bicyclette aux alentours du village et montant quelquefois à cheval. Elle alla même se baigner en maillot de bain dans les trous profonds de la rivière. Ces activités scandalisaient les habitants, mais Fu-mei défendit sa belle-fille en expliquant que les femmes occidentales les pratiquaient couramment, bien qu'elles soient déplacées[29].

Souvent, Ching-kuo ne dormait pas dans la grande maison mais dans le petit pavillon – ou maison d'hôte – que son père avait fait construire sur les bords de la rivière, juste sous la porte de la ville. Le maître choisi par son père, Hsu Tao-lin s'y installa également. Le jeune Chiang commença à écrire ses Mémoires *Douze ans dans le pays de la neige et de la glace* en russe, essayant en même temps de se remémorer les caractères chinois et de les pratiquer. Chiang Kai-shek reprit son ancienne habitude d'envoyer des instructions didactiques pour guider les études de son fils de 27 ans. Comme Ching-kuo l'expliqua, son père craignait « qu'il ne manquât d'une compréhension suffisamment profonde de la philosophie morale chinoise et de l'esprit national[30] ».

Chiang insista pour que Ching-kuo se concentre surtout, ce qui n'est guère surprenant, sur la lecture de Tseng Kuo-fan, particulièrement les *Lettres à ses enfants*, de Mencius, des *Analectes* de Confucius et de Wang Yang-ming. Dans une lettre du 12 mai, il conseilla à Ching-kuo de lire deux fois la théorie politique de Sun Yat-sen avant d'aborder les *Trois Principes du peuple*[31].

Des années plus tard, Hsu Tao-lin se souvint que Ching-kuo était particulièrement intéressé par l'histoire de Wang Mang (45 av. J.-C.–23 apr. J.-C.), cette figure controversée de la dynastie Han qui essaya d'introduire des réformes sociales rudimentaires. Hsu rapporta également que le jeune Chiang continuait d'admirer l'aspect égalitaire et antimatérialiste de la société soviétique de même que l'importance qu'elle attachait à la mobilisation de la jeunesse et au développement du soutien des masses envers l'action gouvernementale. Ching-kuo, qui ne voyait pas la nécessité de dissimuler ses opinions à ce sujet, montra à Hsu une copie des articles sur ses années en Russie,

qu'il avait écrits juste avant de quitter Moscou[32]. Il envoya également ces articles à son père, en même temps que ses nouveaux Mémoires. Chiang père dit à son fils qu'il avait été « profondément ému » : « Quand tu te remémores toutes les difficultés et toutes les souffrances que tu as endurées, tu dois d'autant plus apprécier d'être de retour chez toi dans le pays de tes ancêtres. » Mais Chiang voulait que ce soit Ching-kuo lui-même qui traduise ses Mémoires en chinois ; il serait « très embarrassant », expliqua-t-il, de le demander à quelqu'un[33].

Peu de temps après son arrivée à Hsikou, Ching-kuo fit une visite au monastère du « Trou dans la neige ». De là, il grimpa jusqu'à la petite maison de style occidental qui avait été construite pour le Jeune Maréchal, Chang Hsueh-liang, qui y était assigné à résidence. Chang et lui se lièrent d'une amitié qui se poursuivit pendant cinquante ans. Le détenu et le fils de celui qui avait ordonné sa détention avaient beaucoup de choses en commun. Leurs pères étaient de célèbres chefs militaires et des personnalités autoritaires. Le Jeune Maréchal avait été déloyal envers Chiang parce qu'il croyait servir une cause plus noble. Tous deux étaient aussi des romantiques et des idéalistes avec des personnalités énergiques mais discrètes et sans prétention.

Ils commencèrent de faire des marches ensemble dans la forêt. Quelquefois, Hsu accompagnait Ching-kuo et donnait à ces deux jeunes hommes, au milieu des montagnes, des leçons sur Confucius ou l'histoire de la Chine. Pendant leur temps libre, le Jeune Maréchal et Ching-kuo aimaient à boire ensemble et à jouer à la mourre. Chang se consacrait aussi à son amie de longue date, connue sous le nom de M^lle^ Chao, à l'étude de la dynastie Ming, à sa collection d'art chinois et au mah-jong[34].

Chiang Kai-shek continua de diriger par lettres les études de son fils jusqu'au 24 juillet, date de sa dernière injonction : « Tu devrais te concentrer sur l'étude du chinois et pratiquer la calligraphie… ne te laisse pas distraire par l'invasion japonaise. J'ai les moyens de m'y opposer[35]. »

■

La guerre totale avec le Japon, que Chiang Kai-shek s'était efforcé de retarder pendant si longtemps, commença le 7 juillet 1937 au pont Marco-Polo dans le voisinage de Pékin. Des troupes japonaises et chinoises s'affrontèrent de nuit de manière confuse et sans résultat probant. Deux semaines plus tard, le Premier ministre japonais, le prince

Konoe, en appela à une «solution durable pour les relations sino-japonaises». Le Generalissimo répondit : «La seule voie qui nous est ouverte consiste à prendre la tête de tous ceux qui composent la nation, unis dans un projet commun, et à combattre jusqu'au dernier[36].» L'armée impériale occupa rapidement Pékin, mais la bataille pour Shanghai fut un désastre héroïque qui se prolongea pendant plusieurs mois.

Au début, Chiang n'adopta pas une stratégie de retraite et de terre brûlée. Il engagea au contraire ses meilleures divisions, entraînées par les Allemands, dans la bataille pour Shanghai et presque toute son artillerie. C'étaient les «moyens» auxquels il se référait avec confiance dans sa lettre du 24 juillet à Ching-kuo. Chiang perdit soixante pour cent de ses troupes d'élite[37]. Après la chute de Shanghai, les Chinois firent retraite vers Nankin. A Genève, la Chine et l'Union soviétique exigèrent une intervention de la Société des nations. L'organisation de même que, à titre individuel, des pays démocratiques, dont les Etats-Unis, exhortèrent le Japon à se retirer et exprimèrent leur sympathie pour la Chine, mais, hormis quelques fournitures de nourriture et de médicaments par l'intermédiaire des missions, l'Occident n'apporta aucune assistance. On ne pouvait qu'approuver les Chinois de croire que l'Union soviétique et la Chine étaient les deux seules nations au monde prêtes à se dresser contre un agresseur fasciste.

Le 21 août 1937, la Chine et l'URSS signèrent un pacte de non-agression. Des navires soviétiques entreprirent, à partir d'Odessa, le long voyage leur permettant d'apporter à Canton des fournitures militaires et de l'approvisionnement. Des centaines d'aviateurs, d'instructeurs et d'avions soviétiques survolèrent le désert de Gobi pour rejoindre les bases chinoises de la province du Kansu. L'ampleur de l'aide que Staline fournit à Chiang Kai-shek à un moment où l'URSS elle-même devait faire face à des menaces croissantes témoigne de l'importance que la Russie attachait à une résistance victorieuse de la Chine. Au cours des deux années suivantes, l'Union soviétique fournit à Chiang environ 1 000 avions et mit à sa disposition 2 000 pilotes et 500 conseillers militaires[38]. L'aide totale russe entre 1937 et 1945 s'éleva à 250 millions de dollars américains, dont la plus grande partie fut donnée pendant les quatre premières années, lorsqu'aucune autre nation ne considérait l'intégrité territoriale de la Chine comme une priorité[39].

En novembre, une aile des forces d'invasion japonaises captura Hangchow et commença ensuite à dégager la côte. A certains endroits, les armées chinoises se défendirent courageusement, mais, ailleurs, elles s'effondrèrent complètement. Le 13 décembre commença le massacre de Nankin, qui dura sept semaines et au cours duquel les soldats japonais violèrent des dizaines de milliers de femmes et décapitèrent ou tuèrent à la baïonnette des soldats chinois faits prisonniers, des civils et même de jeunes enfants et des bébés. Si des photos choquantes de ces atrocités émurent le monde occidental, aucune aide matérielle ne fut néanmoins fournie, et les survivants des troupes nationalistes se retirèrent des abords du Yangtze jusqu'à Wuhan.

L'Armée rouge du PCC, conformément à l'accord passé avec le gouvernement central, fut officiellement reconstituée sous le nom de 8e armée de route et fut placée sous commandement nationaliste. Deng Xiaoping devint le commissaire politique de la 129e division, commandée par Liu Bocheng. Des forces communistes dispersées qui étaient restées en retrait au sud du Yangtze pendant la Longue Marche devinrent la nouvelle 4e armée de route. En janvier 1938, Ching-kuo assista à la cérémonie de la création de cette armée et fit un discours dans lequel il déclara que le KMT et le PCC devaient marcher «la main dans la main» pour vaincre les Japonais[40].

■

Alors que les armées de Chiang subissaient d'énormes pertes, les forces de Mao évitaient d'affronter directement l'ennemi. Cette stratégie était conforme à celle qu'il avait préconisée, en 1938, dans *La Guerre permanente,* qui prônait la guérilla, la mobilisation politique et l'établissement de bases territoriales. Le PCC démontra également qu'il était beaucoup plus efficace que le KMT pour établir un système administratif clandestin dans les zones occupées. Les communistes tirèrent le meilleur parti de l'accès de ferveur patriotique que provoquèrent l'invasion japonaise et ses excès ainsi que de la légitimité que leur conféra le front uni avec le KMT. Le nombre de membres du parti communiste, qui n'était que de 40 000 en 1937, atteignait 800 000 en 1940[41].

Au printemps de 1938, sur la suggestion de Hsiung Shih-hui, gouverneur du Kiangsi, Chiang Kai-shek nomma Ching-kuo directeur adjoint du Corps provincial pour la préservation de la paix, dont le

siège était situé dans la capitale de la province, Nanch'ang. Ching-kuo accéda, par cette nomination, au rang de général de division au sein de cette organisation. C'était un grade élevé pour un jeune homme de 27 ans, mais, étant donné les responsabilités qu'il avait eues en Union soviétique, ses résultats à Tolmatchev et les exigences de la guerre, ce n'était pas aussi scandaleux que cela paraissait l'être au premier abord.

Nanch'ang, une cité industrielle et minière crasseuse, située sur la rivière Kan, était grouillante et chaotique, remplie de centaines de milliers de réfugiés. Ching-kuo et Faina, qui en février avait donné naissance à son deuxième enfant, Aimée (ou Amy), s'installèrent dans une maison modeste, mais confortable. Ching-kuo se mit immédiatement au travail. En avril 1938, sur ordre du Generalissimo, le congrès national extraordinaire du KMT adopta une résolution créant le Corps des jeunesses des Trois Principes du peuple[42]. Ching-kuo persuada son père que cette nouvelle organisation devait remplacer les Chemises bleues, créées sur le modèle fasciste quelques années auparavant par le chef du renseignement militaire Tai Li. Bien qu'officiellement dissoutes, les Chemises bleues demeurèrent une force puissante. A peine un an après son retour de Russie, Ching-kuo devint membre du comité central du Corps et directeur de la section du Kiangsi[43].

Comme Ching-kuo l'avait également proposé, les membres du Corps obtinrent un statut équivalent à celui des membres à part entière du parti. Qui plus est, après avoir atteint l'âge de 25 ans, ils pouvaient rester indéfiniment dans l'organisation et n'étaient pas tenus d'adhérer au KMT[44]. Ce statut inhabituel irrita beaucoup les frères Ch'en, qui contrôlaient l'organisation du parti. Ch'en Li-fu le considéra comme une «décision purement politique» du Generalissimo et comme un autre exemple de sa stratégie de diviser pour-mieux régner[45]. «Les gens nous [les frères Ch'en] accusent toujours de créer de petites factions au sein du parti, écrivit-il dans ses Mémoires, [mais] en réalité on nous a ordonné de le faire». Les Ch'en manœuvrèrent alors pour prendre le contrôle de ce nouveau centre potentiel de pouvoir, qui, ils le savaient, était destiné à devenir le domaine de Ching-kuo.

Chiang, bien sûr, ajouta la présidence du Corps des jeunesses à la liste de ses titres officiels, mais il nomma directeur général l'un de ses généraux les plus capables, Ch'en Ch'eng. Mince, toujours courtois, Ch'en (qui n'était pas du tout lié à la clique CC des frères Ch'en) n'était

pas seulement compétent et loyal, il était également honnête, et il était en outre originaire du Chekiang. Le général Stilwell dira plus tard que c'était «une joie» de l'avoir pour collaborateur[46]. Chiang, à cette époque, le considérait comme un officier qui pouvait prétendre à un avenir politique et même, peut-être, comme un successeur potentiel. Différents seigneurs de la guerre affiliés au KMT et Ho Ying-ch'in, le général de Chiang le plus haut placé sur le plan hiérarchique, le voyaient comme un compagnon d'armes, mais aussi comme un rival politique. Ching-kuo, qui avait débarqué du bateau depuis seulement un an, apparaissait déjà comme un candidat à la succession.

Ch'en Ch'eng et Ching-kuo avaient beaucoup en commun. Ch'en, par exemple, soutenait l'idée de Ching-kuo de séparer le Corps des jeunesses de la structure corrompue du parti. En ce milieu d'année 1938, toutefois, Ch'en Ch'eng ne pouvait consacrer beaucoup de temps à ses fonctions de directeur général. Il était en même temps le commandant de la neuvième région militaire, le président du centre de formation de l'armée et le gouverneur de la province du Hubei[47]. Sa nomination auprès du Corps des jeunesses n'était que nominale et signifiait seulement qu'il avait la capacité de briguer des postes importants. Celui qui dirigeait le Corps des jeunesses (en tant que directeur de son département de l'organisation) était, en fait, K'ang T'se, un ancien membre dirigeant des Chemises bleues qui conservait des liens très étroits avec Tai Li. K'ang s'efforçait de placer le Corps dans la sphère d'influence du renseignement militaire du KMT et des sociétés secrètes avec lesquelles il travaillait constamment; il représentait donc également une menace pour les frères Ch'en. C'était un «homme ambitieux», selon Ch'en Li-fu, mais c'était aussi le genre de bureaucrate fasciste que Ching-kuo détestait profondément[48]. Peu de temps après la création du Corps des jeunesses, K'ang T'se envoya un groupe d'une douzaine de personnes, pour la plupart des anciens membres des Chemises bleues, «aider» Ching-kuo à organiser la section du Kiangsi. Selon l'un des membres du groupe, ils essayèrent sans succès de manipuler Ching-kuo et d'imposer leur autorité, avant qu'il ne puisse imposer la sienne, sur les activités du Corps. Ching-kuo espérait façonner la section du Kiangsi de manière qu'elle serve de modèle pour le Corps au niveau national et, in fine, pour le KMT lui-même. Ce projet l'opposa aux anciennes Chemises bleues de Tai

Li, mais aussi à l'appareil provincial et local du KMT, que contrôlait la clique CC des frères Ch'en[49].

La principale responsabilité de Ching-kuo au Kiangsi demeurait son travail pour le gouvernement. Hsiung avait spécialement créé pour lui, à Nanch'ang, ce poste d'adjoint au directeur du Corps provincial pour la préservation de la paix, en fait un organe de sécurité intérieure, et il espérait que ce serait, pour cet homme encore jeune, un apprentissage confortable qui n'exigerait pas de trop grands efforts. Ching-kuo, toutefois, s'immergea dans son travail. A la grande consternation des chefs locaux du parti et des responsables locaux du gouvernement, il commença par effectuer des visites impromptues dans toute la province. Rapidement, des flots de plaintes arrivèrent au bureau de Hsiung, accusant Ching-kuo d'avoir les mêmes pratiques que celles des communistes[50].

Pour que Ching-kuo cesse ces tournées, Hsiung ouvrit un institut de formation politique à Nanch'ang et réaffecta le jeune général de division au poste de responsable de l'éducation militaire et de directeur adjoint de l'éducation et du département de la formation. Il lui confia, en outre, la direction de la formation des nouveaux enrôlés du Corps pour la préservation de la paix. Dans cette dernière fonction, Ching-kuo eut à donner son approbation à l'exécution d'un déserteur. C'était la première fois qu'il avait à prendre la responsabilité de la mort d'un homme. Il introduisit un grand nombre de nouvelles règles afin d'aider les recrues, pour la plupart originaires de la campagne, décrétant par exemple que les nouveaux soldats bénéficieraient d'une période de grâce de trois ans avant de rembourser leurs anciens prêts et obligeant les propriétaires à louer des terres aux familles des soldats[51].

■

Ching-kuo éveilla également des soupçons lorsqu'il invita des conseillers militaires soviétiques à intervenir dans des rassemblements antifascistes à Nanch'ang et lorsqu'il accepta lui-même de parler devant l'état-major de liaison de la nouvelle 4e armée[52]. Ces accusations d'excès de zèle et d'approche gauchiste portées contre Ching-kuo arrivèrent jusqu'au Generalissimo. Sur ses instructions, Tai Li convoqua le général de division Wen Ch'ang, qui dirigeait l'Armée du salut national, un autre organe de sécurité contrôlé par Tai Li dans la province voisine de l'Anhui. Tai dit à Wen, un diplômé

de Whampoa, à peu près du même âge que Ching-kuo, que Chiang souhaitait qu'il parle régulièrement à Ching-kuo de la politique intérieure chinoise de manière que son fils ne subisse plus l'influence des communistes. Au cours des dix-huit mois suivants, Wen s'entretint tous les mois avec Ching-kuo[53].

Ching-kuo accepta de bonne grâce ces séances avec Wen, tirant parti de ces discussions pour mieux connaître le jeu des factions et les personnalités au sein du KMT. Mais la formation marxiste continuait d'influencer sa manière de penser. Il traitait les membres les plus influents de la famille Soong, H. H. Kung et T. V. Soong, de «grands bourgeois». Plus tard, il accepta la suggestion de Wen de ne pas employer cette expression quand il parlait de personnalités éminentes, notamment lorsqu'il s'agissait de membres de sa propre famille. Selon Wen, toutefois, il ne fit jamais appel aux riches parents que lui avait donnés le mariage de son père et il n'eut jamais besoin d'eux. Wen fit également comprendre à Ching-kuo qu'il ne devait pas chanter trop haut les louanges de l'Union soviétique. Wen écrivit des comptes rendus de ces entretiens et les transmit à Tai, qui les envoya à Chiang[54]. Wen resta sur le continent après 1949, décision qui laisse à penser qu'il envoyait également ses rapports à Yenan.

Quand Ching-kuo revint en Chine, il ne fut pas surpris d'y trouver un dense réseau intérieur d'espions du KMT. Les deux plus importantes organisations de surveillance était le Bureau militaire d'investigation et de statistiques de Tai Li et le Bureau central d'investigation et de statistiques des frères Ch'en. En outre, les départements séparés de l'armée, de la police centrale, des gouvernements provinciaux, la banque centrale et d'autres structures bureaucratiques employaient sans exception des agents qui s'espionnaient les uns les autres en même temps qu'ils espionnaient les Japonais et les communistes. Les commissaires politiques de l'Armée nationaliste et des forces armées communistes exerçaient une surveillance de leurs propres personnels ainsi que de la population civile[55].

Ce qui troubla Ching-kuo lorsqu'il comprit de mieux en mieux le système de renseignements et d'actions secrètes du KMT, ce n'était pas ses missions et ses activités, mais ses connexions avec des éléments criminels : les traditionnelles triades ou gangs de Chine. En cela, le parti n'était pas une exception : Sun Yat-sen, Mao Zedong

et les fonctionnaires européens des concessions étrangères utilisaient tous les sociétés secrètes, les triades criminelles et des bandits pour atteindre leurs objectifs respectifs[56]. A l'échelle nationale, Ching-kuo ne jouait pas de rôle direct dans la gestion des principales agences de sécurité du KMT, mais dans les zones relevant de sa juridiction il coupa les liens avec les organisations criminelles. Il continua, toutefois, de croire à la nécessité vitale d'une police secrète.

■

En avril 1938, dans le Shantung, des forces sous le commandement du général Li Tsung-jen, l'allié épisodique de Chiang, originaire du Kwangsi, infligea leur première défaite aux Japonais. Cette victoire, cependant, n'arrêta pas beaucoup leur avance, et Chiang ordonna la destruction des digues du fleuve Jaune. Les inondations qui en résultèrent retardèrent de plusieurs mois l'armée d'invasion, mais elles emportèrent également 4 000 villages et déplacèrent beaucoup plus vers le sud l'embouchure du fleuve Jaune, qui était alors située au nord de la péninsule du Shantung. A la fin de l'été, les troupes japonaises remontèrent la vallée du Yangtze et attaquèrent Wuhan. Des avions soviétiques bombardèrent les positions japonaises autour de la ville, et l'Armée nationaliste, dont l'artillerie était considérablement moins puissante, leur opposa une nouvelle fois une courageuse défense. En juillet, le Japon exigea que les troupes soviétiques évacuent la région des trois frontières – Corée, Union soviétique et Chine –, prétendant que ce territoire appartenait au Mandchoukouo. L'armée impériale essaya d'investir cette zone contestée, mais l'Armée rouge d'Extrême-Orient, par une victoire historique, repoussa les envahisseurs, leur infligeant de lourdes pertes.

Le 25 octobre, les Japonais occupèrent finalement la ville de Wuhan, presque totalement détruite, et Chiang établit une nouvelle base à Chungking, bien au-delà des gorges du Yangtze. En octobre également, les forces japonaises s'emparèrent de Canton et coupèrent ainsi le gouvernement national de tout accès à la mer. Chiang Kai-shek continuait à exercer le commandement de ses armées, qui reculaient sans cesse, mais le factionnalisme empêchait tout renforcement efficace des quelque 300 divisions sous-équipées de la Chine nationaliste[57]. En l'espace d'une année, le Japon avait massacré 2 millions de Chinois, occupé 1,5 million de kilomètres carrés de territoire chinois

depuis l'extrême Nord jusqu'à la frontière vietnamienne, détruit des villes entières et dévasté l'industrie et les infrastructures de la Chine.

A la mi-mars 1939, la 101e division japonaise parvint à quelques kilomètres de Nanch'ang. Des réfugiés et des citoyens liés au gouvernement commencèrent d'évacuer la ville en se dirigeant vers le Sud. Hsiung transféra le centre de formation des recrues du Corps pour la préservation de la paix à Kanchow, une ville située dans le sud du Kiangsi, Quelques jours seulement avant que les défenses de Nanch'ang s'effondrent, le 27 mars, Ching-kuo et sa famille embarquèrent dans un camion militaire et roulèrent vers le Sud, doublant de longues files de familles qui s'enfuyaient aussi. Faina portait son bébé et Alan, qui n'avait que 3 ans. La jonction des rivières Kung et Chang donne naissance aux eaux ocres de la rivière Kan, dans les collines dénudées du sud du Kiangsi. Là, à ce confluent, sur une rare zone de terre plate, est située la ville de Kanchow, qui doit son nom à la rivière. Lorsque Ching-kuo et sa famille y arrivèrent, la ville proprement dite avait une population d'environ 100 000 habitants. L'avenue principale s'appelait la rue du Monde-du-Sud *(Nan shih-chieh),* une ancienne ruelle ventée, bordée de maisons grises, faites de briques crues noircies par des siècles de cuisine au feu de bois. Des conducteurs de rickshaws trottinaient le long de la rue pavée que dominait une pagode à neuf niveaux.

La famille Chiang s'installa dans une petite maison de style occidental située sur une colline au-dessus de la ville. Ching-kuo allait être le commissaire et le responsable du Corps pour la préservation de la paix pour la totalité de la quatrième région administrative, une zone connue sous le nom de Kannan, qui englobait tout le sud du Kiangsi et comprenait onze districts (représentant à peu près la taille du Massachusetts), dont la population était d'environ 2 millions de personnes[58]. C'était une région pauvre qui, pendant longtemps, avait été contrôlée par les seigneurs de la guerre du Kwangsi et des gangs de bandits locaux[59].

■

Ching-kuo demanda à plusieurs camarades de classe de Moscou de rejoindre le bureau régional de Kannan. L'un de ceux-ci était Huang Chung-mei, dont on pensait qu'il avait été un informateur de la Guépéou, chargé de surveiller les étudiants de l'université Sun Yat-sen. Huang devint le secrétaire de Ching-kuo et fut également chargé

d'établir un réseau de renseignements. Deux autres étudiants de Moscou, Chou Pai-chieh et Yu Chi-yu, furent nommés chefs de section, et un troisième, Hsu Chi-yuan, prit la direction du département pour la suppression de l'opium[60]. Ch'u Wu, un ancien trotskiste qui prétendait avoir été dans un camp de travail de Sibérie, reçut également une affectation à Kanchow[61]. De son côté, Chiang demanda à l'un de ses officiers qui avait été l'un de ses étudiants préférés à Whampoa de se rendre à Kanchow et de se mettre au service de Ching-kuo. Hu, que Ching-kuo nomma secrétaire du Corps des jeunesses du Kiangsi, devint l'un des collaborateurs les plus proches du jeune Chiang[62].

Dès qu'il eut reçu sa nouvelle affectation, Ching-kuo visita systématiquement tous les recoins de son domaine. Il marchait jusqu'à 70 kilomètres par jour et il parcourut en tout environ 1 500 kilomètres, parlant aux paysans, aux marchands, aux fonctionnaires, aux artisans et aux réfugiés[63]. Il ne fut pas toujours bien accueilli. «La classe arrogante des propriétaires terriens le regardait avec suspicion et avec un mépris à peine dissimulé. Ceux qui étaient engagés dans des activités illicites l'ignorèrent et continuèrent de faire fonctionner leurs cercles de jeux et leurs fumeries d'opium, confiants qu'ils étaient dans la protection que leur accordaient des fonctionnaires corrompus. Des bandits de grand chemin prospéraient dans les campagnes, des vendettas claniques prélevaient régulièrement leur tribut de morts, tandis que les gens ordinaires, résignés depuis longtemps à toutes ces violences, avaient sombré dans l'indifférence[64].»

Ching-kuo décida que la restauration de la loi et de l'ordre serait sa première priorité et il exigea une année d'«opérations de nettoyage[65]». A sa demande, le gouverneur Hsiung augmenta les effectifs de l'unité du Corps pour la préservation de la paix à Kannan, qui comptait 3 000 hommes. En outre, Ching-kuo créa une section d'autodéfense de 600 hommes[66]. Il avait, toutefois, recours aussi bien à la conciliation qu'à la force pour résoudre le problème du banditisme. Un jour, accompagné seulement de quelques collègues sans armes, il put, à l'aide de quelques bouteilles de vin de riz, rendre visite à un chef de bande dénommé Chou Sheng-lien, dans la région montagneuse de Chungyi. Chou était renommé pour être une sorte de Robin des Bois moderne parce qu'il utilisait l'argent qu'il prélevait aux voyageurs sous forme d'«impôt de circulation» pour le redistribuer à la

population locale. Chou dit à Ching-kuo que la corruption des fonctionnaires locaux l'avait conduit au banditisme. Après de nombreux toasts, Ching-kuo lui demanda, pour prix du pardon qui lui serait accordé pour ses mauvaises actions passées, de travailler pour lui et le bien commun. Chou, impressionné, s'engagea à respecter la légalité aussi longtemps que Ching-kuo serait chargé de l'administration. Trente-quatre autres chefs de bande acceptèrent de pareilles offres[67]. A la fin de l'année, selon les statistiques administratives, 541 bandits s'étaient rendus et les différentes unités de police de Ching-kuo en avaient arrêté 2 246, dont plusieurs furent exécutés[68].

Eradiquer le vice, Ching-kuo en était persuadé, était le moyen le plus efficace pour réduire le crime et le banditisme. Au cours de l'été, il annonça une politique de « tolérance zéro » sur l'usage de l'opium et le jeu, qui étaient complètement bannis. Personne n'en fut exempté. Les épouses de deux fonctionnaires locaux qui avaient été prises alors qu'elles jouaient au mah-jong pour de l'argent furent obligées, comme tous ceux qui avaient commis le même délit, de rester à genoux pendant deux jours devant le monument érigé pour honorer les soldats morts en combattant les Japonais[69].

Ching-kuo annonça qu'après une année quiconque serait reconnu coupable d'avoir fumé de l'opium serait condamné à la peine de mort. Quand cette période d'avertissement prit fin, la police arrêta le fils d'un important homme d'affaires pour avoir consommé cette drogue. Ching-kuo envisageait de faire acte de clémence lorsqu'il reçut un télégramme de Hsiung Shih-hui lui ordonnant de transférer le prisonnier à la capitale provinciale. Sachant que le père de l'homme condamné avait obtenu cette décision grâce à son entregent, Ching-kuo ordonna que la condamnation soit exécutée et informa Hsiung que son télégramme était arrivé trop tard[70].

Bannir la prostitution était plus difficile ; il y avait 150 bordels dans les 11 districts et 687 prostituées enregistrées. Un impôt sur la prostitution fournissait traditionnellement une part importante des revenus des districts. Ching-kuo, en 1941, déclara néanmoins la prostitution illégale, donna aux femmes qui s'y adonnaient des emplois dans les usines et supprima les bureaux de l'administration qui percevaient les impôts sur ce commerce. Selon un chercheur local, la profession avait pratiquement cessé d'exister à Kannan à la fin de cette même année[71].

Ching-kuo décréta également une réduction de 25 % sur la location des terres pour toutes les formes de fermage, introduisit un programme dénommé «La terre à ceux qui la cultivent», qui incluait la création de fermes expérimentales sur des terres louées et la vente, à un prix réduit, de terres non cultivées aux paysans les plus pauvres[72]. Ils payèrent ces lopins, d'une superficie moyenne de moins d'un hectare, en plusieurs versements. La productivité augmenta de 20 % en deux ans selon les statistiques officielles[73]. En promulguant ces réformes, le jeune Chiang ne pouvait qu'avoir des «relations distantes avec les notables locaux : les propriétaires terriens, les forces armées et les "gros bonnets du parti"[74]». Au lieu d'essayer de les améliorer, il s'efforça plutôt de mettre un terme aux nombreux mauvais traitements que ces mêmes propriétaires terriens et les «tyrans locaux» faisaient subir aux paysans. Dans le district d'Anyan un propriétaire tout-puissant connu sous le nom de T'ang le Tigre régnait sur tout un village et possédait un arsenal de plus de 100 fusils. Après avoir entendu de nombreuses plaintes sur son comportement, Ching-kuo arrêta T'ang, confisqua ses fusils et le fit transporter suspendu à une perche comme un tigre capturé[75].

Les tyrans locaux comme T'ang se retrouvèrent finalement dans le centre de rééducation de Ching-kuo, appelé l'Ecole pour un homme nouveau. La plupart des «étudiants» appartenaient à l'une des catégories des «quatre mauvais esprits» : ceux qui avaient violé l'interdiction de fumer de l'opium, ceux qui jouaient, ceux qui se livraient à la prostitution, ceux qui étaient alcooliques. Selon le fonctionnaire qui gérait l'école, Ching-kuo insistait pour que le personnel traite les pensionnaires humainement ; l'éducation devait être prioritaire, et la punition ne venir qu'en cas d'échec. L'objectif de l'Ecole pour un homme nouveau, soulignait Ching-kuo, consistait à aider ceux qui s'étaient mal conduits à commencer une vie nouvelle[76].

Ching-kuo rendait chaque semaine des arbitrages en public ; tout citoyen ayant un problème pouvait lui présenter personnellement son cas. En 1942, il reçut ainsi 1 023 personnes[77]. Harrison Forman, un journaliste américain qui visita Kanchow cette même année, a décrit l'une de ces sessions :

> Un boutiquier fit appel de la confiscation de 12 rouleaux de tissus non enregistrés qu'il avait stockés. Il plaida que cette perte condam-

nerait ses cinq enfants à une vie misérable. Chiang ordonna que l'on fasse une enquête sur sa situation financière et promit que si ce qu'il avait dit était vrai il ordonnerait qu'on lui rembourse le prix qu'il avait payé et que l'on distribue la marchandise aux pauvres.

Une femme aveugle entourée de ses trois enfants qui mendiaient demanda de la nourriture. Il la dirigea vers une cuisine de secours.

« Il y a vraiment de la nourriture là-bas ? demanda-t-elle.

« Oui.

« Tous les jours ?

« Oui, tous les jours. »

Son visage s'éclaira de contentement tandis que Chiang demandait à un jeune boy-scout, qui saluait impeccablement, de la conduire à la cuisine.

Une femme enceinte qui tenait un bébé dans les bras demanda de l'argent pour payer les dettes de son mari, qui était en prison. Chiang refusa, lui disant que les dettes personnelles n'étaient pas de la responsabilité du gouvernement mais qu'il était d'accord pour qu'elle soit admise gratuitement à l'hôpital jusqu'à ce que le bébé naisse[78].

Forman assista également à un mariage de groupe de 34 couples, Ching-kuo étant l'officiant. Parmi d'autres réformes sociales, Ching-kuo avait interdit les mariages traditionnels, extrêmement onéreux, qui engloutissaient quelquefois toutes les économies de la famille du marié. Des cérémonies de groupe furent dès lors autorisées à Kannan. Pendant la cérémonie, « le jeune Chiang faisait le pitre avec chaque couple lorsqu'il s'avançait pour recevoir sa licence de mariage, à la grande joie des milliers de spectateurs remplissant l'auditorium, qui riaient et applaudissaient[79] ».

Ching-kuo avait le talent de faire naître, dans de vastes foules, des émotions de différentes natures. Une nuit, lors d'un grand feu de camp organisé pour les boy-scouts de Kannan, il dressa une estrade branlante au milieu de l'endroit où se tenaient à Kanchow toutes les manifestations de masse et tous les défilés. Il donna le ton aux milliers de personnes qui étaient là, en criant : « Vive la Chine ! Vive le Generalissimo ! A bas les nains japonais ! »

Puis le jeune Chiang demanda :

«Que devrions-nous faire du traître Wang Ching-wei ? [Wang avait fait défection et était passé dans le camp japonais en 1939.]

«Le brûler ! Le brûler ! hurla la foule.

«Alors, brûlons-le maintenant.»

Une effigie fut apportée et comme on l'enflammait avec une torche, Chiang frappa sur un gong et la foule hurla : «Tuez-le, tuez-le, tuez-le !» Spontanément, une énorme danse du serpent commença, et des milliers de jeunes gens y participèrent, torse nu, poussant des cris et bondissant à la lumière vacillante de trois feux de joie. Sautant de l'estrade, Chiang se plaça à la queue de la danse déchaînée. Il criait d'une voix rauque et battait le gong, mais ces sons se noyaient dans les rugissements d'approbation de la foule[80].

■

Si l'on considère les événements à l'échelle mondiale, ce qui se passait en Europe allait déterminer la direction que prendrait la guerre en Chine. L'année 1939 commença par une déclaration de Hitler affirmant devant le Reichstag que la solution finale du problème était une guerre qui conduirait à la «destruction de la race juive en Europe». En mars, le dirigeant allemand découpa d'autres tranches de la Tchécoslovaquie, qu'il s'attribua, et Mussolini, de son côté, envahit l'Albanie. La Grande-Bretagne et la France donnèrent à la Pologne la garantie qu'elles combattraient pour préserver son indépendance. Soupesant ses meilleures chances de négociations à l'égard de l'Allemagne et des alliés occidentaux, Staline choisit de passer un accord avec Hitler qui permettrait à l'Union soviétique de se mettre à l'écart et de regarder les puissances capitalistes – démocraties bourgeoises et régimes fascistes – se détruire réciproquement. Une telle guerre donnerait à la Russie la possibilité de renforcer ses ressources militaires et de décourager ainsi les vues du Japon sur la Sibérie. Le 23 août 1939, Staline inversa le cours normal des choses en Europe, ruina le concept de front uni – hormis dans des pays colonisés ou semi-colonisés, comme la Chine – et signa un pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie. Une semaine plus tard, les forces soviétiques et allemandes envahirent la Pologne. La Grande-Bretagne et la France déclarèrent la guerre au III^{e} Reich et la phase européenne de la Seconde Guerre mondiale commença.

L'accord stupéfiant passé par Hitler avec l'Union soviétique prit les Japonais totalement par surprise et modifia la direction des ambitions impérialistes du Japon qui prirent alors leur forme définitive. Tokyo abandonna l'idée d'une conquête territoriale aux dépens des Russes. Maintenant, c'étaient plutôt les colonies d'Asie de l'Est de la Grande-Bretagne et de la France, toutes deux affaiblies, qui semblaient mûres pour être cueillies. La marine japonaise, qui s'était entraînée depuis longtemps pour une guerre totale contre les Anglo-Saxons, pourrait donner libre cours à ses ambitions. Les projets militaires du Japon se focalisant de plus en plus sur l'Asie du Sud-Est et le Pacifique, le conflit en Chine devint routinier et statique. L'armée japonaise attaquait les forces chinoises qui la menaçaient mais se lançait rarement à leur poursuite et ne cherchait pas à occuper de nouveaux territoires. Elle suivait plutôt une stratégie d'attaques limitées et de retraites rapides aussi bien contre la guérilla communiste que contre les forces nationalistes régulières. Les tentatives des Japonais pour s'emparer de la totalité de la province du Kiangsi prirent fin. Pour le moment, Kanchow n'était plus menacée[81].

Le pacte Hitler-Staline fut également une surprise de taille pour Ching-kuo. Depuis son retour, le jeune Chiang n'avait eu aucune raison de remettre en question son opinion sur l'Union soviétique, qu'il considérait toujours comme une force de paix dans le monde. L'URSS avait fourni à la Chine une assistance militaire déterminante dans sa lutte contre le Japon, et la presse soviétique chantait à nouveau les louanges du Generalissimo. Soudainement, toutefois, l'Union soviétique faisait cause commune avec les Nazis et envahissaient la Pologne et la Finlande, donnant au Japon des raisons de se concentrer sur l'Asie et la liberté d'action pour le faire. La foi de Ching-kuo en la patrie du socialisme n'était pas, malgré tout, sérieusement ébranlée. Après avoir signé le pacte avec Berlin, Staline assura le Generalissimo que les relations soviétiques avec la Chine ne seraient pas modifiées, notamment pour ce qui concernait l'aide militaire. Un mois après la signature du pacte Molotov-Ribbentrop, Ching-kuo parla à l'occasion d'un séminaire organisé par le Corps des jeunesses. Il souligna que l'Union soviétique était la seule nation qui avait prêté main-forte à la Chine dans son combat contre les envahisseurs japonais ; de surcroît, en tant que pays socialiste, l'URSS ne saurait commettre des

actes d'agression. Aider l'Union soviétique à se défendre elle-même, affirma-t-il, permettrait à d'autres pays de résister à l'agression, et tout particulièrement la Chine.

6
Le modèle de Kannan

A la fin de 1939, l'agence de renseignements militaire japonaise, la Kempetai, décida de prendre pour cible la ville natale du Generalissimo et spécialement sa maison familiale. Par un matin ensoleillé, deux bombardiers apparurent, dans le ciel, au-dessus du village, et la sirène stridente de la rue Wuling lança l'alarme. Mao Fu-mei et Ah Wang, qui étaient au second étage, descendirent en hâte les escaliers, qui avaient été construits étroits pour le confort des femmes aux pieds bandés, et se précipitèrent à l'arrière de la maison. Ah Wang entendit le bruit perçant d'une bombe. Au moment même où elles ouvraient la porte de derrière, la bombe éclata dans la cour intérieure. La servante survécut, mais Fu-mei fut tuée sur le coup[1].

En quelques heures, Ching-kuo fut informé par les nouvelles diffusées sur la radio à ondes courtes et il partit immédiatement pour Hsikou. C'était un voyage de 600 kilomètres, plein de dangers, par des routes boueuses à travers les montagnes du Kiangsi et du Chekiang. Il conduisit pendant vingt heures, passant les rivières à gué quand les ponts avaient été bombardés, et arriva un jour après la mort de Fu-mei. Après avoir vu le corps mutilé de sa mère, il organisa un enterrement temporaire et commanda un petit monument, haut d'un mètre, qui fut érigé à l'endroit même où elle avait été tuée. La pierre tombale, qui est toujours à Hsikou, porte cet avertissement : «Seul le sang peut laver le sang[2].»

Les Japonais bombardèrent le village treize fois au cours des quatre mois suivants. Finalement, en avril 1943, les troupes impériales l'occupèrent et installèrent leur état-major dans la maison familiale des Chiang. Espérant peut-être se concilier le Generalissimo, le commandant japonais et des représentants du gouvernement fantoche de Wang Ching-wei nettoyèrent les tombes des Chiang décédés, notamment celles de la grand-mère et de la mère de Ching-kuo, et envoyèrent des photos à Chiang Kai-shek et à Ching-kuo. Ce geste n'eut pas l'effet escompté[3].

Durant les semaines qui suivirent son retour, Ching-kuo refusa de se raser ou de sourire[4]. Pour apaiser son chagrin, il se jeta dans le

travail. Il avait décidé que, pour administrer son territoire et mener à bien ses réformes, il avait besoin de collaborateurs auxquels il pouvait faire confiance, et particulièrement d'un corps d'inspecteurs afin de s'assurer que les fonctionnaires locaux appliquaient ses instructions. La meilleure façon de se les procurer consistait à créer sa propre école de cadres. Son père donna son accord et l'Académie militaire centrale choisit 72 de ses 1 000 diplômés de l'année ayant suivi les cours de formation politique pour faire partie de la première promotion de l'Ecole des jeunes cadres que Ching-kuo ouvrit à Ch'ichuling, dans les montagnes, à plusieurs kilomètres de Kanchow[5]. Soixante-douze autres candidats furent admis à l'issue d'un concours très sélectif. Ching-kuo vint régulièrement parler à l'école, dont certains cours avaient lieu dans des grottes, et, à l'occasion, il couchait dans les baraquements avec les étudiants, se levant à l'aube et prononçant avec eux le serment d'allégeance à la République et au Generalissimo.

Ching-kuo manifestait avec enthousiasme sa dévotion à son père et souhaitait qu'elle soit partagée, mais on était très loin d'un culte de la personnalité[6]. Un jour, alors qu'il parlait à un groupe de soldats du Corps pour la préservation de la paix, il s'aperçut que tout le monde se levait chaque fois qu'il mentionnait le « Generalissimo Chiang » ou le « directeur général Chiang ». Il se référa alors à son père en l'appelant *« the old man »* (« le vieux »), ce qui, dans la marine américaine ou chinoise, est un terme argotique de respect pour le capitaine. L'auditoire, néanmoins, se leva à nouveau et se mit au garde-à-vous lorsque ce nom fut prononcé. Ching-kuo s'interrompit et dit sur un ton d'impatience : « J'ai appelé le Generalissimo *"the old man"* pour éviter ce rituel du garde-à-vous. C'est une pratique fasciste. Ne le refaites pas ![7] »

L'un des étudiants de l'école était un jeune homme nommé Wang Sheng, né dans une riche famille de propriétaires terriens du district de Longnan dans Kannan. Sachant prendre une décision, plein d'énergie, Wang finit premier de sa classe de l'école des cadres et fut nommé inspecteur en chef pour trois districts[8]. Il obtint de si bons résultats dans le territoire qui lui avait été assigné qu'en 1940 Ching-kuo l'appela au bureau régional de Kanchow et lui donna la responsabilité du contrôle de sept villes.

Une jeune femme nommée Chang Ya-juo, dont le père appartenait à une famille de professeurs de Nanch'ang, faisait également partie de la première promotion de l'école. A l'âge de 17 ans, elle avait épousé son cousin, par mariage arrangé. Elle n'avait pas encore 30 ans et avait deux jeunes enfants lorsque son mari se suicida. Patriote et déterminée, Ya-juo voulait participer au combat contre le Japon. Elle entendit parler de l'Ecole des jeunes cadres et, confiant ses enfants à ses beaux-parents, elle se rendit à Kanchow[9].

A en juger par ses photos et par les souvenirs de ceux qui la connurent, Ya-juo était belle, charmante et pleine d'entrain. A l'école, ses meilleurs amis étaient Wang Sheng et une étudiante nommée Kui Hui[10]. Après avoir terminé sa formation, Ya-juo travailla au bureau régional de l'Agence pour la mobilisation antijaponaise. Ya-juo pouvait chanter l'opéra de Pékin à un niveau professionnel et prit quelquefois part à des spectacles à Kanchow. Un samedi soir, après l'avoir écoutée chanter, Ching-kuo vint dans les coulisses et la félicita chaudement. Ya-juo dit à Kui Hui que cette nuit-là elle n'avait pu dormir[11].

Ching-kuo lui demanda de devenir sa secrétaire particulière. Elle se rendit aussi quelquefois chez les Chiang pour donner des leçons aux enfants. Faina et elle se connaissaient donc. Ya-juo et Ching-kuo eurent, à un moment donné, des relations intimes. Comme lui, Ya-juo était une incorrigible romantique. Quand ils étaient seuls, elle l'appelait *hui fong* et lui *mao yun*[12] [mots tendres qu'échangent des amants dans l'intimité]. Ching-kuo lui offrit seulement un cadeau de peu d'importance, un poudrier importé d'Europe, qui, dit-il, symbolisait sa beauté, et qu'il avait trouvé dans un marché d'occasions à Chungking. Apparemment, Faina ne se douta jamais de rien[13].

■

En raison de sa formation, Ching-kuo accordait une attention particulière à la guerre psychologique et donc à la propagande. Pour faire pièce au slogan populaire «Allez à Yenan», qui se référait au long et difficile périple d'étudiants volontaires vers la base de Mao, Ching-kuo lança le slogan «Allez à Kannan». Il créa son propre journal, *Cheng-Ch'i* («l'esprit du bien»), une agence de presse, les Nouvelles Editions de Kannan, la Nouvelle Librairie de Kannan et le *Mensuel du Kiangsi pour la jeunesse*[14]. La plupart de ces entreprises médiatiques entraient en concurrence avec celles, de même nature, qui étaient

contrôlées par le KMT dans toute la province et à Kanchow même. Ces initiatives étaient jugées outrageantes par les cadres locaux du KMT, qui estimaient que Ching-kuo assurait à leurs dépens sa propre promotion. Dans une lettre à son fils, Chiang Kai-shek l'avertit : « Tu devrais donner la priorité à un travail pratique au niveau local. Tu n'as pas besoin d'étendre tes activités au-delà ; plus notre famille est discrète, moins elle risque de susciter la jalousie[15]. »

Bien évidemment, des agents du Bureau central d'investigation et de statistiques, contrôlé par les frères Ch'en, et les collaborateurs du Bureau militaire d'investigation et de statistiques de Tai Li commençaient à envoyer des rapports à Chungking dénonçant le fait que des communistes travaillaient dans les entreprises de propagande de Ching-kuo. D'anciennes Chemises bleues firent également état d'allégations concernant l'infiltration de communistes dans les propres bureaux de Ching-kuo. Et les notables répétèrent l'accusation, qu'on avait déjà entendue à Nanch'ang, selon laquelle les méthodes et les slogans du jeune Chiang étaient les mêmes que ceux des communistes. En juin 1940, les hommes de Tai Li capturèrent un agent secret du PCC, nommé Chu P'ing, qui était responsable des mouvements pour la jeunesse du PCC dans le Kiangsi et le Kwangtung. On « persuada » rapidement Chu P'ing de coopérer et il donna les noms de plusieurs membres du PCC qui travaillaient à Kannan[16].

Le Generalissimo convoqua Ching-kuo à Chungking et lui montra les rapports[17]. Ching-kuo se porta garant pour les cinq premiers noms figurant sur la liste des prétendus membres du PCC, qui incluait son secrétaire, chef du renseignement, Huang Chung-mei. Après le retour de Ching-kuo à Kanchow, la police arrêta tous les autres communistes présumés et, en décembre, le Corps pour la préservation de la paix arrêta plus de 20 spartisans du PCC en faisant irruption dans une réunion clandestine du parti dans le district de Sannan[18].

Pour l'aider à faire face à ces problèmes de sécurité, Ching-kuo nomma Wang Sheng chef de la police pour toute la région. Wang devint ultérieurement responsable non seulement de la police, mais également du renseignement pour la totalité de Kannan[19]. Ching-kuo nomma également Wang au poste, normalement distinct et même rival, de chef des affaires militaires, ce qui incluait la conscription. La région était tombée au-dessous des quotas pour le

nombre de conscrits et Ching-kuo «devait» au gouvernement central 3000 hommes aptes au service.

Dans son emploi précédent, Wang Sheng avait eu à traiter de conscription; il arrêta une fois 200 jeunes hommes qui ne purent montrer de carte d'identité et les envoya à l'armée. Après sa nomination, Kannan respecta ses quotas[20].

■

Après avoir éliminé les bandits et d'autres «mauvais éléments», Ching-kuo chercha un moyen de transformer Kannan en une zone économique modèle. En janvier 1940, il annonça la mise en œuvre d'un «plan de trois ans» et, illustrant le penchant des Chinois pour les slogans comportant des nombres, il précisa une liste d'objectifs appelés «les cinq nécessités»: chacun devait avoir assez de nourriture, assez de vêtements, un toit, des livres et du travail.

Les bureaux compétents créèrent des compagnies pilotes de développement économique. Avant l'arrivée de Ching-kuo, l'économie de Kannan reposait sur les mines et sur une agriculture très pauvre qui fournissait à peine la moitié de la consommation locale de nourriture. Quelques petites usines, des moulins, des fours et d'autres entreprises rurales commencèrent d'apparaître. Les nouveaux fonctionnaires chargés de l'agriculture encourageaient les paysans à élever des vers à soie et lancèrent un programme pour que chaque «pao», c'est-à-dire chaque ensemble de 100 foyers, dispose d'une mare à poissons qui pourrait être également utilisée pour arroser les jardins potagers[21].

L'éducation était un élément central du plan, qui prévoyait un enseignement obligatoire pour les jeunes enfants. Dans les villages, les temples dédiés aux ancêtres claniques devinrent des écoles à une seule classe; on introduisit ainsi de «nouveaux dieux dans des temples anciens». Ching-kuo obligea les adultes qui n'avaient reçu aucune éducation à suivre des cours pour apprendre à lire, groupant les familles par unités de dix familles et leur imposant de consacrer deux heures par jour à l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique. On les informa également des principales nouvelles locales et nationales. On imprima des textes simples, sur du papier de médiocre qualité, et chaque village dut en posséder une copie.

Au cours des tournées qu'il effectuait dans la région, le jeune Chiang, vêtu de simples habits de coton, s'arrêtait dans les villages, demandait

à voir les textes des leçons et exigeait qu'on les lui lise. Il vérifiait aussi les rapports que les instituteurs itinérants avaient écrits. Un journaliste américain qui l'avait accompagné dans une de ces marches à travers la campagne avait vu des villageois s'agenouiller devant lui ; Ching-kuo les avait immédiatement relevés et leur avait ordonné : «Ne vous mettez pas à genoux, ne vous mettez pas à genoux [22] !»

Au cours de l'été 1939, le frère de Ching-kuo, Wei-kuo, obtint son diplôme de l'Académie militaire de Munich. L'année précédente, portant l'uniforme allemand d'aspirant officier, Wei-kuo, juché sur un camion de la division de montagne, était entré en Autriche[23]. Il n'y avait pas eu de combats pendant l'Anschluss ; les envahisseurs allemands remplacèrent les militaires autrichiens, et Wei-kuo et d'autres aspirants officiers furent finalement amenés à commander des unités de l'armée autrichienne. En octobre, les forces allemandes occupèrent également les Sudètes, en Tchécoslovaquie. Wei-kuo ne prit pas part à cette campagne, mais il reconnut plus tard qu'il aurait bien aimé y participer[24].

Après avoir obtenu son diplôme, Wei-kuo fut affecté comme lieutenant en second dans l'armée chinoise. Le ministère de la Guerre à Chungking lui ordonna de rejoindre, en tant qu'observateur, une division d'infanterie allemande sur l'Oder. A son grand regret, toutefois, Wei-kuo manqua l'occasion d'être témoin de l'invasion de la Pologne. Sur le chemin de la frontière, il passa par Berlin et fit un rapport à l'ambassade de Chine. Là, de nouveaux ordres lui furent transmis. Il devait se rendre aux Etats-Unis pour y suivre une autre formation. Il prit un bateau à Amsterdam et arriva en Amérique au moment même où la guerre était déclarée en Europe. Après avoir accompagné une mission des forces aériennes chinoises en visite aux Etats-Unis, il entra à l'école de l'air de Maxwell Field, en Alabama. Lorsqu'ils apprirent que le jeune Chiang avait une expérience de l'armée allemande, les militaires américains lui proposèrent un poste de consultant auprès du nouveau Centre des unités blindées à Fort Knox. Pendant quatre mois, il participa à la formation et à la simulation de combats au niveau de la division, acquérant en même temps une excellente connaissance de l'anglais[25].

En novembre 1940, Wei-kuo s'envola de Hawaii dans un avion de la compagnie Pan American et, après six escales, atterrit dans le

port de Hong Kong. L'Union Jack continuait de flotter sur la résidence du gouverneur, et il était encore possible de voyager entre la colonie et les zones tenues par les nationalistes. Il fut accueilli par un vieil ami, qu'il connaissait depuis l'enfance, et par un autre homme, d'une trentaine d'années. Après les salutations d'usage, son ami lui demanda : « Est-ce que tu le reconnais ? » Wei-kuo répondit : « J'ai l'impression de l'avoir déjà rencontré. » « C'est ton frère », lui dit son ami. Les deux « frères », qui ne s'étaient pas vus depuis quinze ans, s'embrassèrent et, tous deux logés au Repulse Bay Hotel, ils passèrent la nuit à parler et à boire de la bière[26].

Le jour suivant, Ching-kuo accompagna son frère et le présenta à leur belle-mère. Bien que Soong Mei-ling ait été l'épouse de Chiang Kai-shek depuis neuf ans lorsque Wei-kuo partit pour l'Allemagne, il ne la connaissait pas encore et, de son côté, elle ignorait jusqu'à son existence. En 1927, Chiang, avant son mariage, avait envoyé Mama Yao dans sa ville natale de Soochow, où elle s'était établie avec Wei-kuo. De 1928 à 1936, Wei-kuo était allé à l'école, puis à l'université, dans cette même ville. Pendant cette longue période, il s'était rendu de temps en temps à Nankin pour passer quelques jours avec son père, qui veillait toujours à ce que, en ces occasions, il ne rencontre pas M^me^ Chiang. Lors de leur première entrevue à Hong Kong, elle fut très chaleureuse et elle exprima le regret que son mari les aient tenus à l'écart l'un de l'autre[27]. Mei-ling était venue à Hong Kong pour suivre un traitement médical, et Ching-kuo l'avait accompagnée parce que son père le lui avait demandé. Ce fut la seule fois où Ching-kuo put contempler la perle de l'Empire britannique. Les frères Chiang restèrent trois jours à Hong Kong puis ils retournèrent séparément sur le continent[28].

■

La France se rendit le 21 juin 1940, mais, en octobre, la Grande-Bretagne avait vaincu la Luftwaffe dans la bataille d'Angleterre. Staline avait donc des raisons d'espérer que le conflit violent et mutuellement destructeur des capitalistes européens se poursuivrait encore pendant quelque temps. Hitler, toutefois, regardait secrètement du côté de l'Est. Le Japon, de son côté, proclamait son nouvel ordre pour une zone élargie de coprospérité en Asie de l'Est. En septembre, le Japon, l'Allemagne et l'Italie conclurent le Traité d'alliance tripartite,

dirigé non pas contre la Russie communiste mais contre la démocratie capitaliste américaine. Staline donna son assentiment pour que des négociations soient engagées avec Tokyo pour la préparation d'un accord soviéto-japonais de neutralité ou de non-agression. L'aide soviétique à la Chine nationaliste commença de diminuer.

Alors que la guerre en Europe s'intensifiait, en Chine, les tensions entre les nationalistes et les communistes augmentèrent considérablement. Chiang ordonna à la nouvelle 4e armée du PCC de se déplacer en totalité au nord du Yangtze avant la fin de 1940. En janvier 1941, les forces nationalistes attaquèrent des unités communistes qui se dirigeaient vers le Sud. L'incident de la nouvelle 4e armée, nom qui fut donné à cet accrochage, illustrait la détermination des deux parties, même à ce moment où la lutte contre le Japon était désespérée, de donner la priorité à l'épreuve de force à laquelle elles allaient se livrer après la guerre. Le « front uni » était, au mieux, une simple trêve armée entre elles[29].

L'incident eut également pour effet d'affaiblir encore l'intérêt que pouvaient avoir les Soviétiques d'aider le gouvernement nationaliste. Ce fut précisément le moment, toutefois, où le président Roosevelt envoya en Chine 100 avions de chasse P-40 et des « volontaires » de l'armée de l'air américaine pour les piloter et les entretenir. Les Tigres volants, commandés par Claire Chennault, commencèrent d'infliger de sérieux dommages aux Japonais. Le soutien croissant, matériel et financier, des Etats-Unis aux deux nations qui résistaient aux poids lourds fascistes – la Grande-Bretagne et la Chine – changeait maintenant la dynamique du conflit global. Staline était très satisfait de rester en dehors de la polarisation du monde politique. Le 1er avril 1941, Molotov, flanqué d'un Staline tout sourire, et le ministre des Affaires étrangères Matsuoka signèrent un pacte de neutralité soviéto-japonais valide pendant cinq ans. Dans un communiqué conjoint, attenant au pacte, l'Union soviétique s'engageait à respecter l'intégrité territoriale et l'inviolabilité du Mandchoukouo, et le Japon promettait de traiter de la même manière la République populaire de Mongolie. Le Japon avait maintenant les mains libres pour transférer ses unités d'élite de Mandchourie vers le front où allait se dérouler la guerre qu'il se proposait de déclencher contre les démocraties occidentales en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique[30].

Devant l'attitude courtisane de l'Union soviétique à l'égard du Japon, Ching-kuo exprima à haute voix un anticommunisme croissant. Il écrivit deux articles très critiques envers le communisme dans le *Quotidien de la jeunesse :* «Le Dr Sun Yat-sen critique du marxisme» et «Le PCC est le profanateur de la race chinoise[31]». Il ne prononça plus un seul discours défendant l'Union soviétique.

A Moscou, le chaud printemps de 1941 laissait présager une année paisible pour le peuple russe. Mais, le 22 juin, le terrible Blitzkrieg allemand franchit la frontière russe. Malgré l'appel de Hitler à Tokyo l'invitant à se joindre au démembrement de l'Union soviétique, le Japon – pris, une fois encore, totalement par surprise – s'en tint à sa nouvelle politique d'expansion vers le Sud. Le 21 juillet, les troupes impériales occupèrent le sud de l'Indochine, et Washington imposa un embargo total sur le commerce avec le Japon. Résolus à conserver leurs conquêtes et pressentant que la guerre avec les Etats-Unis était inévitable, les militaristes, à Tokyo, décidèrent de frapper Pearl Harbor, pour décimer la flotte américaine, et de s'emparer de toute l'Asie du Sud-Est.

Comme Winston Churchill et Joseph Staline, Chiang Kai-shek et Mao Zedong se réjouirent vivement de l'entrée tragique des Américains dans la guerre. Roosevelt nomma le général Joseph W. Stilwell, officier de liaison auprès de Chiang Kai-shek, commandant des forces américaines sur le théâtre d'opérations de la Chine, de la Birmanie et de l'Inde et administrateur du prêt-bail américain à la Chine. Stilwell occupait également les fonctions de chef d'état-major conjoint du Generalissimo – son alter ego étant Ho Ying-ch'in –, ce qui faisait de lui un subordonné théorique de Chiang en même temps que le commandant en chef des troupes américaines. Les Tigres volants furent finalement intégrés dans la quatorzième force aérienne des Etats-Unis, et Chennault reprit activement du service en tant que général. Staline, dès lors, ne voyait plus aucune utilité à apporter une aide au parti nationaliste ou à courtiser Chiang Kai-shek. En 1942, la presse soviétique se répandit, une fois encore, en critiques contre le Generalissimo et le gouvernement chinois. Isolé à Kannan, Ching-kuo déclara à ses amis que maintenant que les Américains étaient entrés en guerre, le conflit interne à la Chine, et donc leur propre travail, deviendrait de plus en plus important[32].

■

En janvier 1942, Chiang Kai-shek envoya en Birmanie la 5e et la 6e armées, seules unités entraînées par les Allemands dont il disposait encore. Leur mission consistait à aider les Britanniques à défendre leurs colonies, et tout spécialement la route de Birmanie[33]. Quelques semaines après la chute de Rangoon, à la fin de février, le Generalissimo se rendit à Lashio, en Birmanie, pour inspecter ses troupes. Chiang Ching-kuo était du voyage, mais sa présence n'avait pas été annoncée. Vinegar Joe (surnom donné à Stilwell, connu pour son mauvais caractère et ses critiques acerbes) arriva à Lashio le même jour, en provenance de Calcutta. Il devait ensuite rejoindre Chungking pour prendre son commandement. Le Generalissimo et Stilwell se rencontrèrent brièvement. L'Américain rapporta qu'il reçut un «accueil cordial», ce qui constitue sans doute la dernière remarque agréable qu'il fit à propos de Chiang Kai-shek[34].

Ching-kuo, dont Stilwell ne remarqua même pas la présence, s'attarda pendant toute une semaine et rendit visite à presque toutes les compagnies de la 6e armée chinoise. Il se levait tous les matins avant les soldats et les attendait à l'endroit où ils devaient effectuer leurs exercices. Il inspecta leurs cuisines et leurs latrines et encouragea les officiers à aider les soldats, presque tous illettrés, à écrire des lettres à leurs familles. Dans ses discussions avec les officiers, Ching-kuo souligna que le moral des troupes était la clé de la victoire. Il était essentiel, à son avis, que même le simple soldat connaisse les raisons pour lesquelles il se battait et qu'il y ait une unité de vues entre les officiers et leurs hommes. A son retour à Kanchow, Ching-kuo écrivit à chaque officier qu'il avait rencontré[35].

Le Generalissimo donna à Stilwell le commandement de toutes les forces chinoises en Birmanie. Assez fréquemment, toutefois, les généraux chinois n'exécutaient pas les ordres de Stilwell, ou bien le Generalissimo lui-même les modifiait, quelquefois sans même en informer le général américain. Bien que Stilwell ait eu une certaine expérience de la Chine et en parlât la langue, il n'était pas la personnalité idéale pour traiter avec Chiang ou avec pratiquement n'importe quel autre dirigeant chinois en de semblables circonstances. Taciturne, peu aimable, entêté, excessivement direct, son comportement en faisait, dans l'action, un excellent chef militaire mais un déplo-

rable diplomate. Sa frustration devant le refus de Chiang de réorganiser ses armées, de passer à l'offensive, de se séparer des généraux corrompus ou incapables, était compréhensible. Mais, du point de vue du Generalissimo, chacune de ces décisions aurait introduit un changement majeur et perturbant dans l'équilibre des factions au sein du pouvoir nationaliste. Stilwell entendit qu'on disait du bien de Ching-kuo, mais il n'eut jamais l'occasion de le rencontrer. C'était regrettable, car Ching-kuo était partisan de la plupart des réformes préconisées par Stilwell[36].

■

Après trois ans à Kannan, Ching-kuo reçut une lettre élogieuse de son père. «Les gens t'adorent et Kannan s'est beaucoup développé. J'en suis très heureux[37].» Le Generalissimo commençait maintenant à penser que, plus tard, étant donné sa connaissance du russe et ses talents administratifs, Ching-kuo pourrait devenir gouverneur du Sinkiang[38]. En 1942, alors que l'aide matérielle de la Russie avait cessé d'être acheminée par le Sinkiang, les changements politiques qui s'étaient produits dans cette province d'une grande importance avaient été favorables au KMT. Vaste territoire, couronné de majestueuses montagnes et peuplé essentiellement de musulmans, le Sinkiang était aussi connu sous le nom de Nord-Ouest. En 1934, Sheng Shih-ts'ai, un général nationaliste qui avait servi sous Chiang Kai-shek pendant l'expédition du Nord, avait renforcé, avec l'aide des troupes soviétiques, son contrôle sur la région. Le gouvernement régional de Sheng devint pratiquement un gouvernement fantoche, entièrement aux mains des Soviétiques, et le territoire était, en fait, administré par les conseillers soviétiques[39]. Mais, au début de 1942, lorsque l'Union soviétique parut sur le point d'être défaite par l'armée allemande, Sheng commença de réexaminer ses liens avec l'URSS. En même temps que l'amitié entre Moscou et Chungking se refroidissait, les relations entre Sheng et Chiang devinrent au contraire plus étroites.

A la fin du mois d'avril, peu de temps après le retour des deux Chiang de Birmanie, le Generalissimo demanda à son fils d'effectuer un voyage dans le Nord-Ouest et lui suggéra d'emmener Wei-kuo avec lui. L'objectif était de donner à Ching-kuo l'occasion de connaître de première main la situation du Sinkiang et de faire éventuellement des recommandations politiques.

C'était une mission pleine de dangers dans la mesure où elle impliquait, entre autres, de se déplacer très près de la ligne de front. Lors de leur dernière réunion avant le départ de son fils, Chiang lui donna une capsule de poison, dont il devait se servir au cas où il serait capturé par les Japonais[40]. Ching-kuo fit en avion le trajet de Chungking à Ch'engtu, puis il prit un train jusqu'à Paochi. De là, il alla en voiture jusqu'à Si'an, où il rejoignit Wei-kuo, qui était alors officier dans une unité blindée stationnée à l'extérieur de la ville[41].

Les deux frères prirent ensemble le train pour Tungkuan, située pas très loin des lignes japonaises. Ils voyagèrent par camion jusqu'à Luoyang sur une route à deux voies située au fond d'un fossé de 4 mètres de profondeur qui la protégeait des tirs des Japonais et que d'innombrables travailleurs avaient construite de leurs mains[42]. Les paysans chinois enrôlés par dizaine de milliers dans la région de Luoyang pour construire de massifs ouvrages de défense réveillèrent en Ching-kuo la fibre poétique prolétarienne. «Les voix des travailleurs, écrivait-il, se sont harmonisées pour devenir comme une musique de marche[43].»

Les deux Chiang rejoignirent un convoi de 20 camions chargés de vêtements et de cadeaux pour les chefs des minorités qu'ils avaient l'intention de rencontrer. Refusant une escorte militaire, Ching-kuo et Wei-kuo poussèrent jusqu'à la fin de la Grande Muraille, à Chiayukuan, où un fort qui tombait en ruines regardait le désert jonché de pierres. L'endroit désolé mais magnifique fit une forte impression sur Ching-kuo: «Nord-Ouest, ton nom est magnifique… toi… la vieille terre natale de la race chinoise, la tombe de nos ancêtres, le lieu de tout ce qui leur était précieux, les racines longtemps enfouies de notre culture… toi et ton… peuple inflexible sont les forces dont nous avons besoin pour mener la guerre contre les Japonais et pour construire notre nation… Ambitieuse jeunesse… va au nord-ouest, retourne à ta terre natale[44] ».

Aussi longtemps que la région se développerait sur le plan économique, fit-il valoir au Generalissimo, «les problèmes politiques du Sinkiang pourr[aie]nt trouver une solution durable[45]». Mais il pensait également qu'il était nécessaire d'intensifier les efforts pour s'opposer à la fois aux Soviétiques et au PCC[46]. Peu de temps après la visite de Ching-kuo, Sheng Shih-ts'ai fit tout pour se réconcilier rapide-

ment avec Chiang Kai-shek. Il adhéra au KMT au début de 1943, et les dernières troupes russes quittèrent la région. La même année, proclamant qu'il avait découvert un complot soviéto-PCC, Sheng fit exécuter tous les membres du PCC sur lesquels il put mettre la main, y compris le frère de Mao Zedong, Mao Ts'e-min, le représentant communiste à Urumchi[47].

■

Deux mois avant que la nouvelle de l'attaque de Pearl Harbor soit connue à Kanchow, la secrétaire de Ching-kuo, Ya-juo, lui dit qu'elle était enceinte. Quelques semaines plus tard, les deux amants se séparèrent. Ya-juo, accompagnée de son amie Kui Hui, prit un autocar brinquebalant pour faire le long voyage jusqu'à Kuilin. Elle avait choisi pour accoucher cette ville si belle et si étrange, avec ses roches érotiques, parce qu'elle avait un frère qui était magistrat dans un district voisin. Les deux femmes s'installèrent dans une maison de la rue Lishih, consultèrent un médecin, se retirèrent discrètement chez elles et attendirent avec une joie mêlée d'anxiété que le moment fatidique arrive. Ching-kuo leur avait donné assez d'argent pour qu'elles puissent faire face à toutes leurs dépenses. Ya-juo avait déjà donné naissance à deux enfants et elle se rendit compte assez vite qu'elle était plus volumineuse que lors de ses précédentes grossesses. Le médecin pensait qu'elle aurait des jumeaux[48].

Le 21 mai 1942, Ya-juo accoucha de deux fils. Jusqu'à ce que Ching-kuo puisse venir, elle leur donna les noms de naissance temporaires de Li et Shih, qui correspondaient aux deux caractères du nom de la rue dans laquelle elle vivait. Quelques jours après la naissance, Ching-kuo vint voir ses deux nouveaux fils et les prit fièrement dans ses bras. Il resta seulement deux jours, puis il se rendit à Chungking pour informer son père de sa liaison avec Ya-juo et de la naissance des jumeaux[49]. Le Generalissimo accepta calmement la situation et, exerçant son droit de grand-père, proposa des noms pour les deux garçons : Hsiao-yen et Hsiao-tz'u. Les jumeaux partageraient ainsi le nom générationnel des petits-enfants de Chiang Kai-shek, Hsiao, qui signifie « piété filiale »[50]. Chiang, cependant, suggéra que les deux garçons prennent le nom de famille de leur mère. Ya-juo comprit la signification de cette suggestion : elle-même et ses fils ne feraient pas partie de la famille Chiang[51].

Ya-juo, jeune femme libre et militante, n'entendait pas vivre une vie recluse. Elle commença à être connue dans la ville[52]. Parmi les nombreux Américains qui résidaient à Kuilin (où existaient une bonne douzaine d'organisations américaines de différentes natures), elle en trouva un qui accepta de lui donner des cours d'anglais. Kui Hui relata qu'environ six mois plus tard, vers novembre, alors qu'elle faisait des courses avec Ya-juo, elles eurent l'impression que quelqu'un les suivait. Deux jours plus tard, leur maison fut cambriolée. Ayant appris l'incident, le directeur des affaires civiles de la province du Kwangsi, Ch'iu Ch'ang-wei, envoya des soldats pour protéger la maison. Ya-juo rendit visite à Ch'iu pour le remercier de ce geste. Quand elle revint chez elle, elle eut la diarrhée et se plaignit de violentes crampes à l'estomac[53].

Kui Hui conduisit immédiatement son amie à l'hôpital et resta toute la nuit auprès d'elle. Ya-juo lui demanda de prendre soin des deux bébés au cas où elle mourrait. Ching-kuo, lui confia-t-elle, lui avait promis que les garçons feraient un jour partie de la famille Chiang. Elle souhaitait aussi que Kui Hui prenne le poudrier que Ching-kuo lui avait donné. Le matin suivant, Ya-juo semblait aller mieux, bien qu'elle ressentît encore des douleurs aiguës à l'estomac. Un médecin vint pour l'examiner et lui fit une piqûre. En quelques minutes, Ya-juo cria qu'elle ne voyait plus rien. Le personnel médical se précipita dans la chambre et demanda à Kui Hui d'aller chercher de la glace. Quand elle revint, on lui dit que Ya-juo était morte. L'enterrement eut lieu le jour suivant, selon la coutume de la Chine du Sud. Lorsque Wang Sheng l'informa de cette nouvelle, Ching-kuo éclata en sanglots et, pendant plusieurs jours, il porta des lunettes noires pour dissimuler ses yeux gonflés[54].

Kui Hui emmena les jumeaux chez la mère de Ya-juo, Chang Ching-hua, et lui dit qu'elle suspectait que Ya-juo n'était pas morte de mort naturelle. Ce qu'elle leur rapporta convainquit les membres de la famille Chang que Ya-juo avait été tuée et que ce meurtre était le résultat d'un complot. Ils crurent que la vie des enfants était également menacée et les enregistrèrent comme étant nés à différentes époques pour rendre plus difficile toute tentative pour les retrouver[55]. Des rumeurs et des spéculations sur la mort de Ya-juo continuent d'avoir cours aujourd'hui. Ch'i Kao-ju, le rédacteur en chef du *Right*

Spirit Daily (un quotidien de Kanchow), affirma dans sa biographie de Chiang Ching-kuo que peu de temps avant le décès de Ya-juo, il avait entendu Huang Chung-mei, l'homme de l'ombre, le condisciple de Moscou et l'espion, dire que Chang Ya-juo posait problème à Kuilin parce qu'elle se donnait le nom de M^me^ Chiang Ching-kuo. «Tu n'as qu'à la tuer, aurait dit Huang à l'un de ses subordonnés, j'en prends la responsabilité.» Ch'i rappelle également que Huang se plaignait qu'il avait tout fait pour Ching-kuo, mais que ce dernier «ne le comprenait pas». Ch'i conjecture que Huang, de sa propre autorité, aurait peut-être éliminé Ya-juo. Cette théorie a été reprise par d'autres biographes chinois. Il n'y a, toutefois, aucun élément donnant à penser que Ya-juo fut empoisonnée sur les ordres des communistes, du Generalissimo ou de Ching-kuo lui-même.

Faina continua d'ignorer la liaison de son mari avec Ya-juo et la naissance des jumeaux. Elle n'intervenait pas dans les activités de Ching-kuo, et il avait établi des règles très strictes concernant les contacts sociaux de son épouse, excluant, par exemple, les femmes des riches hommes d'affaires et d'autres qui auraient pu être tentées de tirer parti de cette relation. Ching-kuo et elle apparaissaient comme un couple moderne et uni. Faina accueillait régulièrement son mari à l'aéroport en l'embrassant, à la grande surprise et l'extrême embarras des Chinois présents[56]. A l'époque, Ching-kuo et sa femme parlaient souvent russe ensemble, et même le plus souvent. Ching-kuo aimait aussi lire de la littérature russe, notamment le poète ukrainien du XIX^e^ siècle, Chevtchenko[57]. Ultérieurement, Faina et lui abandonnèrent la plupart de leurs liens culturels avec la Russie pour ne pas donner prise aux ragots selon lesquels ils seraient prosoviétiques.

■

Durant les années 1942 et 1943, Ching-kuo continua de surveiller la mise en œuvre de son plan de trois ans. Les visiteurs étaient frappés par le fait que la région de Kannan, qui avait été très pauvre, était maintenant devenue prospère comparée à d'autres parties de la Chine. Le correspondant du *New York Times,* Brooks Atkinson, écrivit que le programme de réformes de Ching-kuo avait transformé la région. Avant la guerre, Kanchow n'avait que 3 usines, maintenant elle en comptait 44, dont une distillerie, un moulin à farine, une fabrique d'allumettes et des filatures. Grâce à la double récolte et à

l'introduction de nouvelles méthodes agricoles, Kannan, qui pendant longtemps avait été très déficitaire pour la nourriture, produisait de quoi nourrir la population pendant dix mois et espérait parvenir à une complète autosuffisance en 1944. Selon Atkinson, Kanchow était la plus moderne et la plus propre des villes de Chine[58].

En 1943, des milliers d'enfants orphelins vivaient dans des cabanes et des tentes de fortune dans des camps de réfugiés le long de la Kung. Ching-kuo ordonna la construction d'une école (appelée l'Ecole du nouveau village) à environ une heure de voiture de Kanchow, sur les berges de la Kung. Lorsqu'elle fut terminée, quelque1 300 orphelins, de niveau primaire et secondaire, s'installèrent dans le nouveau village. S'écartant radicalement de la tradition chinoise, Ching-kuo interdit toute forme de punition corporelle à l'école. Il encouragea les élèves à créer des comités pour gérer leurs propres affaires, élire leur nouveau maire et désigner les responsables de leur propre force de police[59].

Pendant l'été 1943, Chiang séjourna souvent à l'école. Il se levait à l'aube avec les élèves, pratiquait avec eux des exercices de gymnastique et les obligeait à plonger avec lui dans le fleuve glacé. Sur la porte de son bureau était simplement écrit «M. Chiang Ching-kuo». Aujourd'hui, le visiteur trouve sur les murs de la réception une série de photos jaunies, dont une de Ching-kuo et de Faina et une autre, qui n'était probablement pas là à l'époque de Ching-kuo, de la belle Ya-juo. Au premier étage se trouve une petite pièce avec un bureau en très mauvais état. Là, Ching-kuo rencontra au moins deux Américains, le journaliste Harrison Forman et Richard Service, du consulat américain de Kuilin[60].

■

Chennault et Stilwell s'opposaient depuis 1942 sur la stratégie à suivre. Chennault voulait que la priorité soit donnée à la guerre aérienne, tandis que Stilwell insistait pour mettre sur pied une armée de terre bien entraînée, ce qui lui paraissait le premier objectif à atteindre. Chiang Kai-shek et Roosevelt prirent le parti de Chennault et, en 1943, le général des forces aériennes commença la construction d'une série de terrains d'aviation sur le pourtour du territoire contrôlé par le gouvernement national. Chennault avait l'intention d'utiliser ces terrains comme point de départ de raids de bombardiers B-59,

qui pouvaient atteindre le territoire japonais et les bases japonaises aussi éloignées que celles qui se trouvaient en Thaïlande. La 14e force aérienne des Etats-Unis avait besoin, pour ce projet, de construire un terrain d'aviation près de Kanchow destiné à des atterrissages d'urgence d'avions de reconnaissance P-38 revenant du Japon.

Robert Service, consul adjoint et attaché d'ambassade en poste à Kuilin, fit la longue route cahoteuse jusqu'à Kanchow dans un camion militaire pour les préparatifs de la construction. Il rendit visite à Ching-kuo dans son bureau de l'Ecole du nouveau village. Le diplomate américain garda le souvenir de quelqu'un de « très amical, serviable et coopératif ». Il était différent de la plupart des hauts fonctionnaires que Service avait eu l'occasion de connaître pendant ses longues années en Chine en ce que, notamment, « il semblait réellement intéressé par le bien-être de la population ». Ching-kuo invita l'Américain à dîner chez lui, seule et unique fois où Service fut reçu de cette façon par un Chinois occupant des fonctions officielles.

Service se souvenait que la belle épouse russe de Ching-kuo parlait chinois avec l'accent de Ningpo mais qu'elle était assez silencieuse. Tout le monde « passa un bon moment ; on joua beaucoup à la mourre et Ching-kuo gagna le plus souvent ». Ching-kuo aimait à s'amuser. Après le dîner, il se livra à plusieurs tours de force impressionnants. Par exemple, il posa la tête sur le dossier d'une chaise et les talons sur le dossier d'une deuxième pendant que le bas de son dos reposait sur une troisième, placée au milieu. Faina retira la chaise du milieu, le laissant suspendu entre les deux autres chaises. L'Américain attribua ces exhibitions viriles à une composante russe de sa personnalité, qu'il aurait acquise lors de son long séjour en URSS. Selon Service, les résultats obtenus par Ching-kuo dans la gestion de ses onze districts étaient considérés par les Américains comme « presque impensables pour la Chine ». Il avait éliminé la prostitution et le jeu, il avait remis des criminels au travail et les avaient formés pour qu'ils puissent trouver des emplois à leur libération. Même Vinegar Joe Stilwell nota dans son journal qu'il avait entendu dire que Ching-kuo « faisait du très bon boulot[61] ».

Pendant la construction du terrain d'aviation, Ching-kuo était sur le chantier presque tous les jours. Il établit des relations amicales avec

les ingénieurs de l'armée américaine et les invita chez lui. Lorsque la construction fut terminée, il se rendit à Kuilin en voiture et dîna avec Service à la résidence du consul général américain, Arthur Ringwalt. Au cours du repas, Ching-kuo se montra à nouveau tout à fait à l'aise, aimable et ouvert. Bien que le jeune Chiang restât modeste et informel, rapporta Service, il «était déjà entouré d'une certaine aura». La plupart des fonctionnaires américains des Affaires étrangères pensaient à l'époque que le Generalissimo faisait un travail extrêmement médiocre aussi bien dans le domaine militaire qu'à la tête du gouvernement, mais son fils de 33 ans leur apparut comme celui que la Chine cherchait désespérément : un dirigeant énergique, compétent et honnête[62].

Service se souvint d'un autre épisode concernant Ching-kuo. Au milieu de 1944, le général Kan Chieh-hou informa Service de l'existence d'une organisation secrète de chefs militaires locaux qui étaient mécontents de la conduite de la guerre. Service envoya une dépêche chiffrée et à diffusion restreinte à l'ambassade à Chungking rapportant sa conversation avec Kan. Par une sérieuse inconséquence, l'ambassadeur américain montra la dépêche au ministre des Affaires étrangères, T. V. Soong. Soong put identifier la source du rapport, bien que celui-ci ne désignât pas directement Kan. Les hommes de Tai Li arrêtèrent immédiatement Kan pour avoir transmis aux Américains des informations sensibles et une cour militaire le condamna à la peine de mort. Service porta l'affaire à l'attention de Ching-kuo, qui intervint et sauva la vie de Kan. Tai Li n'en fut pas très content[63].

■

Le Generalissimo continuait de trouver le temps d'écrire à Ching-kuo des lettres de pédantes recommandations. Dans l'une de celles-ci, d'août 1943, Chiang l'avertit, par exemple, que, lorsqu'on apprend, «aller trop vite est une perte de temps». Il suggéra à Ching-kuo d'apprendre les maths et l'anglais «pas plus de six heures par semaine pour chacune de ces matières[64]». Non content de guider Ching-kuo dans les études académiques, les œuvres classiques chinoises et les écrits de Sun Yat-sen, le Generalissimo l'encourageait également à étudier la Bible et d'autres ouvrages chrétiens. Dans un hommage à son père, Ching-kuo, en 1956, insista sur l'importance qu'avait la foi chrétienne dans la vie du Generalissimo[65]. Apparemment, le père

réussit dans son travail de missionnaire : le fils se mit à lire la Bible peu de temps après son arrivée à Kanchow, en 1939. Le jour de Pâques 1943, le pasteur Pi Fan-yu baptisa Ching-kuo et sa famille.

Ching-kuo devint méthodiste pour les mêmes raisons qu'il était devenu confucéen et un admirateur de Mencius : parce que tel avait été le souhait de son père. Comme lui, il ne prenait pas ses engagements à la légère. A partir de sa conversion, il emporta toujours deux livres avec lui, son journal et la Bible. Sur les instances de son père, Ching-kuo lut également une collection de témoignages chrétiens – un pour chaque jour de l'année – appelée *Rivières dans le désert*[66]. Chiang Kai-shek avait noté ses pensées en face de chacun de ces messages quotidiens destinés à éclairer et à inspirer, et il suggéra à Ching-kuo d'en faire de même[67]. Le message dominant de *Rivières dans le désert* est celui de la persévérance stoïque et de la foi inébranlable en face des échecs, des désastres et des tragédies. Une contribution par un certain H. C. Trumbull est significative du ton général de l'ouvrage : « Tout le monde et toutes les nations doivent suivre les leçons de l'école de Dieu pour l'adversité. On peut dire : "Que bénie soit la nuit parce qu'elle nous révèle les étoiles." De la même manière, on peut dire : "Que béni soit le chagrin parce qu'il nous révèle la consolation de Dieu"[68]. » La copie du Generalissimo de *Rivières dans le désert* se trouve avec lui dans son cercueil à Tzuhu, à Taiwan, en attendant son voyage vers la terre natale. Que ce fût sincère admiration ou piété filiale, cet ouvrage devint aussi l'un des livres de chevet de Ching-kuo.

Au début des années 1950, des officiers de l'armée américaine virent Ching-kuo lire, sur le terrain, une Bible écornée[69]. Les collaborateurs qui voyageaient avec lui et entraient dans sa chambre de nuit pour recevoir ses dernières instructions pouvaient généralement voir une Bible ouverte sur son lit ou sur son bureau[70]. Ching-kuo lut le livre saint plusieurs fois de la première à la dernière page. Après chaque lecture complète, il mit une marque sur la première page. Quand il mourut, il y avait 17 marques[71].

Selon Chou Lien-hua, le pasteur de la famille Chiang à Taiwan, Ching-kuo n'était toutefois pas, qu'il s'agisse de religion ou d'autres sujets, un esprit borné ou dogmatique. Il était plutôt « à la recherche de ». Il étudiait la Bible par lui-même, mais il ne discutait pas de religion avec Chou ou d'autres pasteurs, et il n'assistait aux services qu'occa-

sionnellement. Il lui arrivait de prier dans des églises qui n'étaient pas méthodistes et également dans des temples bouddhistes, y compris dans son monastère favori du «Trou dans la neige»[72].

■

Ching-kuo continuait d'être frustré par l'incapacité du Corps des jeunesses à devenir une force dynamique capable de mobiliser les jeunes Chinois. Comme pour l'administration de Kannan, la clé du succès avec le Corps, pensait-il, consisterait à mettre sur pied un important contingent de jeunes cadres honnêtes et dévoués. En 1943, Ching-kuo assista à la première conférence nationale du Corps des jeunesses à Chungking, au cours de laquelle il proposa que le Corps crée, pour développer ses formations, une école pour les cadres des Jeunesses à Chungking qui formerait des milliers de jeunes dirigeants. Avec la bénédiction de Chiang Kai-shek, la conférence approuva l'idée et, en décembre, le Generalissimo nomma Ching-kuo conseiller pour l'éducation, ce qui impliquait de mettre sur pied la nouvelle école et son programme à partir de rien.

Ching-kuo conserva toutefois ses différents emplois à Kannan et se déplaçait fréquemment en avion pour assumer ses nombreuses responsabilités. Des chasseurs japonais poursuivirent deux fois son avion. Assez rapidement, il passa l'essentiel de son temps à Chungking. Wang Sheng et d'autres de ses collaborateurs de Kanchow le suivirent dans la ville qui était maintenant la capitale de la guerre pour devenir étudiants dans la nouvelle école des cadres[73]. Puis, le 17 janvier 1944, les Japonais ordonnèrent l'offensive Ichigo, dont l'objectif était de détruire les nouveaux terrains d'aviation américains. En quelques jours, l'armée impériale atteignit les environs de Kanchow, et Ching-kuo vint de Chungking pour aider la population à faire face à cette situation. Quand il devint évident que la ville allait tomber aux mains des Japonais, il fit évacuer la plupart de ceux qui étaient publiquement connus pour avoir travaillé pour lui et pour le gouvernement et envoya Faina, les enfants et Ah Wang à Chungking. Le 3 février, alors qu'on entendait déjà les combats dans les collines avoisinantes, Ching-kuo monta à bord d'un DC3 et décolla du terrain qu'il avait aidé à construire pour les Américains. Le 5 février, quand les Japonais s'emparèrent de la ville, elle était presque déserte[74].

■

Même en tenant compte de la propagande et de la légende, ce qu'avait accompli Ching-kuo à Kannan était significatif et même, étant donné les circonstances, tout à fait remarquable. Imposer la loi et l'ordre sans s'aliéner la population locale comptait parmi ses succès les plus notables. Le secret résidait dans sa réputation de ne pas être personnellement corrompu, dans ses rapports directs et informels avec les gens ordinaires, et, pour cette raison, dans sa capacité à les convaincre qu'il agissait en leur nom. Il respecta, par exemple, les quotas pour la conscription mais, contrairement à ce qui se passa dans la plupart des autres parties de la Chine, l'enrôlement des jeunes gens dans les villages de Kannan ne conduisit pas à cette peur et à cette haine des autorités. A tout le moins, aucun écho ne nous parvint qu'un tel ressentiment ait existé à Kannan.

Indépendamment, toutefois, de la volonté exceptionnelle de Ching-kuo et du dévouement des fonctionnaires travaillant avec lui, il eut été très difficile, pour ne pas dire impossible, de créer d'autres Kannan dans le pays, pour de multiples raisons. Ching-kuo, par exemple, bénéficiait de fonds supplémentaires, dans la mesure où on l'autorisait à conserver tout le grain provenant des taxes locales au lieu de le donner au gouvernement provincial – une politique que la plupart des gouvernements locaux ne pouvaient imiter[75]. De la même manière, il lui était sans doute plus facile qu'à d'autres dirigeants d'obliger les banques à lui consentir des prêts à bas taux d'intérêt[76]. En outre, Ching-kuo recevait une aide du gouvernement provincial et du gouvernement central que les commissaires régionaux de régions similaires ne recevaient pas. Selon un journaliste chinois qui travaillait à Kannan à l'époque, cette aide spéciale incluait du personnel supplémentaire affecté à la sécurité interne (Corps pour la préservation de la paix et équipes d'autodéfense) ainsi qu'une police militaire et civile plus importante. En outre, le jeune Chiang commandait directement ces forces internes de sécurité, ce qui n'était pas le cas d'autres administrateurs. Autre avantage, Kannan disposait d'un personnel civil plus nombreux que des régions équivalentes[77]. Une source avance le chiffre de 100 personnes pour Kannan alors que, dans les autres régions, la moyenne était de l'ordre de 20[78]. Des dotations spéciales provenant du gouvernement central et, peut-être, de la bourse per-

sonnelle de M^me^ Chiang ont sans doute permis de financer de nombreux projets à Kanchow, par exemple un nouveau stade de grandes dimensions[79].

■

L'expérience de Kannan fournit à Ching-kuo une base solide sur laquelle bâtir sa future carrière. Il s'était acquis une réputation de dirigeant énergique, créatif et incorruptible, possédant une expérience dans l'administration locale et le développement qui incluaient l'éducation, les organisations de jeunesse et la sécurité intérieure. Il avait aussi commencé de réunir autour de lui un groupe de collaborateurs auxquels il pouvait faire confiance, mais aussi un cercle d'ennemis. Pendant son séjour dans la province du Kiangsi, Ching-kuo prit conscience des problèmes fondamentaux qui minaient le KMT : la corruption et les conflits de factions. Il découvrit aussi le traitement déplorable et souvent choquant que l'on réservait aux conscrits, les liasses épaisses que s'attribuaient certaines unités militaires et d'autres formes de corruption largement répandues. Ses voyages à Chungking lui permirent d'observer la face cachée du monde militaire nationaliste : sa division entre des cliques jalouses, ses royaumes indépendants, et ses unités – divisions et armées – sous-équipées. Il en vint aussi à se méfier du PCC encore plus que par le passé. Dans ses discours, dans les slogans qu'il mettait en avant, il mêlait habilement une terminologie égalitaire, dirigée contre l'establishment, à des allusions appropriées aux grands néoconfucéens admirés par son père. Sans surprise, les éléments les plus conservateurs du KMT, qu'il n'aimait pas, le lui rendaient bien et continuaient de propager des rumeurs l'accusant d'être un instrument au service des Soviétiques.

Chiang Kai-shek, un homme sans vrais amis, en avait maintenant deux auxquels il pouvait se confier : sa femme et son fils. Le père et le fils avaient commencé d'échanger leur journal, ce qui montrait combien ils étaient devenus proches. A cette époque, Ching-kuo n'avait pas de problèmes avec sa belle-mère. Quant à Wei-kuo, il ne jouait pas un véritable rôle politique, et ses relations avec M^me^ Chiang étaient donc purement familiales. Il est généralement admis que Soong Mei-ling préférait Wei-kuo parce qu'il était beau, mondain et qu'il parlait un bon anglais. Ching-kuo, toutefois, était un modèle de piété filiale. Pour le Nouvel An chinois, il allait à Chungking rendre visite à ses

parents et leur présenter ses respects. Vêtu de la traditionnelle robe noire, il entrait dans la pièce, s'agenouillait et faisait le *kowtow*[80] (s'agenouiller en touchant le sol avec son front, en signe de respect).

Contrastant avec ce comportement rituel, la vie et les activités de Ching-kuo au Kiangsi soulignaient son refus délibéré de se prendre trop au sérieux, un trait de caractère qui n'avait cours ni à Chungking ni à Yenan.

7
Directeur et général

L'Ecole des cadres pour la jeunesse, installée dans plusieurs bâtiments anciens, à 15 kilomètres environ de Chungking, ouvrit ses portes le 5 mai 1944. Le Generalissimo prédit qu'elle servirait la révolution «exactement comme Whampoa l'avait fait» et l'école commença d'utiliser l'appellation «la seconde Whampoa», qui avait valeur de slogan. Cette analogie suscita quelque appréhension dans certains milieux, dans la mesure où elle suggérait l'apparition d'un nouveau groupe politique reposant sur le Corps des jeunesses et sur Ching-kuo[1].

Ching-kuo sélectionna par concours une première promotion de 280 étudiants. Elle comprenait des diplômés récents des universités ou des cadres qui avaient déjà une grande expérience des organisations de jeunesse. Elle comprenait également une unité indépendante de 60 à 70 jeunes femmes[2]. La plupart des étudiants provenaient de familles urbaines appartenant aux classes moyennes et supérieures. C'étaient des jeunes gens instruits, patriotes et idéalistes ; à leurs yeux, Ching-kuo symbolisait le chef nouveau et dévoué qu'ils avaient recherché avec tant d'impatience. Ch'en Chih-ching, par exemple, venait juste, en 1944, d'obtenir son diplôme universitaire. Comme beaucoup d'étudiants, il était patriote et fervent anticommuniste, mais il considérait que le KMT était «désespérant et corrompu». Lui et ses amis entendirent parler de Ching-kuo, le fils du Generalissimo, comme d'un réformiste radical qui mettait en pratique ce qu'il prêchait. Quand Ch'en se présenta à l'Ecole des cadres pour la jeunesse pour y passer l'examen d'entrée, il vit, au-dessus de la porte d'entrée, l'inscription : «Ceux qui veulent faire carrière ou devenir riches ne seront pas admis.» L'homme en habit de travail qui le reçut à la porte était Ching-kuo[3].

Ching-kuo appréciait son rôle académique. A partir de ce moment, et même après qu'il devint président de la République, ses collaborateurs des temps anciens les plus proches l'appelaient en privé «directeur» ou «principal» *(hsiao-chang)*. Le directeur vivait dans une petite maison sur le campus de l'école. Il mangeait avec les étudiants et par-

ticipait avec eux aux tâches quotidiennes. Lors de l'une de ses inspections impromptues des baraquements où étaient logés les étudiants, Ching-kuo trouva dans une chambre une biographie de Staline et des œuvres de Marx et d'Engels. Il feuilleta les livres et quitta la pièce sans un mot[4]. Après le rassemblement du matin et l'exercice, le directeur, malgré le froid, enlevait sa chemise et prenait la tête des étudiants pour gravir en courant une colline toute proche en criant : « Que les vrais hommes me suivent ! » Ce parcours reçut bientôt le nom de « colline des vrais hommes[5] ». Souvent, il allait à l'opéra chinois, à Chungking, avec un groupe de professeurs et d'étudiants. Un soir, malgré une forte pluie, Ching-kuo insista pour faire les 15 kilomètres du retour en courant et en chantant[6].

Comme il l'avait fait dans ses écoles de Kannan, Ching-kuo imposa l'autodiscipline dans son nouveau centre de formation. Il s'agissait d'une discipline de type militaire, mais il interdisait aux étudiants de le saluer. Les règles étaient strictement appliquées, sans favoritisme[7]. Il insistait par-dessus tout sur le désintéressement et l'altruisme. Un groupe d'étudiants suggéra que la formation de l'école soit considérée comme l'équivalent d'un master et qu'après l'avoir terminée on leur confère ce diplôme. Au rassemblement suivant, Ching-kuo dit qu'il était surpris que, à peine inscrits, ils soient déjà si préoccupés par les diplômes. « Puisque c'est ainsi, déclara le directeur, je vais faire de chacun de vous un docteur en révolution. » Les étudiants éclatèrent de rire et ne mentionnèrent plus jamais ce sujet[8].

Malgré l'abandon de Kannan, la première partie de l'année fut une période particulièrement optimiste à l'Ecole des cadres pour la jeunesse. Le prestige du Generalissimo et de M^me^ Chiang n'avait jamais été aussi grand. Des photographies de Chiang Kai-shek dans sa chaise en osier entre Roosevelt et Churchill lors de la conférence du Caire circulèrent largement. Les Alliés abolirent finalement, même si ce fut tardivement, le vestige impérialiste de l'extraterritorialité, disposition selon laquelle les citoyens des nations occidentales vivant en Chine n'étaient pas soumis aux lois chinoises. Egalement encourageantes étaient les victoires, en Birmanie, des nouvelles 1re et 6e armées chinoises, la 1re étant placée sous le commandement de l'ancien étudiant de l'Institut militaire de Virginie (VMI), Sun Li-jen. Stilwell, incapable de retenir ses sarcasmes même lorsqu'il voulait complimenter, déclara que ces

succès étaient «la première offensive réussie, dans l'histoire chinoise, contre un ennemi de valeur[9]». Entre-temps, les Etats-Unis avaient décimé presque tout ce qui restait de la flotte japonaise lors de la bataille de la mer de Corail et les marines, malgré les lourdes pertes qu'ils subissaient, avançaient régulièrement dans les îles du Pacifique.

La guerre en Chine, toutefois, ne se déroulait pas aussi bien. Ni les pilotes de Chennault ni l'armée chinoise ne paraissaient en mesure d'arrêter l'offensive japonaise Ichigo. Les commandants chinois étaient incapables de coopérer, l'état-major retenait le matériel destiné aux généraux les moins en cour et les pertes augmentèrent dans des proportions catastrophiques lorsque Chiang ordonna à des divisions entières de défendre des villes qui étaient déjà pratiquement perdues. L'offensive Ichigo provoqua une crise politique et militaire profonde au sein du gouvernement nationaliste et fut également à l'origine d'un changement dans la politique américaine. Stilwell demandait que Chennault soit évincé mais, à la place, Roosevelt démit Vinegar Joe et le remplaça par le général de division Albert C. Wedemeyer, qui passait pour plus diplomate. Wedemeyer, nouveau commandant en chef pour la Chine, la Birmanie et l'Inde, s'entendit bien avec Chiang Kai-shek mais, dans ses messages confidentiels, ses jugements n'étaient pas tellement différents de ceux de Stilwell[10].

■

Les troupes chinoises avaient fait la preuve de leur courage à Shanghai, Wuhan, Changsha, et en d'autres occasions. Elles avaient des chefs de qualité, comme Ch'en Ch'eng, Pai Ch'ung-hsi, Li Tsung-jen et Sun Li-jen, mais un commandement divisé et les terribles conditions que devaient subir les hommes enrôlés, pour la plupart de simples paysans, minaient leur aptitude au combat. Alors que des unités japonaises taillaient en pièces les défenses chinoises qui les surpassaient de beaucoup en nombre, Ching-kuo ressentait une frustration de plus en plus grande. Un jour, il conduisit son père dans un camp militaire, près de Chungking. Dans les casernements, le Generalissimo vit des soldats qui étaient morts dans leur sac de couchage de maladie ou de manque de nourriture. Chiang Kai-shek fut pris de rage et, avec sa canne, il battit l'officier responsable, puis le destitua. En août 1944, des employés municipaux ramassèrent dans des charrettes les cadavres de 138 soldats qui gisaient dans les rues de

Chungking. Ching-kuo le rapporta également à son père, mais cette fois-ci le Generalissimo ne vint pas lui-même s'en assurer[11].

Selon un officier qui servit pendant de nombreuses années auprès de Ching-kuo, ce dernier ne cherchait jamais à affronter directement son père, mais il s'efforçait plutôt de lui suggérer discrètement des idées et de lui laisser croire ensuite que c'étaient les siennes[12]. Ce dont la Chine avait désespérément besoin, répétait souvent Ching-kuo à son père, c'était d'une force composée de jeunes combattants instruits et patriotes, conduits par des officiers de valeur et dévoués. Le Corps des jeunesses constituerait une évidente source de recrutement pour cette armée d'élite.

Les Américains s'étaient alors engagés à former et à armer 39 divisions chinoises. Acceptant la proposition de son fils, Chiang Kai-shek décida que 9 de ces divisions, soit environ 100 000 hommes, constitueraient cette nouvelle armée de jeunes soldats éduqués. Le 10 octobre, jour de la fête nationale, le Generalissimo en appela à tous les jeunes gens instruits pour qu'ils rejoignent cette nouvelle organisation militaire. Bien qu'il espérât que de nombreux volontaires répondraient à cet appel, notamment pour le corps des officiers, Chiang créa également un comité national pour prendre en charge la conscription de ces jeunes gens et leurs affectations[13].

En Chine, l'enrôlement des étudiants des lycées et des universités ainsi que des diplômés était une nouveauté. Sept ans après le début de la guerre, le gouvernement chinois n'avait soumis aucun étudiant ni aucun diplômé à la conscription, à l'exception de quelques médecins, ingénieurs ou interprètes spécialistes de l'anglais. Au début de la guerre, la Chine ne comptait que 40 000 diplômés des universités, et on pensait généralement que tous, de même que ceux qui étaient en cours d'études et allaient bientôt les rejoindre, étaient indispensables pour faire fonctionner l'économie et le gouvernement[14]. Encore moins compréhensible était le fait que les élèves des lycées et les étudiants des universités échappaient généralement au service militaire. La décision du Generalissimo allait modifier cette situation, au moins pour les jeunes gens qui se porteraient volontaires.

En novembre, Chiang nomma le ministre de la Guerre, Ch'en Ch'eng, commandant du Corps expéditionnaire des jeunes éduqués. Ching-kuo, de son côté, prit la tête du Corps des officiers politiques,

que Chiang rattacha au département de formation du conseil militaire et non à son département politique[15]. Ce choix inhabituel donna à Ching-kuo et à l'Armée des jeunes éduqués une autonomie unique par rapport à l'organisation politique établie de l'armée régulière. Ching-kuo était déterminé à mettre sur pied un corps efficace et rigoureux de commissaires politiques[16].

A la fin de l'année, l'Armée des jeunes éduqués avait fait signer ou avait déjà enrôlé 140 000 étudiants. Les officiers de Ching-kuo procédèrent à une sélection de tous ces candidats pour former les 9 divisions – de la 201e à la 209e – et un corps auxiliaire féminin de 3 000 volontaires. Ching-kuo créa un corps professionnel de commandants au front en y affectant des officiers expérimentés officiellement sélectionnés par le Generalissimo. Au même moment, Ching-kuo nomma personnellement tous les commissaires politiques, faisant largement appel à des candidats qui n'étaient pas des militaires[17]. Après environ six mois de formation, la première promotion de l'Ecole des cadres pour la jeunesse reçut son diplôme de manière anticipée et plus de 100 de ces diplômés signèrent un engagement pour devenir commissaires politiques dans l'Armée des jeunes éduqués[18].

En février 1945, 40 000 recrues étaient en formation, d'autres attendaient une extension des installations. Selon des anciens de l'Armée des jeunes éduqués, quand Ching-kuo visitait les centres de formation, il continuait de mettre en pratique ses méthodes habituelles de se lever avant l'heure fixée par le règlement, d'accueillir les recrues au rassemblement et d'inspecter les cuisines et les latrines[19]. Dans une allocution aux élèves officiers de la première promotion, le Generalissimo leur décerna le titre d'«avant-garde de la révolution» dont la combativité permettrait à «chacun d'entre eux de vaincre 10 ennemis[20]». L'Armée des jeunes éduqués devait apparaître comme le tour de force de Chiang Kai-shek[21].

Il assigna à son fils une tâche supplémentaire: devenir le directeur du département politique du Corps des jeunesses, qui était une organisation autonome[22]. Comme l'avaient craint les frères CC, il était évident que le Corps des jeunesses (qui comptait maintenant 500 000 membres), de même que l'Armée des jeunes éduqués et plus généralement tous les mouvements de jeunesse constituaient le domaine réservé de Chiang Ching-kuo. Ce ne fut qu'une question

de temps avant que l'ancien responsable des Chemises bleues, K'ang Ts'e, ne soit démis de sa position clé au sein du Corps des jeunesses et envoyé sur le front, où il allait être tué au combat.

■

Ching-kuo, l'homme au sourire facile, s'efforça de prendre l'habitude de ne jamais rire quand il était dans son bureau. Son père, toujours soucieux des apparences, l'avait engagé à adopter une contenance plus sérieuse. Ching-kuo, toutefois, conservait les comportements égalitaires qui avaient été les siens pendant toute sa vie, notamment celui de se lever de sa chaise lorsque quelqu'un entrait dans son bureau. Il buvait et mangeait après le travail avec ses collaborateurs, dans une atmosphère détendue, mettait sa main sur l'épaule de l'un d'entre eux, plaisantait et jouait à la mourre. Malgré sa consommation élevée d'alcool en dehors de ses heures de travail, son diabète, qui, à l'époque, n'avait pas encore été découvert, ne lui posait des problèmes que de manière occasionnelle[23]. Ching-kuo était alors au summum de sa forme physique, encore mince, fringant, sûr de lui, exubérant et très influent.

Toutes ses responsabilités limitaient beaucoup le temps qu'il pouvait passer à la maison et consacrer à Faina et aux enfants. Une manière de vivre qui s'était progressivement mise en place depuis son mariage en 1935 devint maintenant la règle. Ching-kuo avait introduit une séparation totale entre son travail, sa vie de famille et sa vie sociale. Il aimait sa famille et jouait avec ses enfants quand il en avait l'occasion, mais il passait, en fait, très peu de temps chez lui. Comme toujours, il s'intéressait aux femmes qui étaient séduisantes et intelligentes, qu'elles soient mariées ou célibataires. Une de ses amies, la fille d'un général de l'armée de l'air, tomba enceinte et partit pour les Etats-Unis[24].

■

En décembre, les Japonais arrêtèrent brusquement l'offensive Ichigo. La guerre dans le Pacifique tournait mal et le Japon ne souhaitait plus étendre le territoire qu'il occupait en Chine. Des plans furent alors préparés pour lancer une contre-offensive chinoise et pour effectuer un débarquement américain dans le sud de la Chine. Avec la fin des attaques japonaises, toutefois, le Generalissimo redonna la priorité, plus absolue même qu'auparavant, à la lutte à venir contre les communistes. Il nomma Ch'en Ch'eng au poste, qui semblait rival

du sien, de commandant en chef des unités combattantes de l'arrière, c'est-à-dire qui se trouvaient dans les zones occupées. Développer le Corps des jeunesses de manière à contrecarrer les efforts du PCC pour recruter les étudiants devint également un objectif primordial.

Beaucoup de ceux qui furent proches de Ching-kuo au milieu des années 1940 pensèrent que le Generalissimo avait décidé que Ch'en serait vraisemblablement son successeur et que Ching-kuo n'était que son deuxième choix. Ching-kuo, pour sa part, savait que certains l'appelaient le «prince» et que son père caressait, à tout le moins, l'idée que son fils pourrait un jour devenir le dirigeant suprême de la Chine. Ch'en Ch'eng et Ching-kuo s'efforcèrent de maintenir de bonnes relations et s'entendaient généralement bien. Ch'en était l'un des rares généraux du KMT que Ching-kuo respectait. Mais, au fil du temps, la rivalité et la tension augmentèrent inévitablement. Ching-kuo dit à l'un de ses collaborateurs : «Si Ch'en a raison, je lui obéirai, mais comment pourrais-je lui obéir quand il a tort ?[25]»

Globalement, les nouvelles concernant la guerre étaient maintenant plutôt bonnes. Les marines s'étaient emparés d'Iwo-Jima et les B-29 sillonnaient librement le ciel du Japon. Au début de février, le général Sun Li-jen et sa nouvelle 1re armée reprirent Lashio et rouvrirent la route de Birmanie. Le blocus de la Chine par voie de terre avait enfin cessé.

■

Presque à la fin de 1944, le nouvel ambassadeur américain en Chine, Patrick Hurley, qui venait d'être nommé, s'arrêta à Moscou sur le chemin de Chungking. Staline et Molotov lui affirmèrent que l'Union soviétique ne s'intéressait plus aux communistes chinois et qu'elle souhaitait avoir de meilleures relations avec la Chine nationaliste. Peu de temps après l'arrivée de Hurley à Chungking, le chargé d'affaires soviétique approcha Ching-kuo et proposa une rencontre entre Staline et Chiang Kai-shek. Rien, finalement, n'en sortit, probablement parce que Staline avait décidé d'attendre que la conférence de Yalta, dont la date était proche, ait lieu[26].

Les responsables militaires des Etats-Unis croyaient alors que seule une offensive terrestre pourrait vaincre les Japonais sur le continent asiatique et que l'armée chinoise n'était pas à la hauteur pour réaliser cet objectif. L'offensive Ichigo et d'autres événements, y compris la menace du Generalissimo, à un moment donné, de signer

une paix séparée avec le Japon s'il ne recevait pas davantage d'aide, avaient conduit Roosevelt à perdre toute illusion à l'égard de la Chine nationaliste. La constante critique du KMT par les Américains, qu'ils soient fonctionnaires du Département d'Etat, journalistes ou qu'ils occupent des fonctions diverses en Chine – sans même évoquer les diatribes de Stilwell –, et la peinture toujours attrayante que l'on faisait du camp communiste à Yenan jouèrent un rôle dans la manière dont Washington perçut l'imbroglio chinois. Pour toutes ces raisons, au sommet de Yalta, en février 1945, Roosevelt était prêt à faire secrètement payer un prix politique majeur au régime de Chiang et à la République de Chine pour que la Russie s'engage à attaquer les Japonais en Mandchourie. Le président américain donna son accord pour que Port-Arthur et le Chemin de fer de la Chine orientale, tous deux en Mandchourie (c'est-à-dire en Chine), repassent aux mains des Soviétiques. Négociant un autre morceau du territoire chinois, Roosevelt accepta une résolution selon laquelle le statut de la Mongolie extérieure serait décidé par un plébiscite organisé par les Soviétiques eux-mêmes. Il alla jusqu'à convenir de ne pas informer son allié à Chungking de ces dispositions, qui affectaient pourtant le pays de ce dernier, avant la défaite allemande et la fin du redéploiement de 25 divisions soviétiques en Extrême-Orient.

Le leader soviétique affirma au président américain, malade, que les communistes chinois appartenaient au type «radis», c'est-à-dire qu'ils étaient rouges à l'extérieur mais blancs à l'intérieur, et il promit qu'avant d'envoyer des troupes en Mandchourie il conclurait un pacte d'amitié et de coopération avec le gouvernement chinois et reprendrait son aide militaire à Chungking. En réalité, Staline pensait alors qu'une victoire du PCC en Chine apporterait en Extrême-Orient des transformations géopolitiques de même nature que celles que l'Armée rouge laissait dans son sillage en Europe centrale et Europe orientale[27]. Les forces de Mao s'accroissaient régulièrement. Pendant quelque temps, l'ambassade américaine à Chungking avait prédit dans ses dépêches qu'une guerre civile en Chine était inévitable. A cause de la corruption et de l'incompétence de l'armée du KMT, la plupart des diplomates et des journalistes américains étaient enclins à penser que les communistes avaient toutes les chances de la gagner. L'analyse de l'ambassade soviétique et des représentants de

Staline à Yenan était en tout point semblable à celle des Américains. Les Russes savaient que, une fois que l'Union soviétique occuperait la Mandchourie, les perspectives de l'après-guerre deviendraient encore plus prometteuses pour les communistes chinois.

A Yalta, puis à Téhéran, les puissances alliées s'entendirent sur un découpage territorial d'après-guerre qui prévoyait une Corée et une Allemagne divisées. Du point de vue de Staline, une Chine également divisée, à moitié communiste et à moitié nationaliste, présentait beaucoup d'avantages. Si dans les faits, toutefois, toute la Chine tombait aux mains des communistes, ça n'en serait que mieux. Alors que Chiang fut laissé, jusqu'en juin, dans la complète ignorance des accords de Yalta sur l'Extrême-Orient, Staline, probablement, en informa Mao beaucoup plus tôt et un plan fut conçu conjointement pour que les troupes communistes chinoises suivent l'invasion projetée de l'Armée rouge. Tout cela se produisit beaucoup plus vite que prévu.

■

Sous la pression des Américains, le KMT et le PCC avaient poursuivi, depuis la fin de 1944, des discussions sporadiques sur la possibilité de former un gouvernement de coalition. Au cours de plusieurs rencontres à Chungking, Zhou insista sur la nécessité d'établir un régime de coalition avant que le PCC ne dissolve son organisation militaire. Chiang, naturellement, était partisan du processus inverse. En mars, Chiang proposa de réunir une assemblée nationale pour mettre un terme au système de parti unique et rédiger une nouvelle constitution. S'efforçant de donner plus de crédibilité à son image de «communiste d'espèce radis», le congrès national du PCC, en avril, retira de ses statuts toute référence à l'Union soviétique et à la révolution communiste mondiale. A la place, la nouvelle charte du PCC sanctifiait la «pensée» de Mao, devenue la «lumière» qui guidait le parti.

En avril également, le KMT tint son sixième congrès à Chungking. Contrairement à ce qui s'était passé au congrès du PCC à Yenan, des critiques manifestes et publiques de l'équipe dirigeante s'exprimèrent au cours des débats. Celles émanant du Corps des jeunesses ne visaient pas explicitement le Generalissimo mais la corruption et l'incompétence au sein du parti, du gouvernement et de l'appareil militaire[28]. Chiang Ching-kuo, maintenant membre du Comité central, avait, avec l'approbation de son père, autorisé ces attaques ver-

bales sur la direction du KMT. Le Generalissimo pensait sans doute que de telles critiques seraient une réponse adéquate à l'accusation selon laquelle le parti n'était pas démocratique et, peut-être aussi, contraindraient le parti à se réformer[29]. Conformément aux souhaits de Ching-kuo, le congrès libéra le Corps des jeunesses de l'obligation d'être vaguement affilié au parti et le transforma en une organisation gouvernementale responsable de la formation de la jeunesse[30].

Le 8 mai 1945, l'Allemagne se rendit sans condition. Vers la fin du mois, Staline déclara à Harry Hopkins, le représentant du président Truman, que les Russes pourraient commencer leurs opérations en Mandchourie le 8 août et que l'URSS négocierait un traité avec Chiang Kai-shek avant d'envahir ce territoire. Comme il l'avait déjà affirmé en 1927 et 1937, le leader soviétique répéta une nouvelle fois que Chiang était le seul homme qualifié pour diriger la Chine. Il promit également que le gouvernement de Chiang serait autorisé à former des gouvernements locaux dans les zones de Mandchourie qui seraient sous occupation soviétique. En juin, les Américains informèrent le Generalissimo du contenu de l'accord de Yalta et des plans soviétiques pour attaquer les Japonais en Mandchourie.

Chiang n'avait plus qu'à essayer de tirer le meilleur parti de la situation. Pour prendre le dessus dans le conflit interne d'après-guerre, il avait besoin de l'aide américaine et d'une politique de non-intervention de Moscou, ou à tout le moins d'une certaine retenue de sa part. Savoir que les Soviétiques allaient occuper la Mandchourie rendait encore plus impératif pour Chiang d'explorer toutes les possibilités qui s'offraient de parvenir à un nouvel accommodement avec Staline.

■

Le Sinkiang constituait une autre partie du territoire chinois dans laquelle il était essentiel de pouvoir compter sur la modération des Soviétiques. Chiang Kai-shek et Ching-kuo croyaient que, s'ils acceptaient l'indépendance de la Mongolie extérieure, Staline serait plus disposé à coopérer avec le KMT aussi bien en Mandchourie qu'au Sinkiang. Depuis leur retrait du Nord-Est, les Soviétiques n'avaient pas cessé d'intervenir dans les affaires de la région. En outre, la politique de Sheng Shih-ts'ai lui avait aliéné la majorité, non chinoise, des habitants. A la fin de 1944, après que Chiang eut obligé Sheng à s'en aller,

le dirigeant ouzbek Farkhad avait établi une République indépendante du Turkestan oriental, qui commençait à 100 kilomètres d'Urumchi[31].

Pour envenimer encore les choses, le nouveau gouverneur KMT et le commandant militaire du Sinkiang étaient à couteaux tirés. Le Generalissimo envoya Ching-kuo pour rétablir la situation. Il arriva à Urumchi le 13 avril 1945 et s'entretint immédiatement avec les responsables de la province et le nouvel ambassadeur soviétique en Chine, A. A. Petrov, qui allait prendre ses fonctions à Chungking. Aux dires du consul américain à Urumchi, Robert S. Ward, l'arrivée de Ching-kuo semblait indiquer que «pour la première fois les Chinois paraissaient faire un effort sincère pour obtenir la bonne volonté des Soviétiques[32]». La visite de Ching-kuo fit naître des spéculations optimistes à Urumchi, selon lesquelles il deviendrait le nouveau gouverneur de la province[33]. En juin, un «délégué spécial» de Chungking suggéra à Ward d'intervenir pour que le gouvernement des Etats-Unis recommande au Generalissimo de nommer Ching-kuo gouverneur[34].

Ching-kuo possédait d'inhabituelles qualifications pour occuper ce poste au Sinkiang, qui impliquait nécessairement de traiter avec les Soviétiques. De surcroît, contrairement à de nombreux fonctionnaires chinois, il aurait été très heureux d'y vivre et d'y travailler. Bien que le Generalissimo, à un moment donné, ait probablement pensé que son fils pourrait devenir gouverneur du Sinkiang, au printemps de 1945 il changea d'idée. Dans la perspective de l'occupation prochaine de la Mandchourie par les Soviétiques et avec la fin de la guerre en vue, il voulait que Ching-kuo traite des affaires nationales et ne soit pas trop éloigné de lui de manière à renforcer leur relation personnelle, qui devenait de plus en plus étroite. Ce deuxième voyage au Sinkiang, toutefois, aida Ching-kuo à se préparer à sa nouvelle mission : un retour à Moscou après huit ans d'absence[35].

■

En juin, T. V. Soong, le frère de M^me^ Chiang, prit ses nouvelles fonctions de Premier ministre (président du Yuan exécutif) tout en conservant le ministère des Affaires étrangères. Chiang demanda à T. V. Soong de conduire d'urgence une délégation à Moscou pour discuter des termes du traité promis et il proposa que Soong prenne Ching-kuo comme conseiller. Soong, bien sûr, ne pouvait qu'accepter, bien qu'il n'appréciât pas que le jeune Chiang fût le principal expert

sur les affaires concernant l'Union soviétique. En fait, pendant que Soong était à San Francisco, où il passa deux mois, le Generalissimo et Ching-kuo avaient mis au point les grandes lignes de la stratégie qui devait être suivie lors des discussions avec Staline. Son axe principal consistait à ne faire des concessions sur la Mongolie qu'en échange d'une reconnaissance par l'Union soviétique de la souveraineté de la Chine sur la Mandchourie et d'un ferme engagement des Soviétiques de mettre un terme à l'aide qu'ils apportaient au PCC et aux groupes rebelles du Sinkiang. Officiellement, la délégation ne devait faire preuve d'aucune flexibilité sur la question de la Mongolie extérieure, mais des journaux de Chungking, qui avaient visiblement reçu des instructions à ce sujet, laissèrent entendre que des compromis n'étaient pas totalement exclus[36].

Utilisant un avion et un équipage américains, Soong et ceux qui l'accompagnaient s'envolèrent de Chungking le 26 juin. Ching-kuo, général de corps d'armée dans l'Armée de la jeunesse, n'avait plus que le grade de colonel au sein de la délégation. Molotov les accueillit chaleureusement sur le même aérodrome militaire où il avait accueilli si cordialement, en 1939, le ministre des Affaires étrangères de Hitler, Ribbentrop et, en 1941, l'envoyé japonais, Matsuoka. Soong eut cinq entretiens avec Staline. Ching-kuo assista à au moins deux d'entre eux[37]. Soong, diplômé de Harvard, parlait en anglais et l'interprète soviétique traduisait en russe. Staline fut particulièrement charmant et les échanges très cordiaux.

Bien que Ching-kuo ait adopté un profil bas, il joua un rôle important dans les discussions. A la grande consternation de T. V. Soong, le jeune Chiang eut une entrevue privée avec Staline. On peut affirmer sans trop de crainte de se tromper que Ching-kuo transmit un message personnel de son père et que Staline, une fois de plus, décerna à Chiang Kai-shek des louanges enthousiastes, et promit, avec non moins de chaleur, de coopérer étroitement avec le gouvernement nationaliste. Staline demanda également à Ching-kuo comment se portaient Faina et son fils né en Russie et il lui donna un cadeau destiné à Alan : un fusil pour enfant[38]. Ching-kuo remarqua, dans l'antichambre du bureau de Staline, un portrait de Pierre le Grand à l'endroit même où il se souvenait avoir vu, bien des années auparavant, une grande peinture représentant Lénine sur un tank. Ce changement

lui parut manifester la prééminence qu'avait prise, dans la pensée de Staline, le nationalisme sur l'idéologie. Tout bien considéré, cela lui parut une évolution positive[39].

Lorsque la délégation chinoise revint à Chungking, à la mi-juillet, Ching-kuo était plutôt optimiste. Staline leur avait donné l'assurance que, trois semaines après la capitulation du Japon, les troupes soviétiques commenceraient à se retirer de Mandchourie et pourraient, en six mois, évacuer la totalité du territoire. Le 20 juillet, malgré des oppositions au sein du KMT à toute concession sur le statut de la Mongolie extérieure, le Generalissimo approuva les instructions finales qui donnaient satisfaction à l'URSS, à condition que Staline fût d'accord pour promettre de ne pas intervenir dans les affaires intérieures chinoises[40]. Avant de repartir pour Moscou avec cette proposition, Soong dit à Hurley qu'elle détruirait politiquement celui qui l'avait avancée[41]. Il ne voulait surtout pas apparaître comme le Premier ministre qui avait abandonné la Mongolie extérieure. En fin de compte, Soong accepta de conduire la délégation à Moscou, mais il repartit avant la signature du pacte.

Ching-kuo ne fit pas partie de la deuxième délégation ; Chiang décida de le retenir à la maison, sans doute pour limiter les risques qu'il pourrait courir en raison de la réaction prévisible de l'extrême droite. Le 6 août (le jour précédant le départ de la délégation), la nouvelle se répandit de la destruction de Hiroshima. Washington n'avait pas informé à l'avance les Chinois de l'existence de cette nouvelle arme, mais Chiang Kai-shek fut évidemment ravi. En accroissant le respect de Staline pour la puissance des Etats-Unis, la bombe atomique pourrait aider la Chine dans les dernières négociations et, conséquence non moins importante, inciter la Russie à observer les termes du traité qui devait être signé.

Le Traité d'amitié et d'alliance sino-soviétique, paraphé le 14 août 1945, prévoyait une assistance mutuelle dans le cas d'une reprise de l'agression japonaise, le respect réciproque de la souveraineté et du principe de l'intégrité territoriale des deux parties et la non-interférence réciproque dans leurs affaires intérieures. Dans un échange de notes, la Chine acceptait de reconnaître l'indépendance de la Mongolie extérieure si un plébiscite (organisé par les Soviétiques) confirmait que tel était le souhait de la population. Pour sa part, Moscou s'engageait à apporter son appui moral et son aide matérielle au seul gou-

vernement national de la Chine et déclara (en se référant aux récents événements du Sinkiang) qu'«il n'avait aucune intention d'intervenir dans les affaires intérieures de la Chine».

Un jour après l'arrivée de la délégation à Moscou, l'Union soviétique déclara la guerre au Japon et 700 000 anciens combattants du front occidental se lancèrent à l'assaut de la Mandchourie. Dans le traité, Moscou réitérait son engagement de procéder au retrait de ses troupes de Mandchourie trois semaines après la capitulation du Japon et d'achever ce processus dans un délai de trois mois. Un représentant du gouvernement chinois, accompagné d'une première équipe de fonctionnaires, serait affecté au territoire libéré de la Mandchourie et dès qu'une partie de ce territoire, quelle qu'elle fût, cesserait d'être une zone d'opérations militaires en cours, le gouvernement national y assumerait sa pleine autorité[42]. L'ambassade américaine à Moscou prévint que la «modération» russe en Mandchourie était «superficielle» et que Staline chercherait à accroître son influence par l'intermédiaire de «ceux qui avaient été formés pour accepter sa discipline et partager son idéologie», c'est-à-dire le PCC[43]. Les Alliés, y compris la Chine, n'avaient toutefois, aucune autre solution que celle de compter sur la bonne volonté soviétique. La Russie avait fourni une contribution décisive à la défaite nazie et avait subi, pour ce faire, des pertes considérables. Le nouvel ordre d'après-guerre se devait d'être initialement fondé sur l'hypothèse d'une coopération soviétique[44]. Le 14 août, le nouveau ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Shih-chieh, apposa sa signature sur le traité. Le jour suivant, la «voix de la grue» [*tsuru no itoke,* c'est-à-dire celle de l'empereur Hirohito dans toute sa majesté], prononça son fameux discours radiodiffusé annonçant la reddition du Japon.

■

Pendant vingt-cinq ans, dont huit d'une guerre particulièrement sanguinaire, la rivalité pour imposer un modèle de civilisation, dans ce nouvel âge où l'énergie, la connaissance, le pouvoir ont connu d'importantes révolutions, n'avait cessé de faire rage. A peu près au milieu du XX^{e} siècle, les deux courants des Lumières – le courant jacobin et le courant démocratique (ce dernier comportant des alliés à régime autoritaire, comme la Chine) – ont triomphé du contre-courant antédiluvien que représentait le fascisme. La deuxième moitié du siècle

sera la seconde étape de cette guerre civile globale – une lutte entre les idéalistes radicaux utopistes et le camp libéral démocratique, chaque parti ayant des soutiens au sein du tiers-monde. Comme ce fut le cas pour le conflit épique du premier demi-siècle, cette lutte a commencé de manière violente par un affrontement qui s'est à nouveau produit en Chine et une fois encore en Mandchourie. D'un côté, on avait affaire à un exemple évident de totalitarisme de gauche – le PCC. De l'autre, le KMT apparaissait comme un conglomérat d'idéologies et de forces politiques qui ne s'étaient déclarées favorables à la démocratie qu'à la veille de cette confrontation violente mais qui n'avaient pas encore eu le temps ou la volonté de mettre en pratique cet idéal de façon convaincante.

8
Un candidat mandchou

L'armée japonaise du Kwantung (*Kantōgun*), tant vantée dans le passé, et ses alliés du Mandchoukouo, offrirent très peu de résistance. Suivant de près les troupes soviétiques, 100 000 hommes appartenant à la 8e armée de route placée sous les ordres de Lin Biao envahirent à leur tour la Mandchourie[1]. Hormis dans les plus grandes villes, le PCC prit partout l'administration locale en main, balaya les troupes fantoches et s'appropria les armes japonaises capturées par les Soviétiques. Pensant que le gouvernement national chinois n'aurait pas la force de rétablir son autorité sur la Chine du Nord s'il essayait en même temps d'occuper la Mandchourie, le général Wedemeyer recommanda à Chiang Kai-shek de demander que la région soit placée sous la tutelle temporaire des cinq puissances alliées, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Chine et l'Union soviétique[2]. Chiang rejeta cette recommandation.

La dynamique du conflit entre le KMT et les communistes, de même que les luttes continuelles au sein du KMT rendaient cette décision pratiquement inévitable. La Mandchourie était un vaste territoire de 50 millions d'habitants, ayant une frontière commune avec l'Union soviétique et possédant les industries et les mines les plus importantes de Chine. La guerre avait commencé par une agression japonaise en Mandchourie, et se révéler incapable d'imposer l'autorité du gouvernement sur ce territoire eût été un signe manifeste de faiblesse. Un tel échec aurait également coûté à Chiang le soutien d'un large contingent de troupes mandchoues qui combattaient sous le drapeau nationaliste. Mais la question de l'unité nationale constituait le facteur le plus crucial. Depuis 1911, réaliser l'unité de la Chine avait été l'objectif prioritaire de tous les nationalistes chinois, au sens ordinaire de ce mot, qu'ils soient partisans du KMT, communistes ou simples démocrates. Accepter le conseil de Wedemeyer aurait signifié que Chiang acceptait de facto une division de la Chine. Il craignait, s'il prenait une telle décision, d'apparaître ainsi comme le responsable historique de cette division mais il craignait plus encore qu'elle ne lui fît perdre sa position de chef suprême[3].

De surcroît, le Generalissimo pensait qu'il pourrait s'imposer contre les communistes en Mandchourie. Encouragé par Ching-kuo, son principal conseiller pour les affaires soviétiques, il croyait possible d'amener les Russes à coopérer avec lui par une combinaison de concessions et de démonstrations de force. Le père et le fils estimaient qu'il existait des raisons impérieuses qui pousseraient Staline à respecter ses engagements. L'URSS était maintenant devenue l'une des deux superpuissances. Son prestige était à une hauteur vertigineuse, mais la Russie avait besoin d'une période de répit pour restaurer l'ordre, reconstruire un pays profondément meurtri et développer son propre arsenal nucléaire pour briser le monopole américain. Dès lors, une politique de coopération dans une zone cruciale comme la Mandchourie semblait être dans son intérêt. En Chine même, l'élimination de la présence militaire américaine était l'objectif premier des Soviétiques sur le court terme, ce qui exigeait également une attitude plutôt modérée de leur part.

Les deux Chiang conclurent de cette analyse que la diplomatie pourrait réussir avec Moscou, mais ils étaient également persuadés que leur stratégie devait nécessairement comporter un élément militaire. Pour renforcer leur position, les avions américains transportèrent 110 000 hommes des troupes nationalistes à Pékin, Tientsin, et d'autres villes de la Chine du Nord, mais aucun en Mandchourie, les Russes leur interdisant d'atterrir. Parallèlement, les Américains faisaient de plus en plus pression sur le KMT et sur le PCC pour qu'ils trouvent un compromis politique. L'ambassadeur Hurley se rendit à Yenan et accompagna Mao et Zhou Enlai jusqu'à Chungking, où ils eurent de longues séries d'entretiens qui durèrent du 28 août au 11 octobre. Mao et Chiang Kai-shek ne s'étaient pas rencontrés depuis 1926, lorsque leurs partis avaient formé un front uni. Maintenant, leurs positions étaient différentes. L'Union soviétique occupait la Mandchourie, et c'étaient les forces du PCC, et non celles des seigneurs de la guerre, qui étaient retranchées dans la campagne de la Chine du Nord et au-delà de la Grande Muraille.

Ching-kuo participa aux discussions de Chungking et, pour la première et dernière fois, il serra la main de Mao[4]. L'atmosphère paraissait plutôt bonne, les deux parties semblant s'efforcer de rechercher sincèrement un accord qui éviterait la guerre civile. Lors de plusieurs

réceptions, Mao porta un toast en s'écriant : « Vive le président Chiang Kai-shek ![5] » Toutefois, des accrochages entre l'armée nationaliste et les forces communistes se produisaient déjà, et très fréquemment, dans la Chine du Nord.

■

Le 4 septembre 1945, Chiang Ching-kuo fut nommé commissaire spécial des Affaires étrangères pour la Mandchourie. Le Generalissimo nomma également Hsiung Shih-hui au poste de représentant du gouvernement nationaliste en Mandchourie pendant la période de transition. Hsiung, chef de la faction intellectuelle appelée la « clique des Sciences politiques », fut donc à nouveau le supérieur hiérarchique de Ching-kuo. Le 1er octobre, les Soviétiques informèrent la République de Chine que le retrait de l'armée russe de la région commencerait à la fin du mois d'octobre. Le 12, Ching-kuo et Hsiung se rendirent à Ch'angch'un par avion. Chang Kia-ngao, un économiste et banquier respecté, les accompagnait pour traiter avec les Soviétiques des questions économiques. Presque deux mois s'étaient écoulés depuis l'offensive russe en Mandchourie, et les troupes communistes chinoises campaient maintenant dans le voisinage de Moukden et Ch'angch'un[6]. Ching-kuo, néanmoins, restait optimiste à l'égard des discussions qui allaient avoir lieu avec le commandant en chef de l'Armée rouge en Mandchourie, le général Rodion I. Malinovski. Dans ses conversations avec Chang Kia-ngao, Ching-kuo insista sur l'« extrême importance » des relations sino-soviétiques pour l'avenir de la Chine[7].

Les deux parties se rencontrèrent le 13 octobre. Le général Malinovski, rugueux, costaud, ayant son franc-parler, était un héros de la guerre, l'un de ceux qui, sous les ordres du maréchal Joukov, avaient changé le cours de celle-ci à Stalingrad. Malinovski avait eu la responsabilité de conduire l'Armée rouge dans son attaque éclair contre la Mandchourie[8]. Le général russe fut plutôt accommodant, et même amical. Avant même que les Chinois n'évoquent cette question, il promit que l'Armée rouge désarmerait les forces non gouvernementales en Mandchourie. Ching-kuo lui demanda alors la permission de débarquer des troupes nationalistes à Dairen et à Port-Arthur, toutes deux occupées par les Soviétiques en vertu de l'accord de Yalta. Malinovski refusa, expliquant que Dairen était un port commercial et Port-Arthur un port franc et que des débarquements militaires dans

ces zones n'étaient donc pas acceptables. Le général suggéra que l'armée du gouvernement débarque à Hulutao. Des bateaux américains transportant des troupes chinoises se dirigèrent vers Hulutao mais ils constatèrent que des forces communistes chinoises, prêtes à combattre, occupaient le port. Les Américains furent finalement obligés de débarquer les troupes au sud de la Grande Muraille, et pas du tout en Mandchourie.

Concernant la mise en œuvre des autres engagements soviétiques, Ching-kuo se heurta à de véritables murs. S'il essayait de prendre rendez-vous avec Malinovski ou son entourage, le bureau du général lui disait qu'il ne savait pas où se trouvaient les officiers. Les jours passaient sans qu'il puisse obtenir une réponse[9]. Ching-kuo nota dans son journal : « Notre nation étant faible, il me faut apprendre à avaler les insultes[10]. » Les efforts de Chang Kia-ngao pour discuter en détail des sujets économiques ne donnèrent pas de meilleurs résultats. Les Soviétiques exigeaient que pratiquement toutes les entreprises industrielles et minières de la région soient placées sous le contrôle conjoint de la Chine et de l'Union soviétique.

Le commandant des forces nationalistes pour le Nord-Est, le général Tu Yu-ming, arriva à Ch'angch'un le 29 octobre. Tu, diplômé de Whampoa, avait combattu en Birmanie sous les ordres de Stilwell, qui le décrivit d'abord comme « OK… bon tacticien », mais changea ultérieurement d'avis. Chungking nomma Ching-kuo au poste rival de directeur du département politique (appelé maintenant, pour complaire aux Américains, le département de l'information) des forces de Tu en Mandchourie[11]. Ce même mois, 500 fonctionnaires et bureaucrates arrivèrent à Ch'angch'un pour être ventilés dans la région et prendre le contrôle des gouvernements locaux. Mais des semaines s'écoulèrent sans que les Russes leur donnent l'autorisation de sortir de la ville. En guise de justification, le commissaire politique de Malinovski prétendit que des manifestations antisoviétiques avaient lieu dans toute la région, et il accusa le gouvernement nationaliste de les avoir provoquées. Ching-kuo répondit que les Japonais ou des « traîtres » en étaient responsables[12]. Au même moment, toutefois, Ch'en Li-fu organisait une série de manifestations d'étudiants contre les Soviétiques dans diverses villes de Chine. A la demande de Ching-kuo, le Generalissimo blâma Ch'en pour ces activités[13].

Malinovski, finalement, autorisa le personnel administratif des nationalistes à prendre en charge plusieurs gouvernements locaux, mais il refusa de mettre des voitures ou des avions à leur disposition. Pour cette raison, les fonctionnaires étaient toujours bloqués à Ch'angch'un[14]. Malinovski fit également savoir à Ching-kuo que les troupes nationalistes ne pourraient arriver par avion que quatre jours avant le retrait soviétique, dont la date devenait de plus en plus incertaine. Le commandant soviétique prétendit une nouvelle fois que des milliers d'agents secrets du KMT sabotaient les installations soviétiques. Lorsque Ching-kuo souleva la question des armes abandonnées par les Japonais, le général répliqua qu'elles avaient toutes été envoyées en Union soviétique[15].

Le 9 novembre, Malinovski informa Ching-kuo que son gouvernement lui avait ordonné de remettre au gouvernement chinois toutes les installations des postes et télécommunications et toutes les armes restantes. A la place de ce transfert, 2000 soldats de Lin Biao entrèrent trois jours plus tard dans Ch'angch'un même[16]. Ching-kuo continuait toutefois de recommander la patience. A cet égard, sa position s'éloignait de plus en plus de celle de Hsiung Shih-hui. Ching-kuo pensait que son supérieur n'était qu'un «bureaucrate de la vieille école» dont l'attitude antisoviétique était «simpliste» et manquait de «perspective stratégique». Par exemple, malgré l'opposition soviétique, Hsiung voulait envoyer du personnel civil dans les zones rurales pour recruter et organiser des troupes locales. Ching-kuo pensait que ce serait une décision désastreuse[17].

Il continuait de répéter à ses collègues qu'ils devaient s'efforcer de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour amadouer les Soviétiques de manière à empêcher les communistes de consolider leur mainmise sur les campagnes[18]. Mais, le 7 novembre, les forces communistes assiégèrent Ching-kuo, et plusieurs centaines de fonctionnaires nationalistes dans le bâtiment de la direction des Chemins de fer de la Mandchourie du Sud, à Ch'angch'un. Quelques jours plus tard, Malinovski informa le général Tu que l'évacuation soviétique de la Mandchourie se déroulerait en trois phases. Après le 25 décembre, précisa-t-il, les forces nationales chinoises seraient libres de débarquer n'importe où dans la région sauf dans les deux ports contrôlés par la Russie.

A peu près au même moment, le président Truman informa Chiang Kai-shek qu'il souhaitait envoyer le général George C. Marshall pour arbitrer le conflit entre les nationalistes et les communistes. Ch'en Li-fu mit en garde le Generalissimo sur le fait que l'arrivée de Marshall créerait des difficultés avec les Soviétiques et que si la mission de Marshall échouait, ce qui était probable, ce dernier en ferait porter la responsabilité aux nationalistes. Il serait préférable, suggéra Ch'en, de discuter avec les Soviétiques des problèmes opposant le KMT et le PCC. Ching-kuo soutenait une telle stratégie[19].

La reprenant à son compte, Chiang écrivit à Staline (probablement au début de novembre) pour lui proposer une rencontre afin de dénouer la crise. Le 13 novembre, Ching-kuo reçut une note manuscrite de son père l'informant que le gouvernement avait décidé de retirer sa représentation dans le Nord-Est. «Attendons un jour ou deux de voir quelle sera la réaction des Soviétiques, suggérait Chiang. S'il existe encore un espoir de sauver la situation, nous pourrons alors préciser que *nous ne souhaitons pas vraiment établir notre pouvoir militaire dans le Nord-Est;* nous ne souhaitons pas non plus provoquer quiconque. Pour créer des organisations politiques locales, nous pouvons organiser des élections locales. Sur le plan économique, nous pouvons coopérer avec les Soviétiques[20]» [italiques de l'auteur].

Cette note à Ching-kuo, et c'est en cela qu'elle était la plus étonnante, impliquait que, sous certaines conditions, la Chine nationaliste ne chercherait pas à imposer son pouvoir militaire sur toute la Mandchourie et qu'elle était d'accord pour établir dans la région une coopération économique étroite avec la Russie. Ce langage, très probablement inspiré par Ching-kuo, semblait suggérer que Chiang envisageait différentes possibilités, y compris le retrait conjoint du gouvernement et des forces communistes chinoises de certaines parties ou de l'ensemble de la Mandchourie, les troupes soviétiques restant en place dans les territoires concernés. En même temps, une coopération économique sino-soviétique se développerait dans toute la région et des élections locales seraient organisées.

Au même moment, Chungking fit savoir à l'ambassade soviétique que, en raison des activités menaçantes des troupes communistes chinoises à Ch'angch'un, le gouvernement chinois n'avait d'autre choix que de quitter la ville. L'URSS, avertissait-elle, serait tenue pour

responsable des conséquences de cette situation. Hormis une poignée d'officiers, dont Ching-kuo et Chang Kia-ngao, tous les fonctionnaires du gouvernement qui se trouvaient en Mandchourie partirent pour Pékin le 17 novembre et l'état-major militaire du KMT se retira à Shanhaikuan, sur la côte.

L'attitude soviétique changea brusquement. Le 21 novembre, Malinovski dit à Ching-kuo qu'il était désolé que le gouvernement national se soit retiré et qu'il ne savait pas que les troupes communistes chinoises avaient encerclé son siège. Les Russes commencèrent alors à négocier les questions économiques d'une manière qui paraissait beaucoup plus sérieuse qu'auparavant. Chiang Kai-shek et Ching-kuo estimaient que le départ des nationalistes de Ch'angch'un et la menace de pressions américaines avaient incité les Soviétiques à poursuivre les discussions[21]. A la fin de novembre, les troupes du général Tu, notamment la nouvelle 1re armée commandée par Sun Li-jen, avançaient vers le Nord, le long de la côte, ce qui pesa également sur l'attitude des Soviétiques. Au début de décembre, Staline, en réponse au message que lui avait envoyé le Generalissimo, suggéra qu'un représentant vienne à Moscou pour discuter de l'impasse mandchoue.

Chang Kia-ngao et Ching-kuo soutenaient que le gouvernement ne devait pas trop s'inquiéter des pertes économiques potentielles causées par la situation en Mandchourie. Sous l'influence de Ching-kuo, les nationalistes ne cherchèrent même pas à monter l'opinion publique contre le pillage incroyable des équipements et des usines auquel s'étaient livrés les Soviétiques dans la région[22]. Ching-kuo souligna que la plupart des installations qui furent démontées et expédiées en Union soviétique avaient été construites par les Japonais. Le réalisme, croyait-il, exigeait que l'on « penche du côté des Soviétiques[23] ». Le 24 novembre, les Russes présentèrent une proposition de coopération sino-soviétique portant sur 80 % des industries lourdes de Mandchourie. Chang et Ching-kuo étaient tous deux favorables à ce que l'on donne aux Soviétiques ce qu'ils voulaient et à s'efforcer de trouver un accord avec eux en tenant compte de ces exigences.

Quelques jours plus tard, les trois plus hauts responsables chinois restés en Mandchourie se rendirent à Chungking pour une réunion avec le Generalissimo, le Premier ministre Soong et le ministre des Affaires étrangères Wang. Soong soutint qu'avant de discuter d'une

coopération économique future avec les Soviétiques il était nécessaire de résoudre les différends politiques entre la Chine et l'URSS, ce qui signifiait l'évacuation totale des Soviétiques de Mandchourie et la prise de contrôle effective de l'administration et de l'économie de la Mandchourie par le gouvernement nationaliste. Wang s'opposa également à ce que l'on fasse de sérieuses concessions économiques à ce moment des négociations. Chiang Kai-shek sembla soutenir les points de vue de T. V. Soong et de Wang. Il autorisa toutefois Chang Kia-ngao à indiquer aux Russes que des discussions détaillées sur la coopération économique auraient lieu après l'évacuation, mais que les deux parties pouvaient dès maintenant élaborer conjointement un plan pour la reconstruction de la Mandchourie[24].

Cette suggestion sembla avoir d'heureux effets. Lors d'une réunion avec Ching-kuo, le 5 décembre, Malinovski donna son accord à plusieurs points importants. Il garantit que l'arrivée à l'aéroport de Ch'angch'un d'une division de troupes gouvernementales se déroulerait en toute sécurité et il ne fit pas obstacle au transport, par chemin de fer, de deux divisions jusqu'à Moukden. Il précisa également que les Soviétiques faisaient de plus en plus d'efforts pour obliger les forces armées non reconnues par le gouvernement à déposer leurs armes. En outre, il accepta que les maires nommés par le gouvernement soient en mesure de remplir leurs fonctions. Lors de la même réunion, Malinovski indiqua toutefois que pour assurer une transition en bon ordre l'évacuation serait reportée au 1er février 1946.

C'était en fait Mao qui avait sollicité ce délai mais, dans l'ignorance de cette demande, Ching-kuo et ses collègues pensèrent que ce report serait avantageux pour les nationalistes et ils en convainquirent Chiang Kai-shek[25]. Ching-kuo informa donc Malinovski que le gouvernement chinois acceptait de donner satisfaction à la demande russe. Quelques semaines plus tard, Chiang approuva même le paiement, en devises fortes, d'une compensation en faveur des Soviétiques pour les « dépenses engagées… en raison du report de la date d'évacuation de leurs troupes ». Le PCC et les fonctionnaires soviétiques firent courir le bruit que ce délai avait été demandé par le gouvernement nationaliste[26].

Ching-kuo et Chang Kia-ngao étaient « ravis » de la nouvelle attitude soviétique[27]. Le Generalissimo déclara à Marshall, le 21 décembre,

que les Russes «avaient cessé d'aider les communistes chinois». Pour cette raison, continua-t-il, les communistes avaient subi de lourdes pertes dans leurs engagements contre les troupes gouvernementales et, pour gagner du temps, prétendaient maintenant qu'ils étaient en faveur d'un règlement politique[28]. Chiang Kai-shek et Ching-kuo continuaient de souscrire à l'idée qu'il était crucial de démontrer que le gouvernement nationaliste avait la volonté et les capacités de s'emparer de la région par une action militaire, si cela se révélait nécessaire.

Les forces gouvernementales progressaient en fait rapidement le long de la côte et des principales lignes de chemin de fer dans le Nord-Est. A la fin de décembre, les nationalistes s'étaient emparés de la plupart des ports de Mandchourie, à l'exception de Dairen et de Port-Arthur, occupés par les Soviétiques. Malinovski permit aux communistes de construire en secret un entrepôt de munitions à Dairen et d'enrôler des milliers de recrues dans la ville et ses faubourgs[29]. La 1re armée de Sun Li-jen était alors bien engagée dans le centre de la Mandchourie et se dirigeait vers la cité industrielle de Moukden[30].

Sun Li-jen, à cette époque, bénéficiait de la réputation unanime d'être «un soldat à 100%», l'un des rares généraux chinois qui ne jouait pas de jeu politique. A la fin de la guerre avec le Japon, Eisenhower confirma que Sun était bien le général chinois préféré des Américains en l'invitant à visiter les champs de bataille européens[31]. Les manières abruptes et franches de Sun avaient, toutefois, terni ses relations avec son supérieur, Tu Yu-ming[32]. Selon l'un de ses anciens collaborateurs, si Sun avait été américain, on l'aurait surnommé Vinegar Joe[33].

Tandis que les forces nationalistes occupaient les axes de communication et les villes, Lin Biao renforçait son contrôle sur les zones rurales de Mandchourie. Après quatre mois de conscription forcée et d'incorporation des forces fantoches du Mandchoukouo, il avait sérieusement augmenté le nombre des soldats réguliers de l'Armée populaire de libération (APL) et rassemblé une «armée d'autodéfense du peuple» de près de 150 000 hommes. Il avait également pris le contrôle d'environ 25 000 soldats de l'ancienne armée du Nord-Est de Chang Hsueh-liang. Le PCC nomma le frère du Jeune Maréchal commandant titulaire de ces forces et «gouverneur» de la province du Liaoning[34]. A l'inverse, le Generalissimo réserva aux «non-Mandchous» pratiquement tous les postes clés de la région.

Ching-kuo était persuadé que les nationalistes étaient très inférieurs aux communistes pour susciter l'adhésion à leur cause des habitants des environs[35]. Il faisait partie de ceux qui, à l'automne 1945, suggérèrent à Chiang de réhabiliter le Jeune Maréchal et de lui confier la responsabilité de mettre sur pied et de former une nouvelle armée du Nord-Est, recrutée localement[36]. Chiang rejeta cette proposition et Chang resta assigné à résidence. Peu de temps après, avec ses gardes et sa compagne, M^lle^ Chao, il se retira dans une nouvelle demeure, dans la montagne, non loin de Kanchow, sur le site des grottes bouddhiques où la famille de Ching-kuo avait l'habitude de passer l'été. Dans cet endroit tranquille, le seul général nationaliste qui avait des partisans en Mandchourie ne participa en aucune façon à la période cruciale de la lutte pour le Nord-Est.

Chiang demanda à Ching-kuo de se rendre à Moscou et de parler personnellement à Staline de la situation en Mandchourie. Avant de partir, Ching-kuo prit contact avec Andrei Ledovski, à l'ambassade soviétique. Ce dernier lui dit qu'il jouissait à titre personnel d'une bonne réputation en Union soviétique et il lui conseilla d'être direct avec Staline et de ne pas chercher à le flatter[37]. Ching-kuo révéla à Ledovski que la partie chinoise était disposée à faire une concession majeure pour obtenir un accord global : les investissements américains seraient interdits en Mandchourie et l'Union soviétique bénéficierait, en Chine, des mêmes droits et avantages économiques que les Etats-Unis[38]. Ching-kuo se rendit seul en Union soviétique le jour de Noël 1945. Sa visite fut gardée secrète au sein du gouvernement chinois, mais Chiang Kai-shek en informa le général Marshall.

Les discussions de Ching-kuo avec Staline, le 30 décembre, puis à nouveau le 3 janvier, se déroulèrent dans le contexte d'une avance continue de l'armée de Sun Li-jen et des premiers succès diplomatiques du général Marshall. Le KMT et le PCC avaient accepté la proposition de Marshall qu'un cessez-le-feu entre en vigueur le 10 janvier sur l'ensemble du territoire national. Les deux parties avaient aussi donné leur assentiment pour que le Comité politique consultatif (CPC) multipartite, sur la création duquel Chiang et Mao s'étaient mis d'accord en principe au mois d'octobre, soit réuni pour la première fois. Ces développements auraient dû accroître les chances que Ching-kuo et Staline puissent parvenir à s'entendre sur l'avenir de la Mandchourie, à condition toutefois

que le leader soviétique fût prêt à accepter autre chose qu'une mainmise communiste sur la région tout entière.

Dans sa note d'information à Staline, le ministre des Affaires étrangères, Molotov, émit un jugement dans lequel il se montrait très sceptique à l'égard du jeune ex-bolchevique :

> J'en arrive maintenant à Chiang Ching-kuo. De la même façon que Chiang Kai-shek essaie de manœuvrer entre les Etats-Unis et l'URSS, Ching-kuo, en tant qu'ancien membre du parti bolchevique voudrait aussi manœuvrer entre son père et nous, en prétendant qu'il est un véritable ami de l'URSS. Ching-kuo pourrait même aller jusqu'à critiquer son père. Chiang Kai-shek, cependant, n'enverrait jamais son fils s'il n'était pas sûr à 100 % qu'il poursuivrait les mêmes objectifs politiques que lui. Les gens proches de Chiang Kai-shek n'aiment pas son fils, non seulement parce qu'il fut dans le passé un homme de gauche, mais également parce qu'il est l'héritier politique. En réalité, Ching-kuo est très médiocre et ne peut même pas être comparé à un politicien manipulateur comme T. V. Soong. Conclusion : il est très peu probable que Ching-kuo soit autorisé à signer un quelconque accord avec nous. L'objectif de son voyage à Moscou est de parler et peut-être de préparer la visite de Chiang Kai-shek lui-même[39].

Molotov précisa dans sa note que Ching-kuo chercherait à obtenir l'« aide morale et politique » de Staline contre le « danger croissant de la gauche » (le PCC) et son soutien pour inciter les troupes communistes à cesser leur combat pour le contrôle de la Mandchourie et de la Chine du Nord, comme le gouvernement nationaliste s'efforçait de le faire. Le ministre prédit que Ching-kuo laisserait entendre que le gouvernement nationaliste était prêt à certaines concessions concernant le rôle futur des Etats-Unis en Chine. Il rappela les propos confidentiels de Ching-kuo selon lesquels, en échange d'un règlement global, le gouvernement nationaliste interdirait aux Américains d'investir des capitaux en Mandchourie et que, dans toute la Chine, les Etats-Unis ne bénéficieraient d'aucun privilège qui ne serait pas en même temps consenti à l'Union soviétique. Le jeune envoyé, estimait Molotov, contesterait le bien-fondé de tout nouveau délai dans l'évacuation des troupes soviétiques de Mandchourie[40].

Molotov recommanda que Staline exige en réponse le départ immédiat de Chine de tous les Américains, la reconnaissance par Nankin de la République populaire de Mongolie et une gestion conjointe, à 50/50, de toutes les anciennes entreprises japonaises de Mandchourie. Il suggéra que Staline essaie de gagner du temps sur la question de l'évacuation des troupes, en expliquant que des avant-postes seraient encore nécessaires pendant deux ou trois ans pour protéger les lignes de chemin de fer et les citoyens soviétiques[41].

Au cours de leurs conversations, Ching-kuo demanda effectivement à Staline son arbitrage entre le KMT et le PCC et affirma que les relations entre les deux partis pourraient retrouver le même degré d'étroite coopération qui avait existé entre eux en 1923-1924[42]. Ching-kuo fit allusion à l'idée d'une Chine neutre à l'égard tant de l'URSS que des Etats-Unis et à un relâchement des liens avec Washington[43]. Toutes les troupes américaines, promit-il, partiraient de Chine dès qu'elles auraient accompli la mission qui leur était assignée de désarmer et de rapatrier les Japonais. Comme prévu, il réitéra la promesse conditionnelle, à laquelle Molotov s'était référée, d'exclure de Mandchourie les activités économiques américaines[44]. Il évoqua peut-être, allant plus loin encore, la ligne politique suggérée par le Generalissimo dans sa lettre du 13 novembre à Ching-kuo, qui envisageait que le gouvernement du KMT puisse ne pas imposer son contrôle militaire sur l'ensemble de la Mandchourie.

Dans sa réponse, Staline déclara que le KMT et le PCC devraient coexister sinon le KMT deviendrait encore plus corrompu ; que la politique de la «porte ouverte» des Etats-Unis n'était qu'un instrument au service de l'invasion impérialiste ; et que la Chine nationaliste semblait amicale à l'égard de l'Union soviétique mais lui était en fait hostile. Si une telle attitude perdurait, mit en garde le dirigeant soviétique suprême, la relation ne pourrait se poursuivre en l'état. Les Etats-Unis, accusa-t-il, voulaient se servir de la Chine comme d'un instrument mais ils sacrifieraient les intérêts chinois si cela leur paraissait nécessaire. Il ne souhaitait pas intervenir dans les affaires intérieures chinoises ; l'URSS désirait avoir de bonnes relations avec ses voisins mais la présence continue de troupes américaines en Chine ne faisait qu'empirer la situation. L'Union soviétique pourrait aider la Chine à établir une industrie lourde en Mandchourie et à développer l'économie du Sinkiang, mais

à l'impérative condition que la Chine fasse en sorte que plus un seul soldat américain ne soit autorisé à rester dans le pays[45].

Concluant sur un ton plus conciliant, Staline affirma à Ching-kuo que, si les militaires américains se retiraient de Chine, il engagerait le PCC à trouver un terrain d'entente avec le Generalissimo et à soutenir le gouvernement du KMT. Ching-kuo répondit qu'il pensait obtenir l'approbation de son père à ce sujet en échange d'un geste soviétique convaincant. Staline proposa une rencontre avec le Generalissimo, quelque part sur la frontière, pour discuter de toutes ces questions[46].

Entre les réunions avec le dictateur soviétique, Ching-kuo trouva le temps de marcher le long de la rivière de Moscou, qui était alors gelée, aux endroits mêmes où, avec Deng Xiaoping et leurs petites amies, Feng Fu-neng et Chang Hsi-yuan, il avait l'habitude de se promener. Il remonta la rue Volkhonka jusqu'au vieux bâtiment du numéro 16. Là, vingt ans plus tôt, ses amis et lui avaient commencé leur magnifique et romantique aventure, persuadés qu'ils étaient de pouvoir changer la Chine et le monde. Regardant les escaliers de l'entrée, il aurait pu voir dans l'encadrement de la porte le fantôme de ce révolutionnaire passionné qu'était Karl Radek. Il y avait beaucoup de semblables fantômes errant dans les rues de Moscou.

■

Le 14 janvier, Ching-kuo revint à Chungking, Faina l'accueillit à l'aéroport, mais au lieu de rentrer chez lui il alla immédiatement faire un rapport à son père. Chiang Kai-shek ne fut guère impressionné par la proposition de Staline de mettre d'abord les Américains à la porte de la Chine et de chercher ensuite un compromis avec les Soviétiques en Mandchourie. Malgré ses difficultés avec les Américains, Chiang n'était alors pas disposé à échanger une généreuse assistance américaine contre de vagues promesses de Staline.

■

L'échec de la politique de conciliation de Ching-kuo à l'égard de la Russie dans l'espoir d'obtenir sa collaboration suscita des critiques acerbes au sein du KMT. T. V. Soong adopta une attitude de « totale indifférence » sur cette question et le ministre des Affaires étrangères, Wang, celle d'une « extrême discrétion[47] ». Après son retour à Ch'ang-ch'un, Ching-kuo s'aperçut que son ancien mentor de Nanch'ang, l'officier de renseignements Wen Ch'ang, avait été nommé là pour

diriger les opérations de Tai Li dans la région. En 1995, Wen, alors très âgé, nia avoir reçu des instructions pour surveiller étroitement les activités de Ching-kuo en Mandchourie[48]. Toutefois, le passé trotskiste du jeune Chiang, son expérience russe et sa réputation de prosoviétique le rendaient particulièrement suspect aux yeux des éléments du KMT qui voyaient partout des conspirations soviétiques. Les ennemis de Chiang au sein du parti étaient maintenant en droit de faire porter le blâme de l'insuccès de la politique à l'égard de la Russie sur sa décision de donner à son fils la responsabilité principale dans ce dossier. En conséquence, le rôle de Ching-kuo en Mandchourie diminua considérablement. A la fin du mois de janvier, Chang Kiangao rapporta que la méfiance et la suspicion entre les Chinois et les Soviétiques augmentaient chaque jour[49].

Le 22 février, les frères CC organisèrent une autre série de protestations antisoviétiques de vaste ampleur à Pékin et dans d'autres villes. Des étudiants détruisirent les bureaux du journal communiste de Chungking et ceux de *Hsinhua* («quotidien de la nouvelle Chine») puis pénétrèrent de force dans l'ambassade soviétique. Le secrétaire du Corps des jeunesses dans l'Ecole des jeunes cadres de Ching-kuo à Chungking, Ts'ai Hsing-san, avait l'intention de faire participer les étudiants de l'école aux manifestations. Dès que Ching-kuo entendit parler de ce projet, il ordonna à Ts'ai d'y renoncer. De telles protestations, assurait Ching-kuo, n'auraient aucune influence significative sur l'Union soviétique ou les communistes chinois mais causeraient seulement des ennuis au gouvernement[50]. Comme Ching-kuo l'avait prédit, des officiers russes en Mandchourie présentèrent de nouveau les manifestations comme des preuves que le KMT était derrière les prétendues activités antisoviétiques en Mandchourie. Ces activités, alléguaient-ils, menaçaient l'ordre public et empêchaient, de ce fait, de donner satisfaction à la demande des nationalistes.

Au début du mois de mars, le gouvernement chinois demanda le retrait immédiat de toutes les forces russes de Mandchourie. Devant une telle décision, le général Marshall et d'autres responsables américains pensèrent que le gouvernement de Chiang avait fait le choix d'une politique d'occupation militaire totale de la Mandchourie et de l'élimination de toutes les forces communistes[51]. Il était tout aussi

clair que le PCC poursuivait l'objectif exactement inverse. Immédiatement après le cessez-le-feu du 10 janvier, d'importantes forces communistes chinoises continuèrent de se déployer en Mandchourie[52]. A la mi-mars, les troupes de Lin Biao étaient largement supérieures en effectif aux 137 000 hommes des forces gouvernementales qui se trouvaient dans la région. Le 27 mars, les Soviétiques informèrent le ministre chinois des Affaires étrangères qu'ils auraient quitté la Mandchourie à la fin du mois d'avril.

Entre-temps, le Conseil politique consultatif de la République de Chine avait adopté une résolution exigeant une enquête sur les politiques de Hsiung Shih-hui et de Chiang Ching-kuo sur la question de la Mandchourie. Les attaques sur Hsiung faisaient également état d'accusations selon lesquelles il se serait approprié certaines antiquités précieuses du Nord-Est et les aurait rapportées par bateau dans 150 valises. La résolution demandait que Hsiung soit destitué et que soit mis fin aux «négociations locales», c'est-à-dire, en fait, aux responsabilités de Ching-kuo[53]. Certains délégués critiquèrent même le voyage de Ching-kuo à Moscou[54].

Le Generalissimo déclara publiquement que son gouvernement s'efforçait de parvenir à un accord raisonnable dans le Nord-Est et que le peuple chinois ne devait pas être induit en erreur par des «suppositions sans fondement[55]». Il ordonna que la responsabilité des négociations avec les Soviétiques au sujet de la Mandchourie «revienne au gouvernement central», c'est-à-dire qu'elle soit transférée de Ch'angch'un au ministère des Affaires étrangères. C'était une victoire pour T. V. Soong et un désaveu pour Ching-kuo. Au même moment, toutefois, Chiang reprocha à Ch'en Li-fu d'avoir organisé les récentes manifestations d'étudiants[56].

Le 15 avril, un jour après que les Soviétiques eurent évacué Ch'angch'un, les forces communistes chinoises, qui étaient déjà dans la ville, l'occupèrent entièrement. Selon les termes du Livre blanc: «Il s'agissait d'une violation flagrante de l'ordre de cesser les hostilités… Elle rendit les généraux communistes chinois victorieux en Mandchourie particulièrement confiants et beaucoup moins enclins à accepter un compromis, mais (elle)… renforça (également) considérablement le pouvoir des groupes ultraréactionnaires au sein du gouvernement[57] ».

Les communistes s'emparèrent également des villes du nord de la Mandchourie, notamment de Harbin, qui comptait 800 000 habitants et n'était située qu'à 500 kilomètres de la frontière russe. Globalement, toutefois, la situation militaire, vue de Nankin, redevenue la capitale du pays, paraissait prometteuse. La nouvelle 1re armée de Sun Li-jen continuait d'avancer régulièrement au nord de Moukden[58]. Au printemps, la nouvelle 6e armée défit les communistes à l'est de Moukden et se joignit aux forces de Sun. Les deux armées entraînées par les Américains reprirent Ch'angch'un le 23 mai. Au début du mois de juin, elles franchirent la Sungari. Un autre cessez-le-feu – accepté en raison des pressions exercées par le général Marshall – sauva le siège de l'état-major de Lin Biao et permit de stabiliser le front le long de la Sungari pendant tout le reste de l'année 1946. Plus tard, Chiang Kai-shek avoua que ce fut sa «plus terrible erreur[59]».

De nouveaux courants idéologiques et politiques affectaient l'ensemble du monde et influençaient les esprits militants aussi bien à Moscou qu'à Nankin ou à Yenan. La guerre froide venait de naître. Le 5 octobre, Churchill proclama qu'un rideau de fer s'était abattu sur une Europe coupée en deux. Se sentant plus en confiance, le Generalissimo exigea l'évacuation par les communistes de certaines provinces et de certaines villes de Chine du Nord comme condition préalable à la conclusion d'un accord. Mao, évidemment, refusa.

■

Chang Kia-ngao estima que l'échec diplomatique en Mandchourie était non seulement dû au double jeu des Soviétiques mais également aux «radicaux du parti nationaliste qui, en attisant un mouvement antisoviétique et anticommuniste totalement déraisonnable, conduisirent finalement à la rupture des négociations sino-soviétiques[60] ». Chang ajouta que, étant donné la situation en Mandchourie et la puissance des Soviétiques, une victoire militaire du gouvernement national sur ce territoire était hautement improbable. En conséquence, conclut-il, Nankin aurait simplement dû signer le meilleur accord possible avec les Soviétiques et accepter temporairement une partition de facto de la Chine au niveau de la Grande Muraille[61].

Ching-kuo, pour sa part, était persuadé que si son gouvernement avait fait la preuve qu'il avait, d'un côté, le choix d'une solution militaire et, de l'autre, qu'il était prêt à accepter des concessions majeures

en faveur de Moscou, on aurait pu aboutir à un consensus, comme par exemple la partition «temporaire» de la Mandchourie. Bien que Ching-kuo fût dès lors contraint d'adopter un profil bas dans les affaires concernant l'Union soviétique, il restait, dans les coulisses, profondément impliqué. Il était encore le principal conseiller de son père sur la Russie et il se faisait toujours l'avocat d'une politique visant à garder la porte ouverte dans l'espoir de parvenir à de meilleures relations. Ching-kuo resta également en contact avec l'ambassade soviétique et, en avril ou mai, il rendit visite à l'attaché militaire soviétique, le général Roschin. Avec circonspection, Ching-kuo évoqua à nouveau l'éventualité d'une rencontre au sommet entre Chiang Kai-shek et Staline. Selon Roschin, Staline accepta l'idée. Il proposa que la rencontre ait lieu à Moscou et mit un avion soviétique à la disposition de Chiang, mais finalement rien n'aboutit[62].

Exemple anodin, mais significatif, de son espoir persistant d'un rapprochement avec Moscou: Ching-kuo envoya un message au général Wedemeyer, le 18 avril 1946, lui demandant de mettre à la disposition de l'ambassade soviétique, afin qu'elle puisse agrandir ses locaux, un hôtel de Nankin occupé par l'armée de l'air américaine[63].

■

Dans l'année qui suivit, la situation militaire allait s'inverser et la Mandchourie allait devenir le piège que redoutaient Chang Kia-ngao, Wedemeyer et beaucoup d'autres. Chiang Kai-shek, cependant, se sentit obligé de jouer son va-tout sur l'issue de l'affrontement en Mandchourie et, d'un point de vue politique, et même militaire, ce fut probablement une bonne décision. Toute autre solution aurait conduit à une Chine divisée et, vraisemblablement, à une guerre civile encore plus sanguinaire que celle, pourtant horrible, qui se produisit. C'eût été, de surcroît, un conflit dans lequel les Etats-Unis auraient pu être impliqués.

Critiqué pour l'échec de sa mission en Mandchourie, Ching-kuo vit sa position politique décliner. Au cours des deux années suivantes, on le vit peu. Cet effacement eut l'effet involontaire de minimiser sa responsabilité à l'égard des terribles débâcles économiques, politiques et militaires qui allaient survenir.

9
La défaite

Dans les premiers temps de la guerre civile, les effectifs des forces armées nationalistes passèrent de 3 millions d'hommes en août 1945 à 2,6 millions en 1946[1]. Réduire ces forces pour qu'elles soient plus efficaces avait été une recommandation prioritaire des Américains. Ching-kuo fut nommé, au ministère de la Défense à Nankin, responsable du bureau chargé de la démocratisation de l'Armée de la jeunesse. A la différence de la plupart des soldats démobilisés, qui se considéraient comme chanceux s'ils recevaient un petit pécule lorsque l'armée se séparait d'eux et les renvoyait à la vie civile, les anciens combattants de l'Armée de la jeunesse bénéficiaient de différents soutiens et d'un protecteur haut placé qui veillait sur leurs intérêts[2].

Ching-kuo institua une sorte de statut du GI pour ses soldats[3]. Les anciens de l'Armée de la jeunesse qui retournaient à la vie civile recevaient certaines faveurs – ils étaient, par exemple, avantagés pour obtenir un emploi dans l'enseignement – et constituaient donc un groupe important de partisans de Ching-kuo[4]. Ching-kuo et son père envisageaient également de faire des anciens combattants démobilisés de l'Armée de la jeunesse les unités d'élite de l'armée nationale de réserve[5].

Pour maintenir tous ses anciens combattants dans le cadre d'une force organisée, Ching-kuo créa une Fédération des soldats de l'Armée de la jeunesse qui possédait des sièges locaux à Pékin, Shanghai et dans d'autres grandes villes. Il espérait ainsi que ses jeunes «anciens» seraient capables de contrebalancer les activités politiques de la jeunesse procommuniste[6]. Le collaborateur de Ching-kuo, Hu Kui, qui avait toute sa confiance, devint le secrétaire exécutif chargé des opérations au jour le jour du Corps des jeunesses[7].

■

A Nankin, Ching-kuo vivait dans un hôtel militaire, rue Chungshan, l'avenue à trois voies où se trouvaient tous les bâtiments du gouvernement (à la fin des années 1990, cet hôtel fonctionnait encore sous le nom de Chungshan, c'est-à-dire Sun Yat-sen Guest-House). Son ancien secrétaire personnel, Ts'u Sung-ch'iu partageait une chambre avec lui. Pour un général de corps d'armée nationaliste,

c'était un arrangement particulièrement modeste. Les bureaux présidentiels, de même que le ministère de la Défense, étaient à quinze minutes à pied. Ching-kuo commençait sa journée par un jogging. Après une douche, il rendait visite à son père, qui préférait parler de Mencius plutôt que de la Mandchourie. Il passait de longues heures à son bureau au ministère et en voyages d'inspection du Corps des jeunesses et de l'Armée de la jeunesse dans tout le pays. Cet emploi du temps ne varia guère au cours des deux années suivantes.

Selon ses collègues, Ching-kuo choisit de vivre séparé de sa famille, qui résidait à Hangchow, à cause du temps considérable qu'il était obligé de consacrer à son travail et de ses fréquents voyages à l'extérieur de Nankin. Il souhaitait aussi protéger autant que possible ses enfants de l'attention et des prévenances dont les petits-enfants du Generalissimo auraient inévitablement été l'objet. Mais Ching-kuo rentrait régulièrement chez lui et, quelquefois, Faina et les enfants – un deuxième garçon, Alex, était né en 1945 – venaient à Nankin et résidaient avec le Generalissimo et sa femme, tous deux très attachés à ces très beaux enfants eurasiens.

Un aide de camp rapporta beaucoup plus tard qu'il avait emmené Alan, qui avait 12 ans, à la piscine ; il trouva le jeune garçon si entêté et si désobéissant qu'il lui donna une fessée[8]. Une fois au moins, le frère de Chang Ya-juo amena discrètement les jumeaux à Nankin pour qu'ils rencontrent Ching-kuo. Quelque temps après, ce dernier fit le serment, peut-être à son père mais plus vraisemblablement seulement à lui-même, de ne plus jamais voir les deux garçons. Bien qu'il continuât de pourvoir à leurs besoins par l'intermédiaire de Wang Sheng et qu'il établît plus tard avec eux une relation affectueuse à distance, d'une manière plutôt étrange, qui mérite d'être notée, il respecta ce serment pendant tout le reste de sa vie[9].

Dans la capitale du Chekiang, Faina se retrouva une fois encore dans une ville où elle ne connaissait personne. Elle vivait en Chine depuis dix ans, mais elle était encore une étrangère. Le dialecte de Ningpo, qu'elle parlait, était, toutefois, beaucoup mieux compris à Hangchow qu'à Kanchow ou à Chungking, et elle se fit quelques amies parmi les épouses des hauts fonctionnaires locaux. Elle se mit à la peinture chinoise et aussi au mah-jong, passe-temps que Ching-kuo n'appréciait guère[10].

Un de ses collaborateurs rapporta ultérieurement que Ching-kuo étant «honnête et non corrompu», sa femme ne disposait pour les dépenses du ménage que d'un budget limité et que M^me^ Chiang, sans le dire à son beau-fils, lui donnait assez fréquemment de petites sommes d'argent pour l'aider[11]. Malgré leurs longues séparations et, très probablement, les aventures occasionnelles de Ching-kuo avec d'autres femmes, Faina et lui semblaient former un couple uni et l'étaient aussi dans la réalité. A cette époque, Feng Fu-neng, son amour de jeunesse à Moscou, était mariée et vivait également à Nankin, mais rien n'indique que Ching-kuo et elle se soient jamais revus[12].

Peu de temps après la fin du conflit avec le Japon, Ching-kuo et son père rendirent une courte visite à Hsikou et prirent les dispositions nécessaires pour que la maison familiale et d'autres propriétés qui avaient été endommagées par la guerre soient restaurées. Alors qu'on avait une magnifique vue sur les montagnes depuis la tombe de sa grand-mère, la mère de Ching-kuo reposait sous un petit monticule de terre derrière un temple banal, à l'extérieur de la ville. Fidèle à la tradition, Ching-kuo demanda à un lettré d'écrire l'épitaphe. Son vieux professeur Wu Chih-hui accepta de le faire. L'inscription, «A ma défunte mère, l'admirable M^me^ Mao», évitait discrètement toute référence à sa relation avec Chiang Kai-shek[13]. Selon ceux qui assistèrent à la cérémonie, Ching-kuo versa d'abondantes larmes[14].

■

Ching-kuo se rendait fréquemment à Shanghai en raison de l'agitation étudiante, qui ne cessait de croître. Les anciens soldats de l'Armée de la jeunesse, qui se comptaient par milliers, et tout particulièrement les quelque 500 inscrits à l'université, constituaient sa meilleure arme pour contrer les activités des communistes sur le campus. Bien qu'il eût pu utiliser les organisations de masse dont il disposait pour intimider ses adversaires, il refusa tout recours à la violence. Le chef de la Fédération de l'Armée de la jeunesse à Shanghai à cette époque, Ch'en Chih-ching, raconta comment, en une occasion, Ching-kuo répondit à une grève étudiante, à l'université Fudan. Il appela à un rassemblement de masse des anciens de l'Armée pour la jeunesse qui étaient également étudiants pour exiger la reprise des cours. Les anciens se rassemblèrent comme prévu, mais un groupe important d'étudiants de gauche bloquèrent l'entrée de l'université. Au lieu d'ordonner aux

étudiants pro-KMT de passer en force, Ching-kuo leur demanda d'aller dans le parc Hungku, où il s'adresserait à eux. Dans son allocution, il insista sur le fait que c'étaient les communistes qui employaient la force pour empêcher les étudiants de se réunir sur leur propre campus. Leur attitude démontrait que, «dans le futur, [ils] aur[aient] beaucoup de travail à faire dans les universités».

En Mandchourie, la guerre continuait. Ching-kuo prit à nouveau contact avec Roschin en août et en octobre. Il contesta que le gouvernement nationaliste poursuivît une politique proaméricaine et, une fois de plus, il évoqua la possibilité d'une rencontre au sommet avec Staline[15]. En août, le président Truman prévint le Generalissimo que l'aide américaine ne serait pas renouvelée si d'authentiques progrès dans la voie d'un règlement pacifique n'étaient pas réalisés. En fait, des trêves, récemment respectées par les deux parties, prirent fin, et les troupes nationalistes s'emparèrent de deux villes clés dans le nord de la Chine, longtemps occupées par les forces communistes appelées maintenant l'APL. Les troupes de Lin Biao traversèrent la Sungari gelée et attaquèrent dans leurs campements d'hiver celles de Sun Li-jen, puis se retirèrent à nouveau au nord. En décembre 1946, Truman réaffirma la politique américaine de non-intervention dans la guerre civile chinoise. Les marines furent évacués de la Chine du Nord, et Marshall quitta la Chine pour devenir le nouveau secrétaire d'Etat. Avant de partir, il publia une déclaration blâmant les «réactionnaires» du KMT et les «radicaux» du PCC pour expliquer l'échec de sa mission.

■

Au cours du mois suivant, de tragiques événements se produisirent à Taiwan, qui illustrèrent la faiblesse fondamentale du KMT : le nombre considérable de politiciens et de fonctionnaires pour lesquels des postes influents constituaient d'abord un moyen de s'enrichir, et d'enrichir en même temps leurs familles et leurs collaborateurs. Le Japon s'était emparé de Taiwan à l'issue de la guerre sino-japonaise de 1895. En septembre 1945, les forces nationalistes, avec l'assistance d'équipes américaines en nombre limité, avaient débarqué sur l'île et pris le contrôle de son administration. Taiwan était devenue économiquement prospère sous les Japonais ; elle était autosuffisante sur le plan agricole et s'était dotée d'une industrie de base. Bien que ses

ports et ses réseaux de transport aient subi d'importantes destructions pendant la guerre, l'économie de l'île était dans une bien meilleure situation que n'importe quelle province de Chine. Néanmoins, les insulaires, à 98 % d'ethnie chinoise, n'avaient jamais totalement accepté la rude colonisation japonaise et ils accueillirent d'abord les nationalistes comme des libérateurs.

Le Generalissimo avait nommé comme gouverneur de Taiwan le général Ch'en Yi, âgé de 62 ans, son collaborateur depuis 1911. Un important groupe de continentaux accompagnaient Ch'en ; ils occupèrent les principaux postes politiques, administratifs et tous ceux qui concernaient la sécurité. Ils prirent aussi le contrôle des entreprises gérées par l'Etat et pratiquèrent immédiatement la corruption et l'enrichissement personnel. Le général Wedemeyer, qui fit tout son possible pour aider le gouvernement chinois, écrivit que les troupes nationalistes « s'étaient conduites comme des conquérants »[16].

Le 28 février 1947, des manifestations à Taipei à la suite de l'arrestation d'une vendeuse de cigarettes dégénérèrent en une grave rébellion. Ch'en Yi attribua la responsabilité de ce soulèvement aux membres projaponais de l'élite taiwanaise et aux éléments radicaux opposés à la rétrocession de l'île à la Chine. Chiang Kai-shek envoya à Taiwan une délégation de haut niveau afin de négocier avec les leaders locaux et de réorganiser le gouvernement provincial. La communauté taiwanaise, représentée par un Comité de règlement de Taipei créé à la hâte, adopta aussi une position modérée, abandonnant ses exigences antérieures concernant la suppression de l'état-major de la garnison de Taiwan et le désarmement des troupes nationalistes. Dans les rues, toutefois, des rebelles échappaient à tout contrôle, et certains extrémistes attaquèrent les bureaux du gouvernement, de la police et de l'administration militaire[17].

Le 9 mars, les troupes nationalistes exécutèrent des centaines de personnes dont les noms figuraient sur des listes dressées à cet effet et en fauchèrent des milliers d'autres dans les rues. Ces méthodes faisaient partie de la tactique traditionnelle de « pacification », dont l'objectif consistait à « tuer les poulets pour effrayer le singe ». (En 1995, le KMT présenta ses excuses pour la façon dont il avait traité l'« affaire » de février et admit le nombre stupéfiant de 18 000 à 28 000 morts.) Le 17 mars, le ministre de la Défense, Pai Ch'ung-hsi, à

la tête d'une délégation de dirigeants politiques et militaires, à laquelle Ching-kuo participait, se rendit à Taipei pour examiner la situation[18]. Après un séjour de trois semaines, Pai fit une déclaration dans laquelle il défendait la manière dont le gouverneur avait agi. Le 17 avril, l'ambassadeur américain donna au président Chiang une interprétation complètement différente du soulèvement. Quelques jours plus tard, Chiang remplaça Ch'en Yi par un gouverneur civil, mais il lui trouva une autre affectation.

■

Au début de 1947, bien que Lin Biao eût lancé plusieurs offensives victorieuses mais d'ampleur limitée sur l'autre rive de la Sungari, les forces du Generalissimo semblaient, d'une manière générale, conserver l'initiative en Mandchourie. En mars 1947, les nationalistes s'emparèrent de Yenan, la capitale de Mao. Ce moment représenta l'apogée de leurs succès dans la guerre.

Le KMT continuait, comme toujours, de se livrer à ses querelles internes. Un conflit pour savoir qui prendrait le contrôle de l'Institut politique central illustra la rivalité croissante entre la clique CC et Ching-kuo. Chiang Kai-shek avait nommé Ching-kuo président de l'institut en remplacement de Ch'en Kuo-fu, mais Ching-kuo refusa cette affectation après que les Ch'en «eurent poussé les étudiants à manifester contre sa nomination[19]». Sur le champ de la réelle bataille, Lin Biao rassembla 400 000 hommes, traversa la Sungari et lança une vaste attaque en juin. Repoussant la 1re armée de Sun Li-jen, très inférieure en nombre, les communistes s'enfoncèrent en profondeur dans le territoire nationaliste, saisirent une grande quantité d'équipements et de fournitures militaires et avancèrent dans la direction de Moukden. Tu Yu-ming contre-attaqua, utilisant avec efficacité sa suprématie dans les airs, et Lin Biao fut obligé de se retirer sur la Sungari. Les deux camps subirent de lourdes pertes dans cette campagne, mais il était évident que la puissance des communistes ne cessait d'augmenter.

Ching-kuo devint pessimiste à l'égard de l'avenir de la Mandchourie. Il ne critiqua pas Tu nominalement, mais il se plaignit en privé que les troupes envoyées en Mandchourie «n'avaient pas le soutien de la population et n'entretenaient pas de bonnes relations avec les forces armées locales». Finalement, Ching-kuo alla jusqu'à dire que

les troupes de Tu étaient « un fardeau » pour le gouvernement « plutôt qu'un atout[20] ».

Le 4 juillet 1947, le Conseil d'Etat adopta une résolution appelant à une mobilisation générale pour supprimer la « rébellion communiste ». Chiang réorganisa le commandement en Mandchourie et démit Tu Yu-ming de son poste de commandant régional[21]. En septembre, Mao diffusa sa directive ordonnant à l'APL d'adopter une stratégie offensive. Avec une alarmante rapidité, la situation militaire, de prometteuse qu'elle était, devint soudainement très sombre. Ching-kuo et ses collègues, de même que les spécialistes de la Chine les plus expérimentés du Département d'Etat, firent porter la responsabilité de ce retournement sur la corruption généralisée et l'incompétence des cadres de haut niveau du KMT, du gouvernement et de l'armée. Le désastre de Taiwan, dont Ching-kuo avait été le témoin direct, ne faisait que confirmer la pertinence de ce constat.

Les collaborateurs de Ching-kuo discutèrent une fois de plus entre eux de la nécessité de transformer le Corps des jeunesses en un parti politique qui serait une alternative au KMT corrompu. Ching-kuo écrivit une brochure intitulée « Nos suggestions pour le Corps », qui semblait évoquer cette possibilité. Au début du mois de septembre, le Corps des jeunesses tint son deuxième congrès national dans la station de montagne de Lushan. Avant que le congrès commence, les fidèles de Ching-kuo se réunirent dans sa chambre, sur le lieu du rassemblement, afin de discuter du concept de parti concurrent.

Ch'en Li-fu, les membres de la clique de Whampoa et d'autres dirigeants du KMT eurent vent de ces discussions et se précipitèrent dans le bureau de Chiang pour s'opposer à ce concept[22]. Bien que Chiang Kai-shek soit très mécontent du manque d'efficacité du parti ainsi que de ses ministres et de ses généraux, il n'était pas prêt à accepter la notion d'un parti concurrent. Devant l'attitude de son père, Ching-kuo retira la proposition, mais certains de ses partisans continuèrent à soutenir la création d'un parti du Corps des jeunesses. Les cadres du Corps soulevèrent cette question lors du congrès. Chiang Kai-shek monta sur l'estrade et affirma son autorité en des termes dénués d'ambiguïté : « Vous avez des idées tellement confuses ! … Je suis déjà le président du KMT. Est-ce que je peux, en même temps, prendre la tête d'un nouveau parti ?[23] »

Le Generalissimo poursuivit son intervention en se lamentant sur le fait que le KMT ainsi que le Corps des jeunesses « n'étaient que des coquilles vides, sans force réelle[24] ». Prenant le contre-pied de ce qui était proposé, Chiang ordonna la fusion du Corps des Jeunesses dans le KMT et la suppression de son comité exécutif séparé. Cette décision mit fin au bref statut officiel du Corps en tant qu'organisation théoriquement indépendante. Les frères CC et d'autres factions s'en réjouirent. En contrepartie, Ching-kuo devint membre des organes de direction du parti et fut, en outre, nommé vice-président, la présidence étant nominalement dévolue à Chiang Kai-shek, d'un comité central de formation au sein de l'état-major du parti[25].

Cherchant désespérément, pour faire pièce aux communistes, une réponse dans des organisations nouvelles, Ching-kuo conçut l'idée de créer des unités spéciales composées d'anciens de l'Armée de la jeunesse qui seraient appelées – dans le langage administratif ampoulé utilisé traditionnellement en Chine – les Brigades de la suppression de l'insurrection et de la reconstruction nationale. Elles étaient censées accomplir des tâches politiques dans les zones de combat, gagner les esprits et les cœurs et prévenir la perte du soutien populaire qui semblait inexorablement suivre le sillage de l'armée nationale. Le Generalissimo approuva le projet, et Ching-kuo commença de mettre sur pied un certain nombre d'unités en faisant essentiellement appel à des volontaires qui étaient des anciens de l'Armée de la jeunesse[26]. Ching-kuo devint officiellement le commandant de ces nouvelles brigades, mais la tentative était trop limitée, trop tardive, et les brigades n'eurent pratiquement aucun impact.

Les communistes reprirent leur offensive en Mandchourie, coupant à de nombreuses reprises les lignes de chemin de fer qui reliaient les villes principales. Les garnisons nationalistes comptaient de plus en plus sur la nouvelle compagnie privée de Claire Chennault, Civil Air Transport (CAT), pour les approvisionner. Chiang savait que, militairement et politiquement, il avait perdu l'initiative. Il se laissait aller de plus en plus souvent à des commentaires désobligeants sur les principaux officiers de son armée. L'énergie de la plupart des commandants, dit-il publiquement, était brisée et « leur moralité était douteuse ». Une fois, il exprima même de l'admiration pour la discipline et l'honnêteté des officiers communistes[27].

En décembre, alors que le pessimisme se répandait à Nankin, le vice-ministre des Affaires étrangères, George Yeh, dit à l'ambassadeur Stuart que les Soviétiques, récemment, avaient semblé plus conciliants. Le principal instrument de ce «rapprochement», selon Yeh, était un groupe d'officiers de haut rang du ministère de la Défense qui avaient été formés en Union soviétique et parlaient russe, Ching-kuo jouant, dans ce groupe, un rôle de premier plan[28]. Aux dires de Yeh, Ching-kuo et ses collègues prônaient un règlement politique avec l'Union soviétique, qu'ils considéraient comme «la seule solution possible», et recherchaient une «meilleure compréhension» avec l'Union soviétique pour réaliser cet objectif. Le général Roschin, l'attaché militaire soviétique, encourageait apparemment Ching-kuo et son groupe[29].

Après les revers militaires de la seconde moitié de 1947, Ching-kuo préconisa effectivement d'explorer cette possibilité avec Moscou. Le Generalissimo vit qu'une telle initiative pourrait au moins servir comme tactique pour faire pression sur les Américains. Cette arrière-pensée devint tout à fait évidente au début du mois de décembre lorsque le vice-président Sun Fo mit en garde publiquement les Américains sur le fait que s'ils ne fournissaient pas une aide importante au gouvernement nationaliste, celui-ci tomberait dans l'orbite soviétique[30]. A peu près au même moment, Ching-kuo affirma à Roschin que son père était maintenant prêt à prendre en considération les points soulevés par Staline pendant l'entrevue qu'il avait eue lui-même avec Staline en janvier 1946 et que le Generalissimo accepterait de se rendre à Moscou[31].

Le général Chang Chih-chung confia à Stuart que, lors d'un déjeuner qu'il avait eu le 19 décembre avec lui et Ching-kuo, Chiang Kai-shek l'avait autorisé à tâter discrètement le terrain avec Moscou pour savoir s'il serait possible de reprendre des négociations avec le PCC. Chiang lui avait également indiqué que Ching-kuo avait déjà fait une approche préliminaire à ce sujet par l'intermédiaire de l'ambassade soviétique[32]. Dans sa dépêche à Washington rapportant ces informations, Stuart émit l'hypothèse que Chiang essayait vraisemblablement d'éveiller l'intérêt des Américains en laissant entendre qu'il examinait cette possibilité d'une reprise des discussions avec Moscou. Stuart conclut que, étant donné que les communistes «étaient vainqueurs

sur tous les plans», il semblait «inconcevable» qu'ils «puissent accepter des pourparlers de paix[33]».

Le leader soviétique laissa sans doute échapper un petit rire quand il lut les dépêches de son ambassade à Nankin faisant état des ouvertures des Chiang. A ce stade de la situation, Staline, qui, semble-t-il, n'autorisa jamais qu'on y répondît, n'aurait tenu compte de ces ballons d'essai que si Mao en avait été d'accord[34]. Staline avait attendu ce moment pendant vingt ans. Maintenant, le temps était venu de presser le citron.

Le nouveau commandant des troupes nationalistes, le respecté Ch'en Ch'eng, n'avait pas plus tôt proclamé que le problème militaire en Mandchourie était résolu que Lin Biao s'empara de villes clés dans le Liaoning et établit une voie maritime avec Shanghai. Bien que les nationalistes eussent alors près d'un demi-million d'hommes dans la région, ils ne contrôlaient qu'un pour cent du territoire. Lin Biao fit une pause afin que ses troupes puissent s'équiper des armes américaines récemment capturées et s'habituer à leur maniement. Ch'en Ch'eng, prétextant la maladie, transféra son état-major à Ch'angch'un[35].

Le chef du Groupe de conseil militaire américain en Chine, le général de division David Barr, engagea Chiang à retirer ses forces du Nord-Est avant qu'elles ne soient anéanties. Si le Generalissimo avait effectivement sauvé le demi-million d'hommes et les énormes arsenaux qui se trouvaient en Mandchourie, l'issue de l'épreuve de force finale, la bataille de Huaihai, qui se déroula ultérieurement sous la Grande Muraille, aurait pu être différente. Chiang, toutefois, croyait encore qu'une pareille retraite serait le signe de la perte du «mandat du ciel» et qu'il était de loin préférable que ses hommes combattent jusqu'au dernier.

Au début de 1948, Staline savait que Mao Zedong serait en mesure, dans l'année à venir, de s'emparer de toute la Mandchourie. Une intervention directe des Américains sur le continent semblait maintenant hautement improbable. Pour le leader soviétique, la situation en Mandchourie ouvrait la perspective de l'avènement d'une autre révolution dans le monde. Une Chine communiste semblait maintenant inévitable, et cet événement capital serait un élément majeur dans l'instable «rapport des forces au niveau mondial[36]».

Dans le courant de cette même année, les scientifiques soviétiques informèrent Staline qu'ils feraient exploser leur première bombe atomique en 1949. Pour montrer sa force, l'Armée rouge imposa le blocus de Berlin-Ouest en juin, auquel les Alliés répondirent par un massif pont aérien. Les communistes tchèques éliminèrent le gouvernement démocratique à Prague, le Parti communiste malaisien commença sa guerre de guérilla contre les Britanniques et Hô Chi Minh et l'Armée populaire du Viêt Nam s'entraînaient dans les montagnes et attendaient l'arrivée de leurs alliés communistes sur la frontière nord du Viêt Nam. La rupture du maréchal Tito avec Staline constitua un revers majeur pour Moscou. Certains, en Occident, espérait que, in fine, Mao deviendrait un Tito chinois. Staline ne faisait pas totalement confiance à Mao, mais, dès 1948, il comprit que si sa stratégie globale réussissait, il ne pourrait pas traiter les Chinois comme il avait traité d'autres dirigeants communistes. La Chine serait « son partenaire et rarement, si elle l'était jamais, un simple pion[37] ».

■

Par un jour d'août caniculaire, Lin Biao procéda à la dernière inspection de son armée de 700 000 hommes. Tous étaient prêts, et même impatients, de lancer leur offensive contre l'armée nationaliste, retranchée à Ch'angch'un, à Moukden et dans quelques autres places fortes urbaines en Mandchourie. L'APL était bien équipée, et son moral était au plus haut. Contrairement aux unités des nationalistes, qui étaient essentiellement composées de soldats venus du Sud, trois des meilleures divisions de Lin Biao étaient formées de soldats d'origine coréenne résidant en Mandchourie[38].

Après avoir installé un régime communiste à Pyongyang en 1945, les conseillers soviétiques avaient rapidement mis sur pied une armée de Corée du Nord, importante et bien équipée. Entre 1946 et 1948, Kim Il-sung fut en mesure de fournir à l'APL 2 000 wagons de matériel de guerre et même quelques-unes de ses propres troupes, formées par les Soviétiques, sous l'appellation de « volontaires ». Le rôle crucial joué par la Corée du Nord comme base arrière stratégique et zone refuge pour l'APL fut un autre facteur, primordial, dans la bataille pour le Nord-Est[39]. Cette contribution historique à la cause du PCC explique que Mao, en 1950, envoya ses propres « volontaires » pour sauver Kim.

■

Sur la carte de la Chine en guerre, toute la partie située au nord du fleuve Jaune était maintenant presque entièrement tachée de rouge, à l'exception des principales villes et des corridors le long des voies de chemin de fer qui les reliaient. Pour de nombreux Chinois, toutefois, le pire ennemi n'était pas les communistes, mais l'inflation. Le coût de la guerre avait entraîné d'énormes déficits budgétaires et des spéculateurs, profitant du chaos, attisèrent les flammes de l'inflation. Les prix de gros, à Shanghai, furent multipliés par cinq entre septembre 1945 et février 1946 et encore par trente au cours de l'année suivante. Le gouvernement essaya tous les remèdes, y compris d'indexer les salaires sur le coût de la vie, de geler les prix et les salaires, et de rationner les produits industriels de même que les produits de consommation, mais rien n'y fit. Un sac de riz ordinaire valait 6,7 millions de yuans en juin 1948 et 63 millions en août[40].

Le 18 août, un décret du gouvernement obligeait tous les citoyens à remettre aux autorités tous les lingots d'or et d'argent qu'ils possédaient de même que leurs vieux billets de banque, les *fabi,* en échange d'une nouvelle monnaie appelée le yuan d'or. Le taux de change était fixé à 3 millions de *fabi* pour un yuan d'or. En même temps, Nankin prohiba les augmentations de salaires et de prix, et interdit les manifestations. Il y avait un espoir largement partagé, sinon une ferme croyance, que, cette fois, le gouvernement allait tenir parole et faire appliquer son décret avec rigueur. Les trois zones spéciales créées par le gouvernement pour exercer son contrôle étaient centrées sur Shanghai, Canton et Tientsin[41]. Shanghai constituait le test principal ; sa zone de contrôle incluait Nankin et les provinces du Kiangsu, du Chekiang et de l'Anhui. Si les réformes pouvaient réussir à Shanghai, elles réussiraient partout ailleurs.

Le 21 août, Chiang nomma O. K. Yu pour superviser le contrôle économique à Shanghai et lui conféra des pouvoirs de police. Yu appartenait à une riche famille d'hommes d'affaires de Shanghai et avait fait ses études aux Etats-Unis, à l'université du Michigan[42]. La nomination d'O. K. Yu était toutefois purement de convenance. Son adjoint était Ching-kuo. Personne ne doutait que ce serait lui qui aurait la responsabilité de cette opération. Chiang Kai-shek nota dans son journal : « Bien que je sache que cette affectation puisse conduire

Ching-kuo au ressentiment et puisse compromettre sa carrière, j'ai besoin de lui de toute façon. Il est la seule personne qui puisse mener cette tâche à bien[43].»

■

Ching-kuo arriva à Shanghai en août et se mit au travail. La presse de langue anglaise le décrivait comme «le général chargé de la guerre économique à Shanghai[44]». Sa première décision fut de demander à Wang Sheng de transférer à Shanghai la 6e brigade de la suppression de l'insurrection et de la reconstruction nationale. Quand elle fut sur place, Ching-kuo augmenta ses effectifs en lui adjoignant des anciens de l'Armée de la jeunesse. Il envoya d'autres brigades dans les trois provinces placées sous son autorité. Comme il ne faisait aucune confiance à la bureaucratie municipale, Ching-kuo nomma des éléments de la brigade dans les divers organes de sécurité de la ville, y compris la police de Shanghai, l'état-major de la garnison, la police économique et celle des chemins de fer[45].

Des notes précisant que les informateurs qui dénonceraient ceux qui transgressaient la loi recevraient 30 % de la valeur de ce qui serait confisqué, que ce soit de l'or, de l'argent, des devises étrangères ou des marchandises stockées se mirent à circuler[46]. Les citoyens pouvaient également donner des informations par écrit et les glisser dans les «boîtes à suggestions» placées au coin des rues. Des renseignements émanant du public commencèrent à inonder le bureau de Ching-kuo, situé dans le bâtiment de la Banque centrale, rue Chiuchiang[47]. Stimulés par ce nouvel état de choses, des groupes inorganisés de jeunes gens se précipitèrent pour compléter le travail de la police et de la brigade de Wang Sheng. Des détachements de contrôleurs, officiels et non officiels, se répandirent dans la vaste métropole, se livrant à des fouilles au hasard, à la recherche de marchandises stockées dans les marchés, les entrepôts et les usines, comparant les inventaires fournis avec les quantités existantes.

Ching-kuo et ses collaborateurs étudiaient les rapports qui faisaient état de pratiques illicites et, quand ils le jugeaient nécessaire, ordonnaient des descentes dans les établissements suspects[48]. Les contrevenants étaient rapidement jugés et condamnés à des amendes ou à des peines de prison. Les fonctionnaires corrompus reçurent les sentences les plus lourdes. Un tribunal criminel spécial condamna

à mort un secrétaire du ministère des Finances et deux officiers de l'état-major de la garnison[49].

David Kung, appartenant à la fois à la famille Kung et à la famille Soong, possédait une affaire d'import-export dans la ville (la Compagnie Yangtze) et ses pratiques commerciales lui avaient valu le surnom de Tigre de Nankin. Il était proche de Tu Yueh-sheng, le chef de la Bande verte, qui était lui-même affublé de plusieurs surnoms : Tu grandes oreilles, Yue-sheng les fruits [pour sa dilection particulière pour les fruits] et quelquefois également le Tigre de l'économie[50].

Indépendamment de sa position à la tête de la pègre, Tu détenait des postes importants dans la Banque de Chine, la Banque des communications et la bourse de Shanghai. Il avait, pendant longtemps, maintenu d'étroites relations avec T. V. Soong et H. H. Kung et était, selon la rumeur, un « frère de sang » de Chiang Kai-shek. Lorsque Ching-kuo arriva à Shanghai, Tu l'invita à dîner, mais le jeune Chiang refusa l'invitation. Tu n'était pas habitué à de telles rebuffades[51].

Wan Mou-lin était un autre « tigre ». C'était un disciple fidèle et un « neveu » de Tu qui avait réalisé d'énormes profits en spéculant sur le riz pendant l'occupation japonaise. Wan était, pour cette raison, surnommé le Tigre du riz[52]. Un peu plus tôt, l'une des équipes de la brigade de Ching-kuo avait arrêté le Tigre du riz pour avoir stocké illégalement cette denrée, fait monter les prix et s'être approprié illégalement des prêts du gouvernement sur les grains. D'une manière plus audacieuse encore, Ching-kuo arrêta le fils de Tu, Tu Wei-ping, pour spéculation, accaparement de marchandises et transactions illégales sur les stocks. Le même jour (3 septembre), il arrêta les dirigeants des filatures Sung Sin, de la compagnie de cigarettes Yung Tai Ho, des filatures Wing On (dans lesquelles T. V. Soong avait des intérêts), de même que les présidents de différentes guildes de marchands : de vêtements de coton, de papier, d'huiles comestibles et de riz. Les membres de la brigade composèrent une chanson qui disait : « Nous battons les tigres, nous n'écrasons pas les mouches ! » et furent rapidement connus sous le nom d'Equipes antitigres.

Ching-kuo engagea fermement les présidents des guildes à ordonner à leurs membres respectifs de « se défaire de leurs stocks de marchandises au prix que ces marchandises avaient sur le marché le 19 août ». La compagnie Wing On, par exemple, fut accusée de

conserver sa production de vêtements dans ses entrepôts après que le contrôle des prix fut entré en vigueur. A l'exception du jeune Tu et d'un ou deux autres, les hommes d'affaires furent libérés sous caution[53]. Le jour suivant, les arrestations d'hommes d'affaires en vue se multiplièrent[54]. Le 7 septembre, l'association des banquiers de Shanghai accepta de donner instruction à toutes les banques commerciales de la ville de remettre toutes les devises étrangères et tous les lingots d'or qu'elles détenaient au gouvernement central[55]. Ayant en sa possession des renseignements précis, Ching-kuo se rendit à Nankin et insista pour qu'on procède à l'arrestation du chef du département des devises étrangères du ministère des Finances, Tai Ming-lin. Tai, selon ce qui fut rapporté, impliqua un grand nombre d'autres fonctionnaires et de financiers qui se livraient à une contrebande illégale de devises et d'or entre les banques de Shanghai et Hong Kong[56].

Même la communauté internationale de Shanghai fut impressionnée. Le journal de langue anglaise *North China Daily News* («le quotidien de la Chine du Nord») observa, le 11 septembre, que: «L'expérience des trois dernières semaines, qui a montré aux masses qu'il est possible de faire entrer un certain degré de réalité dans la situation présente, a soulevé de considérables espoirs.»

Un mois après leur entrée en vigueur, les nouvelles réformes avaient stabilisé les prix de manière remarquable[57]. L'index des prix de gros n'avait augmenté que de 6 % pendant cette période[58]. Plus de 3000 profiteurs avaient été arrêtés. Ching-kuo, toutefois, en conclut que l'inflation n'était pas le problème fondamental. La seule façon pour le KMT d'inverser son déclin consistait à ne plus être le parti des nantis et de redevenir un parti attaché à la révolution sociale. Le 12 septembre, Ching-kuo s'adressa à un rassemblement de masse de 5000 anciens de l'Armée de la jeunesse dans le stade de Shanghai. Il chanta avec la foule une chanson intitulée *Les Deux Tigres* [version chinoise de *Meunier, tu dors*] et lança les slogans «A bas les profiteurs et les spéculateurs», «Faisons la révolution», «Déracinons les forces corrompues!» L'assistance répondit avec enthousiasme.

Ching-kuo fit clairement comprendre que son véritable objectif ne consistait pas seulement à faire baisser les prix, mais plutôt à mettre un terme à la distribution inégale des richesses dans tout le pays.

Alors qu'il ne fit qu'une seule allusion aux «bandits communistes», il concentra son intervention sur les pillages des riches:

> Nous avons dû combattre un ennemi étranger… les impérialistes… maintenant nous avons des ennemis chez nous… des tyrans locaux et des notables malfaisants dans les zones rurales et, dans les zones urbaines, des spéculateurs et des profiteurs[59]… les nouvelles politiques économiques promulguées par le gouvernement ne sont pas simplement des lois et des décrets, mais elles ont été conçues pour un changement social révolutionnaire et marquent le commencement de la mise en œuvre du principe du bien-être du peuple. La stabilisation des prix n'est qu'une expression technique; notre objectif est de mettre un terme à la distribution inéquitable de la richesse. Pour être plus précis, nous devrions empêcher les riches de devenir plus riches alors que les pauvres deviennent plus pauvres[60].

Il rejeta les critiques prétendant que, en raison de ses contrôles, des usines pourraient fermer: «Ceux qui peuvent se permettre d'acheter du parfum et de manger beaucoup de porc sont très peu nombreux. Ce n'est pas très important si le porc et les parfums disparaissent des marchés. Tant que les gens ne meurent pas de faim, ce n'est pas très important si tous les grands magasins et les grands restaurants ferment leurs portes[61].»

Dans son journal, Ching-kuo exprima son dégoût des riches d'une manière encore plus marquée: «Leurs richesses et leurs maisons de style étranger sont bâties sur les squelettes des gens ordinaires[62].» Il donna l'assurance à la communauté des affaires que le gouvernement continuerait de protéger la propriété privée et d'encourager l'entreprise privée, mais il dénonça en même temps les «prétendus économistes qui proclament»: «si nous voulons résoudre les problèmes économiques nous devons adopter un point de vue économique». «Ces gens ont tort,» affirma-t-il, «l'organisation économique dépend des forces sociales et politiques[63].»

A ce moment de sa vie, Ching-kuo lisait encore des ouvrages marxistes: un dimanche matin, un de ses collaborateurs le trouva dans le jardin de sa maison, située 2, rue Yits'un, en train de lire *Œuvres choisies* de Lénine en russe[64]. Ching-kuo rédigea également des

slogans pour des affiches qui apparurent sur les murs de la ville. Sur l'une d'entre elles était écrit « A bas le capital des familles riches ! » Ce slogan fut généralement interprété comme une allusion aux Quatre Familles (les Soong, les Chiang, les Kung et les Ch'en), si bien que Ching-kuo en changea la formulation pour « A bas le capital bureaucratique ! », qui appartenait également au langage gauchiste[65].

Le slogan clé, celui qui avait la préférence de Ching-kuo, était : « Faisons la révolution, combattons sur deux fronts. » « Faisons la révolution », expliquait-il, signifiait mettre en pratique les directives de Sun Yat-sen, soutenir Chiang Kai-shek et accomplir la révolution nationale sous l'égide des *Trois Principes du peuple*. « Combattons sur deux fronts » voulait dire, d'une part, s'opposer au Parti communiste, mais, d'autre part et en même temps, lutter contre les forces réactionnaires et corrompues au sein du KMT et contre les gangsters locaux[66].

Ching-kuo résuma de manière simple le défi auquel était confronté le peuple chinois : « La Chine est une grande nation avec d'abondantes ressources matérielles et humaines. Si on peut les utiliser au mieux grâce à des gouvernants capables, non seulement la Chine pourra devenir plus forte, mais elle pourra aussi diriger le monde[67]. » Le moment de vérité approchait à grands pas. Le succès ou l'échec de leur campagne, dit-il à ses amis, « déterminerait la destinée de la nation… et aussi celle de [leur] groupe[68] ».

Dans le Nord, une défaite catastrophique pour le gouvernement nationaliste, inimaginable seulement un an auparavant, se profilait à l'horizon. La campagne Liaoshen, lancée par l'APL pour vaincre les nationalistes dans le Nord-Est, s'accélérait de manière inquiétante. Mao publia une liste d'« ennemis du peuple » condamnés à mort qui, bien sûr, incluait Chiang Ching-kuo, Chiang Kai-shek, et tous les Soong et les Kung, à l'exception de Ch'ing-ling. Le nombre de communistes infiltrés dans la ville – agents, organisateurs, agitateurs – était considérable ; ils sévissaient dans le propre bureau de Ching-kuo. Ce dernier, toutefois, ne dramatisait pas la menace de la subversion communiste. Dans ses remarques publiques, il continuait d'éviter l'invective politique contre les communistes, hormis quelques références de routine au terme de « bandits », utilisé pour les désigner. Il ne souhaitait en aucune façon répéter la purge lancée contre eux

par son père en 1927 à Shanghai. Plus significatif encore, il considérait qu'un tel pogrom se retournerait nécessairement contre ceux qui en auraient été les responsables[69].

Bien que Ching-kuo travaillât de longues heures, sept jours par semaine, dans la soirée, il se détendait en participant à des dîners animés avec ses amis. Quelquefois, l'un de ses anciens camarades d'université à Moscou, qui était socialement très agréable, Wang Hsin-heng (alors chef du Bureau militaire de renseignements), organisait des soirées auxquelles assistaient des vedettes de cinéma de Shanghai et des «demi-mondaines». Faina et les enfants venaient parfois en visite dans la maison de style occidental du 2, rue Yits'un, mais vivaient la plupart du temps à Hangchow. Selon ses proches collaborateurs, toutefois, Ching-kuo, pendant son bref séjour à Shanghai, n'eut aucune aventure extramaritale[70].

Ching-kuo obtint l'accord de son père pour mettre en œuvre les grandes lignes de sa politique et il tint informé O. K. Yu et le maire K. C. Wu. Mais, pour l'essentiel, il géra l'administration économique, financière et commerciale de la ville, ainsi que sa police, sans rechercher l'approbation de quiconque. K. C. Wu, diplômé de Princeton et proche de M^me^ Chiang, estima qu'il avait perdu la face et présenta sa démission à Chiang Kai-shek, qui ne l'accepta pas[71]. Un autre Wu de Shanghai, cependant, était très satisfait des résultats obtenus par Ching-kuo et l'encourageait à ne pas relâcher ses efforts : il s'agissait de son vieux professeur Wu Chih-hui. Un jour, un homme d'affaires, sur lequel une enquête était diligentée, vint au Bureau du contrôle économique avec une lettre écrite par Wu Chih-hui et adressée à Ching-kuo. Wu lui demandait de ne pas punir le porteur du message pour le crime économique dont il était accusé. Une demi-heure plus tard, une autre lettre de Wu arriva expliquant que l'homme d'affaires, une connaissance, avait menacé de se suicider si Wu n'écrivait pas à Ching-kuo. Wu engageait son ancien étudiant à ne pas tenir compte de la première lettre et à traiter ce cas selon la loi[72].

A la mi-septembre, pendant un bref moment euphorique, Ching-kuo eut le sentiment qu'il pourrait réussir en appliquant à Shanghai, puis dans la Chine centrale, l'ensemble des réformes populaires qu'il avait mises en œuvre à Kannan. Selon une dépêche de l'Agence centrale de presse, les travailleurs de Shanghai croyaient fermement

qu'«aussi longtemps que le "grand ami des petites gens" était là, à leurs côtés, ils pouvaient être assurés qu'ils ne seraient jamais exploités par les "spéculateurs de haute volée"[73].» La même agence rapporta toutefois que les «hommes d'affaires les plus en vue et les familles influentes» complotaient pour renverser Ching-kuo.

■

Robert Service, alors consul général américain à Hong Kong, informa Washington que Tu Yueh-Sheng, le chef de la Bande verte, était extrêmement irrité par l'arrestation de son fils. Pour démontrer à Ching-kuo que son héritier devait bénéficier d'un statut spécial, Tu fournit les preuves de crimes économiques commis à Shanghai dans lesquels les Quatre Familles étaient impliquées, de même que certains officiers supérieurs de la Chine du Nord[74]. Quelques jours plus tard, Service rapporta que T.V. Soong avait dépêché sa femme à Shanghai afin qu'elle persuade Ching-kuo d'adopter une attitude plus indulgente à l'égard du cas Wing On[75].

Ching-kuo parla à son père du problème du fils Tu, et, le 24 septembre, Chiang envoya un télégramme à Tu qui fut publié dans un journal de Shanghai, le *Shen Pao :* «Je vous serais reconnaissant de bien vouloir apporter votre aide à Ching-kuo dans son contrôle économique de Shanghai[76].» Cette demande semblait publiquement signifier que Chiang ne souhaitait pas intervenir pour faire libérer le fils de Tu. L'histoire est obscure mais, apparemment, après avoir reçu le télégramme, Tu vint voir Ching-kuo pour se plaindre d'être, avec son fils, particulièrement visé et il donna à Ching-kuo une liste de firmes qui stockaient illégalement des marchandises (y compris la Compagnie Yangtze de David Kung)[77].

Quelques jours plus tard, l'ami de Ching-kuo, Chia Yi-pin, frappa du poing sur le bureau de son patron : «Si Kung Ling-kan (David Kung) n'a pas violé la loi, alors qui l'a violée ?» Ching-kuo ne répondit pas, mais confia un peu plus tard à Chia : «Je ne peux pas être fidèle à mes idées aux dépens de la piété filiale ou l'inverse[78].» Chia retourna à son hôtel et écrivit à Ching-kuo une lettre de quatorze pages pour lui expliquer sa déception. «J'avais cru tout d'abord que le KMT était sans espoir, mais j'ai encore placé des espoirs en toi… Cette affaire m'a éclairé. Il sera dit que tu n'écrases que les mouches et que tu ne bats pas les tigres[79].»

Chia quitta Shanghai. Avant la fin de l'année, il prit contact avec le PCC et commença de collaborer secrètement avec les communistes[80]. Peu de temps après, grâce aux informations fournies par Tu Yueh-sheng, Ching-kuo fit inculper la Compagnie Yangtze de crime économique et fit arrêter certains employés de David Kung. Selon une version de l'affaire, qui en comporte plusieurs, Ching-kuo fit assigner Kung à résidence et, par courtoisie, en informa Soong Mei-ling. Elle se rendit immédiatement à Shanghai et organisa une entrevue avec Ching-kuo et son neveu. « Vous êtes des frères, aurait-elle dit aux deux cousins par alliance, vous n'avez aucune raison de vous combattre. » Kung laissa entendre que si Ching-kuo n'abandonnait pas ses accusations, il rendrait publiques des informations embarrassantes pour la famille Chiang et le gouvernement[81]. In fine, David Kung accepta un règlement dans lequel sa contribution fut très élevée puisque, selon la rumeur, il remboursa 6 millions de dollars américains au gouvernement. Il quitta Shanghai pour Hong Kong puis, plus tard, pour New York. Tu Yueh-sheng partit également pour Hong Kong. Peu de temps après son départ, son fils remboursa une somme substantielle au gouvernement et fut autorisé à fermer sa compagnie et à rejoindre son père. La compagnie Wing On mit sur le marché son important stock de coton à un prix inférieur de 25 % au prix d'achat. La famille qui possédait la plus grande part de Wing On, les Kwok, émigra aussi à Hong Kong[82]. Shanghai fut enfin débarrassée des Kung et des Tu. Mais, lorsque cela se produisit, les contrôles économiques de Ching-kuo, désorganisés, étaient devenus inefficaces, et l'opinion publique eut, dans sa grande majorité, le sentiment qu'il avait été contraint de capituler dans le cas de la Compagnie Yangtze[83].

■

Le contrôle des prix est difficile à maintenir dans une société capitaliste, même dans les circonstances les plus favorables. A moins de résoudre le problème fondamental de l'inflation – provoquée généralement par un déficit important du secteur public –, de tels contrôles sont appelés à échouer. Les réformes touchant à la monnaie, dans la Chine nationaliste, s'effondrèrent en six mois, y compris dans la seule zone où elles furent sérieusement appliquées : Shanghai. Le problème essentiel tenait à l'impossibilité de mettre en œuvre ce programme dans le pays tout entier[84]. Etant donné que les prix augmentaient rapi-

dement à l'extérieur de Shanghai, les commerçants et les particuliers venaient en masse à la ville pour acheter tous les produits sur lesquels ils pouvaient mettre la main. Bien que la récolte fût, cette année-là, exceptionnellement bonne dans le Kiangsu et le Chekiang, Shanghai connut une sérieuse pénurie de nourriture. Les matières premières, de la même manière, devinrent rares sur le marché étant donné que les entrepreneurs arrêtèrent leur production.

Dans les premières semaines de la réforme, la Banque centrale mit sur le marché 30 millions de yuans d'or en échange d'or, d'argent et de devises étrangères, mais, au fur et à mesure que l'optimisme déclinait, ceux qui avaient conservé leurs avoirs parurent avoir été plus avisés que ceux, appartenant pour la plupart aux classes moyennes, qui avaient respecté la loi et furent financièrement ruinés[85]. Les scandaleuses inégalités du programme devinrent également plus apparentes. Ceux qui possédaient des devises étrangères ou des lingots dans des banques étrangères d'une valeur supérieure à 3000 dollars étaient seulement obligés de les déclarer et non pas de les échanger. Cette mesure d'exception s'appliquait aux holdings de Hong Kong et renforça la prospérité des millionnaires comme les Soong, les Kung, les Kwok et les Tu. Ceux qui possédaient moins de 3000 dollars en avoirs financiers à l'étranger, somme qui représentait une fortune pour le Chinois moyen, n'avaient même pas à les déclarer. Le magazine *Shih yu wen* («Temps et culture») déplora le fait que l'ensemble du processus revenait simplement à «effectuer un changement purement nominal pour préserver un ordre ancien»[86]. Absolument rien ne fut fait pour répondre à la demande de Ching-kuo de réduire, par des mesures réformistes, les énormes disparités de richesse. A la fin du mois d'octobre, les médicaments, le papier-toilette, les tissus de coton, les cercueils, et d'autres produits avaient complètement disparu du marché[87]. Les enseignants, les membres des professions libérales, les petits entrepreneurs, qui n'avaient jamais eu auparavant l'idée de soutenir le Parti communiste commencèrent à penser que tout valait mieux que le KMT[88].

Au milieu de cette crise arrivèrent les terribles nouvelles de la guerre. Chinan, capitale de la province clé du Shantung, était tombée sans grande résistance le 24 septembre. Les quelques villes de Mandchourie que les nationalistes tenaient encore lâchaient pied. Le

nouveau commandant en chef en Mandchourie, Wei Li-huang, proposa de rompre le combat et d'évacuer ses armées par la mer jusqu'en Chine du Nord. Chiang lui ordonna de continuer à se battre. En sept semaines, Chiang Kai-shek perdit 400 000 hommes ; 140 000 s'échappèrent par bateau[89].

A la fin du mois d'octobre, Ching-kuo, qui s'inquiétait sur le sort de la Chine, reçut l'ordre de son père de se présenter immédiatement à Nankin[90]. Là, lors d'un conseil spécial, le gouvernement (Yuan exécutif) mit fin au gel des prix sur toute la Chine. Le décret mentionnait que, après consultation avec les commerçants, les prix seraient à nouveau gelés mais sur la base des coûts de production[91]. Cette annonce suscita quelques rires malgré ce contexte dramatique. Le jour suivant, le bureau de Ching-kuo publia un communiqué, signé par Ching-kuo lui-même, présentant ses excuses à la population de Shanghai et lui disant, ce qu'elle savait déjà, que sa mission avait été un échec. Il acceptait la responsabilité d'avoir accru plutôt que soulagé leurs souffrances, mais le communiqué était en fait plus une provocation et un défi qu'une contrition : « Je ne ferai pas porter à d'autres les responsabilités qui m'incombent… Je crois profondément que la direction que j'ai indiquée au sujet de l'avenir de Shanghai [référence à son discours du 12 septembre] est tout à fait correcte. Je souhaite sincèrement que les citoyens de Shanghai fassent appel à leurs propres forces pour empêcher des commerçants, des bureaucrates, des politiciens et des racketteurs dénués de scrupules de prendre le contrôle de Shanghai. Je crois profondément qu'un avenir brillant attend Shanghai[92]. » Immédiatement, les prix montèrent en flèche. Le 6 novembre, les produits courants à Shanghai coûtaient dix fois plus qu'en août[93]. Fonctionnant jour et nuit, les imprimeries produisaient en série les « yuans or » désormais sans valeur.

En novembre 1948, Harry Truman, à la surprise générale, l'emporta sur Thomas Dewey lors de l'élection présidentielle américaine, supprimant tout espoir d'un changement immédiat de la politique américaine à l'égard de la Chine. Quelques jours plus tard, les derniers soldats nationalistes se retirèrent de Mandchourie. En trois ans, Mao Zedong avait conquis la vaste région du Nord-Est et occupait la majeure partie de la plaine de Chine du Nord. Avec ses camarades, il passa à l'étape suivante : repousser les nationalistes jusqu'au Yangtze.

■

Ching-kuo essaya de convaincre son père de procéder à un changement complet de son gouvernement et de la hiérarchie militaire. Tout au contraire, Chiang refusa la démission du Premier ministre, Weng Wen-hao, décision que les proches de Ching-kuo interprétèrent comme un refus du président de toucher en quoi que ce soit à ceux qui le servaient[94]. Chiang Kai-shek semblait maintenant accepter que la défaite sur le continent était inévitable. Déjà, il projetait une retraite sur Taiwan, mais il allait prendre toute une série de mesures complexes pour que Mao ne puisse deviner son objectif ultime. Dans les jours à venir, la loyauté serait plus importante que jamais. Ce n'était donc pas le moment, estimait Chiang, de se débarrasser de ses fidèles les plus anciens comme les frères CC, la clique de Whampoa et sa belle-famille Soong. Il rétablit, toutefois, le département politique des forces armées, qui, sous la pression des Américains, avait été transformé en un département de l'information et, de manière non-officielle, mit Ching-kuo à sa tête. Celui-ci nomma à nouveau des commissaires politiques au niveau du bataillon.

Le 5 novembre, Ching-kuo retourna à Shanghai et rassembla ses camarades les plus proches. «Nous savons maintenant que nous avons échoué, leur dit-il. Je ne sais pas par contre où nous devrions aller et ce que nous devrions faire. Nous le saurons sans doute plus tard. A l'avenir, vous devriez maintenir votre discipline et prendre soin de vous. Je ne suis pas sûr que nous aurons l'occasion de travailler à nouveau ensemble[95].» Il pleura en disant adieu à ses amis.

La plupart des membres de son équipe se dispersèrent. Ching-kuo demanda à Wang Sheng de prendre la direction de la brigade du Sud. Les brigades restantes et différentes unités paramilitaires furent fondues en un nouveau Régiment de la jeunesse pour le salut national, sous la direction de Hu Kui. Les anciens de l'Armée de la jeunesse faisant partie de ce régiment ou appartenant à d'autres formations militaires fournirent un important contingent de nouveaux commissaires politiques affectés aux unités de l'armée nationale désignées pour être évacuées sur Taiwan[96].

■

L'APL marchait sur Hsuchow, situé à moins de 300 kilomètres de Nankin par chemin de fer. Chu Te Zhu De, devenu le commandant

en chef de toutes les armées communistes engagea 600 000 hommes dans ce qui fut appelé la bataille de Huaihai, l'un des plus massifs affrontements militaires de l'Histoire, qui s'étendit sur les provinces du Shantung, de l'Anhui et du Kiangsu[97].

La bataille fit rage pendant soixante jours. En tant que commissaire principal, Deng Xiaoping était l'officier de l'APL responsable au plus haut niveau dans cette campagne décisive[98]. Chiang Wei-kuo commandait un régiment de chars. Vers la fin de l'année, la plupart des forces nationalistes survivantes engagées dans la région de Hsuchow se rendirent ; quelques unités réussirent toutefois à gagner Nankin, y compris l'essentiel des chars américains M3-A1, placés sous la responsabilité de Chiang Wei-kuo. Les chars ne s'arrêtèrent pas pour défendre Nankin mais furent montés sur des trains ou sur des barges et gagnèrent Shanghai pour être évacués sur Taiwan[99]. La mission militaire américaine à Nankin tira la conclusion que « la position militaire du gouvernement national était telle qu'elle ne pouvait être rétablie[100] ».

Avant la fin de l'année, d'importants dirigeants du KMT et des officiers militaires de haut rang souhaitaient vivement que des pourparlers de paix s'engagent avec les communistes. Le vice-président, Li Tsung-jen, était le membre le plus en vue de cette faction qui demandait la paix. C'était aussi l'opinion de son vieux compatriote du Kwangsi, Pai Ch'ung-hsi, et d'un bon nombre de cadres du KMT, désireux de gagner du temps à défaut d'autre chose, qui réclamaient un cessez-le-feu et une reprise des négociations. Après la bataille de Huaihai, toutefois, Mao n'acceptait de parler que de la capitulation inconditionnelle du KMT.

10
Fin de partie

Au commencement de 1949, l'année du buffle, le Generalissimo refusait d'accepter qu'il ne possédait plus le mandat du ciel. Il trouva une consolation dans *Les Ruisseaux dans le désert* et de l'inspiration dans *L'Art de la guerre,* de Sun Ts'u, et particulièrement dans les chapitres sur la tromperie. Le stoïcisme, dont il avait toute sa vie été un adepte, ne l'abandonna pas, ni sa ténacité, ni sa croyance au destin. Confronté à la victoire des communistes, il croyait profondément, comme il l'avait cru après sa défaite militaire contre les Japonais, que, s'il pouvait effectuer un mouvement de retraite et survivre, le cours des événements, au niveau mondial, pourrait finalement tourner à son avantage. Mais il avait besoin de plusieurs mois pour accomplir un retrait sur Taiwan. Au même moment, Mao avait également besoin de temps pour remettre son armée en état avant le franchissement du Yangtze. Chiang, froidement, fit des plans pour sauver tout ce qui pouvait l'être, même si le prix à payer devait être considérable. Le transfert sur l'île, à travers le détroit, n'était plus maintenant qu'une question de timing et de tactique. Il conçut avec soin ses décisions politiques de manière à se détacher progressivement du continent, dont la perte était proche ; il chercha à gagner du temps et à compliquer, pour Mao, la conduite de la guerre.

L'optimisme et l'exubérance de Ching-kuo, qui étaient dans sa nature, réapparurent également. M^me^ Chiang étant alors en Amérique pour promouvoir la cause désespérée de la « Chine libre », son fils devint le seul réel confident du Generalissimo. En décembre, le comité central du KMT avait nommé Ching-kuo président de son Comité pour la province de Taiwan, mais il fut vite manifeste que Ching-kuo n'allait pas se précipiter à Taipei[1]. Cette situation anormale était une façon de rendre plus difficiles les spéculations du PCC concernant la destination finale de Chiang. Ching-kuo était toute la journée aux côtés de son père et passait également la nuit dans la vaste maison que Mei-ling avait fait construire dans les « montagnes pourpre et or » à l'extérieur des murs de la ville de Nankin.

Les grandes priorités, dans la planification de l'évacuation, portaient sur deux points : la sauvegarde et le transfert des trésors artistiques de la Chine, d'une part, et, d'autre part, la mise en sûreté et l'envoi à Taiwan de ses réserves en or et en devises étrangères. Avant l'attaque japonaise de 1937, le musée du Palais, à Pékin, avait mis en caisses la plupart de ses vastes collections et les avaient envoyées, d'abord à Nankin, puis à Chungking. Après la guerre, les conservateurs rapportèrent à Nankin ces pièces inestimables, dont beaucoup étaient vieilles de plusieurs milliers d'années. Un certain nombre d'entre elles furent perdues ou volées, dont les ossements de l'homme de Pékin, mais la collection était si vaste que ces pertes passèrent presque inaperçues.

Au début de janvier 1949, Chiang chargea Ching-kuo de contrôler l'envoi de la collection à Taiwan pour qu'elle arrive sans incident et en bon état. Quelques jours plus tard, Ching-kuo surveillait, sur le quai du port, les marins qui chargeaient dans deux frégates plus de cent caisses provenant du musée. De nuit, les bateaux quittèrent silencieusement leur mouillage et descendirent le Yangtze aussi vite qu'ils le purent. Sans s'arrêter à Shanghai, ils firent route, avec leur précieuse cargaison, directement vers le port de Keelung, situé dans le nord de Taiwan[2].

Ching-kuo se rendit ensuite secrètement à Shanghai pour entreprendre le premier transfert de lingots d'or, de pièces d'argent et de devises étrangères de la Banque centrale. Conformément aux instructions de son père, le premier envoi fut expédié par bateau à Amoy, dans la province du Fukien. C'était un autre stratagème de Chiang pour que Mao continue de se demander s'il restait sur le continent ou s'il était prêt à en partir.

Au début de l'année, les bâtiments de la marine et les navires commerciaux, remplis de réfugiés, faisaient la navette entre le continent et les ports de Taiwan, essentiellement Keelung et Kaohsiung, dans le sud de l'île. Un bateau coula et plus de 1 000 personnes perdirent la vie. Chiang ordonna à Chang Hsueh-liang et à sa compagne, M^lle^ Chao, de partir pour Taiwan. On leur trouva une maison pour les recevoir, ainsi que leurs gardes, dans la petite ville de Hsinchu, à 80 kilomètres au sud de Taipei[3].

Pour beaucoup, Taiwan n'était pas leur destination finale. Ceux qui avaient de l'argent en Amérique ou ailleurs à l'étranger avaient l'inten-

tion de gagner un refuge plus sûr et plus près de leurs avoirs. Ching-kuo envisagea brièvement d'envoyer sa femme et ses enfants à Hong Kong ou en Angleterre, mais il n'avait pas les moyens de le faire et il refusa d'accepter de l'argent des Soong[4]. Il savait en outre, et c'est le facteur essentiel qui motiva sa décision finale, que l'expatriation de sa famille serait un nouveau coup porté à la cause de son père, de plus en plus chancelante. Ching-kuo envoya un message à Faina, à Hang-chow, lui demandant de se préparer à partir rapidement. Il transmit des instructions à Chang Ching-hua, la grand-mère des jumeaux de Ya-juo. La famille Chang, qui comprenait la grand-mère, les jumeaux, l'oncle et sa femme ainsi que six ou sept enfants, se rendit à Foochow, où des officiers du département politique la mirent sur un bateau à destination de Taiwan[5].

Le 15 janvier, après un siège de courte durée, la ville de Tientsin se rendit à l'APL. Chia Yi-pin, qui, secrètement, envoyait maintenant des rapports au PCC, vint voir Ching-kuo à la guest-house Lichih à Nankin, et le trouva, à l'extérieur, derrière le bâtiment, en train de brûler des papiers. Chia lui demanda pourquoi il jetait au feu une pile de cartes d'invitation. «Nous n'allons pas inviter des gens à dîner», lui répondit Ching-kuo[6].

■

Le 19 janvier, Chiang Kai-shek présida son dernier conseil des ministres du gouvernement [Yuan exécutif] sur le continent. La majorité des présents suivit Li Tsung-jen lorsqu'il se fit l'avocat d'un cessez-le-feu et de pourparlers de paix. Le 21 janvier, Chiang annonça qu'il se retirait, mais, au grand désespoir de Li, il n'employa pas l'expression «se mettre à la retraite»[7]. En fait, il conserva son poste de directeur général du KMT[8]. Ce même jour, le Generalissimo et son fils, accompagné d'un entourage plus réduit que d'habitude, partirent de Nankin à bord d'un avion privé appelé *Mei-ling,* qui appartenait à M^me^ Chiang. Chiang Wei-kuo était à Shanghai, chargeant ses tanks sur des cargos et, à sa grande déception, son frère oublia de l'informer de l'abandon imminent par son père de sa fonction présidentielle et de son départ de Nankin. Il apprit ces nouvelles par les journaux[9].

En route, Chiang et sa suite s'arrêtèrent à Hangchow, où le gouverneur Ch'en Yi, dont la mauvaise gouvernance avait conduit au soulèvement de Taiwan et à sa sanglante répression en 1947, leur offrit

un banquet d'Etat. Ching-kuo ne souriait pas. Les jours de Ch'en Yi étaient comptés[10].

■

Avec Faina et les enfants maintenant à bord, l'avion de Chiang atterrit une fois encore sur une piste en herbe près de la montagne de l'Eléphant. Un convoi de voitures et de camions militaires emmenèrent à Hsikou le président «qui s'était retiré», Ching-kuo et sa famille, le reste de la suite et un détachement de gardes. Comme d'habitude, les villageois vinrent en masse sur le parcours du convoi et poussèrent des vivats lorsque les véhicules passèrent sous l'arche et descendirent la rue Wuling. Cette fois, cependant, hormis les enfants, la population du village natal de Chiang paraissait vraiment nerveuse. Le père, son fils et la famille de ce dernier passèrent la nuit à Fenghaofang. Faina mit les enfants au lit dans une chambre glacée du premier étage et prétendit qu'il s'agissait d'un voyage de vacances à Hsikou et non pas d'une fuite pour sauver leur vie[11].

Au petit déjeuner, le lendemain matin, son père informa Ching-kuo : «Nous allons rester ici trois mois.» Ce fut la durée exacte de leur séjour[12]. Chiang dit aussi à Ching-kuo de donner immédiatement des instructions à l'armée de l'air afin qu'elle construise un aérodrome à Tinghai, sur l'île de Choushan, pas loin de Ningpo et à moins de 150 kilomètres de Shanghai. Le Generalissimo pensait à l'organisation de la retraite imminente de son armée de cette vaste métropole. Le premier télégramme du jour annonçait que Pékin et 200 000 hommes s'étaient rendus sans combattre à Mao Zedong sur ordre du général Fu Ts'o-yi[13]. Ce même matin, dans les ruines du Palais d'été, à l'extérieur de l'ancienne capitale, Mao sirotait une tasse de thé vert et lisait des rapports sur l'arrivée de Chiang à Hsikou. Très probablement, le «président» sourit, se frotta le menton et s'efforça de prévoir quelles seraient les dernières décisions de son vieil ennemi.

■

Ching-kuo retourna à Shanghai pour superviser le dernier transfert d'or et d'autres avoirs détenus par la Banque centrale, cette fois-ci vers Taiwan. Chiang le mit en garde sur le fait que l'opération devait rester absolument secrète, étant donné que Li Tsung-jen voulait utiliser les réserves d'or comme monnaie d'échange dans ses négociations avec les communistes. Le 10 février, Ching-kuo, avec

l'aide d'anciens de l'Armée de la jeunesse qu'il avait recrutés comme chauffeurs et comme gardes, chargea pendant une partie de la nuit le reste des lingots sur un bateau amarré à un quai surveillé par les militaires. Avant l'aube, le bateau leva l'ancre et se dirigea vers Keelung[14]. La valeur totale des avoirs transférés était de l'ordre de 300 à 350 millions de dollars américains de 1949, soit environ 10 milliards de dollars de 1998[15]. Toutefois, lorsque Ching-kuo rendit compte de sa mission, le Generalissimo ne fut pas très satisfait. Il se souvenait qu'un énorme coffret rempli de diamants et d'autres bijoux, confisqués par le gouvernement pendant la guerre, était entreposé dans les coffres de la Banque centrale. Il envoya de nouveau Ching-kuo pour récupérer ce coffret. Pendant ce temps, le président par intérim, Li Tsung-jen, entendit dire que Ching-kuo avait filé avec tout le trésor de la Banque. Il en fut extrêmement irrité. Il ordonna à la Banque centrale de ne pas céder les bijoux et envoya à Hong Kong, avec les clés, le fonctionnaire qui avait la charge des coffres. Ching-kuo estima que la valeur des joyaux ne justifiait pas le risque de se confronter à Li et de faire face aux conséquences. Il revint donc à Hsikou les mains vides. Le Generalissimo ne dissimula pas sa colère : « Quand nous devrons payer les troupes à Taiwan, dit-il à Ching-kuo, chaque dollar comptera[16]. »

L'arrestation du gouverneur du Chekiang, Ch'en Yi, apparut comme une autre mesure préparatoire à l'exode vers Taiwan. Li Tsung-jen, qui n'en avait pas été averti, accusa Ching-kuo d'en avoir été l'instigateur. Ch'en, très surpris, fut envoyé enchaîné à Taiwan et fut rapidement exécuté, au prétexte qu'il aurait comploté avec les communistes[17]. Le véritable motif de Ching-kuo était vraisemblablement d'essayer d'atténuer le ressentiment des Taiwanais au sujet des massacres de 1947[18].

■

Au moment, à peu près, où Chiang et Ching-kuo arrivaient à Hsikou, Anastase Mikoyan, un membre influent du bureau politique du PCUS, rendit secrètement visite à l'état-major du PCC, près de Pékin. Les dirigeants communistes chinois prétendirent plus tard que Mikoyan, mandaté par Staline, incita Mao à ne pas rechercher une victoire totale de peur qu'elle ne provoque une intervention des Etats-Unis aux côtés des nationalistes et suggéra que l'APL n'aille pas

au-delà du Yangtze[19]. Le rapport de la réunion, présenté par Mikoyan à Staline, est maintenant disponible et ne corrobore pas cette version. En fait, Mikoyan conseilla à Mao de s'emparer sans délai de Shanghai et d'autres grandes villes et de constituer le nouveau gouvernement communiste. Dans un échange de lettres, Mao et Staline convinrent que les conditions de la paix offerte au KMT devaient être telles qu'elles ne puissent être acceptées et qu'ainsi la guerre révolutionnaire serait menée jusqu'au bout[20].

Dans le domaine de la politique étrangère, Mao réaffirma qu'il était disposé à aligner la position de la Chine sur celle adoptée par Moscou dans sa lutte contre l'impérialisme[21]. Mikoyan, de son côté, aborda la question de l'aide soviétique économique et militaire à la future Chine communiste[22]. Peu après, Mao annonça au monde que, dans l'éventualité d'une troisième guerre mondiale, les communistes chinois se rangeraient aux côtés de l'Union soviétique[23].

■

A Hsikou, Chiang passa l'essentiel de son temps sur la montagne du « Trou dans la neige » dans la maisonnette qu'il s'était fait construire vingt-huit ans auparavant, pas très loin de la tombe de sa mère. Quelquefois, il faisait de longues marches, vêtu de sa robe noire. Habillé de la même manière en « notable rural », Ching-kuo, habituellement, accompagnait son père. En plusieurs occasions, le père et le fils prirent ensemble le chemin du monastère. Quand on leur demanda ce que Chiang faisait au cours de ces journées, les membres survivants de son personnel répondirent : « Il réfléchissait[24]. » Rapidement, toutefois, Chiang commença de recevoir un flot de visiteurs, parmi lesquels des chefs militaires loyaux et des cadres anxieux de l'administration et du parti venant chercher des instructions. Un avion en provenance de Shanghai arrivait chaque jour à 5 heures du matin. Le commandant Konsin Shah, le jeune pilote et aide de camp du Generalissimo, était chargé d'accueillir les visiteurs et faisait office de factotum : pendant cette période, il ne put dormir que trois ou quatre heures par jour[25].

Ching-kuo demanda à plusieurs de ses collaborateurs, notamment Chia Yi-pin, Hu Kui et Ch'en Chih-ching, de venir à Hsikou, où il s'entretint avec chacun d'entre eux en privé. Ch'en lui dit qu'il tenterait sa chance et resterait. Ching-kuo lui donna quelques dollars

d'argent pour le passage au cas où il changerait d'avis[26]. Chia Yi-pin, qui avait secrètement retourné sa veste, craignait que Ching-kuo n'ait quelques soupçons à son égard, mais si ce fut le cas, il paraissait ne pas y avoir ajouté foi puisqu'il demanda à Chia de diriger l'équipe des officiers de réserve (en période d'essai), comprenant 10 000 hommes, qui devaient être formés comme chefs de compagnie ou de section dans le Fukien, avant leur évacuation sur Taiwan[27].

■

La politique des Etats-Unis, à cette époque, consistait à considérer qu'une Chine communiste était quelque chose d'inévitable et à espérer l'émergence éventuelle d'un régime chinois «à la Tito». Taiwan, cependant, continuait à présenter un dilemme moral et politique épineux. A la fin de 1948, les chefs d'état-major interarmées informèrent le Conseil de sécurité nationale (National Security Council, NSC) qu'une domination communiste sur Taiwan aurait des implications stratégiques «sérieusement défavorables» pour la sécurité des Etats-Unis. La Maison Blanche et le Département d'Etat souhaitaient également empêcher Taiwan de devenir une partie de la Chine communiste qui allait bientôt voir le jour. En même temps, les dirigeants américains étaient convaincus que le régime du KMT, qui avait échoué si lamentablement sur le continent, ne serait pas capable de défendre l'île, même avec une aide matérielle importante des Etats-Unis.

Les chefs d'état-major interarmées précisèrent au même moment que tout engagement déclaré de défendre Taiwan en faisant intervenir les forces américaines serait imprudent «aussi longtemps que perdurerait la disparité actuelle entre nos capacités militaires et nos obligations au niveau global[28]». De surcroît, et c'était un point non moins important, les alliés des Etats-Unis se seraient fortement opposés à une intervention américaine ayant pour but de soustraire Taiwan à la Chine communiste. Aussi, pendant toute l'année 1949 et jusqu'en juin 1950, les Américains prirent-ils diverses mesures politiques et économiques pour entraver le contrôle de l'île par les communistes, mais ils n'espéraient guère que ces manœuvres aient des chances de réussir[29].

A la poursuite de cet objectif, le Département d'Etat, au début de 1949, commença d'examiner différentes possibilités : remplacer le Generalissimo par une direction plus efficace et plus démocratique au sein du KMT ; encourager le mouvement pour l'indépendance de

Taiwan ou placer l'île sous un mandat de l'Onu. Le secrétaire d'Etat, Dean Acheson, en était arrivé à penser que si le KMT, même sans le Generalissimo, faisait la preuve qu'il était incapable de gouverner l'île de manière qu'elle ne tombe pas aux mains des communistes, les Etats-Unis seraient éventuellement prêts à envisager de développer «un mouvement spontané d'indépendance à Formose qui pourrait alors conduire, au sein des Nations unies, à un accord sur l'avenir de Taiwan et donc à l'approbation, par la communauté internationale, d'une intervention des Etats-Unis». Le diplomate américain affecté à l'examen de ces différentes hypothèses, Livingston T. Merchant, conclut que le gouverneur Ch'en Ch'eng, que les Américains considéraient encore d'un œil favorable, ne serait sans doute pas en mesure de mettre sur pied un gouvernement plus efficace et plus populaire que celui qui était alors en fonction. Sur la recommandation de Merchant, les responsables américains suggérèrent au président par intérim Li Tsung-jen, à Nankin, qu'il remplace Ch'en Ch'eng, comme gouverneur, par le général Sun Li-jen[30].

Sun était alors, à Taiwan, commandant de ce qui restait des trois divisions de l'Armée de la jeunesse de Ching-kuo déjà sur l'île et du centre de formation de l'armée, situé près de Kaohsiung. Le général recrutait des jeunes Taiwanais pour accroître ses forces, mais il ne disposait que de très peu de munitions, d'aucune mitrailleuse ni d'aucune artillerie. Au début du mois de mars, Sun Li-jen reçut une invitation du général MacArthur à lui rendre visite à Tokyo. Sun obtint l'autorisation de Chiang et s'envola pour le Japon. MacArthur, qui s'était déjà entretenu avec Merchant, dit à Sun que le gouvernement nationaliste était condamné. Si Sun prenait la responsabilité de la sécurité de Taiwan, lui confia le général américain, les Etats-Unis le soutiendraient. Sun répondit qu'il était loyal envers le Generalissimo. Quand il revint à Taiwan, il rapporta sa conversation avec MacArthur à Ch'en Ch'eng, qui se précipita à Hsikou pour en informer Chiang[31].

Quelques semaines plus tard, Sun traversa également le détroit pour rassurer le Generalissimo. Chiang lui dit : « Repartez pour Taiwan et continuez votre excellent travail de formation de l'armée[32]. » Le président par intérim Li, de son côté, avoua à l'ambassadeur Stuart qu'il n'avait pas le pouvoir de nommer Sun gouverneur ; seul Chiang Kai-shek, bien que «retiré», avait ce pouvoir[33]. Les Américains ne

donnèrent aucune suite à ce projet. L'épisode confirma, aux yeux de Chiang, ce qui était déjà évident : Washington cherchait désespérément à se débarrasser de lui. Cela le rassura également sur la loyauté de Sun Li-jen, mais, en même temps, il renforça sa surveillance et celle de Ching-kuo sur ce favori des Américains. Ces derniers l'avaient approché une fois, ils pouvaient recommencer.

Sun, en fait, continua de transmettre des informations très pessimistes aux Américains. En mai, il fit savoir aux fonctionnaires américains en poste à Taipei qu'on lui avait promis la position de commandant en chef des troupes au sol à Taiwan, mais que ce commandement n'incluait pas les troupes qui seraient évacuées de Shanghai et transférées à Taiwan. Sun précisa que, selon lui, Taiwan tomberait en raison des oppositions internes et du manque d'organisation, plutôt que par l'action d'un ennemi extérieur[34].

Les Américains étaient encore plus désespérés que Sun à l'égard de l'avenir de Taiwan, mais ils en étaient maintenant arrivés à la conclusion que toute tentative de se défaire du Generalissimo et de son entourage militaire avait très peu de chances de réussir. L'emprise des dirigeants du KMT sur les forces armées de Taiwan, grâce en grande partie aux commissaires politiques réintroduits par Ching-kuo, était trop forte. L'idée d'un mandat de l'Onu s'évanouit également. Chiang l'aurait certainement rejetée, les Soviétiques auraient bloqué cette initiative, et les Britanniques, ainsi que les autres alliés des Américains, auraient refusé de la soutenir. L'indépendance de Taiwan était encore plus irréaliste. Au milieu du mois de mars, la CIA estima qu'une rébellion taiwanaise victorieuse, dans un avenir proche, était « totalement impossible[35] ».

Pendant les quinze mois suivants, les événements qui se déroulaient en Chine eurent des conséquences de plus en plus marquées sur la politique intérieure américaine, si bien que les plus hauts responsables de l'administration Truman continuèrent de rechercher une solution pour sauver Taiwan sans intervention militaire directe des Etats-Unis. Le gouvernement des Etats-Unis poursuivait, toutefois, son aide économique et militaire à Taiwan et fournissait une importante assistance à la Commission conjointe pour la reconstruction rurale, un organisme intergouvernemental sino-américain visant à planifier et à coordonner le développement rural à Taiwan.

■

Au début du mois d'avril 1949, le général Chang Chih-chung conduisit une délégation nationaliste pour discuter, à Pékin, des conditions de la paix. Comprenant que le sort était scellé, il fit défection avec plusieurs autres délégués nationalistes, dont Shao Li-tzu, le secrétaire de Chiang et, apparemment, une taupe communiste de longue date, qui avait présenté le jeune Ching-kuo aux dirigeants communistes à Pékin, en 1925[36]. Chang Chih-chung avait été l'un des soutiens de Chiang en lesquels ce dernier avait le plus confiance, un politique expérimenté connu pour son intégrité et que Ching-kuo admirait pour cette raison. Sa défection était un sérieux coup porté au moral, déjà profondément déprimé, des nationalistes[37]. La trahison de Shao stupéfia également Ching-kuo et renforça sa crainte que des communistes se soient infiltrés parmi ses collaborateurs, menace que jusqu'alors il avait plutôt prise à la légère. Cette crainte fut encore avivée quand Ching-kuo apprit que Chia Yi-pin, avec lequel il avait parlé il y avait seulement quelques semaines, était passé dans le camp communiste avec ses 10 000 officiers en formation[38].

Li Tsung-jen était convaincu que Chiang, décidé à abandonner le continent, ne serait pas très satisfait si le gouvernement de Li se révélait capable de contenir les communistes sur le Yangtze. Un tel renversement de situation conduirait peut-être l'Amérique à modifier son attitude et à apporter à Li un soutien substantiel. Chiang Kai-shek, toutefois, avait bloqué cette possibilité en transférant à Taiwan les forces aériennes et navales et en envoyant à Shanghai un contingent important de troupes appartenant précédemment à l'armée centrale[39].

Le Generalissimo et Ching-kuo assistaient à une représentation d'un opéra de Pékin à l'école Wuling de Hsikou, lorsqu'un télégramme arriva annonçant que le général communiste Ch'en Yi (sans parenté avec le gouverneur KMT du Fukien), à la tête de l'APL, avait franchi le Yangtze sur une longueur de 200 kilomètres et s'était emparé de Nankin[40]. Li et son gouvernement s'enfuirent à Canton. Le jour même de la chute de Nankin, le sénateur républicain William F. Knowland soumit au Congrès une résolution demandant l'ouverture d'une enquête sur la politique étrangère américaine en Extrême-Orient. Quelques jours plus tôt, le sénateur Styles Bridges avait accusé

le secrétaire Acheson de « saboter les vaillants efforts des nationalistes chinois pour qu'une partie de la Chine au moins reste libre[41] ».

■

Le Generalissimo décida de quitter Hsikou, laissant planer le doute sur sa destination finale, le Fukien ou Taiwan. Le 24 avril, Ching-kuo dit au revoir à Faina et aux quatre enfants, qui se dirigèrent en voiture vers l'aérodrome de Ningpo. Le bébé, Eddy, avait de la fièvre. La famille, avec la loyale Ah Wang, monta dans un avion militaire et, pour la quatrième fois, s'enfuit devant l'ennemi. Ils atterrirent à Taichung, qui n'était alors qu'une petite ville, dans le centre de Taiwan. Le matin suivant, Ching-kuo, que son père accompagnait, rendit une dernière visite à la tombe de sa grand-mère. Ching-kuo alla seul sur la tombe de sa mère, puis gravit l'une des collines qui se trouvaient immédiatement derrière la petite ville. Pour la dernière fois, il contempla la terre magique de ses ancêtres[42].

Chiang et un petit groupe comprenant Ching-kuo, le commandant Shah, plusieurs secrétaires, un médecin et un détachement de sécurité réduit partirent de Hsikou en voiture. Parmi les quelques objets que Ching-kuo prit dans ses bagages figuraient un moule de l'inscription placée sur la tombe de sa mère et un livre de l'école Wuling sur l'histoire de la famille Chiang[43]. Le convoi passa rapidement la porte de Wuling et descendit la rue boueuse. Le Generalissimo ne se retourna pas. Ni lui ni Ching-kuo ne saluèrent non plus les habitants interloqués, qui levèrent la main dans un geste esquissé d'adieu[44]. La petite ville avait déjà perdu une grande partie de sa population, et tous les membres de quelque importance de la famille Chiang étaient alors en route pour Taiwan. La police locale et un grand nombre de gardes du Generalissimo, dont la plupart venaient du district de Fenghua, furent laissés sur place.

Alors que le groupe se préparait à monter dans une frégate amarrée au quai de la montagne de l'Eléphant, le Generalissimo aperçut le commandant Shah et l'apostropha : « Que faites-vous ici ? » Shah expliqua qu'il chargeait le bateau. « Retournez au village, lui ordonna Chiang, et trouvez un bateau à Shanghai pour transporter jusqu'à Amoy tous les membres de la police, les gardes et leurs familles. » Il est vraisemblable que Chiang Kai-shek n'avait pas pensé à tout le petit personnel qu'il avait abandonné à Hsikou, mais que Ching-

kuo le lui avait rappelé. Une fois à bord, le Generalissimo annonça pour la première fois qu'il n'allait pas à Taiwan ou à Amoy mais à Shanghai. Cette décision parut très surprenante à Ching-kuo et aux autres étant donné que la situation dans la ville était excessivement dangereuse[45].

Shah retourna à Hsikou et, par radio, s'arrangea pour qu'une barge de débarquement prenne à son bord les agents de la sécurité et leurs familles, ce qui représentait 400 personnes en tout. Shah prit ensuite un avion militaire pour Shanghai et vint voir Chiang, qui s'était installé, avec ses collaborateurs, dans un hôtel, rue du Père-Robert. Shah l'informa que l'évacuation de Hsikou avait été organisée, mais il demanda s'il ne serait pas mieux d'envoyer tous ces gens directement à Taiwan plutôt qu'à Amoy. Chiang continua de marcher de long en large dans son bureau puis finalement précisa : « Ch'en Ch'eng fait face à des difficultés politiques. » Shah salua et retourna à Hsikou. Il comprit qu'envoyer le personnel de sécurité à Amoy faisait partie de la stratégie du Generalissimo visant à tromper les services de renseignements communistes sur ses véritables intentions et à donner à Ch'en Ch'eng le temps de renforcer les défenses de Taiwan et d'affermir le contrôle du KMT[46].

Chiang continua de recourir à cet artifice à Shanghai. Il prononça plusieurs discours annonçant que Shanghai serait un nouveau Stalingrad et prédisant une victoire totale en trois ans. Les troupes du général T'ang En-po et une armée de coolies abattirent des centaines d'arbres, y compris ceux du terrain de golf, creusèrent de vastes douves autour de la ville et érigèrent une palissade de trois mètres de hauteur faite de bambous acérés. Le consul général américain rapporta que des troupes « fortifiaient les toits des maisons et plaçaient des sacs de sable devant les bâtiments principaux et aux carrefours les plus importants… s'attendant apparemment à de sérieux combats de rues[47] ». Les diplomates américains ne remarquaient pas, toutefois, que des avions et des bateaux évacuaient la plupart des soldats de T'ang à Taiwan et à Tinghai, sur l'île de Choushan. Bien que Chiang ait souvent ordonné à des garnisons dans des villes déjà condamnées de tenir jusqu'à la fin, il n'avait aucunement l'intention d'agir ainsi à Shanghai. Mais il ne voulait pas que toute son armée se précipite, en même temps et en ce moment, à Taiwan.

Le 5 mai, Li Tsung-jen envoya une lettre personnelle au président Truman, blâmant Chiang pour le triomphe communiste en Chine et demandant le soutien américain pour son gouvernement. Washington refusa[48]. Ching-kuo considéra que la lettre de Li n'était qu'un «geste de flatterie à l'égard des étrangers[49]».

A Shanghai, pendant ce temps, les travailleurs qui, s'ils avaient eu de la chance, avaient reçu leur salaire sous forme de marchandises, remplissaient les rues, essayant d'échanger ce qu'ils avaient reçu pour ce dont ils avaient besoin. Des centaines de milliers de personnes encombraient les quais le long du Huangpu et le terminal de l'aéroport, à l'ouest de la ville. Devant cette situation chaotique, on ne pouvait que craindre une infiltration de grande ampleur des communistes à Taiwan. Les officiers politiques de Ching-kuo s'efforçaient du mieux qu'ils pouvaient de prévenir cette menace. Avant de monter sur un bateau ou un avion, chaque réfugié devait présenter un papier du département politique approuvant son évacuation[50].

Le 6 mai, le Generalissimo et Chiang prirent place à bord d'une frégate qui, très tôt, le matin suivant, descendit le Huangpu, très venté mais aux eaux presque stagnantes[51]. La 3e armée communiste s'était emparée de la ville historique de Soochow, sur le Grand Canal, et était à moins de 100 kilomètres, mais Chiang ne semblait pas pressé. Les espions du PCC qui suivaient la progression du bateau étaient interloqués. Il ne se dirigeait pas vers Taiwan, mais s'arrêta sur l'archipel de Choushan. Le Generalissimo passa calmement en revue les 125 000 hommes de troupe qui étaient venus de Shanghai sur l'archipel[52].

Le 15 mai, le Generalissimo demanda à Ching-kuo de retourner à Shanghai pour prendre les choses en main, pendant les derniers jours de la ville. Quand il arriva, Ching-kuo entendit le bruit des canons dans le lointain. Le Bund était rempli de réfugiés venus des villes voisines. Des cargos, surchargés de passagers entassés sur le pont, continuaient de descendre le fleuve. Ching-kuo rencontra les commandants de l'arrière-garde et leur donna ses dernières instructions : ils ne devaient pas tenter de dévaster Shanghai avant de quitter la ville[53]. L'arrestation et l'exécution publique de ceux qui étaient accusés de pratiquer le marché noir ou de ceux suspectés d'être communistes, ou qui l'étaient réellement, se poursuivirent jusqu'à la fin, mais cela ne

concerna apparemment que des dizaines ou peut-être des centaines de personnes, pas des milliers[54].

Le jour suivant, Ching-kuo partit pour les Pescadores (Penghu), situées non loin de la côte ouest de Taiwan, puis pour Foochow, où il discuta avec le gouverneur de la construction de forts – une autre fausse piste pour que les agents du PCC en fassent état dans leurs rapports[55]. De retour à Taipei, Ching-kuo s'entretint avec Ch'en Ch'eng de la manière dont s'était passé l'exode, du côté de l'arrivée. Fournir de la nourriture et un abri à des centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants et de soldats entassés dans les deux principaux ports paraissait une tâche insurmontable. Environ 5000 nouveaux réfugiés arrivaient chaque jour[56]. Ching-kuo passa aussi en revue, avec Ch'en et le général P'eng Meng-chi, la situation de la défense de l'île et les problèmes de sécurité intérieure[57].

P'eng était bien établi dans l'île, puisqu'il avait été le commandant militaire de Kaohsiung en 1945 et responsable du Corps de préservation de la paix après le soulèvement de 1947. Les 60000 à 80000 hommes dont il disposait étaient payés et nourris et étaient donc relativement disciplinés. Certains fonctionnaires américains du Département d'Etat le considéraient, toutefois, comme «l'une des plus fieffées canailles de l'armée chinoise[58]». On était alors au commencement de la période que les Taiwanais ont appelée la Terreur blanche. Ch'en Ch'eng avait déclaré la loi martiale, et le Corps de préservation de la paix de P'eng ainsi que d'autres organes de sécurité concurrents ne cessaient d'éliminer des personnes suspectées d'être soit des communistes, soit des indépendantistes taiwanais. Beaucoup de ceux qui avaient appartenu à l'Association étudiante de lecture de l'université nationale de Taiwan furent ainsi arrêtés et tués.

Pendant qu'il était à Taipei, Ching-kuo loua une maison pour sa famille au 18, Ch'angan East Road. La maison et le terrain appartenaient conjointement à la banque Hua Nan et à la First Commercial Bank. Les deux établissements offrirent immédiatement de lui vendre la propriété à un prix intéressant, mais il refusa. Lorsqu'il mourut, quarante ans plus tard, ni Ching-kuo ni sa femme n'avaient possédé, pendant toute leur vie, une quelconque propriété immobilière[59].

Le 22 mai au matin, à Taipei, le commandant Shah lut les rapports en provenance de Shanghai annonçant que la chute de la ville

était imminente. Il se précipita dans la pièce où se trouvait la radio et envoya un message urgent à Chiang Wei-kuo, qui était encore à Shanghai pour superviser l'embarquement de ses tanks. Wei-kuo fit le nécessaire pour que la mère de Shah et sa propre épouse puissent embarquer sur l'un des derniers bateaux pour Taiwan. Ching-kuo dit à Shah qu'il souhaitait retourner à Shanghai, bien que la ville fût maintenant complètement encerclée. Le 25 mai, ils décollèrent dans un C-47 et se dirigèrent vers Shanghai à travers le détroit. Alors qu'ils n'étaient qu'à vingt minutes de l'aéroport, la tour les informa que les troupes de l'APL entouraient le terrain d'atterrissage. Shah vira vers le Sud et entra en contact par radio avec la frégate du Generalissimo, qui se trouvait dans les parages de l'île de Choushan. Comme il en avait reçu l'ordre, Shah atterrit à Tinghai. Les troupes de l'APL entrèrent à Shanghai le jour même[60].

Pour la ville, ce fut une «douce fin». Les fonctionnaires du consulat général américain avaient prédit que Ching-kuo n'aurait de cesse de «démolir Shanghai et s'attellerait à cette tâche avec une particulière délectation, détruisant les services publics, les quais du port et d'autres infrastructures de la cité[61]». En fait, il ordonna que, dans la mesure du possible, elle soit laissée intacte. Après l'évacuation, les avions nationalistes, selon un rapport américain ultérieur, ne bombardèrent pas Shanghai au hasard, mais concentrèrent leurs attaques sur les dépôts de carburant et les terrains d'aviation, situés à la périphérie de la ville. Une évaluation effectuée par le même consulat général sur la situation économique de Shanghai, un mois après que Ching-kuo eut ordonné l'évacuation finale, montrait que les services publics fonctionnaient, que les stocks de carburant étaient suffisants pour une consommation de quarante jours et que les besoins essentiels de nourriture étaient couverts. Les quais n'avaient pas été détruits ; les usines n'avaient pas été rasées et les filatures de Shanghai disposaient même d'assez de coton brut pour fonctionner normalement pendant six semaines[62].

Le maire adjoint de Shanghai, Wu Shao-shu, ne s'enfuit pas de la ville lorsque l'arrière-garde de T'ang En-po la quitta. Il resta dans son bureau et remit aux communistes les dossiers et les listes des membres des organisations du KMT de la ville, dont le Corps des jeunesses et la Fédération de l'Armée de la jeunesse de Ching-kuo[63].

Wu devint conseiller du ministère des Communications de la République populaire, ce qui prouvait qu'il ne s'agissait pas d'une défection de dernière minute.

■

Alors que l'emploi du temps de Ching-kuo était trépidant, le Generalissimo continuait de s'attarder encore quelques jours sur l'île de Choushan, où les troupes de T'ang En-po creusaient énergiquement des tranchées. Chiang visita un temple dédié à Kuanyin, la déesse patronne de Taiwan, et deux monastères locaux célèbres. Il passait une grande partie de son temps en méditation. Ce comportement détaché, impassible et contemplatif en face du danger faisait partie de son charisme. Qu'il ait réussi à imposer cette image de calme résolution explique en partie pourquoi autant d'hommes, dans l'armée et le gouvernement, continuèrent à remplir leur devoir quand une défaite totale paraissait inévitable. Des milliers de soldats et d'officiers loyaux mouraient encore dans des combats pour ralentir l'avance de l'APL vers la côte faisant face à Choushan. Comme le rappela plus tard le commandant Shah : « Nous avions une foi aveugle en lui[64]. »

Lorsque la frégate présidentielle glissa silencieusement dans le port de Kaohsiung, le général Sun Li-jen était là pour accueillir le Generalissimo et son entourage. Le 25 juin, Chiang et Ching-kuo partirent pour Taipei afin de participer à une conférence cruciale sur la réorganisation des forces armées. Ching-kuo insistait pour procéder à des réformes immédiates, telle que la centralisation de toutes les affaires financières, y compris les salaires. Les commandants ne contrôleraient plus les fiches de paie de leurs propres troupes. Un remaniement plus essentiel de l'institution militaire devait toutefois attendre. Chiang s'installa à l'extérieur de Taipei, près du sommet de Grass Mountain (aujourd'hui Yangmingshan), dans une maison appartenant à la Compagnie taiwanaise du sucre, qui était une compagnie d'Etat. La demeure avait une vue superbe mais un léger défaut : le consulat général américain possédait une petite villa de week-end qui donnait sur le jardin. Dès que Chiang emménagea, les hommes de la sécurité chinoise érigèrent une haute palissade de bambou qui bloquait complètement la vue des Américains. Ils protestèrent, mais en vain[65].

■

Dans le domaine de la politique internationale, Mao apporta de l'eau au moulin de ceux qui mettaient en garde sur la menace très sérieuse que la Chine communiste représentait pour la position américaine en Asie et insistaient pour que Taiwan soit préservée et considérée comme une alliée majeure dans les conflits à venir. Renchérissant sur ses promesses appuyées de solidarité à Mikoyan et sur sa déclaration du 4 avril concernant une troisième guerre mondiale, Mao rendit publiques, et tout à fait explicites, les intentions de la Chine communiste de s'allier à l'Union soviétique dans un papier, publié le 30 juin et intitulé «Sur la dictature démocratique du peuple». Le peuple chinois, écrivit-il «doit pencher soit du côté de l'impérialisme, soit de celui du socialisme. Il n'y a pas d'autre option. On ne peut pas s'asseoir sur la barrière qui les sépare. Il n'y a pas de troisième voie[66].»

Le jour suivant cette publication, l'un des principaux lieutenants de Mao, Liu Shaoqi, quitta Pékin pour participer à une réunion secrète à Moscou. Cette visite fut une étape idéologique et politique particulièrement importante. Au cours de ces discussions avec Liu, Staline présenta un nouveau développement, de grande conséquence, de ses vues sur le monde. Il proposait une division du travail entre la nouvelle Chine socialiste et l'Union soviétique qui reposait explicitement sur un véritable partenariat et l'égalité des deux participants. Comme Staline l'expliqua à Liu, le centre de gravité de la révolution mondiale était passé de l'Europe à l'Asie, et la mission historique du Parti communiste chinois consistait à diriger la révolution anti-impérialiste en Asie[67].

Staline estimait qu'une troisième guerre mondiale était inévitable, une guerre qui devait porter un coup fatal à l'impérialisme et au capitalisme. L'Union soviétique avait besoin de temps, autant qu'il serait possible d'en avoir, pour devenir puissante, tout en s'efforçant de détourner l'attention de l'Amérique et d'affaiblir son système d'alliances. A cette fin, le dirigeant soviétique encourageait une attitude agressive des communistes chinois en Asie, qui opéreraient sous le parapluie soviétique sans directement impliquer l'URSS. Un objectif opérationnel déterminant de cette stratégie globale consisterait, pour la Chine, à rester isolée de l'Occident et à manifester une constante hostilité à l'égard de l'Amérique.

D'éclatantes victoires avaient mis Mao et Staline en grande confiance. Mais avec l'impasse de la guerre froide en Europe et une

menace nucléaire qui ne permettait aucune initiative, le point central du combat contre l'Amérique et ses alliés devait maintenant être déplacé en Asie. Dans ce contexte, l'alliance de l'Union soviétique et de la Chine était cruciale. Néanmoins, Staline rejeta la demande de Liu d'un appui naval et aérien direct en vue de la libération de Taiwan. Les impérialistes, mit-il en garde, se saisiraient de ce prétexte pour déclencher une guerre mondiale, à laquelle le camp soviétique n'était pas encore prêt. En contrepartie, il offrait d'importants équipements militaires et une assistance sous forme de conseillers, y compris pour mettre sur pied une force aérienne moderne. Un grand nombre de conseillers militaires soviétiques commencèrent d'arriver en Chine et des Mig soviétiques apparurent sur les aérodromes, près de Shanghai[68].

■

Tandis que Liu Shaoqi et Staline discutaient du nouveau partenariat sino-soviétique et que Kim Il-sung préparait son invasion de la Corée du Sud, Chiang Kai-shek s'efforçait d'obtenir le soutien des gouvernements anticommunistes dans la région. Le Generalissimo et Ching-kuo se rendirent à Baguio, aux Philippines, pour rencontrer le président Elpidio Quirino et, le 11 juillet 1949, Chiang publia un communiqué appelant à la formation d'une alliance anticommuniste en Extrême-Orient. Chiang évoqua également avec Quirino, de manière confidentielle, l'éventualité d'un transfert aux Philippines d'une partie des réserves d'or du KMT, au cas où cela se révélerait nécessaire[69]. Les deux Chiang allèrent ensuite à Canton pour rencontrer le président par intérim, Li Tsung-jen. Chiang Kai-shek déclara lors d'une réunion du comité central exécutif du KMT qu'il portait une grande responsabilité dans les défaites qu'ils avaient subies, mais que Canton devait tenir et qu'il était lui-même «prêt à périr avec la ville». Mais il rejeta l'idée de renvoyer les forces aériennes sur le continent pour aider à la défense de Canton[70].

Pendant tous ces voyages, Ching-kuo agissait comme l'assistant personnel de son père. Quand ce dernier était à Canton, Li Tsung-jen donna un dîner en l'honneur de son hôte. Li vit «Ching-kuo courir à droite et à gauche» pendant le repas. Le jeune Chiang, selon Li, inspectait les ingrédients et la préparation de chaque plat. «De toute évidence, conclut Li, il me soupçonnait de vouloir empoisonner son père[71].»

Le 7 août, le père et le fils vinrent en Corée du Sud voir le président Syngman Rhee, qui avait approuvé l'idée d'une alliance anticommuniste. Peu de temps après, le président Quirino effectua une visite à Washington et, conséquence de ses entretiens, lui-même et le président Rhee abandonnèrent ce projet. Ce fut aussi en août que le Département d'Etat publia son Livre blanc sur la Chine, qui faisait porter la responsabilité de la défaite du KMT sur le mécontentement populaire, l'incompétence et la corruption rampante du régime.

Le général Hu Ts'ung-nan était encore retranché dans le lointain Szechwan avec près de 300 000 hommes. Le 24 août, le Generalissimo et Ching-kuo se rendirent à Chungking pour voir Hu. Leur visite dura presque un mois. Un séjour aussi long en des jours aussi critiques donna quelque crédit au discours de Chiang, qui imaginait de se réfugier au Szechwan et dans les régions voisines[72]. Au même moment, Pai Ch'ung-hsi fut obligé de se retirer du Hunan et de se replier sur le Kwangtung et le Kwangsi.

■

En novembre, un total de 2 millions de personnes, militaires et civils, incluant les femmes et les enfants, avaient été transférées à Taiwan. Malgré cet accroissement de 20 % de la population et la prédiction des Américains, qui avaient parlé d'un désastre à venir, Ch'en Ch'eng et la Commission conjointe pour la reconstruction rurale augmentèrent la production agricole et il n'y eut ni pénurie de nourriture ni crise majeure en matière de santé publique. Ch'en dit aux fonctionnaires américains qu'il avait fixé une limite au nombre de réfugiés qui seraient acceptés, ce qui impliquait que beaucoup d'autres seraient venus s'ils avaient pu le faire. Il surveilla également la mise en œuvre de la première étape d'une réforme agraire progressive, mais de très grande ampleur, conçue par la commission. Au cours de ses vingt-trois ans de pouvoir sur le continent, le KMT n'avait jamais été capable de tenir, de manière significative, la promesse du Sun Yat-sen : « La terre doit appartenir à celui qui la cultive. » Des intérêts économiques et sociaux profondément enracinés avaient fait constamment échouer les efforts du parti pour promouvoir une réforme agraire. Mais à Taiwan, le KMT pouvait facilement redistribuer une terre qui appartenait à d'autres : des notables taiwanais, dont beaucoup étaient considérés, de toute

façon, comme projaponais. Il pouvait aussi vendre à des paysans pauvres les propriétés terriennes considérables possédées par des Japonais et qui avaient été expropriés par l'Etat. Ces terres représentaient 21 % de toutes les terres cultivables[73].

■

La première étape du programme de réforme consista, en août 1949, à décréter une baisse très importante des fermages. Son succès immédiat eut des conséquences politiques majeures en même temps qu'économiques et sociales. Au fur et à mesure que Ch'en Ch'eng, au cours des sept années suivantes, introduisit les autres éléments de la réforme agraire, les paysans taiwanais devinrent parallèlement d'importants soutiens du KMT. Les anciens propriétaires terriens qui, en échange de leurs terres, avaient reçu des obligations et des actions des entreprises industrielles d'Etat héritées des Japonais se transformèrent en une nouvelle classe capitaliste ayant tout intérêt à ce que la société connaisse une grande stabilité politique.

Ching-kuo ne joua aucun rôle officiel dans ces décisions économiques, mais, selon certains de ceux qui les prirent, il participa souvent à des réunions cruciales pour des questions comme la réforme agraire et en donna des comptes rendus à son père[74]. Plus tard dans l'année, Ching-kuo rencontra plusieurs des plus grands propriétaires terriens de Taiwan et les engagea à coopérer avec le programme de réformes. L'un de ceux-ci, Koo Chen-fu, rapporta ultérieurement que Ching-kuo lui rappela le patriotisme de la famille Koo et lui demanda de l'aider à persuader d'autres grands propriétaires à soutenir la réforme[75]. Il ne fait aucun doute que Ching-kuo encouragea le Generalissimo à aller de l'avant rapidement et énergiquement pour appliquer les réformes de Ch'en Ch'eng, qui étaient beaucoup plus vastes que celles qu'il avait lui-même été capable de réaliser à Kannan.

En septembre, Chiang Kai-shek nomma Sun Li-jen commandant en chef de la défense de Taiwan, une décision destinée en partie à faire plaisir aux Américains. Des dix divisions qui étaient placées sous le commandement de Sun, cinq avaient été à l'origine formées et armées par les Américains : les trois divisions de l'Armée de la jeunesse et les deux divisions de la 52e armée[76]. Sun, toutefois, confia aux Américains que Ch'en Ch'eng, en tant que commandant militaire régional, refusait de lui donner des fournitures suffisantes et lui ména-

geait son soutien. Il pensait, en conséquence, que les risques qu'une invasion à partir du continent puisse réussir étaient plutôt «bons». Les communistes, prédisait-il, pourraient débarquer 200 000 hommes en vingt-quatre heures grâce à une armada de 1 000 jonques, alors que seulement 60 000 de ses 300 000 hommes de troupe étaient des soldats capables de combattre[77].

■

Le 1er octobre 1949, Mao Zedong et son Bureau politique, debout sur les murs de la Cité interdite, proclamèrent la création de la République populaire de Chine (RPC). Parmi ceux placés au premier rang figuraient des dirigeants de second ordre du PCC comme Deng Xiaoping et Yang Shangkun, tous les deux anciens étudiants de Moscou; un contingent de non-communistes, dont Soong Ch'ing-ling; et plusieurs anciens fidèles de Chiang Kai-shek, les plus notoires étant les généraux Fu Ts'o-yi et Chang Chih-chung. Au troisième rang des notabilités se trouvaient certains amis des temps anciens de Ching-kuo, condisciples de Moscou ou rencontrés plus récemment; des gens comme Shao Li-tzu, sa femme et son fils, Ch'u Wu et Chia Yi-pin.

Quelques jours plus tard, l'indomptable Pai Ch'ung-hsi sortit de Canton et, avec ses forces épuisées, se retira dans le Kwangsi, où tout avait commencé pour lui et quelques-uns de ses soldats, un quart de siècle auparavant. Dans un discours qu'il prononça à Taipei, le 10 octobre (le «double dix», anniversaire de la révolution de 1911), Chiang Kai-shek dénonça l'impérialisme soviétique et promit de continuer à combattre les communistes jusqu'à la victoire. Cinq jours plus tard, Canton tomba. Quelques unités nationalistes s'échappèrent sur l'île de Hainan et la capitale fut transférée à Chungking, pas à Taipei.

Quelques événements encourageants se produisirent enfin. A la fin du mois d'octobre, l'APL, après s'être emparée d'Amoy, débarqua plusieurs milliers d'hommes sur Quemoy, mais les défenseurs nationalistes tuèrent ou firent prisonniers la plupart des envahisseurs. Une attaque de plus faible envergure sur l'île de Choushan échoua de la même façon. Puis, le 3 novembre, le consul général américain à Taipei délivra un important message diplomatique au Generalissimo en personne; c'était la première fois depuis 1948 que les Américains l'approchaient officiellement. L'objectif de cette

démarche, qui reflétait la panique récente de Washington à l'idée d'une perte imminente de Taiwan, était de choquer Chiang pour le ramener à la raison, de souligner «la mauvaise gouvernance de Formose» et le mécontentement actuel des Taiwanais de souche, et enfin de lui faire savoir que les troupes américaines ne viendraient pas à son secours. L'attitude américaine à l'égard de Formose, déclarait le message, «dépendrait largement de l'action du présent gouvernement chinois (KMT) pour établir une administration efficace qui s'efforcerait d'apporter à la population un plus haut niveau de bien-être dans les domaines politique et économique[78]».

Après l'entrevue, Chiang convoqua immédiatement Ching-kuo, Ch'en Ch'eng, K. C. Wu et quelques autres pour en discuter. La réunion dura jusqu'à «tard dans la nuit». Bien loin de considérer la démarche américaine comme une sanction, Chiang était extatique. Le message lui avait été délivré personnellement. Maintenant, dit-il, les Etats-Unis, une fois encore, «étaient désireux de traiter avec lui». Qui plus est, ils semblaient impliquer que si le Generalissimo mettait en œuvre des réformes suffisantes, l'Amérique pourrait modifier fondamentalement son attitude concernant son assistance à l'île. Chiang invita le consul général américain à venir le voir le 10 novembre et lui lut sa réponse, dont le ton «n'était pas celui de quelqu'un qui avait été averti, mais d'un partenaire de Washington dans une grande croisade pour sauver Taiwan». Bien sûr, assura-t-il au diplomate américain, tous les changements voulus par Washington seraient réalisés[79]. Ch'en Ch'eng indiqua aux Américains que le gouvernement chinois était disposé à essayer de mettre en pratique presque tout ce que les Américains voudraient bien suggérer[80].

Grandement encouragé par l'attitude des Américains, Chiang souhaitait leur démontrer qu'il n'avait pas encore abandonné le continent. Le 14 novembre, le commandant Shah étant aux commandes de l'appareil, il se rendit une nouvelle fois à Chungking par avion, accompagné de Ching-kuo[81]. La situation au Szechwan était visiblement sans espoir. Dans le Yunnan voisin, le gouverneur, Lu Han, un seigneur de la guerre, avait promis à Chiang et à Ching-kuo, en août, qu'il se battrait jusqu'au bout, mais il était en train de négocier sa reddition avec des agents du PCC à Hong Kong. Après l'arrivée du Generalissimo à Chungking, Pai Ch'ung-hsi s'échappa du

Kwangsi avec son armée et se réfugia au Vietnam. Un télégramme de Li Tsung-jen adressé à Chiang l'informa que le président par intérim allait se rendre aux Etats-Unis pour y suivre un traitement médical. Pendant son séjour à Chungking, Chiang envoya Ching-kuo dans une zone encore tenue par les nationalistes dans les montagnes du Sikang voisin. «Dis-leur de mourir d'une mort honorable et de ne jamais se rendre», lui commanda-t-il[82].

Au retour de sa mission, Ching-kuo pressa son père de quitter Chungking avant qu'il ne soit trop tard. Mais ce dernier refusa, alléguant qu'il attendait de pouvoir donner des instructions au général commandant l'arrière-garde, qui combattait encore quelque part, sur la manière de conduire sa retraite. Plusieurs jours plus tard, le général vint recevoir ces instructions[83]. Le jour suivant, Chiang et Ching-kuo se rendirent au siège du conseil militaire et le trouvèrent désert. Tous les fonctionnaires provinciaux s'étaient enfuis. A cause d'une masse de réfugiés de plus en plus dense, la voiture du Generalissimo ne put atteindre sa résidence de Old Eagle Rock. Les Chiang furent obligés de faire la fin du trajet à pied[84]. Cette nuit, ils purent entendre des bruits de fusillades. Le commandant Shah réveilla tout le monde avant l'aube et ils prirent la direction de la base aérienne.

Le Generalissimo ordonna au commandant de la base, le général Tu Chang-ch'eng, de faire sauter l'escadron de P-47 qui se trouvaient sur le terrain s'ils ne pouvaient s'envoler ailleurs. Dès les premières lueurs de l'aube, Chiang et sa suite décollèrent pour Ch'engtu. Le jour suivant, le général Tu arriva à Ch'engtu et expliqua que le mauvais temps et l'APL étaient arrivés, de manière inattendue, au même moment et que les chasseurs avaient malheureusement dû être abandonnés[85]. Quelques jours plus tard, Deng Xiaoping entra à Chungking, une ville qu'il n'avait pas revue depuis qu'il était parti pour la France, vingt-neuf ans auparavant. Il en devint le maire et commissaire politique du commandement militaire de la région.

A Ch'engtu, Ching-kuo et son père se recueillirent sur la tombe du père biologique de Wei-kuo, Tai Chi-tao, qui s'était suicidé. Le 8 décembre 1949, le gouvernement nationaliste, finalement, fut officiellement transféré à Taipei (de même que l'ambassade américaine). Le 16 décembre, alors que les forces de Deng Xiaoping étaient dans les faubourgs de Ch'engtu, le Generalissimo et sa suite

s'envolèrent dans un DC4, chargé d'une grande quantité de carburant. Le commandant Shah servait de navigateur. La couverture de nuages empêchait tout repère au sol, et il n'y avait plus aucune station de radio en service pour fournir une direction. Shah dirigea l'avion à l'aveugle, en essayant de deviner la vitesse et l'orientation du vent. Tandis que l'avion continuait de ronronner au-dessus du vaste territoire maintenant contrôlé par les communistes, la nuit tomba. A 21 heures, il y eut un trou dans les nuages. Shah put voir le sol et reconnut les contours indécis de l'île de Pingtan, située non loin de la côte du Fukien. Il se rendit auprès des passagers et dit au Generalissimo qu'ils atterriraient à Taiwan dans vingt-quatre minutes. La navigation «au pifomètre» de Shah avait évité la catastrophe. Chiang, toutefois, répondit simplement par un signe de tête et ne lui dit aucun mot de remerciement[86].

■

A Taipei, un débat interne opposait certains membres du KMT. Ch'en Li-fu et d'autres anciens du parti engageaient Chiang à reprendre ses fonctions de président. Chiang Ching-kuo, au contraire, soutenait avec force qu'il ne devait pas prendre une telle décision. Selon lui, si son père redevenait président, le président par intérim, Li Tsung-jen, ne manquerait pas, au cas où Chiang ne réussirait pas à obtenir le soutien des Etats-Unis, de lui faire porter la responsabilité de cet échec. Chiang se rangea à l'opinion de son fils[87]. Il prit une autre importante décision, celle de nommer K. C. Wu, l'ancien maire de Shanghai, gouverneur de Taipei. Wu, discrètement et en privé, pressa les Américains de s'engager à lui fournir une aide, de manière à renforcer sa position – et, affirma-t-il, celle du Generalissimo contre la droite dure du KMT, qui s'opposait aux réformes. Sun Li-jen appuya également ce qui apparut comme un appel orchestré aux Américains pour obtenir de l'aide. Et cet appel était le fait de ceux auxquels ces mêmes Américains témoignaient leur confiance. Le consul général des Etats-Unis, après une autre conversation avec Sun, rapporta que les choses s'amélioraient grâce au général et que, «en ce qui concernait la défense de l'île, la situation globale pouvait être décrite comme plus encourageante que deux mois auparavant[88]». De la même façon, l'inflation était maîtrisée, 2000 Taiwanais avaient été nommés aux niveaux moyens et inférieurs du service public de la

province et K. C. Wu promulgua une réglementation pour que des élections locales soient organisées.

■

Il était temps de prendre un peu de repos. Chiang et son fils se rendirent au lac du Soleil et de la Lune, un endroit remarquable pour sa beauté, situé dans les montagnes du centre de Taiwan. Peu de temps après leur arrivée, un télégramme leur apprit la chute du dernier carré tenu par les nationalistes sur le continent. Le Generalissimo resta silencieusement assis pendant une heure, puis il se leva et dit à son fils : « Allons marcher dans la montagne. » Faisant signe aux gardes du corps de ne pas les suivre, ils allèrent jusqu'à la lisière des bois, et Chiang s'assit encore pour une longue période de méditation. Plus tard, un pêcheur local les emmena sur le lac dans une barque à rames. Le Generalissimo jeta un filet. Comme il le ramenait vers la barque, il vit qu'il avait pris un gros poisson. Le pêcheur, sans doute porté à l'hyperbole par les circonstances, s'exclama qu'en vingt ans il n'avait jamais attrapé un poisson aussi gros. « C'est un bon présage », dit Chiang[89].

■

Il y eut d'autres présages. L'essai de la bombe atomique soviétique sembla plus terrifiant aux yeux de la plupart des Américains que les dangers posés par la récente guerre mondiale. Les discours et les actes de Mao ne firent que confirmer qu'une Chine rouge massive et totalitaire, alliée à l'Union soviétique, ne pouvait qu'être une menace pour l'Amérique et ses alliés. La nouvelle « corrélation entre les forces mondiales » apparut clairement lorsque, le 16 décembre, après un voyage glacial de dix jours dans l'ancien train blindé de Chiang Kai-shek, Mao Zedong arriva à Moscou pour rencontrer le grand leader à la fois du puissant bloc sino-soviétique et du mouvement communiste international. Aux Etats-Unis, les efforts de M^me^ Chiang, agissant au nom de son mari, étaient soutenus par le lobby chinois, dont l'agressivité n'avait jamais été aussi forte – un amalgame disparate et officieux d'hommes politiques, d'hommes d'affaires, de groupements d'intérêts, de médias conservateurs, d'individus isolés, d'officiers à la retraite et de beaucoup d'autres qui étaient partisans de la position de Chiang Kai-shek. Œuvrant dans le même sens, MacArthur, depuis Tokyo, bombardait les chefs d'état-major interarmées

de télégrammes soulignant l'importance déterminante que revêtait la défense de Taiwan, dont il fallait à tout prix empêcher la chute rapide. Le secrétaire à la Défense, Louis Johnson, faisait tout ce qu'il pouvait pour modifier la politique à l'égard de Taiwan, y compris en tenir M^me^ Chiang informée. A l'approche de la fin de l'année, les chefs d'état-major interarmées des Etats-Unis révisèrent leur position et recommandèrent que les Etats-Unis fournissent à Taiwan une aide de faible ampleur sous forme de matériel militaire, mais ils réitérèrent leur opposition à tout envoi de troupes américaines sur l'île[90]. Le secrétaire d'Etat, Acheson, rejeta cette recommandation, arguant qu'une telle aide donnerait à Moscou de trop belles occasions de se livrer à une excellente propagande diplomatique[91]. Malgré quelques améliorations dans la préparation de la défense de Taiwan, le jugement de la CIA et du Département d'Etat restait inchangé : les communistes chinois s'empareraient de Taiwan avant la fin de 1950[92].

Deuxième partie

L'île

11
Une conséquence involontaire

Peu de temps après s'être installé à Taiwan, Ching-kuo créa à Kaohsiung un Comité d'action politique pour essayer de coordonner les myriades d'opérations de renseignement et de police secrète dont l'île faisait l'objet depuis 1949[1]. Hormis Ching-kuo, les membres les plus influents de ce comité étaient Peng Meng-chi, le commandant de l'armée de l'air Chou Chih-jou et le commandant de la police militaire. Pendant la plus grande partie de l'année, Ching-kuo fut occupé par les déambulations de son père et n'exerça qu'une responsabilité assez limitée au sein du comité, qui fut surtout géré par trois de ses membres : Wang Sheng, l'alter ego de Ching-kuo, un ancien étudiant de Moscou, Cheng Chieh-min et Mao Jen-feng, successeur de l'ancien chef du renseignement militaire, Tai Li. Mao entretenait d'étroites relations avec M^me^ Chiang[2].

Certains Taiwanais estiment que, au cours de l'année 1949, la police secrète arrêta et interrogea 10 000 Taiwanais ; dans le même temps, les tribunaux militaires en condamnèrent un grand nombre à de longues détentions, et plus de 1 000 furent fusillés[3]. Le correspondant du *New York Times* qualifia cette répression de « férocité aveugle ». La mission américaine à Taipei critiqua cette violence dans ses rapports et, à l'occasion, le Département d'Etat autorisa des remontrances diplomatiques à la RdC sur ce sujet[4].

Durant la première moitié de 1950, Ching-kuo joua un rôle plus actif de chef de la sécurité intérieure. La pression sur les Taiwanais de souche se relâcha de façon visible. Le Generalissimo et son fils concentraient leur attention sur toutes les ressources qui pourraient être mobilisées en vue de l'invasion massive prévue pour le début de l'été. La police secrète commença donc à se consacrer entièrement à la recherche des agents du PCC qui étaient arrivés pendant l'exode chaotique de l'année précédente. En six mois, les organes de sécurité détectèrent 300 cas d'espionnage communiste présumé, impliquant plus de 3 000 personnes[5].

La CIA indiquait, dans ses rapports, que les groupes de renseignements de Mao s'efforçaient en fait avant tout d'infiltrer les militaires

nationalistes, l'armée de l'air et la marine constituant leurs cibles principales[6]. Parmi les officiers de haut rang qui furent accusés d'être des taupes dormantes et furent exécutés figuraient le directeur adjoint du bureau du personnel et sa femme, le responsable de la conscription militaire, le vice-ministre de la Défense nationale, le directeur du service des fournitures et le commandant de la 70e division[7]. En un mois – mai 1950 –, 400 communistes se seraient volontairement rendus[8]. Ces arrestations étaient principalement le fait des officiers politiques de Ching-kuo, bien que d'autres bureaux aient joué un rôle non négligeable. Les forces de sécurité exécutèrent environ 15 % des agents ennemis présumés qui furent appréhendés[9].

Pour les autres prisonniers, Ching-kuo créa une école de rééducation. Dénommée Institut pour une vie nouvelle (*hsin-sheng chiao-tai suo*), elle rappelait l'Ecole pour un homme nouveau, qu'il avait établie à Kannan. Les détenus n'effectuaient pas une peine d'une durée précise; leur libération dépendait de «la rapidité avec laquelle ils modifiaient leur façon de penser[10]». Ching-kuo rendait de fréquentes visites à l'école, située sur l'île Verte, pas très éloignée de la côte est de Taiwan, pour vérifier les conditions de vie de ses «étudiants» et la manière dont ils étaient traités[11].

Un grand nombre de fonctionnaires éduqués aux Etats-Unis désapprouvaient le nombre élevé d'arrestations. K. C. Wu, en privé, se plaignit auprès des représentants des Etats-Unis des excès de zèle des organes de sécurité intérieure et des commissaires politiques et il affirma que c'étaient tous ces agents qui avaient besoin d'une «purge»[12]. Sun Li-jen dit à l'ambassade que le problème provenait du fait que toutes les polices secrètes du KMT qui opéraient sur la vaste étendue du continent s'étaient repliées à Taiwan, où elles étaient en surnombre et où elles avaient donc à justifier leur existence[13].

Mme Chiang, qui était absente depuis plus d'un an, revint le 13 janvier. La droite américaine était passée à l'attaque, dénonçant l'abandon du gouvernement du KMT par les autorités. Le Pentagone recommandait à nouveau d'envoyer des fournitures et des équipements à l'île, pressée de toutes parts, mais le président Truman réaffirma publiquement son désengagement de la guerre civile chinoise. Il déclara sans équivoque que les Etats-Unis ne fourniraient pas d'aide ou de conseils aux forces nationalistes stationnées à Formose.

Peu de temps après cette déclaration, Dean Acheson définit publiquement les contours d'un périmètre de défense en Extrême-Orient, qui excluait la Corée du Sud et Taiwan[14].

Lors de leur réunion à Moscou, Mao et Staline prirent connaissance de ces décisions avec un extrême intérêt. Presque cinquante ans après ce premier sommet sino-soviétique, les Chinois, à Pékin, continuent d'affirmer aux Occidentaux qui sont prêts à les croire que la première visite de Mao à Moscou fut un fiasco, dont il fallait surtout retenir la récrimination particulièrement célèbre du président Mao : « Je n'avais rien d'autre à faire que manger et chier[15]. » Il y eut certainement des moments d'irritation, mais les plus récentes études des documents soviétiques et chinois mettent en évidence les intérêts considérables, à la fois géopolitiques et idéologiques, qui liaient étroitement les deux leaders. Staline voyait son alliance avec Mao comme la pièce maîtresse de sa stratégie globale, de « même importance qu'avait été, pendant la guerre, la coopération entre les "Trois Grands" ». Mao estimait que ses propres objectifs fondamentaux, de même que ceux de la Chine, commandaient qu'il fasse la preuve de « son allégeance à Staline et de sa bonne volonté à se plier à ses exigences (…) tout en exploitant toutes les occasions de démontrer son indépendance et ses capacités[16] ». Aux yeux de Staline, la tâche de Mao consistait « à étendre le combat révolutionnaire au Vietnam et en Asie du Sud-Est, à menacer d'attaquer Taiwan et à aider Kim Il-sung à s'emparer de la Corée du Sud (…) obligeant ainsi les Etats-Unis à fractionner leurs forces et à combattre sur deux fronts de vaste étendue[17] ».

Il n'existe pas d'archives officielles de quelque discussion que ce soit entre Staline et Mao concernant le projet d'invasion de la Corée du Sud par Kim Il-sung, mais Khrouchtchev rappela que Mao approuva l'idée et exprima l'opinion que les Etats-Unis n'interviendraient pas[18]. Durant la période postmaoïste, certains écrivains chinois ont rapporté que Mao avait prudemment engagé les Coréens à prendre en considération une éventuelle intervention américaine, mais il pensait que Kim était déterminé à attaquer néanmoins le Sud[19]. En conséquence, Mao, se souvenant très vraisemblablement de l'assistance que lui avait apportée la Corée du Nord dans son combat pour la conquête de la Mandchourie, suggéra à Staline qu'ils « devaient aider le "petit Kim"[20] ». En réponse à la requête de Kim, Mao, bien qu'il fût

encore à Moscou, ordonna le transfert à l'armée de la Corée du Nord de 14 000 soldats de l'APL de nationalité coréenne[21].

Sur le plan militaire, l'invasion de la Corée du Sud paraissait une entreprise considérablement moins ardue et risquée que celle de Taiwan. Sur les 100 000 hommes que comptait l'armée de la Corée du Sud, 65 000 seulement étaient équipés. L'armée ne disposait d'aucune artillerie et n'avait pratiquement pas d'avions[22]. Mao pouvait logiquement en avoir conclu que si Kim agissait d'abord, la chute de la Corée du Sud dévasterait ce qui restait de moral aux nationalistes de Taiwan et, peut-être, rendrait même inutile une invasion de l'APL, l'île tombant comme un fruit mûr. Pour faciliter les deux attaques, des armes soviétiques en grande quantité furent transportées en Chine par le chemin de fer de Mandchourie et en Corée du Nord par le transsibérien. Au cours des années suivantes, l'URSS allait fournir à la Chine près de 2 000 avions de combat, y compris le très moderne Mig-15, de même que des pilotes, des instructeurs, des pièces détachées et des obus[23].

■

A Taiwan, le KMT essayait de réduire ses effectifs et de faire des économies au milieu des intrigues et de graves incertitudes. Ch'en Li-fu, qui, avec son frère, avait longtemps dominé le KMT, apprit que Ching-kuo avait l'intention de l'arrêter. Li-fu pensait que Ch'en Ch'eng et Ching-kuo avaient tous les deux persuadé le Generalissimo de se retourner contre lui. Il décida de donner sa démission et s'établit dans le New Jersey, où, avec un ami, il acheta une ferme de 4 000 dollars avec son propre argent et un prêt de H. H. Kung[24]. Beaucoup de membres de la vieille garde restèrent, toutefois, à leur poste. Le Yuan législatif et l'Assemblée nationale [chargée d'élire le président de la République] en abritaient plus de 2 000. S'y ajoutait une «nouvelle vieille garde», qui était déjà en place : les cadres d'âge moyen du parti, de l'armée et des organes de sécurité, y compris les commissaires politiques, qui portaient sur la vie et la manière de gouverner un regard très semblable à celui de cette génération atteinte de myopie qui avait dominé le KMT depuis 1928.

En mars 1950, quand Chiang reprit ses fonctions de président, il nomma le discret Ch'en Ch'eng Premier ministre et promut un grand nombre de fonctionnaires qui avaient été formés dans les universités américaines à des postes élevés, comme K. C. Wu et George

Yeh (diplômé d'Amherst et de Cambridge, qui devint le nouveau ministre des Affaires étrangères)[25]. M^me^ Chiang était une partisane enthousiaste de tous les diplômés américains. Un autre favori était le directeur général du Central Trust of China, K. Y. Yin, diplômé de l'université Saint John de Shanghai, dirigée par les Américains, qui avait réussi à obtenir, ce qui semblait un véritable miracle dans cette période chaotique, la stabilisation de la nouvelle monnaie : le nouveau dollar de Taiwan (NT$).

Chiang Kai-shek nomma officiellement Ching-kuo directeur du département politique du ministère de la Défense. Le nouveau directeur mit en œuvre une réorganisation profonde du corps des officiers politiques selon le modèle soviétique, ce qui impliquait de créer un système de surveillance au sein de l'armée, de renforcer le contre-espionnage et de réintroduire des activités du parti dans l'emploi du temps de tous les militaires[26]. Entre-temps, il y eut, au printemps, une nouvelle vague d'arrestations de communistes supposés au sein des forces armées et également de généraux qui étaient des proches collaborateurs de Li Tsung-jen[27].

Parmi les officiers supérieurs ayant de hautes responsabilités, le général Sun Li-jen était le plus mécontent de l'indépendance et de l'activisme croissants des officiers politiques et il continuait de s'en plaindre auprès de ses contacts américains. Dans un mémorandum daté du 20 mars, la CIA citait des rapports selon lesquels Sun projetait de faire un coup d'Etat. Si la CIA avait connaissance de ces rapports, Ching-kuo, probablement, ne les ignorait pas non plus. La surveillance du diplômé de l'Institut militaire de Virginie et de ses collaborateurs s'accrut alors même que la bonne réputation de Sun augmentait constamment[28].

Un jour de février, Konsin Shah, devenu colonel, visita le centre de formation de Sun à Kaohsiung. A son retour à Taipei, il fut convoqué à un petit déjeuner avec Chiang Kai-shek et Ching-kuo et il leur dit que la formation était remarquable, bien meilleure que tout ce qu'il avait vu sur le continent dans le même domaine. Le Generalissimo termina son repas et déclara : « Allons à Kaohsiung voir ce centre de formation de Sun Li-jen. »

Sun ne fut informé qu'une heure avant de l'arrivée de Chiang et de sa suite, qui comprenait Ching-kuo et M^me^ Chiang. Un seul sonneur

de clairon composait la garde d'honneur à l'aéroport. Les Chiang observèrent les activités de formation prévues ce jour-là ; Ching-kuo fut impressionné et M^me^ Chiang le fut plus encore. Plus tard, ce même jour, le Generalissimo se trouvait sur une estrade, près du haut-commandement de la marine, à l'endroit où devait avoir lieu un défilé. Il était entouré de nombreux amiraux, mais il fit un geste à Sun : « Général Sun, venez vous mettre ici, à ma droite. » Tout le monde sut que Sun serait le prochain commandant en chef de l'armée[29]. Sa nomination devint effective le même mois. Avoir recruté et formé une force nouvelle de 35 000 volontaires, essentiellement taiwanais, constituait l'un des grands succès de Sun.

Chou Chih-jou, un fidèle parmi les fidèles de Chiang, fut nommé chef d'état-major et devint ainsi le patron de Sun[30]. Toutefois, à part Chou, les cinq autres collaborateurs les plus importants de Chiang Kai-shek, y compris le commandant en chef de l'armée et de la défense de l'île (Sun Li-jen), étaient tous des personnalités respectées par les Américains et par le gouvernement des Etats-Unis. Quatre parmi les cinq étaient diplômés d'institutions américaines et parlaient parfaitement anglais ; trois, en outre, n'avaient guère plus de 40 ans. Ils constituaient une équipe qui présentait beaucoup d'attraits et qu'il était difficile, pour les Américains, d'abandonner.

■

Les différents stratagèmes de Chiang, depuis qu'il s'était temporairement « retiré », lui avaient permis de gagner un an pour préparer Taiwan à l'invasion à laquelle tout le monde s'attendait. Sur un territoire de la superficie de la Floride, le KMT disposait d'une armée dont les effectifs, constamment accrus, atteignaient 670 000 hommes, dont 377 000 étaient prêts à combattre. Elle possédait entre 250 et 300 chars légers, sous le commandement de Wei-kuo, et 270 avions de combat[31]. Le Generalissimo, à ce moment-là, abandonna Hainan et les îles de Choushan, bien que Ching-kuo eût été partisan d'essayer de conserver ce dernier archipel. Chiang souhaitait concentrer ses forces sur Taiwan, à l'exception de deux îles, petites mais stratégiquement importantes, utilisées comme postes avancés.

Ces deux points d'appui clés étaient Quemoy, au large du port d'Amoy, et Matsu, en face du port de Foochow, tous les deux situés dans la province du Fukien. Si les nationalistes pouvaient tenir ces

piliers de granit, ils se dresseraient comme des symboles prouvant que le mandat du Generalissimo s'étendait au-delà de Taiwan et des Pescadores. Ils pouvaient aussi être militairement très utiles en détectant et en essayant de déjouer une invasion de l'APL à travers le détroit. Ching-kuo visitait fréquemment les deux îles et considérait qu'elles constituaient de redoutables fortifications naturelles. En même temps qu'il abandonnait les Choushan, Chiang décida de consacrer plus de ressources, sur le plan militaire, à Quemoy et à Matsu. Il ordonna également de tenir un groupe de plus petites îles, les Tachen, qui pouvaient être utilisées comme base pour des attaques rapides et limitées contre le continent.

A l'approche de l'été, toutefois, le destin de tous ces minuscules avant-postes semblait ne plus guère importer. En mai, la CIA répéta que les communistes chinois s'empareraient probablement de Taiwan avant la fin de l'année[32]. L'agence estimait que les 370 000 hommes de la 3e armée de l'APL étaient déjà en position le long de la côte et qu'au moins 450 000 hommes de la 4e armée de Lin Biao pourraient appuyer l'invasion. L'APL avait rassemblé quelque 5 000 jonques et remorqué des embarcations en prévision de l'assaut[33]. Pour plus de sûreté, Ching-kuo prévit un arrangement avec les Philippines pour qu'éventuellement l'asile soit accordé à son père[34]. S'attendant à ce que l'attaque ait lieu avant la saison des typhons, les hommes de Sun Li-jen travaillaient jour et nuit afin de préparer les emplacements pour l'artillerie et creuser des pièges à chars le long de la côte ouest de Taiwan.

■

Kim Il-sung séjourna à Moscou du 30 mars au 25 avril 1950. Il informa Staline que son invasion et son occupation de la Corée du Sud seraient achevées en trois jours. Staline approuva l'invasion en principe mais déclara que la situation à l'ouest requérait toute l'attention des Soviétiques ; il invita Kim à consulter Mao, qui « comprenait très bien les problèmes asiatiques ». Staline précisa à Kim que si les Etats-Unis intervenaient, l'Union soviétique ne pourrait pas entrer en lice. La Corée ne faisait plus partie de la sphère soviétique. Selon le nouveau partenariat, elle tombait sous la responsabilité de la Chine. Kim alla donc voir Mao. Le leader chinois émit quelques réserves, mais, finalement, il lui donna une nouvelle fois sa bénédiction[35].

■

De leur côté, le général MacArthur et le secrétaire de la Défense, Louis Johnson, continuaient de manœuvrer dans les coulisses pour inverser la politique de Truman à l'égard de Taiwan[36]. Compliquant la situation, le sénateur Joseph McCarthy s'attaqua à la Chine sur laquelle se concentrèrent ses accusations. En février, il révéla sa liste des agents communistes fantômes du Département d'Etat. Sentant que cette curée pourrait leur être politiquement favorable, de nombreux représentants républicains se rallièrent au sénateur[37]. La plupart des républicains, toutefois, de même que les démocrates et l'opinion publique américaine en général, refusaient encore l'idée d'entrer en guerre avec la Chine au sujet de Taiwan. La Maison Blanche continuait de faire une croix sur l'île, la considérant comme une cause perdue.

Néanmoins, alors que, pour Taiwan, le désastre paraissait imminent, un conflit sur cette question devenait de plus en plus aigu au sein du gouvernement américain. Un nombre croissant de responsables, à Washington, y compris le secrétaire adjoint pour l'Extrême-Orient, Dean Rusk, s'entichèrent de l'idée de George Kennan consistant à remplacer Chiang Kai-shek par un leader chinois plus libéral et à rechercher la solution d'un mandat de l'Onu, de quelque nature qu'il fût. Dans ce scénario, le successeur du Generalissimo le plus fréquemment cité était Hu Shih, l'intellectuel chinois le plus connu à l'époque, qui avait été ambassadeur aux Etats-Unis de 1938 à 1942. Mais le point faible de cette stratégie résidait dans le fait que Chiang Kai-shek n'allait pas s'en aller tranquillement sans réagir. Aussi les pensées de ceux qui poussaient pour ce remplacement convergeaient-elles inévitablement, et un fois de plus, vers le général Sun Li-jen.

Un an plus tôt, Sun avait rejeté la suggestion de MacArthur de prendre le pouvoir à Taiwan. Mais même s'il était maintenant prêt à le faire, il semblait très peu probable à ceux qui connaissaient le mieux Taiwan (ce qui n'était pas le cas de MacArthur) qu'il puisse en fait réussir un coup d'Etat. Pour cela, il fallait d'abord qu'il se débarrasse d'au moins une centaine d'officiers supérieurs nationalistes influents et indéfectiblement loyaux à l'égard du Generalissimo, y compris Ching-kuo. Et le système de surveillance de ce dernier était trop efficace pour que quelqu'un se risquât à organiser un semblable complot. De surcroît, trois des meilleures divisions dont Sun disposait dans le Sud étaient des divisions de l'Armée de la jeunesse, dont la loyauté

envers Ching-kuo était au moins égale à celle qu'elles manifestaient à son égard. Ch'en Ch'eng, en outre, avait transféré aux Pescadores les autres excellentes divisions de Sun, où elles ne pouvaient jouer aucun rôle dans un coup d'Etat, quel que soit son scénario. Ch'en Ch'eng, enfin, avait, par mesure de précaution, positionné des troupes, placées sous un autre commandement, entre Kaohsiung et Taipei[38].

Au fur et à mesure que la perspective d'une invasion communiste semblait se rapprocher, Sun paraissait avoir changé d'avis. En avril 1950, l'attaché militaire américain à Taiwan rapporta qu'un responsable de haut rang, dont on supposa qu'il s'agissait de Sun, lui avait révélé que, Chiang président, tous ces projets étaient sans espoir et qu'il fallait recourir à des «mesures drastiques». Dean Rusk vit la dépêche, de même que Paul Nitze, qui avait remplacé George Kennan comme directeur du département de la planification politique. Nitze avait ses propres idées fantaisistes pour organiser un coup d'Etat, aussi bien sur le continent qu'à Taiwan[39]. Le 30 mai, lui-même, Dean Rusk et d'autres hauts responsables mirent au point un plan pour informer Chiang Kai-shek que le seul moyen d'éviter une sanglante prise de pouvoir par les communistes à Taiwan consistait, pour Chiang, à requérir un mandat de l'Onu, à quitter l'île et à transmettre le contrôle du gouvernement au général Sun[40].

John Foster Dulles, auquel Rusk avait fait appel comme conseiller, était chargé d'informer le Generalissimo que la seule condition pour obtenir la protection militaire américaine sur Taiwan était qu'il donnât sa démission. Conservateur convaincu, Dulles, en privé, était plutôt partisan de l'indépendance de Taiwan. Il était «scandaleux, écrivit-il, de soutenir la théorie selon laquelle Formose est une partie de la Chine et, donc, que les Formosans doivent être soumis au sort cruel d'être le dernier enjeu de la bataille entre le régime des "rouges" et l'armée nationaliste[41]». Ni Rusk ni Dulles ne comprenaient la force de la résistance aussi bien de Chiang que de Mao face à l'idée de diviser la Chine de manière permanente[42].

Dans une interview en 1990, Rusk confirma que, au début de juin 1950, il reçut de Sun Li-jen une note secrète, qui lui fut remise en mains propres, dans laquelle le général lui-même proposait de conduire un coup d'Etat contre le Generalissimo[43]. Sun demandait le soutien ou l'acquiescement des Etats-Unis. Ayant peur que Chiang

exécute Sun si le message parvenait à Taipei, Rusk brûla la note et rapporta les faits directement au secrétaire Acheson. Ce dernier promit d'en parler au président Truman.

■

Dans son évaluation de la situation à Taiwan, le chargé d'affaires américain à Taipei insistait dans ses dépêches sur le fait que Chiang, qui n'ignorait pas la réflexion chaotique et agacée à laquelle on se livrait à Washington sur le sort de Taiwan, n'abandonnerait jamais volontairement le pouvoir au général Sun[44]. Le renseignement militaire américain fit savoir qu'un nombre de plus en plus important de troupes étaient massées sur la côte, en face de Taiwan. Pour la première fois, on vit des chasseurs Mig de l'APL dans les airs[45]. Le Département d'Etat recommanda aux Américains qui se trouvaient sur l'île de la quitter. A l'insu de toutes les agences de renseignements, Mao Zedong avait toutefois ordonné que l'invasion de Taiwan soit repoussée jusqu'à l'été 1951. La Commission militaire centrale, à Pékin, avait estimé que le déploiement des troupes sur la côte prenant plus de temps que prévu, l'attaque ne pourrait avoir lieu avant la saison des typhons[46]. Mais la considération la plus importante tenait sans doute au fait que Mao était informé des plans de Kim Il-sung. Il ne connaissait pas la date exacte de l'attaque, mais il savait qu'elle allait se produire rapidement. Il pouvait donc avoir ordonné l'ajournement de l'assaut sur Taiwan dans l'espoir que la chute de la Corée du Sud rendrait inutile l'invasion de l'île.

Le 23 juin, Rusk eut une conversation avec Hu Shih, qui résidait à New York. Très probablement, ils évoquèrent la possibilité de remplacer Chiang par Hu, si Chiang acceptait de se retirer définitivement. Hu apparemment refusa. La seule option qui restait pour se débarrasser de Chiang était celle, hasardeuse et incertaine, d'appuyer un coup d'Etat au profit de Sun. Le jour même, toutefois, où Rusk parla à Hu, Acheson tint une conférence de presse et annonça que la politique restait inchangée, ce qui signifiait que les Etats-Unis n'interviendraient pas à Taiwan. Les déclarations publiques d'Acheson reflétaient la décision du président Truman de rejeter les plans de Rusk/Nitze/Dulles, la proposition secrète de Sun d'organiser un coup d'Etat et les demandes, récemment renouvelées de MacArthur, d'une aide en matériel militaire en faveur de Taiwan[47].

Truman comprenait qu'une tentative de coup d'Etat qui échouerait conduirait Taiwan au chaos, déprimerait encore plus le moral déjà très bas des troupes nationalistes et, en galvanisant Mao, le pousserait peut-être à lancer son invasion. Des critiques blâmèrent les autorités américaines, arguant que Truman et Acheson, en complotant contre Chiang, seraient directement responsables de la perte de contrôle de l'île au profit des communistes. Les raisons pour lesquelles Sun, en juin, pensait qu'il pourrait réussir un coup d'Etat restent mystérieuses et déconcertantes[48].

Si Ching-kuo savait qu'il fallait étroitement surveiller Sun, il n'est pas certain que ses agents aient eu connaissance de la note transmise à Rusk en juin. Peut-être en furent-ils informés. Si tel est le cas, à la fin du mois de juin, Ching-kuo et son père décidèrent de ne pas arrêter Sun et de le maintenir dans ses très importantes fonctions. Il n'était pas nécessaire d'inquiéter les Américains en arrêtant leur général favori. Le monde avait changé. L'Amérique était à nouveau à leurs côtés.

■

Le 25 juin 1950, les collaborateurs de Ching-kuo le réveillèrent très tôt le matin pour lui montrer un télégramme de l'ambassade nationaliste à Séoul. A 4 heures du matin, ce même jour, l'artillerie nord-coréenne avait commencé de pilonner la région d'Ongjin, sur le trente-huitième parallèle. Peut-être n'était-ce qu'un nouvel incident de frontière. Ching-kuo s'habilla et se rendit à son bureau dans le bâtiment présidentiel, au centre de Taipei. A environ 6 heures, l'infanterie et les unités de blindés coréennes, dont la moitié avait été formée en Chine, traversèrent la frontière et débarquèrent également par la mer sur la côte est[49]. Il était temps de réveiller le Generalissimo. Comme l'avait prédit son livre favori, un ruisseau était apparu dans le désert, un ruisseau qui allait bientôt devenir un torrent impétueux.

Le président Truman, le matin suivant, organisa une réunion à Blair House avec Dean Acheson et les chefs d'état-major interarmées. Les Américains ne considérèrent pas cet incident comme une question intérieure coréenne ainsi que Kim Il-sung l'avait présumé et que Mao l'avait espéré. Tout au contraire, ils y virent une brutale agression armée soutenue par les deux géants communistes contre un Etat faible, établi sous les auspices américains. Le récent traité sino-soviétique était

encore dans tous les esprits. L'action des Nord-Coréens semblait faire partie d'une offensive communiste générale en Asie.

Truman ordonna qu'une action militaire soit engagée pour aider les Sud-Coréens et donna instruction à la 7e flotte d'envoyer des forces navales dans le détroit de Taiwan. Indépendamment de la considérable pression politique à laquelle les libéraux et les modérés avaient été soumis sur la question de Taiwan, ils se sentaient personnellement coupables d'avoir abandonné l'île. Pour obtenir le soutien des républicains et plus généralement de l'opinion publique pour la défense de la Corée du Sud, il s'avérait nécessaire d'inverser leur position sur Taiwan et d'essayer de faire diminuer la tension résultant des divisions sur la politique asiatique. Le jour suivant, le président ordonna à la 7e flotte de repousser toute attaque sur Taiwan, demanda au gouvernement de Taipei de mettre un terme à toutes ses opérations contre le continent et déclara: «La détermination du futur statut de Formose doit attendre que soit restaurée la sécurité dans le Pacifique, un règlement pacifique avec le Japon ou une décision des Nations unies.»

Le Generalissimo, assisté de Mme Chiang et de Ching-kuo, organisa une série de réunions politiques qui commencèrent tôt le dimanche matin. Les participants approuvèrent une déclaration du ministre des Affaires étrangères, George Yeh, affirmant que la République de Chine suspendait ses opérations navales et aériennes contre le continent comme les Etats-Unis l'avaient demandé, mais rappelant aussi que Taiwan était une partie de la Chine. La déclaration de Truman «n'affectait en rien l'autorité de la Chine sur Taiwan[50]». George Yeh proposa également que Chiang offre d'envoyer des troupes nationalistes combattre en Corée. Le Generalissimo et d'autres s'opposèrent d'abord à cette idée, mais finalement l'approuvèrent sur l'assurance de Yeh que les Américains la rejetteraient. Ce qu'ils firent[51].

■

Si Kim avait différé son attaque sur le Sud et qu'à la place Mao avait lancé son invasion de Taiwan le 25 juin, les Etats-Unis, très probablement, ne seraient pas intervenus pour sauver l'île.

Mais la Corée du Nord passa en premier, et la guerre de Corée donna une nouvelle extension au bail, qu'on estimait de courte durée, que Chiang avait imposé à Taiwan[52]. La réponse rapide et puissante des Américains en Corée et dans le détroit de Taiwan ébranla Mao. Il

vit néanmoins dans cette crise une occasion d'attiser une vague frénétique de ferveur révolutionnaire antiaméricaine dans toute l'Asie. Le conflit élimina également les risques considérables qu'impliquait, pour l'APL, le projet d'invasion de Taiwan[53].

Truman et Acheson souhaitaient limiter leur engagement à l'égard de Chiang Kai-shek dans l'espoir d'éviter une intervention de la Chine communiste en Corée ou un affrontement dans le détroit de Taiwan[54]. MacArthur, toutefois, insista dès le début sur la nécessité d'un soutien total des nationalistes et l'utilisation de Taiwan comme un outil stratégique pour la protection et l'extension de la puissance américaine. Le 1er juillet, MacArthur, sans avoir l'autorisation du Département d'Etat, se rendit à Taiwan pour voir le Generalissimo. Il lui promit que Taiwan obtiendrait toutes les fournitures et les équipements militaires dont il avait besoin et il créa immédiatement un bureau de liaison à Taipei, géré par son personnel[55]. Le Groupe américain d'assistance et de conseil militaires (Military Assistance Advisory Group, MAAG) et les transferts massifs d'armes et de matériel militaire ne se mettraient en place qu'à partir de l'année suivante, mais la présence de la 7e flotte dans le détroit avait éliminé tout danger réel pour Taiwan[56].

Au début du mois de septembre, le chargé d'affaires américain, qui était sur le départ, se plaignit que Chiang et ses collaborateurs les plus importants traitaient avec les représentants de MacArthur et ignoraient ouvertement les diplomates américains accrédités, en l'occurrence lui-même[57]. Ching-kuo envoya certains de ses hommes de confiance, notamment Tsu Sung-chi'u, comme officiers de liaison auprès de l'état-major de MacArthur à Tokyo, où des réunions d'information quotidiennes étaient organisées, au cours desquelles on leur communiquait des renseignements sur la conduite de la guerre et sur l'évolution de la situation politique en Chine continentale[58]. Le chargé d'affaires quitta Taipei, et Karl Rankin, un diplomate de carrière qui avait toujours été un pronationaliste convaincu, fut nommé ambassadeur. Après sa nomination, les rapports de l'ambassade ne continrent plus aucun reproche à l'égard de MacArthur ou des mesures de police édictées sur l'île. Le mur de bambou érigé en face de la résidence de Rankin à Yangmingshan avait disparu.

Bien que la politique américaine officielle sur l'avenir de l'île restât équivoque, le Generalissimo et Ching-kuo estimaient que leur posi-

tion était suffisamment forte pour qu'ils puissent achever la réforme du parti qu'ils avaient commencé de mettre en œuvre depuis 1949. Moins d'un mois après le commencement de la guerre de Corée, Chiang abolit le Comité central exécutif de 286 membres et, à sa place, nomma un Comité central pour la réforme, qui ne comprenait que 16 membres, dont Ching-kuo et Ch'en Ch'eng. Le nouveau comité allait non seulement procéder aux changements organisationnels au sein du KMT, mais il allait remplir, pour le moment, les fonctions d'instance exécutive du parti[59].

L'un des éléments de la réforme consistait à revoir les listes des membres du parti et leurs attributions. Des cadres plus jeunes et mieux éduqués, dont beaucoup avaient des liens avec Ching-kuo, prirent le contrôle de l'état-major du KMT. L'un de ces importants changements faisait obligation à tous les nouveaux venus qui souhaitaient occuper une position de cadre de posséder un diplôme universitaire[60]. Dès lors, il n'y eut plus, au sein du parti, de ces cliques puissantes et rivales auxquelles les membres et les cadres pouvaient apporter leur soutien en échange des avantages qu'elles leur offraient. La nomination au Comité central requérait désormais l'approbation du directeur général Chiang Kai-shek. La réforme aboutissait ainsi à renforcer le contrôle sur l'organisation et son fonctionnement qui était maintenant beaucoup plus étroit qu'il ne l'avait jamais été sur le continent. Comme l'expliqua le chargé d'affaires dans son dernier télégramme à Washington, le principal effet de la réforme du parti fut d'attribuer au fils du Generalissimo un «pouvoir considérable dans les affaires politiques, militaires ainsi que dans celles du parti et de la police[61]».

Le nouveau programme du KMT, promulgué officiellement le 1er septembre 1950, accordait très peu d'attention aux droits politiques. Ching-kuo, son père et toute la direction du KMT savaient pertinemment que des élections totalement libres et démocratiques porteraient au pouvoir un gouvernement non KMT et probablement partisan de l'indépendance. Des élections locales ouvertes à un seul parti auxquelles des candidats indépendants seraient autorisés à participer étaient la seule concession qui pouvait être faite à un système plus démocratique. Elle était considérée comme le minimum nécessaire pour que les Taiwanais s'intéressent à ce nouvel état de choses et pour que les Américains s'en satisfassent.

Le programme reflétait également la persistance d'une influence socialiste – au moins un centralisme d'Etat – dans le credo économique de la vieille génération du KMT, de même que chez Ching-kuo et ses contemporains. Le parti encourageait les exploitations agricoles familiales et l'entreprise privée, et envisageait de privatiser de nombreuses usines ; mais, en même temps, il transférait du gouvernement provincial au gouvernement central d'importants secteurs industriels hérités des Japonais, tels que l'acier, les mines, le pétrole, l'électricité, la construction navale, le sucre et les engrais. Le gouvernement provincial ne conserva que la gestion de l'alcool, du tabac et l'exploitation forestière[62].

■

Malgré le déluge de déclarations hostiles provenant de Pékin, il n'y eut aucun affrontement militaire ni même un accrochage entre les forces chinoises et américaines. En août et au début du mois de septembre 1950, les Nord-Coréens continuèrent de repousser l'armée sud-coréenne et les premiers contingents des troupes américaines qui étaient arrivés sur la péninsule. C'est alors que MacArthur effectua un brillant mouvement militaire, qui fut le dernier de sa carrière. Le 15 septembre, des forces de l'Onu (essentiellement américaines) débarquèrent à Inchon, très près de Séoul, au sud-ouest de la ville. Coupée de ses approvisionnements, l'armée nord-coréenne, qui couvrait un front beaucoup trop étendu, s'effondra[63]. Alors que les envahisseurs se repliaient en désordre, Staline télégraphia à Mao, lui demandant si la Chine ne serait pas en mesure d'envoyer des troupes pour aider les Nord-Coréens[64]. Zhou Enlai se précipita à Moscou, où Staline proposa la première mise en œuvre concrète de la division du travail dans le nouveau partenariat global sino-soviétique : la Chine fournirait les hommes pour aider Pyongyang et l'Union soviétique les munitions, les avions, l'artillerie, les tanks et d'autres équipements[65].

Le leader soviétique pensait qu'une guerre nucléaire mondiale devait être évitée à tout prix, étant donné l'indéniable supériorité américaine dans ce domaine[66]. Il calcula, toutefois, qu'une aide matérielle soviétique massive à des «volontaires» chinois en Corée et même un emploi limité d'avions soviétiques (aux couleurs de l'APL ou de la Corée du Nord) était un pari qu'il valait la peine de risquer. En distrayant l'attention des Etats-Unis, un conflit prolongé en Corée serait très favorable aux intérêts soviétiques en Europe. Une

nette défaite américaine aurait même, évidemment, des conséquences encore plus avantageuses et de plus grande portée. En même temps, Staline limita le risque d'un affrontement direct entre les Soviétiques et les Américains en retirant tous les conseillers soviétiques de Corée du Nord[67]. Quand Zhou Enlai quitta son bureau, Staline aurait pu tirer sur sa pipe avec satisfaction. L'hostilité entre les Etats-Unis et la Chine et, par voie de conséquence, la dépendance de la Chine à l'égard de l'URSS semblaient assurées pour un long moment.

Vue sous un angle différent, la guerre de Corée eut une autre conséquence : Taipei acquit, grâce à elle, une grande influence sur les Etats-Unis et se dota, à très long terme, d'un bouclier efficace contre son puissant ennemi. Mais Mao ne s'inquiéta pas outre mesure de l'intervention croissante des Etats-Unis. Puisqu'une guerre « à mort » entre la Chine et l'« impérialisme américain » était inévitable, il valait mieux qu'elle ait lieu en Corée[68]. Mao et la direction du PCC avaient, en fait, pris la décision d'entrer en guerre avant le débarquement d'Inchon[69]. Les Américains ne pouvaient pas croire que Mao était prêt à payer le prix fort et à prendre les énormes risques qu'impliquait une offensive massive en Corée. Le 24 novembre, le général MacArthur dit à ses soldats qu'ils seraient chez eux pour Noël. Trois jours plus tard, 300 000 « volontaires » chinois, sous le commandement du général Peng Dehuai, attaquèrent l'avant-garde de l'infanterie américaine et des marines.

Un profond désarroi s'empara des Etats-Unis. Pendant deux ans et demi, des dizaines de milliers de jeunes Américains moururent en combattant les communistes chinois. L'aide militaire à un allié chinois et anticommuniste à Taiwan devint une absolue priorité pour les Etats-Unis. La CIA reçut des fonds pratiquement illimités pour collaborer avec les unités de Ching-kuo responsables du renseignement et des opérations spéciales. Pendant près de trois décennies, les Américains allaient reconnaître le régime autoritaire installé sur une île au large des côtes du Fukien comme le gouvernement chinois légitime. Et ce gouvernement allait être, avec le Japon et la Corée du Sud, l'allié majeur des Etats-Unis en Extrême-Orient.

12
Guerres secrètes

Au fur et à mesure que le conflit en Corée gagnait en intensité, Taiwan devint la principale base américaine pour recueillir des renseignements et mener une guerre clandestine contre la Chine continentale. Taiwan était moins «un porte-avion insubmersible» qu'elle n'était un «insubmersible centre d'activités» pour la CIA. Comme l'écrivit un ancien membre de l'agence, au cours des vingt années qui suivirent la guerre de Corée, la CIA fut pour les nationalistes «une corne d'abondance, fournissant argent, armes, équipements et formation». Une succession de chefs de station à Taipei pensaient et agissaient sur l'île comme s'ils étaient chargés de prendre les décisions pour le gouvernement américain. Il devint normal, pour le chef de station, de ne pas informer son supérieur officiel, l'ambassadeur américain, des actions importantes qu'entreprenait l'agence[1].

Au cours des deux premières années de la guerre de Corée, le Bureau de la coordination politique (Office of Policy Coordination, OPC), qui était le successeur du fameux Bureau des services stratégiques (Office of Strategic Services, OSS) de la Seconde Guerre mondiale, dirigea toutes les opérations secrètes américaines à l'extérieur de Taiwan. En août 1949, avec le soutien de l'OPC, Chennault réussit à vendre à la CIA sa compagnie aérienne, la CAT, qui était en faillite, pour la somme de 950 000 dollars américains. Cette transaction permit à l'OPC, et plus tard à la CIA, de disposer de sa propre compagnie aérienne, qui, en même temps, continua d'être la compagnie portant les couleurs de la République de Chine, pour conduire des opérations secrètes contre la Chine et la Corée du Nord, puis par la suite en Indochine et en Indonésie[2]. La CAT et, ultérieurement, d'autres entreprises agissant comme couvertures, notamment Air America et Air Asia, détenues par une holding appartenant à l'OPC-CIA appelée Pacific Corporation, opérèrent à l'extérieur de Taiwan au cours des deux décennies suivantes[3]. Pendant la guerre de Corée, 15 000 missions de soutien et de survol du territoire ennemi furent organisées. L'agence posséda même un bombardier B-17, qui

effectuait des vols d'une durée allant jusqu'à vingt heures et pouvait atteindre le Tibet[4].

La station OPC-CIA à Taipei grossit jusqu'à compter plus de 600 employés américains. Elle agissait derrière une mince façade, connue de presque tous les chauffeurs de taxi, une compagnie fantôme appelée Western Enterprise, située sur Prestige Road. Le premier chef de station de cette nouvelle ère était un ancien policier appelé Charlie Johnston, «un type toujours à cent à l'heure». Pendant la Seconde Guerre mondiale, Johnston avait appartenu à l'OSS et avait travaillé pour un temps en collaboration avec le renseignement militaire de Tai Li dans des opérations conjointes. Son principal objectif était d'aider les 1,6 million d'opposants membres de guérillas encore actives sur le continent, selon ce que prétendaient le Generalissimo et Ching-kuo. Les unités du MAAG et du renseignement militaire américain furent aussi rapidement impliquées dans ces activités paramilitaires, quelquefois en coordination avec l'OPC-CIA, quelquefois seules[5].

■

Soong Mei-ling continuait de jouer auprès de son mari le rôle de principal conseiller pour tout ce qui touchait aux affaires diplomatiques et politiques dans lesquelles étaient impliqués les Etats-Unis. Etant donné la nouvelle situation, elle étendit ses compétences jusqu'à devenir le lien avec le plus haut niveau de l'OPC-CIA en ce qui concerne le renseignement et les opérations secrètes, dont elle rendait compte directement au Generalissimo[6]. Ching-kuo, toutefois, était celui qui supervisait et, en fait, dirigeait toutes les opérations clandestines de renseignement ou les opérations paramilitaires de Taiwan, y compris celles effectuées en collaboration avec les Américains[7]. Le Centre des opérations spéciales, qu'il contrôlait, commandait les unités qui étaient engagées dans des activités secrètes. Le centre comprenait deux groupes de forces spéciales, dont les effectifs étaient de 7 000 hommes, et le Corps anticommuniste du salut national, qui disposait de 5 000 hommes. Les Américains les décrivirent comme «des troupes hautement qualifiées (…) avec un grand esprit de corps, mais pas toujours capables de suivre une stricte discipline militaire[8]»… Il existait aussi une «unité des orphelins» de quelque 600 jeunes hommes formés à la guérilla, fils d'officiers du KMT tués

au combat sur le continent. Le MAAG apportait son soutien à deux autres groupes de forces spéciales, comprenant 6 000 hommes, qui étaient également placés sous le contrôle du Centre des opérations spéciales de Ching-kuo[9].

Selon le témoignage de plusieurs officiers proches de Ching-kuo, confirmé par des membres de la CIA postés à Taipei à cette époque, il pouvait y avoir des différences d'appréciation politiques entre M^me^ Chiang et son beau-fils sur les activités secrètes et de renseignement. Ce n'était pas, toutefois, dans leur style de rendre public quelque conflit que ce soit. Normalement, ils rencontraient séparément le Generalissimo pour discuter des questions sur lesquelles ils étaient en désaccord[10].

■

Avec la fermeture presque immédiate du « rideau de bambous », la CIA ne disposait pratiquement d'aucune source de renseignements fiable en Chine continentale. L'agence était donc tout à fait désireuse d'apporter son soutien aux activités clandestines de collecte d'information de Ching-kuo, qui incluaient l'interception de communications et la reconnaissance aérienne en même temps que la présence d'agents de renseignements à l'intérieur de la Chine. Très rapidement, des milliers de personnes à Taiwan, aussi bien américaines que chinoises, participèrent à ces activités.

Les sources de Ching-kuo sur le continent étaient principalement des agents du bureau de Tai Li et d'autres organes nationalistes clandestins qui n'avaient pu s'enfuir et étaient donc restés sur place. Taipei maintenait le contact par radio à ondes courtes avec certains d'entre eux, mais les communistes découvrirent très vite ces agents et les éliminèrent. Beaucoup furent « retournés », devinrent des agents doubles et commencèrent d'envoyer des informations que leur fournissaient le PCC et les organisations de renseignements du PCC[11].

La plupart des responsables américains en arrivèrent assez rapidement à considérer que les renseignements transmis par les agents de Ching-kuo travaillant sur le continent n'avaient que très peu de valeur. A l'exception d'un seul, la douzaine au moins d'anciens agents de la CIA et d'officiers interrogés dans le cadre de cette recherche, qui avaient une bonne connaissance des renseignements fournis par les agents du KMT, les qualifièrent de pratiquement inutiles et souvent fabriqués par

les communistes ou les nationalistes eux-mêmes. De nombreux fonctionnaires du Département d'Etat partageaient ce jugement[12].

L'interception des communications du continent, ou renseignement Sigint, avec l'aide technique de la CIA et de l'Agence nationale de sécurité (National Security Agency, NSA), devint la meilleure source d'information. Peu après le commencement de la guerre de Corée, la NSA créa, près de Taipei, un centre sophistiqué d'interceptions radio. Les agences nationalistes travaillant dans le même domaine, que Ching-kuo contrôlait, fournirent la plupart des milliers d'employés nécessaires pour enregistrer et analyser les transmissions radio des militaires et du gouvernement sur le continent. D'autres opérations furent montées, notamment le survol de la Chine par des pilotes nationalistes qui enregistraient les transmissions des radars de l'APL. Ce renseignement Sigint fournit une excellente information aux commandants militaires américains et chinois sur l'ordre de bataille de l'APL[13].

■

Au début de 1950, l'audacieux général nationaliste Hu Ts'ung-nan tenta de regrouper les restes de sa 3e armée, presque entièrement détruite, et d'en faire une force de guérilla opérant sur la frontière sino-birmane. En quelques mois, sa tentative tourna court, et il se réfugia à Taiwan. Plusieurs milliers de ses hommes, toutefois, se réfugièrent dans les montagnes de Birmanie, sous le commandement du général Li. A l'automne de 1950, l'avenir de ces troupes paraissait incertain, mais de l'aide était en train d'arriver. Avant la fin de l'année, les forces spéciales de Ching-kuo conçurent un plan visant à envahir le sud de la Chine en utilisant les groupes disparates de soldats de Li. Le spécialiste américain de l'OPC, chargé des opérations secrètes, approuva le plan, mais le directeur de la CIA, Walter Bedell Smith, s'y opposa, estimant qu'il était condamné à échouer. Le président Truman, cependant, ne fut pas de cet avis et donna son feu vert. Les conservateurs américains, à l'époque, exigeaient que la Maison Blanche autorise MacArthur à lancer des attaques aériennes à l'intérieur de la Chine et que Chiang Kai-shek ne soit plus « tenu en laisse » et puisse combattre les communistes. La Maison Blanche ne pouvait donc se permettre de rejeter de telles occasions, peu coûteuses, de frapper dans le ventre mou de l'ennemi.

Le plan de l'invasion était fondé sur la présomption des nationalistes selon laquelle des centaines de milliers de francs-tireurs du KMT se cachaient dans le sud de la Chine et n'avaient besoin que d'un léger encouragement pour passer à l'offensive. Ching-kuo savait, de manière certaine, que ce qui restait des forces du KMT ne pouvait en aucun cas se lancer dans des offensives efficaces et victorieuses. Mais lui-même et son père étaient très heureux de participer à une aventure qui aurait pour effet d'intensifier l'hostilité entre la Chine et les Etats-Unis, de lier plus étroitement les Américains au gouvernement nationaliste et de fournir des fonds, des équipements et des emplois à l'appareil des opérations spéciales de Ching-kuo. Avec la coopération clandestine du gouvernement thaïlandais, les avions de la CAT commencèrent de transporter sur les bases de Li des armes, des fournitures et des formateurs ainsi que des conseillers américains de l'OPC[14].

En avril 1951, le général MacArthur réclama publiquement qu'une guerre totale soit engagée contre la Chine, ce qui impliquait que les Etats-Unis acceptent l'offre de Chiang Kai-shek d'envoyer des troupes combattre en Corée et qu'ils proposent leur assistance pour l'ouverture, par les nationalistes, d'un second front en Chine. Peu d'Américains comprenaient que le Generalissimo n'avait aucune envie de se lancer dans une invasion du continent, même avec le soutien aérien et naval des Etats-Unis. Truman retira son commandement au héros de la guerre dans le Pacifique et nomma le général Ridgway pour le remplacer. Critiqué de plus en plus durement pour sa politique consistant à livrer une guerre limitée en Corée, le président était maintenant plus disposé que jamais à laisser les mains libres aux partisans d'opérations secrètes impliquant des irréguliers du KMT.

En juin, Li Mi et 2000 hommes franchirent la frontière et s'enfoncèrent de 100 kilomètres dans le Yunnan. Là, des milices de l'APL les attaquèrent en force, tuant un grand nombre de soldats du KMT et plusieurs Américains. Li Mi et ses hommes se replièrent en Birmanie. Une autre incursion, plus au sud, connut le même sort. Malgré ses échecs, de bruyantes protestations du gouvernement birman et les révélations, par le *New York Times,* de vols secrets à partir de Taiwan, la CIA continua d'apporter son appui à l'utilisation des irréguliers par Ching-kuo[15]. A la fin de 1951, Li Mi se rendit à Taipei pour un

séjour de trois mois et rencontra Ching-kuo pour mettre au point sa prochaine action. Il revint en Birmanie avec 700 soldats nationalistes réguliers et lança sa dernière attaque d'envergure en août 1952. Une fois encore, l'APL infligea de lourdes pertes aux envahisseurs, qui se débandèrent et se sauvèrent en Birmanie, laissant derrière eux de nombreux morts et blessés.

Walter Bedell Smith fut indigné par cette débâcle et il supprima l'OPC, le fusionnant avec le Bureau des opérations spéciales de la CIA. De leur côté, les officiers et les soldats du KMT qui avaient pu regagner la Birmanie s'y établirent et se construisirent une nouvelle vie. Ils y prirent des épouses, et, de temps en temps, effectuèrent des raids en Chine pour collecter des renseignements. Mais leur principale activité devint le lucratif commerce de l'opium, dont ils furent les intermédiaires, les transporteurs, les escortes de sécurité. Très vite, ils en contrôlèrent 90 % du trafic[16].

■

Avant 1949, Ching-kuo avait la réputation, auprès de nombreux étrangers et de nombreux Chinois, d'être incorruptible, énergique, déterminé, aimable, pragmatique, modeste et, par-dessus tout, d'être un dirigeant qui semblait réellement se soucier du bien-être des gens ordinaires. Ses ennemis l'accusaient d'être idéaliste, naïf et d'incliner à gauche, mais presque tout le monde (y compris même, en privé, les communistes) s'accordaient sur le fait qu'il avait du cœur. Après 1950, au contraire, il allait être connu, à Taiwan, comme celui qui faisait régner la Terreur blanche. Les Taiwanais (comme Henry Kao, par exemple, le maire non KMT de Taipei dans les années 1950) qui reconnaissaient l'honnêteté de Ching-kuo et sa sollicitude pour le peuple n'en étaient pas moins convaincus qu'il était personnellement responsable de la brutale répression des premières années de la décennie 1950[17].

■

Lorsque la marine américaine commença de patrouiller dans le détroit, Ching-kuo et son père eurent beaucoup moins de raisons qu'auparavant d'être inquiets des infiltrations communistes ou de la résistance des Taiwanais. Les agents du PCC qui se trouvaient secrètement sur l'île furent découragés, et un nombre de plus en plus important d'entre eux se livrèrent aux autorités. En décembre 1950, l'état-major du Corps pour la préservation de la paix annonça que

500 autres «agents secrets communistes» s'étaient rendus[18]. Plus tard, Ching-kuo affirma que, à la fin de l'année 1950, le PCC ne présentait plus de menace sur l'île[19].

Après juin 1950, la priorité en matière de sécurité fut à nouveau portée sur les Taiwanais suspectés de sympathies anti-KMT et pro-indépendance. La CIA rapporta une augmentation significative des «activités de répression» et, en conséquence, un «rejet et un dégoût du régime éprouvé par la population taiwanaise[20]». Le chargé d'affaires américain Rankin parla d'un «règne de terreur», bien que «plus doucereux en apparence que dans d'autres pays à d'autres époques». Même de légères critiques du régime, aux dires du chargé d'affaires, pouvaient conduire à une arrestation et une disparition[21]. Un cadre de la CIA à Taipei, entendant les salves des exécutions dans le stade, fit cette remarque : «Ching-kuo a éliminé tous les communistes, mais également beaucoup d'autres[22].»

Pourtant, très peu de Taiwanais à cette époque étaient prêts à s'engager dans une rébellion violente ou même dans une opposition non violente au régime du KMT. Après la répression de 1949 et le souvenir encore très vif de ce qui s'était passé en 1947, les Taiwanais semblaient totalement soumis. En 1996, Wang Sheng déclara que le Mouvement pour l'indépendance de Taiwan, au début de 1950, «était un problème, mais un relativement petit problème, (…) pas trop grave[23]».

Si l'on en juge par les archives de la CIA et les affirmations de K.C. Wu, de Ching-kuo et de l'état-major du Corps pour la préservation de la paix, il apparaît que le nombre de personnes condamnées pour subversion s'éleva à environ 600 en 1951 et 1952 et à environ 750 en 1954. Beaucoup d'autres, certainement, furent détenues et relâchées[24]. Ces chiffres commencèrent à diminuer à partir de 1955. Au milieu des années 1950, il y avait quelque 14 000 prisonniers politiques sur l'île Verte[25]. Selon les chiffres officiels, il y eut à Taiwan 29 407 arrestations sous la loi martiale, de 1949 à 1987, date à laquelle elle fut finalement levée[26]. Wang Sheng estime que 15 % de ceux qui furent arrêtés furent exécutés. Si cette estimation est exacte, il y aurait eu près de 4 500 morts pour cette période de trente-six années. Ce chiffre est cohérent avec ceux avancés en 1997 par un écrivain taiwanais également réalisateur de documentaires pour la télévision[27]. Même un taux d'exécutions ne représentant que la moitié de ce

chiffre donnerait, si on le rapportait, par comparaison, à la population des Etats-Unis d'aujourd'hui, un nombre de morts de l'ordre de 50 000 à 70 000.

En août 1950, Ching-kuo réorganisa une nouvelle fois les réseaux du renseignement et de la police secrète, dans le but de placer ses différents organes plus étroitement encore sous son contrôle. Cette restructuration lui donna une occasion unique de connaître de près tous les hauts représentants des autorités civiles et militaires de Taiwan[28]. En 1954, il fit du Bureau de la sécurité nationale l'organisme coordonnateur central du renseignement. Il en était officiellement le directeur adjoint, mais, dans les faits, il agissait comme s'il en avait été le seul chef[29]. La position, qu'il conservait en même temps, de directeur adjoint de la 6e division de l'état-major du KMT, qui traitait des affaires de renseignements et de sécurité, lui donnait à nouveau, dans une autre structure hiérarchique, une autorité directe sur toutes les organisations travaillant dans ces domaines[30].

Ching-kuo plaça ses propres fidèles – anciens de l'Armée de la jeunesse et du Corps des jeunesses – dans les services clés du renseignement et dans le Commandement de la garnison de Taiwan, qui était l'ancien Corps pour la préservation de la paix. Entre autres fonctions, ce département contrôlait la censure, officiellement en infligeant des sanctions après publication à ceux qui ne respectaient pas les règles. Ching-kuo édicta de nouvelles mesures; il créa notamment un système selon lequel toutes les entreprises importantes devaient recruter un agent de sécurité ou un officier de l'armée et lui offrir un poste suffisamment élevé au sein de son bureau du personnel[31]. L'une des réformes de Ching-kuo, qui donna presque immédiatement de bons résultats, consista à couper les connexions historiques qui existaient entre les services de sécurité et divers gangs et sociétés secrètes. Un certain nombre d'agents et d'officiers de l'armée conservèrent des relations personnelles avec quelques-uns de ces groupes, mais, au cours des trente années suivantes, ce lien douteux n'exista plus au niveau officiel[32].

Ching-kuo était un homme ouvert aux autres et il n'avait jamais fait preuve de brutalité. Lui et ses amis, toutefois, justifièrent la Terreur blanche comme une pratique nécessaire pour préserver l'intégrité du régime et, en conséquence, l'unité chinoise. De leur point de vue, essentiellement politique, ils étaient confrontés à une menace sérieuse

de subversion, pas seulement dirigée contre leur pouvoir, mais également contre le nationalisme chinois. En prenant des mesures extrêmes pour assurer la survie de leur régime ainsi que celle de leur principe politique – l'unité chinoise –, Ching-kuo et ses hommes, évidemment, servirent aussi leur intérêt personnel et assurèrent la pérennité de leur pouvoir. Dans les années 1990, les collaborateurs survivants de Ching-kuo qui avaient vécu cette période arguèrent que s'ils n'avaient pas supprimé cette résistance latente, une lutte pour le contrôle de Taiwan se serait engagée, qui serait rapidement devenue de plus en plus âpre. Dans l'état de confusion et de bouleversements qui aurait résulté de cette situation, les militaires nationalistes continentaux et les partisans de la ligne dure du KMT auraient pris le dessus et fait régner un régime de terreur beaucoup plus brutal.

Quels que soient les arguments, les assassinats politiques en cette période furent non seulement d'une rare inhumanité, mais ils furent surtout inutiles. L'Histoire connaît d'autres exemples d'hommes qui, disposant d'un grand pouvoir, et bien qu'ils fussent animés de la meilleure volonté, justifièrent de la même manière les terribles abus auxquels ils se livrèrent. Une anecdote illustre toutefois l'humanité de Ching-kuo et le fait qu'il ne cherchait pas à tirer vengeance, à un niveau personnel, de différences politiques, alors même qu'il était à la tête d'une brutale campagne de répression. Un officier de la 52e armée qui connaissait Ching-kuo depuis 1942 vint le voir pour lui dire que sa femme et ses enfants n'avaient pu s'échapper du continent et qu'il souhaitait les rejoindre. Ching-kuo offrit de lui trouver une autre épouse, mais l'officier répondit qu'il aimait sa famille et qu'il souhaitait rentrer chez lui. Ching-kuo lui demanda de changer de sujet. Quelques jours plus tard, toutefois, l'officier fut surpris de recevoir un ordre l'assignant à une organisation de façade du KMT, basée à Hong Kong. De là, il put facilement retourner à Nankin, où, après avoir survécu à d'atroces campagnes de purge, lui et sa famille vivaient encore en 1996[33].

■

En 1951, Ching-kuo créa un nouvel Institut de formation politique, originellement appelé Ecole de formation des cadres à la guerre politique, dans la petite ville de Peitou, située à quelques kilomètres en aval de Taipei, sur la rivière du même nom[34]. Wang Sheng fut d'abord

chargé des étudiants, puis des cours politiques et il devint finalement le directeur de l'institut. Wang allait faire la démonstration qu'il était l'idéologue le plus consistant du KMT[35]. Le dicton de Chiang Kai-shek selon lequel le combat contre les communistes était à 30 % militaire et à 70 % politique était au fondement de l'enseignement. La formation durait quatre ans et était considérée comme équivalente à celle d'une université ou d'une école militaire. Le programme incluait une instruction militaire et des cours d'histoire et de langues étrangères. L'enseignement idéologique mettait l'accent sur le fait que le KMT était un mouvement soucieux de la modernisation et du bien-être de la population en même temps que de la préservation de la culture chinoise traditionnelle[36]. Sa philosophie justifiait un pouvoir autoritaire, mais n'était en rien comparable aux croyances fascistes, ni aux totalitarismes, ni au racisme, ni aux nationalismes haineux. L'Etat policier du KMT ne cherchait pas à éliminer toute forme d'autonomie dans les domaines social, culturel ou économique, bien qu'il contrôlât tous ces secteurs. Ses idéaux affirmés d'humanisme et de démocratie comme objectifs à long terme, même s'ils furent violés de manière brutale et déraisonnable, devaient façonner les valeurs de la génération à venir.

Les diplômés de l'école devinrent les nouveaux cadres politiques au sein des forces armées. Ils n'avaient pas leur mot à dire dans la conduite des opérations militaires, mais ils étaient chargés de détecter la déloyauté ou la subversion parmi les officiers comme parmi les hommes de troupe, ainsi que d'éradiquer la corruption ou les pratiques abusives. Ils tenaient à jour des dossiers politiques sur chaque officier de leurs unités respectives. Des sections spéciales montaient des opérations de guerre psychologique destinées à influencer les troupes ennemies ou les populations : par exemple, envoyer des ballons portant des tracts de propagande au-dessus du continent ou lâcher des brochures par avion[37]. En 1953, le Département général de guerre politique (General Political Warfare Department, GPWD) rapporta qu'il avait lancé 300 millions de tracts sur le continent[38]. Quand le vent tournait, les communistes se livraient, dans l'autre sens, au même exercice de propagande à partir de ballons.

Les officiers politiques étaient aussi responsables du bien-être des troupes : salaires, nourriture, hébergement et aides à la famille. En quelques années, le GPWD transforma les conditions de vie

des troupes nationalistes et de leurs familles. De nouveaux services furent offerts, parmi lesquels des unités d'habitation, des hôpitaux et des écoles primaires. Des compensations furent allouées aux survivants de ceux qui avaient été tués en service et des soins ainsi que des emplois spéciaux furent offerts à ceux qui avaient été blessés ou étaient devenus infirmes. Toutes ces mesures apparaissaient comme une révolution dans le traitement du soldat de l'armée nationaliste chinoise. L'une des opérations les plus populaires du GPWD fut la création et la gestion de 37 «maisons de thé», c'est-à-dire de bordels employant près d'un millier d'«hôtesses»[39]. Quemoy et Matsu possédaient chacune une «maison de thé», dont les pensionnaires arrivaient par avion pour des engagements de six mois.

En 1957, il y avait 17 139 officiers politiques servant dans les trois armes, soit environ 1 officier pour 35 militaires[40]. Ching-kuo avait serré la main de chacun de ces officiers politiques et personnellement signé leurs promotions. Environ 86 % d'entre eux avaient suivi les cours de l'Institut de formation politique. Emergea progressivement ainsi un nouveau corps de jeunes commissaires, éduqués, enthousiastes et dévoués aux idéaux du parti, à Chiang Kai-shek et à Chiang Ching-kuo[41]. Ces officiers seraient également fidèles au lien qu'ils avaient établis avec leur directeur, Wang Sheng.

Parallèlement à cette réintroduction des officiers politiques dans les forces armées de la RdC, Ching-kuo restaura le contrôle du parti sur les militaires en créant à nouveau des cellules du parti à tous les échelons, à partir de celui de la compagnie. En 1954, 210 000 des 600 000 hommes des forces armées appartenaient au KMT. Pratiquement tous les officiers étaient membres du parti et participaient aux réunions du KMT dans leurs unités respectives. Le contrôle du parti restaura l'autorité des officiers politiques, qui pouvaient dès lors exprimer, dans ces réunions, des vues divergentes de celles des commandants militaires ou, en cas de problème insoluble à leur niveau, faire appel à l'autorité de la hiérarchie du parti[42].

Beaucoup d'officiers de terrain maugréèrent contre ce nouvel état de choses. Wei-kuo, par exemple, se plaignit avec véhémence à Wang Sheng des activités des officiers politiques. Ses critiques parvinrent jusqu'à Ching-kuo et «aggravèrent la mésentente» qui se développait entre les deux frères[43]. Peu après l'arrivée du MAAG, son comman-

dant, le général de division William C. Chase, ne fit pas mystère de sa désapprobation à l'égard du concept d'officiers politiques dans l'armée. Dans son premier rapport au Generalissimo, Chase déclara : « Il existe dans toutes les forces armées un système extrêmement critiquable de commissaires politiques, dont les activités paralysent l'initiative et sapent l'autorité des commandants à tous les échelons[44]. » Lors d'une réunion, en juin 1953, le chef du comité des chefs d'état-major interarmées, l'amiral Arthur W. Radford, dit au président Chiang qu'« un endoctrinement et un contrôle politiques excessifs avaient un effet abrutissant sur les jeunes officiers, créaient une insécurité permanente et affaiblissaient la chaîne de commandement[45] ».

Chiang n'avait toutefois aucune intention d'apporter des modifications au corps des officiers politiques pour faire plaisir aux Etats-Unis. Ching-kuo, cependant, fit impression sur les Américains par la bonne volonté dont il fit preuve pour discuter du rôle du GPWD et pour écouter leur point de vue. Il minimisa le contrôle du parti sur les militaires et insista sur l'importance des officiers politiques dans le domaine du bien-être et du moral des troupes, comme s'ils s'étaient contentés d'organiser des journées de sport et de distribuer des friandises. Sur la proposition de Ching-kuo, les militaires américains nommèrent un conseiller auprès du GPWD de manière à fournir au MAAG une idée de ce qu'il se passait à l'intérieur de ce service qui n'était pas familier aux Américains. Ching-kuo fit une autre concession en réduisant officiellement de 25 % à 10 % la proportion des heures de formation que les militaires consacraient aux sujets politiques[46]. Ces gestes satisfirent le gouvernement américain, qui, de toute façon, n'était pas prêt à faire des changements fondamentaux qu'il demandait dans le système de Ching-kuo des officiers politiques une condition pour que soit poursuivie l'aide militaire considérable qui était déversée sur l'île[47].

Néanmoins, l'opposition des Américains au concept des commissaires dans les premières années d'existence du MAAG encouragea Sun Li-jen à le désapprouver plus directement. Il confia à des officiers américains que le double système qui caractérisait les forces armées nationalistes constituait un « obstacle presque infranchissable pour la mise en œuvre d'une stricte discipline militaire, un excellent moral et des capacités de combat efficaces[48] ». Ces frictions sur le rôle des officiers politiques illustraient la rivalité latente mais croissante qui opposait

Ching-kuo et Sun pour obtenir la préséance au moment où Chiang Kai-shek devrait abandonner le pouvoir[49]. Certains officiers supérieurs influents, y compris Chou Chih-jou, étaient mécontents du haut rang et du pouvoir qui avaient été conférés à Ching-kuo, alors qu'il n'avait guère plus de 40 ans[50]. Pour s'efforcer d'apaiser ces sentiments, Ching-kuo ne se prévalait pas de son rang militaire et portait rarement l'uniforme, une habitude qu'il avait déjà prise sur le continent.

■

Le gouverneur de Taiwan, K. C. Wu, fut également de plus en plus irrité par les activités de Ching-kuo et par ses agents de sécurité. Le premier incident annonciateur des ennuis qu'il allait connaître, raconta Wu, concernait un homme d'affaires du continent dont il ordonna la libération pour manque de preuves alors qu'il avait été accusé d'avoir des liens avec les communistes. Ching-kuo et Peng Meng-chi vinrent voir Wu dans son bureau et lui dirent que le Generalissimo voulait que cet individu soit exécuté et sa compagnie confisquée. Wu écrivit une protestation à Chiang, qui, dans ce cas, fit une concession en décrétant que l'homme d'affaires ne ferait que sept ans de prison. En janvier 1952, Wu se plaignit auprès de Chiang des «débordements de la police secrète et de la mascarade qu'étaient devenues les pratiques des tribunaux militaires». «Si vous aimez votre fils, prétendit-il avoir dit au Generalissimo, cessez d'en faire le chef de la police secrète. Il deviendra l'objet de la haine de la population.»

Ching-kuo demanda instamment au Generalissimo de démettre en douceur Wu de ses fonctions de gouverneur bien qu'il fût un favori de M^me^ Chiang[51]. Wu affirma plus tard qu'il souhaitait donner sa démission, mais que Chiang la refusa puis, indirectement, le menaça. Peu de temps après, un accident d'automobile convainquit Wu qu'on voulait attenter à sa vie et, avec l'aide de M^me^ Chiang, il partit précipitamment pour les Etats-Unis avec sa femme[52].

En mars de l'année suivante, Wu, depuis son exil américain, rompit publiquement avec Chiang Kai-shek et lui envoya, ainsi qu'à l'Assemblée nationale, des lettres ouvertes dressant la liste des pratiques odieuses de Chiang Ching-kuo. Wu accusa le Generalissimo d'avoir délégué la plupart de ses pouvoirs à son fils et affirma : «Il est rare qu'un jour se passe sans conflit sérieux avec la police secrète. (…) Ils procèdent à d'innombrables arrestations illégales.

Ils torturent et ils pratiquent le chantage.» Wu affirma aussi que la police secrète entravait continuellement ses efforts pour organiser des élections libres au niveau local. Avant les élections locales de 1952, la police secrète, allégua-t-il, arrêta 398 Taiwanais sous prétexte qu'ils étaient des voyous. Le public de Taiwan entendit très peu parler des accusations de Wu. Tout au contraire, des rumeurs se répandirent dans Taipei l'accusant de s'être enfui avec un demi-million de dollars. L'affaire n'améliora pas l'image de Ching-kuo sur l'île et eut un grand retentissement aux Etats-Unis, où elle renforça sa réputation croissante de cruauté[53].

■

En janvier 1953, Dwight Eisenhower devint président, John Foster Dulles, secrétaire d'Etat, et son frère Allen, directeur de la CIA. La première priorité d'Eisenhower était de conclure un armistice en Corée. Dans son premier discours sur l'état de l'Union, Eisenhower annonça que l'interdiction, édictée par Truman, pour la Chine nationaliste d'effectuer des opérations militaires sur le continent était désormais levée[54]. Après qu'on eut cessé de le «tenir en laisse», Chiang, toutefois, ne fit aucune proposition sérieuse aux Américains pour lancer une grande contre-attaque, bien qu'il agitât sans cesse cette idée et présentât une série de projets irréalistes.

Le refus de Pékin d'autoriser les Chinois communistes prisonniers de guerre en Corée qui le souhaitaient à être rapatriés à Taiwan – environ 70 % des 21 000 «volontaires» capturés – avait fait traîner les pourparlers d'armistice pendant plus d'une année. Deux facteurs convainquirent finalement Mao, en juillet 1953, de revenir, bien qu'avec beaucoup de réticences, sur sa décision concernant les prisonniers de guerre. Le premier fut la mort de Staline, le 5 mars. Le second fut le message d'Eisenhower à Pékin indiquant que, si les combats ne cessaient pas en Corée, il autoriserait l'emploi d'armes nucléaires et l'extension de la guerre à la Chine elle-même[55]. Il n'existe aucun document, soit public, soit privé, selon lequel le Generalissimo ou Ching-kuo se seraient opposés à l'emploi de bombes atomiques contre les troupes chinoises et contre la Chine si la RPC continuait de bloquer un traité d'armistice en Corée. En fait, Eisenhower transmit sa menace par deux canaux privés, le Premier ministre indien Nehru et Chiang Kai-shek[56].

Le Generalissimo fut, sans conteste, extrêmement heureux qu'on lui ait demandé de jouer ce rôle d'intermédiaire. Il est établi que ce fut Ching-kuo qui s'assura que le message américain était bien délivré, probablement par Hong Kong, à l'ancien collègue de Chiang Kai-shek des jours de Whampoa, Zhou Enlai. L'ultimatum d'Eisenhower alarma plus la nouvelle direction communiste à Moscou que Mao lui-même. L'Union soviétique était partie prenante d'une alliance militaire avec la RPC. Une attaque nucléaire américaine sur la Chine pouvait, dans ces conditions, avoir des conséquences désastreuses. L'URSS fit savoir sans ambiguïté aux Chinois qu'il était temps de proclamer leur victoire en Corée et de cesser le combat[57]. Bien que Pékin pût se prévaloir d'avoir fait jeu égal avec les Américains et leurs alliés, la fin non concluante de cette guerre, obtenue de surcroît par une menace nucléaire américaine et entachée d'une grave perte de face sur l'affaire des prisonniers de guerre, était en fait un sérieux revers pour Mao. Les Américains, après tout, n'étaient pas de simples «tigres de papier»; la révolution mondiale n'avait pas progressé en Asie; la perspective de déloger Chiang Kai-shek de son île était plus éloignée que trois ans auparavant; et Pékin, maintenant, dépendait totalement de l'aide militaire soviétique, et notamment de son parapluie nucléaire.

Les prisonniers de guerre étaient détenus dans un vaste camp situé sur l'île sud-coréenne de Cheju. Les Américains responsables de sa gestion, les Chinois nationalistes et les Sud-Coréens employèrent des moyens divers, y compris l'intimidation ou, au contraire, un meilleur traitement, pour encourager les défections. L'historienne Rosemary Foot se livra à un examen révélateur de la situation, mais, en même temps, étant donné que la plupart des prisonniers étaient d'anciens soldats nationalistes jetés dans la guerre par l'APL pour servir de chair à canon, il semble vraisemblable que la grande majorité d'entre eux choisit volontairement de venir à Taiwan. L'opposition entre les factions procommunistes et pronationalistes dans le camp conduisit à des soulèvements et des incidents, notamment la brève séquestration du commandant américain du camp par des prisonniers procommunistes[58].

Ching-kuo fournit 23 linguistes et 55 «instructeurs» pour travailler avec les prisonniers. Après que Mao eut accepté que les prisonniers interrogés par une commission internationale de rapatriement pourraient opter pour Taiwan, Ching-kuo envoya un plus grand nombre

d'officiers politiques entraîner les détenus pronationalistes à répondre «correctement» aux questions pendant les interviews[59]. Peu de temps après, lors d'un rassemblement de masse à Taipei, Ching-kuo essuya quelques larmes quand il accueillit les anciens prisonniers et leur souhaita une nouvelle vie à Taiwan. La plupart faisaient partie des plus anciens soldats de l'armée nationaliste, mais pour quelques-uns l'aventure ne s'arrêta pas là. Incorporés dans les unités de commandos spéciaux de Ching-kuo, ils furent envoyés sur le continent pour des attaques de faible ampleur, et la plupart furent tués ou capturés. La majorité de ces hommes, rudes mais usés, rendit seulement plus aigu le problème posé par cette masse vieillissante de soldats nationalistes. Les anciens prisonniers formèrent une organisation politique d'extrême droite appelée Les Héros anticommunistes[60].

■

Aux Etats-Unis, le sénateur McCarthy et sa campagne contre les espions supposés au sein du gouvernement étaient de plus en plus critiqués. Une accusation révélatrice contre le sénateur faisait état de documents qu'il aurait utilisés alors qu'ils avaient été forgés de toutes pièces par les organisations nationalistes de renseignements, en d'autres termes les spécialistes de la désinformation de Ching-kuo[61]. Au même moment, le magazine *The Reporter,* le membre du Congrès Wayne Morse et d'autres libéraux américains mirent en évidence la véritable nature, qu'ils jugeaient malfaisante, du lobby chinois. Ching-kuo et son père comprirent qu'il était temps d'améliorer leur image en Amérique. Un fidèle collaborateur de Ching-kuo se rendit aux Etats-Unis pour voir si une visite serait ou non la bienvenue. Le Département d'Etat et celui de la Défense appuyèrent fortement cette idée, espérant que ce séjour élargirait l'«horizon intellectuel de Ching-kuo, sur lequel se profilait constamment la Russie soviétique». Les analystes de la CIA le considéraient comme «un partisan des méthodes autoritaires[62]».

Le 12 septembre 1953, Ching-kuo, accompagné seulement de son secrétaire et interprète, Samson Shen, partit pour les Etats-Unis. Cinq cents fonctionnaires, des membres du gouvernement et des généraux de haut rang vinrent lui dire au revoir à l'aéroport[63]. Les diplomates américains notèrent que Ching-kuo inspirait «une certaine peur[64]». A San Francisco, Los Angeles, Sacramento, Chicago, Detroit, Buffalo et New York, la communauté chinoise organisa pour le général de grandes

réceptions et d'immenses buffets. Les gens remarquèrent qu'il se rendait généralement à la cuisine, à la fin, pour parler avec les cuisiniers. Il demanda lui-même à visiter des écoles et des usines. Le 28 septembre, il fut reçu par le président Eisenhower à la Maison Blanche[65].

Après les civilités d'usage, le président évoqua la question de la Birmanie. Avec la fin de la guerre de Corée, l'implication persistante d'un allié des Etats-Unis avec une armée en exil de trafiquants de drogue à l'intérieur d'un pays neutre constituait un scandale international de plus en plus inacceptable. Ching-kuo indiqua à Eisenhower qu'environ 2000 hommes des forces du KMT seraient bientôt évacués sur Taiwan[66].

Le 1er octobre, Ching-kuo fut reçu par Allen Dulles à l'état-major de la CIA. Il se plaignit qu'il était tenu dans l'ignorance de certains aspects du travail entrepris par la CIA à Taiwan, prétendument en coopération. Il proposa que toutes les informations sur la Chine obtenus par les deux parties soient totalement échangées, que des conclusions communes en soient tirées et que les actions de suivi soient coordonnées[67]. Dulles fut d'accord en principe avec ces idées, et les deux hommes convinrent que leurs agences respectives à Taiwan feraient des propositions ad hoc pour améliorer leurs relations. Dulles ne souleva pas la question des irréguliers du KMT en Birmanie, une omission que Ching-kuo dut sans doute noter[68].

Le même jour, Ching-kuo fut reçu par l'autre frère Dulles. Après un échange amical, le secrétaire d'Etat ajouta qu'«il avait entendu dire par certains de ses représentants que le général était quelque peu brutal dans ses méthodes». Samson Shen, l'interprète, ne traduisit pas cette phrase, et il y eut un bref silence. Dulles répéta qu'«il avait entendu dire que le général était quelque peu brutal dans sa façon de traiter les affaires de sécurité». L'Amérique, continua-t-il, avait eu affaire à des problèmes de subversion mais n'avait pas porté atteinte aux droits fondamentaux de l'homme. Il espérait que le général voudrait bien «considérer la possibilité d'adapter de telles méthodes à la situation dans son propre pays». Shen traduisit ces remarques, et Ching-kuo «murmura un acquiescement pratiquement inaudible[69]».

■

Comme les Américains l'avaient espéré, Ching-kuo retourna effectivement à Taiwan avec un sentiment d'admiration non seulement

pour la puissance de l'Amérique, mais également pour l'ouverture de sa société. De petites comme de grandes choses l'impressionnèrent. Il ne vit pas un seul garde sur le barrage Hoover, et il confia à Samson Chen que ce simple fait en disait long sur les Etats-Unis[70]. Il trouva également que les Américains étaient plus disciplinés et plus travailleurs qu'il ne l'avait pensé – et pas aussi frivoles que ne les présentaient les films de Hollywood. Toutefois, estimait-il, la situation de Taiwan était très différente de celle des Etats-Unis, et une société aussi ouvertement démocratique n'était qu'un objectif lointain pour son propre pays[71].

Les critiques des Américains à l'égard de ses méthodes ne l'embarrassèrent pas énormément. Leur connaissance limitée des affaires de Taiwan et la confiance qu'ils accordaient au jugement des Chinois éduqués en Occident, pensait-il, avaient déformé les vues de beaucoup d'entre eux sur ce qui se passait dans l'île. Les critiques chinois du KMT aux Etats-Unis n'avaient pas de véritables racines dans la population chinoise et ne pouvaient parler en son nom[72]. Les arrestations opérées par les services de sécurité à Taiwan pendant l'année qui suivit son retour furent en fait plus nombreuses qu'en 1951 et 1952, bien qu'après 1954 il n'y eût «pratiquement plus d'exécutions[73]». Il était également évident pour Ching-kuo que, malgré les remarques du secrétaire Dulles, l'aide militaire des Etats-Unis et l'assistance de la CIA à son gouvernement seraient non seulement poursuivies mais seraient accrues, quel que soit le degré de «brutalité» de ses méthodes. A son retour à Taiwan, il établit avec la CIA et le MAAG les liens de haut niveau qui avaient été jusqu'alors le privilège de M^me^ Chiang. Les chefs de station de la CIA furent informés qu'ils devraient accorder une priorité accrue à l'établissement d"étroites relations avec Ching-kuo[74].

Malgré l'impression favorable que Ching-kuo avait faite aux Etats-Unis, certaines personnalités, et notamment John Foster Dulles, restaient profondément sceptiques à son égard. Deux ans après la visite, Dulles fit une allusion au jeune Chiang le présentant comme «le possible chef de file d'une défection anti-américaine (sic)[75]». Les informations défavorables sur Chiang Ching-kuo, pendant toutes les années 1950, provenaient presque toutes du directeur adjoint du renseignement de la CIA, c'est-à-dire du département d'analyse, distinct des opérations de terrain, qui relevaient du directeur adjoint des opérations. Les analystes fondaient leurs réticences et leurs critiques sur

des commentaires privés de «beaucoup de dirigeants nationalistes» qui étaient loin d'être des admirateurs du jeune Chiang[76].

■

En décembre 1953, l'Assemblée générale de l'Onu passa une résolution condamnant le gouvernement de Taipei pour ses activités à l'intérieur de la Birmanie. Finalement, un accord fut conclu entre Taipei, Rangoon et Bangkok pour l'évacuation des irréguliers. La CAT transporta à Taiwan 5 583 soldats du KMT et 1 040 de leurs proches. Beaucoup étaient toutefois soit des vieillards soit des membres de tribus montagnardes locales, plutôt que des Chinois. La plupart des officiers et des hommes appartenant aux unités du KMT préférèrent rester et continuer leur commerce de l'opium[77]. Même s'il avait voulu le faire, Ching-kuo n'aurait pu obliger tous les irréguliers à partir ; il est cependant vraisemblable qu'il ordonna à Li Mi de conserver avec lui nombre de ses soldats aptes au combat en Birmanie et en Thaïlande. Ching-kuo savait que la CIA gardait également le contact avec les forces du KMT laissées dans la région et, bien que ni lui ni les Américains n'approuvassent le commerce de l'opium, tous savaient comment les alliés «irréguliers» assuraient leur subsistance.

13
Famille, amis, ennemis

En 1955, Chiang Kai-shek avait 78 ans, et son image était plus que jamais celle d'un chef plein de sagesse. Assuré de la protection américaine et avec Ching-kuo aux affaires, il pouvait se détendre et adopter le style solennel et détaché qu'il préférait. Sa routine devint encore plus rigide que par le passé. Il se levait à l'aube et, après des méditations, des exercices et des prières du matin avec sa femme, il mangeait un bol de soupe de riz et de légumes conservés dans du vinaigre et buvait un verre d'eau. Il parcourait ensuite les dossiers que Ching-kuo lui avait transmis[1]. Ses autres rituels de la journée – des méditations solitaires, trois marches, la lecture des textes classiques et néoconfucéens, de la Bible, et des *Ruisseaux dans le désert,* la mise à jour consciencieuse de son journal – illustraient son implication très limitée dans le train-train des affaires. Un général qui travaillait pour Ching-kuo dans les années 1950 témoigna que, même pendant ces premières années à Taiwan, le Generalissimo vivait dans une tour d'ivoire, isolé en grande partie de ce qui passait autour de lui. Chiang Kai-shek prenait toutes les «décisions importantes», mais se reposait de plus en plus sur son fils, qui devenait son bras droit, ses yeux et ses oreilles.

Ching-kuo s'était également installé dans la routine. Il se levait à l'aube, pratiquait quelques exercices et prenait sa douche. A six heures et demie, ses collaborateurs lui apportaient une pile de dossiers, de couleur jaune pour les sujets banals et rouge pour ceux qui exigeaient des décisions urgentes. Après les avoir traités, il prenait un repas rapide, très semblable à celui de son père, mais il insistait pour aller lui-même le chercher en cuisine[2]. Il choisissait les dossiers qu'il allait soumettre au Generalissimo et écrivait des notes et des recommandations sur chacun d'entre eux[3].

En 1954, le MAAG nomma le lieutenant-colonel Charles H. Barber auprès du GPWD. Barber avait eu l'occasion de bien connaître Ching-kuo au cours des trente mois précédents. Dans l'action, expliqua-t-il plus tard, Ching-kuo était sans pitié, prenant des décisions sans tenir aucun compte de l'amitié et sans se soucier de savoir qui en souffrirait. D'un autre côté, l'affabilité de Ching-kuo et son manque total de

prétention et de suffisance étaient extrêmement désarmants pour ses critiques. «Beaucoup de gens qui le rencontraient pour la première fois constataient que l'idée qu'ils se faisaient auparavant de lui en était profondément transformée[4].»

Robert Martin, correspondant de l'*US News and World Report,* qui avait connu Ching-kuo sur le continent, vint à Taipei, eut plusieurs entretiens avec lui et ils dînèrent ensemble à deux reprises. Martin fut impressionné par le fait que cet homme, qui possédait un «pouvoir sans frein et aussi considérable» et qui était haï par les «hommes politiques» et certains généraux, osait se déplacer et aller au restaurant sans aucun garde du corps, était «frugal, modeste, informel et totalement dénué de toute infatuation»; il ne manifestait jamais cette «obséquiosité que l'on trouvait généralement chez les hauts responsables nationalistes». Martin fut frappé par «son esprit curieux de tout», «son complet dédain pour ce que nous appelons les droits démocratiques, compensé par un dévouement et une fidélité à une seule cause que l'on trouvait rarement, une énergie intérieure, spirituelle, qui le poussait hors du lit à six heures et demie du matin et lui permettait de travailler intensément jusqu'à minuit». Il fut aussi étonné par «sa capacité à se détendre et à se distraire simplement parce que c'était un homme plutôt fruste».

■

On ne doit jamais oublier, ajouta Martin qu'«il possédait un terrible pouvoir[5]». Ceux qui vinrent le voir chez lui, au début ou au milieu des années 1950, furent surpris de trouver une demeure modestement meublée, située à côté de Ch'angan East Road. Il régnait dans cette maison une atmosphère à la fois austère et informelle. Hormis une rangée de téléphones, rien ne permettait de deviner que c'était la résidence de l'homme le plus puissant de l'île, après son père. Quand il invitait un hôte étranger, Ching-kuo portait souvent une longue robe chinoise et servait lui-même ses invités. Le professeur et écrivain américain, Allen Whiting, évoque dans son témoignage le visage rond et bronzé de Ching-kuo se plissant en un sourire contagieux lorsqu'il racontait de manière comique ses difficultés pour apprendre l'anglais ou les frasques de ses garçons s'ébattant dans le voisinage vêtus de leur accoutrement à la Hopalong Cassidy. Ching-kuo adorait le cinéma et Marilyn Monroe. Après le dîner, les Chiang, de temps en

temps, s'entassaient dans leur Jeep et allaient dans un cinéma de la ville voir un film américain. Ils faisaient la queue, pressés par la foule, et essayaient de trouver des places pour rester tous ensemble dans le cinéma bondé qui, quelquefois, ne sentait pas très bon[6].

Quand il était à la maison, toutefois, Ching-kuo était souvent occupé par des tâches officielles et, bien qu'il jouât avec ses enfants, il était, à leurs yeux, un personnage imposant. Il attendait beaucoup de ses fils, qui craignaient de ne pas être à la hauteur de cette attente. Eddy raconta que quand il était un jeune garçon, son père lui inspirait de «l'appréhension et [de] la peur». Les garçons plus âgés, Alan et Alex, étaient brillants et, selon les amis de la famille, des «enfants gâtés», que Ching-kuo n'hésitait cependant pas à battre chaque fois que Faina lui rapportait leur inconduite. Ching-kuo souhaitait que l'un de ses fils, au moins, soit inscrit à l'académie militaire. Alan suivit la volonté de son père et, en 1955, y entra comme «cadet». Au cours de sa troisième année, toutefois, il déclara qu'il ne pouvait supporter la pression qu'il subissait parce qu'il était le petit-fils du Generalissimo et qu'il préférait abandonner. Ching-kuo fit jouer ses contacts parmi les militaires américains pour qu'Alan soit admis à l'Institut militaire de Virginie, l'ancienne école de Sun Li-jen. Malgré les cours intensifs qu'il suivit, son anglais n'était pas au niveau universitaire exigé aux Etats-Unis et, après huit semaines, il quitta l'institut[7].

■

Lorsqu'il traitait avec les Américains, Ching-kuo tenait grand compte des conseils que lui donnait Jimmy Wei, directeur du journal de langue anglaise *China News*. Wei était quelquefois l'interprète de Ching-kuo, mais c'était surtout son «copain» et son compagnon de beuverie. Certains fonctionnaires américains l'ont décrit comme un «faire-valoir» et un «bouffon»[8]. Ching-kuo avait également conservé ses vieux amis – son camarade de classe de Moscou Wang Hsin-heng était le parrain de son deuxième fils, Alex, et un ami très proche. Toutefois, lorsque, la Taiwan Cement Corporation en fit son président, Ching-kuo confia à l'un de ses collaborateurs qu'il ne pourrait continuer d'avoir des liens de camaraderie étroits avec quelqu'un qui occupait une position aussi puissante dans le domaine privé des affaires et il traita, dès lors, Wang comme une simple connaissance[9]. Le Jeune Maréchal, Chang Hsueh-liang, appartenait à une autre

catégorie. Ching-kuo persuada son père de transférer l'assignation à résidence de Chang de Hsinchu à Peitou, dans la banlieue de Taipei, et de l'autoriser à se rendre dans des lieux publics, bien qu'il lui fût toujours interdit de fréquenter des demeures privées[10]. Environ une fois par mois, Ching-kuo l'invitait à dîner, tard dans la soirée, avec quelquefois, selon la rumeur, des jeunes femmes belles et élégantes[11].

Le club des « amis de Ching-kuo » se réunissait, avec leurs épouses, dans la maison de Ch'angan East Road ou celle de Yangmingshan, appelée la « maison des ivrognes », en référence à un restaurant renommé de Ch'engtu qui avait pris ce nom. A chaque nouveau plat, toute la table devait porter un toast en vidant un petit verre de vin de riz. Le jeu de la mourre était l'épisode le plus dangereux de la soirée, le perdant ayant à boire, non pas un verre, mais un grand bol de vin de riz. Des femmes, comme des hommes, finissaient la soirée « sous la table ». Mais le « directeur » – nom que continuèrent de lui donner ses amis d'avant 1949, même après qu'il devint président – semblait ne jamais perdre totalement ses esprits. De temps en temps, les invités partaient avec des chaussures ou des manteaux qui n'étaient pas les leurs. Les femmes, toutefois, ne faisaient pas partie des articles sur lesquels on pouvait se tromper en de semblables occasions, bien que ces soirées aient pu favoriser les aventures que Ching-kuo eut, prétendit-on, avec les épouses de certains de ses collaborateurs[12]. En public, on ne le vit jamais accompagné d'une autre femme que Faina, mais il eut apparemment plusieurs liaisons au cours des années 1950 et 1960.

Alors que son pouvoir ne cessait d'augmenter, Ching-kuo s'efforça de maintenir quand même un contact avec les gens ordinaires en parcourant la campagne à pied, le dimanche. De 1950 jusqu'à ce qu'il devienne président, en 1978, il visita 320 villes et villages, s'invitant chez les gens sans être annoncé et prenant des repas frugaux avec les personnes du coin dans des cafés à la propreté douteuse[13]. Il emportait quelquefois avec lui des nouilles instantanées qu'il mangeait au long de la route. Même à Taipei, dans les années 1950, il lui arrivait de conduire en ville incognito, sans aucune escorte. Un jour, alors qu'il revenait en Jeep vers la ville, il prit un auto-stoppeur. Il lui demanda où il allait et fit un détour pour conduire son passager à destination. L'homme le remercia et lui donna un billet de 10 NT$.

Ching-kuo accepta le pourboire et quand il arriva chez lui, il dit à Faina : « Regarde, j'ai gagné de l'argent aujourd'hui[14]. »

■

A Hsinchu, ville alors très tranquille, à une heure de voiture de Taipei, les jumeaux illégitimes de Ching-kuo, Hsiao-yen et Hsiao-tz'u, grandissaient eux aussi. Ils vivaient avec leur grand-mère Chang, leur oncle Han-lou et sa nombreuse famille dans une petite maison située dans Central Street. A l'école, leurs condisciples étaient presque tous des natifs de Taiwan si bien que, outre le mandarin, les jumeaux parlaient couramment le dialecte de Taiwan, également appelé *minnan*. En 1955, les deux garçons avaient 13 ans, mais leur grand-mère ne leur avait pas encore appris qui était leur père. Ils croyaient qu'il avait été pris au piège, quelque part, sur le continent, et n'avait pu s'échapper. Wang Sheng leur rendait visite, à l'occasion, pour s'assurer que tout allait bien. Han-lou restait convaincu que sa sœur avait été assassinée et ne voulait pas que la famille aille se faire soigner à l'hôpital public de Hsinchu. Wang Sheng avait beau essayer de le tranquilliser en lui affirmant que ses craintes étaient sans fondement, il refusait de le croire[15].

A la fin des années 1950, quand les jumeaux furent au lycée, ils se choisirent des prénoms anglais, John pour Hsiao-yen et Winston pour Hsiao-tz'u. Ce fut à ce moment que leur grand-mère, avec l'approbation de Ching-kuo, leur avoua qui était leur père. Les deux garçons furent profondément troublés d'apprendre qu'ils étaient les fils de Chiang Ching-kuo et les petits-fils de Chiang Kai-shek. Ils ressentirent en même temps une immense fierté qui fut tempérée par l'injonction stricte de leur grand-mère de ne jamais révéler ce secret à quiconque. Ils comprirent aussi qu'ils ne seraient jamais reconnus publiquement par leur père, qui possédait tellement de pouvoir, ni par leur illustre grand-père. John Chang est persuadé que, pendant des années, Mei-ling contribua indirectement à l'aide financière qu'ils reçurent[16].

■

En 1954, il y avait à Quemoy, Matsu et dans le groupe des îles Tachen, plus au nord, plusieurs milliers de paramilitaires formés et équipés par les Américains[17]. La CIA continuait de ne pas informer l'ambassade des raids et autres opérations secrètes lancés à partir de ces îles. L'ambassadeur Rankin se plaignit dans un télégramme que, pour connaître les activités de la CIA et du MAAG, il lui fallait se

contenter des informations transmises par les sources nationalistes et «quelques commérages disparates». Au même moment, la CIA et le MAAG étaient engagés dans un conflit pour savoir laquelle des deux organisations aurait la responsabilité des opérations paramilitaires sur le continent. D'autres services, tels que l'unité 500 du renseignement militaire, réputée pour son incompétence, se mirent aussi dans la partie, fournissant des formations et des équipements aux réseaux de Ching-kuo, sans même en informer le MAAG ou la CIA, et encore moins l'ambassadeur. Rankin fit courtoisement remarquer dans son télégramme que ces opérations secrètes Ching-kuo/CIA/armée américaine, dont il ne pouvait que supputer l'ampleur, touchaient à des questions fondamentales de paix ou de guerre dans la région et auraient donc exigé «beaucoup plus d'attention, sur le plan politique, qu'elles ne paraissaient en avoir reçu jusqu'à présent[18]».

Les responsables de la CIA et du MAAG ne tenaient pas l'ambassade informée de leurs activités parce qu'ils savaient que les diplomates les auraient considérées comme d'inutiles provocations, particulièrement depuis la fin de la guerre de Corée. Rankin fit observer que ces actions clandestines revenaient à «chatouiller le tigre communiste avec un plumeau». De telles agaceries, ajoutait-il, pourraient conduire Pékin à une réaction militaire contre les îles proches de ses côtes[19]. En 1954, Rankin exprima à deux reprises ses préoccupations à ce sujet au ministre des Affaires étrangères George Yeh. Chaque fois, Yeh écarta cet avertissement, arguant qu'il avait l'impression que les représentants militaires américains sur l'île ne partageaient pas cette opinion[20].

Après l'armistice qui mit fin à la guerre de Corée, Chiang continua de soutenir vigoureusement l'opinion que seule la destruction du régime communiste à Pékin pourrait garantir la paix en Asie. Il déclarait aux Américains de passage sur l'île qu'il possédait les 600 000 hommes nécessaires pour établir une tête de pont sur la côte, après quoi se produirait une défection à grande échelle des communistes et Mao devrait s'enfuir rapidement à Moscou. Cette opération, admettait-il toutefois, exigerait trois à six ans d'efforts de la part des Etats-Unis pour moderniser les armes et les équipements des forces nationalistes, ce qui impliquerait la création et le développement d'une aviation et d'une marine puissantes[21].

Chiang n'ignorait pas les capacités limitées de ses forces armées. Il était également conscient que l'échec d'une attaque massive sur le continent décimerait le cœur même de l'armée nationaliste et risquait de conduire à l'écroulement du régime du KMT. Comme toujours, il n'avait aucune intention de se lancer dans une invasion de grande ampleur ou même d'effectuer une attaque quelque peu significative, à moins d'être assuré de son succès. Une telle condition ne pouvait être remplie que si le régime communiste, y compris l'APL, donnait des signes manifestes d'effondrement, ou si les Américains étaient prêts à effectuer l'essentiel du travail.

Bien que des raids de style piqûre d'épingle contre le continent servissent les intérêts du gouvernement de Taipei, les nationalistes faisaient preuve d'une grande prudence lorsqu'ils les exécutaient. Les officiers américains de la CIA ou de l'armée qui collaboraient aux opérations spéciales des troupes nationalistes stationnées sur les îles proches du continent chinois pendant la guerre de Corée remarquèrent tous le refus de leurs alliés nationalistes de lancer des attaques sérieuses contre le continent. Les nationalistes avaient visiblement peur, expliqua un officier, qu'en infligeant des dommages significatifs aux communistes chinois, ces derniers fassent le nécessaire pour les chasser définitivement de ces petites îles. Les opérations secrètes réalisées à partir des îles Tachen revenaient seulement à encourager la piraterie traditionnelle dans cette zone. Toutes ces actions, finalement, n'étaient ressenties par les communistes que comme une simple gêne, sans conséquences[22].

John Foster Dulles, qui, en 1950, avait exprimé en privé sa préférence pour la solution de l'indépendance de Taiwan, ne nourrissait certainement pas l'espoir de chasser les communistes chinois. Son objectif stratégique consistait à contenir la Chine et à défendre Taiwan. Comme l'a montré Nancy Tucker, dès que fut prise la décision de ne plus tenir Chiang «en laisse», Dulles s'efforça de contrôler ce que faisait Chiang. En décembre 1953, dans un échange de lettres entre Dulles et le ministre des Affaires étrangères Yeh, la RdC prit, une fois encore, l'engagement de ne pas attaquer militairement le continent sans avoir au préalable consulté les Américains et obtenu leur accord[23].

■

Le secrétaire Dulles était déterminé à éviter toute implication des Etats-Unis dans une autre guerre terrestre en Asie. En janvier, il déclara que la politique de «représailles massives», qui signifiait le recours aux armes nucléaires plutôt qu'à des forces terrestres comme en Corée, s'appliquait déjà, à l'Extrême-Orient. La politique d'endiguement et la menace de représailles massives se heurta rapidement, toutefois, à un sérieux dilemme à propos de l'Indochine. En 1954, le programme d'aide militaire au Vietnam atteignait 1 milliard de dollars américains, ce qui couvrait 74 % de l'effort de guerre français. Mais, après la fin de la guerre de Corée, les canons, les mortiers, les bazookas, les munitions et d'autres fournitures venues de Chine commencèrent d'affluer vers le Viêt-minh en provenance du Nord, dépassant plus que largement l'aide américaine aux Français[24]. A un moment donné, Eisenhower caressa l'idée d'envoyer les troupes de Chiang Kai-shek pour renforcer les Français, mais il l'abandonna quand il comprit qu'une telle intervention risquerait de déclencher une réaction de grande ampleur de la Chine communiste. De surcroît, les Français eux-mêmes s'opposèrent à cette option, faisant valoir que les troupes nationalistes ne seraient «pas du tout les bienvenues» au Vietnam[25].

En mars, le général Giap commença le siège de la garnison française de Diên Biên Phu, qui comptait 16000 hommes. Les chefs d'état-major interarmées américains conçurent un plan pour utiliser «trois petites bombes nucléaires tactiques destinées à détruire les positions Viêt-minh et dégager la garnison». Mais Eisenhower et Dulles estimèrent que seule une agression manifeste de la part de la Chine communiste serait une provocation suffisante pour justifier une réponse aussi radicale[26]. Le problème, cependant, était que les Nord-Vietnamiens paraissaient devoir l'emporter sans intervention directe des Chinois. Une opération fut montée, que Ching-kuo supervisa, consistant à faire parvenir par des avions de la CAT des fournitures aux soldats français de Diên Biên Phu dans les deniers jours du siège. La garnison se rendit en mai et 14000 survivants furent emmenés comme prisonniers de guerre[27]. La menace nucléaire américaine persuada, toutefois, Moscou et Pékin d'obliger Hô Chi Minh à accepter un accord qui ne lui attribuait que la moitié du Vietnam[28].

■

Ce règlement de compromis en Indochine s'inscrivait dans une nouvelle politique internationale sino-soviétique dite de «coexistence pacifique» qui était entrée en pratique depuis environ un an. Mao avait accepté cette stratégie globale des nouveaux dirigeants de l'Union soviétique après la mort de Staline, mais il insistait pour qu'il soit bien clair que la coexistence pacifique ne signifiait pas que la Chine allait accepter l'«occupation» permanente de Taiwan par les Etats-Unis. Sans doute pour cette raison, Mao fit rapidement surgir une crise à propos de Quemoy et Matsu. Des avions communistes et nationalistes combattirent au-dessus des deux îles, et les deux parties échangèrent de nombreux tirs d'artillerie.

Les Américains, devant la pression qu'exerçait la Chine communiste sur les deux îles, en conclurent que l'invasion de Quemoy et Matsu était imminente. Pour le monde et pour les Nations unies, il paraissait évident qu'une autre guerre allait éclater en Extrême-Orient. Toutefois, Mao n'avait vraisemblablement pas l'intention de lancer à ce moment-là une attaque de grande envergure sur les deux îles. Il est également très douteux qu'il espérât, comme beaucoup l'ont affirmé, que ces «bruits de bottes» décourageraient les efforts entrepris par les Américains pour former une alliance de sécurité anti-RPC en Asie, ou un pacte de sécurité Taiwan - Etats-Unis que Chiang Kai-shek voulait absolument obtenir[29]. Mao souhaitait surtout démontrer à ses compatriotes et au monde entier, notamment à Taipei, Moscou et Washington, que la guerre civile chinoise n'était pas terminée et que l'objectif de l'unification de la Chine n'était pas abandonné.

La crise de Quemoy de 1954 relança, en fait, en lui donnant une urgence nouvelle, l'idée d'un traité de sécurité mutuelle entre les Etats-Unis et la RdC. Espérant maintenir, à l'avenir, une certaine flexibilité dans les relations de l'Amérique avec la Chine, John Foster Dulles n'était pas favorable à un tel traité. Lorsque les menaces sur Quemoy et Matsu se précisèrent, Dulles proposa de saisir le Conseil de sécurité de la crise, mais Chiang n'était disposé à donner son accord à cette proposition que si Washington s'engageait, par traité, à défendre Taiwan. Avec beaucoup de réticences, Dulles et Eisenhower, en 1954, acceptèrent de signer ce traité à la condition que Chiang «manifeste sa volonté d'adopter une stratégie défensive» dans le détroit. Eisenhower voulait qu'il soit parfaitement clair que :

«[les Etats-Unis] n'all[aient] pas défendre [leur] alliée [la RdC] alors qu'elle attaque [la Chine continentale][30]». Dulles refusa explicitement d'étendre les garanties du traité aux îles proches des côtes chinoises. Ce traité d'alliance entre les Etats-Unis et la RdC renforçait toutefois considérablement le principe d'«une seule Chine», ce qui était beaucoup plus important pour Chiang – et pour Mao.

■

Au cours de l'été de 1954, la plupart des conseillers militaires américains à Taiwan, et aussi, probablement, la majorité des Chinois s'attendaient à ce que Sun Li-jen devienne le nouveau chef d'état-major des forces armées nationalistes. En privé, Sun continuait d'exprimer son mécontentement à l'égard du système des commissaires et de la décision de Chiang de considérer Quemoy et Matsu comme des enjeux d'une telle importance. Sun dit à Wellington Koo, qui était revenu à Taipei pour un bref séjour, que la défense coûte que coûte de Quemoy, imposée par Chiang, sacrifiait la stratégie militaire à des considérations politiques. Koo mit en garde le général, lui recommandant «d'être un peu plus prudent parce que certains (…) ne comprendraient pas ses opinions ou ses manières[31]».

Des rapports clandestins sur les crimes de lèse-majesté de Sun auraient convaincu Chiang et son fils que celui qui non seulement admirait Vinegar Joe, mais partageait aussi ses façons de penser était en train de se placer pour prendre le pouvoir après la mort du Generalissimo, ou même avant. En août 1954, Chiang Kai-shek démit brusquement Sun de tous ses postes de commandement pour le nommer chef de son état-major personnel, position totalement honorifique. En mai 1955, la police militaire arrêta le colonel Kuo Ting-liang, un ancien collaborateur du général Sun, l'accusant de faire partie d'une conspiration visant à provoquer une rébellion au sein des forces armées. Peu de temps après, la police militaire informa Sun qu'il était désormais assigné à résidence.

Les Chiang étaient conscients que des accusations de sédition contre un général hautement respecté seraient considérées avec beaucoup de scepticisme par les Américains, mais ils ne s'attendaient pas à ce que la réaction des Etats-Unis soit aussi forte[32]. Après avoir écouté l'ambassadeur Koo expliquer les raisons qu'avait son gouvernement de mettre le général Sun en accusation, l'amiral Radford fut

abasourdi. Il affirma que Sun était le général le plus capable de toute l'armée chinoise et qu'il «ne pouvait être procommuniste et qu'il ne l'avait jamais été». «Quelque chose ne doit pas tourner rond dans l'armée chinoise, précisa-t-il, si [comme ils en sont accusés], 100 officiers répartis [dans différentes unités] se sont volontairement joints à la conspiration contre le Generalissimo.» De plus en plus indigné au fur et à mesure qu'il parlait, Radford dit qu'il était d'accord avec Sun Li-jen pour estimer que le GPWD était un mauvais système: «Les promotions [dans l'armée nationaliste] ne reposent pas sur le jugement des commandants, mais sur celui des commissaires politiques… le moral [est] en conséquence très bas… [et] les commandants n'ont aucune autorité sur leurs hommes». Une telle armée, conclut l'amiral, ne peut pas combattre efficacement. Le compte rendu de cette conversation fut sans doute un choc pour Chiang et son fils[33].

Aussi se décidèrent-ils pour un compromis. Une commission d'enquête dirigée par Ch'en Ch'eng détermina que Sun s'était efforcé de créer une faction, qu'il avait donné des ordres au colonel Kuo afin de «développer» cette action et qu'il était informé que Kuo fomentait une conspiration. Mais la commission trouva également que Sun ne savait pas que Kuo était communiste et qu'il n'existait aucune preuve que «Sun était l'instigateur de la conspiration». La commission recommanda la clémence. Le Generalissimo décréta donc qu'il n'y aurait pas d'autre action disciplinaire contre le général, mais il demanda que le ministère de la Défense «continue de l'observer régulièrement de manière que tout signe d'amendement puisse être favorablement noté». Pendant les trente-trois années suivantes, Sun resta assigné à résidence.

Hormis Sun Li-jen, le critique le plus virulent du GPWD était Chiang Wei-kuo. Après que Wei-kuo fut revenu des Etats-Unis, au début de 1955, Chiang entendait le nommer directeur adjoint du 2e Bureau (ou G-2) du ministère de la Défense, dont les activités étaient centrées sur le renseignement militaire. Le 2e Bureau traitait essentiellement de données tactiques et stratégiques, comme l'ordre de bataille de l'ennemi, et il était tout à fait distinct du Bureau du renseignement du ministère de la Défense nationale (Intelligence Bureau of the Ministry of National Defense, IBMND), qui se focalisait sur l'espionnage et le contre-espionnage. Il n'en restait pas moins un ser-

vice lié au renseignement et, à ce titre, le poste de directeur adjoint était un poste sensible. Ching-kuo suggéra à son père que, puisque Wei-kuo parlait bien anglais, il serait plus utile au 3e Bureau (G-3), qui traitait des opérations. Le Generalissimo modifia l'affectation de Wei-kuo et il fut nommé au 3e Bureau[34].

■

Le conflit autour des îles proches du continent se poursuivit jusqu'en 1955. Dulles fit une concession : si les nationalistes se retiraient des Tachen, le gouvernement essaierait de persuader le Congrès de voter une résolution autorisant le président à aider les nationalistes à défendre non seulement Taiwan et les Pescadores, mais aussi les «positions qui en relevaient». Le Generalissimo donna son accord, et Ching-kuo se rendit sur ces îles pour superviser leur évacuation, apportant son soutien moral aux villageois lorsqu'ils plaçaient des rubans en travers des portes de leur maison pour signifier qu'ils reviendraient. Il prit le dernier bateau qui quitta les Tachen[35].

En même temps, Chiang continuait à accroître la présence militaire nationaliste sur Quemoy et Matsu[36]. Les deux garnisons de 100 000 hommes ne cessaient de creuser des tunnels et d'accumuler des stocks considérables de munitions et de nourriture. Ces importants renforcements des défenses des deux îles augmentèrent dans de fortes proportions les coûts psychologique et politique de leur perte éventuelle et firent donc également monter les enchères pour les Etats-Unis. En avril, Mao fit brusquement baisser la pression. Lui-même et Chiang avaient obtenu ce qu'ils voulaient. De surcroît, la Conférence des pays non alignés, qui devait mettre l'accent sur la coexistence pacifique, allait s'ouvrir à Bandung, en Indonésie. Ce fut le facteur supplémentaire qui conduisit à la décision de Mao.

A peine avait-il réussi à faire adopter par le Congrès la résolution sur Formose que le gouvernement américain chercha à persuader Chiang d'abandonner Quemoy et Matsu. Lors d'une réunion, en avril, avec le Generalissimo, l'amiral Radford et le secrétaire adjoint Robertson lui indiquèrent que, malgré cette résolution, le président Eisenhower avait décidé de ne pas autoriser les forces américaines à défendre Quemoy et Matsu. Toutefois, ajoutèrent-ils, si les nationalistes se retiraient de ces îles avant-postes, les forces navales américaines interdiraient le franchissement d'une ligne maritime qui irait, le long de la côte chinoise,

de Swatow, au sud, à Wenchow, dans la province du Chekiang, au nord de Taiwan. En d'autres termes, pour forcer le Generalissimo à abandonner Quemoy et Matsu, les Etats-Unis étaient prêts à s'engager dans un nouvel état de guerre de facto contre les communistes dans le détroit. Chiang, cependant, refusa d'accepter cette stupéfiante proposition dont les conséquences auraient pu être considérables. Le lien avec le continent, que les deux îles symbolisaient, était plus important à ses yeux. Le Generalissimo était conscient que l'opération navale proposée par les Américains, qui conduirait au retrait des deux îles, conférerait à Taiwan le statut définitif d'une entité isolée et séparée[37].

■

En 1955, malgré leurs vues divergentes au sujet des îles voisines des côtes du continent, Washington et Taipei semblaient être de proches alliés. Il en était de même des deux géants communistes, en dépit de quelques différences idéologiques. Molotov déclara que le camp socialiste était dirigé à la fois par l'Union soviétique et par la Chine[38]. Les deux puissances coopéraient étroitement pour imposer la stratégie de la coexistence pacifique. A la conférence afro-asiatique de Bandung, Zhou Enlai déclara que la Chine souhaitait avoir des relations amicales avec tous les pays et proposa que Pékin et Washington ouvrent des négociations pour éliminer les tensions dans la zone de Taiwan. Cette nouvelle attitude de la Chine convainquit un certain nombre de pays de rompre leurs relations diplomatiques avec Taipei et de reconnaître la République populaire de Chine comme le gouvernement légitime de la Chine. Plus préoccupante encore pour Taipei fut l'ouverture de discussions à Genève, en 1955, à un niveau ambassadorial, entre Washington et Pékin. Les Américains expliquèrent au Generalissimo et à Ching-kuo que cet échange n'avait d'autre objectif que d'essayer de persuader Pékin de renoncer à l'usage de la force dans le détroit. Mais c'était exactement ce que les nationalistes craignaient. Si jamais la Chine s'engageait sur ce point, une telle décision remettrait en question la raison d'être de leur pouvoir autocratique[39].

En fait, quelques mois après le début de ces discussions, les Chinois suggérèrent de publier une déclaration conjointe sino-américaine énonçant que les deux pays s'engageaient à résoudre toute dispute les opposant par des moyens pacifiques et sans recourir à la menace ou à la force. Le représentant chinois, Wang Pingnan, apporta une précision

clé, «souligna[nt] que l'expression "disputes entre les deux pays" qui devait figurer dans la déclaration proposée incluait également la dispute qui concernait Taiwan[40]». En d'autres termes, Mao Zedong était prêt, en 1955, à signer un accord conjoint sino-américain de non-recours à la force dans lequel il serait officiellement stipulé que les termes de cet accord s'appliquaient à tout ce qui touchait à Taiwan. Accepter cette proposition de Pékin aurait fait considérablement progresser l'espoir de Dulles de parvenir à une paix à long terme dans le détroit en laissant ouvert le statut de Taiwan et en préservant des relations souples et non conflictuelles avec la Chine à l'avenir. Enthousiasmé, le négociateur américain, l'ambassadeur Alexis Johnson, envoya un télégramme «immédiat» demandant de manière très pressante que la proposition chinoise fût acceptée[41].

Les analystes de la CIA prédisaient alors que, même sans une amélioration des relations sino-américaines, la position internationale de Taiwan se détériorerait progressivement, tandis que, dans le même temps, la puissance diplomatique, militaire et économique de la Chine ne cesserait de croître[42]. Dulles et Eisenhower, toutefois, craignaient que tout accord entre la Chine et les Etats-Unis conduisant à faire diminuer la tension dans le détroit, même s'il servait à la réalisation des objectifs américains, ne provoque une réaction furieuse de Chiang ainsi que de l'aile droite des républicains et n'incite un grand nombre de pays à se bousculer pour reconnaître Pékin et couper leurs relations avec Taipei. Stratégiquement, la proposition chinoise était intéressante ; politiquement, elle conduisait à une situation confuse. Le gouvernement, finalement, la rejeta et réitéra, à la place, sa demande traditionnelle que Pékin, de manière officielle et spécifique, «renonce à tout usage de la force et tout particulièrement en ce qui concernait Taiwan[43]». La proposition de Pékin de décembre 1955 suggère que, malgré les différences philosophiques qui opposaient Mao et Khrouchtchev sur le fait de savoir si la coexistence pacifique était une politique de nature tactique ou stratégique, Mao était alors prêt à suivre Moscou et à rechercher un rapprochement avec les Etats-Unis, qu'il jugeait essentiel. Le rejet par Washington de ce compromis sur la question de Taiwan joua un rôle dans la radicalisation de Mao au cours des années suivantes et dans sa rupture définitive avec Moscou. Cette offre exceptionnelle ne fut évidemment jamais renouvelée.

14
Manipuler le grand protecteur

En 1957, il y avait 10 000 Américains et leurs familles à Taiwan, pour la plupart des militaires ou des agents de la CIA[1]. Un soir de printemps, dans une petite maison située dans les faubourgs de Taipei, la femme du sergent-chef Robert Reynolds, de l'armée américaine, appela son mari en hurlant. Quelqu'un l'avait épiée à travers la fenêtre de la salle de bains pendant qu'elle prenait sa douche. Reynolds saisit son pistolet, se précipita dehors et tira sur un Chinois qui se trouvait dans leur jardin. Etant donné les accords bilatéraux passés entre les deux pays, ce fut un tribunal militaire américain qui jugea Reynolds, à Taipei, pour homicide involontaire. Le 23 mai, le sergent fut jugé innocent, et un avion militaire le transporta rapidement, ainsi que sa femme, aux Philippines.

Ce fut immédiatement un tollé dans la presse de Taipei. Le 24 mai, l'épouse de la victime et des centaines de jeunes manifestants se rassemblèrent devant l'ambassade américaine pour protester. La foule grossit rapidement, en même temps que sa colère, et elle se mit à jeter des pierres sur l'ambassade. Le chargé d'affaires américain appela le ministre des Affaires étrangères, George Yeh, pour exiger une protection, sur quoi Yeh prit contact avec le Commandement de la garnison et leur demanda de mettre un terme à la manifestation. Le commandant local lui répondit qu'un tel ordre ne pouvait émaner que du président[2].

Entre-temps, Lee Huan avait alerté Ching-kuo, qui se rendit rapidement à l'état-major du Corps des jeunesses pour contrôler la situation[3]. Les manifestants devenaient de plus en plus violents et, lorsqu'ils franchirent les murs, les marines, à l'intérieur, utilisèrent des gaz lacrymogènes pour essayer de les arrêter. George Yeh appela Ching-kuo pour lui demander d'agir immédiatement. L'officier du Commandement de la garnison responsable de l'unité antiémeute située à proximité de l'ambassade demanda l'autorisation de rétablir l'ordre. Ching-kuo lui ordonna de ne pas utiliser la force. En contrepartie, il dépêcha des policiers en civil qui devaient s'efforcer d'infiltrer la foule et de contenir la violence.

Les manifestants, malgré les gaz, se regroupèrent en masse dans l'enceinte de l'ambassade. Quand les marines abandonnèrent la partie, les émeutiers saccagèrent l'ambassade et jetèrent le coffre-fort de l'ambassadeur par la fenêtre du deuxième étage. Les agents de la CIA prirent des photos qui montraient la police en attente, ne faisant rien. Des armoires fortes furent forcées et des hommes en civil de la sécurité chinoise (selon les hypothèses de la CIA) ramassèrent des brassées de papiers et se sauvèrent rapidement. La foule se dirigea alors vers la bibliothèque du centre culturel américain et la mit également à sac. Ching-kuo et Lee Huan restèrent éveillés toute la nuit pour «gérer l'incident[4]».

Dès que le calme revint, nombreux furent alors ceux qui se tordirent les mains de désespoir, protestèrent de leur amitié et se répandirent en excuses. Le jugement final des Américains sur cette affaire fut exprimé dans un rapport des services nationaux de renseignements (National Intelligence Estimate) du 27 août, préparé par la CIA mais cosigné par les services de renseignements du Département d'Etat et de celui de la Défense. Le document, rédigé par un comité, s'efforce de ménager la chèvre et le chou: «Bien que certains responsables au plus haut niveau aient probablement su qu'une manifestation se préparait et qu'ils en aient tiré certains avantages, le pillage de l'ambassade ne fut sans doute pas prémédité. Le contrôle de la foule, lorsque la manifestation devint violente, prit beaucoup de temps, jetant un sérieux doute sur les capacités du gouvernement d'agir vite et efficacement dans une éventuelle situation d'urgence[5].»

■

Les circonstances de l'émeute restèrent en travers de la gorge d'Eisenhower, mais Washington était tellement engagé aux côtés du gouvernement nationaliste à la fois sur le plan intérieur et sur le plan international qu'il souhaitait oublier rapidement toute l'affaire. La réaction très molle des Américains confirma à Ching-kuo et à son père à quel point les moyens de pression dont ils disposaient sur les puissants Etats-Unis étaient efficaces. Les troubles avaient commencé quand des membres du Corps des jeunesses, indignés par l'affaire Reynolds, avaient demandé l'autorisation de manifester devant l'ambassade. La requête était remontée jusqu'à Ching-kuo lui-même. Se souvenant de ses propres années d'étudiant et personnellement irrité par le ver-

dict du tribunal militaire, il approuva la demande sous réserve que la manifestation soit pacifique. Elle ne devint violente et incontrôlée que parce que des éléments extérieurs vinrent grossir la foule[6].

Vingt ans plus tard, lors d'une autre crise, Ching-kuo déclara à l'un de ses collaborateurs que tant qu'il aurait suffisamment d'autorité pour l'imposer les troupes gouvernementales ne tireraient pas sur la foule dans les rues de Taipei[7]. Depuis qu'il était devenu le responsable de la sécurité, à la fin de 1949, il avait ordonné, directement ou indirectement, l'arrestation et la détention d'un nombre considérable de gens et, au cours des premières années de cette brutale répression, plusieurs milliers d'exécutions, mais il n'y eut effectivement pas d'exemple d'une manifestation publique sur laquelle l'armée ou la police nationaliste ait tiré. Ching-kuo estimait que les Américains avaient les moyens de s'offrir une nouvelle ambassade, comme il le précisa à l'un des proches collaborateurs des années 1980 qui, à l'époque de l'assaut sur l'ambassade, était membre du Corps des jeunesses. « Il vaut mieux un tel incident plutôt que de faire tirer la police sur les manifestants au nom de Chiang Ching-kuo[8]. »

L'émeute, toutefois, nourrit les soupçons qui pesaient déjà sur Ching-kuo dans certains cercles américains. En 1958, plusieurs sénateurs et membres du Congrès protestèrent vigoureusement auprès du Département d'Etat et auprès du président en personne contre une prochaine visite aux Etats-Unis de Chiang Ching-kuo. Un porte-parole de ce groupe d'opposants affirma que Ching-kuo était « totalement procommuniste » et que son Corps des jeunesses avait aidé à organiser l'attaque contre l'ambassade[9]. Le sénateur Everett Dirksen déclara publiquement que le secrétaire adjoint Walter Robertson était « un anticommuniste convaincu, mais que son point faible était Chiang Ching-kuo[10] ».

■

Ayant reçu des compensations et des excuses de leurs hôtes, les Américains réparèrent leur ambassade, achetèrent de nouveaux coffres-forts et se préparèrent à accueillir un nouvel ambassadeur, le diplomate de carrière Everett Drumright. Comme Rankin, Drumright travailla dans le sens qu'il pensait être celui de la politique officielle, à savoir que la puissance, la sécurité et le prestige du gouvernement de la République de Chine étaient d'une importance vitale

pour les Etats-Unis. Sur presque tous les sujets, il partagea – plus encore que son prédécesseur – les vues de Chiang Kai-shek et de Chiang Ching-kuo. Drumright traitait normalement avec George Yeh et, quelquefois, exceptionnellement, avec le Generalissimo lui-même, mais il avait peu de contacts avec Ching-kuo, contacts qui étaient la prérogative jalousement gardée de la CIA.

Au début du printemps de 1958, le nouveau chef de station de la CIA, Ray S. Cline, arriva à Taipei. La piètre couverture de l'agence, Western Enterprises, avait été changée en Naval Auxiliary Communications Center. Cline était un homme cultivé, aimable et sérieux. Au cours des quatre années suivantes, Ching-kuo et lui allaient établir des relations professionnelle et personnelle d'une qualité probablement inégalée entre un chef d'agence de la CIA et le responsable des services de renseignements d'un pays étranger. Les familles Chiang et Cline devinrent également très proches. Les enfants de Ching-kuo appelaient le chef de la CIA «oncle Ray», et Ching-kuo prit des leçons d'anglais plusieurs fois par semaine avec la femme de Ray, Marjorie. M^me^ Cline l'aida également à rédiger la préface d'une version anglaise des Mémoires de ses années en Union soviétique, écrits à Hsikou en 1937.

Les Chiang prirent l'habitude d'assister aux soirées organisées par les membres de la CIA au club de l'agence à Taipei. Ils portaient le costume prescrit – par exemple des chemises de cow-boy – et participaient aux danses. Lors d'une de ces soirées, Ching-kuo poussa l'obligeance jusqu'à se vêtir d'une veste de serveur, avec une serviette sur son avant-bras, et à se joindre à un quatuor d'hommes chantant a cappella. Aux dires de Cline, tout le monde estimait que Ching-kuo était «régulier[11]». A l'occasion, les deux espions en chef, tous deux d'âge mûr et qui même se ressemblaient, faisaient la fête seuls tous les deux[12].

Sur la recommandation de Cline, les Etats-Unis fournirent aux nationalistes plusieurs avions espions U-2 et formèrent des pilotes pour utiliser cet avion volant à très haute altitude. Sous la direction de Ching-kuo, les forces aériennes de la RdC assurèrent la maintenance des U-2 et quelquefois les pilotèrent, mais la CIA contrôlait de très près tous les vols opérationnels. Ces vols devinrent, à Taiwan, l'activité conjointe de collecte de renseignements la plus efficace et la plus importante. Pendant cette période, le Generalissimo continua de réclamer toujours plus de matériel militaire à technologie avancée.

En 1958, il transmit aux Américains huit demandes particulièrement audacieuses. Quarante ans plus tard, le Département d'Etat n'a pas encore divulgué les documents relatifs à ce dossier. Par inadvertance, toutefois, un mémorandum déclassifié en 1998 fait état du rejet par Washington de la requête la plus spectaculaire de Chiang : la fourniture d'armes nucléaires et de missiles guidés[13].

■

Au début de 1958, un groupe d'hommes politiques, de hauts fonctionnaires et de militaires indonésiens fomentèrent une rébellion contre le président Soekarno dans le centre de Sumatra et l'est de Sulawesi. En mars, au cours d'une réunion avec le secrétaire Dulles, le président Chiang émit l'opinion que si le très « à gauche » Soekarno matait la rébellion, ce succès renforcerait considérablement la position des communistes en Indonésie. Dulles ne put qu'en convenir[14]. Cline et Ching-kuo imaginèrent alors un plan pour fournir un appui aérien tactique ainsi que des armes et d'autres équipements aux forces rebelles anti-Soekarno. Si Soekarno ne pouvait être renversé, le deuxième objectif de ce projet conjoint consistait à faire éclater la république d'Indonésie, en partant de l'hypothèse que Soekarno avait l'intention de rallier son pays au camp communiste.

L'opération se révéla très vite être un complet échec. L'armée indonésienne abattit l'un des avions de la CIA et captura son pilote américain, Alan Pope. L'incident fut exploité par le parti communiste indonésien (PKI), qui eut toutes les raisons d'affirmer que l'Amérique, avocate du respect de la loi dans les relations internationales, soutenait secrètement une rébellion violente contre un Etat membre des Nations unies[15]. Prenant prétexte de l'intervention secrète des Américains aux côtés des dissidents, l'Union soviétique s'empressa de fournir des Mig-16 à Soekarno.

Quand Washington abandonna les rebelles et adopta une politique visant à renforcer l'armée indonésienne pour en faire un rempart contre les communistes, on en arriva à une situation des plus curieuses. Les bombardiers B-26 de Ching-kuo, dont l'action était soutenue par la CIA, continuaient leurs missions d'appui à la rébellion, alors que les Etats-Unis commençaient d'envoyer au gouvernement de Jakarta des armes destinées à l'aider à réprimer le soulèvement[16]. Washington avait reconsidéré ses positions ; Soekarno était peut-être récupérable. En

septembre, Dulles fit, en privé, la remarque: «Soekarno n'est pas un fanatique comme Chiang Kai-shek (…), mais plutôt un magouilleur et un homme politique modéré et adroit[17]». Le secrétaire d'Etat sous-estimait beaucoup le Generalissimo, qui était considérablement plus adroit que ne l'était le leader indonésien pour manipuler les Américains.

Malgré quelques périodes occasionnelles d'activité et d'excitation comme la mésaventure de Sulawesi, le personnel des opérations spéciales de Ching-kuo se sentait plutôt mal à l'aise. Le MAAG avait formé 3000 soldats nationalistes pour intégrer les forces spéciales, mais, après l'évacuation des îles Tachen en 1955, la CIA et le MAAG s'étaient «pratiquement retirés» de toute implication dans des raids de pénétration contre la Chine. Ayant finalement admis que les communistes «étaient extrêmement efficaces pour tuer dans l'œuf toutes les tentatives en ce sens», Washington communiqua des directives officielles aux agences américaines à Taiwan leur ordonnant de s'opposer à ce que leurs alliés continuent de s'engager dans de telles opérations[18].

Mais avec Drumright et Cline pour faire appliquer ces directives, Ching-kuo et le Generalissimo commencèrent au contraire à exercer des pressions pour que ces raids se multiplient. Peu de temps après l'arrivée de Cline, Ching-kuo lui présenta une proposition demandant aux Etats-Unis de former et d'armer 30 000 parachutistes qui seraient prêts à sauter sur le continent lorsqu'un soulèvement sérieux se produirait. Drumright appuya fortement cette proposition. Le Département d'Etat répondit que le sujet devait être soigneusement discuté avec Chiang, mais rappela à Drumright l'échec total des tentatives précédentes[19]. Certains qu'ils ne seraient pas suivis, Chiang et son fils proposèrent également une force nationaliste de déploiement rapide qui pourrait agir immédiatement, comme une unité de pompiers, «pour protéger les intérêts du monde libre en Asie». Les chefs d'état-major interarmées des Etats-Unis firent remarquer que la plupart des pays d'Asie ne seraient guère en faveur d'une telle force et que, si jamais elle devenait opérationnelle, chacune de ses interventions provoquerait en retour celle de la Chine communiste[20].

■

En février 1956, Khrouchtchev déclara au 20e Congrès du PCUS que la coexistence pacifique était un «principe fondamental» et pas un stratagème tactique. Une telle déclaration était importante et attira

l'attention des membres du congrès, mais cette réaction ne fut en rien comparable à l'onde de choc qui parcourut l'assemblée (Deng Xiaoping était également présent) lorsque, peu après, il dénonça de manière spectaculaire les crimes de Joseph Staline[21]. La première réponse de Mao à ces révélations fut de déclencher sa propre tentative de libéralisation, la campagne des Cent Fleurs, pour encourager la discussion et la critique. En juin 1957, toutefois, confronté à une vague de désapprobation intellectuelle et aux leçons de la rébellion hongroise, il mit brusquement un terme aux Cent Fleurs et il prit de sévères mesures punitives contre ceux qui avaient osé parler. Il nomma son collaborateur favori au sein du parti, Deng Xiaoping, responsable de cette campagne de répression qui étiqueta 300 000 intellectuels comme «personnes de droite», envoya des milliers d'entre eux dans des camps de rééducation et conduisit à de nombreuses exécutions[22].

En août, l'URSS testa son premier missile intercontinental et, six semaines plus tard, le *Spoutnik,* le premier satellite artificiel, fut placé en orbite, ce qui fit grand bruit. Le monde, y compris Mao, fut impressionné. Un mois après le lancement du *Spoutnik,* les Soviétiques et les Chinois signèrent un accord secret aux termes duquel l'URSS s'engageait à fournir une assistance scientifique et technique pour permettre à la Chine de fabriquer ses propres armes nucléaires[23]. Ces événements provoquèrent chez Mao un désir renouvelé de secouer le monde et de fomenter des révolutions. Le 7 novembre à Moscou, dans un discours à l'occasion des célébrations pour le 40e anniversaire de la Révolution bolchevique, il réitéra son adhésion à une vision militante de l'évolution politique du monde[24]. Dès son retour de Russie, Mao réfléchit à un plan dit du «Grand Bond en avant» dans le domaine de la production agricole et industrielle. Prévoyant que son parti bien-aimé en retirerait d'importants bénéfices, Deng Xiaoping appuya avec enthousiasme les idées de Mao.

■

En mai 1958, le Grand Bond en avant fut officiellement lancé. Ce programme draconien eut un effet considérable sur la politique intérieure du PCC, sur Mao lui-même, sur les relations sino-soviétiques et sur le développement du radicalisme chinois dans les années 1960. Il fut également un catalyseur de la crise de Quemoy en 1958. Le Bond en avant avait l'ambition d'être le *Spoutnik* de

Mao dans le domaine politique : une transformation révolutionnaire de la société humaine.

Khrouchtchev se rendit secrètement à Pékin en juillet de cette même année, apportant avec lui ce qu'il estimait être une généreuse proposition pour renforcer le partenariat entre les deux pays : mettre sur pied une flotte conjointe sino-soviétique dans le Pacifique[25]. Au moment même, toutefois, où cette visite eut lieu, Mao recevait, de la campagne, des rapports éclatants et enthousiastes sur les résultats initiaux de sa grandiose réforme rurale. N'étant pas d'humeur à parler de coopération, Mao assortit sa réponse à la proposition de création d'une flotte de conditions telles que le dirigeant russe ne pouvait les accepter. Khrouchtchev le mit alors en garde sur les risques possibles de la question de Taiwan si elle n'était pas traitée avec prudence[26]. Ce conseil mit Mao hors de lui, le confortant dans ses soupçons que les Soviétiques se préparaient à donner leur acquiescement aux Américains, sinon à être de connivence avec eux, pour que la notion de deux Chines devienne un état de fait[27].

■

Le 23 août, les batteries des communistes installées sur la côte tirèrent, en deux heures, 50 000 obus sur Quemoy. Pendant les cinq jours suivants, un déluge d'explosifs s'abattit sur l'île. Mao expliqua, en privé, à son médecin personnel, que ce bombardement spectaculaire était une pure « mise en scène ». Il ne souhaitait pas s'emparer de Quemoy ou de Matsu parce qu'elles représentaient le lien symbolique de la souveraineté de la Chine sur Taiwan. « Les îles sont comme deux baguettes de chef d'orchestre qui font danser Khrouchtchev et Eisenhower et les font se précipiter ici ou là[28]. » C'était la version Mao de la politique de tension de Dulles ; il voulait menacer, mais certainement pas envahir Quemoy et sa sœur jumelle.

Lors d'une réunion du NSC en août, Eisenhower s'éleva contre le fait que les Etats-Unis étaient « poussés à agir d'une manière qu'ils ne trouvaient pas convenable [défendre les îles proches du continent] à cause de l'intransigeance de quelqu'un d'autre [Chiang Kai-shek][29] ». En même temps, il ne pouvait réfuter l'argument que lui opposaient les chefs d'état-major interarmées et John Foster Dulles : étant donné que Chiang, malgré l'opposition résolue de Washington, avait déjà placé plus de 100 000 hommes de troupe sur Quemoy, l'île était ipso

facto devenue stratégiquement importante et elle l'était devenue suffisamment pour que l'Amérique entre en guerre ou même fasse usage d'armes nucléaires pour la défendre, si cela se révélait nécessaire[30]. Le 4 septembre, Dulles déclara publiquement que les forces américaines interviendraient pour protéger Quemoy. Bien que Moscou, à l'instar de Washington, n'approuvât pas non plus l'action de son allié à l'égard de Quemoy, les Russes se sentirent obligés d'avertir : « une attaque sur la République populaire de Chine, qui est une grande amie, une alliée et une voisine de notre pays, serait considérée comme une attaque contre l'Union soviétique elle-même[31] ».

Les experts du Pentagone estimaient tous que si les communistes continuaient de bombarder l'île à coups d'obus, seule l'arme nucléaire pourrait forcer le blocus. Dulles et les chefs militaires discutèrent de manière confidentielle des différents types d'armes nucléaires qui pourraient être utilisés en cas de nécessité[32]. Les Etats-Unis transportèrent en hâte à Quemoy des canons de huit pouces capables de tirer des charges atomiques. Une armada américaine de grande ampleur se mit en marche vers l'ouest par mer et par les airs pour défendre une petite île dont les dirigeants des Etats-Unis pensaient qu'elle ne devait pas être défendue[33]. Le fait que les forces de Ching-kuo avaient continué d'utiliser l'île comme base pour lancer des raids sans conséquence contre le continent affaiblissait d'autant les justifications de la réaction américaine. Lors d'une réunion, même le secrétaire Dulles lâcha que les Etats-Unis « ne pouvaient guère espérer que les communistes se retiendraient d'attaquer les îles alors qu'elles servaient de bases de départ pour des actions hostiles contre le continent[34] ».

Au cours de la crise de Quemoy, Chiang Kai-shek et Ch'en Ch'eng rencontrèrent fréquemment Drumright, et Ching-kuo vit Cline pratiquement tous les jours. Les dirigeants nationalistes exprimèrent leur consternation devant la menace communiste, mirent en garde contre la dangereuse futilité d'essayer de négocier avec Pékin, rappelèrent les conséquences désastreuses qu'entraînerait l'abandon de Quemoy, firent pression sur les Américains pour qu'ils agissent avec force pour mettre un terme au blocus et réclamèrent plus d'armes américaines à technologie avancée[35]. Dans ses rapports à Washington, Cline se fit l'écho des vues de Ching-kuo selon lesquelles « il était essentiel » de répondre à la menace sur Quemoy[36].

Ching-kuo se rendit plusieurs fois sur l'île pendant la période au cours de laquelle les bombardements furent les plus intenses et, une fois, il rapporta à Cline la culasse d'un obus à charge creuse qui avait transpercé un bunker[37].

■

Les Chiang devaient convaincre les Américains que le régime du KMT constituait un allié puissant et stable, tout en insistant, en même temps, sur le fait que l'ancrage du gouvernement sur Taiwan était si fragile que s'il abandonnait l'île minuscule et très éloignée de Quemoy, il s'effondrerait. Quemoy, de toute évidence, demeurait importante aux yeux du Generalissimo pour les mêmes raisons qu'elle l'était pour Mao. Si les nationalistes abandonnaient ces avant-postes, la solution des deux Chines et, en fin de compte, celle de l'indépendance de Taiwan semblaient en être la suite logique, plus encore que quatre et huit ans auparavant. Mao avait orchestré la crise, mais les Chiang s'en servirent aussi avec beaucoup d'habileté. A la suite de l'incident de Quemoy, l'Amérique envoya en hâte à Taiwan pour 350 millions de dollars américains d'artillerie, d'avions, de tanks, de bateaux amphibies et autre matériel de guerre moderne en supplément de l'aide militaire importante qui avait déjà été programmée[38]. Parmi les armes nouvelles figuraient les derniers missiles air-air Sidewinder, qui donnèrent aux forces aériennes de Taiwan une indéniable supériorité par rapport aux Mig communistes. Chiang Kai-shek, toutefois, allait devoir payer un prix pour avoir conduit au bord du gouffre une administration américaine très réticente.

Eisenhower insista pour que les Etats-Unis, bien qu'ils fussent sérieusement engagés dans la guerre au sujet de Quemoy, manifestent une volonté de «conciliation et de négociation» sur cette question et il réussit à relancer les discussions entre les Etats-Unis et la Chine au niveau des ambassadeurs, qui reprirent à Varsovie. Le premier de ces échanges eut lieu le 15 septembre. Abruptement, le 6 octobre, sur les instructions de Mao, Pékin annonça un arrêt des bombardements. A peu près au même moment, Eisenhower et Dulles reçurent une évaluation précise de ce qu'impliquerait l'option nucléaire concernant Quemoy et très rapidement s'y opposèrent, mais on avait été très près du précipice.

Le 21 octobre, Dulles se rendit à Taipei pour transmettre personnellement au Generalissimo une stupéfiante liste des mesures qu'il devait prendre s'il voulait empêcher à son gouvernement d'être «liquidé». Les autorités de Taipei, notamment, devaient manifester clairement par des actes qu'elles entendaient se comporter «comme s'il existait un armistice» avec le régime du continent; manifester également qu'elles étaient désireuses de «conclure un tel armistice»; et s'engager à ne plus essayer de retourner sur le continent par la force. Taiwan – Dulles insista sur ce point – devait promettre de mettre un terme à ces raids de commandos et à toute provocation; accepter toute solution pour les îles proches du continent qui ne contraindrait pas la population civile de ces îles à devenir communiste ou à devoir les quitter; et réexaminer «la nature et sans doute la taille des forces armées nationalistes de manière à leur permettre plus de mobilité et, peut-être, (…) à diminuer le fardeau qu'elles représentaient pour la population de Taiwan[39]».

Chiang accusa le coup. Lors d'une réunion privée avec le Generalissimo, en présence de George Yeh, qui venait d'être nommé ambassadeur nationaliste à Washington et servait d'interprète, le secrétaire Dulles prévint que le gouvernement nationaliste était perçu à l'étranger comme un «militariste (…) capable de déclencher un conflit mondial» et à l'«espérance de vie limitée». «Il est douteux, poursuivit Dulles, que l'Amérique elle-même puisse protéger pendant longtemps le gouvernement de la République de Chine, étant donné la situation actuelle[40]».

Quelques heures après cette réunion tendue, Huang Shaoku, nouveau ministre des Affaires étrangères, convoqua en hâte Drumright. «Les suggestions» avancées par le secrétaire, protesta Huang, «sont d'une telle nature qu'elles paraissent remettre en question les fondations mêmes de la République de Chine». Elles équivalaient à exiger que son gouvernement accepte publiquement le «concept de deux Chines[41]».

Dans la soirée, au cours d'une seconde réunion avec le secrétaire d'Etat, Chiang ne fit aucune allusion aux «suggestions» de grande conséquence que Dulles avaient faites le matin même et se lança dans une fervent plaidoyer concernant la nécessité de renforcer la défense de Quemoy et de répondre aux bombardements communistes, qui

épuisaient les défenseurs nationalistes. Dulles répliqua qu'on ne pouvait pas détruire par des armes conventionnelles les sites des canons de l'APL, près du port d'Amoy. « Cela n'aurait pas plus d'effet que de lancer des petits pois sur un mur. » Seules des armes nucléaires seraient efficaces, déclara-t-il. Est-ce que Chiang voulait que « les Etats-Unis utilisent de telles armes » contre la Chine communiste ? Pris de court, le Generalissimo répondit que « l'emploi d'armes nucléaires tactiques pourrait être envisagé ».

Le secrétaire d'Etat, qui avait appris un certain nombre de choses depuis sa réunion en septembre avec les chefs militaires américains, entreprit d'énumérer quelques faits troublants. Détruire les emplacements des pièces d'artillerie qui menaçaient Quemoy nécessiterait l'emploi d'armes nucléaires ayant la même puissance que les bombes lancées sur Hiroshima et Nagasaki, mais l'explosion de telles bombes dans les airs n'aurait qu'un effet limité sur la position des canons communistes, et une explosion nucléaire en surface, ou sous la surface tuerait 20 millions de Chinois, y compris la totalité de la population de Quemoy. Et, en fin de compte, « l'utilisation d'armes nucléaires impliquerait Taiwan et si des armes nucléaires (soviétiques) étaient à leur tour utilisées contre Taiwan, il ne resterait plus rien de l'île[42] ».

En acceptant précédemment que des avions des forces aériennes américaines transportant des armes nucléaires soient stationnés à Taiwan sous contrôle américain, Chiang, bien avant la crise de 1958, avait donné son accord pour que les Etats-Unis utilisent éventuellement ces armes contre la Chine. Un document au moins, émanant des services américains de renseignements, dont la teneur précise n'a pas encore été déclassifiée, fit état, en septembre 1958, des tentatives des nationalistes pour « pousser les Etats-Unis à une guerre nucléaire avec la Chine[43] ». Mais les Chiang, pendant toutes ces années, restèrent, comme les qualifie le commandant des forces armées des Etats-Unis à Taiwan, « d'une ignorance abyssale » à l'égard de ce qu'une guerre nucléaire impliquait. En tout état de cause, le Generalissimo n'était pas en mesure, en cette circonstance, d'opposer des arguments à la démonstration de Dulles et il répondit humblement qu'« il ne souhaitait pas faire usage d'armes nucléaires (dans la crise de Quemoy), si cela pouvait conduire à une guerre mondiale ou impliquer les Etats-Unis dans un conflit de grande envergure[44] ». Il

est difficilement explicable que personne n'ait semblé avoir réfléchi plus tôt à toutes ces conséquences. En septembre, Dulles et les chefs d'état-major interarmées considéraient eux-mêmes avec confiance et sérénité l'utilisation de frappes nucléaires aériennes limitées pour détruire l'agression des canons communistes.

Après tout, les Etats-Unis avaient brandi avec efficacité la menace de l'arme nucléaire pour mettre fin à la guerre de Corée et pour obtenir un règlement temporaire au Vietnam. Ces succès avaient conduit le gouvernement à considérer comme possible l'usage de telles armes et de menacer ainsi l'adversaire dans la situation militairement délicate et le contexte politique et moral – qui risquait de devenir catastrophique – de l'affaire de Quemoy. Le scepticisme persistant du président Eisenhower, le jugement négatif des alliés des Etats-Unis, la position critique croissante des médias américains et du Congrès entraînèrent un réexamen douloureux des enjeux et des dangers encourus.

Avant de quitter Taipei, Dulles accepta de publier un communiqué conjoint avec le Generalissimo, qui était une version largement édulcorée de sa liste de «suggestions». Dans ce document, Taipei déclarait que le «principal moyen» pour restaurer la liberté du peuple chinois sur le continent consistait à appliquer les *Trois Principes du peuple* de Sun Yat-sen et que «le fondement de cette mission se trouvait dans les cœurs et les esprits de tous les Chinois». Les deux parties reconnaissaient que «dans les circonstances présentes la défense de Quemoy, ainsi que celle de Matsu, était étroitement liée à la défense de Taiwan[45]». En privé, les nationalistes furent d'accord pour retirer 15 000 combattants de Quemoy.

■

Malgré le ton modéré de la déclaration publique, Dulles avait clairement fait comprendre aux Chiang que même un gouvernement républicain conservateur à Washington ne serait pas facilement entraîné dans une guerre contre la Chine et que la plupart des Américains étaient partisans de la solution des «deux Chines», sinon *de jure,* du moins de facto. Si Pékin voulait réellement s'emparer de Quemoy, les Américains ne pourraient l'en empêcher au moyen d'armes conventionnelles et refuseraient de faire usage d'armes nucléaires. Dès que l'avion de Dulles eut décollé, Chiang et son fils discutèrent

de ces inquiétants entretiens et résolurent de prendre une décision spectaculaire : ils allaient contacter Pékin et s'efforcer de calmer le jeu.

Cette démarche ne fut connue que grâce à l'un des plus hauts dirigeants chinois, Ch'iao Shih, qui fut, jusqu'en 1998, président de l'Assemblée nationale populaire et, avant cela et pendant très longtemps, le chef de l'appareil chinois du renseignement et de la sécurité. En décembre 1994, Ch'iao informa un Chinois-Américain des plus distingués (le Dr Wang Chi, qui était à l'époque le directeur du département chinois de la Bibliothèque du Congrès) que, pendant la période des intenses canonnades sur Quemoy, Chiang Kai-shek avait fait parvenir un message à Zhou Enlai lui disant que si l'APL ne mettait pas fin à ses tirs, il (Chiang) devrait faire ce que les Américains voulaient qu'il fît, c'est-à-dire abandonner Quemoy et Matsu, ce qui, à long terme, menacerait l'indivisibilité de la Chine[46]. Ce message ne faisait que souligner ce sur quoi Mao et Chiang étaient déjà d'accord : Quemoy était primordiale pour l'unité de la Chine.

Vraisemblablement, Ching-kuo approcha le réseau de renseignements chinois à Hong Kong pour faire passer le message. La Chine annonça presque immédiatement une nouvelle tactique consistant à ne bombarder Quemoy qu'un jour sur deux. La garnison de l'île put ainsi être approvisionnée les jours sans bombardements. La crise était terminée. Les nationalistes et les communistes continuèrent de se comporter en ennemis, cherchant toujours, lorsque c'était possible, à affaiblir l'autre camp, mais au plus haut niveau il existait une entente tacite : les deux parties avaient un intérêt commun, l'unité de la Chine, qu'elles étaient décidées à préserver, alors que les superpuissances auxquelles elles étaient alliées ne recherchaient que la paix dans le détroit.

En décembre, Washington rejeta finalement la demande, présentée en janvier par les nationalistes, de les doter d'armes nucléaires[47]. Le Generalissimo donna alors son approbation à l'établissement, à Taiwan, du premier laboratoire clandestin de recherche sur les armes nucléaires. Aux dires de Ching-kuo, ce fut lui qui en eut l'idée[48].

■

Le KMT était arrivé à Taiwan avec une armée de presque 500 000 hommes n'ayant plus aucune attache et de plus de 100 000 officiers et officiers non combattants, accompagnés de leurs familles. En 1959, au moins la moitié de ces hommes étaient dans la trentaine ou

la quarantaine, certains avaient même atteint la cinquantaine[49]. Etant donné leur pourcentage élevé parmi ceux qui avaient fui le continent, les officiers et les sous-officiers étaient alors devenus nettement plus nombreux que les hommes de troupe : 329 000 contre 286 000[50]. Certaines unités spéciales d'infanterie (dénommées « régiments d'officiers combattants ») étaient entièrement composées d'officiers[51].

Les soldats originaires du continent n'ayant que de très faibles chances de retourner chez eux ou de fonder une famille à Taiwan, le thème de la reconquête était crucial pour qu'ils puissent garder le moral et pour qu'ils conservent leur loyauté politique. Il était aussi primordial, lorsqu'ils quittaient l'armée, qu'ils ne posent pas de trop sérieux troubles sociaux ou économiques et s'aliènent encore davantage la population locale.

A la fin des années 1950, Ching-kuo assuma la responsabilité de cette énorme et épineuse question en devenant le président de la Commission pour l'assistance professionnelle aux anciens combattants (Vocational Assistance Commission for Retired Servicemen, VACRS). Les Américains reconnurent qu'elle était indispensable pour la stabilité de Taiwan et déboursèrent d'importantes sommes d'argent afin de financer ses activités[52]. La VACRS consentit des prêts ou des dons pour aider les anciens soldats à créer de petites affaires comme des étals pour vendre de la nourriture dans la rue ou des vélos-taxis. Les entreprises privées à Taiwan furent soumises à de fortes pressions pour coopérer à ce programme. La VACRS fonda également une entreprise d'ingénierie qui employait environ 6 000 anciens soldats à des projets de construction comme la route transversale reliant les côtes est et ouest de l'île et passant à travers les hautes montagnes de la partie centrale. En outre, l'organisation entreprit de fournir une assistance médicale et même des aides à domicile pour ceux qui ne pouvait plus travailler ou se déplacer. In fine, Ching-kuo approuva l'idée de donner à chaque ancien soldat un acte de propriété pour un lopin de terre, dans un endroit non spécifié, où il pourrait établir une petite ferme. Cet acte serait racheté après la reconquête du continent. La VACRS émit plus de 700 000 de ces « actes »[53].

L'hôpital des Vétérans, dans les faubourgs de Taipei devint non seulement un établissement hospitalier d'une taille considérable, mais il acquit également une grande réputation pour la qualité de ses médecins

et de ses traitements. La famille Chiang s'y faisait d'ailleurs soigner en première instance[54]. Comme pour tout ce dont il avait la responsabilité, la gestion de la VACRS par Ching-kuo se caractérisait par une extrême attention aux détails et par des inspections très fréquentes. Il demanda personnellement au président de l'université nationale de Taiwan de lui recommander un groupe de chercheurs qui pourraient mettre au point des tests d'aptitude efficaces pour les anciens soldats, de manière qu'ils puissent trouver des emplois adaptés à leurs capacités lorsqu'ils seraient démobilisés[55]. Il faisait de fréquentes visites au chantier de la route transversale est-ouest, partageant le repas des travailleurs-anciens combattants et inspectant leurs dortoirs, leurs latrines et les endroits où ils pouvaient se reposer et se distraire. Un ancien dirigeant de la VACRS qui l'accompagnait décrivit une visite à un hôpital pour lépreux réservé aux anciens soldats. A la grande consternation de ses gardes, Ching-kuo insista pour serrer la main de tous les malades qu'il rencontra. Un médecin précisa que l'un de ces patients n'avait pas serré la main de quiconque depuis plus de vingt ans[56].

■

En 1957, le Generalissimo avait créé une nouvelle position au sein du KMT, celle de directeur général adjoint, et il y avait nommé Ch'en Ch'eng. Par cette décision, il espérait mettre un terme aux spéculations concernant la rivalité entre Ch'en Ch'eng et Chiang Ching-kuo. Ch'en était maintenant le successeur officiel du Generalissimo à la tête à la fois du parti et du gouvernement. Dans l'esprit de la plupart des observateurs, Ching-kuo restait encore l'homme le plus puissant de Taiwan après son père, mais il semblait satisfait de ne grimper que lentement les échelons conduisant au pouvoir officiel. Il continua de marquer une déférence particulière envers Ch'en, son supérieur nominal, et – si l'on se référait à l'époque du Corps des jeunesses et de l'Armée de la jeunesse, dans les années 1940 – pendant longtemps son patron et son mentor. Au début des années 1950, quand les agents de ses services de sécurité insistèrent pour que Ching-kuo cesse de faire du jogging dans les rues de Taipei, il pensa se mettre à jouer au golf, mais Ch'en Ch'eng lui dit : « Tout le monde joue au golf. Nous, nous ne devrions pas. » Le principal exercice physique de Ching-kuo, dès lors, se réduisit à faire de longues marches dans la campagne et à Yangmingshan[57].

Néanmoins, les manipulations politiques continuèrent. Le plus sérieux incident opposant Ch'en Ch'eng et Ching-kuo survint au début de 1959 lorsque Ch'en rencontra un groupe de généraux qui, depuis longtemps, étaient proches de lui. L'un des sujets abordés concernait les dispositions à prendre pour assurer la succession du président Chiang, dans l'hypothèse où il respecterait la lettre de la Constitution et ne chercherait pas à se faire élire pour un nouveau terme en 1960. Les agents du renseignement de Ching-kuo avaient placé des micros dans le local où eut lieu la réunion, et les officiers de haut rang qui y avaient participé se retrouvèrent rapidement à la retraite ou nommés à des postes sans influence[58]. L'un de ces officiers était le chef d'état-major des armées, le général «Tiger» Wang Shu-ming. Ching-kuo s'était efforcé d'établir de bonnes relations avec lui, mais les connexions de Wang avec Ch'en Ch'eng étaient plus anciennes et plus solides[59]. Peng Meng-chi, qui devait ses promotions à Ching-kuo, devint le nouveau chef d'état-major.

La réaffectation de Chiang Wei-kuo, qui intervint à peu près au même moment, était sans doute également liée au remplacement de Tiger Wang et d'autres officiers supérieurs proches de Ch'en Ch'eng. La tension entre Ching-kuo et son frère s'était accrue au cours des années, même si, en public et superficiellement, ils s'efforçaient d'avoir des relations cordiales. La première femme de Wei-kuo, Shih Ching-yi, était morte en couches et, en 1957, Wei-kuo avait l'intention de se remarier, à Tokyo, avec une très jolie jeune femme, d'ascendance sino-allemande, Ellen Chiu. Lorsqu'il apprit la nouvelle, Ching-kuo lui demanda si le lieu du mariage pouvait être modifié. Wei-kuo raconta que ce fut la seule fois de sa vie qu'il se mit en colère contre son frère. Il accepta néanmoins de modifier ses plans, et la cérémonie se déroula finalement à l'ambassade de Chine à Tokyo[60].

En 1958, Wei-kuo devint directeur du Bureau de la planification (G-5) au sein du ministère de la Défense. Plus tard, la même année, il reprit le commandement des forces blindées, mais cette responsabilité ne lui fut confiée que pendant moins d'un an. Peu de temps après que Tiger Wang eut été démis de ses fonctions, Wei-kuo fut envoyé aux Etats-Unis pour suivre les cours de l'Ecole militaire de défense aérienne américaine. Il n'eut jamais de responsabilités dans la défense aérienne et il ne commanda plus jamais des troupes[61].

■

Depuis que le KMT s'était installé sur l'île, des factions locales s'étaient progressivement constituées dans les zones rurales et étaient devenues des concurrentes du parti pour briguer des mandats locaux et pour obtenir le pouvoir et s'assurer le clientélisme qui allaient avec ces mandats. A Taipei et dans quelques autres villes, certains Taiwanais indépendants commençaient de critiquer le gouvernement, tout en restant dans des limites vagues, mais généralement comprises par tous, si on voulait être sûr de l'impunité. La tolérance à l'égard de ces indépendants faisaient paraître les élections plus démocratiques à la population ainsi qu'aux Américains. Les organisations de sécurité intérieure de Ching-kuo suivaient, toutefois, de près les activités de ces opposants, les mettant en garde lorsqu'ils semblaient aller trop loin et poussant certains d'entre eux sur le devant de la scène. Les hommes politiques indépendants qui franchissaient la ligne rouge pouvaient être soumis au harcèlement de différentes administrations et, s'ils persistaient, détenus sans être mis en accusation et sans que le public en soit informé.

Selon Henry Kao, le KMT ne le prit pas très au sérieux quand il présenta pour la première fois sa candidature à l'élection de maire de Taipei, en 1954. Le parti décida donc d'autoriser une élection libre et un décompte honnête des suffrages. A sa grande surprise, Kao l'emporta avec une nette majorité. Les hautes instances du KMT et le Commandement de la garnison de Taiwan souhaitaient annuler les élections. L'ambassade américaine, toutefois, avait déjà informé Washington que Kao avait été élu. Ce dernier sut que Chiang avait lu attentivement son dossier et que, vraisemblablement sur la recommandation de Ching-kuo, il avait finalement décidé d'approuver les résultats[62]. En privé, et à ses amis de l'ambassade américaine, le maire décrivait le régime du KMT continental comme une dictature injuste, mais il s'efforçait surtout d'accomplir sa tâche de maire et d'essayer d'améliorer l'état de la capitale, vaste, surpeuplée et polluée. Trois ans plus tard, Kao se présenta à sa propre réélection, mais on n'autorisa pas ses partisans à contrôler le décompte des voix, et ce fut le candidat du KMT qui l'emporta. En 1960, la commission électorale refusa une nouvelle fois que ses partisans assistent au dépouillement, et, en conséquence, il ne présenta pas sa candidature[63].

■

Après la visite traumatisante de John Foster Dulles à la fin d'octobre 1958, le Centre des opérations spéciales de Ching-kuo réduisit ses attaques sur le continent et ses tentatives d'infiltration. Pour que le personnel du centre, en nombre important, ne reste pas inoccupé, Ching-kuo commença à fournir à nouveau des armes et des équipements aux irréguliers du KMT qui s'étaient établis en Birmanie et même à réintroduire des troupes nationalistes dans la zone pour qu'elles puissent recevoir un entraînement particulier[64]. Les services de Ching-kuo conçurent aussi «un programme en quatre points pour les opérations sur le continent» qui mettait l'accent sur la collecte de renseignements et les manœuvres psychologiques, en attendant les signes d'une «sérieuse résistance[65]».

En mars 1959, une telle résistance se fit jour, sur «le toit du monde», au Tibet. Selon la version acceptée des événements, à la suite d'une agitation populaire à Lhassa, des rumeurs se répandirent selon lesquelles les responsables communistes de la capitale régionale projetaient d'arrêter le dalaï-lama et de l'envoyer à Pékin. Des Tibétains affluèrent dans la ville pour protéger leur leader religieux. Les désordres s'étendirent. Des membres de la tribu Khamba attaquèrent des postes militaires de l'APL, et le dalaï-lama, accompagné d'un grand nombre de prêtres et de partisans, s'enfuit de Lhassa pour gagner les montagnes, puis, finalement, se réfugia en Inde.

Lors d'une réunion du NSC, le 26 mars, Allen Dulles rapporta que Chiang «tenait beaucoup à faire quelque chose pour encourager» la poursuite de la rébellion au Tibet[66]. Ching-kuo et Cline soumirent des recommandations concernant les moyens que Taipei et Washington pourraient utiliser pour apporter une aide aux rebelles. La CIA, toutefois, avait déjà une «connexion tibétaine». Des archives déclassifiées contiennent de nombreuses références à de vastes opérations secrètes destinées à encourager les Tibétains anticommunistes et à leur fournir des équipements avant et après leur soulèvement[67]. Le programme tibétain de la CIA, dont le nom de code était ST Circus, et qui incluait la formation de Tibétains aux Etats-Unis, avait en fait été mis en œuvre en 1956 et était «justifié par les engagements que le gouvernement américain avait pris à l'égard du dalaï-lama en 1951 et en 1956». Des livraisons d'armes à la résistance tibétaine

commencèrent secrètement en septembre 1958[68]. Ces opérations furent menées à bien avec la coopération de Ching-kuo, mais ses services n'intervinrent jamais directement à l'intérieur du Tibet. Dans un entretien en 1996, un officier nationaliste de haut rang confirma que des vols clandestins de la CIA au Tibet depuis Taiwan eurent lieu avant 1959. Ces opérations favorisèrent le soulèvement et aidèrent à répandre l'agitation et les rumeurs qui conduisirent à la décision du dalaï-lama de s'enfuir de Lhassa.

Après que la rébellion eut éclaté, Drumright, pour une fois, déconseilla une opération conjointe avec Ching-kuo, soulignant que les Tibétains n'aimaient pas les Chinois, quelle que soit leur affiliation politique[69]. Washington, de son côté, appréhendait qu'une intervention impliquant des Chinois nationalistes ne risquât de diminuer la sympathie que les Tibétains suscitaient en Inde et ailleurs[70]. La Maison Blanche approuva néanmoins un programme secret d'actions en faveur du Tibet, qui incluaient des « discussions exploratoires » avec le gouvernement de Taipei[71]. A partir de ce moment, la CIA, semble-t-il, suivit ses propres plans et augmenta ses largages d'armes à la guérilla tibétaine. Selon un ancien responsable de la CIA, les vols clandestins destinés à apporter des armes et des équipements aux Tibétains après le soulèvement furent organisés à partir de l'Inde[72].

Le 3 mai, Chiang exprima son profond mécontentement à l'égard des Etats-Unis, les accusant d'avoir refusé de coopérer avec son gouvernement afin d'exploiter le soulèvement. Il ajouta que ses forces interviendraient, en parachutant notamment des troupes au Tibet[73]. La résistance tibétaine s'était toutefois déjà effondrée. Dès le 23 avril, Dulles rapporta que les guérillas anticommunistes avaient été sévèrement défaites et s'efforçaient de se réfugier en Inde[74]. Le programme d'aide de la CIA n'en continua pas moins et, rapidement, devint une opération conjointe avec les unités secrètes de Ching-kuo[75]. Un an plus tard, le NSC américain renforça le programme, bien qu'Eisenhower eût estimé que le seul résultat de cette décision serait de rendre plus brutales encore les représailles des communistes chinois contre le peuple tibétain[76].

■

Outre la poursuite de leur action conjointe au Tibet, les nationalistes faisaient également de leur mieux pour obtenir la coopération des

Américains à des actions paramilitaires ailleurs en Chine. A ce moment, le monde savait que le Grand Bond en avant avait conduit à un désastre. Liu Shaoqi remplaça Mao à la présidence de la République populaire, renforçant les spéculations selon lesquelles la position de Mao était affaiblie. En février 1960, Ching-kuo informa Ray Cline que, pour répondre à un mécontentement croissant sur le continent, le Generalissimo avait l'intention de parachuter des unités paramilitaires de 200 à 300 éléments des forces spéciales au Szechwan et dans d'autres zones. Ching-kuo lui précisa qu'ils réaliseraient cette opération au printemps, et seuls, si cela se révélait nécessaire. Cline fit un rapport à Washington expliquant qu'il s'efforçait de «modérer» ces ambitieux projets[77].

Lors de la visite d'Etat d'Eisenhower à Taipei, en juin 1960, Chiang lui dit qu'il était temps d'établir des bases de guérilla en Chine, dans les zones frontalières. La résistance, promit-il, s'étendrait et elle parviendrait finalement à entraîner la chute du régime communiste. Tout ce qui était demandé aux Etats-Unis consistait simplement à fournir quelques avions et des équipements de télécommunications. Eisenhower promit d'étudier cette proposition[78]. Lorsque celui-ci fut de retour à Washington, le Pentagone jugea, une fois de plus, que le projet «conduirait à une défaite presque certaine et entraînerait des conséquences négatives aussi bien pour Taiwan que pour les Etats-Unis». Pour apaiser le Generalissimo, Eisenhower approuva cependant un projet commun «ayant pour but d'encourager un mouvement anticommuniste sur le continent». Les détails de ce projet n'ont pas encore été déclassifiés mais, apparemment, très peu de choses furent accomplies qui allaient au-delà de simples plans ou de quelques actions de formation[79].

Bien que la rébellion au Tibet se fût achevée sur un tragique échec, elle contribua à aviver les tensions entre l'Inde et la Chine qui, à leur tour, provoquèrent une détérioration des relations entre Moscou et Pékin. Le 16 juillet, Moscou informa Pékin de sa décision non seulement de dénoncer l'accord nucléaire secret de 1957, mais également de rapatrier en Union soviétique tous les techniciens militaires et civils qui se trouvaient en Chine. Deng Xiaoping avait déjà tiré, à cette époque, les leçons douloureuses mais évidentes de la débâcle du Grand Bond en avant. En même temps que d'autres hauts dirigeants, il s'efforçait prudemment de promouvoir des politiques pragmatiques pour essayer de réparer la casse.

15
Le bond en arrière de la Chine

Pendant toutes les années 1950 et même au début des années 1960, les continentaux, qui représentaient à peu près 15 % de la population de Taiwan, occupaient pratiquement tous les emplois importants au sein du gouvernement, des forces armées, du parti et du vaste secteur public. Au niveau local, leur domination était tout aussi nette. En 1963, par exemple, il n'y avait aucun Taiwanais parmi les directeurs des 24 bureaux régionaux de police et seulement cinq parmi les directeurs des 120 bureaux auxiliaires[1].

Les natifs, originaires de Taiwan, ne voyaient aucun autre parti possible face au KMT. Les contrôles sévères effectués par les organes de sécurité étaient très efficaces pour décourager l'expression, même la plus timide, d'une quelconque opposition. Le Commandement de la garnison éprouvait beaucoup de difficultés à trouver des cibles à éliminer ou même devant faire l'objet d'une sérieuse «mise en garde». Pourtant, environ 5 000 Taiwanais étaient maintenus en détention pour des raisons politiques, vivantes leçons pour les activistes potentiels[2].

Ce n'était pas seulement la coercition, toutefois, qui maintenait la loi et l'ordre. Le KMT bénéficiait du soutien plus ou moins affirmé de la plupart des paysans et des hommes d'affaires taiwanais, qui continuaient de tirer avantage non seulement de la politique économique du gouvernement mais également de la stabilité politique qu'il faisait régner. Quatre entrepreneurs privés sur cinq étaient des Taiwanais de souche. En 1949, environ deux tiers des paysans taiwanais louaient les terres qu'ils cultivaient ; en 1960, deux tiers en étaient propriétaires. L'accroissement considérable du statut social et de l'estime de soi de ces nouveaux propriétaires terriens leur procura une grande fierté et leur donna un sens de leur responsabilité. Ce changement les poussa à participer, comme votants et candidats, aux élections locales, contrôlées par le KMT[3]. Presque tout le monde était, toutefois, persuadé que ce soutien apporté au KMT par les paysans et le monde des affaires diminuerait rapidement si une opposition dynamique et libre était un jour autorisée.

Certains dirigeants politiques n'appartenant pas au KMT, comme l'ancien maire de Taipei Henry Kao, avaient espéré que les Etats-Unis appuieraient leur tentative de se présenter en tant que candidats indépendants acceptant de jouer le jeu limité de la politique et des élections locales. Au milieu des années 1960, Kao et d'autres devinrent amers parce qu'ils sentaient que la bonne volonté dont ils avaient fait preuve en collaborant n'avait eu aucun écho chez les continentaux ou chez les Américains[4]. Ils continuèrent néanmoins à travailler dans les limites du système de participation que les Chiang autorisaient. Il n'y eut aucune pression de Washington sur Taipei pour que ces limites soient moins étroites, mais les attitudes à ce sujet étaient progressivement en train de changer, aussi bien en Amérique qu'à Taiwan.

Quelques Taiwanais commencèrent véritablement de sortir du rang au sein du gouvernement et du parti. Ching-kuo distingua l'un d'eux, Hsu Ch'ing-chung, et le nomma secrétaire général adjoint du Comité central du KMT. Hsu, à son tour, assura la promotion de son jeune protégé, un Taiwanais spécialiste comme lui des problèmes agricoles, Lee Teng-hui. Celui-ci devint membre d'un groupe informel de fonctionnaires et d'universitaires appelé l'Ecole de l'économie agricole (*nung-ching-p'ai*). Dans les années 1960, la figure dominante de cet établissement était le secrétaire général de la Commission conjointe pour la rénovation rurale, Tsiang Yen-shih, un homme du Chekiang, titulaire d'un doctorat en agriculture (de l'université du Minnesota). A son retour des Etats-Unis, il était rapidement monté dans la hiérarchie de la Commission. Au début des années 1950, Chiang Kai-shek avait demandé à ses collaborateurs les plus proches d'être à l'affût de jeunes gens prometteurs et de les signaler à Ching-kuo. Un jour, après une entrevue surprise avec le Generalissimo, qui avait souhaité qu'il lui fût présenté, Tsiang reçut un coup de téléphone de Ching-kuo, proposant une rencontre ; peu de temps après, Ching-kuo vint le voir[5]. Tsiang devint le patron de la Commission en 1961. Au cours des années suivantes, ses relations professionnelles et personnelles avec Ching-kuo devinrent de plus en plus étroites. Selon une rumeur largement répandue, l'une des raisons de ce rapprochement tenait au fait que Tsiang était également amateur de sorties nocturnes et appréciait la compagnie de jolies femmes.

Son ascension favorisa la carrière de Lee Teng-hui. Inconnu de tous, et notamment de Tsiang, lorsqu'il n'était qu'un étudiant en économie de l'agriculture de l'université nationale de Taiwan, Lee avait secrètement appartenu à un groupe d'études, couverture du parti communiste. Selon certains rapports, il devint membre du PCC ou posa sa candidature pour le devenir, mais il arriva rapidement à la conclusion que le communisme était trop profondément opposé à ses croyances religieuses et, quelques temps avant le soulèvement du 28 février 1947, il informa officiellement sa cellule de sa démission. Pendant les troubles, tous ceux qui étaient au courant de son affiliation furent tués ou s'enfuirent sur le continent, si bien que Lee ne fut pas soupçonné[6]. En 1965, il obtint une bourse Rockefeller pour faire une thèse à l'université Cornell. Cette thèse, intitulée «Les flux de capitaux intersecteurs dans le développement de l'économie taiwanaise» fut portée à l'attention de Ching-kuo. Malgré son titre qui n'avait rien d'attirant, ce travail fit apparemment impression sur Ching-kuo et, lorsque Lee revint à Taipei, en 1969, il fut nommé chef de la division économique de la Commission conjointe pour la rénovation rurale[7]. En 1970, sous la pression conjointe de Tsiang Yen-shih et Hsu Ch'ing-chung, il adhéra finalement au KMT. Comme Ching-kuo, Lee était l'un des rares à avoir été membre du PCC, ou candidat à l'être, avant de faire partie (ou dans le cas de Ching-kuo de faire à nouveau partie) du KMT[8].

■

L'Agence pour le développement international (le nouveau nom pour l'ICA) et l'équipe chinoise d'économistes technocrates travaillèrent conjointement à la mise au point d'un ensemble de dix-neuf réformes fondamentales pour accélérer le développement et atteindre le stade où l'assistance des Etats-Unis ne se révélerait plus nécessaire. Beaucoup de vétérans du KMT magnifiaient les entreprises publiques, étaient mécontents de l'intrusion du capital privé, y compris les investissements américains et japonais, et s'opposaient avec force à ces réformes[9]. Malgré sa tendance à favoriser les entreprises d'Etat, Ching-kuo resta en marge du débat. Ch'en Ch'eng et les promoteurs les plus influents du projet, en revanche, soutinrent très vigoureusement ce programme, et Chiang Kai-shek l'approuva.

■

Selon la CIA, Pékin, à partir de la fin des années 1950, fit plusieurs tentatives pour entrer en contact avec les dirigeants de Taipei par des canaux secrets. K'ang Shen, le commissaire qui avait accompagné Ching-kuo à travers la Sibérie, lors de son voyage de retour d'URSS, en 1937, était revenu au premier plan au sein du PCC, et ce fut peut-être lui, ainsi que Deng Xiaoping, qui envoya ces messages. Le PCC offrait un poste honorifique à Chiang Kai-shek dans une Chine réunifiée et garantissait l'autonomie de Taiwan et une amnistie pour les « criminels de guerre[10] ». Bien qu'apparemment ces offres n'aient suscité aucune réponse, Ching-kuo décida, toutefois, de ne pas divulguer ces approches à son ami Ray Cline. Les Américains avaient leurs propres contacts bilatéraux avec Pékin, et Ching-kuo souhaitait conserver secrets ces canaux pour pouvoir les utiliser en cas d'urgence, comme lors de la crise de Quemoy en 1958.

Malgré ces contacts, l'appréciation des évolutions de la Chine continentale par les unités du renseignement contrôlées par Ching-kuo demeurait profondément influencée par des a priori politiques. Les analystes de Ching-kuo, par exemple, ne sentirent absolument pas les rapides changements qui se produisaient dans les relations sino-soviétiques. En 1961, ils continuaient d'affirmer que la dispute entre Pékin et Moscou était une ruse diabolique pour que le monde libre baisse sa garde. Ching-kuo éprouvait, toutefois, quelques doutes sur la validité du renseignement que ses analystes fournissaient à des fins de propagande. Pour disposer d'un jugement plus équilibré, il créa un bureau spécial au sein du ministère de la Défense, employant des chercheurs civils. Ultérieurement, il transforma ce bureau en un groupe de réflexion indépendant, appelé Institut des relations internationales, qui fut de plus en plus dominé par des universitaires formés aux Etats-Unis.

Du point de vue des Etats-Unis, les domaines du renseignement dans lesquels la coopération avec Ching-kuo donnait de bons résultats restaient l'interception des communications et la reconnaissance aérienne, tous les deux étroitement contrôlés par les Américains. Les avions espions U-2, dont les missions étaient assurées par des pilotes nationalistes depuis 1958, fournissaient maintenant des informations uniques sur le développement rapide des programmes de construction d'armes nucléaires et de missiles. En septembre 1962,

Pékin abattit le premier des trois U-2 que les nationalistes perdirent au cours de toutes les années pendant lesquelles ils furent utilisés. Les pilotes nationalistes les plus expérimentés étaient mécontents du contrôle que la CIA exerçait sur les opérations des U-2, mais la collaboration se poursuivit. Comme il s'agissait de l'une des deux actions secrètes réellement efficaces conduites en dehors de Taiwan, l'agence n'entendait surtout pas relâcher sa mainmise sur les avions espions[11].

■

Il n'y avait pas que des voix taiwanaises qui s'élevaient pour réclamer davantage de démocratie. Pendant toutes les années 1950, un continental, Lei Chen, n'avait cessé d'être un irritant critique du régime du KMT. Son magazine *La Chine libre* se faisait l'avocat d'une armée non partisane, dotée d'une plus grande autonomie à l'échelle locale, d'un gouvernement représentatif et de beaucoup d'autres réformes. Des conservateurs, fidèles de Chiang, soupçonnèrent Ch'en Ch'eng d'encourager secrètement Lei Chen et d'autres intellectuels à soutenir sa candidature à la succession du Generalissimo[12]. Ching-kuo et son père toléraient les critiques de Lei Chen pour faire la preuve de leur ouverture d'esprit et, également, en raison des liens que le magazine entretenait avec Hu Shih, l'intellectuel prestigieux qui résidait toujours aux Etats-Unis. Lei Chen, en outre, maintenait une ligne politique anticommuniste et favorable à l'unité de la Chine, ce qui rendait son élimination plus difficile encore. Il considérait que le continent ne pourrait être recouvré que par des moyens pacifiques et par la transformation de Taiwan en une démocratie prospère qui apparaîtrait comme un modèle. Intellectuellement, cet argument aurait dû plaire à Ching-kuo, puisque ce fut celui qu'il développa ultérieurement.

Lei, toutefois, atteignit les limites de l'acceptable lorsqu'il passa de la simple publication de textes intellectuels et théoriques à un travail concret d'organisation. En 1960, il commença de faire des plans pour créer un nouveau Parti démocratique de Chine. La formation d'un parti politique concurrent constituait un défi direct au régime mais, au sein du KMT, il existait maintenant des différences d'appréciation sur la réponse à apporter. Ch'en Ch'eng et, peut-être de manière plus significative encore, tous ceux qui, autour de lui, espéraient gagner à l'avenir le soutien politique des Taiwanais se firent les avocats d'une attitude tolérante. Le vice-président étonna les observateurs politiques

lorsqu'il déclara publiquement que l'existence d'un parti d'opposition sérieux était acceptable à condition qu'il ne soit pas «un parti de seigneurs de la guerre, de truands et de vauriens». Cette déclaration fut interprétée comme un feu vert pour Lei Chen[13].

Ching-kuo manifesta, au contraire, une violente opposition à l'initiative, parce qu'il était persuadé, comme certains observateurs américains, que «si un parti d'opposition efficace avait un jour la possibilité d'être constitué, il serait inévitablement conduit à devenir une organisation taiwanaise et à dépeindre le KMT comme un parti dominé par les continentaux […] et dans une élection honnête, le KMT serait certainement voué à l'échec[14]». Le renversement à la suite d'une élection truquée, en 1960, de Syngman Rhee, l'homme fort de la Corée du Sud, par des étudiants réclamant la démocratie, persuada Chiang et son fils d'être particulièrement méfiants à cet égard et de ne pas permettre à une quelconque opposition d'émerger à Taiwan. De nouvelles tendances dans la politique américaine les préoccupaient également beaucoup. Les implications de la surprenante leçon de John Foster Dulles à Chiang à la fin d'octobre 1958 devenaient, chaque année, de plus en plus évidentes: les Américains, aussi bien républicains que démocrates, inclinaient de plus en plus vers une politique des deux Chines, inspirée à la fois par les idéaux et les intérêts des Etats-Unis. Au même moment, la guerre froide se transformait en un combat pour gagner «les esprits et les cœurs» du tiers-monde, et les Américains avaient commencé d'adopter et d'inciter leurs alliés à adopter des critères plus exigeants en matière de droits de l'homme. A l'automne 1960, le candidat démocrate, John F. Kennedy faisait du leadership moral américain une question centrale. Ching-kuo et son père pensaient que si un parti d'opposition à Taiwan frappait à la porte, les Américains l'inviteraient avec insistance à entrer dans la maison. Leur idée, au contraire, était de garder l'animal soigneusement enfermé tout en donnant le sentiment qu'il serait un jour autorisé à entrer.

Peu de temps après les remarques conciliantes de Ch'en Ch'eng sur un éventuel parti d'opposition, les responsables de la sécurité intérieure reçurent l'autorisation de Ching-kuo d'éliminer le Parti démocratique de Chine. Des pots-de-vin et des menaces persuadèrent l'un des dirigeants du parti de quitter le pays, deux autres furent passés à tabac par des inconnus et l'autorisation de gérer une entreprise fut

supprimée pour plusieurs autres[15]. En septembre, la police chargée de la sécurité intérieure arrêta Lei Chen et l'un de ses collaborateurs. Ch'en Ch'eng fut informé de leur arrestation par les journaux[16].

■

Lei fut condamné à dix ans de détention par un tribunal militaire pour avoir, selon ce que prétendait l'accusation, participé à un complot communiste en vue de renverser le Generalissimo[17]. L'administration d'Eisenhower fut d'abord extrêmement irritée par le cas de Lei. Le Département d'Etat envoya à Drumright un télégramme exprimant son inquiétude devant l'arrestation de Lei qui paraissait être «de nature politique» et ajoutant le commentaire suivant: «Toute politique du gouvernement de la République de Chine qui s'efforcerait de geler le statu quo politique entrerait directement en conflit avec la politique américaine définie depuis longtemps qui consiste à essayer d'établir un gouvernement représentatif et responsable capable de susciter un soutien croissant de la part de la population de Taiwan.» Le message suggérait même qu'«un exposé de l'attitude américaine lors des événements ayant conduit à la chute de Syngman Rhee […] pourrait indirectement illustrer la crainte des Etats-Unis que le gouvernement de la République de Chine ne commette les mêmes fatales erreurs[18]».

Drumright ne perdit pas de temps pour mettre les choses au point à l'égard de Washington. Chiang Ching-kuo, répondit l'ambassadeur, a effectivement exigé que Lei soit arrêté en raison des tentatives persistantes de ce dernier pour constituer une opposition politique. Washington pouvait être assuré, affirma Drumright, que le Generalissimo et son fils prendront toutes les mesures qu'ils jugeront «nécessaires pour conserver le pouvoir politique, y compris le recours à la force». L'ambassadeur expliqua qu'il serait inutile, pour les Etats-Unis, d'essayer de changer les choses, dans la mesure où Chiang était «prêt à rejeter toute intervention américaine, si celle-ci se produisait». Il n'était pas de l'intérêt des Etats-Unis, déclara Drumright, de promouvoir davantage de changements démocratiques à Taiwan que Chiang et Ching-kuo ne l'estimaient possible et avisé, mettant le doigt sur la douloureuse constatation que des élections libres conduiraient à la défaite du KMT. Dans une conclusion plus contestable, Drumright mit en garde sur le fait que l'instabilité qui en résulterait serait «désastreuse pour les intérêts américains», parce que «les Taiwanais

sont essentiellement des opportunistes sans principes[19] ». Washington ne fit aucune autre tentative pour demander des comptes au Generalissimo et à Ching-kuo au sujet du cas Lei Chen.

■

Au moment où John Kennedy fut intronisé président, de nouvelles informations sur les conséquences désastreuses du Grand Bond en avant se répandirent à l'extérieur de la Chine. Le montant moyen de céréales disponibles par personne était tombé de 205 kilos en 1957 à 154 kilos en 1961. Bien qu'on ignorât alors, et pour plusieurs années encore, que 20 millions de Chinois étaient morts prématurément, il était clair que le pays était confronté à une malnutrition à grande échelle[20]. On voyait partout des ventres distendus dans les zones rurales, y compris dans le village natal de Chiang, Hsikou. Des milliers de réfugiés désespérés du Kwangtung affluaient à Hong Kong[21].

Pour la première fois depuis 1949, l'invasion sérieuse du continent commença à être envisagée. Comme par le passé, cependant, le Generalissimo n'était pas prêt à jouer le tout pour le tout et à jeter toutes ses forces dans une tentative d'invasion avant que n'éclate une guerre civile en Chine et que le pays ne soit au bord de l'effondrement. En 1961 et 1962, les conditions sur le continent ne répondaient pas encore à ces critères. Toutefois, étant donné le désastre économique, l'afflux des réfugiés, la querelle sino-indienne qui s'envenimait et, depuis peu, les troubles indéniables entre Pékin et Moscou, Chiang devait jouer le rôle de celui qui était impatient d'en découdre. Sa position de chef suprême, le règne sans partage du KMT, les lobbies pronationalistes aux Etats-Unis et parmi les Chinois d'outremer exigeaient de lui une semblable attitude. De surcroît, les demandes pressantes faites par Chiang pour qu'une action armée soit engagée contre le continent se traduisaient généralement par une aide supplémentaire en matériel militaire, consentie par les Américains pour apaiser leur allié.

Le Generalissimo ordonna donc à Ching-kuo d'entreprendre des préparatifs secrets pour une attaque surprise sur le continent[22]. Le chef d'état-major, Peng Meng-chi, mit au point deux scénarios possibles : soit une invasion par la Birmanie, soit une attaque directe à travers le détroit. Chiang choisit l'option birmane[23]. Au cours des deux années précédentes, Ching-kuo, sur les instructions de son père, avait déjà envoyé plusieurs milliers de soldats d'élite appartenant aux forces

spéciales dans le nord de la Birmanie. Ces troupes s'étaient jointes aux 5 500 irréguliers restés en Birmanie après l'« évacuation » de 1953-1954. Ces forces combinées commencèrent à lancer des raids exploratoires à travers la frontière chinoise[24]. Au début de janvier 1961, Ching-kuo envoya le général Lai Ming-t'ang, le chef du du 2e Bureau (G-2) du ministère de la Défense, pour évaluer la situation en Birmanie[25].

Rangoon et Pékin en avaient toutes les deux assez des activités des irréguliers du KMT et des troupes venues en renfort ; elles conclurent un accord secret prévoyant une opération conjointe contre la base du KMT à Mong Pa Liao, où se trouvait le principal terrain d'atterrissage pour les avions de la CAT venant de Taiwan en survolant la Thaïlande. Les troupes birmanes et celles de l'APL attaquèrent la base et l'écrasèrent. Les soldats du KMT se réfugièrent au Laos. Des officiers birmans découvrirent sur la base des armes américaines de fabrication récente et cinq tonnes de munitions d'origine américaine[26]. Très irrité par la violation des assurances catégoriques que Taiwan avait données en 1953 et en 1954 selon lesquelles elle couperait tous liens avec les irréguliers, Dean Rusk demanda à Drumright de transmettre, dans un langage inhabituellement sévère, son mécontentement à Chiang pour avoir agi de manière très « imprudente » et d'exiger un retrait complet de toutes les forces nationalistes de la zone. Drumright n'osa pas affronter directement le Generalissimo pour lui délivrer un tel message, mais il le fit passer à Ching-kuo par l'intermédiaire de Ray Cline[27]. Dans un mémorandum préparé pour la Maison Blanche, le Département d'Etat observa que les Etats-Unis n'étaient pas en mesure d'exercer de sérieuses pressions sur Chiang à propos de cette affaire, ou éventuellement sur d'autres affaires, en raison du « rôle très important que Taiwan jouait dans [leur] stratégie pour contenir l'expansion de la Chine communiste », en particulier les « diverses opérations de renseignement conduites sur et à partir de Taiwan et qui dépendaient de la coopération du gouvernement de la République de Chine[28] ».

Néanmoins, la vive réaction de Washington et la défaite militaire en Birmanie conduisirent à un nouvel accord avec les Chiang, qui s'engagèrent à retirer la totalité de leurs forces. En avril, Taiwan annonça que 4 200 personnes avaient déjà été rapatriées, mais elle déclina toute responsabilité pour les 6 000 irréguliers et leurs familles,

dont certains se trouvaient maintenant au Laos et dont beaucoup étaient demeurés dans le nord de la Birmanie. Dans les mois qui suivirent, on rapporta que la CIA avait commencé de recruter ces survivants désavoués du KMT comme mercenaires pour étendre ses opérations secrètes dans le nord-ouest du Laos[29].

■

La désastreuse défaite de la CIA à la baie des Cochons, à Cuba, qui eut lieu le même mois que le retour de Birmanie des unités d'élite de Ching-kuo, mit en évidence le fait qu'il était totalement déraisonnable d'espérer qu'une invasion de faible portée par une force en exil puisse déclencher un soulèvement populaire contre un puissant régime communiste. Chiang et son fils savaient que la Maison Blanche de Kennedy, bien plus encore que l'administration d'Eisenhower, rejetterait l'idée d'une attaque sérieuse contre le continent. Pourtant, en juin 1961, la station de la CIA à Taipei rapporta que Chiang Kai-shek était encore en train de projeter une opération militaire à travers le détroit. Ching-kuo en avait présenté les grandes lignes à Ray Cline et l'avait informé que la mobilisation commencerait le 1er août et que le jour J serait probablement fixé en janvier ou février 1962. Ching-kuo précisa à Cline que Chiang Kai-shek avait fait savoir aux chefs des trois armées qu'ils ne devaient pas compter sur un soutien préalable des Etats-Unis pour l'attaque projetée mais que, « une fois que les troupes nationalistes auraient établi une tête de pont quelque part sur le continent, les Américains fourniraient certainement toute l'aide nécessaire ».

Dans son rapport à Washington, Cline n'exprima apparemment aucun scepticisme sur la détermination de Chiang de tout risquer sur cette simple hypothèse d'une manière aussi imprudente. Au cas où l'attaque des nationalistes échouerait et si la contre-attaque des communistes qui en résultait l'emportait sur la résistance de Taiwan, le plan prévoyait que le président Chiang et un petit nombre d'autres dirigeants, membres du gouvernement, « seraient évacués de Taiwan et gagneraient un lieu sûr[30] ». Ce dernier point visait très certainement à rendre les Américains responsables de la perte potentielle de Taiwan s'ils ne réussissaient pas à reprendre l'île[31]. Lorsque Cline se rendit, en juillet, à Washington pour consultation, il mit en garde McGeorge Bundy, le conseiller spécial du président pour les affaires

de sécurité nationale, sur le fait que les nationalistes étaient si inquiets par la direction que prenait la politique américaine qu'ils pourraient très bien entreprendre un débarquement suicidaire. Cline insista sur la nécessité d'apaiser Chiang en l'aidant à « procéder à certaines reconnaissances exploratoires sur le continent[32] ». Grâce aux efforts persistants de Cline, le président Kennedy approuva un plan élaboré par le personnel du département de la guerre spéciale de Ching-kuo consistant à larguer 6 équipes de 20 hommes sur le sud de la Chine[33]. Quelques mois plus tard, deux de ces courageuses équipes furent parachutées sur le continent, où leurs membres furent rapidement tués ou capturés.

Cline, toutefois, avait fait impression sur McGeorge Bundy et, pendant le mois d'octobre, avec l'autorisation de Bundy et sans que Drumright ou l'ambassadeur Yeh, à Washington, en soient informés, il négocia un accord avec Ching-kuo sur la façon de faire admettre la Mongolie-Extérieure aux Nations unies. Taipei s'était engagé à utiliser son veto contre cette demande d'admission, bien que ce refus lui eût aliéné des soutiens importants au sein des Nations unies. Lors de leurs entretiens avec Cline, Ching-kuo et son père acceptèrent de ne pas s'opposer à l'admission de la Mongolie et, en contrepartie de cette « concession », obtinrent d'un Kennedy très réticent la promesse de faire usage de son droit de veto pour refuser l'admission de Pékin aux Nations unies si cela se révélait nécessaire. Une fois encore, en menaçant de prendre une décision dangereuse, le Generalissimo avait obligé les Américains à prendre des engagements importants qui lui étaient très favorables[34].

En janvier 1962, alors qu'un flot ininterrompu de nouvelles faisait état de troubles sur le continent, Chiang et son fils rencontrèrent une nouvelle fois Cline de manière confidentielle, sans en informer l'ambassadeur Drumright. Chiang déclara au représentant de l'agence qu'il désirerait savoir si le président Kennedy estimait le moment approprié pour échanger leurs manières de voir au sujet des « conditions auxquelles l'intervention du gouvernement de la République de Chine sur le continent serait réalisable et nécessaire ou, à tout le moins, souhaitable du point de vue stratégique du monde libre ». Chiang ajouta qu'il entendait se concerter au préalable avec les Etats-Unis avant d'engager quelque action que ce soit, mais qu'« il espérait

obtenir la sympathie et le soutien des Etats-Unis, même si pour des raisons tenant à leur position internationale les Américains se voyaient contraints de ne pas en faire état». Considérant que la querelle sino-soviétique était maintenant une réalité, ce qui le remplissait d'enthousiasme, Chiang estimait que les Russes n'interviendraient pas[35]. En février, McGeorge Bundy se rendit à Taipei, et Chiang insista à nouveau pour obtenir au moins un «accord tacite» pour une attaque du continent et, peut-être un soutien logistique secret. Bundy ne prit aucun engagement à cet égard. Comme Cline, Drumright, qui avait assisté à l'entretien, pressa Washington de ne pas répondre aux sollicitations de Chiang par un simple non. Autrement, prévint-il, Chiang, se sentant provoqué, pourrait bien «sauter dans les flammes[36]».

Bien que Cline eût gagné la confiance de McGeorge Bundy, le sous-secrétaire d'Etat pour l'Extrême-Orient de Kennedy, Averell Harriman, prit l'ambassadeur Drumright en grippe, le tenant pour «otage» du KMT. Ayant accompli un mandat de quatre ans, l'ambassadeur quitta son poste; peu de temps après, Harriman se rendit à Taipei et rencontra Chiang[37], qui lui dit que le moment était propice pour une attaque du continent et que «s'il n'agissait pas, il pourrait perdre le contrôle de la situation». Harriman répliqua qu'il ne craignait nullement que Chiang ne perde le contrôle et insista sur la patience requise et la nécessité de disposer de meilleures informations sur la situation réelle en Chine[38]. Quelques semaines après le départ de Harriman, Chiang demanda à Cline d'envoyer encore un message à Kennedy spécifiant que si le gouvernement nationaliste ne pouvait prendre en compte les exigences de plus en plus pressantes pour qu'une action soit rapidement engagée contre le continent, il y avait un risque qu'il «perde son leadership et le contrôle de Taiwan». Ching-kuo mit aussi Cline personnellement en garde contre les risques que présenterait la démission du Generalissimo, notamment celui d'un coup d'Etat militaire et l'émergence de mouvements «antiaméricains[39]».

Ching-kuo allégua que les premiers groupes parachutés étaient trop faibles. Pour qu'ils aient quelque chance de succès, il faudrait que chacun de ces groupes comprenne au moins 200 hommes. Il demanda également l'intervention de cinq avions C-123, possédant l'équipement électronique adéquat, pour transporter secrètement ces groupes. Cline, lorsqu'il se rendit à Washington, ajouta foi à la

menace de Chiang, qui prétendait n'avoir pas d'autre solution que de démissionner si les demandes de la RdC étaient rejetées. L'instabilité politique et des troubles s'ensuivraient et les différents programmes communs de renseignement visant le continent risqueraient de ne pas être poursuivis[40]. Lors d'une réunion du NSC, à laquelle assistait le président, Cline se fit ardemment l'avocat de la dernière proposition de Ching-kuo. Le secrétaire d'Etat Rusk la qualifia d'«absurde», mais Harriman préféra apaiser une nouvelle fois Chiang en faisant un geste. Kennedy donna son accord pour que la planification de l'opération de largage de groupes de 200 hommes commence, de même que l'entraînement des hommes qui y participeraient, mais il précisa que de tels largages ne pourraient avoir lieu que lorsque les deux gouvernements considéreraient que les conditions étaient propices. Il accepta également de fournir deux des cinq avions spéciaux C-123 que Ching-kuo avait demandés et donna son feu vert pour la formation de leurs équipages[41]. La décision la plus importante prise lors de cette réunion fut, toutefois, l'instruction que McGeorge Bundy transmit à Cline de manière «très appuyée»: il devait informer Ching-kuo que lorsque le nouvel ambassadeur américain serait en poste à Taipei, ce serait lui, l'ambassadeur, qui jouerait le rôle politique spécial qui avait été précédemment dévolu à la CIA[42].

■

Le nouveau représentant des Etats-Unis devait être Alan G. Kirk, amiral à la retraite, qui avait commandé l'armada américaine lors du débarquement de Normandie, en juin 1944. Chef militaire valeureux et contemporain de Chiang Kai-shek, Kirk pouvait parler avec autorité de la faisabilité d'une opération amphibie contre une force retranchée et bien équipée. Mais Kirk n'arriva pas avant le mois de juillet. Entre-temps, Ching-kuo accéléra l'entraînement militaire secret dans les montagnes et envoya des troupes supplémentaires sur Quemoy et Matsu. Cline revint à Taipei et, avec Ching-kuo et des militaires américains, il créa un groupe opérationnel de planification appelé le Comité 420 pour revoir les plans du gouvernement nationaliste visant à larguer des équipes de 200 hommes. Ils collaborèrent également avec le Centre d'opérations spéciales de Ching-kuo pour parachuter neuf groupes supplémentaires de 20 hommes qui avaient pour mission de prendre contact avec des éléments de la résistance secrète.

Le Generalissimo demanda alors qu'on lui fournisse 16 bombardiers B-57 et de 20 à 25 bateaux de débarquement[43].

La CIA était particulièrement satisfaite du travail de Ray Cline à Taiwan, et il fut rappelé à Washington pour devenir directeur adjoint du renseignement. Les Chiang furent ravis de cette nomination, Cline occupant maintenant une position dans laquelle il pouvait avoir une influence plus grande encore sur la politique américaine. En fait, il ne perdit pas de temps pour mettre à profit ses nouveaux pouvoirs de responsable de l'analyse du renseignement pour soutenir le point de vue des Chiang concernant la situation sur le continent et ce qu'il fallait faire à cet égard. Lors d'une réunion qui eut lieu le 17 mai, Cline affirma au président Kennedy que le contrôle des communistes sur le continent était en train de s'effriter et qu'il serait très difficile pour le Generalissimo de différer son action militaire au-delà d'octobre. Cline recommanda au président de fournir les B-57 qui étaient « nécessaires pour neutraliser les IL-28 de la Chine communiste » et les LSD pour la force amphibie de Taiwan[44]. Quelques jours après cette réunion, Ching-kuo donna à la station de la CIA de Taipei un plan détaillé expliquant comment les commandos débarqués créeraient des mouvements de résistance et soutiendraient ceux qui étaient déjà formés au Fukien et au Kwangtung. L'action de ces commandos serait immédiatement suivie par un débarquement en quatre endroits de la côte faisant face de Taiwan. L'infatigable Cline convainquit McCone, le directeur de la CIA, qui conseilla à Rusk, puis à Kennedy, d'autoriser l'armée américaine à commencer de rassembler les équipements nécessaires pour apporter un soutien logistique à une invasion nationaliste du continent[45].

Mao, apparemment, avait sa propre interprétation des raisons pour lesquelles Kennedy avait décidé d'envoyer l'amiral du débarquement comme ambassadeur à Taipei ; il était persuadé que c'était pour mettre ses compétences au service des nationalistes en vue d'une attaque possible du continent. En conséquence, l'APL renforça sérieusement ses forces le long de la côte est. C'est à ce moment précis que Kennedy et ses conseillers estimèrent que la comédie avait assez duré[46]. Le 23 juin, lors de la réunion de Varsovie avec les Chinois, le représentant des Etats-Unis déclara que son pays se désolidariserait, en paroles et en actes, de toute attaque natio-

naliste contre le continent et que si une telle attaque avait lieu, les Etats-Unis s'efforceraient de restaurer la paix. Kennedy renouvela cet engagement par une déclaration publique dont la teneur restait toutefois un peu vague[47].

■

Kirk arriva finalement à Taipei et rencontra Chiang. L'ambassadeur exprima l'avis que sans un soutien considérable des Etats-Unis au niveau logistique, naval et aérien, le plan du Generalissimo était vraisemblablement voué à l'échec[48]. Il précisa que les Etats-Unis ne pourraient pas apporter leur concours à une invasion à travers le détroit et qu'ils ne l'approuveraient pas, une telle action risquant de perturber sérieusement la stabilité de la région. Il indiqua également à Chiang que le président Kennedy avait décidé que la situation actuelle ne justifiait pas que des bombardiers B-57 et des navires de débarquement soient fournis au gouvernement de la RdC[49]. Après cette entrevue de septembre, Chiang refusa de recevoir à nouveau l'ambassadeur Kirk[50].

En octobre, la crise des missiles cubains rendit l'éventualité de l'utilisation d'armes nucléaires encore plus traumatisante pour les Américains et stimula les efforts soviéto-américains pour prévenir une guerre accidentelle et contrôler la prolifération de l'arme atomique. Ces efforts, à leur tour, jetèrent de l'huile sur le feu de la dispute sino-soviétique. En plein milieu de la crise des missiles, qui dura dix jours, les Chinois lancèrent une offensive majeure contre l'Inde dans l'Himalaya. Après avoir donné à l'Inde un «coup de poing dans la figure», les Chinois se replièrent sur leurs lignes de départ. Mao, apparemment, monta cette opération pour donner une leçon, non seulement à l'Inde, mais également aux Russes, pour leur montrer comment il entendait traiter les provocations de ses ennemis. En réponse, la CIA commença de mettre sur pied des plans d'urgence pour reprendre une nouvelle série d'opérations secrètes visant à «libérer le Tibet de l'occupation de la Chine communiste», très certainement en collaboration avec les unités du Centre des opérations spéciales de Ching-kuo et peut-être aussi avec la coopération du gouvernement indien[51]. En même temps, l'opération conjointe précédemment convenue avec la CIA fut lancée et de nouveaux groupes de 20 hommes furent parachutés sur le continent. Les organes de

sécurité de la RPC, une fois encore, tuèrent ou capturèrent tous ceux qui avaient essayé de s'infiltrer. Pékin accusa les Etats-Unis d'être derrière toute l'opération[52].

Kirk donna sa démission, en raison de problèmes cardiaques, et fut remplacé par un autre amiral à la retraite, Gerald Wright, qui fut porteur du même message négatif concernant l'attaque du continent[53]. En dépit de ces rebuffades, Chiang continuait de promettre en public la libération du continent et, en privé, de harceler les Américains avec de nouvelles propositions. En mars 1963, Chiang écrivit une nouvelle fois à Kennedy, affirmant que les désordres sur le continent augmentaient de plus en plus rapidement et que son gouvernement ne pouvait pas ignorer plus longtemps la demande populaire pour une action rapide. Au même moment, toutefois, des dirigeants nationalistes de haut rang, y compris le ministre de la Défense, confiaient en privé aux diplomates américains qu'il ne fallait pas prendre le Generalissimo au sérieux[54]. Dans un rapport d'évaluation de mai 1963, qui présentait de très notables différences avec ceux de Cline, une année auparavant, le nouveau représentant de la CIA à Taipei concluait : « Le gouvernement de la RdC n'escompte probablement pas que soit la situation en Chine communiste, soit la situation internationale actuelle puisse favoriser une attaque du continent ayant quelque chance de succès. Le gouvernement de la RdC, même pour la mise en œuvre d'opérations à très petite échelle sur le continent, a manifesté une grande retenue et démontré une absence totale de planification[55]. »

■

En juin 1963, les communistes chinois publièrent un acte d'accusation en vingt-cinq points contre la ligne idéologique soviétique. Khrouchtchev suggéra que les deux parties se réunissent en secret à Moscou pour en discuter. Deng conduisait la délégation chinoise ; après deux semaines, la réunion prit fin sans qu'un accord ait pu être trouvé[56]. Trois mois plus tard, Ching-kuo eut des entretiens à Washington avec la grande puissance, qui était l'alliée de son gouvernement. Il était porteur d'une lettre du Generalissimo proposant encore un nouveau plan d'attaque, appelé cette fois-ci « Dragon secret », impliquant des parachutages de groupes de 100 à 300 hommes et des débarquements d'unités de 300 à 500 hommes.

Comme d'habitude, l'objectif de l'opération consistait à déclencher des soulèvements révolutionnaires sur le continent.

Au cours de cette réunion du 10 septembre avec McGeorge Bundy, Ching-kuo minimisa l'importance de cette proposition et déclara que la solution pour affaiblir et renverser le régime communiste devrait être «plus politique que militaire» et il assura ses interlocuteurs que le gouvernement nationaliste ne préparait pas une attaque de grande envergure contre le continent. Il pressa, toutefois, les Etats-Unis de collaborer avec le gouvernement nationaliste pour trouver les moyens de détruire les sites de missiles et les installations atomiques des communistes chinois[57]. Lors de son entrevue avec le président Kennedy, le jour suivant, Ching-kuo expliqua consciencieusement que l'opération «Dragon secret» serait la première étape d'une entreprise plus vaste visant à s'emparer d'une ou de plusieurs provinces du sud de la Chine, mais que ce ne serait en aucun cas une invasion à grande échelle. Il demanda cinq C-130 (quatre des C-123 promis avaient été livrés). En réponse à une question de Kennedy, Ching-kuo affirma qu'un groupe de 300 à 500 hommes des troupes spéciales pourrait être parachuté avec succès sur les installations nucléaires communistes. Kennedy insista à nouveau pour que de meilleures informations soient réunies concernant ce qui se passait réellement à l'intérieur de la Chine[58].

■

La possibilité d'attaquer les installations nucléaires de la RPC constitua le sujet principal de l'entretien que Ching-kuo eut avec John McCone, le directeur de la CIA, le 14 septembre. En conclusion, les deux parties convinrent qu'elles réfléchiraient aux moyens d'améliorer leurs «capacités de frapper le régime communiste chinois» notamment par des actes de sabotage ou par des attaques sur des cibles stratégiques, comme les sites nucléaires. Mais le mémorandum insista à nouveau sur le fait que leur exécution exigerait l'accord des deux parties qui «devraient éviter toute action risquant de précipiter un conflit mondial ou, si elle échouait, serait préjudiciable à leurs intérêts communs[59]». L'initiative de Ching-kuo concernant les installations nucléaires chinoises coïncidait, sans doute de manière délibérée, avec des propositions que la CIA avait récemment agitées. Selon Ray Cline, sur la base des renseignements collectés par les U-2, la CIA esti-

mait que Pékin ferait exploser sa première bombe atomique au cours de l'année à venir et avait suggéré au président Kennedy plusieurs solutions pour faire face à cette menace. Elles incluaient de prendre contact avec Khrouchtchev pour une frappe conjointe des installations chinoises et d'utiliser des unités secrètes de Taiwan pour les faire sauter[60]. Kennedy avait déjà caressé l'idée d'une sorte de collaboration avec l'Union soviétique visant à « limiter ou prévenir le développement d'armes nucléaires par les Chinois[61] ». Au cours des mois suivants, toutefois, le gouvernement américain en arriva à penser que la capacité nucléaire des Chinois, de faible ampleur, n'aurait qu'un impact stratégique et politique marginal, et le projet d'un raid paramilitaire des nationalistes au cœur de la Chine fut classé sans suite[62].

Après la deuxième visite de Ching-kuo à Washington, pratiquement aucun dirigeant américain ne se souciait de ses véritables sympathies idéologiques. Les Chiang, en revanche, commencèrent de s'inquiéter de plus en plus de la fiabilité des Américains. Peu de temps après le retour de Ching-kuo à Taipei, une junte militaire déposa, à Saigon, le dictateur sud-vietnamien Ngô Dinh Diêm et exécuta Diêm et son frère, Ngô Dinh Nhu, le chef de la police secrète. Ching-kuo avait rencontré Nhu à Taiwan, en 1960, et, à la demande des Vietnamiens, il avait envoyé Wang Sheng à Saigon pour conseiller les autorités vietnamiennes qui souhaitaient établir un département d'officiers politiques au sein de l'armée sud-vietnamienne[63]. Immédiatement après le coup d'Etat de 1963, il fut très généralement rapporté que les Américains avaient aidé les comploteurs, dirigés par le général Duong Van Minh. Le coup d'Etat affermit la détermination des Chiang de maintenir et, lorsque c'était possible, de renforcer le système de surveillance politique au sein de l'armée nationaliste. Trois semaines plus tard, la nouvelle parvint à Taipei que le président Kennedy avait été assassiné. Ching-kuo fut le premier dirigeant nationaliste à appeler l'ambassade des Etats-Unis pour présenter ses condoléances.

■

Au cours de cet automne rempli d'événements, Ch'en Ch'eng tomba malade, et les médecins diagnostiquèrent un cancer du foie. En novembre 1963, le neuvième congrès du KMT promut au Comité central plusieurs dirigeants de la police et des officiers supérieurs spécialistes du renseignement et de la sécurité, notamment les directeurs

de l'IBMND, du GPWD et du Commandement de la garnison[64]. Ch'en fut «très contrarié» par ces changements[65]. En décembre, Chiang accepta la démission de Ch'en de ses fonctions de Premier ministre et, de manière surprenante, choisit comme nouveau chef du gouvernement un technocrate accompli, le ministre des Finances Yen Chia-kan. Yen était considéré comme un homme compétent, intelligent et honnête, mais aussi comme politiquement «modéré» et sans doute peu enclin à contester l'autorité de Ching-kuo. Très proche de M^me^ Chiang, c'était un candidat acceptable par tous les dirigeants du KMT. Même les Taiwanais l'appréciaient en raison de ses efforts pour développer l'île.

En 1964, le boom économique de Taiwan paraissait impressionnant. Le troisième plan quadriennal de développement économique, qui prenait fin cette année-là, se traduisit par une augmentation du PNB de 35 %, du revenu par tête de 19 %, et par une spectaculaire croissance de la production industrielle de 72 %[66]. Politiquement, en revanche, ce ne fut pas une bonne année. Le président Charles de Gaulle reconnut le régime de Pékin et ferma l'ambassade de France à Taipei. Conduite par Liu Shaoqi et Deng Xiaoping, la Chine semblait progressivement se remettre de sa débâcle économique de 1959-1962.

En 1964 également, Chiang Wei-kuo perdit pratiquement toute chance de jouer un rôle politique. Son successeur comme commandant de la première division blindée, le général Chao Chih-hua, fit une tentative de coup d'Etat qui tourna à la farce. Chao avait été l'adjoint de Wei-kuo lors de la bataille de Hsupang, à la fin de 1948, au cours de laquelle il avait été fait prisonnier et s'était, plus tard, évadé. Les officiers politiques de Ching-kuo auraient normalement dû éprouver de sérieux doutes à l'égard de semblables cas, mais Wei-kuo s'était fermement porté garant pour Chao, qui demeura un officier de confiance pendant les quatorze années suivantes. Puis, le 21 janvier 1964, il réunit des troupes, des officiers et des tanks de sa division et annonça, par haut-parleurs, qu'ils allaient se rendre à Taipei et s'emparer du gouvernement parce que le Generalissimo n'agissait pas avec suffisamment d'énergie contre les communistes chinois.

Plusieurs milliers de soldats alignés furent abasourdis par cette déclaration. Un officier politique de haut rang cria son soutien à l'opé-

ration et se précipita sur l'estrade. Au lieu de saluer Chao, toutefois, le commissaire se saisit du commandant et le plaqua au sol. Ce fut la fin du coup d'Etat, qui avait duré deux minutes. Chiang Kai-shek fut très irrité contre Wei-kuo en raison de l'appui qu'il avait apporté à Chao pendant très longtemps, et l'incident rendit encore plus incertaine la carrière du fils cadet[67].

■

Vivant dans un monde très éloigné de celui des militaires, un éminent intellectuel taiwanais, Peng Ming-min, choisit de se confronter au régime. Ce professeur avait pris l'habitude de se réunir, en privé, avec des étudiants partageant ses vues et d'autres participants pour discuter de la situation politique. Les agents de Ching-kuo contrôlaient de près ces activités et, au début de 1964, le Commandement de la garnison arrêta Peng et deux de ses jeunes camarades pour avoir imprimé un manifeste en faveur de l'indépendance de Taiwan. Le procès qui s'ensuivit attira beaucoup l'attention de l'étranger, notamment au Canada et aux Etats-Unis. Ching-kuo décida que Peng ne serait condamné qu'à une peine légère de huit années d'emprisonnement. Mais seulement sept mois plus tard, après avoir signé une confession écrite par les officiers de sécurité de Ching-kuo dans laquelle il déclarait se repentir de ce qu'il avait fait, Peng bénéficia de la clémence présidentielle et fut renvoyé chez lui[68].

Ching-kuo continua également d'autoriser une certaine liberté d'action à des hommes politiques taiwanais, comme Henry Kao. Pour l'élection du maire de Taipei, en 1964, les autorités, avec l'approbation de Ching-kuo, permirent à Kao de placer des observateurs dans les bureaux de votes – 500 pour couvrir 360 bureaux. Bien que le KMT eût consacré de considérables ressources à la campagne électorale et suscité secrètement la candidature dissidente d'un «indépendant» pour prendre des voix à Kao, ce dernier l'emporta de très peu, de même que d'autres candidats non-KMT dans les élections pour les mairies de Tainan et de Keelung[69].

16
Ministre

En janvier 1965, le Premier ministre Yen nomma Ching-kuo ministre de la Défense, un titre qui ne lui monta pas à la tête. Un jour, un membre du Congrès américain rendit visite au nouveau ministre, accompagné par le deuxième secrétaire de l'ambassade, Herbert Levin. Le parlementaire exprima l'espoir que les nationalistes puissent reprendre le continent assez rapidement. Le problème, déclara-t-il, résidait dans le fait que si les communistes pouvaient exercer leur contrôle sur une jeune personne pendant une dizaine d'années, elle demeurerait «pour toujours un communiste convaincu». Ching-kuo, qui, dans sa jeunesse, et pendant douze ans, avait été un compagnon de route des communistes, hocha la tête en signe d'approbation. Il se tourna alors vers Levin et lui fit «un clin d'œil appuyé, à l'occidentale[1]».

Ce même printemps, Ch'en Ch'eng mourut; il avait 67 ans. Bien avant sa mort, Ching-kuo était devenu le véritable «patron» du pays, sauf dans le domaine clé des affaires économiques et financières. Le Generalissimo avait alors 78 ans et il était de plus en plus détaché du cours ordinaire des choses. En raison de sa vue faiblissante, il lisait très peu et ses collaborateurs lui cachaient les nouvelles déplaisantes[2]. Après le décès de Ch'en, Ching-kuo laissa à Yen Chia-kan la responsabilité de gérer l'économie comme lui-même et son équipe, tous favorables à la régulation du marché, l'entendaient. Pratiquement tout le monde à Taiwan reconnaissait cependant que l'autorité de Ching-kuo, même si elle paraissait informelle, s'étendait aussi à ce domaine[3].

■

Ching-kuo était également, dans les coulisses, le véritable interlocuteur des Etats-Unis pour toutes les questions internationales sensibles, comme, par exemple, la reconnaissance de Pékin par la France, l'année précédente[4]. Malgré l'intention déclarée de Washington de mettre fin aux discussions de haute politique avec Taipei, les Chiang étaient encore en mesure d'utiliser les services de Ray Cline. Ce dernier et son directeur, McCone, continuèrent vainement d'appuyer les propositions du Generalissimo d'engager les troupes natio-

nalistes pour combattre au Vietnam et pour détruire les installations nucléaires communistes sur le continent[5].

Au printemps de 1965, la guerre en Indochine s'intensifia de manière considérable, le désaccord sino-soviétique, qui n'était au départ qu'une dissension idéologique, s'élargit jusqu'à prendre la forme d'une véritable hostilité, le parti communiste indonésien, soutenu par Pékin, cessa pratiquement d'exister à la suite de l'échec de son coup d'Etat à Jakarta, et la politique étrangère de la RPC devint, dans l'ensemble, de plus en plus radicale. Ching-kuo informa la CIA que son père désirait s'entretenir à nouveau avec Cline. Il y eut une longue discussion à Washington sur le fait de savoir s'il était indiqué d'envoyer immédiatement un émissaire américain, choisi personnellement par le Generalissimo chaque fois que celui-ci en faisait la demande. Cline, finalement, reçut l'autorisation de se rendre une nouvelle fois à Taipei. Dès son arrivée, il eut un bref entretien avec les deux Chiang, en présence du chargé d'affaires américain, puis Ching-kuo emmena son ami au lac du Soleil et de la Lune pour une réunion privée de cinq heures avec le Generalissimo. Le moment propice pour attaquer le continent était «maintenant ou jamais», déclara Chiang avec insistance[6]. Cline retourna précipitamment à Washington pour plaider de nouveau la cause de Chiang, mais «personne, à Washington, n'y prêta la moindre attention». Les Américains étaient incapables de dire si Chiang prenait la pose pour son image dans l'Histoire et pour ses admirateurs de droite ou s'il devenait gaga[7].

Ching-kuo lui-même ne tenait pas compte des demandes de son père, qui devenaient de plus en plus rituelles, en faveur d'une attaque militaire. Quelques semaines seulement après la visite de Cline, Ching-kuo rencontra le nouveau chef de station de la CIA (la couverture de l'agence était maintenant l'Unité technologique de l'armée américaine) et expliqua clairement et d'une manière franche sa propre position sur la reconquête du continent et sur les relations entre les Etats-Unis et la République de Chine:

> Alors que le gouvernement nationaliste doit nourrir l'espoir de recouvrer le continent pour maintenir le moral sur l'île de Taiwan, les hommes influents de [ma] génération se rendent parfaitement compte qu'il faudra beaucoup de temps avant qu'un régime non

> communiste puisse être rétabli en Chine continentale, et que peut-être ils ne le verront pas de leur vivant. Néanmoins, [nous sommes] désireux de faire tout ce qui est en [notre] pouvoir pour être sûrs que [nous] ne laisser[ons] échapper aucune occasion de [nous] opposer avec succès aux ambitions chinoises et d'occuper une position de force qui affaiblira et déstabilisera le régime de Peiping [Pékin][…]. [C'est pourquoi] la jeune génération des dirigeants [nationalistes] […] estime que [son] objectif premier et [sa] stratégie prioritaire devraient être de préserver avec les Etats-Unis une entente mutuelle et une étroite coopération et de soutenir la politique américaine en Extrême-Orient[8].

Peu de temps après, Ching-kuo participa à une réunion de haut niveau à Washington, où il présenta consciencieusement les dernières propositions de son père en faveur d'une action militaire. Dans ses discussions avec le secrétaire à la Défense McNamara, Ching-kuo indiqua que son père lui avait demandé de transmettre un «papier conceptuel» expliquant comment s'emparer de cinq provinces du sud-ouest de la Chine, plan dénommé «Great Torch Five». Ching-kuo précisa toutefois que ce plan n'était pas une proposition opérationnelle et qu'il exigerait des études conjointes supplémentaires. Il insista dans la discussion sur la nécessité pour les Etats-Unis et la Chine nationaliste d'agir dans le cadre d'un véritable partenariat ou d'une alliance, non seulement sur la question de la Chine communiste, mais également sur une politique et une stratégie globales concernant toute l'Asie. Il dit à McNamara qu'un retour sur le continent impliquait de «convaincre la population et de vaincre les forces armées communistes» et que le principal défi consistait à trouver un moyen d'utiliser la puissance de la Chine nationaliste sans risquer de provoquer un conflit beaucoup plus étendu[9].

Dans ses conversations avec le secrétaire d'Etat Rusk et d'autres interlocuteurs, Ching-kuo se livra à une analyse des intentions de Pékin qui parut objective aux Américains. Il doutait que les communistes chinois se risquent à intervenir directement aussi bien au Vietnam que dans l'Asie du Sud. Lors de son entretien avec le président Johnson, Ching-kuo observa que s'il avait présenté certaines propositions impliquant des opérations militaires, son objectif

prioritaire n'était pas d'intervenir militairement contre le continent mais d'avoir des consultations «approfondies et portant sur le long terme» de manière à «intégrer» la politique américaine et celle des nationalistes vis-à-vis non seulement de la Chine, mais également de toute l'Asie[10]. Selon Ching-kuo, les évolutions internes détermineraient d'abord les développements du continent, mais sur le long terme Taiwan jouerait dans les transformations de la Chine communiste le rôle d'un modèle dans les domaines économique, culturel, social, et politique – thèse qu'avait déjà soutenue Lei Chen[11]. Les Américains furent assez satisfaits du message de Ching-kuo. Ils pensèrent qu'il avait organisé cette visite pour démontrer une plus grande souplesse et présenter des vues plus en accord avec les leurs. En retour, ils promirent de meilleures consultations et, pourquoi pas, plus d'études conjointes[12].

■

Ching-kuo ne manqua pas de réitérer l'offre ancienne du Generalissimo de mettre les forces nationalistes «à la disposition» de ses alliés pour soutenir le monde libre en Asie. Ray Cline assura le suivi de la visite en recommandant à nouveau que le NSC prenne la décision d'utiliser les forces nationalistes en Indochine, mais le Département d'Etat et la Maison Blanche rejetèrent une nouvelle fois cette proposition, estimant qu'une telle décision serait dangereuse et susciterait la vive opposition des alliés des Etats-Unis[13]. L'utilisation d'agents secrets, toutefois, était une question différente. Au moment où Ching-kuo se rendit à Washington en 1965, plusieurs centaines d'agents, militaires et paramilitaires, issus de son Centre des opérations spéciales se trouvaient déjà au Vietnam, où ils constituaient le troisième plus important contingent étranger[14]. Les plus efficaces, parmi eux, étaient les membres d'une unité paramilitaire appelée les Sea Swallows («hirondelles de mer»), dirigée par un prêtre catholique, le père Nguyên Lac Hoa[15]. Taipei aidait également le Sud-Vietnam d'autres manières. Les installations de la CAT et d'Air America à Taiwan, qui apportaient leur assistance aux opérations aériennes de la CIA sur toute l'Indochine, étaient particulièrement utiles. A la suite du voyage de Wang Sheng à Saigon en 1960, les forces armées vietnamiennes établirent leur propre Département de guerre politique sur le modèle de celui de Ching-kuo[16].

La nouvelle junte militaire sud-vietnamienne, dirigée par le général Nguyên Van Thiêu et le général des forces aériennes Nguyên Cao Ky, était en fait parvenue au pouvoir, au milieu de l'année 1965, grâce à l'aide, dans les coulisses, de Ching-kuo. Ses agents de renseignements opérant à Saigon avaient transmis au général Thiêu l'argent donné par un très riche homme d'affaires chinois et ils avaient aussi facilité les connexions entre Thiêu et la CIA[17].

■

Ching-kuo, toutefois, ne mettait pas tous ses œufs dans le seul panier des relations avec les Etats-Unis. En juin 1965, Chiang approuva sa proposition de faire passer le deuxième projet secret d'études d'une arme nucléaire du stade de la recherche à celui du développement. Quelques «hauts responsables nationalistes et des conseillers du président» déclarèrent à ce dernier qu'un Projet Manhattan pour Taiwan serait économiquement absurde, techniquement infaisable et politiquement imprudent[18]. Malgré ces critiques, Ching-kuo assuma la totale responsabilité du projet et nomma le général Tang Chung-po à sa direction. Une division supersecrète de l'Institut des sciences de Chungshan, l'institution de recherche et développement militaire, entreprit le travail de laboratoire, tandis que le général Tang imagina une stratégie pour se procurer les réacteurs, les dispositifs de retraitement, l'uranium enrichi et pour acquérir la technologie. Parmi les personnes qu'il recruta pour faire partie de son équipe, il y avait un jeune officier intéressé par les questions scientifiques qui venait de sortir de l'académie militaire, Chang Hsien-yi. Mais la CIA avait été cette fois plus rapide et elle avait déjà recruté Chang comme espion.

■

Après qu'il devint ministre de la Défense, en 1965, Ching-kuo déménagea sa famille dans une guest-house de la marine appelée Seven Seas («sept mers»). La maison, un peu plus grande que celle de Ch'angan East Road, était située dans une enceinte militaire fermée, près du Grand Hôtel[19]. Ching-kuo avait alors 56 ans. Il avait finalement suivi les conseils de son médecin et réduit sa consommation d'alcool; certains ont même prétendu qu'il avait complètement cessé de boire. A la fin des années 1950, il s'était mis à la peinture chinoise, qu'il pratiquait comme un hobby, mais comme ses jambes devenaient douloureuses – symptôme de son diabète – lorsqu'il restait debout

trop longtemps, il finit par abandonner ce passe-temps cinq ans plus tard. Les soirées, avec le même cercle restreint d'amis, continuèrent jusqu'à ce qu'il devînt Premier ministre, en 1969. Ces réunions amicales, comme par le passé, étaient l'occasion de parler de tout et de rien, de faire des plaisanteries et, bien sûr, de jouer à la mourre. Ching-kuo, toutefois, était obligé de se faire représenter par un *«tai-piao»* ou substitut pour les jeux et les compétitions qui faisaient partie des libations. Si des Américains étaient invités, les Chinois s'efforçaient toujours de les enivrer. Une fois, en 1960, un chef de station nouvellement arrivé revint chez lui «soûl comme une vache[20]».

Selon certaines sources, Ching-kuo cessa également, dans les années 1960, d'avoir des aventures féminines occasionnelles. D'autres maintiennent, au contraire, qu'il continua de les rechercher, mais de façon plus modérée et plus discrète. Une histoire, racontée par les amis de la femme concernée, éclaire sa relation avec la plus célèbre chanteuse d'opéra de Pékin à Taiwan, la très belle Ku Cheng-ch'iu. Ching-kuo la poursuivit de ses assiduités, mais elle se refusa toujours à lui parce qu'elle avait depuis longtemps une liaison avec un homme marié, Jen Hsien-ch'un, dont elle avait deux enfants. Jen eut de sérieux ennuis lorsqu'un de ses cousins, pour lequel il s'était porté garant alors que ce dernier avait immigré à Taiwan, fut arrêté comme espion en 1956. Quand Jen fut condamné à une légère peine de prison, il y eut des rumeurs prétendant que Ching-kuo avait voulu l'écarter pour mieux arriver à ses fins. Mais, bien que Ku fût outrée par l'arrestation de son amant, également père de ses enfants, elle n'en blâma pas Ching-kuo. Elle vint voir son puissant admirateur et plaida pour qu'il accorde son pardon à Jen. Selon l'histoire, Ching-kuo ne chercha pas à tirer parti de la situation de M^me^ Ku mais, avec regrets, il refusa de libérer Jen[21].

Ni les rumeurs, ni les aventures réelles ne troublaient la vie familiale de Ching-kuo. Faina respectait les règles édictées par son mari, mais, pour certaines choses, elle suivait son propre mouvement. A la fin des années 1950, en raison de l'opposition d'Amy, elle abandonna le mah-jong, mais elle continua de fumer. Elle se mit au golf et au bowling et fit du bénévolat pour aider les écoles locales. Dans les années 1950, son petit noyau d'amis comprenait plusieurs «Russes blanches», épouses de Chinois et d'Américains, notamment des pilotes de la CAT, mais, dans les années 1960, Ching-kuo occupant des positions de plus en

plus élevées, elle cessa de les voir. Elle avait acquis une bonne connaissance de l'anglais. Lors d'un dîner, un Américain, membre du Congrès, lui demanda naïvement : « Etes-vous une Russe blanche ou une Russe rouge ? » Elle répondit sans hésiter : « On pourrait dire, je pense, que je suis née comme l'une et que j'ai été élevée comme l'autre[22]. »

Ching-kuo confia une fois à l'un de ses collaborateurs : « Avoir la responsabilité d'un pays est facile, avoir celle d'une famille est plus difficile. » Bien qu'il fût toujours pressé par le temps, il prenait sérieusement soin de sa famille. Un jeune homme, Mao Kao-wen, lointainement apparenté à Ching-kuo par la mère de ce dernier, Mao Fu-mei, était sur le point de partir pour les Etats-Unis pour y poursuivre des études supérieures et il vint voir son cousin, qu'il admirait, pour lui dire au revoir. Ching-kuo lui posa des questions pendant une heure sur ses projets et nota même ses réponses. Des années plus tard, le cousin se souvenait encore qu'il avait pensé : « Voici un homme sérieux[23]. »

■

Après un bref séjour dans une petite école du Kansas, Alan Chiang fut admis à l'Armstrong College, en Californie. Il rencontra et épousa une intelligente et jolie jeune femme, Nancy Zi. Comme Alan, Nancy était eurasienne. En 1907, son grand-père, Hsu Hsi-lin, avait assassiné un haut responsable de la dynastie Ch'ing et, en punition, avait subi la torture de la lacération, au cours de laquelle son cœur lui avait été enlevé alors qu'il était encore vivant. Sa mère, Maria Bordan, était de nationalité allemande. Alan et Nancy se marièrent dans une église catholique de Laguna Beach, puis ils allèrent étudier pendant un an à Washington. En 1961, elle présenta à Ching-kuo son premier petit-enfant, une petite fille blonde, aux yeux bleus, qu'on prénomma Yomei (Yu-mei). M^me^ Chiang donna à l'enfant l'un de ses prénoms anglais de baptême, Marguerite, les autres étant Faina et Maria, mais on l'appela toujours Yomei[24].

Outre le fait d'interdire à ses fils de faire carrière dans le secteur privé, Ching-kuo établit d'autres règles très strictes pour ne pas donner l'impression que sa famille profitait de sa position. Il s'opposa à ce que Nancy achète la voiture de sport dont elle avait envie, même avec son propre argent, ou qu'elle voyage en Australie avec ses parents.

Alan était un jeune homme brillant, charmant, qui avait un grand sens de l'humour. Il produisait des rouleaux de calligraphie, qu'il don-

nait à ses amis et qu'il signait «le soldat ivre». Il n'avait pas, toutefois, la même résistance à l'alcool que son père. Lorsqu'il fut proche de la trentaine, les médecins de l'hôpital des Vétérans l'informèrent qu'il avait du diabète, mais il continua de boire.

Un jour, alors que Sun Yun-suan, président de Taiwan Power Company (la compagnie nationale d'électricité), accompagnait Chiang dans la visite d'une centrale électrique, ce dernier le prit à part et lui dit qu'il lui serait reconnaissant s'il pouvait trouver un emploi pour son petit-fils et essayer de l'aider à faire quelque chose de lui-même. Sun le fit commencer comme apprenti puis, au bout d'un an, le jeune Chiang fut promu directeur d'un petit bureau à Taipei[25]. Cette relation avec Alan conduisit Ching-kuo à connaître et apprécier Sun, également un ingénieur, qui avait été formé à la Tennessee Valley Authority. Ching-kuo appela Sun au gouvernement, où il fit partie de la deuxième génération de technocrates.

De tous ses enfants, c'est de sa fille Amy que Ching-kuo était le plus proche. Jusqu'à sa mort, il conserva sur son bureau une photo d'elle et de Yomei. Ceux qui servirent dans la maison la décrivirent comme très gentille mais très volontaire[26]. Quand elle alla aux Etats-Unis pour y poursuivre des études à l'université, Ching-kuo demanda au ministre de la Défense Yu Ta-wei que son fils, également aux Etats-Unis, Yu Yang-ho, veille sur elle. Amy tomba vite amoureuse de Yu, un homme d'affaires de 40 ans, trois fois divorcé et se mit en tête de l'épouser. Ching-kuo était furieux. Il était opposé à cette union en raison de la différence d'âge de dix-huit ans et des trois mariages ratés de Yang-ho. Ching-kuo estimait également qu'il était aussi déplacé que sa fille se marie avec un homme d'affaires que l'un de ses fils en devienne un. M^me^ Chiang écrivit une lettre en anglais – son chinois écrit n'avait jamais été très bon – pour lui demander d'accepter la décision d'Amy. Lorsque Amy revint à Taipei pour des vacances, Ching-kuo l'emmena au lac du Soleil et de la Lune, où ils passèrent plusieurs heures à pagayer et à parler. Amy lui promit de ne pas se marier avant d'avoir terminé ses études universitaires, et le père et la fille se réconcilièrent[27].

Peu de temps après son retour aux Etats-Unis, Amy, toutefois, épousa Yang-ho à Reno, au Nevada. Ching-kuo était en train de déjeuner quand il apprit la nouvelle. De rage, il renversa la table. Faina pleura et se frappa la tête contre l'un des montants de son lit[28]. En fin

de compte, ils acceptèrent la décision de leur fille. La même année où Nancy mit au monde Yomei, Amy accoucha du premier petit-fils de Ching-kuo, Théodore (Yu Tsu-sheng). On vit rapidement grand-père Ching-kuo faire des culbutes et se rouler par terre avec Théodore et Yomei. Mais il n'accepta jamais sans réticences le mari d'Amy, si bien que le couple vint de moins en moins souvent à Taipei.

Pour le deuxième fils, Alex, la première moitié de la décennie fut une période très troublée, telles qu'en connaît l'adolescence. Comme son frère aîné, il suscita beaucoup d'angoisse chez son père et sa mère. En revanche, il étudiait mieux que son frère et il fut le seul enfant de Ching-kuo qui envisagea de devenir un leader politique. Le plus jeune fils, Hsiao-yung ou Eddy, causa relativement peu de problèmes à ses parents[29]. A la grande fierté de Ching-kuo, il fut admis à l'école préparatoire à l'académie militaire.

Pour Noël et pour Thanksgiving – cette dernière fête étant la favorite de M^me^ Chiang –, le clan se réunissait à la résidence présidentielle pour un dîner de réjouissances. A la fin des années 1960, le groupe était important : le Generalissimo et sa femme, Ching-kuo et Faina, leurs quatre enfants (si Amy était à Taiwan), la femme d'Alan, le mari d'Amy et les deux petits enfants de Ching-kuo, Wei-kuo et sa seconde femme, Ellen Chiu, leur fils Gregory, une jeune femme nommée Dorothy Wu, petite-fille de la sœur, depuis longtemps décédée, du Generalissimo et plusieurs descendants de son demi-frère, lui aussi disparu. Hormis les jumeaux de la défunte Ya-juo et leurs enfants, tous les petits-enfants du Generalissimo et leur descendance étaient eurasiens. Avant le dîner, toute cette famille élargie assistait, à la chapelle, au service religieux conduit par le pasteur Chou. Le Jeune Maréchal, Chang Hsueh-liang, et M^lle^ Chao, qu'il avait fini par épouser, assistaient également à ce service.

Ching-kuo continua de s'en tenir à sa décision de ne jamais voir ses jumeaux illégitimes. De la famille au sens large, seuls le Generalissimo et son épouse, Ching-kuo, et peut-être Wei-kuo, connaissaient leur existence. En 1960, les deux garçons furent admis à l'université Soochow dans la banlieue de Taipei. Winston était résolu à faire une carrière académique dans le domaine du droit, mais il obtint d'abord un diplôme en littérature chinoise. John se focalisa sur le service public, plus particulièrement les affaires étrangères. Pendant leurs années d'université,

les deux jeunes gens travaillèrent à temps partiel pour subvenir à leurs besoins, et Wang Sheng, de temps en temps, leur donnait de «petites sommes d'argent» pour les aider. Malgré cela, ils eurent souvent à demander des délais pour payer leurs droits universitaires. Ils ne dévoilèrent jamais à quiconque, même à leurs amis les plus proches, qu'ils étaient les fils de Chiang Ching-kuo. A l'issue de sa première année, John, qui était un membre actif du Corps des jeunesses, participa à un camp d'été organisé pour les étudiants, cadres de ce mouvement. Alex Chiang y participa aussi, mais il ne sut pas qu'il avait là un demi-frère, et encore moins qu'ils partageaient la même chambre[30].

Les femmes qui avaient joué un rôle dans le passé du Generalissimo continuèrent d'être tenues à distance. Yao Yeh-ch'eng, Mama Yao, passa sa vieillesse à Taoyuan, ville proche de Taipei. Wei-kuo lui rendit régulièrement visite et lui donna de quoi vivre. La «mère de Shanghai» de Ching-kuo (Ch'en Chieh-ju) refit surface en 1961 lorsque, avec l'aide de Zhou Enlai, elle fut autorisée à quitter le continent et à résider à Hong Kong dans une maison que Ching-kuo lui avait achetée[31]. En mars 1965, elle accepta 170 000 dollars d'un agent de Ching-kuo pour le manuscrit de ses Mémoires et la promesse de ne jamais les publier[32].

■

Depuis sa libération, en 1964, Peng Ming-min était resté sans emploi. Au début de 1966, à sa grande surprise, un fonctionnaire vint le voir chez lui pour l'informer que le ministre de la Défense, Chiang Ching-kuo, souhaitait «écouter ses conseils». Quand Peng entra dans le bureau du ministre, Ching-kuo se leva pour accueillir l'ancien prisonnier politique, lui posa des questions sur sa famille et lui demanda s'il y avait quelque chose qu'il pourrait faire pour l'aider. Répondant à la chaleur de l'accueil de Ching-kuo, Peng dit qu'il voulait reprendre son poste à l'université. Ching-kuo lui dit qu'il allait étudier la question. Peu de temps après, Peng fut invité à rejoindre le *think tank* de Ching-kuo, l'Institut des relations internationales. Le professeur refusa cette offre. Au cours des années qui suivirent, Peng continua d'être surveillé, mais il persista néanmoins à rencontrer des intellectuels qui partageaient ses opinions. Les agents de renseignements envoyés par Ching-kuo précisèrent pourtant clairement à Peng que «les libéraux du parti [le KMT] espéraient encore le persuader de travailler à des réformes, mais à l'intérieur de l'organisation[33]».

Bien que Ching-kuo n'ait pu inciter le professeur à coopérer, il réussit à convaincre une personnalité majeure du mouvement pour l'indépendance de Taiwan. En mai 1965, Liao Wen-yi (le Dr Thomas Liao), qui, pendant des années, avait dirigé le Parti pour l'indépendance de Taiwan basé à Tokyo en démissionna publiquement et se rendit à Taiwan. Les autorités, à la suite de cette décision, restituèrent les propriétés qui lui avaient été confisquées ainsi qu'à sa famille, ce qui constituait sans doute l'un des éléments clés du marché passé avec Ching-kuo[34].

En 1966, l'Assemblée nationale élut Chiang Kai-shek pour un quatrième mandat de président et approuva également, mais avec réticence, un amendement constitutionnel, dont Ching-kuo s'était fait l'avocat, qui autorisait un vote spécial pour pourvoir de nouveaux sièges créés en raison de l'augmentation de la population de Taiwan. Seulement 26 sièges du Yuan législatif, soit environ 5 % du total, seraient soumis à ce vote, qui ne pourrait pas avoir lieu avant trois ans. Néanmoins, sous la direction de Ching-kuo, le KMT faisait un tout petit pas, mais significatif sur le plan symbolique, vers la règle de la majorité.

Le département de l'organisation du KMT, que Ching-kuo contrôlait de très près, continuait en même temps à organiser avec succès des élections au niveau local dans lesquelles se présentaient des candidats anti-KMT. La stratégie de Ching-kuo consistait à garantir un scrutin et un dépouillement des votes honnêtes de manière à attirer des candidats indépendants de qualité puis à compter sur les limitations très strictes imposées au cours de la campagne, portant notamment sur ce que les candidats étaient autorisés à dire et ne pas dire, ainsi que sur l'énorme avantage financier du KMT et son contrôle des médias pour s'assurer de la victoire dans une large majorité des cas. Comme l'élection du maire de Taipei approchait, Wang Sheng et d'autres mirent cependant en garde Ching-kuo sur le danger, excessif à leurs yeux, qu'il y aurait à autoriser des hommes politiques anti-KMT (comme Henry Kao) à diriger la capitale. Ching-kuo en fut d'accord et obtint de son père qu'il déclare Taipei municipalité spéciale, ce qui signifiait que le gouvernement central nommerait son maire. Mais, sur la recommandation de Ching-kuo, le Generalissimo, à la grande surprise de beaucoup, nomma Henry Kao à ce poste. Kao maugréa mais, in fine, il accepta l'arrangement. Lors d'une rencontre avec le maire, après sa nomination, Ching-kuo lui conseilla d'agir plus

en faveur de l'amélioration du sort des pauvres et de moins se soucier d'élargir les rues, de planter des arbres et de « mettre des drapeaux[35] ».

■

Le nombre de continentaux atteints par l'âge et qui étaient démobilisés ne cessait de croître, mais la proportion, qui continuait d'être totalement déséquilibrée, d'officiers et de sous-officiers par rapport aux hommes de troupe indiquait que Ching-kuo ne souhaitait pas aller trop vite de peur que des modifications trop rapides et trop importantes n'affectent la stabilité des forces armées. Les généraux et les amiraux étaient encore pratiquement tous des continentaux, mais Ching-kuo se rendait compte que cela devait changer.

Le nouveau ministre de la Défense organisa une retraite au lac du Soleil et de la Lune pour ses officiers les plus élevés en grade. Un soir, après le dîner, Ching-kuo, revenant d'une promenade, s'arrêta près d'un groupe discutant, dans le patio, des risques de promouvoir des Taiwanais de souche aux responsabilités les plus élevées. Il interrompit la conversation : « Messieurs, c'est un sujet sérieux. Si nous ne traitons pas les gens d'ici comme des Chinois, nous aurons de graves problèmes[36]. » Ching-kuo mit à la retraite 500 généraux et 2000 colonels, tous continentaux, tandis que le nombre de Taiwanais dans les académies militaires s'accroissait régulièrement et que les premiers officiers supérieurs taiwanais arboraient le nouvel insigne de leur grade[37].

Les soldats et les anciens combattants originaires du continent constituaient le groupe le plus important de pauvres de l'île et leur situation était une source constante de préoccupation pour Ching-kuo. Un jour, il rendit visite au révérend Chou Lien-hua, le pasteur de la chapelle présidentielle, pour s'entretenir avec lui du moral des anciens combattants. Ching-kuo lui dit que leur nostalgie pour leurs villages et leurs familles lui semblait devenir de plus en plus aiguë. Certains soldats démobilisés ou encore en activité se rendaient au bord de la mer, en face du continent, pour brûler de l'encens. « C'est un problème qui est du domaine de la métaphysique », observa-t-il et il demanda à Chou s'il pourrait aller voir des unités des forces armées et leur « adresser un prêche ».

Chou réfléchit à cette demande pendant quelques jours et finalement il alla dans plusieurs régiments et parla, devant d'importants rassemblements d'officiers et d'hommes de troupe, des valeurs per-

sonnelles et de la signification de la croyance religieuse. Plus tard, Ching-kuo confia au pasteur que les hommes de troupe n'avaient pas compris grand-chose à son prêche et que les hommes de l'armée de l'air avaient eu également quelques difficultés. Mais, lui dit-il, les officiers politiques, étant aussi concernés par tout ce qui relevait des sentiments, l'avaient parfaitement suivi[38].

■

Comme prévu, le programme de l'Agence américaine d'aide au développement international prit fin officiellement en juin 1965. La croissance économique de Taiwan, cette année-là, fut de 9 % et le revenu par tête de 174 dollars (en dollars de 1965). Selon les standards de la fin des années 1990, ces chiffres paraissent très modestes, mais, en fait, sur les quinze années qui avaient précédé, ils correspondaient à une croissance forte et représentaient même le taux le plus élevé du monde après celui du Japon[39]. L'aide économique totale des Etats-Unis envers l'île depuis 1950 atteignait environ 1,4 milliard de dollars. C'était l'aide par tête la plus importante que les Etats-Unis aient consentie à un pays. Elle se poursuivit après 1965 sous la forme de prêts, de ventes de surplus alimentaires et d'assistance technique. De surcroît, de la même façon que le Japon s'était relevé, au début des années 1950, grâce aux besoins de l'armée américaine engagée dans la guerre de Corée, Taiwan commençait à beaucoup bénéficier du conflit indochinois. En 1965, les achats de l'armée américaine sur l'île destinés au théâtre d'opérations d'Indochine étaient de l'ordre de 130 millions de dollars par an[40].

Pour ceux qui vivaient à Taiwan à l'époque, l'élévation du niveau de la consommation, de l'éducation et de la santé était manifeste. Les prolongements politiques de cette situation étaient également évidents, les secteurs privés les plus florissants – le commerce, l'industrie manufacturière, l'agriculture – étant essentiellement des « secteurs taiwanais ».

17
Le gourdin doré

En 1966, il était clair que Washington avait l'intention d'aller jusqu'à mettre son sort en jeu et à verser son sang pour faire obstacle à ce qu'elle percevait comme une expansion chinoise en Indochine. L'intervention américaine à son tour fortifia la conviction de Mao que sa vision du monde de 1950 correspondait à la réalité : on devait s'opposer à l'« Amérique impérialiste » et renforcer la dynamique révolutionnaire partout où cela se révélait possible. Les événements en Algérie, au Congo, en Amérique latine et en Indonésie semblaient confirmer la polarisation de la politique mondiale. Ils hâtèrent également la décision de Mao de procéder à une transformation révolutionnaire de son propre parti et de la société chinoise. C'est ainsi que fut lancée la Grande Révolution culturelle, une tentative de Mao pour débarrasser la société chinoise de l'ossification, de la routine et de la poursuite des intérêts personnels, qui, selon lui, avaient conduit à la mort du véritable socialisme en URSS. Il écarta Deng Xiaoping, parce qu'il était comme la figure symbolique de l'homme de l'appareil – cette qualité qui, précisément, avait fait de Petit Canon, au cours des années, le partisan le plus utile et le plus fiable du président. Deng et sa troisième femme, Zhuo Lin, la mère de ses cinq enfants, furent envoyés en prison[1].

Le désordre qui en résulta et les luttes internes sur le continent étaient comme une autre prière exaucée pour les lecteurs des *Ruisseaux dans le désert*. Pour exploiter le saccage de la culture traditionnelle chinoise par les Gardes rouges, le Generalissimo créa un Mouvement pour la renaissance de la culture chinoise. Ching-kuo déclara publiquement que les nationalistes répondraient à un appel à l'aide du continent dans les six heures. Il ordonna à son Centre des opérations spéciales de procéder à des études supplémentaires sur les opérations qui pourraient être éventuellement engagées à travers le détroit[2].

Malgré ces gesticulations à Taipei, les spécialistes de la RPC dans les services de Ching-kuo ne pensaient pas que le système communiste était sur le point de s'effondrer, grâce, essentiellement, à la cohésion de l'APL qui demeurait. Wang Sheng, officiellement directeur

adjoint du GPWD mais qu'il dirigeait en pratique, rencontrait deux fois par semaine le conseiller politique américain David Dean pour échanger des informations sur les événements de Chine qui paraissaient très étranges. L'analyse de Wang était, contre toute attente, d'une grande objectivité[3].

La menace que représentait la Chine communiste pour la paix mondiale que les Américains et les Chinois nationalistes avaient si souvent invoquée commençait à devenir une réalité pour de nombreux pays, y compris l'Union soviétique. Mao déclarait que l'«impérialisme social» des Soviétiques était non moins un mal que l'«impérialisme américain». Avec Lin Biao, il appelait à des «guerres populaires» à travers le monde et soutenait les guérillas maoïstes en Inde, en Birmanie, en Thaïlande, en Indonésie et aux Philippines. Les radicaux appartenant au camp de l'épouse de Mao, Chiang Ch'ing, réussirent à imprimer de leur marque la politique étrangère. Les Gardes rouges incendièrent l'ambassade britannique à Pékin et harcelèrent les diplomates soviétiques et leurs familles. La déification de Mao – «soleil rouge dans le cœur de tous les peuples du monde» – atteignit le niveau de celles de Staline et de Hitler.

Le triomphe de l'extrémisme en Chine et les contributions importantes de Taipei à l'effort américain en Indochine renforcèrent les espoirs de Ching-kuo pour un nouveau partenariat Etats-Unis – Taiwan, plus étroit et sans arrière-pensées. En 1967, le nombre des militaires américains et d'employés de la CIA, en incluant leurs familles, s'élevait à 20 000 personnes[4]. Plusieurs avions américains Phantom, chargés de bombes nucléaires tactiques, étaient toujours basés sur un aérodrome près de Taichung pour être éventuellement utilisées contre la Chine au cas où la guerre du Vietnam connaîtrait une dangereuse escalade avec une intervention chinoise directe, comme cela s'était passé en Corée.

Il existait toutefois une vision opposée des choses, troublante et ironique. Washington et l'Occident en général manifestaient des signes croissants d'intérêt pour une entente avec Mao Zedong – aussi radicales que fussent ses embardées révolutionnaires – depuis qu'il n'était plus un allié de l'Union soviétique. Dean Acheson avait prédit qu'une telle rupture se produirait et qu'elle ouvrirait la voie à une normalisation des relations entre l'Amérique et la Chine. En examinant la question chinoise, la Commission des Affaires étrangères du Sénat introduisit

le concept d'«endiguement sans isolement» et suggéra que l'objectif des Etats-Unis devrait viser à inclure la Chine dans la communauté internationale[5]. Il existait d'autres signes d'un changement géopolitique. En juin 1967, la RPC procéda à des essais d'une bombe à hydrogène et, bien que le gouvernement de Johnson eût déversé des milliers d'hommes sur le Vietnam, il ne put supprimer l'insurrection Viêt Cong.

Alors que les activités liées à la guerre d'Indochine restaient à un niveau important à Taiwan, l'allié le plus crucial de la RdC au sein du gouvernement américain, la CIA, commença à reconsidérer ses largesses à l'égard des opérations de Ching-kuo sur la Chine continentale. L'agence réduisit la taille de la station et supprima plusieurs programmes conjoints visant la Chine[6]. La CIA vendit même sa compagnie aérienne, la légendaire CAT, et suspendit les missions spéciales de reconnaissance aérienne à basse altitude (dont le nom de code était «Gosbeak») qui, pendant plusieurs années, avaient identifié et cartographié les défenses aériennes de la Chine communiste. Après que le chef de station l'eut informé que les avions spécialement conçus pour ces missions allaient être rapatriés, Ching-kuo, qui gardait normalement son sang-froid, se mit en colère. Le chef de station eut beau lui expliquer que les satellites américains rendaient ce programme inutile, Ching-kuo estimait que les Américains cherchaient avant tout à mettre un terme aux provocations à l'égard de la RPC[7]. Pour manifester son mécontentement, il refusa de rencontrer le chef de station ou de lui parler au téléphone pendant plusieurs mois et il ferma le Bureau des opérations conjointes[8].

Les missions de renseignements sélectionnées par la CIA et la RdC, qui incluaient les vols de U-2 et l'interception des signaux de communication, continuèrent. Une nouvelle entreprise conjointe fut lancée: un site de radars conçus pour surveiller les lancements de missiles chinois. Mais la tendance lourde était claire: les services secrets des Etats-Unis et de Taiwan «commencèrent à s'épier les uns les autres en même temps qu'ils poursuivaient leur coopération». La station de la CIA observa un «certain malaise» dans les sphères les plus élevées du régime de Taipei au sujet de la situation de Taiwan dans le monde[9].

Alors que les signes d'un désengagement américain rampant étaient de plus en plus visibles, Chiang Kai-shek, à l'occasion, harcelait les visiteurs américains, leur demandant d'apporter leur soutien à un assaut

sur le continent[10]. Ching-kuo, toutefois, réussit à persuader son père de modifier son discours à l'égard des Américains et de leur dire que si le retour sur le continent impliquerait, à 30 %, des moyens militaires, il était maintenant évident que les moyens politiques seraient prioritaires. «Après quoi, plus tard, une action militaire serait sans doute nécessaire pour remettre tout en ordre[11].» Ching-kuo approuva un nouveau programme pour «renforcer les opérations derrière les lignes ennemies» qui excluait expressément l'idée d'une invasion, la situation internationale étant défavorable, et une attaque risquant d'unir à nouveau les communistes. Le plan recommandait une guerre politique et psychologique et reposait sur l'espoir que les succès de Taiwan en matière économique, culturelle et dans d'autres domaines auraient in fine une influence sur les événements politiques du continent. C'était à l'époque un scénario quelque peu tiré par les cheveux, mais il deviendrait une réalité dans les années 1980[12].

■

En 1968, Ching-kuo était conscient que son objectif d'établir un partenariat étroit avec les Etats-Unis ne se réaliserait pas. Après l'offensive du Têt au Sud-Vietnam et les assassinats de Robert Kennedy et de Martin Luther King, un malaise profond envahit l'Amérique, accompagné d'accès de fièvre antimilitaristes et contre toutes formes de guerre. Le 1er novembre, Johnson mit fin aux bombardements du Nord-Vietnam et, quatre jours plus tard, Nixon fut élu à la présidence. Nixon avait été pendant longtemps un grand ami du KMT, mais un an seulement auparavant il avait déclaré que le monde ne pouvait tout simplement pas se permettre de laisser la Chine en dehors de la famille des nations[13]. La position des nationalistes au sein des Nations unies continua également de s'affaiblir.

Au cours de l'été 1968, la détérioration des relations sino-soviétiques conduisit à une intéressante ouverture du KGB en direction de Chiang Ching-kuo. Mao avait perçu le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires entre les Etats-Unis et l'URSS ainsi que l'invasion de la Tchécoslovaquie par Moscou comme des signes de la future pression militaire que l'URSS allait exercer contre la Chine. Zhou Enlai déclara que l'invasion de la Tchécoslovaquie était «un exemple typique, et le plus éhonté, de la politique d'un pouvoir fasciste[14]». Des divisions supplémentaires de l'Armée rouge dévalèrent

vers la frontière sino-soviétique. Il y avait parmi elles des unités transportant des missiles terre-terre dotés d'ogives nucléaires.

Deux mois après l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, un citoyen russe, Victor Louis (également appelé Vitaly Yevgenyevich), correspondant à Moscou pour le *London Evening Star,* un journal londonien du soir, approcha l'attaché de presse de l'ambassade nationaliste à Tokyo. Louis lui fit part de son désir de se rendre à Taiwan[15]. Le service de renseignements taiwanais pensa immédiatement, et très certainement avec raison, que Louis était un agent du KGB. Ching-kuo se demanda quelles étaient les intentions de Moscou, mais la requête de Louis était trop intrigante pour être ignorée. Il approuva donc la venue de Louis et demanda à son ami Jimmy Wei, qui était alors directeur du Bureau d'information du gouvernement, de le recevoir. Il n'informa pas les Américains de cette proche visite, premier contact entre le gouvernement nationaliste et le régime soviétique depuis 1949.

Louis vint à Taipei et eut plusieurs entretiens avec Wei. Il expliqua que, en raison de l'hostilité du gouvernement de Pékin à l'égard de l'URSS, Moscou était intéressé par un rapprochement avec Chiang Kai-shek et il émit l'idée, comme premier pas en ce sens, que les deux gouvernements établissent des représentations commerciales dans les deux capitales. Louis fit alors une surprenante déclaration : la meilleure occasion se présentait maintenant pour les nationalistes de recouvrer le continent, et la clé de cette situation favorable était la neutralité russe. Moscou, précisa-t-il, considérerait une attaque nationaliste sur le continent comme un conflit intérieur, à la condition que Taipei puisse convaincre l'URSS qu'elle ne permettrait pas l'installation de bases américaines en Chine une fois qu'elle aurait reconquis le pouvoir sur l'ensemble du pays.

En fait, Louis alla au-delà d'une simple promesse de neutralité dans une guerre civile chinoise. Il suggéra, puisque Mao était une menace pour les deux gouvernements, qu'ils devraient examiner les moyens de coopérer pour précipiter sa chute. Conformément aux instructions de Ching-kuo, Wei fit observer à Louis que l'abrogation du Traité de 1950 entre l'URSS et la RPC « aiderait Taipei à reconsidérer la situation ». Entre-temps, les nationalistes étaient disposés à discuter d'une coopération dans certains domaines, y compris la fourniture, par les Soviétiques, de munitions, d'armements et de renseignements. Wei

proposa que si les nationalistes lançaient une attaque sur le continent, l'URSS pourrait apporter une aide en créant des troubles sur sa frontière avec le Sinkiang. Sur la question des bases américaines en Chine, Ching-kuo donna instruction à Wei de dire que le gouvernement nationaliste poursuivait une «politique étrangère indépendante».

Ching-kuo était extrêmement sceptique. Il soupçonnait la démarche de Louis de n'être qu'un nouvel épisode de la guerre psychologique que l'Union soviétique livrait à Pékin. Toutefois, à la façon dont les choses tournaient, il était maintenant plus que compréhensible que la crise sino-soviétique risquait réellement de conduire à un conflit militaire de grande ampleur. L'idée passablement ironique que l'Union soviétique puisse effectivement soutenir la cause des nationalistes contre le PCC plaisait évidemment à Ching-kuo. Plusieurs fois dans sa vie, il avait cru ce scénario possible. Il autorisa Wei à dire à Louis qu'après le renversement de Mao le nord-est et le nord-ouest de la Chine pourraient constituer des zones spécialement affectées à la coopération entre la Chine et l'URSS – la même alléchante proposition qu'il avait faite vainement à Staline en janvier 1946. Sur instructions, Wei souligna que les questions de grande importance entre les deux gouvernements devaient être tranchées par «la plus haute autorité».

Ching-kuo lui-même accepta de rencontrer Louis en sa qualité de correspondant de presse étranger. Le 29 octobre, parlant russe avec le visiteur, il s'entretint essentiellement avec lui de la situation en Union soviétique[16]. Il lui précisa, cependant, que les nationalistes, s'ils recouvraient le continent, pourraient «considérer leurs relations avec les Etats-Unis», impliquant qu'un réexamen était possible. Bien que Ching-kuo eut assez peu confiance dans la démarche soviétique, il était disposé à faire une telle déclaration parce qu'il était évident à ses yeux qu'un partenariat stratégique à long terme entre Taiwan et les Etats-Unis n'allait pas se réaliser.

Il demanda à Wei de continuer en Europe ses discussions avec Louis. Le jour qui suivit le départ de ce dernier, Ching-kuo passa voir le chargé d'affaires américain, David Dean et, l'air de rien, mentionna qu'il avait récemment rencontré «quelqu'un du *London Evening Star* qui parlait très bien russe». Le chef de station de la CIA fut contrarié que Ching-kuo ne les ait pas prévenus au préalable de la visite de Victor Louis[17].

Arrivé à Hong Kong, Louis informa le correspondant du *Washington Post* de sa visite à Taipei, la révélant ainsi au monde entier et suscitant un déferlement de spéculations, ce qui était indéniablement l'intention de Louis. Pékin, furieux, déclara que «les révisionnistes soviétiques étaient tombés si bas et étaient tellement dégénérés qu'ils se servaient de la momie politique puante du gang du bandit Chiang Kai-shek». Les médias de Taipei répondirent en décrivant les incidents le long de la frontière sino-soviétique comme une «invasion de l'Union soviétique par les communistes chinois». Le 10e Congrès du KMT, en 1969, proclama que Mao créait artificiellement une crise sur la frontière sino-soviétique pour détourner l'attention de ses graves difficultés intérieures. A Taiwan, les références désobligeantes à l'égard de l'Union soviétique cessèrent, et des groupes et des organisations dont le nom contenait des termes ou des implications antisoviétiques reçurent l'ordre d'en changer. Dans les médias de Taipei et dans les discours officiels, on commença d'employer les mots «anti-Mao» à la place d'«anticommuniste». Le 26 novembre, Pékin proposa à Washington une autre réunion à Varsovie qui devait avoir lieu au mois de février.

Au cours des trois années suivantes, Wei fit six voyages à l'étranger pour rencontrer Louis. Au milieu des années 1990, des collaborateurs de Ching-kuo laissèrent entendre que Wei avait été naïf sur le plan politique et qu'il avait surévalué l'importance des échanges. En 1969, toutefois, les forces soviétiques et chinoises commencèrent réellement à se combattre et à se tuer le long des frontières du Sinkiang et de la Mandchourie. Ching-kuo estima, dans ces conditions, que maintenir ces échanges valait la peine. Moscou accrut ses forces sur la frontière et sonda les réactions américaines au cas où l'Union soviétique attaquerait les installations nucléaires chinoises à Lob Nor, dans la province du Sinkiang. Les Soviétiques firent circuler un mémorandum secret adressé à leurs alliés d'Europe de l'Est qui faisait également état d'une possible attaque préemptive[18]. De même que celle de Victor Louis à l'égard de Ching-kuo, cette démarche était indéniablement destinée à être connue de Pékin.

Au milieu de ces menaces de guerre entre les deux géants communistes, le président Nixon exposa sa doctrine de Guam. Elle affirmait que les Etats-Unis aideraient leurs alliés et amis en Extrême-

Orient à résister aux soulèvements communistes mais que ces pays auraient à supporter l'essentiel du fardeau pour protéger leur propre sécurité; en d'autres termes, il ne fallait pas compter sur une intervention des troupes américaines. Peu de temps après, Nixon et son conseiller pour les affaires de sécurité, Henry Kissinger, semblèrent faire un certain nombre de «petits pas» pour que les tensions avec la Chine se relâchent. En réalité, les deux hommes virent dans un possible rapprochement avec Pékin l'occasion d'une grande manœuvre géopolitique qui modifierait l'équilibre global des forces et contribuerait également à une solution pacifique et politiquement acceptable de la guerre du Vietnam. Le gouvernement leva l'interdiction de se rendre en Chine pour sept catégories de citoyens américains. A l'automne, lors d'un discours aux Nations unies, Nixon déclara que les Etats-Unis souhaitaient engager un dialogue avec Pékin de la même façon qu'il l'avait fait avec le gouvernement soviétique. En décembre, Washington autorisa les compagnies américaines à faire du commerce avec la Chine, à condition qu'il porte sur des produits non stratégiques. Plus symboliquement encore, la 7e flotte cessa de patrouiller dans le détroit de Taiwan.

Pour beaucoup de membres du KMT partisans de la ligne dure, la perspective d'un isolement croissant du régime de Taipei devait conduire à serrer plus encore la vis. Ils pensaient que si le gouvernement acceptait, même de façon minimale, les demandes pour plus de droits civiques, les continentaux du KMT seraient rapidement contraints d'abandonner le pouvoir et, avec lui, leurs privilèges et leur engagement politique fondamental à l'égard de la réunification de la Chine. Pour Ching-kuo et ses réformateurs, toutefois, les développements inquiétants qui se produisaient dans le monde de même que le changement de la situation à l'intérieur de Taiwan renforçaient au contraire les arguments en faveur d'une plus grande participation politique de la population mais de manière progressive et contrôlée[19].

Pour promouvoir le changement en ce sens, Ching-kuo fit nommer Lee Huan président du Comité du KMT pour la province de Taiwan et désigna un autre technocrate de la même génération, Chang Pao-shu (expert dans le domaine des pêches) comme secrétaire général du Comité central du KMT. Ching-kuo, Lee Huan et Chang Pao-shu se fixèrent, sur le long terme, un objectif essentiel: le KMT s'efforce-

rait de devenir une organisation politique populaire et démocratique, même si cela signifiait qu'il serait un jour dominé par les Taiwanais de souche. Ce processus long, et qui devait être mis en œuvre lentement et avec mesure, impliquait de coopter beaucoup plus de Taiwanais dans les sphères dirigeantes du KMT et en même temps d'assurer prudemment la croissance, tout en la contrôlant, d'une opposition modérée[20].

Sous la supervision de Lee Huan, le KMT prit l'initiative de remplacer rapidement des cadres du parti, au niveau des districts et des municipalités, qui étaient tous des continentaux. En l'espace d'une année, un tiers de ces cadres furent des Taiwanais de souche. D'autres Taiwanais furent nommés à des postes au sein de l'état-major du KMT. Lors des élections pour la province, les districts et les municipalités, qui concernaient toute l'île et furent conduites honnêtement, 61 des 71 sièges de l'assemblée provinciale allèrent au KMT, de même que 14 postes de magistrats de districts sur quinze. Les candidats indépendants, toutefois, remportèrent les mairies des villes de Kaohsiung, Taichung et Hsinchu. L'opposition taiwanaise (en y incluant Henry Kao, nommé par le KMT à Taipei) contrôlait maintenant trois des quatre plus grandes villes de l'île, ce qui suggérait que les forces des «sans-parti» bénéficiaient du soutien des Taiwanais les plus urbanisés et les mieux éduqués. En privé, les nouveaux maires indépendants et «sans-parti» étaient violemment critiques à l'égard du système dominé par le KMT mais, une fois élus, ils se consacrèrent à l'administration et au développement de leur ville et à se créer une clientèle[21]. Ils avaient beau haïr le KMT, ils n'en appliquaient pas moins ses propres règles.

■

Au milieu et à la fin des années 1960, Ching-kuo commença à recruter une nouvelle génération de futurs dirigeants, produits du système éducatif de Taiwan et titulaires de diplômes de haut niveau, la plupart obtenus aux Etats-Unis. Alors que des gens comme Y. S. Tsiang et Sun Yun-suan faisaient partie de la deuxième génération de technocrates et étaient au début de leur ascension, la troisième génération, formée essentiellement aux Etats-Unis, allait non seulement gérer l'économie, mais également, et de plus en plus, définir la stratégie politique. Ces jeunes continentaux avaient entre 4 et 12 ans lorsqu'ils quittèrent leurs maisons natales et arrivèrent sur l'île comme réfu-

giés. Ils reçurent une éducation secondaire, obtinrent leurs premiers grades universitaires à Taiwan et ils grandirent avec des voisins et des amis taiwanais, acquérant ainsi des manières de penser relativement libérales. Il y avait parmi eux les fils jumeaux de Ching-kuo, John et Winston, ainsi que le titulaire d'un doctorat de Yale, Frederick Chien. A la fin des années 1960, Chien, âgé de 34 ans, était directeur du département des affaires nord-américaines au sein du ministère des Affaires étrangères et avait été le secrétaire interprète de Ch'en Ch'eng et de Ching-kuo. Un autre membre en vue de ce groupe était Lien Chan, né sur le continent mais élevé à Taiwan et titulaire d'un doctorat de l'université de Chicago.

En juin 1969, finalement, Ching-kuo assuma officiellement un rôle dirigeant dans la gestion globale du gouvernement. Le Generalissimo le nomma vice-Premier ministre, et, le mois suivant, il prit la présidence du Conseil pour la coopération internationale (l'organisme chargé d'élaborer la politique économique) et celle de la Conférence financière, économique et monétaire (l'agence de coordination). Ching-kuo se mit soigneusement au courant des questions que traitaient les deux organismes, et, ce qui était conforme à son style de leadership, il organisa une série de réunions avec des hommes d'affaires chinois et des investisseurs pour écouter leurs suggestions sur les moyens de faire progresser l'économie. Les hommes d'affaires prônaient une réduction de la paperasserie, faisant, par exemple, remarquer, que 100 tampons de différents bureaux étaient nécessaires pour importer une voiture. Ching-kuo promit de simplifier les procédures gouvernementales. Il lança également une offensive contre la corruption, autorisant de jeunes procureurs du ministère de la Justice d'ouvrir des enquêtes sur des hauts fonctionnaires et des cadres du parti suspectés de concussion. L'épisode le plus spectaculaire de cette campagne fut ce qu'on appela «The Great Banana Case» («l'affaire de la grande banane»), qui conduisit au limogeage d'un gouverneur de la Banque centrale très lié à M^me^ Chiang et à sa famille.

Il n'y avait pas de raisons, toutefois, d'introduire des changements majeurs dans une économie qui se portait aussi bien. Le taux de croissance en 1969 atteignit 10 %. Le produit national brut avait été multiplié par dix depuis 1952[22]. Tous les enfants de Taiwan étaient obligatoirement scolarisés pendant neuf ans. La population rurale, de plus en plus

prospère, et une classe moyenne éduquée et augmentant rapidement, achetaient avec avidité tous les produits de consommation qui, comme s'ils étaient sortis d'une corne d'abondance, inondaient le marché[23].

Ching-kuo, cependant, s'opposa aux technocrates sur la question de la natalité. Li Kuo-ting et d'autres réformateurs économiques insistaient pour que soit mis sur pied un programme gouvernemental efficace en vue de réduire le taux de fertilité d'un pays dont la densité de population était la deuxième du monde. Lors d'une réunion du Comité central, en novembre 1967, Li avait allégué que la pression démographique était non seulement une menace pour le plein-emploi et l'augmentation du revenu par tête, mais pourrait également conduire à des troubles sociaux. Le sujet provoqua des «débats enflammés», Ching-kuo étant l'un de ceux qui contestaient le plus fermement les arguments de Li. Influencé peut-être par sa formation marxiste, il estimait que plus un pays possédait de travailleurs, plus il était puissant. Les archiconservateurs et les militaires partageaient son opinion sur ce point et s'opposaient violemment à une politique de régulation des naissances que Sun Yat-sen avait dénoncée comme un «suicide de la race». Tout au contraire, Yen Chia-kan et toute l'équipe des technocrates étaient partisans du programme. Bien que Chiang Kai-shek ait précédemment soutenu le point de vue de Sun Yat-sen à cet égard, il approuva un plan pour la production intensive du stérilet et sa distribution généralisée à Taiwan. En raison de cette décision, qui ne fut pas la seule à jouer un rôle, la croissance de la population de l'île s'infléchit[24].

La position de Ching-kuo sur la régulation des naissances n'était peut-être qu'un geste à l'égard des conservateurs. A peu près à la même époque, il se livra à une autre manœuvre pour protéger son flanc droit. Pendant un certain temps, il avait essayé de persuader «grand frère» Ch'en Li-fu de revenir à Taiwan pour y jouir de sa retraite. En avril, Ch'en accepta l'invitation, abandonna son élevage de poulets dans le New Jersey et s'envola pour Taipei[25]. Bien qu'il eût quitté l'île en 1950 de peur d'être arrêté par Ching-kuo, tous deux étaient maintenant réconciliés, et Ch'en encouragea les survivants de l'ancienne clique CC qui faisaient partie du Yuan législatif ou de l'Assemblée nationale, à soutenir le fils du Generalissimo[26].

En décembre, pendant les élections complémentaires, promises depuis longtemps, pour élire des représentants dans les institutions

nationales, Ching-kuo autorisa des attaques sans précédent contre le régime. Les limitations imposées à la campagne électorale, les sommes d'argent considérables dépensées par le KMT, et le contrôle du parti sur les médias firent, pour la première fois, l'objet de critiques directes dans la presse la plus indépendante. Des candidats sans parti comme Kuo Kuo-chi et Huang Hsin-chieh protestèrent contre la discrimination à l'égard des Taiwanais de souche et la part du lion des revenus du gouvernement allouée aux forces armées. Ils demandèrent même que le gouverneur de Taiwan soit élu au suffrage direct et qu'il soit mis fin à la loi martiale. Huang alla jusqu'à dire que le retour sur le continent était sans espoir et que le pays souffrirait si le président Chiang Kai-shek occupait sa fonction encore longtemps[27]. Kuo Kuo-chi et Huang Hsin-chieh furent élus, ce qui signifiait que, pour la première fois, le Yuan législatif compterait deux membres qui étaient de véritables opposants[28].

■

En juillet, peu de temps après avoir nommé Ching-kuo vice-Premier ministre, le président et M^me^ Chiang, escortés par deux véhicules de sécurité, empruntaient en voiture la route sinueuse conduisant à leur maison de Yangmingshan, qui était maintenant devenue leur retraite. Une Jeep dévalant la montagne à vive allure fit une embardée et franchit la bande centrale de la route. La première voiture de sécurité écrasa ses freins, et la limousine des Chiang vint la percuter par l'arrière. Le Generalissimo fit un vol plané et atterrit sur le chauffeur. Bien que très choqué, Chiang s'en sortit apparemment sans blessures sérieuses, mais, après l'accident, sa santé et ses facultés mentales ne cessèrent de décliner[29].

Le président, peu de temps après, commença d'avoir des problèmes urinaires se traduisant par de très fréquentes mictions. Les Américains envoyèrent un urologue de l'armée américaine qui recommanda une opération de la prostate. Chiang n'en voulait pas, mais sa femme le poussa à accepter. Selon un médecin chinois qui était présent, les mains du chirurgien américain tremblaient pendant qu'il opérait. Tout semblait s'être bien passé, mais, bien qu'il n'y eût aucune complication directe, Chiang ne se remit jamais complètement de cette opération, et ses interventions dans les affaires de l'Etat et du parti, qui étaient déjà limitées, le devinrent plus encore[30]. Le

Generalissimo recevait les visiteurs les plus importants et faisait de temps en temps quelques discours, mais, sauf nominalement, Ching-kuo était devenu le leader de la RdC.

■

D'autres problèmes de santé, plus inattendus, frappèrent la famille. Le fils aîné de Ching-kuo, qui était devenu le directeur du bureau de Taoyuan de la compagnie nationale d'électricité (Taiwan Power Company) et avait également été responsable de l'installation du réseau électrique de Quemoy, fut proposé pour devenir le directeur général d'une usine de produits chimiques. Il continuait, toutefois, à boire énormément et lorsqu'il était ivre il insultait sa femme[31]. On racontait qu'Alan, à la fin des années 1960, fut impliqué dans une bagarre dans un bar de Taichung et qu'un videur le jeta dehors. Alan appela le commandant de la garnison de Taichung et lui ordonna de fermer le bar, ce que fit l'officier. Quand Ching-kuo eut vent de l'affaire, il convoqua le commandant de la garnison à Taipei et, dans son style habituel, lui dit : « Vous avez trop travaillé. Vous devriez vous reposer. » Le commandant donna sa démission[32].

Alan avait presque tous les mois maintenant des poussées de diabète. Le 15 octobre 1970, juste avant de prendre ses fonctions à l'usine de produits chimiques, il but exagérément et, ce soir-là, tomba dans le coma. Ching-kuo, qui savait qu'il avait transmis le diabète à son fils, vint le voir tous les jours à l'hôpital et lui murmurait : « Alan, papa est là avec toi, s'il te plaît, réveille-toi[33]. » Il finit par se réveiller, mais il resta à l'hôpital pendant presque cinq ans, la plupart du temps dans une petite maison, située dans l'enceinte de l'établissement, dans laquelle Nancy et Yomei résidaient aussi.

Le deuxième fils de Ching-kuo, Alex, avait eu 25 ans cette année-là. Comme Alan, il était très connu pour sortir beaucoup, pour aimer les femmes, et aussi pour souffrir du diabète, bien qu'il fît preuve de plus de discipline que son frère aîné à l'égard de l'alcool. Il avait suivi les cours de l'Institut de sciences politiques de Munich, en Allemagne, où il rencontra et épousa une jeune femme très attirante, Wang Chang-shih. Eddy, le fils qui s'efforçait le plus de faire plaisir à son père, termina l'école préparatoire à l'académie militaire et fut admis dans cette académie, à la grande fierté de Ching-kuo. La tradition des Chiang de servir l'armée apparemment continuerait. Malheureusement, Eddy se

blessa au pied et finalement quitta l'académie pour entrer à l'université nationale de Taiwan, où il obtint un diplôme de sciences politiques.

Les frères jumeaux terminèrent avec succès leurs études à l'université Soochow en 1968. John entra au ministère des Affaires étrangères et, en 1970, pendant sa mission comme diplomate dans une petite ville de Belgique, il épousa Helen Huang (Huang Mei-lun). Helen était également diplômée de Soochow et frappait par sa beauté. Quelques minutes seulement avant la cérémonie, John lui avoua qu'il était le fils de Chiang Ching-kuo et le petit-fils de Chiang Kai-shek. Helen fut très étonnée, mais elle conçut une certaine fierté de cette parenté. L'année suivante, elle donna naissance à leur première fille. John en informa Wang Sheng, qui, en retour, lui communiqua un nom chinois proposé par Ching-kuo pour cet enfant : Huilan. Après ses études de licence, Winston fut enrôlé dans l'armée pendant deux ans, puis il retourna à Soochow, où il obtint un master en droit.

■

Au tout début de l'année 1970, le vice-président Spiro Agnew se rendit à Taipei pour une visite de vingt-quatre heures. Il alla directement au lac du Soleil et de la Lune, où il rencontra deux fois Chiang et où il eut un «petit déjeuner de travail» de presque deux heures avec Ching-kuo. Ce dernier lui remit un mémorandum mettant en évidence la menace que faisait peser la RPC sur Taiwan et les Pescadores[34]. Agnew lui promit que les Etats-Unis respecteraient leur engagement de les défendre, mais il fut plus évasif sur Quemoy et Matsu. Ses commentaires sur les intentions politiques des Etats-Unis à l'égard de Pékin se voulaient rassurants – Agnew, après tout, ne savait absolument pas que Nixon et Kissinger exploraient la possibilité d'une véritable détente avec la Chine communiste –, mais ses paroles étaient souvent hésitantes[35].

Taiwan demeurait une base importante pour l'effort militaire américain au Vietnam, qui diminuait progressivement mais restait encore considérable, et les exercices conjoints de forces américaines et nationalistes continuaient. Washington considérait encore l'île comme un point d'appui unique pour rassembler des renseignements cruciaux sur la Chine – cruciaux, évidemment, aussi longtemps que les Américains la percevraient comme une très sérieuse menace militaire. Toutefois, le concept d'un partenariat stratégique de même que celui d'un

engagement politique entre Taipei et Washington devenaient chaque mois de moins en moins crédibles. A la suite de la suspension des patrouilles de la 7e flotte dans le détroit, l'armée de l'air américaine commença de retirer ses B-52 dotés d'armes nucléaires d'Okinawa, que les Etats-Unis avaient accepté de rendre au Japon. Ching-kuo consacra 30 millions de dollars à l'extension de pistes d'atterrissage ainsi qu'à d'autres améliorations et offrit d'accueillir les B-52, qui seraient ainsi stationnés à Taiwan. Washington, toutefois, ne considéra jamais sérieusement une telle possibilité.

Ces décisions coïncidèrent avec un déclin marqué de l'influence du lobby chinois aux Etats-Unis. Indéniablement, la République de Chine possédait encore des amis puissants ; des membres du Congrès, partisans de Taiwan, purent par exemple obtenir le transfert sur l'île de trois sous-marins. Mais des organisations clés, comme le Comité d'un million d'opposants à l'admission de la Chine communiste aux Nations unies, perdaient de leur influence[36]. La guerre du Vietnam et les troubles qu'elle provoquait dans la société conduisaient beaucoup d'Américains à accepter un rapprochement avec Pékin, qu'ils en soient ou non conscients.

Au printemps de 1970, Ching-kuo se rendit aux Etats-Unis en visite officielle pour essayer de savoir quelles concessions Nixon avait l'intention d'offrir à Pékin[37]. Les Américains déroulèrent le tapis rouge pour le visiteur venu de Taiwan. Le vice-Premier ministre Chiang Ching-kuo fut reçu à Blair House, généralement réservée aux chefs de gouvernement ou aux chefs d'Etat. Ses hôtes estimèrent qu'ils avaient affaire au successeur du Generalissimo. Mais ce qui était au centre des pensées de Nixon et de Kissinger était leurs échanges en cours et toujours secrets avec Pékin et les effets possibles qu'aurait sur Taiwan un arrangement avec la Chine. Quelques semaines avant l'arrivée de Ching-kuo, le Département d'Etat avait envoyé Kissinger pour étudier la possibilité d'aboutir à un accord avec Pékin sur le non-recours à la force et les conséquences que pourraient avoir l'amélioration des relations entre la Chine et les Etats-Unis[38]. Si ces relations se développaient comme Nixon et Kissinger l'espéraient, leur objectif à l'égard de Taiwan consisterait à tempérer la réaction des dirigeants taiwanais et à faire en sorte que l'île continue d'être économiquement prospère et politiquement stable. Une réaction

retenue de Taiwan aiderait à atténuer le mécontentement prévisible des républicains conservateurs.

Le président passa soixante-quinze minutes avec Ching-kuo dans le bureau Ovale, un très long entretien pour un vice-Premier ministre. Pendant leur conversation, Nixon utilisa la technique que Ching-kuo pratiquait avec ses visiteurs : poser des questions mais très peu parler. James Shen, le vice-ministre des Affaires étrangères, qui accompagnait Ching-kuo et lui servait d'interprète, rapporta que Nixon «écouta Ching-kuo très attentivement mais ne fit aucune promesse» au sujet des relations américaines avec Pékin[39]. Nixon expliqua que les discussions avec les Chinois étaient essentiellement exploratoires et n'affecteraient pas l'amitié de l'Amérique avec la République de Chine. Il affirma : «Les Etats-Unis n'abandonneraient jamais leurs amis et alliés… pour employer une expression populaire "je ne vous vendrai jamais".»

Ce même soir, lors d'un toast pendant un dîner en smoking donné en l'honneur de Ching-kuo, Nixon réitéra la détermination de son gouvernement de se tenir fermement aux côtés de la RdC dans les affaires internationales. Ching-kuo, cependant, comprit que cet engagement ne serait pas nécessairement contradictoire avec une nette amélioration des relations des Etats-Unis avec la République populaire de Chine. Il savait que la question de Taiwan était *la* clé d'une avancée décisive entre Pékin et Washington. Zhou Enlai, en fait, avait récemment envoyé à Nixon un message privé, par l'intermédiaire des Roumains, rappelant sa ligne politique publique : «Il n'y a qu'un obstacle important entre nous : l'occupation américaine de Taiwan[40].»

Dans un autre geste de considération pour Ching-kuo, le 22 avril, Henry Kissinger vint lui rendre visite à Blair House à pied, en marchant le long de Pennsylvania Avenue. Les deux hommes eurent une entrevue en tête à tête et parlèrent en anglais pendant une demi-heure. Selon John Holdridge (conseiller de Kissinger pour les affaires chinoises), c'était une démarche très inhabituelle, tout spécialement pour un simple vice-Premier ministre[41]. Kissinger demanda à Ching-kuo quelle serait sa réaction si les discussions sino-américaines avaient lieu, non plus à Varsovie mais à Washington ou à Pékin. La question elle-même impliquait que ces discussions étaient extrêmement sérieuses. La Maison Blanche avait reporté au 20 mai la prochaine réunion avec les Chinois à Varsovie, de manière qu'elle ne se tienne

pas immédiatement après la visite de Ching-kuo. Plus tard, James Shen demanda à Ching-kuo si Kissinger lui avait transmis un autre message important. Ching-kuo se contenta de sourire[42].

Ching-kuo rencontra également le secrétaire d'Etat William Rogers, le secrétaire à la Défense Melvin Laird et d'autres hommes politiques américains très influents qui, tous, l'assurèrent du soutien indéfectible des Etats-Unis à la RdC. Ching-kuo n'avait pas l'expérience que son père avait accumulée en traitant avec les Etats-Unis, mais ce n'était pas non plus un novice. Nixon était le quatrième président des Etats-Unis qu'il avait rencontré. De surcroît, Ching-kuo avait une meilleure perception que son père des grands changements politiques du monde et il était plus objectif à leur égard. Au cours de ce voyage, ou tout de suite après, il comprit mieux que beaucoup d'observateurs américains que, pour la première fois, l'Amérique et la Chine communiste se rendaient simultanément compte qu'elles avaient un incontestable intérêt à établir de bonnes relations.

■

Deux jours après son entretien avec Kissinger, Ching-kuo était à New York, où il devait prononcer une allocution devant le Conseil américano-asiatique pour le commerce et l'industrie. La suite du vice-Premier ministre et les gardes du service secret américain qui l'accompagnaient arrivèrent au luxueux hôtel Plaza peu de temps après midi. Ching-kuo put apercevoir environ 25 étudiants de l'Alliance pour l'indépendance de Taiwan qui attendaient près de l'hôtel, portant des pancartes et protestant bruyamment. Le vice-Premier ministre sortit de sa limousine et monta les marches ; comme il poussait la large porte tournante, deux hommes, des armes à la main, sortirent en courant de derrière les deux piliers de marbre qui flanquaient l'entrée. Au moment où l'un des assaillants tira, un policier de New York détourna l'arme. Une balle siffla aux oreilles de Ching-kuo et passa à travers l'une des glaces situées sur les côtés de la porte. Le policier et Wen Ha-hsiung, un militaire de la suite, plaquèrent le tireur au sol. D'autres personnes de la sécurité se saisirent de son complice[43].

Ching-kuo s'arrêta brièvement et regarda l'échauffourée. Puis il entra dans le lobby et prit l'ascenseur jusqu'à l'étage où il devait prononcer son allocution. En quelques minutes, la police le rattrapa pour lui dire que tout était maintenant fini et pour lui montrer l'arme.

Ching-kuo déclara qu'il serait heureux de parler avec les jeunes gens qui avaient essayé de le tuer. Mais la police estima que ce serait difficilement réalisable. Ching-kuo fit son discours devant les invités à cette réunion sans mentionner qu'il avait failli être abattu quelques minutes auparavant[44]. De retour à son hôtel, il appela Faina pour lui dire de ne pas s'inquiéter. Son emploi du temps, ce soir-là, prévoyait une grande réception organisée par la communauté sino-américaine. Les collaborateurs de Ching-kuo et les agents de sécurité lui conseillèrent de ne pas y aller, et la police de New York lui recommanda de quitter la ville. « Il n'y a pas à discuter », trancha-t-il, « tout doit se dérouler comme prévu[45]. »

Le jeune homme qui avait presque tué Ching-kuo s'appelait Huang Wen-hsiung et suivait une formation d'ingénieur industriel à l'université Cornell. Les organes de sécurité de Ching-kuo commencèrent immédiatement une enquête sur tous les contacts de Huang à l'université. Ils découvrirent que Lee Teng-hui, éminent spécialiste taiwanais des problèmes agricoles, ainsi que son épouse avaient été très impliqués dans la vie sociale de la communauté taiwanaise de Cornell, mais pas avec le mouvement pour l'indépendance. Les Lee, de toute façon, ne connaissaient pas Huang. Les agences de sécurité mirent une marque rouge à côté du nom du professeur, mais le ministre de l'Intérieur Hsu Ch'ing-chung et Y. S. Tsiang, récemment promu secrétaire général du gouvernement (Yuan exécutif) par Ching-kuo, assurèrent leur chef que Lee n'avait aucune connexion avec Huang ou avec le mouvement pour l'indépendance de Taiwan[46].

Le complice de Huang était son beau-frère, Ch'eng Tzu-ts'ai. Ayant plaidé coupable lors de leur mise en examen, ils s'enfuirent pendant leur libération sous caution et gagnèrent la Suède. Ch'eng fut, plus tard, extradé aux Etats-Unis et passa cinq ans dans une prison fédérale. Huang réussit à rester caché. Quand Ching-kuo revint à Taipei, 10 000 personnes vinrent l'accueillir.

■

Peu de temps après son voyage à Washington, Ching-kuo se rendit à Saigon pour voir ce que la doctrine Nixon signifiait pour l'Indochine. C'était l'époque des incursions militaires américaines à grande échelle au Cambodge contre les sanctuaires nord-vietnamiens qui s'y trouvaient. Nixon était déterminé à combiner le retrait américain du

Vietnam et des actions occasionnelles risquées et agressives. A Pékin, le responsable de la défense, Lin Biao, saisit le prétexte de ces attaques pour dénoncer la politique de Zhou visant à explorer les possibilités de détente avec l'Amérique. La réaction de Pékin fut particulièrement tardive ; trois semaines après le début des incursions au Cambodge, Pékin décida finalement d'annuler la réunion de Varsovie prévue pour le 20 mai[47]. Il parut évident à Ching-kuo que ses hôtes, à Saigon, étaient confrontés à un avenir très incertain. Alors que Ching-kuo était encore au Sud-Vietnam, Nixon annonça le retrait de 150 000 soldats américains. C'était une dure leçon qui imposait de ne compter que sur soi-même et d'établir une large assise de soutien populaire.

■

Le 19 juin 1970, le secrétaire d'Etat Rogers envoya un mémorandum au président Nixon pour l'avertir que le soutien à Taiwan au sein des Nations unies s'érodait rapidement. Il appela l'attention du président sur le fait qu'il serait peut-être nécessaire d'adopter une formule de «double représentation». L'inclination toujours latente, à la fois parmi les républicains, les démocrates et les indépendants, pour la solution des «deux Chines» à la question de Taiwan resurgissait rapidement. Cette solution semblait à beaucoup la plus logique pour faire entrer la Chine dans la communauté mondiale tout en garantissant les droits et les intérêts de la population de Taiwan. Kissinger et Nixon comprenaient, toutefois, que même si les Etats-Unis réussissaient à donner un cadre formel au concept des «deux Chines», cela n'ouvrirait pas la porte à la détente, mais aurait, tout au contraire, pour effet d'enfermer les Etats-Unis dans une confrontation de long terme avec la République populaire[48].

Ching-kuo était maintenant certain que Nixon était déterminé à inaugurer, pendant son premier mandat, une nouvelle ère pour les relations américaines avec Pékin. Bien qu'il continuât de croire que Nixon, comme il l'avait promis, maintiendrait un parapluie militaire au-dessus de Taiwan et des Pescadores, il craignait que la détente entre les Etats-Unis et la Chine communiste n'abolisse à jamais la relation stratégique entre l'Amérique et le gouvernement nationaliste. Il craignait aussi qu'elle ne fasse voler en éclats la raison d'être du régime de parti unique à Taiwan – le KMT revendiquant d'être le gouvernement de la Chine tout entière – et n'affaiblisse sérieusement

l'autorité morale que Taipei avait conquise, sur l'île et à l'étranger, comme gardienne de la culture chinoise traditionnelle[49].

A son retour de Saigon, il prit une série de mesures pour renforcer son contrôle, remplaçant, par exemple, tous les chefs d'état-major. Il les avait lui-même choisis et il les nomma tous à des postes prestigieux, mais cette promotion de chefs militaires plus jeunes augmenta plus encore le niveau de leur loyauté. Au nom du Premier ministre Yen Chia-kan, Ching-kuo remania le gouvernement[50]. Au même moment, le Conseil pour l'énergie atomique de Taiwan établit un nouveau centre de recherche pour l'énergie nucléaire, qui était supposé travailler seulement sur les usages pacifiques de cette énergie[51]. Un département secret poursuivait toutefois des recherches sur les armes nucléaires. L'espion de la CIA, Chang Hsien-yi, fut régulièrement promu au sein de ce département et tint ses commanditaires parfaitement informés.

■

Les menaces militaires soviétiques avaient eu un effet de douche froide sur Mao et lui avaient donné à réfléchir ; il y avait maintenant quarante divisions de l'Armée rouge, dotées de l'arme nucléaire, sur les frontières de la Chine. Les résultats de la grande Révolution culturelle – le chaos, la stagnation économique, le pouvoir de facto des militaires et les intrigues continuelles des factions – avaient aussi attiédi les ardeurs du président vieillissant, comme l'avait également fait l'échec flagrant de sa ligne politique sur le plan international. En outre, l'attrait croissant, au sein des Nations unies, pour la solution des « deux Chines », de même que le changement notable de l'attitude de Washington à l'égard de Pékin, furent des facteurs aussi déterminants, ou même plus, dans ses calculs et ceux de Zhou Enlai.

A l'automne de 1970, des signaux multiples émanant de la Maison Blanche furent reçus par Pékin. Washington proposa l'installation d'une ligne directe entre les deux capitales et, pour la première fois en public, Nixon employa, pour la désigner, le nom officiel de République populaire de Chine. Mao décida que ces signaux exigeaient une réponse positive, bien qu'elle l'obligeât à une volte-face idéologique beaucoup plus douloureuse pour lui que pour le président américain. Lors de la réunion d'août-septembre du Comité central du PCC, Mao déclara aux délégués que l'ennemi de la Chine le plus dangereux était

maintenant devenu l'Union soviétique et il informa ses compatriotes des discussions en cours avec les Etats-Unis visant à rétablir des liens entre les deux pays.

En octobre, le Canada rompit ses relations diplomatiques avec Taipei et reconnut le gouvernement de Pékin. Washington s'efforça publiquement de faire comprendre à Taipei que l'année suivante elle aurait à accepter un arrangement impliquant le concept des «deux Chines» si elle voulait conserver son siège aux Nations unies. Le même mois, Victor Louis et Wei se rencontrèrent à nouveau, à Vienne. Louis souligna qu'une faction pro-chinoise devenait puissante au Kremlin et il souhaitait que Taipei lui fournisse des renseignements permettant de soutenir la thèse que, même après Mao, la Chine communiste demeurerait hostile à l'égard de l'URSS. Il y eut en fait une nette amélioration dans les relations entre Pékin et Moscou juste après la réunion du Comité central du PPC en automne et la rencontre, à Vienne, entre Wei et Louis. Les deux gouvernements communistes rétablirent leurs ambassadeurs, qui avaient été précédemment rappelés, et échangèrent des messages d'une surprenante chaleur lors de leurs fêtes nationales respectives (1er octobre et 7 novembre). Louis confia à Wei que le congrès du PCUS, prévu en mars, serait crucial pour la voie que prendrait la politique soviétique à l'égard de la Chine. Il précisa que les Soviétiques souhaitaient que le gouvernement de Taiwan affirme que Moscou et Taipei étaient d'accord sur le principe d'une coopération militaire[52].

Wei revint à Taiwan en novembre et fit un rapport à Ching-kuo. A la fin de leur entrevue, Wei tendit une enveloppe que Louis lui avait demandé de transmettre. C'était, dit Wei, une lettre de la sœur de Faina, qu'elle n'avait pas vue depuis trente-trois ans. Ching-kuo ouvrit la lettre et lut le texte écrit en cyrillique. «Oui, dit-il, elle est bien de sa sœur.» Il la froissa alors dans sa main et la laissa tomber dans la corbeille où se trouvaient les documents classés qui devaient être détruits. «Ne parlez de cela à personne», ordonna-t-il. Sa réaction paraissait cruelle, mais Faina, semble-t-il, commençait à souffrir d'une sorte de «mélancolie», et il est possible que Ching-kuo ait craint que la lettre ne fasse qu'aggraver sa dépression[53]. Il pouvait également avoir estimé que les Soviétiques s'efforceraient d'exploiter les relations entre les deux sœurs et que des rumeurs à ce sujet feraient

revivre à Taiwan les vieilles peurs selon lesquelles il était prorusse et même une taupe communiste[54].

A la fin de la première année de la nouvelle décennie, la plupart des gens à Taiwan se souciaient assez peu de ce qui se passait dans le monde. Ils se focalisaient surtout, et avec beaucoup de bonheur, sur leurs propres affaires, car ces affaires allaient très bien. La valeur du commerce entre les Etats-Unis et Taiwan avait dépassé les 2,5 milliards de dollars américains. La zone industrielle de Kaohsiung connaissait un succès considérable : 120 entreprises y possédaient des usines de production et d'assemblage. Sur l'ensemble de l'île, la production industrielle augmenta de 17 % cette année-là.

18
Premier ministre

En mars 1971, Pékin invita une équipe de tennis de table américaine à se rendre en Chine. Le mois suivant, le président Nixon annonça que les Etats-Unis accorderaient des visas à des groupes et des individus venant de Chine et leva l'interdiction d'importer des produits commerciaux chinois. S'efforçant de contrer la ligne politique de Mao, Lin Biao et sa faction appuyèrent la décision de Hanoi de lancer une offensive, à la manière de celle du Têt, contre une incursion de grande ampleur des Sud-Vietnamiens au Laos, alors que Zhou, de son côté, se faisait l'avocat d'une réponse graduée (et plus prudente). Prenant une initiative encore plus dangereuse, Lin, apparemment, tenta de promouvoir un rapprochement sino-soviétique partiel ou, à tout le moins, un traitement équitable des deux adversaires de la Chine. Comme en réponse à ces tentatives de Lin Biao, Moscou offrait maintenant de plus importantes concessions au PCC et proposait un pacte de non-agression[1]. Alors que Kissinger était en train de faire ses valises pour se rendre à Pékin, le *Quotidien du peuple,* dans ce qui apparut plus tard comme une référence à Lin Biao, mettait en garde contre les «agents ennemis» dans le parti et les «traîtres cachés» qui entretenaient des «relations illicites avec des pays étrangers[2]».

Le 9 juillet, Henry Kissinger arriva secrètement à Pékin en provenance du Pakistan. Les conditions que Zhou Enlai mit à un règlement avec les Etats-Unis concernaient toutes Taiwan. Il exigeait que les Etats-Unis reconnaissent que Taiwan était une partie de la Chine, qu'ils retirent leurs forces militaires de Taiwan selon un calendrier fixé à l'avance et qu'ils abrogent le traité de défense mutuelle de 1954. Kissinger accepta la première condition, déclara que la réduction des forces armées ne pourrait commencer que lorsque la guerre du Vietnam serait terminée et évita de répondre sur le troisième point. Il offrit de soutenir l'admission de la Chine aux Nations unies mais précisa que les Etats-Unis appuieraient les efforts de Taiwan pour garder son siège au sein de l'Assemblée générale. La normalisation complète des relations sur la base d'une seule Chine, ajouta-t-il, ne pourrait être réalisée que lors du second mandat de Nixon.

Sa mission terminée, Kissinger quitta secrètement Pékin. Une demi-heure avant que Nixon ne révèle, par une annonce à la radio, son tour de force diplomatique et celui de son envoyé, l'ambassadeur Walter MacConaughy téléphona au ministère des Affaires étrangères nationaliste pour les informer de cette annonce. MacConaughy et le secrétaire d'Etat n'avaient été mis au courant que moins d'une heure auparavant. Les diplomates KMT savaient que quelque chose se préparaient, mais ils étaient néanmoins mécontents de constater que le président américain ne donnait même pas une heure de préavis à Taipei. Frederick Chien fit partir immédiatement un mémorandum pour le président Chiang, Ching-kuo et le Premier ministre Yen. En même temps, le ministre des Affaires étrangères, Chou Shu-k'ai, téléphona la nouvelle aux autres membres du gouvernement et aux dirigeants des institutions les plus importantes. Ching-kuo appela immédiatement Chien et lui demanda de venir le voir dans son bureau pour qu'il lui fasse un rapport personnel.

Chien marcha aussi vite qu'il le put jusqu'au bureau du président. Le vice-Premier ministre demanda à Chien ce qu'il pensait de Kissinger et de ses conceptions stratégiques[3]. Après la discussion, il ordonna de faire publier, sous le nom du Premier ministre, une déclaration publique modérée qui expliquait que la nouvelle avait été une «grande surprise», dénonçait les communistes dans les formes habituelles et proclamait que la République de Chine ne céderait devant «aucune violence ni aucune force[4]». Le jour suivant, les journaux KMT, mais également indépendants, affirmèrent qu'on ne pouvait plus faire confiance aux Etats-Unis, et l'Assemblée nationale accusa Nixon de «trahison». Mais d'une manière générale la réaction fut étonnamment calme.

Lorsque Kissinger quitta la Chine, Zhou et lui affichaient un sentiment de triomphe. A l'intérieur de la Chine, en revanche, la réaction à cette visite, pourtant gardée secrète pendant plusieurs mois, fut extrême. Selon les accusations portées ultérieurement contre lui par le gouvernement chinois, Lin Biao complota de tuer Mao et de prendre le pouvoir, mais des officiers loyaux découvrirent le complot, et Lin s'enfuit avec sa femme, son fils et ses principaux acolytes dans un avion de transport militaire. L'avion pénétra dans l'espace aérien de la Mongolie, se dirigeant vers l'Union soviétique, puis il changea brusquement de direction et s'écrasa dans le désert de Gobi. Il n'y eut aucun

survivant. Lin, apparemment, croyait que l'adoption par Mao de cette nouvelle politique à l'égard de l'Amérique signifiait sa propre mort politique mais qu'elle pouvait aussi lui fournir les justifications politiques et morales pour tenter un coup d'Etat et éliminer le président.

■

Les conséquences internationales de la «surprise Kissinger» furent stupéfiantes. Des nations qui soutenaient depuis longtemps la Chine nationaliste, de même que celles qui penchaient pour une solution des «deux Chines» au sein des Nations unies se précipitèrent dans les bras de Pékin. En août, Nixon autorisa le secrétaire Rogers à préparer une proposition pour une double représentation aux Nations unies. Le Generalissimo grommela qu'il préférait être «un morceau de jade brisé sur le sol plutôt qu'une tuile intacte sur le toit». Taipei, toutefois, accepta finalement d'aller de l'avant et de renoncer à son siège au Conseil de sécurité, prix à payer pour rester dans l'Organisation des Nations unies. En raison de la santé déclinante du Generalissimo, cette décision déchirante fut essentiellement celle de Chiang Ching-kuo[5].

Le 25 octobre 1971, cependant, l'Assemblée générale des Nations unies décida par un vote d'admettre les représentants de la République populaire et d'«expulser les représentants de Chiang Kai-shek». Nixon et Kissinger avaient fait de leur mieux pour essayer de rassembler des votes pour Taipei, espérant ainsi atténuer la consternation de l'aile droite, passionnément pro-Chiang, du parti républicain et modérer la réaction de Taiwan. Les fonctionnaires du Département d'Etat, y compris le secrétaire Rogers, estimaient qu'ils avaient fait d'énormes efforts pour sauver le siège de Taiwan au sein de l'Assemblée. Mais l'intense lobbying américain parut beaucoup moins convaincant lorsque le monde apprit que, le jour-même du vote à l'Assemblée générale, Kissinger était retourné à Pékin pour préparer la visite, en 1972, du président américain.

Bien que l'expulsion de Taiwan des Nations Unies fût une humiliation pour la fierté du KMT et son rôle historique, la réaction, tant publique que privée fut calme, une fois encore[6]. En fait, cet échec eut, à Taiwan, un effet stabilisateur, mettant clairement en évidence que les continentaux et les Taiwanais partageaient maintenant un destin commun. Les sérieux efforts diplomatiques que Washington avaient faits, à New York, en faveur de Taiwan eurent également d'heureuses

conséquences. On ne craignit pas tellement, à Taiwan, que les Etats-Unis cessent de jouer leur rôle de parapluie en matière de sécurité. En revanche, le rapprochement avec les Américains, opéré par Mao, mettait pratiquement un terme aux pressions militaires chinoises à l'égard de Taiwan.

Plus tôt dans l'année, le Bureau d'information du gouvernement et la 4e division du KMT avaient approuvé la publication d'une nouvelle revue *The Intellectual,* sous la direction d'un professeur de l'université nationale de Taiwan, Yang Kuo-shu. Derrière l'*Intellectual*, on trouvait une coalition de libéraux taiwanais et continentaux, pour la plupart des professeurs et des écrivains mais également quelques «jeunes hommes d'affaires dynamiques». La revue se révéla bientôt être plus politique qu'académique ; elle comportait des articles qui appelaient à «une revitalisation de la structure du pouvoir» et demandaient plus particulièrement l'élection de tous les organes représentatifs du gouvernement[7].

L'*Intellectual,* en même temps, critiquait sévèrement le gouvernement pour sa passivité dans l'affaire des îlots Tiaoyu. Il lui reprochait de ne pas s'opposer à l'inclusion de ces îlots dans l'archipel d'Okinawa, qui venait d'être rendu au Japon par les Américains. Ces rochers inhabités, situés au nord-est de Taiwan avaient brusquement pris de l'importance en raison de rapports faisant état de couches pétrolifères dans la zone. La presse favorable au gouvernement et certains membres du Yuan législatif et du Yuan de contrôle se joignirent à ces critiques. Des comités pour les Tiaoyu apparurent brusquement dans presque toutes les universités, ouvrant la voie à à un période de fermentation intellectuelle sans précédent sur les campus.

Sur ordre de Ching-kuo, les bureaux traitant de la sécurité et le Commandement de la garnison surveillèrent le mouvement de très près mais n'intervinrent pas directement pour le décourager. La question des Tiaoyu attiraient la jeunesse loyale au KMT, particulièrement les continentaux militants du Corps des jeunesses ayant soif de se dévouer à de nobles buts qui leur permettraient de faire cause commune avec leur pairs taiwanais. Ma Ying-jeou, alors étudiant à l'université nationale de Taiwan, rapporta plus tard que lui-même et ses amis qui prirent part au mouvement pour les Tiaoyu étaient sous constante surveillance. Une fois, Ma se joignit à un groupe d'étu-

diants continentaux et taiwanais qui se rendirent à l'aéroport pour jeter des œufs sur l'ambassadeur du Japon[8].

Pour faire comprendre sans ambiguïté aux jeunes intellectuels qu'ils devaient modérer leurs désirs de changement, Ching-kuo, en mars, ordonna l'arrestation d'un dissident continental très connu, Li Ao, et celle des deux anciens complices et compagnons de prison du professeur Peng, Hsieh Ts'ung-min et Wei Ting-ch'iao. La détention de ces «suspects habituels» montrait qu'une subversion réelle était pratiquement inexistante. Selon Hsieh, il fut interrogé et torturé par chacun des trois principaux bureaux responsables de la sécurité. Finalement, il céda et accusa faussement Li Ao de faire partie d'un complot contre le gouvernement[9].

Les dissidents, toutefois, restèrent insensibles à ces menaces. Le 15 octobre, des étudiants et des professeurs liés à l'*Intellectual* publièrent conjointement une Déclaration sur l'état de la nation qui réclamait l'état de droit et une société pluraliste et ouverte. Les signataires dénonçaient le «groupe élitaire privilégié» d'être «gonflé d'importance, vieillissant, et (…) coupé des masses». Il y eut, à l'université nationale de Taiwan, des réunions et des discussions sans précédent sur la liberté d'expression. Au lieu de prendre des mesures autoritaires ou de réitérer des mises en garde, Ching-kuo envoya une invitation aux dirigeants les plus en vue de l'*Intellectual* leur proposant de participer à une table ronde pour discuter de tous ces problèmes. Lors de celle-ci, il écouta le point de vue du groupe et déclara: «la jeunesse doit parler franchement plus souvent [et] se sentir plus concernée par la situation du pays[10]». Il accorda également une amnistie à un petit groupe de prisonniers politiques[11].

■

Le 29 août, l'équipe de base-ball Les Géants de Tainan, du sud de l'île, remportèrent, aux Etats-Unis, la ligue junior des World Series. C'était la deuxième victoire de Taiwan au cours des trois dernières années. Dix millions de téléspectateurs suivirent le match, soit deux tiers des hommes, femmes et enfants que comptait alors l'île. La moitié de la population de Taipei, continentaux et Taiwanais confondus, se déplaça pour accueillir les «Géants» à leur retour. Cet événement illustrait les remarquables changements dans les modes de vie et les comportements sociaux, tels que la généralisation de la télévision,

l'engouement moderne pour les sports occidentaux et une commune fierté des succès taiwanais[12].

Ces changements économiques et sociaux, d'une importance fondamentale, continuèrent de plus belle. Il existait sur l'île plus de 6000 organisations civiles, comportant 22000 filiales, allant du Rotary Club aux organisations bouddhistes et jusqu'aux collectionneurs de tabatières chinoises. Quatre élèves de l'école primaire sur cinq poursuivaient leurs études au collège et le nombre des étudiants d'université avait été multiplié par cinq[13]. La nouvelle génération était, en général, moins encline à respecter automatiquement l'autorité. En même temps que des étudiants se réunissaient pour de sérieuses discussions politiques, des jeunes gens à cheveux longs et des jeunes filles aux jupes courtes commencèrent d'apparaître dans les rues, à la recherche d'autres façons de vivre et de s'amuser. La police traîna les contrevenants dans les commissariats pour leur couper les cheveux de force, mais la rébellion continua.

■

Avant que le président Nixon ne quitte Washington pour sa spectaculaire visite à Pékin en 1972, Ching-kuo assura l'ambassadeur américain à Taipei que son gouvernement ne se livrerait à «aucun geste ni aucune action» dans le détroit qui pourrait créer un incident[14]. Quelques jours plus tard, Ching-kuo regarda à la télévision le reportage en direct de l'arrivée de Nixon, son accueil par Zhou Enlai et d'autres scènes de ce théâtral événement. La première entrevue entre Nixon et Mao Zedong ne fut pas télévisée et les téléspectateurs furent privés des premiers mots de Mao : «Notre vieil ami commun, le Generalissimo Chiang Kai-shek, n'approuve pas cela[15].» Dans la soirée du 27 février, Ching-kuo lut le télégramme rapportant les termes du Communiqué de Shanghai, devenu maintenant célèbre. La partie la plus importante était le court paragraphe traitant de Taiwan :

«Les Etats-Unis reconnaissent que tous les Chinois des deux côtés du détroit de Taiwan maintiennent qu'il n'y a qu'une seule Chine et que Taiwan fait partie de la Chine. Le gouvernement des Etats-Unis ne conteste pas cette position. Il réaffirme son intérêt pour un règlement pacifique de la question de Taiwan par les Chinois eux-mêmes. Dans cette perspective, il réaffirme que son objectif ultime est de retirer de Taiwan toutes les forces armées et toutes les installations

militaires des Etats-Unis. En attendant, il réduira progressivement ses forces et ses installations militaires à Taiwan au fur et à mesure que la tension dans cette zone diminuera[16].»

■

Bien que la déclaration américaine ne fût pas une affirmation catégorique que Taiwan faisait partie du territoire de la Chine, politiquement et psychologiquement, cela revenait au même. Après le départ de Nixon de Shanghai, le secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires d'Extrême-Orient, Marshall Green, et l'assistant de Kissinger, John Holdridge, se rendirent à Taipei pour faire un compte rendu de la visite aux dirigeants de Taiwan. Alors que les Américains eurent une longue et cordiale entrevue avec Ching-kuo, le Generalissimo fit savoir qu'«il n'était pas disponible». Ching-kuo manifesta un calme surprenant. Il ne blâma pas les Américains; il souligna toutefois que, aussi longtemps que le traité de défense mutuelle resterait valide et que l'assistance militaire américaine continuerait, il n'était pas trop «inquiet»[17]. Selon une de ses déclarations ultérieures, les Américains l'avaient assuré que même si les Etats-Unis avaient l'intention de normaliser leurs relations avec Pékin, cela ne signifiait pas la reconnaissance diplomatique de la RPC[18]. Les envoyés américains, cependant, affirment de leur côté, qu'ils informèrent simplement Ching-kuo que les relations politiques entre les Etats-Unis et la RdC continueraient[19].

A la suite du Communiqué de Shanghai, on se mit à spéculer sur le fait de savoir si Taiwan allait maintenant jouer la carte soviétique. Lorsque des journalistes de Hearst lui posèrent la question lors d'une interview, le ministre des Affaires étrangères de Taipei, Chou Shu-k'ai répondit que la RdC n'excluait pas de «serrer la main du diable». Chou suggéra des discussions entre Taipei et Moscou, sur le modèle de celles de Varsovie. Des rumeurs folles coururent: selon l'une d'entre elles, Ching-kuo avait l'intention de louer les Pescadores à Moscou pour qu'elle y établisse une base navale[20]. L'éditeur Yu Chi-chung publia un rapport sur les avantages et les inconvénients d'une éventuelle alliance avec l'URSS. Les inconvénients excédaient de très loin les avantages. Ching-kuo demanda de rendre publique une déclaration rejetant l'hypothèse d'une «carte soviétique» et, trois mois plus tard, il releva le ministre Chou de ses fonctions[21]. Ching-kuo remplaça également son «copain» Jimmy Wei à la tête du Bureau d'informa-

tion du gouvernement par Frederick Chien, âgé seulement de 38 ans. Chien mit fin aux contacts avec Victor Louis et à d'autres activités clandestines du Bureau d'information du gouvernement dont Wei avait été particulièrement entiché[22].

■

Trente-sept ans après avoir commencé son apprentissage, Ching-kuo décida qu'il était temps de prendre officiellement les choses en main. Son père lui donna son accord et Yen Chia-kan décida obligeamment de démissionner de ses fonctions de Premier ministre. Le 26 mai 1972, le Yuan législatif, à une majorité de 381 voix sur 394 votants, confirma la nomination de Ching-kuo au poste de Premier ministre. Dans son premier discours public, il renouvela la promesse d'un retour, un jour, sur le continent, mais il mit surtout l'accent sur les réformes administratives et la lutte contre la corruption. Il demanda qu'on veuille bien l'excuser de «parler moins» de manière à pouvoir faire plus. L'équipe chargée de l'économie, dirigée par Li Kuo-ting pour les affaires financières et Sun Yun-suan pour les affaires proprement économiques, fut reconduite, mais il nomma plusieurs Taiwanais de souche à des postes importants, notamment Hsu Ch'ing-chung comme vice-Premier ministre, Chang Feng-hsu comme ministre de l'Intérieur et le maire indépendant de Taipei, Henry Kao, comme ministre des Communications. «J'ai besoin de vous», dit-il à Kao, qui ne le crut pas tout à fait, mais «il ne pouvait rien y faire». Il accepta donc[23].

Et vingt-sept ans après que le KMT s'en fut emparé après la défaite des Japonais, Ching-kuo nomma le premier Taiwanais de souche comme gouverneur de l'île, Hsieh Tung-min. Il faisait partie de ceux qu'on surnommait les «demi-continentaux», c'est-à-dire des habitants de Taiwan que leurs sentiments patriotiques chinois avaient conduits à quitter l'île lorsqu'elle était aux mains des Japonais, à joindre le KMT sur le continent et à travailler pour le gouvernement chinois ou le parti jusqu'au moment où Taiwan fut rétrocédé à la Chine en 1945. Ce surnom impliquait que seulement la «moitié» de leur cœur était à l'unisson de celui de leurs compatriotes taiwanais.

La promotion officielle de Ching-kuo fut particulièrement opportune. En juillet, le Generalissimo eut un arrêt cardiaque. Des rapports, divulgués à la presse, prétendirent que ce n'était rien de sérieux, seulement une légère pneumonie. En réalité, le président resta invalide

pour le reste de sa vie. Il ne put plus rencontrer les hôtes de marque et ne quitta plus sa résidence de Shihlin, la plupart du temps couché ou dans une chaise roulante. Ching-kuo rendait impérativement visite à son père le matin et dans la soirée. Il lui rapportait les bonnes nouvelles mais ne cherchait plus à obtenir son approbation avant de prendre d'importantes décisions[24]. M^me^ Chiang, qui avait depuis longtemps accepté que Ching-kuo succéderait à son père, limitait maintenant ses activités politiques publiques à des organisations comme la Ligue féminine contre l'agression[25].

■

Les conseils des ministres, sous Ching-kuo, étaient généralement courts, environ quarante minutes. « Il haïssait le cérémonial et le blabla. » Il manifestait son impatience en se tournant les pouces ou en joignant les mains devant son visage. Dans un dernier geste d'agacement qui, généralement, écourtait des présentations interminables, il se frottait vigoureusement la joue[26]. Il conduisait de la même façon les réunions du Bureau politique du KMT. Cette auguste institution de 21 membres comprenait cinq archiconservateurs dont la réponse à l'isolement croissant de Taiwan consistait à s'accrocher encore plus fermement à l'orthodoxie du parti. Ching-kuo ne cherchait jamais à se lancer dans des controverses avec eux[27].

Lors de son premier conseil des ministres, il mit l'accent sur la coordination, l'intégrité et l'image, détaillant les « dix règles pour la réforme » ou les « dix tabous » : les fonctionnaires, de quelque rang qu'ils soient, n'étaient pas autorisés à fréquenter les « restaurants à filles », les « coffee shops qui n'étaient que des façades », les bars karaoké, à se permettre des dépenses extravagantes pour des funérailles ou des mariages, et à se livrer à d'autres types de divertissements prohibés. La police commença de rendre visite aux établissements visés et à vérifier les cartes d'identité ; plusieurs hauts fonctionnaires perdirent leur emploi pour avoir organisé des mariages fastueux[28]. Plus sérieux, toutefois, étaient les efforts faits par Ching-kuo pour éliminer les pots-de-vin et le népotisme. La police judiciaire (Ministry of Justice Investigation Bureau, MJIB) arrêta plus de 50 employés du gouvernement, dont plusieurs au sein du Commandement de la garnison, accusés de participer à un réseau de contrebande. Les procureurs accusèrent également le directeur général du Bureau du personnel du gouvernement, Wang Cheng-

yi, d'avoir reçu un important pot-de-vin d'un entrepreneur de travaux publics. Wang était un cousin de Ching-kuo et un ancien secrétaire particulier du Generalissimo[29]. Ching-kuo approuva personnellement son arrestation et la condamnation à la prison à vie à laquelle il fut condamné ainsi que la peine de mort qui fut infligée à un directeur adjoint de l'administration des impôts[30].

Ching-kuo dit à ses ministres que le peuple chinois avait souffert pendant des millénaires de l'arrogance et des sévices des fonctionnaires[31]. Une façon de simplifier la bureaucratie consistait à la rendre transparente. Il décida de rendre public le budget de l'Etat à l'exception des fonds consacrés à la défense et aux affaires étrangères. Pour la première fois dans l'histoire du gouvernement nationaliste, et en fait dans toute l'histoire de la Chine, les citoyens purent voir où allaient une partie au moins de leurs impôts[32]. En juin, l'*Intellectual* déclara que la première année de Chiang Ching-kuo comme Premier ministre «avait été l'année la plus réussie depuis le retrait du gouvernement à Taiwan[33]».

■

Le Premier ministre continua de traiter l'opposition taiwanaise avec un mélange de brutalité et de souplesse. A l'approche des élections de 1972, une centaine d'hommes politiques «sans parti» se réunirent dans un hôtel de Taipei pour réclamer des changements dans les lois électorales. C'était la première fois depuis 1960 que les «sans-parti» les plus notables se rassemblaient. Avec Kuo Yu-hsin et Huang Hsin-chieh, une étoile montante de l'opposition, K'ang Ning-hsiang, domina les débats. Cet ancien employé d'une station d'essence, maintenant devenu conseiller municipal de Taipei, allait jouer un rôle majeur dans la transition vers la démocratie. Comme les élections étaient très proches, K'ang avait pris la tête d'un mouvement de revendications visant à obtenir le droit, pour tous les candidats, de nommer des assesseurs dans chaque bureau de vote pour contrôler la régularité du scrutin et de prononcer des discours en dehors des endroits officiellement désignés à cet effet[34]. Deux fois, il fut averti qu'il contrevenait à la politique nationale de «mobilisation pour la suppression de la rébellion communiste». Pendant toute la campagne électorale, Ching-kuo reçut des rapports détaillant les rassemblements provocateurs des candidats «sans parti» et recommandant la détention de certains d'entre eux, parmi lesquels K'ang.

Wang Sheng le dénonça comme un agent communiste. Ching-kuo, toutefois, ignora ces avertissements[35].

Ching-kuo fut particulièrement heureux des résultats. Non seulement plus de 70 % des électeurs inscrits avaient voté, mais ils avaient voté pour le KMT dans d'embarrassantes proportions : 97 % des candidats du parti l'emportèrent et dans les élections pour les maires et les magistrats des districts, ils enlevèrent la totalité des sièges. La représentation des « sans parti » fut finalement plus élevée que ce que ces chiffres indiquent dans la mesure où un certain nombre de sièges ne furent pas soumis au vote et réservés à des candidats indépendants[36].

Bien que K'ang Ning-hsiang ait été ultérieurement considéré comme un opposant plutôt conservateur, au début de sa carrière politique, il faisait partie des « hommes politiques participant au système » considérés comme les plus radicaux. Ses interpellations au Yuan législatif, notamment celles adressées au chef du gouvernement, étaient tranchantes mais n'étaient pas polémiques. Ching-kuo demanda à ses collaborateurs pourquoi les membres du KMT du l'Assemblée législative ne posaient pas de pareilles questions[37]. Finalement, il invita K'ang à un thé, et ils discutèrent tous les deux des questions qui étaient à l'ordre du jour de l'assemblée[38].

A l'exception des ultraconservateurs qui continuaient à maugréer, la plupart des cadres du KMT soutenaient la décision de Ching-kuo d'autoriser une opposition bruyante à s'exprimer au sein du Yuan législatif. Les activistes taiwanais sans parti ne constituaient qu'un groupe réduit et ne semblaient présenter aucune menace sérieuse dans un avenir prévisible. Certains partisans de la ligne dure, notamment dans les organes de sécurité ou parmi les militaires, estimaient que c'était une manière relativement inoffensive de laisser l'opposition réduire ainsi la pression qui s'exerçait sur elle et, en même temps, de plaire aux Américains par un geste qui paraissait accroître la liberté du régime. Du reste, certains académiques américains écrivirent que les perspectives pour le développement de la démocratie à Taiwan semblaient « encourageantes[39] ».

La pression sur les intellectuels vint, toutefois, d'une autre source. Peu de temps après la mise en liberté de plusieurs professeurs détenus, le président de l'université nationale de Taiwan limogea quatorze professeurs du département de philosophie qui s'étaient signalés par leurs prises de position et réussit à limiter les rassemblements poli-

tiques, notamment ceux qui avaient lieu sur le campus depuis 1971[40]. En décembre 1973, le rédacteur en chef de L'intellectuel, Yang Kuo-shu fut obligé de démissionner après qu'un article eut appelé le KMT à autoriser un parti d'opposition. Des différences se firent jour entre les continentaux et les Taiwanais qui soutenaient le magazine. A l'initiative de Ching-kuo, quelques-uns des jeunes intellectuels liés à la revue (pour la plupart continentaux) furent invités à travailler pour le gouvernement et à adhérer au KMT contre la promesse qu'une fois à l'intérieur du système ils pourraient mettre en œuvre les réformes qu'ils appelaient de leurs vœux. Un assez grand nombre accepta cette offre[41]. Le mouvement dissident resté à l'extérieur du système connut alors une certaine désaffection[42]. Dans les universités, les professeurs continentaux partisans de réformes continuèrent d'agir comme une opposition loyale, réclamant en termes mesurés plus de démocratie et la suppression de la loi martiale[43].

Le choc produit par la visite de Nixon avait affaibli la cause de l'indépendance et avait donc temporairement diminué le dynamisme de l'opposition taiwanaise. Il avait aussi ébranlé la croyance implicite qu'un régime totalement contrôlé par les continentaux pouvait indéfiniment perdurer. En août 1973, Ching-kuo confia à l'ambassadeur MacConaughy que Taiwan avait besoin d'«une société plus ouverte» pour renforcer son unité qui, à son tour, était essentielle pour faire face à la campagne d'unification, de plus en plus énergique, lancée par Pékin. Les changements qu'il prévoyait, ajouta-t-il, feraient que Taiwan pourrait être favorablement comparé à la RPC. Les gens seraient alors en mesure de tirer leurs propres conclusions[44].

■

Les exportations de produits manufacturés exigeant beaucoup de main-d'œuvre – les jouets, les appareils ménagers, les chaussures et beaucoup d'autres de cette nature – avaient fourni à Taiwan, depuis 1962, la base d'un développement économique rapide. Dans les années 1970, sous la direction de Ching-kuo et celle de ses technocrates, l'industrie se tourna de plus en plus vers la fabrication de produits de haute technologie. En 1970, le ministère des Affaires économiques réunit plusieurs organismes de recherche industrielle en un seul, l'Institut pour la recherche industrielle, pour promouvoir cet objectif national. Pour la première fois, un nombre significatif de

Taiwanais, résidant aux Etats-Unis et titulaires de diplômes américains en sciences et en ingénierie, revinrent chez eux.

L'économie taiwanaise continuait toutefois de reposer dans de larges proportions sur le secteur public. La première initiative économique majeure du Premier ministre Chiang consista à accroître considérablement les dépenses publiques. Il lança les Dix Projets majeurs de développement, qui comprenaient notamment la construction d'un chemin de fer sur la côte est, une autoroute nord-sud, de nouveaux ports, un nouvel et important aéroport et l'électrification du réseau ferré. Les Dix Projets incluaient aussi la mise sur pied d'industries à fort capital, comme la pétrochimie ou des industries métallurgiques lourdes produisant de l'acier, de l'aluminium et du cuivre. Ces entreprises mixtes public-privé satisfaisaient les vieux réflexes de l'ancien ingénieur marxiste.

Le coût total estimé des Dix Projets s'élevait à 5 milliards de dollars américains. Leur coût réel allait être le double de cette estimation. Certains observateurs estimèrent que le pays ne pouvait se permettre une pareille entreprise alors qu'il connaissait une crise économique. Ching-kuo répliqua : « Si on ne le fait pas aujourd'hui, demain nous le regretterons. » Des généraux craignaient qu'une pression financière croissante ne conduise à réduire les dépenses militaires. Les économies des particuliers, toutefois, fournirent 60 % des fonds nécessaires, et la crédibilité financière du gouvernement lui permit d'emprunter le reste à l'étranger. La dépense consacrée à la défense, loin d'être réduite, augmenta[45]. La première génération de technocrates, comme Li Kuo-ting, furent pris par l'enthousiasme du Premier ministre et soutinrent la plupart de ces projets. Alors qu'il se rendait, en compagnie de Li Kuo-ting, à une réunion consacrée à la construction d'une autoroute nord-sud, un vice-ministre lui demanda d'où allait provenir l'argent. Li répondit : « Ne vous en faites pas, nous commencerons les travaux et nous trouverons l'argent de toute façon[46]. »

Ching-kuo lança son ambitieux programme de construction au milieu de la crise énergétique mondiale et d'un ralentissement de l'économie globale. Avec des exportations qui représentaient 53 % du produit national brut (PNB), Taiwan était particulièrement vulnérable aux fluctuations internationales. En 1974, l'île fut confrontée à un déficit commercial important et la croissance du PNB ne fut que de 1,1 %. Le

gouvernement augmenta les impôts, de même que les taux d'intérêt, l'électricité et l'essence. Ching-kuo n'attendit pas de voir quelle serait la réponse du marché à ces mesures, il donna immédiatement instruction au gouvernement de fournir des pousses de soja à bas prix et il imposa un prix plafond à plusieurs produits de consommation courante[47].

Malgré l'inflation croissante, sur le plan local, et la récession mondiale, le Premier ministre ordonna que les Dix Projets soient mis en œuvre selon le calendrier prévu. Ces dépenses supplémentaires stimulèrent l'économie et jouèrent un rôle significatif pour permettre à Taiwan de faire face à la crise énergétique sans tomber dans la récession. En fait, en 1974, le revenu par tête augmenta et atteignit 465 dollars américains. Ces projets créèrent également un complexe industriel intégré et des infrastructures qui contribuèrent puissamment à l'émergence des hautes technologies[48]. Ching-kuo réalisa également des réformes dans le domaine de l'agriculture; il abolit le système obligatoire d'échange riz contre engrais, diminua les taxes prélevées sur l'agriculture, établit un prix garanti pour le riz et révisa les règles concernant la vente de terres agricoles pour encourager la formation de grandes exploitations mécanisées[49]. En outre, il s'efforça de diversifier les marchés d'exportation de Taiwan pour réduire sa forte dépendance à l'égard des Etats-Unis et du Japon et il accéléra la mise en œuvre du projet de production d'électricité par des centrales nucléaires.

■

Mao Zedong, dont la santé se détériorait depuis quelque temps, éprouvait maintenant des difficultés à parler. «La moindre activité physique lui coupait la respiration.» Il devenait de plus en plus fantasque et grincheux, mais son esprit restait raisonnablement clair. Contrairement à son vieil ennemi, le Generalissimo, qui était son aîné de six ans, Mao conservait le pouvoir. Des examens médicaux révélèrent que Zhou Enlai avait un cancer, mais Mao ne l'autorisa pas à se faire opérer, craignant que si Zhou en mourait, le camp des radicaux qui s'était formé autour de sa femme ne devienne incontrôlé. Brusquement, dans l'une des imprévisibles volte-face dont il était coutumier dans la lutte pour le pouvoir, il décida, sur la recommandation de Zhou, de réintégrer Deng Xiaoping[50].

En mars 1973, le Petit Canon fut nommé au Comité central et Zhou confia la plupart des affaires étrangères à son vieil ami. Deng

annonça immédiatement que Pékin était prête à ouvrir des négociations directes avec Taipei sur la question de la réunification. Il déclara en même temps, que «priorité […] [serait] donnée à des moyens pacifiques…[51]». Les vieux nationalistes du continent qui avaient fait la paix avec les communistes envoyèrent des supplications, publiques et privées, aux Chiang. Mais Ching-kuo rejeta abruptement une pareille approche. «Tout contact, quel qu'il soit, avec les communistes chinois», déclara-t-il au *New York Times,* «serait suicidaire, et nous ne serons jamais aussi stupides[52]».

Ching-kuo pensait que le moindre soupçon à Taiwan insinuant qu'il recherchait un accord secret avec le continent ou un relâchement de l'interdiction des contacts personnels pourrait alors conduire à une forte, voire violente, réaction, non seulement parmi les Taiwanais, mais également chez les investisseurs. De tels soupçons affaibliraient deux des éléments qu'il jugeait essentiels pour combattre l'isolement de Taiwan: une croissance économique rapide et soutenue, une avancée constante dans le domaine politique vers un gouvernement de consensus.

■

Forger des relations les plus étroites possibles avec les Etats-Unis, sans tenir compte de l'évolution de celles qui existaient maintenant entre Washington et Pékin, apparaissait comme le corollaire indispensable du rejet par Ching-kuo de discussions secrètes avec la Chine. La marge de manœuvre qu'avait Kissinger sur la question chinoise fut sérieusement réduite après le scandale du Watergate et la démission de Nixon en 1974. La nouvelle administration de Ford informa Ching-kuo que, si elle poursuivrait le processus de normalisation des relations avec la RPC, «la forme actuelle de ces relations répondait à [leurs] besoins[53]». Malgré ce genre de déclarations, il était clair que le prochain pas de Washington – reconnaître officiellement Pékin et non plus Taipei – n'était plus qu'une question de temps. Ching-kuo était donc déterminé à faire tout son possible pour encourager, chez les Américains, des sentiments de sympathie à l'égard de Taiwan et pour contrecarrer l'influence naissante de la RPC au sein de la communauté chinoise américaine et parmi les étudiants chinois aux Etats-Unis.

Certains de ces efforts étaient publics et parfaitement honnêtes. Le ministère des Affaires étrangères et le Bureau d'information du gouvernement reçurent des crédits pour mettre sur pied différents

programmes de sensibilisation. De nombreux parlementaires américains, des journalistes, et beaucoup d'autres, furent invités sur l'île. Taipei augmenta sa contribution à des groupes comme l'Association des Chinois libres, des journaux et des revues en langue chinoise, et recourut davantage à des lobbyistes américains et à des firmes de relations publiques. Ching-kuo intensifia également l'achat de matériels militaires américains, ce qui renforçait les intérêts pour Taiwan de la puissante industrie américaine de l'armement. Plus importante encore, toutefois, était l'explosion du commerce de produits non militaires.

Entre 1971 et 1978, les exportations et les importations entre Taiwan et les Etats-Unis passèrent de 1,3 milliard à 7,4 milliards de dollars américains, avec un déséquilibre très favorable à l'île[54]. Ching-kuo envoya de nombreuses missions d'achats aux Etats-Unis, sous le slogan « Achetez américain ». Le gouvernement américain contribua à ce bond en avant des liens économiques en encourageant et en garantissant l'investissement privé. Des milliards de dollars pour les dix grands projets provenaient de sources américaines[55]. Dans le même temps, toutefois, les hommes d'affaires américains voyaient s'ouvrir de plus grandes opportunités en Chine et ne souhaitaient pas les compromettre.

■

La campagne de Ching-kuo pour gagner les cœurs et les esprits des Américains avait également un côté secret. Une rumeur rapporta que, lors d'une réunion, des responsables nationalistes du renseignement avaient même suggéré d'établir un programme de violences physiques, notamment l'envoi de lettres piégées à des universitaires américains qui avaient la réputation d'être des partisans de Pékin. Il n'existe aucune preuve que Ching-kuo ait jamais pris au sérieux de pareilles propositions ou, de la même façon, un prétendu projet d'assassiner Zhou Enlai[56]. Il prit néanmoins la décision de nommer plus de trente officiers supplémentaires du renseignement auprès de l'ambassade nationaliste à Washington et d'augmenter le nombre de consulats généraux aux Etats-Unis[57]. En 1975, Ching-kuo approuva un plan du Bureau de la sécurité nationale d'acheter secrètement vingt torpilles américaines ultramodernes à un réseau du crime organisé aux Etats-Unis. Le prétendu vendeur était un agent du FBI infiltré. Au moment où le FBI allait procéder aux arrestations de ceux qui étaient impliqués dans cette affaire, la Maison Blanche ordonna qu'elle soit

seulement traitée par une démarche très sérieuse mais privée auprès de Ching-kuo. L'ambassadeur Leonard Unger transmit à Ching-kuo une protestation exprimée en termes sévères. Les agents nationalistes qui avaient participé à cette opération furent tous rappelés à Taiwan[58].

Le Premier ministre fut embarrassé par ce caricatural fiasco des torpilles. Mais comme dans d'autres précédentes circonstances où il avait dû faire face à de semblables échecs, notamment dans des opérations conjointes avec la CIA, cet épisode fut de peu de conséquences pour les nationalistes. Il ne procéda donc à aucune réforme majeure dans le domaine des opérations secrètes. En fait, le nouveau chef du renseignement au sein de l'ambassade de la RdC à Washington, l'amiral Wang Hsi-ling, se comporta beaucoup plus comme un «cow-boy» que son prédécesseur. Wang avait été l'attaché naval du Generalissimo pendant cinq ans et Ching-kuo le connaissait personnellement. Ses ordres, apparemment, ne lui enjoignirent pas de restreindre les opérations secrètes aux Etats-Unis mais seulement d'être un peu plus prudent. Lorsqu'il fut nommé à Washington, il intensifia les efforts pour recruter des Sino-Américains susceptibles de fournir des documents confidentiels et des informations émanant des bureaux du gouvernement des Etats-Unis, y compris le FBI. Il chercha également à utiliser les Sino-Américains qui se rendaient en Chine pour recueillir des renseignements sur la RPC. Il augmenta enfin le budget destiné à financer les manifestations antichinoises et à infiltrer les organisations d'étudiants chinoises et taiwanaises aux Etats-Unis[59]. Wang avait la réputation d'être «depuis longtemps un important atout de la CIA», ce qui signifiait qu'il transmettait sans autorisation à la CIA des informations sur son propre gouvernement, du moins la CIA le croyait-elle[60]. Très certainement, il agissait ainsi avec l'aval des hautes autorités taiwanaises, et ce fut sans doute la raison pour laquelle il fut désigné pour ce poste à Washington.

■

Ching-kuo ordonna d'accélérer le projet secret de développer des armes nucléaires. En 1973, utilisant de l'uranium provenant d'Afrique du Sud et un réacteur de 40 mégawatts acheté au Canada, les scientifiques de Taiwan faisaient des progrès dans cette voie. Washington réussit à faire rompre les négociations entre les nationalistes et des compagnies françaises et britanniques en vue de se procurer des

équipements et des services pour le retraitement, mais pas avant que Taiwan n'ait obtenu un certain nombre d'éléments cruciaux[61]. En septembre 1974, la CIA déclara que Taipei serait en mesure de fabriquer une arme nucléaire dans « cinq ans environ[62] ». Recueillir des renseignements sur l'entreprise secrète de Ching-kuo constituait maintenant le principal objectif des agents de la CIA sur l'île[63]. La taupe de l'agence au sein du Centre pour la recherche nucléaire, Chang Hsien-yi (promu colonel), rencontrait régulièrement ses agents traitants dans des allées discrètes de Taipei pour leur communiquer ses rapports[64].

■

En 1975, Alan Chiang fut transféré avec sa famille dans une résidence de Yangmingshan. Alan était capable de marcher avec quelqu'un pour l'aider et une infirmière prête à tout moment à intervenir. Il pouvait former des phrases, mais, selon l'un de ses amis, il n'avait qu'une vague idée de ce qu'il disait. Incapable de communiquer réellement avec son père, Yomei devint de plus en plus proche de son grand-père. Même lorsqu'elle n'avait que 10 ans, elle s'asseyait dans le bureau de Ching-kuo et elle avait avec lui de longues discussions[65].

Le plus jeune fils, Eddy, vivait encore dans la maison familiale. Après avoir abandonné l'académie militaire, il obtint un diplôme de sciences politiques à l'université nationale de Taiwan, mais, même alors, il n'éprouvait aucun attrait pour une carrière politique. En raison du fait que son père interdisait à ses enfants de travailler dans le secteur privé, Eddy prit un emploi dans une entreprise dont le KMT était propriétaire, la Compagnie de machinerie et d'électronique de Chunghsing, et, suivant les exemples de ses frères, il épousa une très jolie jeune femme, Fang Chih-yi, en 1973. Le jeune couple vécut plusieurs années à Seven Seas, jusqu'à ce qu'ils commencent à avoir des enfants. En 1974, M^me^ Chiang, lors d'un voyage aux Etats-Unis, découvrit qu'elle avait un cancer du sein. Sans en informer son mari malade, elle suivit d'abord un traitement par radiations puis accepta une mastectomie[66].

Le deuxième fils, Alex, et sa femme, Wang Chang-shih, eurent successivement deux enfants, en 1971, une fille, Yolang (Yu-lang) et, l'année suivante, un fils, Yosung (Yu-sung). M^me^ Chiang décerna à la fille le prénom d'Alexandra et au garçon celui de Jonathan. Alex était infidèle, et sa femme et lui avaient de nombreuses et bruyantes disputes, quelquefois dans la maison familiale, ce qui peinait beaucoup

Ching-kuo. Les relations entre le père et le fils devinrent tendues. Plusieurs fois, le Premier ministre, tremblant de colère, réprimanda son fils après avoir reçu des rapports sur sa scandaleuse conduite[67]. A un moment donné, la vie d'Alex devint tellement désordonnée que son père l'enferma à Seven Seas et donna instruction aux gardes de ne pas le laisser sortir[68]. Finalement, l'épouse d'Alex obtint le divorce et retourna en Europe, mais, comme il était d'usage en Chine, elle dut laisser derrière elle les petits-enfants de Ching-kuo[69].

Alex obtint un master de l'Institut des relations sino-américaines de l'université de la culture chinoise de Taipei et travailla comme conseiller auprès de la VACRS. En 1976, il sembla pouvoir exercer un certain contrôle sur sa consommation d'alcool et prit un emploi à la radiodiffusion , un secteur contrôlé par le gouvernement et le parti. Il gravit rapidement les échelons et devint directeur de la Radio centrale, détenue par le KMT. Partageant la fascination de son père pour les opérations secrètes contre les ennemis de l'Etat, il devint ami avec des hauts fonctionnaires du renseignement et de la sécurité intérieure[70].

Au milieu des années 1970, les fils jumeaux de Ching-kuo, John et Winston, avaient un peu plus de 30 ans et étaient bien établis dans leurs carrières respectives. Ching-kuo dit à Wang Sheng qu'après sa mort et celle de Faina il souhaitait que les jumeaux « fassent partie de la famille Chiang[71] ». John était maintenant en poste à l'ambassade nationaliste à Washington et suivait également les cours de l'université Georgetown, où il obtint un master en relations internationales. Lors de leur séjour à Washington, Helen et lui eurent une autre fille. De loin, grand-père Ching-kuo suggéra le prénom Huiyun. En 1978, John revint à Taipei et devint chef de section puis directeur adjoint des affaires nord-américaines. Son frère, Winston, étudia pendant six ans aux Etats-Unis. Travaillant comme serveur et vigile pour gagner sa vie, Winston obtint finalement un master en sciences politiques de l'université méthodiste du Sud et un doctorat en droit de Tulane. Il revint alors à Taipei et devint professeur de droit dans son alma mater et celle de son frère. Winston épousa Irene Chao (Chao Shen-de) ; ils eurent une fille et un fils.

19
La disparition de l'ordre ancien

En janvier 1975, Deng Xiaoping reprit sa place au Bureau politique du PCC et fut à nouveau chargé des affaires concernant la vie quotidienne du parti. Il posa les jalons d'un programme rationnel et détaillé de développement industriel, scientifique et économique que devrait désormais suivre le gouvernement et il rappela les cadres de haut niveau déchus pendant la Révolution culturelle. Il ordonna rapidement la mise en liberté d'un grand nombre de prisonniers nationalistes, y compris près de 300 officiers supérieurs qui avaient été emprisonnés pendant vingt-cinq ans. Pékin annonça que dix anciens généraux du KMT quitteraient le continent pour Taiwan, via Hong Kong.

Ching-kuo, toutefois, donna des instructions pour que seuls ceux qui avaient été capturés après 1950 lors de raids sur le continent fussent autorisés à s'établir à Taiwan. Les autres, pour la plupart des hommes qui, malgré la guerre et la prison, étaient restés fidèles au Generalissimo, furent laissés à leur sort et subsistèrent misérablement en Chine ou à Hong Kong. L'un d'entre eux se suicida dans une chambre d'hôtel de la colonie[1]. Chiang Kai-shek, probablement, n'entendit jamais l'appel des vieux officiers du KMT, si longtemps emprisonnés. Pendant toute l'année précédente, il s'était progressivement et sérieusement affaibli. Ching-kuo dit à son demi-frère, Wei-kuo, de ne pas entrer dans la chambre de leur père car de trop nombreux visiteurs rendraient l'air malsain[2]. Un jour, près de la fin, le médecin du Generalissimo, le Dr Hsiung, trouva la porte de la chambre entrouverte et vit Ching-kuo debout près du lit, tournant le dos à son père et parlant en regardant par la fenêtre. Le médecin trouva cette attitude étrange et irrespectueuse. Il demanda à une infirmière d'entrer dans la chambre et de chercher à savoir ce que disait le Premier ministre. Elle lui rapporta que Ching-kuo récitait Mencius[3].

Le 5 avril 1975 était le dernier jour de la fête du balayage des tombes (Ch'ing Ming). Cette nuit-là, selon la tradition, les fantômes des ancêtres font les cent pas, se préparant à réintégrer leurs chambres funéraires. Le Dr Hsiung était dans le jardin du palais présidentiel tard le soir admirant les myriades d'étoiles éparpillées dans le ciel d'une

nuit claire. Peu de temps après que Hsiung fut revenu dans la maison et se fut retiré pour la nuit, le médecin de service l'appela, très alarmé. Le cœur du président s'était arrêté. Hsiung passa une robe de chambre, dévala l'escalier et se précipita dans la pièce où était Chiang. Il injecta un stimulant cardiaque et le cœur du président se remit à battre. M^me^ Chiang Soong Mei-ling arriva et elle était à son chevet quand le cœur de son mari s'arrêta à nouveau. Le docteur lui fit une deuxième piqûre et en préparait une troisième quand elle poussa un soupir. «Ne continuez pas», lui dit-elle. Il était quelques minutes avant minuit[4]. A ce moment précis, un énorme orage, accompagné d'éclairs et de tonnerre, s'abattit sur toute l'île, de Taipei à Kaohsiung. Même des hauts fonctionnaires diplômés de Harvard pensèrent qu'il ne s'agissait pas d'une simple coïncidence[5].

Dans les nécrologies qui furent publiés dans le monde entier, la plupart des observateurs présentèrent négativement Chiang Kai-shek comme l'homme qui avait perdu la Chine en tolérant la corruption et l'incompétence à une échelle aussi vaste que la Grande Muraille. A Taiwan, toutefois, le deuil officiel fut extraordinaire. Les cinémas et autres lieux de divertissement furent fermés pendant un mois. Personne n'osa jouer au golf ou au billard. Pendant quatre jours, les chaînes de télévision ne diffusèrent que des films en noir et blanc sur sa vie ou des activités en relation avec ses funérailles. Selon la coutume, les deux frères Chiang enveloppèrent le corps de leur père dans un linceul blanc dans lequel il serait enterré. Plus tard, Wei-kuo en voulut à Ching-kuo de n'avoir pas mentionné, dans son journal, le rôle de son jeune frère au cours des funérailles, pas même son nom[6].

Il était évident que – dans la mort comme dans la vie –, le cœur du Generalissimo n'était pas à Taiwan. Conformément à ses dernières volontés, ses restes furent placés non pas dans le magnifique monument qui allait être érigé à sa mémoire dans la capitale, mais 50 kilomètres à l'extérieur de la ville, dans un modeste sarcophage de marbre noir, au centre d'une pièce sans ornements, dans un lieu de retraite, sur la petite montagne de Tzuhu. Là, son esprit attend encore que «le continent soit recouvré» et que quelqu'un l'emmène chez lui, en Chine.

Douze heures après la mort de Chiang, Yen Chia-kan prêta serment pour devenir le nouveau président et Ching-kuo présenta, pour la forme, sa démission du poste de Premier ministre. Le Comité per-

manent du KMT la refusa à l'unanimité et l'élut président du Comité central du parti. Bien que, pendant trente jours de deuil, Ching-kuo fut totalement hors-jeu, il n'y eut aucune rumeur faisant état d'une quelconque contestation de son leadership.

Cinq jours après la mort de Chiang, Saigon tomba aux mains des Nord-Vietnamiens. Malgré son deuil, Ching-kuo eut un long entretien avec l'ambassadeur Leonard Unger au sujet des implications de la défaite américaine. Il dit à Unger que si la chute de Saigon pouvait apporter une satisfaction temporaire au camp communiste, sur le long terme elle intensifierait le conflit entre Moscou et Pékin. A cette époque, peu d'observateurs, quels qu'ils fussent, imaginèrent ce scénario. En 1970, Ching-kuo avait compris que ce qui se passait au Sud-Vietnam montrait clairement la nécessité cruciale d'être soutenu par la population : l'effondrement du régime de Saigon était une leçon dramatique dont il fallait tirer les conséquences chez soi[7].

Peu de temps après la mort de son père, Ching-kuo commua les sentences de 3 200 prisonniers, dont 200 prisonniers politiques. C'était, jusqu'alors, le geste de réconciliation le plus important qu'il adressait à l'opposition et qu'il ne pouvait probablement faire qu'après la mort de son père, lequel pardonnait beaucoup moins facilement[8]. Ching-kuo transféra ensuite le pouvoir d'approuver de nouvelles publications du Commandement de la garnison au Bureau d'information du gouvernement, que dirigeait Frederick Chien. La 4e division du KMT et le Commandement de la garnison conservèrent toutefois le privilège de fermer les revues « offensantes ».

En août, Chien autorisa une demande soumise par K'ang Ning-hsiang, Huang Hsin-chieh et d'autres dirigeants de l'opposition de publier une nouvelle revue, *The Taiwan Political Review* («La Revue politique de Taiwan»). Cette publication, gérée essentiellement par des Taiwanais de souche, se fit immédiatement plus critique sur le plan politique. Non seulement elle attaqua le KMT et appela à la réélection de toutes les institutions nationales, mais elle milita également en faveur d'un partage plus équitable du pouvoir entre les continentaux et les Taiwanais, sujet qui jusqu'alors avait été totalement tabou[9]. Le cinquième numéro, cependant, alla trop loin en publiant un article d'un professeur chinois résidant en Australie qui affirmait que le peuple de Taiwan devait soit renverser la dictature du KMT,

soit se battre pour une réunification aussi rapprochée que possible avec la mère patrie. Ching-kuo fut d'accord avec le Commandement de la garnison pour estimer qu'il s'agissait là d'«une incitation à la sédition» et approuva la décision de fermer la revue[10]. En mai, deux hommes politiques sans parti très connus furent condamnés à de longues peines de prison pour «avoir eu l'intention de renverser le gouvernement par des moyens illégaux». Les tribunaux militaires, ayant compris qu'ils avaient l'approbation des hautes sphères du pouvoir, rendirent des sentences sévères, pour sédition, contre 30 personnes, membres de la famille et amis d'un parlementaire sans parti[11].

■

L'effondrement des Etats-Unis en Indochine aiguillonna l'intérêt que portait Ching-kuo au projet de développement d'armes secrètes, et notamment la mise au point d'un système de missiles. Au début de 1975, quinze ingénieurs de l'institut Chungshan se rendirent au Massachusetts Institute of Technology (MIT) pour suivre une formation avancée dans le domaine de la navigation par inertie ostensiblement présentée comme liée à la fabrication d'équipements de navigation destinée à des appareils commerciaux. En réponse à des articles de presse, Ching-kuo, dans un rapport au Yuan législatif, révéla que la recherche sur les armes nucléaires avait commencé dès 1958 et que le gouvernement était capable, depuis 1974, de les fabriquer. Il déclara, toutefois, que, bien qu'il ait lui-même été partisan de passer au stade de la production, le Generalissimo avait mis son veto à cette proposition, affirmant que son gouvernement n'utiliserait jamais des armes nucléaires «contre [ses] propres compatriotes[12]».

En fait, les travaux continuèrent aussi bien sur les armes que sur le système de missiles. Les ingénieurs de Taiwan avait presque terminé leur programme en navigation par inertie au MIT lorsque d'autres étudiants accusèrent Taipei de vouloir se servir de cette formation pour construire un système de missiles pour transporter des armes nucléaires. Le Département d'Etat, informé par le réseau d'espions de la CIA, prit prétexte de cette affaire pour supprimer le programme. Les ingénieurs taiwanais retournèrent chez eux, mais avec l'essentiel des connaissances qu'ils étaient venus chercher à Cambridge. En juin 1976, des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique, également informés par le colonel Chang, trouvèrent que dix

barils de combustible usagé contenant 500 grammes de plutonium avaient disparu. En août, le *Washington Post,* se référant à des sources officielles américaines qui lui avaient été communiquées, écrivit que Taiwan retraitait secrètement depuis un certain temps et avait produit le plutonium nécessaire à la fabrication d'une arme nucléaire[13].

Washington exigea que Ching-kuo démantèle l'installation de retraitement et envoie ces équipements par bateau aux Etats-Unis[14]. Après des discussions avec l'ambassadeur Unger, Ching-kuo accepta ces exigences et se sortit de cette impasse par une note diplomatique à l'intention des Américains affirmant que son gouvernement «n'avait aucune intention, quelle qu'elle soit, de développer des armes nucléaires ou de s'engager dans une quelconque activité de retraitement[15]». Le 23 janvier 1977, Ching-kuo publia également une déclaration soutenant l'appel du président Jimmy Carter en faveur d'une complète interdiction des tests nucléaires[16]. Il fit remarquer que Taipei avait signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 1970, s'engageant par là-même à ne pas produire d'engins nucléaires. Si Ching-kuo ordonna de mettre, pour le moment, un terme au programme de retraitement, il décida, en revanche, de poursuivre discrètement le travail de recherche[17].

■

Zhou Enlai mourut le 8 janvier 1976. A ce moment-là, les radicaux du PCC avaient réussi à dresser une fois encore Mao contre Deng Xiaoping. Les journaux contrôlés par l'épouse de Mao, Chiang Ch'ing, attaquaient ouvertement Deng et le défunt Zhou. Le jour de la fête du balayage des tombes, qui tomba le 4 avril, des foules vinrent en masse sur la place de la Paix céleste [Tian'anmen] portant des couronnes de fleurs pour rendre hommage à Zhou. Le jour suivant, la manifestation devint violente et, dans la soirée, les protestataires incendièrent un poste de police. Cinq bataillons des forces de sécurité et dix-mille miliciens firent irruption sur la place, battant et arrêtant les manifestants.

Chiang Ch'ing persuada son mari que Deng était derrière l'action des «contre-révolutionnaires» sur la place de la Paix céleste et que l'entière révolution courait un risque. Sur ordre d'un président diminué, le Bureau politique élimina une fois encore Deng de tous les postes qu'il occupait au sein du parti et du gouvernement. Un secrétaire provincial du PCC, Hua Kuo-feng, qui s'était fait un nom pendant la Révolution

culturelle, devint le successeur à la fois de Mao et de Zhou. Cette fois-ci, Deng fut placé dans un confortable isolement à Canton[18].

Quelques minutes après minuit, le 9 septembre, Chiang Ch'ing entra en trombe dans la chambre du bâtiment 202 de la Cité interdite. Les signes vitaux de Mao s'étaient considérablement affaiblis. «Quelqu'un pourrait-il me dire ce qui se passe?» demanda-t-elle aux médecins et aux membres du Bureau politique rassemblés autour du lit d'hôpital. Le successeur désigné de Mao, Hua Kuo-feng, répondit poliment: «Camarade Chiang Ch'ing, le président est en train de parler avec le Dr Li.»

«Ne vous inquiétez pas, monsieur le président, murmura le médecin au malade, nous allons pouvoir vous aider.» Au même moment, les yeux de Mao se fermèrent et son électrocardiogramme devint plat. Le médecin regarda Chiang Ch'ing; la peur se lisait dans ses yeux. «Qu'est-ce que vous êtes tous en train de faire? cria-t-elle. Vous serez tenus pour responsables[19]!»; mais elle était plus effrayée qu'aucun d'entre eux.

Lorsque Ching-kuo sut que Mao était mort, il dit à l'ambassadeur Unger qu'il y avait de grandes chances que Deng Xiaoping occupe à nouveau une position éminente à Pékin. Il interprétait les attaques continuelles dirigées contre Deng dans les médias chinois comme une preuve que ceux qui détenaient l'autorité craignaient que son vieux camarade de classe ne soit suffisamment puissant pour imposer son propre retour aux affaires. Deng était encore assigné à résidence et son retour – sans même parler de son ascension – n'était pas une éventualité à laquelle on s'attendait. Ching-kuo comprit également que la réhabilitation de Deng et une purge des radicaux augmenteraient les chances d'une complète normalisation des relations de la Chine et des Etats-Unis. Il ne fit pas part de cette conclusion à l'ambassadeur. Quatre semaines plus tard, à Pékin, des membres influents du Bureau politique se liguèrent contre Chiang Ch'ing, ordonnèrent son arrestation ainsi que celle de sa «bande», élirent Hua Kuo-feng à la présidence du parti et rappelèrent Deng à la capitale. L'ère post-maoïste avait commencé[20].

■

Le directeur adjoint de l'Institut des relations internationales, Wei Yung, était l'un de ceux que Ching-kuo consultait sur les affaires du continent de même que celles concernant les Etats-Unis. Wei Yung était un universitaire continental qui avait étudié et enseigné les sciences

politiques et les relations internationales aux Etats-Unis pendant quinze ans. Des conseillers comme Wei contribuèrent à l'analyse équilibrée et raisonnée des événements du monde qui fut la marque de Ching-kuo[21].

Un autre titulaire d'un doctorat américain, James Soong, joignit le groupe de jeunes intellectuels occupant des positions officielles autour de Ching-kuo. Né au Hunan, il avait quitté Taiwan à l'âge de 21 ans pour étudier pendant huit ans aux Etats-Unis. Il obtint un master de Berkeley et un doctorat de Georgetown. Quand Frederick Chien prit la tête du Bureau d'information du gouvernement, il recommanda Soong pour le remplacer comme secrétaire privé de Ching-kuo. En 1974, Soong commença de nouer une relation très proche, presque familiale, avec Ching-kuo qui devait durer jusqu'à la mort de ce dernier.

En novembre 1976, le KMT tint son premier congrès depuis le décès du Generalissimo. Des 48 membres du nouveau Comité central, 16 étaient des Taiwanais de souche, notamment Lee Teng-hui et le maire de Taipei, Lin Yang-kang. Le nouveau Bureau politique de 22 membres comprenait 5 Taiwanais, au lieu de 3 en 1972.

■

Avec la mort de Mao, l'élimination de la Bande des quatre et Deng Xiaoping de retour à Pékin, la stature internationale de la Chine devint chaque jour plus importante. L'image globale de Taiwan, en revanche, était de moins en moins positive. Cinquante pays avaient rompu leurs relations diplomatiques avec la RdC depuis le voyage surprise de Kissinger, en juillet 1971. En 1977, le gouvernement semblait au bord de l'ultime désertion. Le 20 avril, le nouveau secrétaire adjoint pour les affaires d'Extrême-Orient et du Pacifique, Richard Holbrooke, dit à Ching-kuo que le président Carter avait l'intention de poursuivre le processus de normalisation avec Pékin mais qu'il consulterait le gouvernement de Taipei «sur tous les sujets concernés par cette normalisation[22]». En août, Holbrooke revint à Taipei pour donner à Ching-kuo des informations sur le voyage du secrétaire d'Etat Cyrus Vance à Pékin. Holbrooke précisa que les Etats-Unis n'accepteraient aucune normalisation avec la RPC dont les conditions «seraient de nature à mettre en cause la sécurité et le bien-être de la population de Taiwan», mais il confirma que les discussions portaient sur l'éventualité de mettre un terme au traité de sécurité mutuelle. En fait, Vance avait déjà fait savoir à Deng que les Etats-Unis étaient prêts à rendre

le traité caduc, à retirer toutes les troupes américaines de Taiwan et à interrompre les relations diplomatiques avec la RdC[23].

Ching-kuo répondit à Holbrooke qu'il n'y avait effectivement qu'une seule Chine, mais que la RdC incarnait et représentait ce concept national. Il admit que cela paraissait utopique et abusif, mais que c'était la seule solution au problème Taiwan-continent. A la fin de l'entrevue, Ching-kuo ne manifesta aucune mauvaise humeur. Tout au contraire, il transmit ses vœux au président Carter et déclara qu'il était heureux que les Etats-Unis aient un «nouveau et grand président[24]».

Comme l'avait laissé prévoir l'atmosphère de l'entretien, Ching-kuo était satisfait de pouvoir se mesurer à ce nouveau défi et le conclure à l'avantage de Taiwan. Il était, de toute façon, nécessaire de faire tout ce qui était possible pour ralentir la course des événements. Cinq mois après la mort du Generalissimo, accompagnée de 17 personnes et d'innombrables bagages, M^me^ Chiang se rendit à New York pour un traitement médical[25]. Dès son arrivée, elle fut très occupée au téléphone à essayer de rallier le soutien d'Américains particulièrement influents. Ching-kuo, de son côté, autorisa le lancement d'une campagne de presse dont le résultat fut l'envoi, par des résidents de Taiwan, de 250 000 lettres personnelles au président Carter demandant à l'Amérique de ne pas déserter ses anciens alliés. Sous différentes bannières et pour différentes raisons, des centaines de leaders d'opinion américains se rendirent sur l'île pour se rendre compte de sa prospérité et de sa stabilité. Des pages entières de publicité exposant la position de Taiwan apparurent dans le *New York Time* et d'autres journaux américains. Ces efforts intensifs pour toucher les gens et d'autres actions de relations publiques eurent un effet indéniable. Des sondages montrèrent que la majorité des Américains était favorable à l'établissement de relations diplomatiques avec Pékin, mais à condition de ne pas couper les liens avec Taipei. Néanmoins, les journaux de Taiwan tinrent une chronique très détaillée de l'inclination croissante des Etats-Unis en faveur de Pékin. La société nationale qui avait à Taiwan le monopole de la vente de tabac commença d'imprimer sur tous les paquets de cigarettes l'une des injonctions favorites des Chiang: «Restez calme en face de l'adversité[26].»

L'amiral Wang Hsi-ling intensifia ses actions secrètes pour mobiliser les étudiants chinois et la communauté ethnique chinoise résidant

aux Etats-Unis dans le but d'influencer l'opinion publique et celle des membres du Congrès. Des sources amicales lui communiquèrent des informations internes concernant la politique américaine à l'égard de la Chine et de Taiwan[27]. En une occasion, Frederick Chien révéla par inadvertance à un haut fonctionnaire américain qu'il avait pris connaissance d'un document américain extrêmement secret[28]. Le FBI surveilla les activités de l'amiral. En fait, le bureau du contre-espionnage avait infiltré le réseau d'agents secrets de Wang – pour la plupart des Sino-Américains – et avait un parfait contrôle des projets du renseignement taiwanais[29]. En juin 1977, des fonctionnaires fédéraux prirent confidentiellement la décision de placer Taiwan sur la liste des nations dont les «activités de renseignements sont nuisibles à la sécurité nationale des Etats-Unis ou sont une grave préoccupation pour elle, si bien qu'une action de contre-espionnage est rendue nécessaire». Cette décision signifiait que le FBI, la NSA et la CIA allaient se livrer à une surveillance intensive de toutes les activités des fonctionnaires et des agents nationalistes aux Etats-Unis.

Dans l'automne de 1977, l'amiral Wang eut un déjeuner avec Henry Liu, un journaliste né sur le continent mais éduqué à Taiwan. Le GPWD avait formé initialement Liu comme journaliste et agent et il recevait des fonds de l'IBMND pour faire des rapports sur ses voyages en Chine. Mais lorsqu'il était sur le continent, Liu informait les services chinois de renseignements de l'évolution de la situation à Taiwan. Lorsqu'il retournait aux Etats-Unis, il fournissait au FBI des informations sur ses contacts à la fois en Chine et à Taiwan. L'amiral Wang dit à Liu que ses articles avaient, pendant des années, été embarrassants pour son pays. Faisant appel à son patriotisme, il demanda à Liu d'adoucir ses critiques à l'égard de la famille Chiang. Liu, qui était d'une nature conciliante, promit de le faire. Il regretta immédiatement, toutefois, d'avoir pris cet engagement et il se mit à écrire des articles éreintant Ching-kuo, le qualifiant de «dernier empereur de Chine[30]». L'amiral, ayant déjà rapporté qu'il avait réussi à convaincre Liu de déjeuner avec lui et que ce déjeuner avait été un succès, en fut révolté[31].

■

La promotion des droits de l'homme par le gouvernement de Carter eut également un impact sur Taiwan. Prévoyant l'insistance de Carter à ce sujet, Ching-kuo prit l'initiative, le 25 décembre 1976,

d'une «année des droits de l'homme» à Taiwan. Ces droits, proclama-t-il, étaient garantis à Taiwan, mais la menace communiste et le besoin corollaire de préserver l'ordre rendaient nécessaires certaines restrictions à la liberté[32]. Ching-kuo employait cet argument depuis le début des années 1950 lors d'entretiens privés avec des Américains. Qu'il soit utilisé publiquement lorsqu'il essayait de justifier toutes les entorses au principe de la liberté individuelle plaça, toutefois, le régime sur la défensive, intellectuellement et moralement.

Les statistiques de son gouvernement sur les droits de l'homme, affirma Ching-kuo, avaient été interprétées de manière incorrecte. Seulement 254 personnes accusées de sédition étaient emprisonnées et seule l'une d'entre elles avait été exécutée. Il invita les pays de bonne volonté à envoyer des observateurs sur place pour le constater par eux-mêmes[33]. Des personnalités de l'opposition taiwanaise vivant à l'étranger affirmaient au contraire qu'il y avait 8000 prisonniers politiques sur l'île. Un sous-comité du Sénat américain organisa une audition à ce sujet et, plus tard, il devint établi que les chiffres de Ching-kuo étaient proches de la vérité. Certains observateurs firent remarquer toutes les précautions prises dans le traitement des cas de sédition à Taiwan : la collecte méticuleuse des preuves, la retenue dans les arrestations et les sentences relativement légères[34]. Le premier rapport sur les droits de l'homme publié par le Département d'Etat concluait que «le Chinois moyen [à Taiwan] vaque à ses occupations sans anxiété à l'égard d'un gouvernement répressif[35]».

Les élections combinées, à la fois locales, provinciales et nationales, qui eurent lieu en novembre fournirent un exemple très significatif de l'évolution politique dans la démocratie contrôlée et très limitée de Taiwan. Lee Huan était toujours le directeur du Département de l'organisation au sein du KMT (en même temps que directeur des Jeunesses) et, en tant que tel, il était chargé de la sélection des candidats du KMT et de la campagne du parti. Le KMT s'attendait à ce que Lee obtienne une autre écrasante victoire. Le Comité permanent avait décidé d'organiser en même temps des élections locales et nationales, malgré l'opposition de Lee Huan, qui fit valoir que le KMT pourrait mieux concentrer ses moyens dans des élections séparées[36]. Egalement contre l'avis de Lee, le Comité permanent avait choisi de reconduire les magistrats sortants des districts sans tenir compte de leurs résultats ni de leur popularité[37].

Avant le jour de l'élection, Lee fit savoir à Ching-kuo qu'en raison de ces décisions le KMT perdrait probablement un assez grand nombre de sièges importants. Ching-kuo lui dit que le parti devait utiliser tous ses avantages, mais qu'aucune irrégularité ne devait être autorisée. « Tout ce dont nous avons besoin, précisa-t-il, c'est de 51 % des suffrages[38]. » Le jour de l'élection, différentes rumeurs se répandirent, faisant état de pratiques irrégulières. Vers 14 heures, au bureau de vote de Chungli, un membre de l'organisation électorale fut surpris en train d'aider un couple illettré à remplir son bulletin de vote. L'assesseur délégué par le candidat indépendant, Hsu Hsin-liang, protesta de manière véhémente. Une foule se rassembla et menaça les représentants de l'administration. La police les escorta jusqu'au poste de Chungli, situé de l'autre côté de la rue. La foule devint de plus en plus importante. Les assistants de Hsu pendant la campagne s'adressèrent aux protestataires, leur promettant que les tribunaux seraient saisis de cette affaire. Certains crièrent : « A quoi sert la loi… Les tribunaux leur appartiennent ! » Vers 16 heures, les manifestants brisèrent les vitres du poste de police et brûlèrent plusieurs véhicules de police[39].

La police informa par radio le siège central de Taipei de la situation difficile à laquelle elle était confrontée, lequel, à son tour, appela le bureau du Premier ministre. Ching-kuo rassembla en hâte un petit groupe de hauts fonctionnaires dans son bureau. Certains étaient partisans d'envoyer des troupes pour rétablir l'ordre. Des unités de police antiémeutes étaient sur place et une unité du Commandement de la garnison n'était pas très loin. Ching-kuo s'y opposa et déclara : « Nous ne ferons pas appel à l'armée. » Informé de l'instruction qu'en aucun cas, quelles que soient les circonstances, ses hommes ne devraient tirer sur la foule, le chef du poste de police de Chungli ordonna d'utiliser des gaz lacrymogènes seulement lorsque les manifestants atteindraient le deuxième étage. Les gaz toxiques eurent peu d'effet et les unités antiémeutes se hissèrent à l'extérieur grâce à une sortie située au sommet des escaliers. Le feu se propagea au dortoir de la police et aux maisons voisines. La foule se dispersa, certains en courant pour protéger leur propre maison[40].

Le KMT l'emporta dans « seulement » 76 % des 1 318 élections où se présentait également un candidat non-KMT ; il perdit, en outre, plusieurs sièges de chefs de district et de maires. De hauts cadres

du KMT dirent à Ching-kuo que Lee Huan était responsable de ces échecs. Ching-kuo fit appeler Lee et lui déclara : « Beaucoup de gens vous critiquent. Je sais que ces résultats sont dus aux décisions du parti, mais il vaut mieux que vous donniez votre démission[41]. » Comme président par intérim de l'état-major du parti au niveau de la province, Ching-kuo choisit un autre ancien combattant de l'Armée des jeunesses, l'érudit P'an Ch'en-ch'iu.

■

Indépendamment de son rôle dirigeant dans les affaires intérieures et internationales, Ching-kuo imprima de plus en plus sa propre marque sur la politique économique. Il créa un nouveau Conseil pour la planification et le développement économique, plus interventionniste, dont la direction fut confiée au conservateur Yu Kuo-hua. Calqué sur le ministère japonais de l'Industrie et du Commerce, le Conseil centralisa à nouveau le processus de décision économique, prenant la responsabilité de la planification macroéconomique, établissant des priorités, jouant un rôle de coordonnateur et d'évaluateur des différents secteurs de l'économie. L'objectif principal du Conseil était de développer la capacité de Taiwan à « créer de nouveaux produits, d'augmenter leur valeur ajoutée et, verticalement, d'intégrer son industrie électronique dans l'économie générale[42] ».

La moitié de la population de l'île vivait maintenant dans des zones urbaines et de nombreux habitants des campagnes étaient en fait employés dans des industries locales ou travaillaient temporairement dans les villes[43]. Lors de ses marches, Ching-kuo pouvait voir de frappants exemples de l'enrichissement croissant de l'ancienne société paysanne. Tous ne lui plaisaient pas. Les publicités vantant des « appartements luxueux », des « voitures luxueuses » et de « luxueuses vacances » l'irritaient ; il haïssait le mot « luxueux ». Le revenu par tête atteignait 900 dollars américains. Egalement importante, et même peut-être plus importante encore, était la distribution de plus en plus équilibrée de cette nouvelle richesse, distribution plus équitable que dans n'importe quel autre pays capitaliste du monde. En 1976, la part des 40 % les plus pauvres était passée de 11 à 22 % du revenu national et celle des 20 % les plus riches était tombée de 61 à 39 %[44].

20
Le divorce

En 1976, Yen Chia-kan décida à nouveau, et très opportunément, de donner sa démission, cette fois-ci de la présidence, et il recommanda Ching-kuo pour lui succéder. De Quemoy à Taipei, en passant par Tainan, des danses du dragon et des pétards marquèrent l'annonce de la nomination, par le KMT, de Chiang Ching-kuo comme candidat du parti à l'élection du président par l'Assemblée nationale. Des affiches rédigées en gros caractères apparurent sur les campus universitaires, à travers toute l'île, saluant la nouvelle[1]. Ching-kuo choisit le gouverneur de Taiwan, Hsieh Tung-min, un semi-continental âgé de 71 ans, comme son candidat à la vice-présidence et l'ingénieur électricien Sun Yun-suan comme nouveau Premier ministre.

Le 21 mars 1978, l'Assemblée nationale, qui comptait un peu plus de 1 200 membres élit le «ticket» KMT presque à l'unanimité. Deux mois plus tard, Ching-kuo fut officiellement intronisé comme président lors d'une grandiose cérémonie. La chanteuse d'opéra de Pékin, Ku Cheng-ch'iu, que Ching-kuo avait vainement poursuivie de ses avances, sortit de sa longue retraite et, bien qu'elle ne fût plus très jeune, elle donna un spectacle[2]. Certains remarquèrent que la fille du nouveau président, Amy, et sa famille n'étaient pas venues d'Amérique pour cette intronisation[3]. Le jour suivant, la présidence publia une recommandation à la presse l'engageant à ne pas donner à Ching-kuo le titre de «leader» (*ling hsiu*). Un autre mot d'ordre circula selon lequel, en aucune circonstance, l'acclamation impériale *wan sui* (littéralement «dix mille ans») ne soit utilisée pour le nouveau président comme elle l'avait été pour tous les précédents dirigeants de la Chine, y compris le Generalissimo et Mao Zedong. On était entré, précisa Ching-kuo, dans l'ère de la démocratie, et il se considérait lui-même comme un simple membre du parti et un citoyen ordinaire[4].

Tout le monde constata que le président Carter n'envoya qu'une délégation de bas niveau à la cérémonie et, nouvel exemple de maladresses de programmation, Zbigniew Brzezinski arriva à Pékin ce même jour pour des discussions avec les autorités chinoises. Ching-kuo demanda à Frederick Chien de rédiger un projet de mémoran-

dum sur les défis politiques auxquels le gouvernement nationaliste aurait à faire face et les différentes options qu'il pourrait choisir au cas où les Etats-Unis rompraient les relations diplomatiques. Chaque scénario devait inclure un ensemble de contre-mesures que le gouvernement adopterait dans cette éventualité[5].

Il avait l'intention de gérer avec beaucoup de prudence et de réalisme la situation internationale unique de Taiwan et il fit montre d'une flexibilité croissante sur les questions de représentation. En avril, le comité olympique de Taiwan opéra une volte-face majeure en déclarant qu'il ne s'opposerait pas à l'admission de Pékin au mouvement olympique à condition que l'appartenance de Taipei à ce mouvement ne fût pas remise en cause. Lors d'un entretien le 29 mai avec l'ambassadeur Unger, le président Chiang réitéra l'«opposition totale» de son gouvernement à la normalisation des relations entre les Etats-Unis et la RPC, mais il exprima l'espoir que si néanmoins Washington en décidait ainsi, elle voudrait bien, en même temps donner à Taiwan l'assurance que ses liens avec les Etats-Unis resteraient essentiellement ce qu'ils avaient été dans le passé. C'était presque une acceptation blasée de l'inévitable. Dans sa dépêche rapportant l'entretien, Unger concluait que, quelque amère que soit la pilule de la normalisation, y compris une rupture des liens diplomatiques et militaires avec Taiwan, Ching-kuo serait désireux de poursuivre des relations avec les Etats-Unis aussi étroites que Washington l'autoriserait[6].

■

Dans le même temps, en Chine, Deng Xiaoping était porté par une vague anti-Révolution culturelle. Il annonça de nouvelles politiques pragmatiques concernant l'éducation; les intellectuels et les réformateurs commencèrent à écrire des articles sur des thèmes tels que «chercher la vérité à partir des faits» ou «la pratique est le seul critère de la vérité». Les étudiants placardèrent des «affiches en gros caractères» dans les parcs et les campus universitaires dénonçant les horreurs de la Révolution culturelle et l'urgent besoin de réformes démocratiques. Deng s'attachait également à gérer les affaires internationales, notamment les tensions croissantes avec le Vietnam, que Ching-kuo avait prévues. En raison de ces dissensions avec le Vietnam, les relations sino-soviétiques devinrent une nouvelle fois difficiles, et les Soviétiques renforcèrent leurs troupes à la frontière. Les gauchistes

étant maintenant sur la défensive, Deng relança les négociations avec l'Amérique, manœuvrant pour que Brzezinski, le conseiller pour la sécurité nationale, qui était très favorable à ce que la normalisation avec la RPC aille de l'avant, effectue une visite à Pékin au mois de mai.

■

Maintenant qu'il était devenu président, Ching-kuo, âgé de 68 ans, disposait d'une équipe médicale spéciale pour prendre soin de lui. Lors de son premier examen, le responsable de l'équipe, le Dr Chiang Bi-ling, trouva que la santé du chef de l'Etat n'était pas trop mauvaise. Pendant de nombreuses années, il avait reçu, par piqûres, des doses journalières d'insuline, mais, pour le moment, son diabète était sous contrôle. Son cœur était normal. Il n'avait rien d'un athlète mais, presque chaque semaine, il continuait de faire des marches dans la campagne, dans la montagne ou pour visiter les sites de différents projets[7]. Peu de temps après ce premier examen médical présidentiel, il commença, toutefois, de se plaindre que ses pieds et ses jambes ne fonctionnaient pas normalement[8].

Ching-kuo, néanmoins continuait de prêter très peu attention à ce qu'il mangeait. Il dit à son ami Hsiung Yuan (le médecin de son père) «qu'il était nécessaire d'écouter les médecins, mais pas trop[9]». Souvent la famille se nourrissait de restes parce qu'il avait décrété qu'il ne fallait rien jeter. Ching-kuo et sa famille continuèrent de résider dans la maison plutôt modeste de Seven Seas, mais quand il devint président, des cuisiniers professionnels, spécialisés aussi bien dans la cuisine occidentale que dans la cuisine chinoise, furent chargés de préparer les repas[10]. La facture pour la nourriture présidentielle, toutefois, ne représentait qu'une fraction de qu'elle avait été sous la précédente génération[11].

Le gouvernement mit à sa disposition une Cadillac blindée, mais Ching-kuo continua d'utiliser sa vieille Buick et donna la nouvelle limousine au vice-président Hsieh. Le résultat amusa les badauds qui se rassemblaient lors des réunions ou des cérémonies officielles. Le vice-président arrivait dans sa voiture de luxe, puis le président arrivait à son tour conduisant lui-même sa Buick d'un autre âge. Ching-kuo emménagea dans le vaste bureau que son père avait occupé dans le palais présidentiel. Malgré le mauvais état de ses jambes, il continua de se lever chaque fois que l'un de ses collaborateurs ou un visiteur entrait dans la pièce[12].

■

Pendant l'année 1978, les organes de sécurité démontrèrent qu'ils n'agissaient pas seulement contre la véritable sédition, dont les conséquences pouvaient être sérieuses, mais qu'ils ciblaient également ceux qui s'aventuraient trop près de la ligne incertaine qui séparait les activités politiques permises de celles qui ne l'étaient pas. La police accusa huit personnes d'être impliquées dans les émeutes de Chungli et confisqua 10 000 exemplaires d'un livre sur les élections de 1977 et les désordres auxquels elles avaient donné lieu. En septembre, l'un des journaux indépendants de langue chinoise les plus critiques, le *Taiwan Daily News,* dut être vendu au gouvernement sous la pression des autorités[13].

L'atmosphère politique sur l'île était néanmoins optimiste. L'opposition élargissait régulièrement les limites du débat. Les élections des institutions parlementaires nationales, prévues fin décembre, suscitaient de plus en plus d'intérêt. Dans l'Assemblée provinciale, certains membres critiquèrent violemment la police et, en octobre, un des principaux journaux souleva la question de la levée de la loi martiale. Lors d'une séance de questions du Yuan législatif, K'ang Ning-hsiang lança un appel au président pour qu'il prenne les mesures spécifiques nécessaires en vue de parvenir à la démocratie politique. Dans sa réponse, Ching-kuo insista sur le fait que pour réaliser l'idéal démocratique il était indispensable de prendre en compte la réalité et cela impliquait une approche progressive, « pas à pas[14] ». Pour démontrer sa bonne volonté, il donna instruction aux commandants militaires de ne pas influencer le vote des soldats ou de leurs familles lors des prochaines élections. En même temps, il ordonna aux services de sécurité de ne plus harceler les opposants[15].

Comme les élections de fin d'année approchaient, les candidats sans parti aux 38 sièges à pourvoir du Yuan législatif et aux 58 sièges de l'Assemblée nationale formèrent un groupe ad hoc pour coordonner leur campagne. Dirigé par K'ang Ning-hsiang, le groupe publia une plateforme politique en douze points exigeant notamment la levée de la loi martiale, une amnistie pour tous les prisonniers politiques et l'élection au suffrage direct de tous les mandats électifs[16]. Une telle plateforme était sans précédent. Pour la première fois, la presse établie, favorable au pouvoir, appartenant la plupart du temps à des membres loyaux du KMT, commença de publier les photos, les noms et même la

plateforme des candidats sans parti. Au début du mois de décembre, de nombreux journaux rendirent compte d'un rassemblement de quelque 500 candidats et militants. Le Commandement de la garnison essaya vainement de persuader la presse de limiter sa couverture des activités de l'opposition. Ts'u Sung-ch'iu, responsable du bureau des affaires culturelles du parti, affirma publiquement que la nouvelle ouverture de la presse était un «bon signe[17]». Les chaînes de télévision et les stations de radio, toutes détenues par le KMT, continuèrent d'ignorer pratiquement l'opposition, mais, malgré cette censure, la campagne et les élections promettaient d'être un pas en avant significatif.

L'évolution de la politique internationale, toutefois, fit rapidement dérailler ce processus de libéralisation. Le 3 novembre, Moscou et Hanoi signèrent un nouveau traité d'amitié et de coopération qui paraissait être une réponse à la tension croissante qui prévalait entre le Vietnam, d'une part, et le Cambodge de Pol Pot et la Chine, d'autre part. Cette même année, des militaires pro-soviétiques s'emparèrent du pouvoir en Afghanistan et au Sud-Yémen. Mengistu Hailé Mariam, qui s'était imposé comme leader de l'Ethiopie l'année précédente, appartenait lui aussi clairement au camp soviétique, de même que les nouveaux gouvernements communistes d'Angola et du Mozambique. Dans l'hémisphère occidental, des forces procastristes avaient pris le pouvoir au Nicaragua et à la Grenade, tandis que des guérillas communistes semblaient sur le point d'être victorieuses au Salvador. L'influence de l'Union soviétique était en hausse. La Chine et les Etats-Unis ressentirent un urgent besoin de faire progresser leur relation stratégique. A l'automne de 1978, la Chine signa son propre traité de paix et d'amitié avec le Japon, et Deng montra une certaine souplesse sur la question de Taiwan dans le cadre de la normalisation Etats-Unis–Chine. L'âpre conflit politique au sujet du traité concernant le canal de Panama étant désormais derrière lui, le gouvernement du président Carter était prêt à aller de l'avant dans la reconnaissance de Pékin. Des négociations sino-américaines confidentielles et très sérieuses commencèrent sur la question de l'établissement de relations diplomatiques officielles.

■

Indépendamment de ses sources clandestines, l'ambassade nationaliste comptait de nombreux amis aussi bien au sein de l'exécutif

qu'au Congrès, mais Taipei ne sut rien de ces négociations. Le secret était aussi important pour Carter et son équipe qu'il l'avait été pour Nixon et Kissinger. Ching-kuo n'ignorait pas que Jimmy Carter souhaitait vraiment parvenir à un accord avec Pékin avant que son mandat se termine, mais il pensait que cet objectif était encore éloigné. Les Américains avaient promis à Ching-kuo qu'il serait au moins consulté avant que le gouvernement de Carter ne fasse le dernier pas. Le 13 décembre, les négociations à Pékin sur le communiqué annonçant la normalisation furent sur le point d'échouer sur le seul sujet en souffrance: les ventes d'armes des Etats-Unis à Taiwan. Deng protesta auprès de l'ambassadeur américain Leonard Woodcock, affirmant que si l'Amérique continuait de vendre des armes à Taiwan après la normalisation des relations avec la RPC, «Chiang Ching-kuo allait faire, comme un paon, une roue de dix mille mètres de diamètre» et pourquoi, alors, voudrait-il négocier avec lui, Deng, sur la réunification? A la dernière minute, Deng donna son accord à un compromis sur cette question. Les Etats-Unis accepteraient un moratoire d'un an sur ces ventes d'armes, mais aucune autre limitation, tandis que la partie chinoise déclarerait publiquement qu'elle était violemment opposée à toute vente de cette nature par les Etats-Unis[18]. Lorsque Carter apprit cette nouvelle, il décida d'annoncer publiquement l'accord deux jours plus tard et il donna instruction au Département d'Etat d'en informer Chiang Ching-kuo deux heures avant sa déclaration radiodiffusée. Ultérieurement, le préavis fut porté à douze heures[19].

Il était 22 heures à Taipei, le 16 décembre, quand un télégramme «extrêmement urgent» arriva à l'ambassade américaine demandant à l'ambassadeur de se rendre immédiatement à l'état-major du Haut Commandement de la défense de Taiwan, la seule installation militaire américaine disposant d'une ligne téléphonique protégée avec Washington, pour un appel très important. Unger, contrairement à l'usage, avait négligé de dire au marine de service où on pourrait le joindre. Le conseiller politique Mark Pratt le trouva finalement, vêtu d'un smoking et d'un nœud papillon rouge, au bal de Noël du club universitaire américain. Unger et Pratt se précipitèrent au Haut Commandement de la défense de Taiwan et, un peu avant minuit, l'ambassadeur put s'entretenir au téléphone avec Harvey Feldman, directeur des Affaires de Taiwan au Département d'Etat. Feldman dit à Unger

d'informer immédiatement Ching-kuo que le président Carter allait annoncer un accord avec Pékin prévoyant l'établissement de relations diplomatiques avec la RPC à compter du 1er janvier et simultanément la rupture des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et la RdC. Le moment choisi pour cette annonce fut une surprise pour Unger : en octobre, Feldman et lui étaient convenus que Ching-kuo aurait besoin de deux semaines pour se préparer à une telle rupture.

■

Il était presque 3 heures à Taipei lorsque Unger réussit à joindre par téléphone James Soong, l'assistant de Ching-kuo, qui était en même temps directeur adjoint du Bureau d'information du gouvernement. Il lui dit qu'il devait absolument voir le président pour un sujet extrêmement urgent. Soong vérifia le programme du président avec le collaborateur responsable, puis rappela Unger pour lui confirmer un rendez-vous à 9 heures. Soong téléphona alors à Frederick Chien et le réveilla. Chien n'avait aucune idée de ce qui pouvait bien expliquer une demande aussi urgente. Soong était à peine rentré chez lui qu'Unger le rappela. L'ambassadeur était très embarrassé que le préavis ne soit que de deux heures et insista pour voir le président dès que possible. « Est-ce que l'événement a eu lieu ? » demanda Soong . Unger ne fit que répéter : « Je dois voir le président[20]. » Soong retourna à la résidence, réveilla le président et l'informa que l'ambassadeur Unger voulait le voir immédiatement. Unger et Pratt arrivèrent à Seven Seas et, en présence de Soong et de Chien, communiquèrent au président le texte de l'annonce officielle des Etats-Unis. Ching-kuo était calme. Les Etats-Unis, dit-il à Unger, regretteraient cette décision. La RdC avait toujours été une amie et une alliée loyale et le demeurerait. Les communistes ne seraient jamais ni l'une ni l'autre. Unger demanda que le gouvernement nationaliste ne laisse filtrer aucun mot de ce message avant 8 heures. Ching-kuo ne prit aucun engagement. « Je suis le président de la République », dit-il, « je suis responsable de la sécurité de mon peuple et je ferai ce que je jugerai approprié de faire[21]. »

Quand Unger et Pratt se retirèrent, Ching-kuo demanda à Soong de convoquer certains responsables pour une réunion d'urgence. Soong et Chien commencèrent à téléphoner aux membres du gouvernement et à d'autres personnalités qui figuraient sur la liste que leur avait donnée Ching-kuo. A 7 heures, tous ceux qui avaient été convoqués se

retrouvèrent à Seven Seas. Le ministre des Affaires étrangères, Shen Ch'ang-huan, offrit sa démission, mais Ching-kuo la refusa. La réunion se poursuivit pendant le petit déjeuner, puis le président et ses collègues se rendirent au siège du parti pour une réunion du Comité permanent. Le gouvernement de la République de Chine diffusa une déclaration à la radio et à la télévision dès que Carter eût annoncé sa décision. Soong et d'autres estimèrent que cette réponse immédiate aida la nation à prendre les choses avec calme. Le Bureau politique décida également de reporter les élections qui devaient avoir lieu dans une semaine. A 10 heures, Ching-kuo suivit à la télévision l'annonce faite par Carter:

> A compter du 1er janvier 1979, les Etats-Unis reconnaîtront la République populaire de Chine comme le seul gouvernement légal de la Chine […]. A la même date […], les Etats-Unis notifieront à Taiwan qu'ils mettent un terme à leurs relations diplomatiques et que le traité de défense mutuelle entre les Etats-Unis et la République de Chine prendra fin en conformité avec les dispositions de ce traité […]. A l'avenir, le peuple américain et le peuple de Taiwan poursuivront des relations commerciales, culturelles et autres sans représentation gouvernementale officielle et sans relations diplomatiques.

■

Carter s'efforça de rassurer le vieil allié des Américains en ajoutant que «cette normalisation des relations entre [leur] pays et la République populaire n'aurait pas de conséquences négatives sur le bien-être de la population de Taiwan», mais une telle promesse ne semblait pas avoir beaucoup de poids. Le statut diplomatique de Taiwan était maintenant dans un flou total. Dans la soirée, Ching-kuo s'adressa par radio à la nation, demandant à la population de rester forte et confiante. Les Etats-Unis, déclara-t-il, n'avaient pas honoré leurs engagements à l'égard du traité et avaient «provoqué un choc négatif considérable dans tout le monde libre». La RdC ne négocierait jamais avec le régime communiste et n'abandonnerait jamais non plus sa tâche sacrée de reconquérir le continent. En privé, Ching-kuo confia à ses collaborateurs qu'il n'y avait aucune raison de s'inquiéter. Ils devaient simplement rester fermes et travailler deux fois plus. Toujours pratique, il insista sur la nécessité d'augmenter l'investissement étranger[22].

Malgré sa réaction modérée, Ching-kuo, apparemment, approuva une démonstration contrôlée de colère à l'égard des Américains. Au cours des deux nuits qui suivirent l'annonce de Carter, une foule de jeunes manifestants jeta des pierres et des œufs sur l'ambassade américaine à Taipei. A un moment donné, les marines de garde durent faire usage de gaz lacrymogènes pour repousser les émeutiers et les empêcher de prendre d'assaut le bâtiment. Les diplomates américains eurent le sentiment que le Corps des jeunesses avait organisé les protestations. De leur côté, Carter et Deng semblaient avoir eu raison dans leurs calculs géopolitiques antisoviétiques lorsque, le jour de Noël, des troupes vietnamiennes envahirent le Cambodge et, en moins de deux semaines, occupèrent Phnom Penh. Le représentant chinois au Conseil de sécurité, Ch'en Chu, accusa Moscou d'utiliser le Vietnam comme son «Cuba asiatique» pour tenter d'imposer son hégémonie au monde entier.

Le 27 décembre, le secrétaire d'Etat adjoint, Warren Christopher, vint passer deux jours à Taipei pour discuter des nouvelles relations non officielles entre les Etats-Unis et Taiwan. Frederick Chien l'accueillit froidement à l'aéroport. Unger et Pratt étaient également présents. Au moment où le convoi de voitures franchit la porte d'accès à l'aéroport, une foule de contestataires commença à jeter de la peinture, des œufs et des pierres sur les véhicules transportant les Américains. Lorsque les voitures durent s'arrêter, la foule devint plus violente et brisa les glaces. Un manifestant réussit à frapper Christopher au visage, lui cassant ses lunettes. Avant de s'allonger sur le plancher du véhicule, Pratt et ses collègues assiégés remarquèrent des agents de sécurité en civil s'efforçant d'empêcher les attaques les plus violentes en se jetant eux-mêmes sur les fenêtres de la voiture.

Après une demi-heure, les troubles cessèrent brusquement et le convoi put poursuivre sa route. Tout le monde avait les nerfs à bout ,mais personne n'avait été sérieusement blessé. Il apparut que les autorités avaient soigneusement mis en scène l'émeute – quelqu'un avait même placé des toilettes portatives le long du parcours – de manière qu'il y ait une spectaculaire démonstration de violence mais pas d'atteinte sérieuse aux personnes. Le matin suivant une foule d'environ 20000 individus se rassembla devant le ministère des Affaires étrangères criant des slogans antiaméricains et piétinant des

cacahuètes en signe de mépris pour le président Carter. La manifestation contraignit au report de la première journée de discussions. Les diplomates américains estimèrent que Wang Sheng avait été l'organisateur de ces événements et qu'il avait utilisé des agents du Corps des jeunesses et du GPWD[23].

Le 29 décembre, finalement, Ching-kuo et Christopher se rencontrèrent. Ching-kuo déclara que les futures relations entre Taiwan et les Etats-Unis devaient reposer sur cinq principes de base : « la réalité, la continuité, la sécurité, la légalité et les "contacts gouvernementaux" ». Ce dernier principe signifiait qu'un mécanisme au niveau des deux gouvernements devrait être mis en place pour que les relations entre les deux pays puissent se poursuivre[24]. Christopher répondit que cela ne serait pas possible. L'entretien se termina froidement.

■

Le 1er janvier 1979, les Etats-Unis et la Chine ouvrirent officiellement une nouvelle ère de relations diplomatiques. Quelques jours avant, l'ambassadeur Unger vint faire ses adieux à Ching-kuo. Le président fut charmant et amical[25]. A Washington, le Département d'Etat notifia officiellement au gouvernement nationaliste, avec un préavis d'un an, son intention de se retirer du traité de défense mutuelle. Le gouvernement de Carter révéla également la concession qu'il avait consentie à Deng à la dernière minute : un moratoire d'un an sur les ventes d'armes à Taiwan. La rupture accomplie par Carter, surtout au début, porta sur les nerfs de la population de l'île, beaucoup plus que ne l'avaient fait les événements de 1971-1972. Au marché noir, le nouveau dollar de Taiwan perdit rapidement de sa valeur et la Bourse chuta de presque 10 %. Le malaise de l'île s'intensifia en même temps que Deng et la puissante République populaire commencèrent de jouir d'une énorme publicité dans le monde entier. En Chine, l'idée dominante de changement, encouragée par Deng et ses partisans, faisait rapidement son chemin parmi les intellectuels et la jeunesse des villes. Les « affiches en gros caractères » étaient maintenant devenues un phénomène politique spectaculaire. Des milliers d'étudiants collaient des proclamations, des manifestes et des poèmes appelant à une société plus juste. Une zone, à l'ouest de la Cité interdite, devint très connue comme lieu d'affichage et fut bientôt célèbre dans le monde entier sous le nom de « Mur de la démocratie ». Deng

déclara que ces expositions d'affiches constituaient un «bon exercice pour l'expression des droits individuels[26]».

Le 29 janvier, juste après que le magazine *Time* eut choisi Deng comme homme de l'année, le plus puissant dirigeant du Parti communiste chinois arriva aux Etats-Unis. Son périple tourbillonnant de six jours, qui incluait un rodéo au Texas, où il porta un chapeau de cow-boy, captiva le peuple américain. Deux semaines après le retour de Deng à Pékin, l'APL envahit le Vietnam pour «donner une leçon à Hanoi» et l'obliger à retirer ses troupes de première ligne du Cambodge. L'une des conséquences majeures de cette guerre sino-vietnamienne non déclarée, conséquence peut-être souhaitée par Deng, fut de détourner l'attention des militaires chinois de la question de la libération de Taiwan et de la focaliser sur l'antagonisme avec le bloc soviétique, auquel le Vietnam semblait maintenant faire clairement partie. Le 5 mars, l'APL se retira du Vietnam, mais une série de barrages d'artillerie et d'accrochages s'ensuivit. Ce fut la guerre la plus sanglante opposant des pays communistes.

Malgré l'accueil enthousiaste que Deng avait reçu aux Etats-Unis, une coalition de sénateurs conservateurs et libéraux (qui comprenait Ted Kennedy, lequel se préparait à se déclarer contre Carter lors des nominations à la présidence de 1980) était déterminée à intensifier l'engagement continu des Etats-Unis à l'égard de Taiwan. Les sénateurs étaient irrités que l'exécutif ne les ait pas consultés sur l'abandon du traité de défense. Le sénateur Goldwater proposa que Taipei se livre à une action de lobbying intensif pour préserver à la fois le traité et les relations de gouvernement à gouvernement. Les républicains souhaitaient une confrontation totale avec l'exécutif. Certains membres du Congrès se précipitèrent à Taiwan pour manifester leur soutien[27].

M^me^ Chiang se montra à nouveau prête à diriger le combat. Comme toujours, elle était persuadée qu'elle était, et de loin, la meilleure interlocutrice pour traiter avec les Américains. La famille Kung et elle avaient été constamment au téléphone depuis le 16 décembre, encourageant des amis américains très influents à contrecarrer les plans du président. Lorsque, au début de l'année, le vice-ministre des Affaires étrangères Yang Hsi-kun arriva à Washington, M^me^ Chiang obtint qu'il vienne la voir. «Il serait préférable que vous ne vous mêliez pas des négociations avec les Américains», lui déclara-t-elle. A la place,

elle voulait que son neveu, David Kung, l'un de ceux que Ching-kuo, parmi sa parentèle, appréciait le moins, mène les discussions. Yang répondit que le président lui avait ordonné de négocier à ce sujet avec les Etats-Unis d'Amérique et qu'il était de son devoir de le faire[28].

Ching-kuo fit tout ce qu'il put pour exploiter la réaction violente du Congrès. Il autorisa le Premier ministre Sun à demander publiquement aux parlementaires américains de protéger les intérêts de Taiwan, il envoya des instructions à Yang pour qu'il insiste sur la nécessité de maintenir une relation non diplomatique officielle, même si ce n'était que sous la forme d'un bureau de liaison ou de bureaux consulaires. Il entendait, toutefois, éviter en même temps une épreuve de force avec le président Carter. Il rejeta l'invitation transmise par le sénateur Robert Dole au nom de la Coalition pour la paix fondée sur la force, de venir immédiatement aux Etats-Unis pour s'opposer à la décision de l'exécutif. M^me^ Chiang était consternée par cette retenue, de même que les Américains pronationalistes. La fondation American Heritage, qui avait exigé l'annulation de la totalité de l'accord Carter-Deng, se récria qu'elle n'avait pas à se montrer «plus catholique que le pape». Le pragmatisme très souple de Ching-kuo en face des violentes critiques des conservateurs aussi bien à Taipei qu'aux Etats-Unis reflétait la confiance qu'il avait dans la capacité de Taiwan, apparemment abandonné par le monde entier, de poursuivre son chemin. Il se rendait également compte que ce serait une grave erreur de couper toute relation avec le parti démocrate. Taiwan avait besoin d'un large éventail de sympathies aux Etats-Unis[29].

Carter était déterminé à ne pas revenir sur ses engagements à l'égard de Deng et lors de leurs négociations avec Yang les diplomates américains insistèrent sur la nécessité formelle d'une relation non officielle, même si, à beaucoup d'égards, elle s'apparenterait, de facto, à une relation officielle. Yang s'y opposa. Finalement, le Département d'Etat menaça de fermer tous les consulats nationalistes des Etats-Unis et de mettre un terme à toutes les opérations menées à Taiwan par le gouvernement des Etats-Unis, si un accord n'était pas trouvé avant le 1er mars. Ching-kuo autorisa Yang à accepter des relations non officielles : un bureau des Etats-Unis à Taiwan appelé l'Institut américain à Taiwan et un bureau de Taiwan à Washington dénommé le Conseil de coordination pour les affaires nord-américaines[30]. M^me^ Chiang ne pou-

vait pas critiquer directement Ching-kuo, mais elle accusa son représentant d'avoir tout lâché. Pour lui manifester son soutien, Ching-kuo accueillit Yang à l'aéroport lorsqu'il revint de Washington.

■

La double approche de Ching-kuo – négociations avec l'exécutif et appel aux amis de Taiwan au sein du Congrès – se révéla payante. Les autorités américaines soumirent au Congrès une loi de mise en œuvre (Taiwan Enabling Act), dont l'objectif était de donner une sanction légale à la relation non officielle avec Taiwan. Le projet de loi garantissait la validité de plus de 60 traités et accords entre les Etats-Unis et Taiwan, notamment la vente à Taiwan d'uranium enrichi pour faire fonctionner ses réacteurs nucléaires. Un groupe bipartisan de membres du Congrès s'attacha, toutefois, à orienter la loi en faveur de Taiwan, plus particulièrement dans le domaine de la sécurité. Alors que l'Enabling Act de Carter n'abordait pas le problème de la sécurité de Taiwan, la législation qui fut finalement adoptée, rebaptisée la loi pour les relations avec Taiwan (Taiwan Relations Act, TRA), prenait des engagements très proches de ceux du traité de défense mutuelle, dont les jours étaient comptés : l'établissement de relations diplomatiques avec Pékin reposait sur l'assomption que l'avenir de Taiwan serait déterminé par des moyens pacifiques ; toute tentative de déterminer cet avenir en recourant à d'autres moyens que des moyens pacifiques, ce qui incluait le boycott ou l'embargo, serait considérée par les Etats-Unis comme une menace à la paix et à la sécurité dans le Pacifique de l'Ouest et un sujet de graves préoccupations pour les Etats-Unis ; les Etats-Unis continueraient de fournir des armes défensives à Taiwan sans tenir compte de l'opinion de la République populaire à ce sujet ; enfin, les Etats-Unis s'opposerait à toute forme de coercition exercée contre la sécurité ou le système social ou économique de Taiwan[31].

Les changements profonds apportés par le TRA étaient un triomphe pour Taiwan et pour Chiang Ching-kuo personnellement. Etendre le droit de regard des Américains concernant la sécurité de Taiwan aux embargos et aux boycotts semblait même aller au-delà des garanties offertes par le traité de défense existant. Au dernier moment, Taipei obtint également une concession par laquelle elle était autorisée à maintenir huit bureaux non officiels sur le territoire des Etats-Unis au lieu des quatre que Washington avait originelle-

ment imposés. En outre, alors que les Américains qualifiaient la nouvelle relation de strictement non officielle, ils acceptèrent une déclaration publique de Taipei qui décrivait les tâches futures de l'Institut américain à Taiwan et du Conseil de coordination pour les affaires nord-américaines comme ayant les «caractéristiques de l'officialité».

Sur l'île, Ching-kuo orchestra une campagne intensive en vue de restaurer la confiance de la nation. Par des slogans et des discours, à la radio et à la télévision, des dirigeants, des journalistes, des écrivains et d'autres citoyens de la société civile ne cessèrent d'insister sur le thème de l'unité et de la confiance en soi. Ching-kuo annonça une augmentation de 12 % des crédits consacrés à la défense. Nombre de citoyens se précipitèrent pour apporter leur contribution à un Fonds pour le renforcement par nous-mêmes du salut national, destiné à acheter des avions de combat. Par l'intermédiaire du Commandement de la garnison, le gouvernement acheta des dollars de Taiwan au marché noir, faisant ainsi remonter la valeur de la monnaie locale. Des hommes politiques sans parti de tendance modérée, conduits par K'ang Ning-hsiang, se joignirent également, au début, à des défilés pour l'unité nationale[32]. Tous ces efforts aboutirent à un rapide retour à l'optimisme. Les statistiques économiques de l'île reprirent leur vertigineuse ascension. Les investissements américains, japonais, et ceux d'autres pays étrangers dépassèrent le niveau qu'ils avaient atteint l'année précédente. Certains observateurs exprimèrent même l'opinion que la normalisation entre la Chine et les Etats-Unis avait, en fait, amélioré la situation pour les investissements, allégeant l'atmosphère et reléguant dans le passé une décision inévitable mais longtemps source d'anxiété[33].

■

Le 16 décembre, l'APL mit un terme à ses bombardements un jour sur deux sur Quemoy et Matsu, qui s'étaient poursuivis sans interruption depuis 1958, et les nationalistes, à leur tour, firent taire leurs canons. Le KMT était maintenant confronté à une offensive de paix communiste plus énergique et plus ciblée[34]. Le jour du Nouvel An occidental, l'Assemblée nationale populaire, à Pékin, publia un conciliant «Message à nos compatriotes de Taiwan…» Il proposait d'ouvrir le commerce, les voyages et les moyens de communication avec Taiwan. Liao Cheng-chih, le chef du bureau des Affaires taiwanaises à Pékin, écrivit une lettre ouverte à Ching-kuo, son «petit frère», suggérant que

le KMT et le PCC participent à un troisième front uni dont l'objectif patriotique serait de réunifier le pays. Liao avait été un camarade d'école et un ami de Ching-kuo un demi-siècle auparavant quand ils étaient tous les deux des étudiants de gauche à Shanghai. Dans le cadre de cette campagne, le bureau des Affaires taiwanaises de Liao ouvrit des représentations dans toutes les provinces de Chine, aussi bien dans les villes que dans les zones rurales. Plus de 100 000 cadres, dont beaucoup étaient d'anciens membres du KMT et d'anciens fonctionnaires nationalistes, furent affiliés à ces représentations locales. Leurs membres écrivirent des milliers de lettres à des amis et des parents à Taiwan, en Asie du Sud-Est et dans le monde entier, poussant à la réconciliation entre l'île et la mère patrie.

■

La réaction de Ching-kuo à la campagne pour un front uni fut beaucoup plus subtile que ce que Deng en retint. Deng croyait que, malgré son échec pour faire cesser les ventes d'armes américaines à Taiwan, les événements avaient fondamentalement changé la dynamique politique des relations entre le continent et Taiwan et qu'ils ouvraient la voie à la possibilité d'un accord entre Taipei et son plus ancien ennemi. Chiang Ching-kuo comprit, toutefois, que le processus que Pékin encourageait maintenant avec ardeur – l'établissement de contacts et de liens sociaux, culturels et économique à travers le détroit – pourrait avoir, sur le long terme des conséquences plus positives que négatives pour Taiwan. Si les voyages et le commerce augmentaient de manière contrôlée et avec prudence, une telle interaction aurait pour effet de promouvoir l'image et l'influence de Taiwan dans l'ensemble de la Chine et d'encourager le mouvement démocratique, notable mais encore embryonnaire, qui se produisait sur le continent. Le décor était planté pour le rapprochement remarquable qui eut lieu entre Taiwan et le continent dans les années 1980[35].

En 1979, toutefois, le temps n'était pas encore venu, selon Ching-kuo, de prendre des décisions concrètes dans cette direction. La rupture des relations avec l'Amérique avait mis à nouveau le KMT sur la défensive. La stabilité et l'unité intérieures étaient, une fois encore, les impérieuses priorités. En conséquence, Ching-kuo et son gouvernement dénoncèrent les tentatives de Pékin et lancèrent la politique des « trois non » : pas de compromis, pas de contacts et pas de négociations

avec les communistes. Mais il y eut bientôt des signes que Ching-kuo entendait modifier progressivement ces «non» en approuvant des actions privées de la population et du monde des affaires de Taiwan[36].

■

Lors d'une réunion du Bureau politique, le 29 janvier, Ching-kuo invita un groupe restreint de personnalités expérimentées à recommander à la fois une stratégie et une tactique pour répondre à l'offensive politique du PCC. Ching-kuo précisa qu'il était insuffisant de simplement se défendre. «Nous devons également apprendre à lancer notre propre offensive politique.» Après la réunion, il demanda à voir Wang Sheng et lui donna instruction de prendre la tête d'un nouveau bureau secret pour poursuivre cet objectif. Taiwan, lui dit-il, n'avait pas été suffisamment «créatif ou agressif» pour contrecarrer Pékin et il devait passer à l'offensive en créant «son propre front uni contre le continent[37]». Sur le long terme, le but consistait à produire, à l'intérieur de la Chine, un courant de sympathie pour une Chine unifiée non pas sur le modèle communiste mais sur celui de Taiwan[38]. C'est une tâche importante, dit Ching-kuo à son vieil ami. «Si je vous confie cette responsabilité, je sais que vous vous en acquitterez jusqu'au bout.» Wang pensait qu'il pourrait atteindre les objectifs fixés par le président, mais il craignait que, en faisant cela, «[sa] réputation ne soit ruinée». Il accepta néanmoins cette nomination et il fut convenu qu'il rendrait compte par l'intermédiaire de Y. S. Tsiang, alors ministre des Affaires étrangères[39].

Les mesures conçues par le bureau secret, dont le nom de code était *liu-hsiao-k'ang* (LSK), se situaient dans le simple prolongement des tentatives précédentes pour saper la propagande de Pékin et promouvoir l'image de Taiwan. Par exemple, les Taiwanais se rendant à l'étranger étaient dûment prévenus de ne pas tomber dans le piège du front uni dont des amis et des parents pourraient vanter les mérites. Une proposition, qui n'était pas particulièrement audacieuse, fut la création d'un «mois de la piété filiale» pour mettre en exergue les valeurs traditionnelles de Taiwan par opposition à celle des communistes[40].

Ces activités n'exigeaient pas vraiment l'attention constante de Wang Sheng, qui passait pour l'homme le plus puissant de l'île après Chiang Ching-kuo. Les «actions offensives» dont Wang craignait qu'elles puissent «détruire sa réputation» concernaient le domaine

familier de la guerre secrète. Les plus secrètes des actions clandestines envisagées portaient sur l'intimidation physique des individus qui, à l'intérieur ou à l'extérieur de Taiwan, étaient suspectés de servir la cause de Pékin. A cet effet, pour la première fois à Taiwan, les organes du renseignement établirent des relations avec des groupes d'extrême droite et au moins une bande criminelle de continentaux opérant sur l'île. Il en résulta l'opposé de ce Ching-kuo avait souhaité : une sérieuse détérioration de l'image de Taiwan et de son autorité morale. Il n'existe aucune preuve tangible établissant un lien entre le bureau LSK et ces activités illégales, mais il est presque certain qu'elles faisaient partie de ces « actions offensives » auxquelles Ching-kuo fit référence lors de son entretien avec Wang. Le nouveau bureau devait coordonner toutes les décisions stratégiques et opérationnelles de Taipei qui pouvaient affecter le combat politique avec Pékin. La future collaboration de l'IBMND avec une bande criminelle fut une décision majeure prise dans ce contexte.

Le bureau LSK, avec un effectif limité de 20 personnes, s'installa à Taipei dans le bâtiment de l'entreprise culturelle Liming et commença son travail. Wang consacra la plupart de son temps à ce bureau, mais il conserva son poste de directeur du GPWD et continua d'être un conseiller non officiel de Ching-kuo pour toutes les affaires de sécurité interne. Le LSK fournissait essentiellement des idées, que Y. S. Tsiang et le Premier ministre validaient puis qu'ils transmettaient à Ching-kuo pour qu'il leur donne son approbation définitive[41].

21
Emeutes et procès

Si Taiwan devait être un exemple pour la Chine, il lui fallait continuer à faire des progrès dans la voie d'une véritable démocratie. A cette fin, Ching-kuo approuva des changements de personnes pour 14 positions clés au sein de l'état-major central et de l'état-major provincial du KMT. Les nouveaux titulaires de ces postes étaient généralement jeunes, modérés et, souvent, des universitaires réformateurs, à la fois continentaux et Taiwanais. Le président du Comité provincial du KMT, Sung Shih-hsuan (qui était cousin de Ching-kuo), nomma un grand nombre de jeunes Taiwanais, possédant des diplômes universitaires, à la tête des représentations locales du parti. En 1984, la moitié des responsables du parti, aussi bien dans les villes que dans les zones rurales, étaient de jeunes Taiwanais[1].

Le 10 mars 1979 était, selon le calendrier et les usages chinois, le 70e anniversaire du président et, par tradition, une importante célébration qui exigeait de grandes festivités. Mais Ching-kuo refusa d'accepter le banquet que ses amis et sa famille se proposaient d'organiser. Il prit un bateau pour l'île de Matsu et partagea le petit déjeuner des soldats cantonnés là, puis, en guise de dîner, il mangea un bol de nouilles avec les officiers[2]. En avril, il présida les grandioses cérémonies d'inauguration du sanctuaire national de 70 millions de dollars américains construit pour son père. Sur l'énorme porte de marbre à plusieurs arches, placée à l'entrée du site de 25 hectares, figuraient quatre caractères gravés que l'on peut traduire par «grande modération, grande rectitude». Ching-kuo était maintenant assuré que Taiwan avait surmonté le choc de la perte de sa reconnaissance diplomatique par les Etats-Unis et, comme il l'avait espéré, qu'il en sortait plus fort qu'auparavant. L'important était de montrer sa force et sa résolution, mais également de faire la preuve qu'il avait l'intention de conduire l'île vers la libéralisation et l'état de droit. Il constata, toutefois, que la détente politique avait inévitablement pour conséquence des pressions (taiwanaises) pour une libéralisation encore plus prononcée et des pressions inverses (de la part de la vieille garde conservatrice du KMT)[3].

Ces dernières étaient, à certains égards, plus perturbantes que les premières. En 1979, la fracture, au sein du KMT, devint plus sérieuse qu'elle ne l'avait été à aucun moment depuis l'arrivée du parti à Taiwan. A la fin du mois de mai, un groupe de vieux parlementaires conservateurs exigea qu'il soit mis fin à la «pollution de la pensée» qui, selon eux, submergeait l'île et mirent en garde contre le fait que l'opposition ouvrait la voie à une «communisation» de Taiwan[4]. De son point de vue, l'aile droite avait raison d'être préoccupée par le fait que Ching-kuo et les réformateurs s'étaient engagés sur une pente savonneuse en initiant cette «libéralisation contrôlée». Comment (et pendant combien de temps) un pouvoir dominé par un appétit de réformes et qui épousait les valeurs de la social-démocratie pourrait-il justifier de continuelles limitations à l'action de l'opposition, lui déniant même le droit de former un parti et une organisation ? De la même façon, les conservateurs avaient également raison de croire que l'opposition des sans-parti et leurs soutiens aux Etats-Unis, qui se faisaient de plus en plus entendre, ne se satisferaient pas de demi-réformes. Pour paraphraser Alexis de Tocqueville, les gouvernements autoritaires se trouvent dans le plus grand danger lorsqu'ils commencent à se réformer eux-mêmes. Néanmoins, la confrontation politique entre le régime et l'opposition taiwanaise adoptait encore une approche confucéenne en face d'une dangereuse situation conflictuelle, les deux parties – un pouvoir autoritaire, mais réformiste, et une opposition modérée – cherchant à éviter un combat frontal.

■

La célébration inhabituelle d'un anniversaire en fut une illustration. Quelques mois plus tôt, en janvier 1979, Hsu Hsin-liang, le magistrat du district de Taoyuan, dont les partisans avaient créé des troubles violents à Chungli, et d'autres dissidents très connus avaient défilé à Taoyuan et à Kaohsiung sans autorisation. Le jour suivant, espérant peut-être attirer la bienveillante attention de Ching-kuo, le gouverneur provincial, Lin Yang-kang, se dépêcha d'ouvrir une enquête sur la conduite de Hsu et menaça de le déposer[5]. Pour manifester leur soutien, les dirigeants de l'opposition organisèrent des réjouissances, le 26 mai, pour célébrer l'anniversaire de Hsu dans sa ville de Chungli, où le poste de police, endommagé lors des récentes émeutes, avait été réparé. Le Commandement de la garnison envoya une lettre à chacun des hommes poli-

tiques organisateurs de cette célébration, y compris K'ang Ning-hsiang, pour les avertir que, «au cas où se produirait un regrettable incident affectant l'ordre social, [il serait] tenu, ainsi que les autres organisateurs, pour responsable de ses conséquences». Ching-kuo reçut un rapport détaillé sur ces événements à venir et donna instruction à la police de ne pas intervenir aussi longtemps que tout se passerait dans l'ordre[6].

Le jour de l'anniversaire, Chungli prit un air festif. Des milliers de gens, y compris quelques observateurs américains, déambulaient autour de la place, examinant des livres interdits ou non autorisés et lisant des affiches colorées apposées sur un Mur de la démocratie. De nombreux policiers, en uniforme ou en civil, surveillaient la foule mais ils n'intervinrent pas. A 17 heures entre 300 et 500 militants sans parti mangèrent des *biantang* [repas modeste préparé à l'avance et présenté dans une boîte en carton] et burent des boissons non alcoolisées dans un restaurant. Puis, deux heures plus tard, quelque 20 000 personnes se rassemblèrent sur la place principale de la ville pour écouter les discours qui variaient, dans leur ton, «de calme et réfléchi à rapide et enflammé». Hsu Hsin-liang conclut la soirée par une explication ironique de la procédure de destitution qui avait été lancée contre lui. La célébration de son anniversaire, déclara-t-il, avait donné lieu au «rassemblement politique non autorisé et pacifique le plus important de toute l'histoire de Taiwan[7]».

■

Wang Sheng et d'autres partisans de la ligne dure étaient inquiets de l'attitude laxiste manifestée par les autorités lors de la célébration de Chungli. La lutte devint acharnée entre la coalition des réformateurs (appartenant principalement au Bureau d'information du gouvernement et à l'état-major du parti) et les réactionnaires jusqu'au-boutistes (appartenant principalement aux organes de sécurité, au Comité central, au Yuan législatif et à l'Assemblée nationale). Même au sein du Bureau politique, le ton prit un tour «très partisan». Bien qu'elle ne s'en prît pas directement à Ching-kuo, la minorité des archiconservateurs devenait de plus en plus dure et belliqueuse, dénonçant les manifestations «perfides» qui minaient les vénérables principes du KMT. Ching-kuo, comme à son habitude, se contentait de joindre les mains et d'écouter sans rien dire. Hors réunions, il fit savoir qu'il était «personnellement en faveur d'une politique de dialogue[8]».

Lorsque K'ang Ning-hsiang demanda l'autorisation de publier une nouvelle revue appelée *Les Années 1980 (Pa shih nien tai)*, le Bureau d'information du gouvernement, dirigé alors par James Soong, un autre des jeunes protégés de Ching-kuo, approuva la demande, de même que Ts'u Sung-ch'iu, responsable de la 4e division au sein de l'état-major du parti. Antonio Chiang, rédacteur en chef des *Années 1980,* cherchait à faire de la revue un forum pour l'opposition modérée. Il déclara publiquement qu'il souhaitait éviter «un langage montant les gens les uns contre les autres mais plutôt suivre la ligne d'une critique acceptable[9]». En août, le Bureau d'information du gouvernement approuva également un autre magazine politique dont le rédacteur en chef était aussi un opposant, membre du Yuan législatif, Huang Hsin-chieh. Contrairement aux *Années 1980,* cette dernière revue, intitulée *Formosa (Mei li tao)*, poursuivit une stratégie de confrontation, toujours à la lisière de la légalité. C'est à ce moment qu'une distinction claire apparut entre les opposants sans parti de tendance modérée, ou courant principal, comme K'ang Ning-hsiang et Antonio Chiang, tous deux liés aux *Années 1980,* et une faction plus radicale qui allait être connue sous le nom de «groupe Formosa[10]».

Des feuilles de nouvelles ronéotées, des articles sur le mouvement démocratique à Pékin, commencèrent également à circuler dans les rues de Taipei. Ces publications gratuites d'une seule page, telles que *The Tide* («la marée») et *News* («nouvelles»), rapportaient essentiellement les activités de l'opposition et les discours critiques à l'encontre du gouvernement. Comme la presse «clandestine» de Pékin, ces publications ne franchissaient pas la ligne rouge officielle au-delà de laquelle elles auraient pu être accusées de sédition; à Taiwan, cette ligne aurait été franchie par l'utilisation d'un langage procommuniste, pro-indépendantiste ou prônant le renversement du gouvernement par la force. Mais leur contenu très nettement critique illustrait combien avait reculé la définition de «ce qui n'était pas permis». Pendant tout ce temps, d'ailleurs, les réformateurs proches de Ching-kuo continuèrent de rencontrer, de manière informelle, les personnalités sans parti les plus connues.

Au même moment, des magazines d'extrême droite apparurent chez les marchands de journaux et des groupes de continentaux radicaux et anticommunistes se firent de plus en plus entendre. On trou-

vait parmi eux les Héros anticommunistes (composés, à l'origine, des prisonniers de la guerre de Corée que Ching-kuo avait transférés à Taiwan en 1953), d'autres groupes fanatiques comme l'Association des patriotes au sang d'acier et des triades du continent moribondes qui étaient en train de renaître. Les groupes de droite organisèrent une conférence en juillet et appelèrent à l'« éradication » de la « déloyale » opposition des sans-parti. Des journaux de l'armée rendirent compte favorablement de l'activité des organisations de droite. Durant l'été et l'automne, des vandales, appartenant vraisemblablement à l'Association des patriotes au sang d'acier et aux Héros anticommunistes, mirent à sac les bureaux locaux de la revue dissidente *Formosa* ainsi que le domicile de Huang Hsin-chieh[11].

La dynamique pour les réformes persista, toutefois, jusqu'à l'automne. Avec le consentement de Ching-kuo, des modérés du KMT, dont James Soong, Ch'en Lu-an et Ts'u Sung-ch'iu, de l'état-major du KMT, firent en sorte que les Séminaires sur le développement national incluent des comités traitant de politique et d'affaires étrangères. Ching-kuo déclara que ces séminaires non partisans destinés à des universitaires et des Chinois d'outremer ne devaient « absolument pas éviter les sujets (politiques) ». Plus le sujet était délicat, plus il était sensible et « plus le gouvernement devait l'affronter de manière précise et déterminée ». Toute personne informée sur l'île savait que c'était une référence à des réformes démocratiques. Les journaux de langue chinoise *China Time* et *United Daily News* commencèrent de publier des articles soutenant les réformes, dont celle de la loi électorale, bien qu'ils fussent d'avis « que le temps n'était pas encore venu d'autoriser un parti d'opposition[12] ».

■

Gagnant en influence, le groupe Formosa, composé de Taiwanais de souche, devenait de plus en plus impatient, bouillonnant et populaire (on estime, de manière très imprécise, que la circulation du magazine était de l'ordre de 100 000 à 300 000 exemplaires). La nouvelle publication avait, en fait, commencé de jouer le rôle d'une organisation qui préfigurait un parti politique, définissant une ligne politique, établissant des représentations locales sous le sigle Formosa, et soutenant des activités publiques qui avaient lieu dans les rues[13]. Le groupe Formosa demanda l'autorisation d'organiser un rassemblement aux chan-

delles et un défilé le 10 décembre à Kaohsiung pour célébrer la Journée mondiale des droits de l'homme. Le Commandement de la garnison rejeta cette demande estimant que la foule attendue de 30 000 personnes menacerait l'ordre public. K'ang Ning-hsiang s'opposa à l'idée de passer outre à cette interdiction, mais Huang Hsin-chieh et ses partisans décidèrent d'aller de l'avant. Il était évident que l'incapacité de la police, pendant plus d'une année, à faire respecter la réglementation et les restrictions s'appliquant aux rassemblements ou aux contenus des publications avaient persuadé les opposants du groupe Formosa que Ching-kuo ne pouvait pas ou ne voulait pas utiliser la force brutale pour étouffer l'expression massive de la contestation publique[14].

Lorsque Wang Sheng et d'autres responsables de la sécurité informèrent le président de l'imminence de la crise, Ching-kuo réitéra ses instructions selon lesquelles, en cas de trouble public, et même si des violences s'exerçaient contre la police, celle-ci ne devait pas répliquer[15]. La police militaire, qui serait envoyée sur les lieux de la manifestation, ne devait pas être armée. Au matin du 10 décembre, le président Chiang ouvrit le quatrième plénum du 11e Comité central du KMT par un important discours. Il déclara aux 780 délégués que 1979 avait été «l'année la plus difficile et la plus dangereuse de l'histoire» du parti. Il développa alors sa vision d'une société modèle, idéale ; le même type de vision qu'il avait eue pour Kannan quarante ans auparavant.

Il pensait maintenant que cette société modèle était susceptible, finalement, de transformer le continent. Faisant remarquer la «détérioration de l'économie et le chaos social» qui prévalaient de l'autre côté du détroit, Ching-kuo estimait que la population chinoise commençait à poser la question : «Pourquoi ne pouvons-nous bénéficier d'une économie nationale comme celle de Taiwan ?» Le contrôle communiste du continent, affirma-t-il, «doit et peut changer pour satisfaire les aspirations de la population». Il répéta que la politique consistant à «ne jamais négocier et ne jamais accepter de compromis avec les communistes chinois» était écrite dans du marbre. La démocratie à Taiwan constitua, toutefois, le thème central de son long discours.

> Nous affirmons qu'un gouvernement démocratique et constitutionnel est comme une large avenue le long de laquelle la politique nationale doit avancer. Nous continuerons de marcher de l'avant et de

> ne jamais revenir en arrière. Désormais, nous devons nous consacrer plus activement à développer les bases de la démocratie, ce qui inclut d'accorder un plus grand rôle à l'opinion publique, de renforcer l'état de droit et de mettre l'accent sur le concept de politique responsable. Ces trois objectifs seront simultanément poursuivis.

Il ajouta, en forme de mise en garde, ce que tous les jeunes turcs du KMT qui le soutenaient – qu'ils soient véritablement jeunes ou plus âgés – étaient prêts à accepter: «Bien que nous attachions de l'importance à la sauvegarde des droits de l'homme et à la liberté, nous attachons encore plus d'importance à la sécurité de la nation et de la société de manière à établir une démocratie stable dans laquelle la liberté ne sera pas transformée en laxisme et la démocratie ne prendra pas la forme de la violence[16].»

■

A 18 heures, ce même jour, une foule commença de se rassembler en face du bureau local de *Formosa,* à Kaohsiung. Des orateurs, juchés sur des camions munis de haut-parleurs, attaquèrent violemment le gouvernement et jurèrent que les activités prévues auraient lieu. A peu près au même moment, le responsable du Commandement de la garnison de Taiwan pour le sud de l'île rencontra Huang Hsin-chieh à la gare de Kaohsiung. Il dit à Huang que le rassemblement en face du bureau de *Formosa* avait été autorisé mais pas le défilé. Il ajouta que les manifestants avaient des torches et étaient armés de barres de fer et de produits chimiques. Il obtint de Huang la promesse que les organisateurs feraient en sorte que le rassemblement soit pacifique.

A 20 h 40, les orateurs avaient porté la foule à un haut degré d'excitation. Shih Ming-teh, le directeur général de *Formosa,* monta sur un camion haut-parleur et prit la tête d'un groupe de jeunes hommes qui descendaient la rue. Des badauds se joignirent au groupe, qui grossit rapidement. Quelques centaines de mètres plus loin, «la police militaire, qui avait reçu l'ordre strict de ne pas répliquer», formait une ligne barrant la rue. Les manifestants forcèrent le passage à travers ce faible obstacle, tandis que sur le lieu du rassemblement des émeutiers assaillirent les forces de sécurité qui se tenaient à proximité ainsi qu'un poste de police. Les troubles se poursuivirent jusqu'à ce que des forces antiémeutes, vers minuit, utilisent des gaz lacrymo-

gènes et dispersent la foule. En tout, 183 policiers et 92 manifestants furent blessés cette nuit-là[17].

Des opposants confirmèrent à des responsables de l'Institut américain à Taiwan que les services de sécurité n'avaient pas utilisé la force mais avaient seulement essayé de repousser les attaquants avec leurs boucliers. Ils accusèrent toutefois certains de ces services d'avoir infiltré dans la foule des membres des gangs dans le dessein de provoquer des violences et de fournir ainsi un prétexte pour briser l'opposition[18]. En 1995, dans une interview, on demanda au secrétaire général de la présidence de la République en poste en 1979 si l'IBMND avait été impliqué. «Il n'y a aucune preuve que cela soit vrai», se contenta-t-il de répondre. Du point de vue de ceux qui étaient chargés de la sécurité intérieure, une opposition aussi sérieuse que celle que le groupe Formosa suscitait servait les desseins de la campagne de front uni de Pékin et il était nécessaire de la supprimer par tous les moyens.

Si les services de sécurité furent impliqués, leur intervention se limita sans doute à encourager les gangs criminels ou les groupes d'extrême droite comme les Patriotes au sang d'acier à infiltrer la foule et à provoquer des violences. La CIA et le Département d'Etat ne disposaient d'aucune information interne, mais les responsables les plus compétents traitant à l'époque des affaires de Taiwan pensaient que c'était la version la plus probable[20.] D'un autre côté, des observateurs étrangers et de nombreuses photos et vidéos confirmèrent que les dirigeants de l'opposition firent monter la température de la manifestation jusqu'à ce qu'elle devienne incontrôlable et que Shih Ming-teh lui-même prit la tête du groupe qui assaillit la police militaire dans le bas de la rue. K'ang Ning-hsiang estima, quant à lui, qu'il y eut «probablement des provocations par des agents de la sécurité mais que l'opposition fut incapable d'exercer un contrôle efficace de la foule et que cette foule réagit aux provocations[21]». En tout état de cause, une nouvelle confrontation, qui aurait pu être très sanglante, avait eu lieu, une foule incontrôlée avait attaqué la police nationaliste, qui avait obéi aux ordres de Ching-kuo de ne pas utiliser une force disproportionnée et avait subi la majorité des blessures sérieuses.

La nouvelle de l'émeute choqua les membres du Comité central du KMT lorsqu'ils se réunirent, en buvant du thé au jasmin, pour la deuxième journée de leur plénum. Les militants les plus anciens et

les plus fidèles se sentaient évidemment outragés. Ching-kuo était consterné. L'émeute semblait avoir tourné en dérision, le jour même, son discours sur une société pacifique et harmonieuse. La violence avait aussi choqué le premier cercle des réformateurs, notamment les jeunes turcs, jeunes ou moins jeunes. John Kuan, qui avait mené le dialogue avec l'opposition, y compris le groupe Formosa, déplora avec amertume qu'aucune compréhension mutuelle n'était possible, étant donné que les paroles des dirigeants sans parti étaient démenties par leurs actes[22]. Grâce, toutefois, à la retenue de la police et à l'origine unilatérale de la violence, l'incident apparut tout d'abord comme une «magnifique opération de relations publiques» pour le gouvernement[23]. Non seulement les émeutiers furent dénoncés par tous les groupes affiliés au KMT, mais ils le furent également par le respecté *Independance Evening News* et plusieurs élus sans parti[24]. Lee Teng-hui offrit une aide de 2 millions de dollars de Taiwan aux policiers blessés de la part de la population de Taipei (dont il était le maire)[25].

■

On s'attendait à une violente réaction du KMT. Le Comité central élut Wang Sheng et des commandants militaires au Bureau politique. Un certain nombre d'universitaires réformistes perdirent leur emploi. Au même moment, toutefois, d'anciens collaborateurs de Chiang Kai-shek, très âgés et ultraconservateurs, furent obligés de prendre leur retraite, tandis que les Taiwanais augmentaient encore leur représentation au sein du Bureau politique, passant de cinq à neuf et constituant ainsi un bon tiers de l'organe le plus important du parti.

Ching-kuo réunit un groupe ad hoc pour évaluer les options possibles à la suite des émeutes qui venaient d'avoir lieu. Après y avoir réfléchi pendant quelques jours, il approuva l'arrestation des principaux responsables du groupe Formosa et interdit la revue ainsi que *Les Années 1980,* beaucoup plus modérée. Il se prononça pour de sévères mesures de répression en partie pour préserver un certain consensus au sein du KMT, mais également parce qu'il pensait qu'une attitude moins dure conduirait à encore plus de violence et lui ferait perdre le contrôle du processus de réformes. Le 14 décembre, les services de sécurité commencèrent d'arrêter une centaine de dirigeants de l'opposition, dont Huang Hsin-chieh. Le directeur de la

revue, Shih Ming-teh, réussit à s'échapper et fut caché par le pasteur Kao Ch'un-ming, le chef de l'église presbytérienne.

Les événements de décembre provoquèrent des spéculations croissantes sur l'ascension de Wang Sheng et d'une faction militaire. Un peu auparavant, l'assassinat du président de la Corée du Sud, Park Chung-hee, par des conspirateurs appartenant au renseignement militaire avait fait naître des supputations sur la possibilité qu'un pareil attentat puisse se produire à Taiwan. Dans son discours de clôture du plénum du Comité central, Ching-kuo fit une digression pour souligner avec force l'intention du régime de se conformer à la démocratie constitutionnelle. Il promit d'organiser à nouveau les élections parlementaires qui avaient été suspendues et il rejeta catégoriquement la possibilité d'un «pouvoir militaire[26]».

Au cours de l'année 1979, les nouvelles relations «non officielles» avec les Etats-Unis s'étaient mises en place. Le diplomate de carrière Charles T. (Chuck) Cross arriva en juin pour diriger l'Institut américain à Taiwan, tandis que David Dean était nommé comme premier directeur du bureau de Washington de l'Institut américain à Taiwan (situé en fait sur l'autre rive du Potomac, à Rosslyn, en Virginie). Dean, qui avait été conseiller politique à Taipei au milieu des années 1960, était devenu, avec sa femme, Mary, un ami de Ching-kuo et de Faina. Ching-kuo lui dit qu'il souhaitait améliorer les relations avec les Etats-Unis. Citant un proverbe chinois, «si on vous frappe à la mâchoire, il faut avaler le sang», il affirma que la RdC ne pouvait pas se laisser dominer par l'émotion et le ressentiment[27]. Pour les Américains, il semblait que, malgré les émeutes de Kaohsiung et les conséquences qu'elles avaient entraînées, le traumatisme de la normalisation s'était progressivement effacé. Taipei apparaissait «plus soucieux d'aller de l'avant sur une quantité de sujets pratiques pour être capable de faire face aux défis de l'avenir[28]».

■

Lorsqu'il prit connaissance des événements de Taiwan, Deng Xiaoping s'était sans doute demandé pourquoi Ching-kuo avait permis qu'aient lieu d'aussi violentes manifestations de protestation. Une année plus tôt, Deng avait approuvé le Mur de la démocratie à Pékin. Maintenant, il essayait de définir les limites de la liberté d'expression dans la nouvelle Chine postmaoïste. En mars 1979, il

publia les Quatre principes cardinaux du comportement politique acceptable, qui n'étaient qu'une répétition sous une autre forme des «quatre non»: le socialisme ne peut être critiqué, pas plus qu'on ne peut s'opposer à la dictature du prolétariat, au leadership du PCC et à la pensée marxiste-léniniste/Mao Zedong. Au cours des dix années suivantes, Deng eut toujours une attitude ambivalente sur la question de savoir s'il était possible et nécessaire de démocratiser le parti. A Pékin comme à Taipei, la tension entre le désir d'établir un système politique plus ouvert et le besoin qui s'imposait de préserver le pouvoir du parti dominait la dynamique de la direction.

En 1979, le PCC accepta officiellement que l'objectif de la production en régime socialiste était de répondre aux besoins essentiels de la population, un tournant philosophique décisif qui non seulement allait ouvrir la voie à une société de consommation fondée sur la compétition, mais qui élimina aussi complètement ce qui restait de justification pour conserver un contrôle politique absolu. Les libéraux chinois pouvaient maintenant arguer qu'un système politique plus ouvert devait accompagner les réformes économiques si on voulait moderniser la société – c'est-à-dire créer une société de consommation comme celle de Taiwan. A l'instar de ceux qui entouraient Ching-kuo, les partisans libéraux de Deng étaient persuadés qu'un système politique plus libre et plus dynamique pourrait voir le jour d'une manière progressive qui ne menacerait pas sérieusement le contrôle du parti. Les libéraux les plus notables étaient les nouveaux membres du Bureau politique, Hu Yaobang et Zhao Ziyang, tous deux choisis par Deng pour conduire la Chine vers cette nouvelle ère. Hu et Zhao étaient non seulement partisans de l'«autorité douce», mais, intellectuellement, ils inclinaient également vers des opinions humanistes et pragmatiques.

Au cours de l'automne 1979, toutefois, le Mur de la démocratie devint une trop grande menace et, avec l'évidente approbation de Deng, la municipalité de Pékin imposa des règles définissant de manière explicite quand, où et sur quel sujet des affiches pourraient être apposées, mettant en fait un terme au caractère spontané et démocratique de cette pratique. Le procès pour sédition du pamphlétaire le plus notoire du Mur de la démocratie, Wei Jingsheng, eut lieu en octobre et novembre[29]. Malgré la fin du Mur et la sanction exemplaire infligée à Wei, qui fut condamné à quinze ans de prison,

les vues relativement libérales semblaient toutefois être encore très vivantes dans les rangs les plus élevés du PCC.

■

Le 25 décembre 1979, les forces soviétiques envahirent l'Afghanistan, occupèrent les villes principales, exécutèrent le président communiste soutenu auparavant par Moscou, Hafizullah Amin, mirent en place un nouveau leader et prirent elles-mêmes la responsabilité des opérations majeures menées contre l'insurrection dans le pays. Cette intervention plongea les dirigeants soviétiques dans un bourbier qui finirait par avoir des conséquences considérables sur le plan intellectuel et politique en Union Soviétique et donc sur la politique mondiale, y compris sur Taiwan et la Chine. Se référant à l'expérience américaine au Vietnam, un diplomate soviétique de haut rang confia à un de ses collègues américains à Pékin, «maintenant, c'est notre tour[30]». L'intervention, de surcroît, convainquit la Chine que Moscou s'était engagé dans une manœuvre stratégique afin de prendre la RPC en tenaille. Cette crainte donna, à son tour, un nouvel élan au partenariat stratégique sino-américain, bien qu'il restât informel, et renforça par la même les réformateurs chinois. Au cours des dix années suivantes, les événements internationaux et les hauts et les bas des mouvements démocratiques aussi bien en Chine qu'en Union Soviétique et à Taiwan allaient constamment interagir.

■

Dans sa jeunesse, Ching-kuo avait toujours été sérieux dans son travail, mais il était aussi capable de prendre du bon temps avec ses amis, de boire, de bavarder et de plaisanter avec eux. Maintenant, il avait 70 ans, il était malade et ses capacités physiques étaient limitées. Une biopsie révéla qu'il était atteint d'un cancer de la prostate. Le 16 janvier 1980, il subit une résection transurétrale de la prostate à l'hôpital des Vétérans. Le 18 janvier, un communiqué officiel informa le public de l'opération – une autre première pour un dirigeant chinois. Le président reprit bientôt ses activités mais devint plus contemplatif, gardant comme toujours pour lui-même ses pensées les plus profondes[31]. Un jour, le Dr Chiang Bi-ling l'accompagna à Quemoy et, pendant tout le vol, le président ne dit pas un seul mot. Il ne lisait pas, il regardait par le hublot, plongé dans ses réflexions[32].

Ching-kuo décida rapidement de la stratégie qu'il adopterait à l'égard des prévenus de Kaohsiung : imposer l'image d'un leader fort appliquant une justice sévère à l'encontre de ceux qui étaient coupables et se contentant de sanctions plus légères pour ceux qui s'étaient égarés, tout en assurant la population qu'il continuait de souhaiter une ouverture progressive du système politique[33]. Le 1er février, le Commandement de la garnison libéra sous caution 50 détenus, 41 furent également relâchés et placés sous contrôle judiciaire et 61 restèrent en prison. Finalement, 32 prévenus seulement comparurent devant des procureurs civils pour être jugés pour avoir attaqué des policiers et pour d'autres chefs d'accusation, et huit, dont Huang Hsin-chieh et Shih Ming-teh (qui avait finalement été pris), pour avoir commis le crime capital de sédition. L'acte d'accusation précisait que les prévenus avaient confessé tous leurs crimes et que l'accusation recommanderait l'indulgence en raison de leur coopération et de leur repentir[34].

Les réformateurs du KMT appartenant au monde académique et d'autres modérés, comme Ts'u Sung-ch'iu, étaient partisans d'un procès public devant la cour militaire. Le directeur de l'Institut américain à Taiwan, Chuck Cross, demanda également au gouvernement de laisser le monde et le public de Taiwan être les témoins du procès contre les prévenus. Il fit valoir que l'opposition n'était pas si puissante et que le KMT ne retirerait aucun bénéfice d'une réaction disproportionnée[35]. Le public, inquiet de la violence et de l'instabilité, continuait, dans sa majorité, de soutenir le gouvernement dans cette affaire, mais on percevait, en même temps, une sympathie croissante pour les accusés[36]. Considération plus importante encore, aux Etats-Unis, les médias et les organisations de défense de droits de l'homme présentèrent les dirigeants de l'opposition comme des victimes, mettant l'accent sur les allégations selon lesquelles des provocations n'étaient pas étrangères à la violente nuit de Kaohsiung. Finalement, Ching-kuo décida que les séances de la cour militaire seraient publiques et que les déclarations des accusés pourraient être rapportées par la presse locale[37].

■

Peu après midi, le 28 février, jour anniversaire du soulèvement taiwanais de 1947, des intrus pénétrèrent par effraction dans la maison de l'un des huit prévenus dans le procès pour sédition, Lin Yi-hsiung, frappèrent à mort sa mère ainsi que ses filles jumelles de 6 ans et bles-

sèrent grièvement un troisième enfant. Les meurtriers n'emportèrent aucun objet de valeur. Ching-kuo répondit à ce crime atroce en libérant immédiatement Lin sous caution et en promettant une importante récompense à qui pourrait donner des informations sur cette affaire. La police, de son côté, lança une enquête de grande envergure[38].

La plupart des Taiwanais pensèrent que soit un groupe d'extrême droite, soit un gang de continentaux avait effectué cette opération consistant, comme le dit le proverbe chinois, à « tuer les poulets pour effrayer le singe ». Ils ne croyaient pas que Ching-kuo fût informé du plan, mais ils doutaient qu'il soit capable ou qu'il ait l'intention de démasquer les véritables tueurs[39]. Certains fonctionnaires américains soupçonnaient les Patriotes au sang d'acier d'être impliqués dans le crime. Les Américains eurent également vent de rumeurs établissant un lien entre le fils de Ching-kuo, Alex, et les meurtres. Selon une source, Alex, lors d'une beuverie, avait dit à un groupe de Patriotes au sang d'acier qu'il serait bien de « donner une leçon à (la famille de Lin Yi-hsiung) », qu'il considérait comme fautrice de troubles. Le meurtre brutal et choquant, qui ne fut jamais résolu par la police, salit encore davantage l'image du KMT, particulièrement aux yeux de la presse américaine et des militants des droits de l'homme aux Etats-Unis[40].

Ching-kuo accepta la version officielle qui lui fut présentée, suggérant que le meurtrier avait des comptes personnels ou politiques à régler avec Lin. A cette époque, toutefois, les forces de sécurité intérieures, sans doute avec l'autorisation du bureau LSK, avaient noué des liens avec des gangs criminels tout à fait capables de meurtres de cette nature. En 1980, selon des vétérans du Gang du bambou, les organisations de renseignements de Taiwan approchèrent un ancien dirigeant du gang, Ch'en Ch'i-li, qui s'était retiré des affaires après avoir purgé une longue peine de prison. En raison du contrôle qu'exerçaient Ching-kuo et Wang Sheng sur les services de sécurité et les activités de la police, des gangs et des triades sur le modèle des organisations qui proliféraient dans la Shanghai précommuniste n'avaient jamais réellement existé sur l'île. Des contacts avec les triades de Hong Kong se poursuivaient, semble-t-il, mais le crime organisé n'avait pas d'influence significative sur les organes de renseignements nationalistes. David Kaplan affirme que, entre 1949 et la fin de 1970, ni le Gang vert ni aucune autre triade chinoise à la

réputation infamante n'avait réussi à établir une base à Taiwan pour se livrer à des activités criminelles. «Ce n'est pas avant le début des années 1980, lorsque l'opposition posa un problème sérieux, que des sociétés secrètes s'imposèrent ouvertement, mais plus comme des lobbies politiques que comme des groupes criminels[42].» Les Patriotes au sang d'acier constituaient l'un de ces groupes.

Le Gang du bambou n'était pas une société secrète mais un gang de rue typique de Taiwan, formé dans les années 1960 et dont les membres étaient des continentaux. Lors de leur entrevue avec le «parrain» du gang, Ch'en Ch'i-li, les agents de l'IBMND lui dirent que les autorités avaient besoin de l'énergie patriotique du gang pour les aider à protéger la nation. «L'opposition, maintenant enhardie, a pris contact avec les gangs de Taiwanais de souche pour obtenir leur soutien», affirmèrent-ils, «et elle les utilise comme force de frappe pour perturber les campagnes électorales du KMT et de ses candidats. Le pays a besoin du Gang du bambou pour contre-attaquer[43].» Certains responsables haut placés du renseignement s'opposèrent, semble-t-il, au recrutement de gangs criminels et à leur utilisation comme des supplétifs paramilitaires[44] et Wang Sheng nia catégoriquement avoir jamais eu connaissance d'une décision de se servir des gangs pour des opérations secrètes et, plus encore, d'y avoir été impliqué. Si de tels liens existaient, affirma-t-il, c'est que l'IBMND avait agi sans autorisation[45].

Une décision unilatérale de l'IBMND ou du Bureau national pour la sécurité semblait toutefois improbable. Très certainement, Wang Sheng, portant la casquette LSK, ou Ching-kuo lui-même avaient donné leur accord à cette pratique. Si Ching-kuo s'y résolut, c'est qu'il pensait que la société plus démocratique qu'il souhaitait mettre en place imposerait des contraintes de plus en plus lourdes à l'appareil officiel chargé de la sécurité intérieure. Pour cette raison, il avait peut-être été convaincu par Wang Sheng, ou d'autres, qu'un instrument secret, non officiel, une sorte de «sous-traitance privée», serait quelquefois nécessaire pour faire appliquer des mesures illégales ou déplaisantes dans le but de protéger la sécurité nationale[46]. De toute manière, Ching-kuo considéra toujours les activités clandestines, quelles que soient leur nature, comme une arme efficace aussi bien dans le domaine de la politique intérieure que dans celui de la poli-

tique extérieure. Cette opinion bien ancrée fournit la clé de cette décision lourde de conséquences.

■

Le procès des accusés de Kaohsiung, qui commença le 18 mars, était sans précédent. Des observateurs d'Amnesty International et d'autres groupes de défense des droits de l'homme y assistèrent, de même que des diplomates «officieux», américains et d'autres nationalités, et des journalistes étrangers. Au début, le gouvernement s'efforça de limiter l'espace consacré au procès dans les journaux locaux, mais il fut rapidement obligé d'y renoncer. La presse indépendante le rapportait chaque jour sur deux ou trois pages, présentant ainsi les opinions politiques de l'opposition à huit millions de lecteurs. Les prévenus affirmèrent qu'ils n'avaient «fait des confessions» qu'après des jours d'interrogatoires ininterrompus, sans qu'ils puissent dormir; une technique que la presse dénomma l'«écrasement par la fatigue». Bien que le procès fût public, le verdict était couru d'avance. Le 18 avril, la cour statua que tous les accusés étaient coupables de sédition. Le tribunal avait l'intention de condamner Shih Ming-teh à la peine de mort, mais Ching-kuo fit savoir que personne ne devait être exécuté. Aussi longtemps qu'il serait président, il «n'autoriserait pas que du sang soit versé sur l'île de Taiwan[47]».

La cour, dès lors, condamna Shih Ming-teh à la prison à vie, Huang Hsin-chieh à quatorze ans et les six autres accusés à douze ans de prison chacun. Même si les peines étaient assez légères compte tenu des crimes supposés, elles furent accueillies par un tollé aux Etats-Unis. La réaction négative de l'opinion publique s'intensifia lorsqu'en juin un tribunal militaire condamna à six ans de prison le responsable et neuf autres membres de l'église presbytérienne qui avaient admis avoir donné asile à Shih Ming-teh avant son arrestation. Ce qui avait commencé par apparaître comme une excellente affaire politique pour le KMT s'était transformé en victoire pour le mouvement démocratique.

Le procès des gens d'église fut particulièrement pénible pour le maire de Taipei, Lee Teng-hui, qui était lui-même un presbytérien dévot. A cette même époque, Lee fut également bouleversé par la mort de son fils, atteint d'un cancer, et il envisagea d'abandonner la politique pour devenir prédicateur. Il confia son intention à certains de ses amis et à son pasteur. Chou Lien-hua et d'autres pasteurs lui dire qu'il ne

serait qu'un médiocre prédicateur alors qu'il serait un leader politique de premier plan. Lee décida alors de ne pas abandonner la politique[48].

■

Peu de temps après le procès, des faucons du parti, du Yuan législatif et de l'appareil de sécurité se plaignirent à Ching-kuo que la décision d'avoir un procès public avait finalement été un désastre pour la KMT. Ching-kuo convoqua le directeur des relations publiques et culturelles du parti, Ts'u Sung-ch'iu (il avait été l'un de ceux qui avaient insisté pour que le procès se déroule publiquement), et exprima sa satisfaction que dans toute l'affaire de Kaohsiung et dans ses suites personne n'avait perdu la vie. Apparemment, le meurtre de la famille de Lin Yi-hsiung ne lui vint pas à l'esprit. Ts'u convint que tout s'était passé aussi bien qu'on pouvait l'espérer

«Ils disent que vous êtes un libéral, dit Ching-kuo à son ami de quarante ans, «ils» se référant à l'aile droite du parti.

– Je suis diplômé en sciences politiques occidentales», répondit Ts'u.

Ching-kuo sourit. «Je comprends.»

Ts'u fit alors un commentaire critique qui, bien qu'amical, lui était très inhabituel : «Vous écoutez toujours très bien les autres, mais vous ne faites jamais part de votre opinion.

– C'est la meilleure méthode pour connaître la vraie réalité des choses, répliqua Ching-kuo. En outre, ça économise de l'énergie.»

Ching-kuo lui fit remarquer les critiques croissantes dont Ts'u était la cible à l'intérieur du parti. «Peut-être devriez-vous changer de responsabilités[49]», suggéra-t-il. Ts'u devint ainsi directeur de China Television (CTV) et Lee Huan, qui avait occupé ce poste depuis 1977, fut nommé à la présidence de l'université Sun Yat-sen de Kaohsiung.

Les élections, qui avaient été reportées et que les autorités fixèrent au 6 décembre, montrèrent que la politique de Ching-kuo, consistant en une avancée progressive vers la démocratie, était toujours poursuivie. Une nouvelle loi porta à 70 le nombre de sièges soumis à élection au sein du Yuan législatif, une augmentation de 78 % par rapport aux chiffres de 1978. Comme d'habitude, une centaine seulement des quelque 300 survivants des membres élus sur le continent assistaient en chancelant aux séances de l'Assemblée et cette augmentation du nombre de candidats élus signifiait que le Yuan législatif était enfin en passe de devenir une institution réellement représentative.

22
L'île et le continent

En sévissant contre l'opposition radicale après l'émeute de Kaohsiung, Ching-kuo fit clairement comprendre qu'il ne tolérerait pas la violence de rue. Il souhaitait maintenant clarifier un autre point. Il dit à l'équipe du KMT chargée de la campagne électorale que la prochaine élection devait être honnête et démocratique. Le KMT, précisa-t-il, «poursuit des réformes non pas dans le dessein de gagner une élection, mais il organise une élection au cours de ce processus de réformes[1]».

Les leaders de l'aile radicale de l'opposition étaient pour la plupart emprisonnés et ne pouvaient y prendre part. Leurs proches et leurs avocats, cependant, firent acte de candidature. L'opposition modérée, de son côté, continuait le combat à sa manière. La revue *Les Années 1980* étant interdite, l'indomptable K'ang Ning-hsiang sollicita l'autorisation pour publier à nouveau un magazine, *L'Asiatique (The Asian – Yachoujen)*. Le Bureau d'information du gouvernement et la 4e division de l'état-major du parti donnèrent leur approbation. L'ancien rédacteur en chef des *Années 1980,* Antonio Chiang, devint celui de la nouvelle revue, dans laquelle il espérait «présenter l'image d'une opposition loyale telle qu'elle existe dans les démocraties occidentales […], ce projet sera difficile à mener à bien étant donné que, dans la culture chinoise traditionnelle, la critique est assimilée à la rébellion, mais si nous échouons, l'opposition taiwanaise modérée disparaîtra et sera remplacée par des radicaux désireux de recourir à la violence[2]».

Les déclarations d'Antonio Chang étaient particulièrement agréables aux oreilles des réformistes, qu'ils fussent de jeunes universitaires ou des libéraux plus âgés, compagnons de Ching-kuo. Le Commandement de la garnison trouva bientôt des raisons suffisantes pour interdire *L'Asiatique,* mais K'ang et Chang reçurent aussitôt la permission de diffuser une autre publication, *Les Courants chauds (Warm Currents – Nuanliu),* que les censeurs militaires interdirent également en très peu de temps. De la même façon, le frère de Huang Hsin-chieh fit paraître sa propre revue, le *Moniteur politique,* officiellement autorisée, mais le Commandement de la garnison la réduisit immédiatement au silence[3].

La campagne pour l'élection de décembre 1980 se déroula sans incident majeur. Les candidats sans parti ou «en dehors du parti» dirent «presque tout ce qu'ils souhaitaient dire», mais ils évitèrent les sujets les plus provocateurs tels que l'indépendance de Taiwan ou des attaques directes contre la famille Chiang. En contrepartie, le gouvernement empêcha les groupes d'extrême droite et les organisations d'anciens combattants de perturber les rassemblements et la campagne des candidats sans parti[4]. Ching-kuo et sa coalition de réformateurs l'emportèrent largement[5]. Des 70 sièges à pourvoir au Yuan législatif, sept seulement revinrent à l'opposition, dont celui brigué par K'ang Ning-hsiang.

Comme tous les hommes politiques expérimentés, où qu'ils soient, Ching-kuo, en prévision d'élections qui devaient prochainement avoir lieu, avait planifié des mesures législatives de nature à lui gagner le soutien de la population, notamment parmi les travailleurs et les classes moyennes. Au commencement de 1979, le gouvernement présenta un large éventail de lois économiques et sociales libérales qui furent votées par le Yuan législatif. Elles incluaient une nouvelle législation en matière de prestations sociales, une révision de la loi sur les entreprises et la création de tribunaux spéciaux pour régler les conflits entre les employeurs et leurs employés. Le salaire minimum fut porté de 67 à 84 dollars américains par mois, et les salariés se virent garantir une partie des profits annuels réalisés par leurs entreprises ainsi que l'attribution de 10 à 15 % des nouvelles actions émises. D'autres lois imposèrent la création de fonds très importants permettant de prêter de l'argent à ceux qui voulaient accéder à la propriété, ce qui contribua grandement au développement de la construction de nouveaux logements publics. Ces fonds furent également utilisés pour augmenter les aides sociales versées aux familles les plus pauvres. La plus intéressante de toutes ces mesures fut une loi sans précédent dans toute l'histoire de la Chine – une loi sur la compensation due par l'Etat pour toute personne dont la liberté ou les droits auraient été violés ou méconnus par des fonctionnaires ou par des institutions agissant au nom du gouvernement[6].

■

L'élection de Ronald Reagan, en 1980, semblait être une victoire majeure pour Taiwan dans la mesure où le candidat républicain avait

promis, au cours de sa campagne, de rétablir des relations officielles avec la RdC[7]. Chiang Ching-kuo était toutefois conscient des réalités stratégiques qui déterminaient la politique de Washington à l'égard de la Chine et de la nature inconstante de l'opinion publique américaine. Il n'espérait pas des changements radicaux de Reagan, le septième président des Etats-Unis auquel il ait eu affaire. En fait, il se rendait compte que, au cas où le nouveau président ferait un geste en faveur de la reprise de relations officielles avec Taipei, il provoquerait sans doute une crise majeure dans les relations sino-américaines et dans celles du continent et de Taiwan, dont les conséquences seraient imprévisibles. Taipei se retrouverait alors dans une situation de totale allégeance à l'égard des Etats-Unis, et seuls les partisans de l'indépendance de Taiwan pourraient se réjouir d'un pareil résultat.

Toute décision visant à restaurer les relations officielles compliquerait également la poursuite de ventes d'armes américaines à Taiwan, qui avaient repris depuis le début de l'année. En 1980, le gouvernement de Carter avait approuvé la vente, pour 300 millions de dollars américains, d'«armes défensives» à Taiwan, qui comprenaient notamment des missiles embarqués de défense aérienne et 1 000 missiles antitanks pourvus de lanceurs. L'ambition principale de la RdC en matière d'armement était toutefois de se procurer un avion de chasse américain de dernière génération. Pour atteindre cet objectif, il fallait conduire l'opération avec prudence et qu'elle se fasse dans le contexte de relations plutôt positives entre les Etats-Unis et la Chine, un point que le représentant «non officiel» américain Chuck Cross ne manquait pas de souligner lors de ses conversations avec les responsables nationalistes.

Taipei avait reporté son choix de l'avion qu'il souhaitait acquérir jusqu'aux élections américaines. A la suite de l'écrasante victoire de Reagan, le vice-ministre des Affaires étrangères, Frederick Chien, conseilla vivement une attitude de retenue dans les demandes de concessions que Taipei chercherait à obtenir du nouveau gouvernement de Washington[8]. Quand la *Far Eastern Economic Review* («revue économique pour l'Extrême-Orient») interrogea Ching-kuo pour savoir ce qu'il attendait de l'administration Reagan, il ne mentionna pas la promesse de campagne de restaurer des relations officielles mais se contenta simplement de répondre: «Ce que nous espérons,

c'est l'application fidèle de la loi régissant les relations avec Taiwan (Taiwan Relations Act)[9].»

A vrai dire, deux ans après la rupture, le sentiment d'isolement qui prévalait sur l'île était en train de disparaître. Ching-kuo et son gouvernement poursuivaient une politique vigoureuse et de plus en plus flexible visant à renforcer les liens avec les pays étrangers et les institutions internationales, acceptant, lorsqu'elle se révélait nécessaire, la solution des relations non officielles ou non diplomatiques. Ces échanges augmentèrent en nombre mais ils commencèrent également à s'approfondir et à se développer de telle façon que leur nature en fut modifiée.

Les affaires étaient bonnes et les hommes d'affaires, à Taipei, émettaient des jugements très optimistes sur les perspectives qu'offrait le marché chinois, et notamment de devenir un débouché naturel pour les machines et les marchandises produites à Taiwan. Certains prédisaient même que les composants et les matériaux taiwanais allaient arriver en grande quantité dans les zones spéciales de libre-échange, qui commençaient d'apparaître sur le continent. Le quotidien de Hong Kong, *Ta Kung Pao,* contrôlé par Pékin, affirmait que la Chine, possédant d'abondantes ressources et un important marché intérieur, était tout à fait complémentaire de l'économie taiwanaise. Le ministère chinois du Commerce extérieur annonça qu'aucun droit de douane ne serait appliqué aux produits taiwanais. Le commerce global, dans les deux sens, entre Taiwan et la Chine, par l'intermédiaire de Hong Kong, était encore très faible, mais il ne cessait de croître[10].

Entre-temps, le gouvernement de Taipei, avec l'autorisation de Ching-kuo, laissa entendre pour la première fois que des contacts personnels avec les continentaux étaient autorisés, et même souhaitables. Le *United Daily News* cita le président du Conseil pour la planification et le développement agricole [de facto ministre de l'Agriculture], qui avait dit que si les communistes chinois souhaitaient «taiwaniser» leur agriculture, le Conseil serait prêt à les aider «de manière à élever le niveau de vie de [ses] compatriotes». Un autre article du même journal rapportait qu'un universitaire taiwanais avait suggéré que des contacts à l'étranger avec des continentaux seraient utiles parce qu'ils seraient de nature à leur ouvrir l'esprit[11]. Pendant cette même année, le gouvernement libéralisa dans des proportions considérables l'au-

torisation d'obtenir un passeport. Des 150 000 résidents de Taiwan auxquels on délivra un passeport au cours des dix premiers mois de l'année, beaucoup se rendirent à Hong Kong, puis de là allèrent revoir l'endroit d'où ils étaient originaires sur le continent. Deux des « trois non » étaient de moins en moins respectés. Cette évolution politique silencieuse illustrait la conviction de Ching-kuo, telle qu'exprimée par Wang Sheng, selon laquelle « pour être plus anticommuniste, il fallait devenir moins anticommuniste[12] ».

■

En 1980, le commerce indirect entre Taiwan et le continent s'élevait à environ 800 millions de dollars américains. Sur les quais de Foochow et d'Amoy, dans la province du Fukien, un observateur étranger pouvait souvent voir, entreposées, des piles de boîtes en carton contenant des téléviseurs et d'autres produits fabriqués à Taiwan. Le Commandement de la garnison continuait de mettre en garde sur l'illégalité d'un tel commerce, mais les pêcheurs taiwanais qui transportaient directement ces marchandises sur le continent prêtaient peu d'attention à cet avertissement[13]. K'ang Ning-hsiang accusa publiquement la politique des « trois non » de n'être qu'une « politique sclérosée » qui était « préjudiciable aux intérêts de la population de Taiwan ». « La survie de Taiwan, déclara-t-il, dépend en fin de compte de l'amitié [avec la Chine][14] ».

Bien que le Fonds monétaire international eût expulsé Taiwan en 1980, la RdC n'en fut pas trop inquiète. Ses réserves de devises s'élevaient à 7 milliards de dollars américains et sa dette étrangère à seulement 3,5 milliards[15]. Les dépenses consacrées à la R&D dans le domaine industriel avaient depuis lors augmenté de 58 %. Le commerce avec l'Asie du Sud-Est, l'Europe occidentale et même le bloc de l'Est, était de plus en plus florissant. Les banques étrangères se bousculaient pour ouvrir des agences à Taipei et, pour la première fois, les capitalistes de Taiwan effectuaient des investissements substantiels à l'étranger. L'une des conséquences de la deuxième crise pétrolière provoquée par la confrontation entre l'Iran et les Etats-Unis fut d'augmenter de 100 % la facture des importations de pétrole, mais le gouvernement fit face efficacement au problème en majorant le prix de l'essence et en accélérant son programme de construction de centrales nucléaires[16]. Il semblait que ce boom avait contribué à

brouiller les frontières des classes sociales et les différences ethniques (Taiwanais/continentaux). Quelle que soient la classe à laquelle elles appartenaient, les familles cherchaient à monter dans l'échelle sociale en utilisant les mêmes moyens : travailler dur, recevoir une bonne éducation et mettre beaucoup d'argent de côté[17].

■

Le maire de Taipei, Lee Teng-hui, participait régulièrement au conseil des ministres. Il avait été un haut fonctionnaire pendant presque dix ans. Il n'appartenait pas au cercle restreint des intimes de Ching-kuo, mais il se faisait un devoir de rencontrer le président deux ou trois fois par semaine pour recevoir ses conseils sur les problèmes municipaux. Il ne fait aucun doute que Lee apprit beaucoup ; ces visites lui donnèrent également l'occasion de faire impression sur le président par son sérieux. Quand plusieurs étudiants de Taipei se noyèrent à cause de la négligence de la municipalité, Ching-kuo convoqua le maire et insista sur la nécessité de faire preuve de contrition et d'empathie ; Lee se rendit immédiatement auprès des familles des victimes[18].

Lee, formé aux Etats-Unis, parlait anglais ; c'était à la fois un universitaire et un haut fonctionnaire. Il était grand, d'apparence modeste, chrétien ; c'était un chef apprécié de ses subordonnés et un bon administrateur[19]. De surcroît, il entretenait des relations amicales avec beaucoup de dirigeants de l'opposition[20]. Y. S. Tsiang continuait de pousser son protégé taiwanais, qu'il considérait comme le « meilleur pari » du KMT[21]. Tsiang, Wang Sheng et d'autres étaient de plus en plus préoccupés par la succession. Le président, maintenant âgé de 72 ans, avait de constantes douleurs dans les jambes. Il ne pouvait pas dormir la nuit et on lui administrait souvent de puissants sédatifs.

■

Lorsqu'on évoque la nouvelle génération de dirigeants, on pense nécessairement à tous les hommes jeunes formés aux Etats-Unis dont Ching-kuo s'entourait. Un autre jeune diplômé d'une prestigieuse université américaine joignit bientôt ce groupe. En 1978, le journal du KMT à Taipei, le *Central Daily News,* publia l'article d'un Chinois, diplômé de Harvard, appelé Ma Ying-jeou, qui travaillait alors pour une firme d'avocats très connue de Boston. L'article de Ma portait sur l'effondrement inévitable du communisme, et Ching-kuo fut intrigué par l'argument selon lequel les systèmes communistes

pourraient, et même devraient, s'effondrer assez rapidement en raison de leurs contradictions internes. Cette opinion était considérée comme originale au début des années 1980, mais Ching-kuo pensait déjà qu'elle était juste. Le jeune Ma publia également plusieurs articles dans les journaux de Taipei sur la conduite que Taiwan devait adopter après sa rupture avec les Etats-Unis. En septembre 1981, Ching-kuo eut un entretien avec Ma et, trois mois plus tard, ce dernier fut nommé directeur adjoint du Bureau du président.

En novembre 1981, les élections locales se déroulèrent plutôt bien. Aucune violence ne fut rapportée et il n'y eut ni bourrage des urnes ni harcèlement de l'opposition. Certains leaders des sans-parti exprimèrent même leur satisfaction devant l'impartialité de la consultation (qui doit être distinguée de la campagne électorale). Le KMT remporta 77 % des 189 sièges à pourvoir dans les différents conseils, mais 19 des 31 candidats «officiels» des sans-parti l'emportèrent. L'opposition enleva également 4 des 19 sièges de magistrats de districts[22]. Après les élections, le Premier ministre Sun procéda à d'importants changements dans son gouvernement, les nouveaux venus ayant, en moyenne, un an de moins que ceux qui avaient dû leur céder la place. Les observateurs considérèrent que ce changement était favorable aux réformateurs du KMT. La nomination d'un nombre plus important de Taiwanais de souche fut aussi remarquée. Pour la première fois, un Taiwanais, Ch'en Shou-shan, prit la direction du Commandement de la garnison – nomination qui, en fait, était moins révolutionnaire qu'il n'y paraissait, Ch'en étant un «semi-continental» et un protégé de Wang Sheng. L'ancien directeur du Commandement de la garnison, Wang Ching-hsu, fut nommé à la tête du Bureau national pour la sécurité; c'était également un proche du «tsar» des organes de sécurité.

■

En 1981, Deng redoubla d'efforts pour courtiser Ching-kuo. Pékin cessa de commémorer le soulèvement de 1947 à Taiwan et, en juillet, Hu Yaobang, le nouveau président du PCC, invita Ching-kuo et d'autres responsables du KMT à visiter leurs demeures ancestrales. Ce n'était qu'un début: la campagne de séduction atteignit son apogée lorsque la Chine présenta une proposition de réunification en neuf points, dont les plus notables étaient la possibilité qu'aurait Taiwan de conserver ses forces armées et de bénéficier d'une complète auto-

nomie assortie de la promesse d'aucune interférence dans ses affaires intérieures et même d'une direction conjointe de la Chine proprement dite. Cette proposition de Pékin était une esquisse pour mettre en exergue l'héritage commun du KMT et du PCC. Des ordres furent donnés au comité du PCC de Hsikou de réparer les tombes de la mère et de la grand-mère de Ching-kuo[23]. La RPC offrit de vendre à Taiwan du pétrole, du charbon et des médicaments à des prix préférentiels[24].

Deng Xiaoping adjoignit également un cadre légal à sa formule «un pays, deux systèmes», qui devait être le fondement de la réunification. Il ordonna des révisions de la Constitution de la République populaire qui dotaient d'un statut unique les régions administratives spéciales (RAS) – Taiwan et Hong Kong. Les RAS se voyaient garantir «un haut degré d'autonomie», y compris le contrôle de leurs présents systèmes économique, politique, social et judiciaire. Pékin représenterait seul la Chine dans les conférences internationales, mais Taiwan et Hong Kong conserveraient des «pouvoirs diplomatiques considérables pour traiter des affaires extérieures[25]». Pour améliorer encore l'atmosphère, l'APL retira une part substantielle de ses forces stationnées dans le Fukien, en face de Taiwan.

La rhétorique des «trois non» de Taipei continuait de rester en vigueur. Mais des articles commençaient maintenant d'apparaître dans la presse favorable au KMT affirmant que, pour ce qui concernait l'avenir prévisible, une attaque militaire de l'île par la Chine était hautement improbable et qu'une réunification pacifique et progressive était la voie à suivre, en commençant par les relations postales, le tourisme et le commerce indirect[26]. L'auteur de l'un de ces articles était Kao Ying-mao, un professeur de l'université Brown originaire de Taiwan. Kao fut invité à rencontrer le président pour lui expliquer son point de vue. Lors de la réunion qui fut organisée à cet effet, et plusieurs autres dans les années qui suivirent, Ching-kuo se contenta de poser les questions et Kao fut obligé de parler abondamment. Il apparut néanmoins que le président semblait approuver ces analyses[27].

■

Peu de temps après que le nouveau gouvernement de Reagan eut été mis en place, un certain nombre de sénateurs, dont Barry Goldwater et Jesse Helms, demandèrent avec insistance que fût approuvée la vente à Taiwan d'un chasseur de nouvelle génération. Cette

demande provoqua immédiatement une scission au sein du gouvernement. Les conseillers les plus anciens de la Maison Blanche, dont celui pour la sécurité nationale, Richard Allen, soutenaient une politique d'ouverture à l'égard de la Chine, mais en même temps ils étaient favorables à un resserrement des liens avec Taiwan, même au risque de provoquer Pékin. Allen avait rédigé les promesses de campagne de Reagan de reprendre des relations officielles avec Taipei. Tout au contraire, le secrétaire d'Etat, Alexander Haig, comme ses deux prédécesseurs immédiats, accordait une beaucoup plus grande priorité à la consolidation des relations stratégiques avec Pékin. Haig gagna la première bataille, contraignant la Maison Blanche à renoncer à envoyer une invitation à Taipei pour qu'un représentant nationaliste de haut niveau assiste à la cérémonie d'investiture du nouveau président. Publiquement, aussi bien qu'en privé, Pékin mit en garde les Américains sur le fait que la vente à Taipei d'un avion FX ou d'un chasseur technologiquement avancé mettrait un terme aux relations stratégiques naissantes entre la Chine et les Etats-Unis[28].

Plus tard, en 1981, la CIA et le département de la Défense estimèrent finalement qu'une telle vente n'était pas nécessaire pour la défense de Taiwan. Chuck Cross, qui était favorable à la fourniture du FX continua d'inciter ses interlocuteurs nationalistes à être patients. Un débat s'ensuivit, au sein de la direction du KMT, pour savoir jusqu'où Taiwan devait pousser publiquement sa demande pour obtenir le FX. Durant l'été, Reagan envoya un message personnel à Ching-kuo par un «canal non américain» lui donnant l'assurance que Taiwan pourrait se procurer «un avion à la technique avancée» que «Ching-kuo jugerait acceptable». Haig ne fut pas tenu informé de ce message qui, vraisemblablement, avait été inspiré par Richard Allen[29]. Le «canal» était Lee Kwan-yew, qui avait eu un entretien privé avec le président américain lors de sa visite à Washington, en juin, peu de temps avant qu'il ne vienne à Taipei pour des conversations tenues secrètes avec Ching-kuo[30]. Lee était devenu, dans les coulisses, l'interlocuteur clé du triangle Chine-Taiwan-Etats-Unis. A la réception de ce message, le Bureau d'information du gouvernement publia rapidement (le 15 juillet) une «déclaration politique, officielle et très importante» de Ching-kuo, dans laquelle il affirmait que le président Reagan était «un homme de principes et un adversaire déterminé du

communisme»; Taiwan devait donc faire preuve de patience dans ses relations avec l'Amérique et «n'agir que pas à pas avec un maximum de retenue et de persévérance[31]».

Lorsque, en octobre, le président Reagan rencontra Zhao Ziyang, le Premier ministre chinois, à l'occasion du sommet Nord-Sud de Cancun, au Mexique, ce dernier souligna avec force l'opposition de Pékin aux ventes d'armes à Taiwan et fit valoir que la reconnaissance du principe de la souveraineté de Pékin sur l'île était le meilleur moyen d'assurer la sécurité de Taiwan et la préservation du statu quo. En conséquence, Pékin pressa les Etats-Unis de fixer une date à partir de laquelle il serait mis un terme à toutes les ventes d'armes américaines à Taipei. En outre, il réitéra, et même intensifia, ses avertissements à l'égard d'une fourniture éventuelle de l'avion FX, qui, si elle avait lieu, aurait pour effet de compromettre ses relations avec les Etats-Unis.

Au cours de l'année suivante, Haig réussit à conduire selon ses vues la politique de Washington à l'égard de la Chine. Le secrétaire d'Etat persuada le président Reagan que des intérêts stratégiques cruciaux exigeaient que Washington trouve une solution au problème des ventes d'armes que le gouvernement de Carter n'avait pas su résoudre. Dans un mémorandum au président, Haig argua que, en raison du fait que Carter avait très mal géré ce problème, la relation stratégique avec Pékin était maintenant menacée. Washington annonça qu'il n'autoriserait pas la vente à Taiwan de chasseurs de type FX mais qu'il donnerait son feu vert à la production locale, à Taiwan, du chasseur F-5E, d'une technologie moins avancée. L'ambassadeur américain à Pékin, Arthur Hummel, commença de négocier avec ses homologues chinois un nouveau consensus sur la question des ventes d'armes à Taiwan.

■

En même temps que la nouvelle politique inaugurée par Deng se déployait rapidement sur le continent, les idées de Ching-kuo selon lesquelles les réformes mises en œuvre à Taiwan allaient franchir le détroit s'imposaient de plus en plus. Depuis le début des années 1970 au moins, Ching-kuo était convaincu que Taiwan devait devenir un modèle à la fois politique et économique pour demeurer viable sur le long terme. Maintenant, avec le développement des réformes de Deng sur le continent, il lui apparaissait de plus en plus clairement que des avancées politiques à Taiwan encourageraient des mouve-

ments semblables sur le continent. Il savait par expérience qu'une fois que des réformes politiques seraient lancées il serait très difficile de revenir en arrière. Le point crucial était de réussir à mettre en œuvre un processus qui permettrait non seulement de préserver la stabilité politique de Taiwan, mais serait également valide pour l'ensemble de la Chine[32]. James Soong, Ma Ying-jeou et d'autres jeunes collaborateurs de Ching-kuo commencèrent de suggérer publiquement que ce modèle taiwanais pourrait en fait triompher pacifiquement sur le continent. «Nous constituons maintenant la meilleure solution, déclara Soong dans un discours en 1981. Quand nous évoquons la possibilité de recouvrer [le continent], il se pourrait que ce ne soit pas directement – mais que nous présentions une autre [solution][33]».

Ching-kuo fit connaître ses intentions aux Américains. Tôt dans l'année, avant que James Lilley, le nouveau directeur de l'Institut américain à Taiwan, quitte Washington pour prendre ses fonctions à Taipei, un Chinois de Taiwan, très influent et qui avait d'étroites relations avec Ching-kuo, vint le voir. L'envoyé, parlant visiblement au nom du président, lui dit que Ching-kuo avait conçu un programme en quatre points. Le premier était la démocratisation, qui incluait des «élections généralisées»; le deuxième était la «taiwanisation». La période au cours de laquelle les continentaux exerçaient un pouvoir sans partage touchait à sa fin et les Taiwanais devaient nécessairement jouer un rôle de plus en plus important. Le troisième était «la condition nécessaire pour réaliser les deux premiers points»: il s'agissait d'augmenter rapidement les revenus et le niveau de vie de la population, objectifs qui, à leur tour exigeaient de meilleures infrastructures et que la technologie et les exportations fassent l'objet d'une plus grande attention. Enfin, le quatrième point du programme, sans doute le plus marquant, était le «développement de relations de travail informelles avec la Chine[34]».

Taipei accueillit avec satisfaction la nomination de James Lilley, un cadre de la CIA à la retraite, proche de l'administration de Reagan et du vice-président Bush[35]. A la seule exception de David Dean, Ching-kuo ne faisait aucune confiance aux fonctionnaires du Département d'Etat et entretenait de meilleures relations avec la CIA et les militaires. Chuck Cross ne rencontra jamais Ching-kuo, sauf à l'occasion de réceptions officielles. Lilley, en revanche, vint voir Ching-kuo à Seven Seas à de multiples reprises pour de longs entretiens privés. Le président, toujours

amical mais réservé, impressionna Lilley, qui le considérait comme «un dirigeant visionnaire et sachant imposer son autorité[36]».

Au début de 1982, alors que Ching-kuo était à l'hôpital des Vétérans, se remettant d'une opération de la rétine nécessitée par ses problèmes croissants de vision, il accepta qu'une équipe de Chine continentale puisse participer au championnat du monde de softball qui se tenait à Taiwan. Le bureau LSK avait insisté pour que Ching-kuo autorise cette participation. Wang Sheng pensait, comme Ching-kuo, qu'une prise de contact progressive avec le continent présenterait plus d'avantages que d'inconvénients pour Taiwan[37]. Finalement, toutefois, Pékin, à la surprise de tous, décida de ne pas envoyer d'équipe, mais le nouveau directeur des Affaires nord-américaines du ministère des Affaires étrangères confia à Lilley que, même si cette fois-ci la connexion avait échoué, il y aurait d'autres occasions dans le futur[38]. Ce haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères n'était autre que John Chang, le fils de Ching-kuo, qui avait récemment quitté Washington et était revenu à Taipei avec sa famille.

■

En mai 1982, la priorité stratégique des Américains apparut clairement dans les lettres que Reagan envoya à Deng ainsi qu'au Premier ministre Zhao et au secrétaire général du PCC, Hu Yaobang. Dans sa lettre à Hu, rédigée par les collaborateurs de Haig, Reagan réitérait l'engagement des Etats-Unis à respecter le principe d'«une seule Chine» et ajoutait: «Nous ne permettrons pas que les relations non officielles entre le peuple américain et le peuple chinois de Taiwan affaiblissent notre engagement à l'égard de ce principe.» Plus éclairants encore pour Ching-kuo étaient les termes de la lettre à Deng: «Nous reconnaissons pleinement la validité de la proposition en neuf points du 30 septembre 1981», qui exposait en détail les conditions imposées par Pékin pour la réunification. Reagan précisait à Zhao que «les Etats-Unis espéraient que, dans le contexte d'une évolution positive vers une solution pacifique (de la question Taiwan–continent), il y aurait une diminution naturelle des besoins de Taiwan en armement». Le vice-président Bush, qui avait dirigé le bureau de liaison des Etats-Unis à Pékin au milieu des années 1970 et partageait les vues de Haig, effectua, à la suite de l'envoi de ces lettres, une visite officielle à Pékin au cours de laquelle il transmit le même message de conciliation[39].

Les sénateurs conservateurs, emmenés par Goldwater, Helms, Thurmond et par la plupart des collaborateurs de Reagan à la Maison Blanche, étaient en total désaccord avec Haig sur la Chine et quantité d'autres questions internationales. Dans les coulisses, ils incitaient Reagan à se séparer de Haig[40]. Goldwater décida de se rendre à Taiwan. Très certainement, il discuta avec Reagan avant son départ, et on peut vraisemblablement supposer que le sénateur, qui arriva à Taiwan le 4 juin, informa Ching-kuo de la teneur des négociations de Haig avec Pékin et lui dit de ne pas s'inquiéter ; Reagan n'approuverait pas un accord avec la RPC qui serait en violation avec les dispositions du Taiwan Relations Act et ses engagements à l'égard de la sécurité de Taiwan. Nous savons de source sûre que Goldwater assura Ching-kuo que Reagan respecterait sa promesse de fournir à Taiwan «un avion à la technique avancée».

Peu de temps après la visite de Goldwater, les diplomates de Haig et les négociateurs de Pékin se mirent d'accord sur un projet de communiqué. Les Etats-Unis promettaient de limiter «la quantité et la qualité» des armes vendues à Taiwan et affirmaient que de telles ventes diminueraient progressivement, «puisqu'elles ne seraient effectuées que jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée». Dans ce document atypique, les Chinois abandonnaient leurs exigences pour qu'«une date soit fixée» en vue de mettre fin aux ventes d'armes à l'île et permettaient tacitement aux Américains de lier leur engagement de réduire et finalement de cesser de telles ventes à la déclaration de la RPC affirmant que sa «politique fondamentale» visait à «s'efforcer de trouver une solution pacifique à la question de Taiwan». Goldwater et les conservateurs de la Maison Blanche favorables à Taiwan furent indignés lorsqu'ils connurent le contenu du projet de communiqué. Lors d'une réunion de certains membres du Congrès, à laquelle Reagan assista, le 23 juin, Goldwater allégua que Haig avait menti au président, à lui-même et à d'autres sur la finalité des négociations, c'est-à-dire jusqu'où elles pouvaient être menées[41].

Deux jours plus tard, sans donner la possibilité au secrétaire Haig de se défendre, Reagan lui fit savoir qu'il accepterait sa démission. Le 25 juin 1982, Haig abandonna ses fonctions, accusant des adversaires non désignés d'avoir conduit une «guerre de guérilla» contre sa gestion de la politique étrangère[42]. Le 9 juillet, des représentants de

28 groupes conservateurs mirent en garde le président contre «une réaction extrêmement agressive» au cas où il accepterait une quelconque réduction des armes fournies à Taiwan[43]. Le camp pro-Taiwan au sein de l'exécutif regagna ainsi la haute main qu'il avait perdue à la suite des élections de 1980. Reagan estimait toutefois qu'il ne pouvait revenir sur le projet d'accord avec les Chinois, mais en compensation il apposa sa signature, le 14 juillet, sur une liste de «six assurances» qu'il donnait à Chiang Ching-kuo. Par ce document, les Etats-Unis s'engageaient à respecter le Taiwan Relations Act, à ne pas fixer de date pour mettre fin aux ventes d'armes à Taiwan, à ne pas exercer de pressions sur Taipei pour que ce dernier engage des discussions avec Pékin et à ne pas jouer un rôle de médiateur. De surcroît, la Maison Blanche annonça son intention de vendre un plus grand nombre d'avions F-5E que celui qui avait été décidé en décembre[44]. Un peu plus tard, les Etats-Unis donnèrent leur accord pour que Taiwan se procure auprès de l'Allemagne de l'Ouest des F-104 surnuméraires[45].

Reagan approuva finalement le communiqué conjoint avec Pékin tel qu'il avait été conçu par Haig en y apportant seulement de légers changements. Lorsque Lilley informa Ching-kuo de la version finale de l'accord, ses commentaires furent remarquablement «équilibrés et modérés[46]». Les promesses personnelles de Reagan et les assurances données par Goldwater et d'autres avaient convaincu Ching-kuo que le communiqué ne modifierait pas substantiellement les ventes d'armes américaines à Taiwan.

Après que le communiqué fut devenu officiel, le 17 août, une déclaration du gouvernement américain, qui clarifiait sa portée, ainsi que des remarques du président Reagan lors d'une conférence de presse ultérieure ne laissèrent aucun doute sur le fait que la réduction des ventes d'armes dépendrait de l'engagement de Pékin à rechercher une solution pacifique concernant l'avenir de Taiwan. Ce lien était déterminant, mais il restait informel. Contraint par la déclaration américaine de préciser sa position, Pékin publia sa propre déclaration affirmant que l'accord n'impliquait aucune relation entre les deux exigences[47]. La politique de Ching-kuo, fondée sur la patience et la retenue, était une nouvelle fois gagnante. Il savait déjà que, indépendamment des F-5E et des F-104, il recevrait aussi un nouveau chasseur à la technique avancée. En fait, les conséquences politiques

du communiqué furent dans l'ensemble favorables à Taipei. Pour la première fois depuis 1960, les responsables du Département d'Etat et du Conseil de sécurité nationale éprouvaient une grande sympathie à l'égard de Taiwan, bien qu'ils eussent encore à respecter, si possible, l'engagement de poursuivre l'ouverture américaine à l'égard de Pékin.

■

Même si les effets négatifs du communiqué avaient été en grande partie désamorcés, le public eut le sentiment qu'un nouveau coup avait été porté à la sécurité de Taiwan ce qui eut pour effet de renforcer l'unité de l'île tout en diminuant la possibilité que Taiwan devienne indépendant. K'ang Ning-hsiang prit même la tête d'un groupe de quatre parlementaires d'opposition qui se rendit à Washington pour contester les restrictions imposées sur les ventes d'armes à Taiwan[48]. Les médias de l'île encouragèrent des discussions publiques sur les moyens de renforcer l'unité et le consensus face à la dernière en date des décisions américaines inamicales. Ching-kuo envoya Frederick Chien à Washington pour diriger le bureau du Conseil de coordination pour les affaires nord-américaines. Il demanda également à son chef d'état-major des armées, en réaction, d'accélérer le développement du programme d'armement. Les armes nucléaires constituaient indéniablement la priorité[49]. Les responsables de l'Institut américain à Taiwan mirent les nationalistes en garde contre le fait de poursuivre des recherches dans ce domaine ou, pis encore, de fabriquer une arme nucléaire. Les nationalistes nièrent toute activité dans ce domaine[50].

Entre-temps, Ching-kuo avait continué progressivement d'adopter une attitude plus souple à l'égard du continent, qui n'excluait pas notamment la possibilité de négociations. La remarque publique du Premier ministre Sun affirmant que la position de la RdC à l'égard de discussions avec Pékin était de même nature que la déclaration du président Kennedy en 1961 selon laquelle les Etats-Unis n'auraient jamais peur de négocier mais qu'ils ne négocieraient jamais parce qu'ils avaient peur constitua un premier ballon d'essai à cet égard. La réunification, précisa Sun, devait être fondée «sur la libre volonté du peuple chinois dans son ensemble… Si le fossé politique, économique, social et culturel entre la Chine continentale et la Chine libre continuait de se combler, les conditions pour une réunification pacifique seraient progressivement réunies[51]». Le mois suivant, Liao

Chengzhi fit parvenir une autre lettre à Ching-kuo, son «condisciple et son ami», lui proposant d'effectuer une visite à Taiwan pour discuter de la réunification. La réponse fut un ferme «non». «Les ouvertures des communistes en faveur d'un dialogue», affirma Ching-kuo, consistaient simplement à «verser du vin tourné dans de vieilles bouteilles». Le peuple chinois, déclara-t-il, en avait assez du communisme, alors que les succès de Taiwan l'encourageaient à désirer «la liberté, la démocratie et un mode de vie prospère[52]».

■

Au cours de la première année du mandat de Reagan, un autre meurtre avait embarrassé le gouvernement de Taipei. En mai 1981, Ch'en Wen-cheng, résident permanent aux Etats-Unis et professeur de statistiques à l'université Carnegie Mellon, revint à Taiwan pour visiter des parents. Le 1er juillet, le Commandement de la garnison l'arrêta pour l'interroger. Le matin suivant, son corps fut découvert sur le campus de l'université nationale de Taiwan, portant de nombreuses fractures; une hémorragie interne massive était vraisemblablement la cause de sa mort, qui provoqua immédiatement un tollé aux Etats-Unis. Selon Chuck Cross, «il existait des preuves solides d'une implication officielle» dans le meurtre[53]. Le sous-comité pour les affaires d'Extrême-Orient et du Pacifique de la Chambre des représentants américaine tint une audience à ce sujet[54].

Apparemment, Ching-kuo accepta l'explication officielle selon laquelle le gouvernement n'avait rien à voir avec la mort du professeur. Plus tard, aucun de ses collaborateurs ne se souvint que le président ait posé quelque question que ce soit au sujet de cette affaire[55]. Ce meurtre, qui ne fut jamais éclairci non plus, illustrait une fois de plus le type d'intervention préventive très agressive que les vétérans des guerres politiques pouvaient tacitement approuver au nom de la sécurité nationale.

■

Le bureau LSK, sous la direction de Wang Sheng, avait progressivement assis son autorité sur différents aspects de la politique nationale. En 1983, Wang avait l'habitude de convoquer les vice-ministres ou les numéros deux d'un ministère ou d'une institution étatique et de leur donner des ordres qu'il s'attendait à voir exécutés. Le bureau LSK semblait fonctionner comme un «extragouvernement ou un gouver-

nement dans le gouvernement[56]». Le bureau, par la propre initiative et pour le propre compte de Wang, était impliqué dans «pratiquement toutes les affaires politiques[57]». Certains responsables influents commencèrent de voir des raisons sinistres derrière ces empiétements : les préparatifs d'une prise de pouvoir après la mort de Ching-kuo. Le vaste réseau d'agents et de responsables politiques chargés de la sécurité ou du renseignement devait tout à Wang Sheng et, après Ching-kuo, n'avait de loyauté qu'envers lui, lui conférant ainsi un considérable pouvoir potentiel pour devenir l'homme fort de l'ère qui suivrait la disparition du président.

Cette dernière éventualité était plus qu'une incertaine hypothèse. Au début de 1983, Ching-kuo pouvait à peine marcher – il avait «les jambes en coton», disait-il à ses médecins –, mais il refusait d'utiliser une chaise roulante. De sévères maux de tête ajoutaient à ses souffrances. Presque tous les jours, il passait une heure à son bureau en ville, mais la plupart du temps ses réunions avaient lieu à Seven Seas[58].

Mettant ainsi en évidence sa nouvelle puissance et son ouverture, la presse se livra à d'intenses spéculations sur la succession, ce qui n'aurait jamais pu se produire à l'époque de Chiang Kai-shek. Le Premier ministre Sun était un candidat évident, mais il avait 69 ans et il n'était pas en très bonne santé. Les observateurs locaux et étrangers citaient fréquemment Y. S. Tsiang et Wang Sheng comme ceux qui joueraient un rôle déterminant dans le Taiwan d'après Ching-kuo[59]. Que Tsiang souhaitât devenir le Premier ministre et Wang Sheng le secrétaire général du KMT était une théorie qui avait les faveurs du plus grand nombre. Certains membres du Bureau politique et des ministres influents, dont Shen Ch'ang-huan et le vieux compagnon de Chiang Kai-shek, Chang Ch'un, prirent la décision inédite d'évoquer en privé avec Ching-kuo leur préoccupation à ce sujet. Wang Sheng, pensaient-ils, serait celui qui allait devenir roi[60].

A peu près au même moment, Dean et Lilley estimèrent que ce serait une bonne idée d'inviter Wang à effectuer une visite aux Etats-Unis. La raison était la même que celle qui avait justifiée l'invitation de Ching-kuo, trente ans auparavant ; les Américains espéraient élargir, chez le tsar de la sécurité, la compréhension de ce qu'impliquait la démocratie. Lorsque Wang informa Ching-kuo de cette invitation, le président lui posa la question de savoir pourquoi les Américains la

lui avaient transmise. Wang répondit qu'il n'en savait rien et demanda s'il devait la refuser. Ching-kuo lui dit d'accepter. Wang donna alors à ce voyage une tournure très publique, rencontrant des membres du Congrès et des personnalités en vue[61]. Peu de temps après son retour, Ching-kuo le convoqua à Seven Seas. Le «bureau LSK, dit-il à son vieux camarade, semble être devenu un pouvoir parallèle. Deux membres du Bureau politique m'ont exprimé leur opinion à ce sujet. Je suis soucieux de l'unité interne du parti et je n'autoriserai pas la formation de factions. Si le bureau LSK continue ses activités, je crains qu'il ne devienne l'une de ces factions[62]». Wang prétendit qu'il avait d'abord été très content lorsque Ching-kuo lui avait donné instruction de fermer le bureau secret, pensant qu'il pourrait désormais consacrer tout son temps au GPWD, qu'il aimait par-dessus tout[63].

Deux semaines plus tard, toutefois, Ching-kuo le convoqua à nouveau et lui dit qu'il allait être nommé directeur du Bureau des Opérations conjointes et de la Formation, un poste des plus obscurs. Wang fut abasourdi. Dans son propre esprit, il s'était toujours efforcé, autant que possible, de faire machine arrière pour éviter la création d'une faction. Il avait maintenant 10000 anciens étudiants à Taiwan et dans le monde entier, mais, proclama-t-il, il n'avait jamais tenté de mettre sur pied un réseau d'influence. Wang salua et sortit, mettant ainsi un terme à quarante-cinq ans d'amitié[64]. Comme nouveau directeur du GPWD, Ching-kuo choisit cette fois, non pas un commissaire politique, mais un officier de l'armée de ligne, le général Hsu Li-nung[65].

Des remarques ultérieures, faites par Wang, persuadèrent Ching-kuo qu'il avait eu raison d'agir ainsi. Dans son discours d'adieu à l'Ecole de la guerre politique, Wang aurait dit «tuer un Wang Sheng est inutile, parce qu'il y a des milliers de Wang Sheng», se référant clairement à tous les officiers politiques qui étaient diplômés de l'école. Dans une lettre au chef du personnel, Hao, Wang se définit lui-même comme «le plus anticommuniste de tous». Wang, plus tard, mit sa mise à l'écart sur le compte des problèmes de santé du président, sa «paranoïa» (son esprit l'abandonnait) et sur les manigances de certaines «personnes influentes[66]». Mais sa rétrogradation ne s'arrêta pas là; Ching-kuo chargea Sun Yun-suan d'informer Wang qu'il avait été nommé ambassadeur au Paraguay, c'est-à-dire aussi loin de Taipei qu'il était possible de l'être.

Avant que Wang ne quitte Taiwan pour sa nouvelle affectation, Ching-kuo lui demanda de venir le voir pour un entretien d'adieu. Il valait mieux, lui dit-il, qu'il « parte pour l'étranger pendant un certain temps comme ambassadeur », autrement « il pourrait devenir le point de ralliement d'une faction ». Wang prétend qu'il répondit avec brusquerie « vous devriez me connaître… Ne vous tirez pas une balle dans le pied[67] ». Ching-kuo ignora l'impertinence. « J'ai été une fois un envoyé diplomatique en Mandchourie, dit-il à Wang, ce fut une expérience formatrice ». Il ajouta alors une remarque delphique : « Pour apprendre à nager, il faut se jeter à l'eau[68]. »

23
Successeurs, courtiers, tueurs

En 1983, Ching-kuo choisit un nouveau directeur de l'IBMND, Wang Hsi-ling, l'amiral qui avait été chargé des opérations de renseignements à Washington. Le bureau LSK n'était plus, mais sa mission consistant à effectuer des opérations préventives secrètes était apparemment maintenant dévolue au Bureau national pour la sécurité, dirigé par le général Wang Ching-hsu, l'ancien chef du Commandement de la garnison, connu sous le nom de Big Wang. A cette époque, le Gang du bambou, avec le soutien de l'IBMND, s'était considérablement développé jusqu'à devenir un redoutable syndicat du crime possédant des milliers de membres.

Le départ de Wang Sheng enhardit la presse de Taiwan. Le Commandement de la garnison continua d'interdire des périodiques, mais le Bureau d'information du gouvernement et la 4e division du KMT approuvaient aussi rapidement de nouvelles publications. Toutefois, sous le contrôle du système, légèrement assoupli mais encore suffisamment ferme, le pouvoir du KMT semblait tout à fait en sécurité. Les militants sans parti étaient maintenant profondément divisés en deux factions, un groupe majoritaire dirigé par K'ang Ning-hsiang et une faction radicale, appelée maintenant la Nouvelle Génération. Le noyau dur de cette dernière était composé des proches et des avocats des accusés de Kaohsiung et de militants plus jeunes. Les deux groupes rivaux de l'opposition ne purent s'entendre sur des candidatures communes pour les élections de décembre si bien que dans de nombreuses circonscriptions le vote antigouvernemental se scinda en deux. En conséquence, K'ang Ning-hsiang connut une surprenante défaite dans sa circonscription de Taipei. Six candidats seulement, qui avaient été approuvés par le Comité de nomination des sans-parti, représentant les modérés, furent élus au lieu de neuf lors des élections de 1980, mais en revanche quatre des sept candidats apparentés aux dissidents emprisonnés, ou qui avaient été leurs avocats, l'emportèrent. Néanmoins, l'élection fut une victoire majeure pour Y. S. Tsiang, que Ching-kuo avait nommé secrétaire général du parti.

La politique de non-confrontation de Ching-kuo à l'égard des Etats-Unis semblait également porter ses fruits. Dans une interview significative avec le magazine allemand *Der Spiegel,* en mai, il refusa de se laisser aller à critiquer les Etats-Unis ; il insista, au contraire, sur le fait que les deux pays étaient « toujours des amis fidèles… et des alliés naturels[1] ». Il continuait de se satisfaire des assurances privées que lui avait données le président Reagan. En 1983, l'administration américaine approuva la vente surprenante à Taiwan, pour 530 millions de dollars américains, de missiles et de matériel militaire. La réaction de Pékin fut étonnamment modérée, et Deng Xiaoping paraissait optimiste à l'égard de l'évolution des relations de la Chine et des Etats-Unis. En septembre, Washington et Pékin annoncèrent que Zhao Ziyang se rendrait aux Etats-Unis en janvier et que Reagan effectuerait une visite officielle en Chine, au mois d'avril. Entretemps, la Maison Blanche assouplit les restrictions sur les transferts de technologie à la RPC[2].

Ching-kuo ne considérait pas que ces développements constituaient une menace. Des hommes politiques taiwanais de premier plan, et notamment le ministre des Affaires économiques, Chao, commencèrent de soutenir publiquement l'idée qu'il serait souhaitable de commercer avec la Chine[3]. En privé, le Premier ministre Sun suggéra à Ching-kuo qu'il était temps pour Taipei d'autoriser ouvertement le commerce bilatéral et le tourisme avec le continent. Le président convint qu'une telle initiative serait avantageuse, mais il ne fit rien pour la mettre en pratique[4]. La politique, à Taipei, ne subissant aucun changement officiel, les relations entre Taiwan et le continent prirent des chemins mystérieux. L'exemption des droits de douane décrétée par Pékin pour les produits taiwanais et la volonté de Taipei de fermer les yeux sur le commerce avec le continent conduisirent à une augmentation extrêmement rapide des exportations indirectes vers la RPC, aussi rapide que les voyages illégaux des Taiwanais en Chine[5]. Pour Ching-kuo, plus important encore, toutefois, était le tournant radical, politique et psychologique, qui se produisait en Chine et semblait ouvrir de considérables possibilités. Deng avait irrévocablement abandonné le communisme en tant que système économique et en tant qu'idéologie devant mobiliser tous les aspects de la vie. De surcroît, en dépit des hauts et des bas qui s'étaient produits depuis 1978,

un mouvement démocratique populaire puissant semblait réellement gagner de l'ampleur. Ching-kuo estimait donc qu'il valait mieux laisser les relations avec la Chine se multiplier spontanément dans le secteur privé et voir comment les choses allaient évoluer[6].

■

La santé déclinante du président de même que l'affaire Wang Sheng mirent en évidence la nécessité de choisir un successeur. Lors de la dernière hospitalisation de Ching-kuo, le secrétaire général du cabinet du président forma un «groupe de huit personnes» destiné à exercer une direction collégiale au cas où le président ne pourrait se rétablir ou se trouverait dans l'impossibilité d'exercer ses responsabilités. Cette initiative déplut à Ching-kuo[7]. Son mandat présidentiel allait se terminer dans un an, en mai 1984. L'élection du nouveau président par l'Assemblée nationale aurait lieu en mars. Ching-kuo était conscient que ses chances de survie jusqu'en 1990 étaient au mieux très incertaines.

Avant la fin de 1983, il décida que son successeur serait un natif de Taiwan[8]. Le vice-président en exercice, Hsieh Tung-min, était âgé et n'avait qu'une crédibilité limitée. L'impression favorable que faisait à Ching-kuo le gouverneur de la province, Lee Teng-hui, d'un autre côté, n'avait cessé de grandir. Lee avait fait du bon travail comme gouverneur, résolvant notamment certains problèmes pratiques que son prédécesseur, Lin Yang-kang, n'avait pas su régler. Par exemple, l'opposition de la population locale avait bloqué plusieurs projets destinés à prévenir les inondations dans le nord de Taiwan. Lee se rendit sur place à plusieurs reprises, rencontra les gens et finalement les persuada que les projets envisagés seraient bénéfiques pour tous[9]. Comme le président Chiang, Lee était, à l'origine, un technocrate. Il donnait également l'image d'un homme qui n'était pas assoiffé de pouvoir. Outre ses talents d'homme politique, de gestionnaire, et de dirigeant, il avait, dans l'opinion de Ching-kuo, les qualifications et l'apparence d'un président de la République de Chine. Il plaisait à Ching-kuo de penser à l'impression de distinction que la haute et souriante stature de Lee ferait dans le monde[10].

Au moment où Ching-kuo s'apprêtait à prendre une décision finale, il lut un matin le texte de la dénonciation qu'avait faite Lee de l'idée de l'indépendance de Taiwan lors d'un débat de l'Assemblée de la province. Lee avait déclaré à l'Assemblée que la Chine n'avait

jamais rejeté Taiwan et que Taiwan ne pourrait jamais oublier la Chine. Ching-kuo en fut extrêmement satisfait. Immédiatement, il ordonna à l'un de ses collaborateurs d'inviter Lee à présenter un rapport au Bureau politique qui devait se réunir quelques jours plus tard. Le président demanda une intervention courte qui serait un « encouragement » pour Lee. Au cours de la réunion, le gouverneur Lee fit un rapport bref et optimiste sur les affaires de la province. Après qu'il se fut assis, Ching-kuo émit l'un des très rares commentaires qu'il ait jamais faits en de semblables circonstances : « Lee Teng-hui a été excellent. » Tous ceux qui se trouvaient dans la pièce surent alors que Lee serait le nouveau vice-président et donc le successeur de Ching-kuo, au moins comme chef de l'Etat[11].

En février 1984, bien que Wang Sheng n'ait occupé que depuis quelques mois son poste diplomatique au Paraguay, il fut autorisé à revenir à Taipei pour participer à la réunion du Comité central du KMT. Ching-kuo prit bonne note du fait qu'un grand nombre d'officiers du GPWD à la retraite étaient allés à l'aéroport pour accueillir l'ancien chef des commissaires politiques. Ching-kuo eut alors la confirmation qu'il avait agi sagement en ne laissant pas Wang à Taiwan[12].

Le Comité central tint ses assises, comme d'habitude, dans le centre Chungshan, imposant édifice situé sur Yangmingshan, la montagne dans la banlieue nord de Taipei, mais cette session était particulièrement importante. On s'attendait, évidemment, à ce que le comité proposât Chiang pour un second mandat comme président. L'inconnu portait sur son candidat à la vice-présidence, et son successeur probable comme président. Le secret avait été bien gardé au sein du Bureau politique. Le public et les médias furent donc très surpris lorsque Ching-kuo annonça son choix, Lee Teng-hui, que le Comité central approuva aussitôt.

Ce ne fut que quelque temps après la nomination de Lee comme vice-président que le Bureau de la sécurité, sans qu'on sache très bien comment, eut connaissance de son adhésion ou de ses connexions avec le PCC, pendant sa jeunesse, en 1945-1946, et transmit au président cette très surprenante information. Ching-kuo n'en tint aucun compte : « On ne peut plus rien y faire[13]. » Le président pensait certainement à sa propre allégeance de jeunesse, qui dura beaucoup plus longtemps, au Parti communiste soviétique. Mais les tenants de la

ligne dure en matière de sécurité et les membres ou les anciens du GPWD n'avaient pas été des plus enthousiastes à l'égard du choix de Lee et ils devinrent carrément mécontents lorsqu'ils apprirent que le Taiwanais avait un passé secret de communiste, ce qui constituait un délit des plus graves sous la loi martiale[14].

Certains membres de la famille de Ching-kuo ne considéraient pas, toutefois, que le problème de la succession était réglé. Les deux fils de Ching-kuo, Alex et Eddy, ainsi que son frère d'adoption, Wei-kuo, et M^me^ Chiang s'efforçaient maintenant de rendre distincts le rôle de la direction du parti et celui de chef de l'Etat, le contrôle du parti étant dévolu à un continental loyal, voire à un membre de la famille. Le parti, pensaient-ils, incarnait le véritable pouvoir[15]. Au même moment, Sun Yun-suan, qu'on avait considéré, pendant longtemps, comme un successeur possible, fut victime d'un accident vasculaire cérébral et ne put jamais reprendre une activité politique. Pour le remplacer, Ching-kuo désigna Yu Kuo-hua, âgé de 70 ans, un fidèle de la famille Chiang, universitaire de formation, ancien étudiant de Harvard et de la London School of Economics, et originaire du district de Fenghua.

La session de février du Comité central porta de 27 à 31 les membres du Bureau politique, qui représentaient maintenant 39 % des membres du Comité central. Plus encore que par le passé, toutefois, Ching-kuo comptait sur les collaborateurs en qui il avait confiance, à la fois les vieux confidents et la troisième génération, beaucoup plus jeune, des universitaires entrés en politique. Il rappela Lee Huan de son exil de Kaohsiung et le nomma ministre de l'Education. A ce moment-là, on avait déjà installé un lit de même type que les lits d'hôpitaux dans la chambre de Ching-kuo à Seven Seas, et il commença d'y traiter la plupart des affaires, avec une «petite élite entourant son lit[16]».

■

Faina souffrait depuis longtemps d'insomnie et de problèmes respiratoires mais elle était en meilleure santé que son mari, qui, visiblement, s'affaiblissait. Leurs infirmités croissantes rapprochèrent le couple. Leurs nombreux petits-enfants, dont l'âge variait beaucoup, constituaient leur plus grand plaisir. Yomei avait maintenant plus de 20 ans et était une artiste débutante, alors que les deux plus jeunes fils d'Eddy, Edward (Yu-chang) et Demos (Yu-po), étaient nés

respectivement en 1979 et 1978. Alan était toujours à moitié invalide et Eddy préférait éviter la notoriété et se tenir à l'écart des hommes de l'ombre et du renseignement, qui fascinaient son frère Alex[17].

Après le retour de sa femme en Europe, Alex engagea une jeune et jolie Taiwanaise comme gouvernante et professeur d'anglais pour ses enfants. Il était maintenant directeur, pour la radio, de la Broadcasting Corporation of China (BCC) et occupait également le poste honorifique de président de la Commission de base-ball, qui lui procurait une publicité bénéfique étant donné les remarquables succès des Taiwanais dans la deuxième ligue. Il continuait de frayer avec les vedettes de cinéma et d'autres célébrités dans la nouvelle et opulente jet-set de Taiwan, ainsi qu'avec les officiers supérieurs du renseignement. En 1984, des bruits coururent à Taipei selon lesquels le deuxième fils, gros fumeur, grand buveur mais aussi travailleur acharné, pourrait devenir le véritable successeur de son père. L'opposition affirma que Ching-kuo se préparait à transmettre le pouvoir à Alex, qui avait maintenant la responsabilité de superviser l'unité chargée de la garde personnelle de son père. Mais Ching-kuo, mieux que quiconque, connaissait les défauts de son fils et il n'avait aucune intention de lui permettre d'assumer une position politique de premier plan[18].

Ching-kuo était très fier de la réussite de ses fils jumeaux illégitimes, mais il continuait de refuser tout contact avec eux. Comme directeur des affaires nord-américaines, John Chang écrivait des mémorandums à l'intention du président sur des questions politiques importantes et traitait avec des visiteurs de premier plan des Etats-Unis et du Canada. Mais, contrairement à d'autres directeurs du ministère des Affaires étrangères, il n'accompagnait pas ces visiteurs éminents lorsqu'ils rendaient visite au président. A peu près au même moment, des articles commencèrent de paraître à Hong Kong et sur le continent identifiant les deux enfants que Ching-kuo n'avait jamais reconnus. Eddy Chiang interrogea deux fois son père à ce sujet, mais, chaque fois, Ching-kuo nia que ces rumeurs aient une quelconque vérité. Eddy et son frère Alex, toutefois, acquirent rapidement la conviction qu'elles étaient tout à fait fondées. Alex dit à un de ses amis qu'il était persuadé que les jumeaux étaient des hommes respectables mais que leur présence dans la ville était un constant embarras pour sa mère. Il s'efforça alors de bloquer les carrières professionnelles des jumeaux, essayant notam-

ment, mais en vain, de s'opposer à la promotion de John comme vice-ministre au sein du ministère des Affaires étrangères. En une occasion, alors que la BCC interviewait Winston Chang sur des problèmes d'éducation, Alex appela le producteur et lui intima de ne jamais plus interroger cette personne à la radio[19].

■

Lorsque Ching-kuo décida que le temps était venu d'établir des échanges informels entre Taipei et Pékin, les volontaires pour jouer les intermédiaires ne manquèrent pas. A un moment donné, Anna Chennault (la veuve de Claire Chennault) et même Ray Cline se portèrent candidats. Ching-kuo les récusa, ne confiant ce rôle très sensible qu'à une seule personne en laquelle il avait confiance : le Premier ministre de Singapour, Lee Kwan-yew. Lee était le seul leader mondial qui pouvait voyager librement entre les deux capitales chinoises concurrentes, bien que Singapour, ironiquement, pour ne pas alarmer ses voisins malais, très chatouilleux en matière d'identité ethnique, n'eût aucune relation diplomatique ni avec Pékin ni avec Taipei. Lee avait effectué pour la première fois une visite à Pékin en mai 1976 et avait brièvement rencontré Mao Zedong, affaibli par la maladie. En 1978, alors que la nouvelle ère de réformes commençait en Chine, Deng Xiaoping lui-même vint voir la cité-Etat, particulièrement dynamique mais très calme sur le plan politique, à l'extrémité de la péninsule malaise. En 1980, Lee effectua une deuxième visite en Chine et l'année suivante Deng envoya son protégé, Zhao Ziyang, pour étudier de près le succès de Singapour.

Des reportages favorables dans les médias chinois sur la société de Singapour et son économie, de même que des remarques publiques et privées faites par des personnalités influentes à Pékin au début des années 1980, mirent en évidence la fascination que Deng éprouvait à l'égard du pays prospère et ordonné de Lee Kwan-yew. Lee s'efforça de faire comprendre à Deng et à d'autres cadres du PCC quelle était la situation de Taiwan et, notamment, la sympathie de la plupart des Taiwanais pour le principe de l'indépendance et donc la nécessité pour la Chine, aussi bien que pour Taiwan, d'aborder avec beaucoup de souplesse et de prudence le problème de la réunification[20]. En certaines occasions, au cours de ces années, Lee effectua des visites clandestines à Taipei pour discuter avec Ching-kuo[21].

La chimie positive qui se développa entre Chiang Ching-kuo et Lee Kwan-yew surpassait celle qui s'établit entre Lee et Deng. Lee et Chiang étaient anticommunistes mais essentiellement pragmatiques et tous deux étaient en faveur d'une approche de long terme et prudemment optimiste pour essayer de mettre fin au communisme en Chine[22]. Deng, de son côté, souhaitait sauver le communisme en le réformant. Lors des visites périodiques de Lee à Taipei, il passait de longues heures seul avec Ching-kuo pour parler de la Chine et de la question Chine–Taiwan. Ching-kuo estimait que Lee comprenait mieux que quiconque ce que cette question impliquait et comment elle pouvait évoluer. Les principaux collaborateurs de Ching-kuo s'accordaient pour dire que Lee exerçait une influence majeure sur ce que le président pensait de la Chine. Ce fut la seule relation personnelle avec un chef de gouvernement étranger que Ching-kuo eut plaisir à poursuivre. Il se rendit quelquefois à l'aéroport pour accueillir Lee personnellement, ce qu'il ne fit jamais pour aucun autre visiteur étranger. Il donna également instruction à son secrétaire d'inclure dans ses lettres à Lee des formules témoignant de son affection à son égard[23].

Une fois, au moins, Deng transmit, par l'intermédiaire de Lee Kwan-yew, ses « sincères salutations » à Ching-kuo, « [s]on condisciple à Moscou[24] ». Deng précisa également au dirigeant de Singapour et à d'autres visiteurs comment la question de Taiwan pourrait être résolue de manière à respecter les intérêts des deux côtés. Pékin, affirma Deng, n'enverrait jamais de fonctionnaires ou de troupes dans l'île, n'interviendrait jamais sur des sujets politiques ou de « personnes » (c'est-à-dire le choix des dirigeants) et ne chercherait pas non plus à modifier les termes de l'accord portant sur la réunification, qui pourrait « rester valable pendant cent ans[25] ».

Selon Deng, Taiwan bénéficierait également de « droits spéciaux en matière de politique étrangère, […] pourrait délivrer des passeports spéciaux, […] accorder des visas […] et signer certains accords avec d'autres pays ». La relation serait du type : « Je ne vous absorbe pas et vous ne m'absorbez pas non plus. Vous ne vous occupez pas de moi et je ne m'occupe pas de vous. Chaque côté peut vaquer comme il l'entend à ses propres affaires. » Deng rejeta une nouvelle fois tout renoncement à la force par Pékin avant qu'un accord soit conclu, mais il était prêt à le faire au cas où un tel renoncement ferait partie

de l'accord final. Les futurs conflits sur la mise en œuvre de l'accord feraient l'objet de consultations. Hormis le principe de l'«unicité de la Chine, souligna Deng, le continent n'exige aucune autre condition absolue. Et toutes les autres conditions, tous les autres dispositifs, sont négociables et modifiables[26]».

C'était une position de départ pour des négociations d'une flexibilité inespérée de la part de Pékin. Ching-kuo, toutefois, ne croyait pas encore qu'il eut le mandat pour engager de telles négociations et les conditions n'avaient pas suffisamment changé sur le continent pour aborder le sujet de la réunification. Lee et Ching-kuo étaient d'accord pour penser qu'un engagement croissant entre le continent et les sociétés prospères et ouvertes qu'étaient Taiwan et Singapour conduirait la Chine à évoluer dans la même direction. Comme Ching-kuo le déclara à *Der Spiegel:* «La renaissance d'une Chine libre, démocratique et unifiée n'est ni un rêve ni une illusion[27].»

En 1983, Ching-kuo pensait que, en raison des réformes économiques conduites par Deng et de sa politique étrangère pragmatique, la RPC allait devenir de plus en plus puissante. Si Taiwan et le continent peuvent s'entendre, dit-il à ses collaborateurs, «la Chine connaîtra un brillant avenir». La clé était de créer le cadre politique qui rendrait une telle hypothèse possible. Pour quantité d'impérieuses raisons, sans même parler de choix intellectuels ou moraux, ce cadre ne pouvait être que démocratique[28].

■

Le 26 septembre 1984, Deng Xiaoping obtint une remarquable victoire dans le long combat pour l'unification de la Chine : la déclaration conjointe sino-britannique sur le futur de Hong Kong. Comme première illustration concrète de sa formule «un pays, deux systèmes», Deng et le Premier ministre Margaret Thatcher passèrent un accord aux termes duquel Hong Kong serait rétrocédée à l'administration chinoise en 1997, la Chine nommerait le chef de l'exécutif et serait autorisée à stationner des unités de l'APL sur le territoire. Pour les cinquante années suivantes, toutefois, Hong Kong continuerait de posséder son propre système économique, social, financier et politique. Lors de leur rencontre, Deng demanda à Thatcher de transmettre un message au président Reagan invitant les Américains «à faire quelque chose» pour favoriser les contacts entre Taiwan et le continent[29].

La déclaration de Hong Kong renforça la position de Deng, qui était déjà forte, au sein du PCC. Des divisions existaient encore entre, d'une part, des réformateurs comme Hu Yaobang et Zhao Ziyang et, d'autre part, des archiconservateurs opposés à tout changement fondamental dans les politiques sociales et économiques, mais Deng n'en continuait pas moins à consolider son rôle de dirigeant suprême. En 1984, il confirma à nouveau son engagement d'ouvrir la Chine au monde et d'engager des réformes économiques en visitant les zones économiques spéciales de Shenzhen, Zhuhai et Amoy, qui restaient très controversées[30]. Mais, en même temps, il prenait bien garde que les réformes et les assouplissements ne deviennent impossibles à maîtriser. C'était avant tout un homme du parti et il était très sensible aux accusations selon lesquelles les réformes affaiblissaient le contrôle du parti. C'est la raison pour laquelle il soutint une campagne pour promouvoir l'idée d'«une civilisation spirituelle socialiste» et, en 1981 et 1983, approuva un flot de critiques contre la «pollution spirituelle» et la «libéralisation bourgeoise». Le premier de ces deux slogans, nous l'avons vu, avait également été utilisé par les conservateurs à Taiwan pour s'opposer à la libéralisation politique.

■

En mai 1984, l'opposition taiwanaise informelle créa une autre organisation ressemblant à un parti politique appelée l'Association politique publique des sans-parti. Son objectif, clairement affirmé, était la création d'une opposition organisée. Des réformateurs du KMT, comme James Soong, avaient espéré que l'opposition se contenterait pendant un peu plus longtemps de la substance mais non de la forme d'un véritable parti. Dans un geste de conciliation, Ching-kuo, en août, approuva la libération sur parole de quatre condamnés des procès de Kaohsiung, notamment celle de Lin Yi-hsiung, père des enfants assassinés. Comme le décrivirent deux universitaires, le KMT s'efforçait de répondre à une pression et une action militante sans cesse croissantes de la part de l'opposition par une combinaison de répression ciblée, de libéralisation institutionnelle continue et d'efforts pour coopter le plus rapidement dans le système un nombre de plus en plus élevé de Taiwanais[31]. Les conservateurs appartenant à l'élite continentale du KMT devenaient, toutefois, de plus en plus amers et de plus en plus préoccupés. En juillet, l'amiral Wang Hsi-ling rencontra le chef du Gang du bambou, Ch'en Ch'i-li.

Selon David Kaplan, Wang avait le projet plutôt ambitieux de faire du Gang du bambou une organisation, formée et intégrée, d'action secrète, pouvant opérer dans le monde entier, y compris à Hong Kong et aux Etats-Unis. Bien que le bureau LSK fût maintenant défunt, les activités clandestines et illégales pour combattre les groupes et les personnes opposées au KMT continuaient de plus belle.

La première rencontre de Wang et de Ch'en eut lieu au domicile d'un metteur en scène de cinéma très connu, ce qui témoignait des liens étroits existant entre l'industrie du cinéma, l'appareil du renseignement et le crime organisé. L'invité d'honneur du dîner était Chiang Wei-kuo. Wang donna suite à ce premier contact en invitant à son tour Ch'en à dîner, le 2 août, en compagnie du général de division Hu Yi-min, directeur adjoint de l'IBMND, et un certain colonel Ch'en Hu-men. Wang dit à Ch'en Ch'i-li qu'un traître, nommé Henry Liu, avait écrit un livre diffamant le président et portant atteinte à l'image de la nation. Cet homme était maintenant en train d'écrire un deuxième livre, *Une biographie de K. C. Wu*. «Liu doit être éliminé», déclara Wang. Ch'en accepta la mission de bonne grâce[32].

Liu avait promis à Wang Hsi-ling d'édulcorer son livre sur Ching-kuo et avait même accepté de l'argent de l'IBMND pour ce faire. Puis il avait publié son livre en ne procédant qu'à quelques suppressions. Maintenant, en sus d'une biographie de K. C. Wu, il projetait d'écrire un autre ouvrage sur la vie du général Sun Li-jen, qui avait été placé en résidence surveillée. Dans les deux livres, Ching-kuo apparaîtrait, en vedette, sous les traits de la parfaite fripouille[33]. L'amiral Wang était exaspéré par cet auteur qui, le croyait-il, était également devenu plus fidèle à Pékin qu'à Taipei[34].

Le 14 septembre, après un dîner d'adieu donné par Wang Hsi-ling, Ch'en prit un avion pour la Californie pour préparer l'assassinat. Un mois plus tard, trois membres du Gang du bambou tirèrent sur Henry Liu et le tuèrent dans son garage de Daly City, dans les faubourgs de San Francisco. Mais les ordinateurs de l'Agence nationale de sécurité, à Fort Mead, dans le Maryland, enregistrèrent plusieurs appels internationaux entre Ch'en Ch'i-li en Californie et l'IBMND, qui incriminaient à la fois le chef du gang et le bureau de renseignements[35].

Ch'en Ch'i-li et les deux véritables assassins de Henry Liu, Wu Tun and Tung Kui-sen, revinrent à Taipei le 21 octobre. Des officiers de

l'IBMND les accueillirent à l'aéroport international Chiang Kai-shek et les félicitèrent pour l'excellent travail qu'ils avaient accompli. Le colonel Ch'en Hu-men leur dit que le «grand patron» leur en était reconnaissant. Un peu plus tard, lorsque Tung demanda à Ch'en Ch'i-li qui était le «grand patron», Ch'en aurait répondu que c'était Chiang Hsiao-wu – Alex Chiang.

■

A la fin octobre et au début novembre, le Commandement de la garnison réagit avec sévérité contre les journaux qui publiaient des articles sous-entendant que les autorités étaient impliquées dans le meurtre de Henry Liu. Le gouvernement commença également d'attaquer en justice pour diffamation les médias critiques. Bien que ce fût pour des motifs étrangers à l'affaire de Henry Liu, des tribunaux civils condamnèrent deux rédacteurs en chef pour diffamation et les emprisonnèrent. Des revues appartenant à l'opposition transformèrent ces cas en causes célèbres. Témoignant du fait que les partisans de la ligne dure gagnaient du terrain, le ministère de l'Intérieur ordonna la dissolution de l'Association politique publique des sans-parti déclarant qu'elle était une organisation illégale.

Trois semaines, toutefois, après le retour des assassins de Henry Liu, les différentes polices de Taiwan lancèrent la plus grande campagne de répression qui ait jamais eu lieu contre les bandes criminelles de l'île. Des milliers de policiers et de militaires passèrent au crible les principales villes, arrêtant des centaines de membres présumés des gangs, dont beaucoup appartenaient au Gang du bambou. Le gouvernement avait projeté de lancer cette opération de nettoyage *(Yi Ch'ing)* vers la fin de l'année mais, pour des raisons inconnues, changea brusquement la date. Une équipe de policiers fit irruption dans la maison de Ch'en Ch'i-li et le traîna à l'extérieur. Craignant pour sa vie, Ch'en cria qu'il était un agent secret de l'IBMND. Il fut placé sous la garde du Bureau des enquêtes du ministère de la Justice, rival de l'IBMND, et ce fut ce bureau qui procéda à son interrogatoire. L'assassin Tung réussit à prendre la fuite à l'étranger. Le Bureau de la sécurité nationale, sous la direction du général Wang Ching-hsu, coordonna cette campagne sans précédent contre le crime organisé impliquant différents organes de sécurité. C'était le même Big Wang qui avait été le chef du Commandement de la garnison, en 1981,

à l'époque du meurtre du professeur Ch'en. Des années plus tard, Eddy Chiang suggéra que l'Opération de nettoyage avait été une tentative pour éliminer les meurtriers de Henry Liu. Il pensait que ce meurtre avait vraisemblablement donné lieu à un «conflit interne» entre les différents organes du renseignement et que l'amiral Wang Hsi-ling n'aurait pas entrepris une telle action de sa propre initiative[36].

Le 13 novembre, lors de la réunion matinale que Ching-kuo avait régulièrement avec ses principaux collaborateurs, son chef de cabinet lui transmit un rapport qu'il avait rédigé sur l'Opération nettoyage. Le rapport précisait qu'un chef de gang qui avait été arrêté avait affirmé qu'il était un agent de l'IBMND et avait montré un document pour prouver ses dires. Il avait également confessé que, en sa capacité d'agent de l'IBMND, il s'était chargé de l'assassinat de Henry Liu. Ching-kuo fut choqué et extrêmement irrité[37]. «C'est incroyable», dit-il, ajoutant : «Qu'on traite cette affaire conformément à la loi[38].» Il ordonna à Big Wang de superviser l'enquête. Les deux Wang, apparemment, crurent d'abord qu'ils pourraient nier avec succès toute connexion entre l'IBMND et le meurtre. Mais quand ils apprirent que le chef du Gang du bambou avait laissé aux Etats-Unis des enregistrements décrivant l'opération en détail, ils furent contraints de divulguer l'implication de l'IBMND, mais on ne sait s'ils révélèrent le rôle joué par l'amiral Wang. Ching-kuo ordonna au ministère des Affaires étrangères d'informer le Département d'Etat américain que le gouvernement nationaliste avait arrêté un suspect, une personnalité notoire de la pègre, du meurtre de Henry Liu. Le ministère, toutefois, ne devait pas mentionner le fait que Ch'en avait revendiqué avoir agi pour le compte de l'IBMND. Les tentatives pour étouffer l'affaire se poursuivirent pendant deux mois, ce qui, selon le témoignage ultérieur d'Eddy Chiang, «rendit les Américains furieux[39]».

A la mi-décembre, le FBI informa le Département d'Etat qu'il existait des preuves de l'implication de l'IBMND dans le meurtre. Un membre du Congrès, Steven Solarz réclama une audition pour déterminer si cet acte de terrorisme sur le sol américain justifiait que l'on suspende les ventes d'armes à Taiwan. Les autorités américaines demandèrent l'extradition de Ch'en Ch'i-li et Wu Tun afin qu'ils soient jugés aux Etats-Unis. Ching-kuo refusa, mais promit que Taipei transmettrait à Washington toutes les informations concernant cette enquête[40].

Pour montrer toute l'importance qu'elle avait prise, le directeur de l'Institut américain à Taiwan, Harry Thayer, obligea le secrétaire général du Bureau du président à sortir de son lit pour lui lire un télégramme en dix points sur cette affaire[41]. Ironiquement, le diplomate taiwanais qui était chargé du dossier et de traiter avec Thayer était John Chang, dont la rumeur publique avait attribué la mort de sa mère, quarante-deux ans ans auparavant, à des agents secrets du KMT. *Les Années 1980* procédèrent à leur propre enquête et publièrent un article accusant des services officiels d'avoir des connexions avec le meurtre. Le Commandement de la garnison confisqua tous les exemplaires de la publication. Rapidement confronté aux preuves irréfutables que possédait le FBI, Ching-kuo fut finalement obligé d'admettre que le colonel Ch'en Hu-men avait, sans autorisation, conspiré en vue du meurtre de Henry Liu. Washington répondit que la responsabilité de cette opération allait au-delà, hiérarchiquement, du colonel Ch'en. Taipei lâcha alors le général Hu, le subordonné de Wang Hsi-ling. Mais le FBI et le Département d'Etat ne s'en satisfirent pas ; pour eux, Wang Hsi-ling lui-même était impliqué[42].

Le 13 janvier, le FBI obtint d'un membre du Gang du bambou une copie de l'enregistrement de Ch'en Ch'i-li dans lequel il citait nommément Wang Hsi-ling comme le responsable de l'opération. Ching-kuo donna l'ordre de démettre de leurs fonctions Wang Hsi-ling et ses deux collaborateurs et de les traduire devant un tribunal militaire pour le meurtre de Henry Liu[43]. Ce ne fut que quatre jours plus tard, cependant, que le Bureau d'information du gouvernement, qui, en novembre avait menacé de poursuivre en justice les publications suggérant que des organes officiels étaient mêlés à cette affaire, publia une déclaration précisant que le gouvernement était «profondément choqué par l'implication de responsables du renseignement» et que les autorités avaient démis Wang Hsi-ling de son poste de directeur de l'IBMND. Plusieurs jours passèrent encore, toutefois, avant que les autorités se décident à arrêter le chef limogé de l'IBMND, délai suggérant que des négociations avaient été conduites avec lui pour déterminer à quelles conditions il accepterait de porter la totale responsabilité de l'affaire[44].

Ching-kuo confia à l'un de ses collaborateurs que ce qui s'était produit lui était «extrêmement douloureux». Il continua d'affirmer qu'il

ne pouvait pas comprendre comment Wang Hsi-ling avait pu prendre une décision aussi folle[45]. Jusqu'au désastre de Daly City, se lamentait-il, Taipei avait occupé une position éminente à l'égard de Washington. Après le départ de Haig, le gouvernement républicain avait toujours été très attentif aux demandes de Taiwan. Maintenant, le meurtre de Liu avait placé Taiwan sur un «sol incertain» et menacé les récents avantages que Taiwan s'était acquis ou qu'il pourrait encore obtenir dans ses relations avec les Etats-Unis. Ching-kuo craignait que le président Reagan ne remette en cause le soutien personnel qu'il apportait à Taiwan et l'impact de cette affaire sur les ventes d'armes américaines qui, en 1984 avaient beaucoup augmenté pour atteindre 700 millions de dollars américains – et tout particulièrement sur la promesse de Reagan de fournir à Taiwan, qui l'avait demandé avec insistance, un avion de chasse à la technologie avancée.

Le président déclara lors de la réunion régulière du Bureau politique, qui avait lieu le mercredi, que des gangsters avaient piégé de hauts responsables de l'administration parce que ces derniers les avaient fréquentés. Il ordonna que de pareils contacts cessent immédiatement. Ching-kuo nomma quatre personnalités, Big Wang, Hao Pei-ts'un, Shen Ch'ang-huan et Wang Shao-yu (secrétaire général du gouvernement), qui devaient former un groupe de travail afin d'examiner les conséquences immédiates de la crise et de proposer des recommandations à long terme. Selon certaines fuites qui commencèrent d'apparaître dans la presse de Taiwan, Ching-kuo était furieux de l'implication de services officiels et avait ordonné un nettoyage complet des réseaux de renseignements et de sécurité intérieure et l'arrestation de tous ceux qui avaient été mêlés à l'affaire, quel que soit leur rang[46]. Ching-kuo répondit favorablement à la demande américaine d'envoyer à Taipei un détective de Daly City et deux agents du FBI et de leur permettre d'interroger les membres du gang accusés et de les soumettre à un détecteur de mensonges. Il savait que les Américains cherchaient surtout à savoir jusqu'où allait la culpabilité dans cette affaire et si, en particulier, il en avait été lui-même informé. Il rejeta, toutefois, leur demande d'interroger l'amiral Wang[47].

Le problème de l'opinion publique aux Etats-Unis devenait néanmoins de plus en plus grave. Le *Washington Post* décrivit le gouvernement de Taiwan comme un «ami privilégié se comportant comme

un voyou[48]». Le premier jour des auditions du sous-comité pour les affaires d'Extrême-Orient et du Pacifique de la Chambre des représentants – le même sous-comité qui avait enquêté sur la mort du professeur Ch'en – fut un désastre pour Taipei. Le jour suivant, le 8 février, Ching-kuo revint sur sa première décision et accepta que les Américains puissent aussi s'entretenir avec Wang Hsi-ling et le soumettre également à un détecteur de mensonge. Lors du test, Wang nia à la fois qu'il avait ordonné le meurtre (il aurait seulement suggéré que Ch'en Ch'i-li «donne une leçon à Liu») et que des autorités supérieures aient approuvé cette opération. Selon les Américains qui étaient présents, pendant toutes ses réponses, Wang «paraissait extrêmement embarrassé» et l'aiguille indiquait une flagrante dissimulation[49].

A ce stade, le président Chiang devait avoir compris, s'il ne le savait déjà, pour quelles raisons, un officier de renseignements aussi «discret» et aussi fiable avait été embarqué dans une aventure aussi risquée et dont on ne pouvait espérer que des bénéfices négligeables. De nombreuses présomptions suggèrent que Big Wang donna à l'amiral Wang soit l'autorisation soit l'ordre de préparer le meurtre. Douze ans plus tard, un ancien compagnon de Ching-kuo, très proche de lui, affirma qu'il était certain que Wang Hsi-ling avait couvert quelqu'un[50]. Plusieurs hauts responsables du KMT de l'époque croient que l'idée vint originellement d'Alex Chiang, dont «l'implication avec les réseaux de renseignements» n'avait cessé, pendant des années, d'être encouragée par Wang Sheng[51]. Des rumeurs associant Alex à l'affaire apparurent dans la presse à Hong Kong, aux Etats-Unis et même à Taiwan. A cause de ses problèmes de vision, Ching-kuo dépendait maintenant de ses collaborateurs pour être tenu au courant des nouvelles. Très vraisemblablement, l'un de ses jeunes assistants ou l'un de ses très proches et très anciens compagnons – ou peut-être son fils Eddy – l'informa, au début de l'année 1985, de la participation d'Alex. Ce dernier nia avec fougue ces accusation et maintint qu'il n'avait jamais rencontré Ch'en Ch'i-li et qu'il n'était en rien mêlé à cette histoire[52].

Ching-kuo, toutefois, en vint certainement à croire, au minimum, que l'«attirance d'Alex pour l'intrigue», son style de vie, ses amis douteux et ses commentaires imprudents l'avaient conduit, au moins indirectement, à être impliqué dans le meurtre[53]. Même si, très vraisemblablement aussi, Ching-kuo lui-même ne savait rien du projet de

tuer Henry Liu, il portait néanmoins sa part de responsabilité. Son approbation de mesures dynamiques et même «agressives» (lorsqu'il créa, par exemple, le bureau LSK, en 1979, dont il confia la responsabilité à Wang Sheng) fut la cause directe de la décision de l'IBMND, en 1981, d'utiliser le Gang du bambou comme un instrument secret. Les meurtres politiques retentissants des années 1980 et 1981 étaient peut-être et même très probablement liés à cette politique. Ching-kuo, à l'époque, n'exigea aucune enquête sérieuse sur ces affaires.

Lorsque Ching-kuo limogea Wang Sheng, en 1983, il ne saisit pas cette occasion de reprendre en main tous les réseaux secrets auxquels on avait un peu trop lâché la bride afin d'intimider l'opposition. Le président aurait pu, à tout moment, déclarer très clairement que l'assassinat politique était exclu des actions secrètes. Enfin, Ching-kuo n'essaya jamais vraiment de remettre dans le droit chemin ce fils déraisonnable ou ses supérieurs dans le domaine du renseignement et de la sécurité intérieure. Ce secteur du gouvernement nationaliste continua, comme il l'avait toujours fait, à vivre et à travailler en dehors des lois normales du comportement humain.

■

Ceux qui avaient été nommés par Reagan, après la démission de Haig, pour traiter, à Washington, de la politique avec la Chine souhaitaient, comme Chiang Ching-kuo, qu'il soit mis enfin un terme à l'affaire Henry Liu et qu'elle soit oubliée le plus rapidement possible. Il était clair pour les fonctionnaires de l'Institut américain à Taiwan qu'«au fond de leur cœur» les membres de la nouvelle équipe de Reagan «ne voulaient pas sévir durement contre Ching-kuo[54]». Sous la direction du secrétaire adjoint, Paul Wolfowitz, le bureau d'Extrême-Orient et du Pacifique s'efforçait d'obtenir l'approbation d'un projet permettant à General Dynamics (le fabricant du F-16) de s'associer avec Taiwan pour mettre au point un avion de combat défensif indigène (Indigenous Defense Fighter, IDF) qui serait essentiellement assemblé à Taiwan. L'IDF était une sorte de version nue du F-16, doté d'un moteur et d'un système électronique différents et d'un rayon d'action considérablement réduit, ce qui en faisait un avion purement défensif. C'était la manière qu'avait choisie Reagan de remplir sa promesse envers Ching-kuo de lui fournir un «avion de combat de haute technologie acceptable».

Des fonctionnaires du Département d'Etat soutinrent que l'IDF constituait une violation du communiqué sino-américain d'août 1982, qui précisait que les ventes d'armes à Taiwan n'augmenteraient ni en quantité ni en qualité, mais que, au contraire, elles diminueraient au fil du temps. Le débat monta jusqu'au secrétaire d'Etat George Shultz. Le meurtre de Liu et les auditions de Solarz semblaient menacer la proposition de l'IDF, mais en raison de l'engagement secret de Reagan envers Ching-kuo, il apparut rétrospectivement que la décision avait déjà été prise[55].

La Maison Blanche avait une autre raison de vouloir que l'affaire Liu prenne fin et soit enterrée. Alors que les auditions du comité Solarz se poursuivaient au Congrès, Frederick Chien recevait le colonel Oliver North dans son bureau de Washington, une rencontre arrangée par Gaston Siegur, directeur des affaires d'Extrême-Orient au sein du Conseil de sécurité nationale. North était accompagné du chef des rebelles du Nicaragua, ou contras, Adolfo Caldero, qui expliqua la situation critique dans laquelle se trouvait la guérilla antisandiniste du Nicaragua, qui avait été abandonnée par le Congrès. Caldero demanda si «des personnes riches» à Taiwan pourraient fournir une contribution de 1 million de dollars américains à la guérilla[56].

Ching-kuo avait été profondément irrité, et en même temps déprimé, par l'utilisation d'un gang criminel par un service de son gouvernement, probablement à l'instigation de son propre fils, pour commettre un meurtre de sang-froid dans le pays qui était, pour Taiwan, le plus important du monde. Dans ce contexte, il fut d'autant plus surpris de recevoir le rapport de Frederick Chien concernant la demande de la Maison Blanche d'une somme d'argent versée en «dessous-de-table» pour une opération secrète qui ne devait pas être divulguée au Congrès. Le programme clandestin inconstitutionnel et illégal au Nicaragua provoquait la mort de centaines de gens dans un petit pays d'Amérique centrale avec lequel les Etats-Unis et Taiwan entretenaient encore des relations diplomatiques. Taipei, en fait, participait à un programme d'aide au gouvernement sandiniste et avait récemment consenti un prêt à faible taux d'intérêt de 9 millions de dollars américains à ce régime de gauche. Ching-kuo fut ravi de la sollicitation de North. Pour plus de sûreté, il ordonna de s'assurer que la Maison Blanche confirmait bien que cette demande était approuvée

au plus haut niveau. Le Conseil de sécurité nationale répondit que «le président Reagan apprécierait une réponse favorable[57]».

Ching-kuo donna instruction au bureau de la sécurité de donner suite à la requête américaine par l'intermédiaire d'une organisation de couverture du KMT appelée la Ligue anticommuniste mondiale. Le président de la ligue, un général de division américain en retraite, John Singlaub, vint voir Oliver North dans son bureau de la Maison Blanche. Tirant le meilleur parti de la situation, Ching-kuo demanda alors si la Maison Blanche «verrait favorablement» une contribution du KMT aux contras ? La réponse fut rapide et affirmative[58].

Le 9 avril, un tribunal civil, après neuf heures d'audience, déclara Ch'en Chi-li et Wu Tun coupables du meurtre de Henry Liu et les condamna à la prison à vie. Dix jours plus tard, un tribunal militaire, après quatorze heures d'audience, condamna Wang Hsi-ling et ses deux subordonnés. Pendant son procès, Wang déclara que «quand le KMT était encore sur le continent et dans les premiers temps de son retrait à Taiwan, il avait procédé à des meurtres politiques, mais seulement en suivant des plans bien établis. Pendant les dix à vingt dernières années, la politique gouvernementale interdisait la violence[59]». Dans aucun des deux procès, l'accusation ne chercha à savoir si d'autres personnes, plus importantes que le directeur de l'IBMND, auraient pu être impliquées. L'amiral fut condamné à la prison à vie, mais la plupart des observateurs s'attendaient à ce qu'il soit libéré après quelques années. Pendant les auditions de Solarz, l'assistant pour les affaires d'Extrême-Orient et du Pacifique de l'adjoint du secrétaire d'Etat, William Brown, déclara qu'il n'y avait aucune preuve d'«un harcèlement ou d'une intimidation systématique (du KMT à l'égard de ses ennemis aux Etats-Unis) – rien qui ne soit réellement prouvé[60]». Les auditions aboutirent à la même conclusion et ne conduisirent finalement qu'à une résolution symbolique du Congrès demandant une nouvelle fois l'extradition des coupables aux Etats-Unis. Comme prévu, Taipei s'en tint à son premier refus. Le Département d'Etat expulsa alors des Etats-Unis tous les agents de l'IBMND que le FBI put identifier.

En juin ou juillet, le gouvernement nationaliste, par l'intermédiaire de la Ligue anticommuniste mondiale, effectua le premier des deux dépôts clandestins de 1 million de dollars américains sur le compte

suisse secret d'Oliver North. Pour illustrer le strict cloisonnement que pratiquait Ching-kuo, le Premier ministre Yu Kuo-hua et le secrétaire général du parti, Ma Shu-li, n'entendirent jamais parler de ces versements secrets. En juillet, Hao Pei-ts'un informa Ching-kuo que la Maison Blanche avait approuvé le projet IDF. Ching-kuo sourit : « C'est un grand succès pour notre diplomatie militaire », dit-il[61].

Hormis l'expulsion des agents de l'IBMND, le prix que Taiwan eut à payer aux Etats-Unis pour le meurtre de Henry Liu fut pratiquement nul. Sur le plan intérieur néanmoins, l'affaire eut un retentissement profond et durable. Lee Teng-hui, Frederick Chien, James Soong et d'autres personnalités officielles formées aux Etats-Unis furent atterrés et honteux, comme le furent également les libéraux plus âgés, collaborateurs anciens de Ching-kuo. Un gouvernement et un parti qui s'en remettaient à des gangs criminels pour terroriser leurs ennemis n'étaient pas ce qu'ils avaient en vue lorsqu'ils avaient choisi de faire carrière au sein du KMT. Cet événement affaiblit considérablement le pouvoir politique et l'autorité morale de l'aile la plus conservatrice du KMT et de la totalité de l'appareil chargé de la sécurité intérieure. A partir de ce moment, l'idée de supprimer la « pollution culturelle », c'est-à-dire la critique publique du gouvernement et de ses dirigeants, fut enterrée.

Le scandale fit enfin vaciller la croyance de Ching-kuo en l'efficacité des services clandestins et de leurs activités secrètes, à laquelle il avait longtemps adhéré. Pour la première fois, il modifia les objectifs fondamentaux de l'appareil de renseignements, ordonnant la fusion de l'IBMND et du bureau spécial de renseignements du ministère de la Défense et nommant un général de terrain, et non un officier de la guerre politique ou du renseignement, pour diriger cette nouvelle organisation qui, en conséquence, ne traiterait que du renseignement militaire[62]. Plus significatif encore, Ching-kuo interdit toute activité secrète sur le territoire des Etats-Unis. Il donna instruction au Bureau de la sécurité nationale de se focaliser sur la collecte du renseignement, son analyse, la mise en œuvre de contre-mesures et non sur l'action secrète. Après une période dont la durée lui parut décente, il démit Big Wang de ses fonctions à la tête du Bureau de la sécurité nationale[63].

Ching-kuo savait qu'il serait difficile de changer la culture des forces clandestines de sécurité. Il avait déjà souligné que l'officier de ligne

qu'il avait nommé pour mettre en œuvre cette réforme « sautait dans le feu ». Contrairement à son ancienne habitude de recruter des jeunes gens prometteurs pour les services de renseignements, le président précisa très clairement qu'il ne permettrait plus à des étudiants ou à des cadres brillants de faire carrière dans le renseignement. C'est un « handicap », dit-il à Lee Huan, ce qui illustrait le sentiment d'impuissance qu'il éprouvait maintenant à l'égard du Frankenstein qu'il avait créé[64]. Il ordonna également que toutes relations soient coupées avec les guérillas opérant sur la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, relations qui s'étaient poursuivies malgré des promesses répétées aux Américains, depuis 1953, qu'il allait y être mis fin[65]. Finalement, il décréta que l'arrestation de personnalités influentes de l'opposition à Taiwan et la fermeture de leurs publications devaient obtenir son approbation personnelle avant d'être mises en œuvre. Le même jour, il dit au général Hao qu'il devrait veiller à ce qu'un plus grand nombre de Taiwanais de souche soient promus au grade de général[66].

24
Bâtir un consensus

En février 1985, Ching-kuo demanda à Y. S. Tsiang de donner sa démission de son poste de secrétaire général du parti. Le départ de Tsiang, qui était plus proche de Ching-kuo que la plupart de ceux qui suivaient fidèlement ce dernier depuis les années 1930 et 1940, était indirectement lié à la faillite de la plus importante institution d'épargne et de prêts du pays, la Dixième Coopérative de crédit. Elle avait accordé 200 millions de dollars américains en prêts illégaux, dont certains à des personnalités du gouvernement. La corruption avait porté un coup fatal au KMT sur le continent ; maintenant, au moment même où la révélation d'accointances renouvelées avec des gangs illégaux et un meurtre dont les auteurs avaient été punis venaient de semer le doute dans la nation, une affaire de corruption qui ne le cédait en rien à celles des plus beaux jours de H. H. Kung et de T. V. Soong explosait publiquement[1].

Ching-kuo convoqua les ministres des Finances et de l'Economie, qui donnèrent immédiatement leur démission, ce qui ne s'était jamais vu dans la période où le KMT régnait sur le continent. Le système plus conservateur de gestion bancaire et de politique de change qui émergea du scandale reflétait aussi la préférence du président pour les contrôles, préférence qu'il s'efforçait habilement de retenir. Une autre hypothèse a été suggérée pour expliquer la disgrâce de Tsiang. Selon une source proche de Ching-kuo , le président avait demandé à Tsiang de l'aider à surveiller Alex et, après le meurtre de Henry Liu, il eut le sentiment que son ami n'avait pas fait tout ce qu'il aurait pu faire à cet égard[2].

Ma Shu-li, l'ambassadeur officieux de Taiwan auprès du Japon, âgé de 74 ans, fut nommé au poste de secrétaire général. Ching-kuo lui précisa qu'il était décidé à mettre en œuvre tout un éventail de réformes démocratiques au cours de l'année suivante[3]– ou des deux années suivantes. Pour s'y préparer, il demanda à Ma de former des groupes d'études ad hoc pour discuter de manière informelle des changements politiques possibles. Yen Chia-kan accepta de présider ces réunions non officielles qui ne rassemblaient généralement que quatre ou cinq personnes s'efforçant de prévoir les conséquences positives et négatives

de réformes politiques spécifiques. Les participants comprenaient des membres du Bureau politique du parti, des militaires, des officiers de la sécurité, les collaborateurs proches de Ching-kuo, anciens et nouveaux, des membres âgés et conservateurs du Yuan législatif et de l'Assemblée nationale et, enfin, des universitaires respectés[4].

Ching-kuo lui-même ne rencontra pas tous les participants. Il suivit les débats en demandant de temps en temps à un ou deux d'entre eux de venir auprès de son lit, qu'il quittait rarement[5]. Quand ses invités arrivaient, le président poussait le bouton de son lit d'hôpital pour se mettre dans la position assise. «Excusez-nous, docteur, disait-il au Dr Chiang, nous devons discuter d'affaires importantes[6]». Les «discussions» étaient le plus souvent à sens unique, Ching-kuo posant toutes les questions. Quelles que fussent leurs opinions, être appelé auprès du lit du président était considéré comme flatteur par ceux qui recevaient de telles invitations.

Bien que le ministère de l'Intérieur eût ordonné la dissolution de l'Association politique publique des sans-parti, ses dirigeants refusèrent de s'y plier. Le KMT n'en continua pas moins ses discussions, ce qui donna une certaine légitimité au parti des sans-parti[7]. Après les procès des accusés du meurtre de Henry Liu, le Commandement de la garnison relança sa campagne contre les publications opposées au KMT. Entre mai et octobre, il saisit 976 000 copies de publications contenant des articles provocateurs[8]. Malgré les interdictions, les confiscations et les procès pour diffamation, ce qui restait de la presse d'opposition à Taiwan et divers médias à Hong Kong continuèrent, toutefois, d'écrire des articles quotidiens sur le meurtre de Henry Liu, les scandales financiers et les rumeurs incessantes qui entouraient Alex Chiang. Des histoires scandaleuses concernant les Chiang, touchant même à Faina et aux finances de la famille, devinrent désormais banales[9]. Des copies de la biographie de Ching-kuo par Henry Liu circulaient en grande quantité à Taiwan, de même que la saga au vitriol et très partiale de Sterling Seagrave, intitulée *The Soong Dynasty* («la dynastie Soong»)[10].

■

Même s'il était préoccupé par ses propres problèmes de politique intérieure, Ching-kuo n'en suivait pas moins attentivement le bras de fer qui opposait en Chine les conservateurs aux libéraux[11]. En juin, un

magazine du continent commença de publier une série de souvenirs, plutôt favorables, sur Chiang Ching-kuo, écrits par d'anciens camarades[12]. En novembre, Lee Kwan-yew fit son premier voyage public à Taiwan. De Taipei, il alla en Chine pour la troisième fois, et sur son chemin de retour vers Singapour, il semble s'être une nouvelle fois arrêté secrètement à Taipei. Lors d'une réunion, le 5 décembre, avec David Dean, Ching-kuo fit négligemment la remarque que lorsque Lee Kwan-yew était venu récemment à Taipei il lui avait transmis les salutations personnelles de Deng Xiaoping[13]. Peu de temps après la visite de Lee, Ma Shu-li était en train de lire un rapport au président sur de récents développements sur le continent lorsque Ching-kuo fit un geste de la main pour l'interrompre. «Ne dites plus "bandits" (*kung fei*), lui intima-t-il, se référant à la dénomination généralement utilisée à Taiwan pour désigner l'ennemi de toujours, dites "communistes"[14]».

Le 28 avril, le ministre de l'Economie, Li Ta-hai répéta publiquement ce qu'il présenta comme la «politique à long-terme» du gouvernement, qui consistait à ne pas s'ingérer dans le commerce indirect entre Taiwan et le continent. Il cita le rapport d'un groupe de réflexion qui concluait que le contrôle d'un tel commerce par le gouvernement n'était ni possible ni nécessaire. Le même groupe de réflexion, financé par le gouvernement, annonça la publication d'une nouvelle revue trimestrielle fournissant des informations économiques sur la Chine. S'ajoutant aux milliers de visites familiales clandestines, des centaines d'hommes d'affaires de Taiwan voyageaient déjà «illégalement» en Chine, via Hong Kong. Un parlementaire approuva publiquement ces voyages les comparant à un «débarquement réussi sur le continent[15]». Selon des estimations officielles, le volume de ce commerce indirect – dans lequel, en fait, les exportations de Taiwan représentaient 80 % des échanges – s'élevait, en 1985, à 700 millions de dollars américains. Une nouvelle culture jeune appelée «Hong Kong–Taiwan» (en mandarin, pinyin, *Gang-Tai*), apparue dans la musique, le cinéma, les bars à karaoké, les coupes de cheveux et la mode vestimentaire, se répandait comme un feu de brousse parmi la jeunesse chinoise du continent, ce qui ne s'était jamais produit auparavant en Chine communiste[16].

Des rapports, plus surprenants encore, faisaient état de la création d'usines par des hommes d'affaires de Taiwan, d'abord au Fukien, fabriquant des produits tels que des robes, des chaussures et des

serviettes hygiéniques[17]. En 1985, les investissements directs en Chine en provenance de Hong Kong s'élevaient à presque un milliard de dollars américains. Pour la première fois un montant estimé fut annoncé pour les investissements en provenance de Taiwan : 500 000 dollars américains.

■

Agé de 81 ans, Deng Xiaoping avait six ans de plus que Ching-kuo. Pendant toute sa vie, il avait bu autant d'alcool que son ami d'antan et son homologue du KMT et il fumait encore beaucoup. Il avait apparemment une plus forte constitution. En septembre 1985, Deng n'intervenait plus dans la gestion quotidienne du pays mais, en tant que «dirigeant suprême», il continuait d'incarner la plus haute autorité militaire et politique.

A Taipei, cet été là, des ophtalmologues décidèrent que la détérioration constante de la rétine de Ching-kuo rendait nécessaire une nouvelle opération, qui fut pratiquée par deux chirurgiens locaux. Après cette opération, la santé de Ching-kuo empira rapidement. La neuropathie de ses jambes s'accéléra[19]. Même avec l'aide de jeunes assistants, il pouvait très difficilement monter les marches pour accéder à la salle de réunion du troisième étage dans le vieil immeuble où était situé le siège du KMT, dans le centre de Taipei. Ma Shu-li proposa que le parti construise un ascenseur, mais Ching-kuo refusa. A la place, les réunions furent désormais organisées dans la guest-house du gouvernement, mais après quelques temps le président estima qu'il n'était pas convenable que des réunions du parti se tiennent dans un immeuble du gouvernement et il accepta finalement l'installation d'un ascenseur[20].

Sa maladie incita Ching-kuo à faire plus d'efforts pour préparer le vice-président Lee à assumer la charge de la présidence et les deux hommes passèrent plus de temps ensemble, bien que Lee ne fût jamais admis dans le sanctuaire qu'était la chambre à coucher, réservée seulement aux continentaux. Préoccupé par le fait que Lee n'avait pratiquement aucuns liens avec l'armée, Ching-kuo demanda au chef d'état-major des armées de s'entretenir plus souvent avec lui. Il répéta cette injonction un mois plus tard, recommandant plus particulièrement au général Hao d'informer Lee de la manière dont avait été traitée l'affaire Henry Liu[21]. Hao Pei-ts'un le fit sans réticences et établit de bonnes relations avec Lee. Le président, dans le cadre de cette pré-

paration, demanda à Lee de le remplacer pour prononcer le discours de remise des diplômes aux étudiants de l'Ecole de guerre politique et lors de beaucoup d'autres cérémonies nationales d'importance. Pour mettre en pratique les capacités de Lee à affronter les problèmes de politique étrangère, Ching-kuo l'envoya effectuer une tournée de trois semaines en Amérique centrale, où il visita les quelques pays de cette région du monde – Costa Rica, Panama et Guatemala – qui conservaient des relations diplomatiques avec Taiwan. Ching-kuo demanda aussi à James Lilley, le représentant officieux des Etats-Unis sur l'île, d'essayer de connaître Lee de manière un peu plus personnelle, « sans que d'autres viennent tourner autour ». Lilley et Lee devinrent bientôt de bons amis et ils firent une fois, avec leurs épouses, un voyage de trois jours à travers l'île[23].

Bien des questions, toutefois, restaient en instance au sujet de la succession. Des analystes politiques à Taiwan et à l'étranger affirmaient que, lorsque Ching-kuo mourrait, Lee Teng-hui ne deviendrait qu'un homme de paille. Le contrôle du KMT serait crucial après la mort de Ching-kuo, et beaucoup estimaient que la succession dans le parti irait à un membre de la famille Chiang ou à un militaire. « On peut difficilement voir en Lee le "dur" capable de prendre le dessus sur les "durs" originaires du continent » était le commentaire habituel[24]. Quelques observateurs continuaient même de considérer Alex Chiang comme un successeur possible ; en raison de son nom de famille, « il pourrait apporter un peu de stabilité dans une période de changements[25] ». Mais les spéculations se portaient plutôt sur le plus jeune fils, Eddy.

A la suite du meurtre de Henry Liu et de la méfiance toute nouvelle de Ching-kuo pour les services de renseignements, Eddy était devenu le confident de son père, l'informant tous les mardis et les jeudis des derniers développements politiques. Certains journalistes de l'opposition commencèrent même d'appeler Eddy le « président clandestin[26] ». Pour clarifier les choses, le président affirma, dans une interview au magazine *Time,* qu'« il n'avait jamais envisagé » qu'un membre de la famille Chiang puisse lui succéder[27]. Quand Ching-kuo apprit qu'Alex et Eddy avaient tous les deux l'intention d'être candidats au Comité central du KMT, il dit à Ma Shu-li, en sa capacité de secrétaire général du parti, de ne pas donner suite[28]. Dans un discours, le 25 décembre, à l'Assemblée nationale, il fut encore plus catégorique. Répondant à

la question que, d'une manière rhétorique, il s'était posée à lui-même, sur le fait de savoir si son successeur pourrait être un membre de sa famille ou un militaire, il répondit sur les deux points: «Cela ne peut pas être et cela ne sera pas[29].» Peu de temps après, Ching-kuo envoya Alex pratiquement en exil en le nommant représentant adjoint à Singapour, où Lee Kwan-yew promit de «veiller sur lui».

■

Dans une tout autre partie du monde, une autre succession à la tête de l'Etat venait de se produire sur les bords de la rivière de Moscou, prise par les glaces. Après les règnes tronqués de Konstantin Tchernenko et de Iouri Andropov, Mikhaïl Gorbatchev était devenu, à 55 ans, le secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique. Gorbatchev et ceux qui pensaient comme lui étaient persuadés que «tout ce qui touchait à l'économie, à la culture, à la démocratie et à la politique étrangère – en un mot tous les domaines de l'action publique – devaient être réévalués» et réformés. Ses efforts étonnants pour mettre un visage humain et démocratique sur le communisme soviétique allaient finalement conduire à l'écroulement du système lui-même. Dans le court terme, ses réformes accélérèrent la dynamique des mouvements démocratiques en Europe de l'Est, aux Philippines, en Chine et à Taiwan[30].

En 1985, le KMT commença d'avancer plus ouvertement les idées que Chiang Ching-kuo et Lee Kwan-yew avaient lentement développées durant les quelques années précédentes, au cours desquelles il était apparu que de profonds changements étaient possibles sur le continent. Shaw Yu-ming, un chercheur de l'université de Chicago, qui était revenu pour diriger l'Institut des relations internationales, affirma publiquement non seulement que le PCC devait, s'il voulait survivre, introduire des réformes politiques fondamentales mais qu'il était également tout à fait capable de le faire[31]. «Nous pensons que la mise en œuvre de réformes [sur le continent] provoquera une sorte de révolution dans les attentes de la population qui ébranlera les fondations politiques et idéologiques du gouvernement communiste *tel qu'il est aujourd'hui constitué* [italique de l'auteur] de telle manière que pour assurer leur survie le peuple chinois et ses dirigeants communistes devront se tourner vers d'autres modèles d'organisation de l'Etat et d'administration gouvernementale[32].»

■

A la fin de 1985, plus d'un million de touristes et d'hommes d'affaires étrangers visitaient l'île chaque année. En même temps, des dizaines de milliers de citoyens de Taiwan voyageaient à l'étranger, en incluant tous ceux, en nombre croissant, qui se rendaient clandestinement sur le continent. De plus en plus de Taiwanais disposaient de l'argent nécessaire pour de tels voyages. En 1985, le revenu national par tête, pour une population de 19 millions d'habitants, dépassait les 3 000 dollars américains. La chute, cette même année, du prix du pétrole fut un nouveau stimulant pour l'économie de Taiwan et la monnaie locale, le New Taiwan dollar (un NT$ équivalait à l'époque à 20 centimes de franc). Le gouvernement décida de réduire de 1 NT$ le prix de l'essence pour la consommation personnelle. Ching-kuo décida que ce n'était pas suffisant et la réduction fut finalement de 3 NT$[33].

Cette année fut également très bonne pour les réformateurs chinois. Deng réduisit ses objectifs mais poursuivit son cap sur le plan idéologique, tenant fermement en main – mais avec en même temps suffisamment de souplesse – sa «deuxième révolution». A la fin de l'année, la «pollution spirituelle» et le «libéralisme bourgeois» étaient des concepts pratiquement vides de sens. Hu Yaobang affirmait qu'un haut niveau de démocratie était «l'un des objectifs majeurs du socialisme» et, faisant écho, de manière surprenante, à Wei Jingsheng, emprisonné pour ses écrits, il déclarait : «Sans démocratie, il ne peut y avoir de modernisation.» Même le directeur de l'Institut du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong, Su Shaozhe, publiait des articles enthousiastes appelant à des réformes démocratiques et au respect des libertés individuelles. L'idée de Gorbatchev selon laquelle il était possible d'humaniser et de démocratiser le communisme se développait en Chine sur un sol fertile parmi la jeunesse et les intellectuels et même parmi certains de ceux qui étaient à la tête du vieux parti de Mao Zedong[35].

Le chef suprême avait toutefois quelques doutes. Deng, à un moment donné avait semblé croire qu'une démocratisation contrôlée du parti, de type singapourien, était nécessaire pour prévenir de grands abus de pouvoir, comme ceux qu'avaient commis Staline ou Mao. Il estimait, en même temps, que transplanter un peu de démocratie dans le parti ne menacerait pas son monopole du pouvoir, et risquerait encore moins

de mettre fin à son règne. Maintenant, il en était un peu moins certain. Pendant les huit premiers mois de 1986, Deng continua de soutenir les réformes mais, de plus en plus, il se focalisait sur des réformes de structures plutôt que sur une réforme du système lui-même.

■

Au cours de toutes ces années, à Taiwan, les professionnels des médias, les hommes politiques et les commentateurs s'étaient très souvent référés au « nouvel esprit du temps » concernant les droits de l'homme qui se développait en Chine. Il devint donc de plus en plus difficile pour les conservateurs du KMT de s'opposer à l'émergence de conceptions semblables sur l'île. Une aire importante, échappant à la politique, avait toujours existé à Taiwan. Mais cette société civile traditionnelle était étroite et n'avait d'influence que sur des domaines limités comme la famille, le clan, la religion, les loisirs et le travail. Elle n'incluait pas les groupes qui voulaient défier le gouvernement. Toutefois, cette société civile, avec une prospérité croissante, une urbanisation de plus en plus marquée et une meilleure éducation, ne cessait de gagner du terrain et s'intéressait davantage à des sujets controversés. La Fondation des consommateurs, créée en 1980, mobilisait l'opinion publique sur des questions comme le prix du riz et l'énergie nucléaire. Des organisations locales et nationales contre la pollution apparurent bientôt, certaines d'entre elles, très militantes, établissant même des liens avec des organisations internationales comme Greenpeace. De la même manière, il existait un mouvement féministe actif et un Mouvement aborigène pour les droits de l'homme. De surcroît, le nombre en rapide croissance des conflits du travail illustrait l'érosion du pouvoir du KMT et des syndicats manipulés par les employeurs[36]. La pression en faveur des droits civiques était irrésistible.

Les jeunes collaborateurs de Ching-kuo, qui venaient presque tous du milieu académique, pensaient qu'il fallait surfer sur cette vague historique pour plus de démocratie, mais que lui seul pourrait éviter les écueils et persuader le KMT et les continentaux extrémistes d'abandonner leur pouvoir dictatorial de leur propre gré. Le limogeage de Wang Sheng et le désastre Henry Liu avaient montré qu'il existait toujours un risque que la disparition de Ching-kuo ne soit suivie d'une tentative de prise de pouvoir par ces forces réactionnaires.

Les réformateurs craignaient, en outre, qu'une telle tentative ne soit soutenue par certains membres de la famille Chiang.

Chiang Wei-kuo devait prendre sa retraite de l'armée. Ching-kuo suggéra qu'il devienne ambassadeur en Arabie saoudite ou en Corée du Sud, mais il refusa[37]. Finalement, Ching-kuo accepta de le nommer secrétaire général du Conseil national de sécurité de Taiwan, ce qui donnait à Wei-kuo une influence politique et lui permettait de rester dans le pays et donc d'intervenir dans les affaires de l'Etat. Il était apparemment venu à l'idée de Wei-kuo et de ses amis que, à la mort de son beau-frère, dont la santé était de plus en plus chancelante, la direction du KMT puisse lui confier le leadership du parti. Le président pensait, en revanche que rien ne pourrait être plus désastreux pour le pays et pour le parti.

Ching-kuo aurait souhaité disposer d'un plus grand nombre d'années pour réaliser ses plans, mais il savait que le temps lui était compté. Le 18 avril, il fut atteint d'une sévère arythmie cardiaque, son pouls devint dangereusement faible – de 20 à 30 pulsations par minute. Le Dr Chiang Bi-ling décida que son patient avait besoin d'un pacemaker[38]. Avant d'entrer dans la salle d'opération, Ching-kuo n'informa que cinq collaborateurs de l'imminente intervention ; Lee Teng-hui, son successeur désigné, fut laissé dans l'ignorance. Compte tenu du nombre et de l'importance des réformes engagées, le président pensait que le moment n'était pas opportun pour faire savoir, même à la plupart de ceux qui étaient proches de lui, qu'il ne pourrait plus suivre les affaires pendant un certain temps[39]. Après l'opération, le pouls du président revint à la normale, mais il continuait d'éprouver des difficultés à respirer[40]. La Central News Agency (l'agence centrale de presse) rapporta l'opération le 26 août. Le président finalement commença d'utiliser une chaise roulante en public, mais les visiteurs le trouvaient toujours « alerte et bien informé[41] ».

Il demandait régulièrement à James Soong un récapitulatif de ce que disaient les journaux de l'opposition[42]. Un exemple illustre l'intensité de son engagement politique et la qualité de sa connaissance du terrain. Avant les élections pour renouveler les municipalités et les responsables des districts, qui devaient avoir lieu en février 1986, il prédit que les candidats du KMT au siège de magistrat des districts de Changhua et de Chiayi seraient très largement battus et

il recommanda au secrétaire général Ma Shu-li de ne présenter personne dans ces deux districts. Mais lorsque les organisations locales du parti contestèrent cette appréciation, Ching-kuo les laissa faire. Le comité du KMT de Changhua suivit la recommandation présidentielle, mais Chiayi présenta un candidat qui connut une très sérieuse défaite[43]. Dans l'ensemble, toutefois, le KMT obtint de bons résultats lors de cette consultation : une participation élevée donna au parti au pouvoir (et seul parti légal) plus des deux tiers des sièges des conseillers municipaux et de districts. Le mois suivant, le Comité central du KMT élit les membres du Bureau politique, portant la représentation des Taiwanais de souche à près de 50 % (14 sur 31).

■

Après avoir travaillé, pendant presque un an, à obtenir un consensus au sein du parti, Ching-kuo était prêt à franchir un nouveau pas consistant à mettre en œuvre des changements fondamentaux, tout à fait différents de simples changements ponctuels et progressifs. Sur son ordre, le Bureau politique créa un nouveau comité pour la réforme politique de 24 membres, divisé en deux groupes de travail de 12 membres. Chacun de ces deux groupes devait se pencher sur trois questions fondamentales. Ces trois domaines les plus importants soumis à la réforme portaient des dénominations qui ne se référaient pas directement à ce qui était véritablement en question et devait être changé. « Réviser les lois sur la sécurité nationale » signifiait en fait lever la loi martiale ; « revigorer les institutions parlementaires » signifiait mettre fin au règne des parlementaires continentaux conservateurs ; et « examiner la question des organisations civiles » signifiait légaliser les partis d'opposition[44].

L'abolition de la loi martiale était la réforme clé. Une fois que le gouvernement aurait abandonné les pouvoirs que lui conférait l'« état d'urgence », l'interdiction des partis d'opposition et d'autres restrictions à la démocratie ne pourraient plus être justifiées. Quelques jeunes turcs, qui étaient déjà dans la force de l'âge, comme Frederick Chien, avaient, depuis plusieurs années, essayé de convaincre le président que la loi martiale n'était pas nécessaire, qu'elle ne faisait que donner des armes aux critiques du gouvernement. Taiwan, arguaient-ils, ne mettait pas en pratique plusieurs éléments de la loi martiale. Aucun couvre-feu n'était imposé et seulement quatre délits étaient passibles d'une cour martiale. Dans le passé, Chiang Ching-kuo avait

rétorqué : « Si nous mettons fin à la loi martiale, le gouvernement ne sera plus en sécurité. » Mais les choses avaient changé et maintenant le temps était venu d'y mettre un terme. Par l'intermédiaire de son fils Eddy, il envoya un mot à Frederick Chien à Washington lui disant qu'il avait eu raison sur ce point[45].

Les forces d'inertie, toutefois, étaient encore très puissantes. Malgré les efforts de Ching-kuo et ceux de Ma Shu-li au cours de l'année précédente, la plupart des membres du Bureau politique, et pas seulement la minorité d'extrême droite, considéraient que leur avenir était menacé par un système réellement démocratique. Les représentants vieillissants du Yuan législatif et de l'Assemblée nationale y étaient toujours aussi catégoriquement opposés[46]. Les groupes d'études, présidés par Yen Chia-kan, qui s'efforçaient de bâtir un consensus, continuèrent leurs travaux jusqu'au moment où, au milieu d'une session, Yen s'affaissa terrassé par une crise cardiaque. Après cet incident, ces réunions cessèrent. A la place, Ching-kuo continua d'essayer de convaincre les réactionnaires au cours de réunions informelles à son domicile et, à l'occasion, s'aventura même jusqu'à rendre visite aux patriarches desséchés qui étaient encore plus handicapés que lui.

Lors de ces discussions, Ching-kuo « se comportait comme si ses interlocuteurs étaient ses supérieurs » et leur demandait leur avis. Il aurait pu prendre des mesures d'urgence et dissoudre les Yuans et l'Assemblée nationale, mais il avait le sentiment qu'il devait agir dans le cadre du système légal et constitutionnel que son père et lui avaient mis en place et au sein duquel ils avaient gouverné. Il était crucial, pensait-il, que la transition vers un Etat de droit et une société démocratique se fasse en respectant la Constitution[47]. Il eut été déplacé et de mauvaise politique pour les interlocuteurs de Ching-kuo dans les discussions qu'ils avaient avec lui de s'opposer ouvertement à l'idée d'une transition effective vers la démocratie. C'était particulièrement vrai pour les militaires de haut rang et les responsables de la sécurité qui avaient tous été nommés par lui. Ils se contentaient donc de faire remarquer les problèmes et les dangers que comportait chacune des réformes proposées. Par exemple, le ministre de la Défense, l'amiral Sung Ch'ang-chih, mit en garde contre une possible déstabilisation si la loi martiale était levée. Mais il ne s'y opposa pas ; il lança simplement cet avertissement : « Nous devons faire attention[48]. »

25
La percée

Durant l'été 1986, Lee Kwan-yew effectua une visite de trois jours à Taiwan pour rencontrer Chiang Ching-kuo, avec lequel il eut de longues discussions en tête à tête sur l'évolution du continent. Ching-kuo informa Lee de ses projets de transformation du système politique de Taiwan, et les deux amis eurent un échange de vues sur la manière dont ces réformes donneraient une nouvelle impulsion à la demande croissante de démocratie sur le continent. Ironiquement, le programme de Ching-kuo allait rendre Taiwan plus démocratique que Singapour. En réalité, en termes de liberté de la presse et de liberté d'expression, c'était déjà fait.

■

En juin, lors d'une réunion dans sa chambre à coucher, Ching-kuo manifesta son impatience et redit avec insistance sa détermination d'introduire «pas à pas» un programme de réformes en quatre points ; mais il précisa qu'il avait l'intention de n'annoncer publiquement ces réformes qu'en 1987, après les élections parlementaires de décembre 1986[1]. Entre-temps, les Taiwanais de souche à la tête des sans-parti, soumis à des attaques de plus en plus intenses de leurs militants, qui les accusaient d'être trop mous, décidèrent qu'il était temps de frapper un grand coup pour que les choses avancent. La progression spectaculaire des mouvements en faveur de la démocratie aussi bien à Pékin qu'à Moscou les persuadèrent que le KMT hésiterait beaucoup, dans un tel contexte, à sévir publiquement contre sa propre opposition démocratique. Le 28 septembre, alors que 135 membres de l'opposition informelle tenaient une réunion au Grand Hôtel, les dirigeants des sans-parti surprirent l'assemblée en proposant brusquement une résolution demandant la fondation, à partir de ce jour même, d'un nouveau Parti démocrate progressiste (Democratic Progressive Party, DPP). Les délégués, enthousiastes, votèrent la résolution à une écrasante majorité. La plateforme politique du nouveau parti exigeait l'«autodétermination» pour le peuple de Taiwan.

Lorsqu'un de ses assistants se précipita dans sa chambre pour lui faire part de cette nouvelle, Ching-kuo hocha la tête, mais ne réa-

git pas. Une demi-heure plus tard, il dit à cet assistant de convoquer les plus hauts responsables de l'Etat, du parti et de l'armée. Ils furent bientôt tous là, réunis dans un petit salon de réception de la résidence. Le président arriva dans sa chaise roulante. «Les temps changent, dit-il, l'environnement change et l'opinion publique change aussi.» Il continua pendant quelques minutes dans cette veine philosophique. Dans le passé, dit-il, le KMT avait été «trop fier et plein de suffisance»; maintenant, il «ne peut plus agir comme il le faisait auparavant[2]». Bien que le Commandement de la garnison eût préparé une liste d'arrestations, Ching-kuo déclara que personne ne serait appréhendé. «Arrêter des gens ne résoudra pas le problème… le gouvernement doit éviter le conflit et garder son calme[3]». Il ordonna au Bureau d'information du gouvernement de préparer une déclaration officielle précisant que la question de la création de nouveaux partis politiques était à l'étude et que, en attendant une décision à ce sujet, la politique actuelle demeurait inchangée, ce qui signifiait qu'il n'y aurait aucun parti d'opposition légal. Le gouvernement ne reconnaîtrait donc pas le DPP pour le moment. Le Bureau politique du KMT, ajouta-t-il, devrait accélérer son étude des réformes politiques et publier un calendrier de façon que le public soit à même de comprendre la direction réformiste que le parti allait suivre[4].

Le Commandement de la garnison avait déjà pris contact avec tous les quotidiens leur «suggérant» de ne pas publier la décision concernant le DPP. Yu Chi-chung, le rédacteur en chef du journal de langue chinoise *China Times* et membre du Bureau politique du KMT, avait répondu que son journal publierait un article à ce sujet dans son édition du lendemain matin[5]. Le jour suivant, lorsque le Bureau politique se réunit officiellement pour discuter de la question, Ching-kuo répéta ses remarques sur les changements constants dans les affaires humaines. Il n'y eut pas d'autre discussion. Le gouvernement ne reconnaîtrait pas le DPP jusqu'à ce que les procédures adéquates aient été respectées mais, entre-temps, il ne prendrait aucune mesure légale contre ses membres. Personne, pendant la réunion, n'émit la moindre critique de la décision du président[6]. En revanche, une réunion ultérieure du Comité central de conseil honoraire, dans lequel Ching-kuo avait relégué beaucoup de conservateurs vieillissants et même d'anciennes Chemises bleues fut des plus agitées. Lors de la

discussion concernant le DPP, certains anciens crièrent *«p'an kuo! p'an kuo!»* («trahison! trahison!»)[7].

Des groupes de continentaux radicaux comme les Patriotes au sang d'acier organisèrent des rassemblements pour dénoncer l'action de l'opposition et écrivirent des pétitions avec leur propre sang exigeant que le gouvernement arrête ses dirigeants pour sédition[8]. «Ching-kuo n'est pas assez dur, se plaignirent les anciens du KMT à James Soong. Il devrait agir comme son père! Jeter [les opposants] à la mer». Quand Soong lui rapporta ces remarques, Ching-kuo observa: «Ils se plaignent encore, bien sûr. Soyez gentil avec eux, mais restez ferme[9].» Etant donné que Ching-kuo avait l'intention de légaliser bientôt l'opposition, il n'était pas disposé à ordonner des arrestations massives qui susciteraient de vives critiques et feraient apparaître Taiwan comme allant à contre-courant dans le domaine de la démocratie. «Il est facile d'employer la force, confia-t-il à un de ses collaborateurs, mais il est difficile de savoir quand il ne faut pas l'employer[10].»

■

Les conservateurs du continent étaient aussi mécontents de l'évolution libérale de la politique intérieure que l'étaient, à Taiwan, les partisans d'une ligne dure. Les fidèles militants du PCC voyaient avec consternation les prémisses de l'écroulement du pouvoir en Russie. La glasnost avait libéré un flot d'attaques ouvertes contre le Parti communiste de l'Union soviétique et de révélations sur les crimes épouvantables du passé. Deng lui-même en fut alarmé et il commença de considérer le nouveau courant démocratique comme un raz-de-marée potentiellement désastreux qui allait inonder le puissant PCC. La réaction de Deng s'expliquait également par sa fierté et les craintes qu'il éprouvait pour son pouvoir personnel. Ruan Ming, alors directeur adjoint du département de recherches théoriques du PCC, pensait que sa famille ainsi que ses proches collaborateurs avaient peur que le processus démocratique ne conduise à l'élimination de Deng du pouvoir, ce qui le priverait de toute influence et des privilèges dont il bénéficiait[11]. Pendant plusieurs années, Deng avait parlé de sa retraite comme imminente, mais lorsqu'en 1986 Hu Yaobang commença de lui dire qu'il devrait effectivement abandonner le pouvoir, il devint soupçonneux et il lui en voulut de ce conseil[12]. Au plénum

du PCC, en septembre, Deng souligna le danger de perdre le contrôle du pouvoir à cause des réformes. Peut-être par une réaction indirecte à la stratégie de Ching-kuo et de Lee Kwan-yew, qui encourageaient le changement en Chine, il prévint : « Les discoureurs de Taiwan et Hong Kong […] veulent que nous pratiquions le libéralisme bourgeois et nous accusent de violation des droits de l'homme ». Au sein des masses, avertit-il, et particulièrement parmi la jeunesse, il existe une « tendance en faveur du libéralisme[13] ».

Malgré les mises en garde de Deng, le plénum de septembre vit, en fait, l'ascension des réformateurs ; il réclama la liberté pour les arts et la culture et déclara que l'ouverture de la Chine au monde devrait se faire aussi bien dans le domaine de l'idéologie et de la culture que dans celui de l'économie et de la technique. Le mouvement démocratique, informel et spontané, commença de s'étendre dans les universités et les rédactions des journaux[14]. L'admiration des Chinois pour Gorbatchev devint encore plus vive lorsqu'il annonça le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et précisa que des unités de l'Armée rouge stationnées en Mongolie seraient également retirées. Gorbatchev offrit même certaines concessions unilatérales dans la dispute sino-soviétique au sujet de la frontière entre les deux pays. Moscou et Pékin annoncèrent bientôt la reprise des négociations frontalières qui avaient été rompues en 1978[15].

Les événements de Chine et de Russie avaient été au centre des pensées de Ching-kuo lorsqu'il décida de ne pas réagir à la formation « illégale » du DPP, en septembre, et ils l'étaient encore le mois suivant, quand il fit une déclaration majeure bien que non officielle. Lors d'un entretien, le 7 octobre, avec la rédactrice en chef du *Washington Post,* Katherine Graham, Ching-kuo surprit ses collaborateurs, ainsi que son interlocutrice, en annonçant que son gouvernement avait l'intention de mettre un terme à la loi martiale. Ching-kuo, que l'article du *Post,* le lendemain, décrivit comme « détendu, sûr de lui et l'esprit vif », indiqua également que le KMT étudiait très sérieusement la question de la légalisation de nouveaux partis politiques et qu'il espérait arriver très bientôt à une conclusion[16]. Le 15 octobre, le président précisa au Bureau politique que le KMT « devait adopter de nouvelles idées et les mesures nécessaires pour faire face à une situation en constante mutation[17] ». Le bureau approuva consciencieusement des proposi-

tions destinées à rédiger et promulguer une nouvelle loi sur la sécurité nationale qui devait remplacer la loi martiale et à réviser les statuts régissant les organisations civiles et les élections pour permettre la création de nouveaux partis politiques.

Chiang était confiant dans le fait que la profonde loyauté et le profond engagement à l'égard du «système» des militaires, des dirigeants des services de sécurité, et même des légions de protestataires dans les différentes représentations nationales, les conduiraient à suivre le mouvement et à accepter le fait accompli de la suppression de la loi martiale[18]. Mais lorsque le groupe de travail chargé de la question commença d'élaborer un projet de loi sur la sécurité nationale, des responsables de haut rang de la sécurité suggérèrent une rédaction qui aurait maintenu l'autorité sans partage du gouvernement pour limiter la liberté d'expression comme et quand il l'aurait souhaité. Ching-kuo s'opposa à cette tactique: «Cela reviendrait simplement à mettre le même vin dans de nouvelles bouteilles», observa-t-il[19].

■

A la fin du mois d'octobre, Ching-kuo se rendit à l'aéroport pour accueillir un visiteur: sa belle-mère. Pour la première fois en presque dix ans, M^me^ Chiang Kai-shek, âgée de 85 ans, revenait à Taiwan. La raison officielle était d'assister aux cérémonies du 100^e^ anniversaire (selon les calculs chinois) de la naissance du Generalissimo, le 31 octobre. La presse, de plus en plus libre, laissa toutefois entendre que les conservateurs lui avaient demandé de revenir pour les aider à ralentir l'avalanche de réformes qui semblait prête à s'abattre sur eux. Un journaliste de l'opposition, Antonio Chiang, suggéra qu'elle avait l'intention de rassembler tous les partisans d'une succession familiale[20].

Après s'être inclinée devant la sépulture de son défunt mari, M^me^ Chiang, en fait, ne retourna pas aux Etats-Unis et à sa vie confortable de Long Island, mais elle s'installa pour un séjour prolongé dans l'ancienne résidence présidentielle de Shihlin, dans la proche banlieue nord de Taipei. Là, elle donna des réceptions à des personnalités choisies du gouvernement, de l'armée et du parti. A ses yeux, la situation politique semblait dangereusement échapper à tout contrôle. Elle pensait que son beau-fils, très atteint par la maladie, perdait la tête. A la veille des élections du 6 décembre, les journaux les plus

importants publièrent un article de Mme Chiang qui reflétait les peurs des conservateurs. «Il existe du café instantané et du thé instantané, mais seuls les charlatans peuvent offrir de la démocratie instantanée. Ce que veulent les ambitions déchaînées, ce n'est pas la loi et l'ordre, c'est tirer profit de l'anarchie[21].»

La campagne électorale en cours fut effectivement aussi déchaînée que pouvait l'être une campagne au Etats-Unis. Les candidats déployèrent des bannières sur lesquelles on pouvait lire «Combattez la famille Chiang» et «Combattez la tyrannie». Certaines caricatures de Ching-kuo le comparaient à un laquais des Etats-Unis, d'autres à un porc. Certains candidats appelèrent ouvertement le président «cochonnet[22]». C'était la fin de la présidence impériale à Taiwan et une étape historique dans la démocratie chinoise: le dirigeant suprême pouvait être ouvertement critiqué et même ridiculisé. Les opposants ne se contentèrent pas de simples slogans. Ils brûlèrent le drapeau du KMT, qui était également le drapeau national, et quelqu'un jeta une bombe dans la cour intérieure du siège du KMT à Taipei. La loi martiale était encore en vigueur, et le Commandement de la garnison de Taiwan demanda une nouvelle fois au président d'autoriser l'arrestation de certains leaders du DPP. Ching-kuo persista dans son refus. A la place, il ordonna la libération de 13 nouveaux prisonniers politiques, ne laissant en prison que 110 opposants[23].

Peu de temps avant l'élection, Hsu Hsin-liang, l'ancien magistrat élu du district de Taoyuan, dont l'anniversaire avait donné lieu, en 1978, à une célèbre manifestation à Chungli, essaya de rentrer à Taiwan. Accusé de trahison, Hsu s'était enfui du pays après les émeutes de Kaohsiung. Il voulait maintenant revenir à Taipei, espérant que les autorités l'arrêteraient, ce qui créerait un courant de sympathie en faveur de l'opposition. Le gouvernement, toutefois, refusa qu'il soit admis sur le territoire national. Lorsque Hsu atterrit à l'aéroport international Chiang Kai-shek sans un visa d'entrée valide, il fut immédiatement poussé dans un autre avion et renvoyé en dehors du pays, la police antiémeute protégea les approches du terminal de l'aéroport en utilisant des canons à eau et des gaz lacrymogènes contre une énorme foule de partisans du DPP qui lui jetaient des pierres. La police et les assaillants diffusèrent immédiatement des vidéos pour

prouver que l'autre partie était responsable des violences à l'aéroport. Le KMT, qui contrôlait les chaînes de télévision et les stations de radio, l'emporta dans cette controverse[24].

Le KMT obtint 70 % des voix et 59 des 73 sièges à pourvoir au Yuan législatif. Le DPP pouvait néanmoins faire remarquer que, seulement trois mois après sa création, le parti s'était imposé comme la force dominante de l'opposition et avait emporté 23 des 44 sièges auxquels il avait présenté des candidats. Malgré les vives attaques du DPP contre la nature antidémocratique des institutions nationales soumises à élection, ses candidats élus occupèrent immédiatement leur siège et se conformèrent aux règles de l'institution. Ching-kuo, hormis dans quelques cas, fut dans l'ensemble satisfait des résultats. Dans son message de Nouvel An, il se montra optimiste et conciliant, reprenant l'une de ses images favorites : « Nous devons comprendre que nous sommes tous dans le même bateau et que nous devons nous entraider pour parvenir à une harmonie fondée sur la bonne foi et le pardon. La raison est l'ennemi des extrêmes. Nous devons rassembler la volonté et le bon sens de tous pour en faire la force principale d'une complète renaissance[25]. »

Dans le monde entier, les médias rapportèrent les élections libres et démocratiques qui s'étaient déroulées à Taiwan. Les Chinois sur le continent avait aussi eu vent de cette nouvelle par l'intermédiaire des émissions *Voice of America* et de la BBC, ainsi que par des informations venues directement de Taiwan. Trois jours après la consultation, des étudiants descendirent dans les rues de Hefei, dans la province de l'Anhui, criant des slogans tels que « Nous voulons la démocratie ! », « Pas de démocratie, pas de modernisation ! » Les manifestations s'étendirent à Shenzhen le 14 décembre, à Shanghai le 19 et à Canton le 20. Certaines banderoles demandaient pourquoi le PCC n'était pas capable, comme le KMT, de promouvoir la démocratie et la prospérité. Les conservateurs du PCC accusèrent la Radio de la Chine libre, émettant depuis Taiwan d'encourager les manifestants[26].

Comme il le faisait de temps en temps, Ching-kuo convoqua Shaw Yu-ming pour discuter des événements de Chine, notamment les aspects pro-Taiwan des récentes manifestations telles qu'elles avaient été rapportées par les médias. Shaw compara les jeunes manifestants de Shanghai aux militants étudiants de la Révolution culturelle dans

les années 1960. Ching-kuo ne fut pas d'accord avec cette analyse. Pendant la Révolution culturelle, dit-il, les participants étaient essentiellement des adolescents. Les manifestants actuels sont des étudiants des universités et ce qu'ils expriment un bouillonnement politique et intellectuel beaucoup plus sérieux[27].

■

En novembre, lors d'une réunion du secrétariat du PCC, on avait assisté à un échange orageux entre Deng et Hu[28]. A la suite des élections à Taiwan et des manifestations étudiantes qu'elles avaient provoquées sur le continent, Deng Xiaoping devint l'adversaire de la cause de la démocratie. Au cours d'une réunion, le 30 décembre, ce qu'il dit n'était pas très différent de ce que pensait la vieille garde du KMT: «Nous devons adopter des mesures dictatoriales qui ne doivent pas se limiter à des paroles, mais doivent être appliquées lorsque cela se révélera nécessaire… notre méthode consiste à mettre à jour la conspiration, éviter l'effusion de sang et être prêts à recevoir quelques coups. Mais ceux qui sont les meneurs de ces désordres doivent être traités selon la loi. Si nous ne prenons aucune mesure et battons en retraite, nous serons plus tard inévitablement confrontés à des troubles encore plus graves[29]».

L'agitation étudiante, cependant, s'étendit à Pékin. Deng convoqua une réunion spéciale du parti, le 7 janvier 1987, au cours de laquelle il accusa Hu Yaobang d'avoir échoué à s'opposer résolument aux jeunes manifestants. Hu perdit son poste de président du PCC, mais conserva son siège au Bureau politique. Zhao Ziyang devint le nouveau président du parti. Deng, pour la troisième fois dans la décennie 1980, ordonna le lancement d'une campagne contre la «libéralisation bourgeoise[30]».

■

Le 5 février, lorsque le KMT annonça un nouveau remaniement des cadres les plus anciens du parti, les observateurs occidentaux remarquèrent qu'il nommait aux«plus hauts échelons de l'organisation une nouvelle génération de pragmatistes[31]». James Soong et Kao Ming-hui rejoignirent Ma Ying-jeou comme secrétaires généraux adjoints (Kao était taiwanais, titulaire d'un doctorat de l'université du Sud de l'Illinois). Lien Chan, un autre Taiwanais, fut promu et devint vice-Premier ministre. Shaw Yu-ming, diplômé de l'université de

Chicago et spécialiste des affaires du continent, prit la tête du Bureau d'information du gouvernement.

Ching-kuo, toutefois, continuait de manifester un respect confucéen pour la vieille garde. Avec son assentiment, le parti réélit le président et le vice-président sortants du Yuan législatif, qui étaient respectivement âgés de 82 et 77 ans. Mais il s'agissait d'une concession tactique. L'évolution du continent et le fantôme de sa propre mort aiguillonnaient le président, qui souhaitait mener à bonne fin le processus de réformes en 1987.

Il passait maintenant la plupart de ses heures de travail dans son lit ou dans sa chaise roulante. Il continuait toutefois d'assister chaque semaine à la réunion du Bureau politique et il arrivait généralement le premier pour que ses assistants puissent l'installer sans que personne ne le voie. Il ne parlait pas plus de cinq ou dix minutes, et ses notes étaient écrites avec des caractères de 3 centimètre de haut. Il ne voyait pratiquement rien de l'œil gauche et n'avait qu'une vision limitée de l'œil droit. Il avait fait placer une grosse horloge sur le mur de sa chambre pour pouvoir lire l'heure. Il confia au Dr Chiang : « Je me sens comme une vieille lampe qui n'a plus que quelques gouttes d'huile[32]. » Il continuait de recevoir des gens, allongé dans son lit, mais il passait également de longues heures seul. Incapable de lire, il regardait par la fenêtre et pensait à ce qu'il avait à faire dans le peu de temps qui lui restait[33]. Bien qu'il ne pensât pas que sa mort fût imminente, il savait qu'il ne vivrait guère plus d'une année, deux tout au plus[34].

Ching-kuo était satisfait des relations de Taiwan et des Etats-Unis et de la position de Taiwan dans le monde. Au printemps, il dit à David Dean que les relations avec les « Etats-Unis n'avaient, à aucun moment, été aussi bonnes », même si l'on remontait à 1950. En raison de la nature non officielle de ces relations, le monde considérait maintenant le gouvernement nationaliste comme un acteur sur la scène mondiale dont le rôle devenait de plus en plus important. Il en était arrivé à penser que les présidents Nixon et Carter avaient finalement, sur le long terme, rendu un grand service à Taiwan. Ils avaient conféré à l'île un statut et un prestige qu'elle n'avait jamais eus auparavant. De surcroît, ils avaient donné à la population de Taiwan, quand le choix lui avait été offert, des raisons de soutenir le gouvernement du KMT et de rejeter, pour un

avenir prévisible, l'option de l'indépendance[36]. En mai, Ching-kuo ordonna la mise en liberté de tous ceux, à l'exception d'un seul, qui restaient emprisonnés après les procès de Kaohsiung, en 1980. L'exception était Shih Ming-teh.

■

Contrôler les agences de renseignements n'était pas une tâche facile. Il y avait plus de deux ans que le président avait ordonné des changements drastiques dans les services secrets, mais il lui fallait répéter sans arrêt cette instruction. En août 1985, il avait demandé au Bureau du renseignement militaire de couper tous liens avec les irréguliers du Triangle d'or et avec les gangs de Taiwan. En décembre de la même année, il ordonna une nouvelle fois au Bureau de la sécurité nationale et au renseignement militaire de ne se livrer à «aucune recherche de renseignements aux Etats-Unis». Trois mois plus tard, il réitéra ces instructions au Bureau et ordonna au nouveau directeur, Sung Hsin-lien, de ne pas organiser de réunions conjointes avec le KMT, le gouvernement et les militaires. En septembre 1986, il dut dire une nouvelle fois à Hao Pei-ts'un de rappeler à Sung Hsin-lien que son organisation ne devait en aucun cas recruter des espions en Amérique. De telles opérations, précisa le président, «ne nous apportent rien, mais risquent de déstabiliser les relations entre Taiwan et les Etats-Unis[37]».

Les parlementaires de droite réagirent à la multiplication des manifestations de rue organisées par le DPP en donnant plus de dynamisme à des organisations déjà existantes comme les Patriotes au sang d'acier et en créant de nouveaux groupes d'agitateurs. Deux organisations de couverture apparurent au début de l'année qui rassemblaient la plupart de ces groupes : le Front patriotique anticommuniste et l'Association patriotique de la République de Chine. Certains analystes laissèrent entendre que ces organisations recevaient un soutien financier non seulement des conservateurs du KMT et de leurs organes représentatifs, mais aussi des militaires et des services de sécurité. Quand le DPP organisait une manifestation, les conservateurs organisaient une contre-manifestation. Quelquefois des violences se produisaient entre ces groupes antagonistes, comme le 12 juin, en face du Yuan législatif[38].

Un an après la création par Ching-kuo du groupe de travail consacré à la réforme au sein du Bureau politique, le gouvernement n'avait

toujours pas mis en œuvre les changements promis concernant la légalisation de partis politiques d'opposition et la levée de la loi martiale. En mai 1987, Ching-kuo demanda au ministre de l'Education, Lee Huan, s'il accepterait de devenir le secrétaire général du parti. Ma Shu-li avait maintenant 76 ans et il était épuisé par un travail quotidien de douze heures, sept jours sur sept[39]. Agé lui-même de 70 ans, Lee, respectant le pratique habituelle en la matière, refusa, mais le président insista. Lors d'une longue conversation, Ching-kuo dit à son vieux camarade qu'il en avait assez de voir l'administration traîner des pieds. Il était impatient de réaliser trois objectifs[40].

Tout d'abord, le KMT avait besoin d'une profonde réorganisation pour être compétitif dans un système politique complètement ouvert. «Si nous ne rajeunissons pas le KMT, précisa-t-il, les gens abandonneront le parti […] et même ses membres le quitteront». Le deuxième objectif consistait à établir une «véritable démocratie politique». Cela signifiait lever la loi martiale, autoriser la population à créer ses propres partis politiques, avoir un Parlement totalement élu et, finalement, supprimer les lois restrictives sur la presse.

La «réunification des deux rives du détroit» constituait le troisième objectif. Ses commentaires sur ce point furent les plus explicites et les plus fermes, attestant que, pour lui, une réunification nominale était nécessaire et pourrait être réalisée dans des délais prévisibles, peut-être même pendant le temps limité qui lui restait à vivre. «Il nous faut prendre des initiatives pour nous mettre sur la voie de la réunification», dit-il à Lee. «Taiwan et le continent doivent être réunifiés un jour ou l'autre. S'ils ne le sont pas, il sera de plus en plus difficile à Taiwan d'exister en tant qu'Etat indépendant.»

La politique américaine effectua également un virage nuancé sur cette question de la réunification. Des conservateurs, comme le secrétaire adjoint Paul Wolfowitz, souhaitaient que les relations avec la Chine soient bonnes mais estimaient que cet objectif n'était pas si important qu'il puisse justifier de remettre en cause le fait que Taiwan devait conserver différentes options pour son avenir, y compris même l'indépendance, bien qu'elle ne fût jamais mentionnée. Ils n'étaient pas préparés à encourager l'île à tenter des ouvertures avec le continent. Après le départ de Wolfowitz, il y eut un mouvement de balancier qui conduisit à mettre l'accent sur le principe d'une seule Chine à condi-

tion que ce but soit poursuivi pacifiquement. Les Etats-Unis, dès lors, étaient prêts à encourager et à accueillir favorablement tout progrès des deux parties dans cette direction. A Shanghai, le 5 mars, le secrétaire d'Etat George Shultz déclara: «Une seule Chine et une solution pacifique de la question de Taiwan [demeurent] les fondements de la politique américaine». Les Etats-Unis, poursuivit Shultz, soutenaient «un processus évolutif régulier visant à une résolution pacifique de ce problème», et l'Amérique s'efforcerait «de favoriser un environnement dans lequel une telle évolution serait à même de se poursuivre[41]». Le Département d'Etat informa à l'avance Frederick Chien du contenu de la déclaration de Shultz à Shanghai. Chien «sauta au plafond», estimant que cela revenait à faire pression sur Taiwan pour qu'il négocie avec Pékin. Le jour suivant, James Lilley rapporta toutes ces informations à Ching-kuo à Seven Seas. Ching-kuo sourit. «C'est très bien», dit-il[42]. Ce qu'avait déclaré Shultz était tout à fait en accord avec la propre détermination de Ching-kuo de renforcer la dynamique du processus visant à rapprocher les deux rives du détroit et, en conséquence, à encourager le mouvement démocratique sur le continent.

A peu près au même moment, Deng Xiaoping prit contact avec un professeur invité, de l'université de Virginie, Leng Shao-chuan, qui était le gendre de Yen Chia-kan. Deng lui demanda de dire à Lee Huan qu'il enverrait Yang Shangkun pour le rencontrer à la date et à l'endroit de son choix. Leng transmit le message, et Lee Huan en informa immédiatement Ching-kuo, qui, dans un premier temps, n'eut aucune réaction. Deux jours plus tard, il dit à Lee: «Le temps n'est pas encore venu[43].»

Sous la pression de Lee, le Yuan législatif approuva, le 23 juin, la nouvelle loi sur la sécurité nationale et, à l'unanimité, le 7 juillet, la levée du décret sur la situation d'urgence «dans la zone de Taiwan». Shaw Yu-ming suggéra à Ching-kuo d'imiter le procédé utilisé par les présidents américains et de signer le document mettant fin à la loi martiale lors d'une spectaculaire conférence de presse. Il proposa même d'utiliser plusieurs stylos et de les donner ensuite aux membres du Parlement. Ching-kuo refusa les deux suggestions[44].

Le 14 juillet, la nouvelle loi entra sans bruit en vigueur. Le gouvernement transféra tous les dossiers criminels ne concernant pas le personnel militaire aux tribunaux civils. La nouvelle législation prohibait

encore toute apologie de l'«indépendance», mais cette exception à la liberté d'expression eut peu d'effet, sinon celui de susciter des critiques. Les rares fois où cette interdiction fut appliquée, elle provoqua des réactions. Le DPP continua officiellement et très bruyamment de prôner l'«autodétermination». Le gouvernement choisit le 1er janvier 1988 pour que les nouveaux partis politiques soumettent leur candidature à l'enregistrement. En fait, quatre autres groupes politiques avaient suivi le DPP et établi de nouveaux partis sans que le pouvoir ne les reconnaisse. L'un d'entre eux était une organisation de continentaux d'extrême droite, le Parti démocratique pour la liberté[45].

Lee et Ching-kuo étaient d'accord sur le fait que l'ancienne structure léniniste que Sun Yat-sen, sur les conseils de Borodine, avait adoptée pour le KMT, en 1924, était depuis longtemps périmée. A l'origine, le KMT, comme le PCC, avait été un parti idéologique et révolutionnaire. Dans les deux cas, la mission historique du parti justifiait qu'il pût revendiquer d'avoir le monopole de la vérité et de la vertu, ce qui était difficilement compatible avec une société démocratique et diversifiée et un système politique ouvert et compétitif. Pour gagner, à Taiwan, le soutien populaire, le KMT devait simplement démontrer, de manière convaincante, qu'il pouvait répondre aux besoins quotidiens des gens mieux que ne pouvaient le faire ses rivaux. Sous l'influence des collaborateurs de Ching-kuo formés aux Etats-Unis et des anciens jeunes turcs, comme Lee Huan, le KMT s'était réformé dans ce sens depuis la fin des années 1960. En 1987, le KMT était depuis longtemps sur la bonne voie pour devenir un parti politique moderne et un parti dans lequel les Taiwanais de souche seraient majoritaires. Les nouveaux membres KMT du Yuan législatif, pour la plupart de jeunes réformateurs, avaient conquis leur siège dans des campagnes très vives contre le DPP. Ching-kuo fit très clairement savoir qu'il souhaitait également une organisation dirigeante, au sein du parti, plus dynamique et plus ouverte, étonnant les membres du Bureau politique lorsqu'il leur reprocha d'être trop conformistes et les incita à ne pas avoir peur de s'exprimer[46].

■

Presque chaque mois, des événements dans le monde renforçaient l'impression de plus en plus prégnante que l'ère des dictatures prenait fin et qu'on assistait à une explosion, comme celle du cambrien, de

formes démocratiques. A la suite du sommet de 1987 entre Reagan et Gorbatchev, la guerre froide commença rapidement à s'estomper. Les Soviétiques affirmèrent leur intention de se retirer d'Afghanistan. En Corée du Sud, des grèves, des manifestations d'étudiants et le désir de continuer d'être le pays organisateur des Jeux olympiques de 1988 conduisirent finalement à un transfert pacifique du pouvoir d'une dictature militaire à un régime démocratique[47]. L'image de Ching-kuo par rapport à celle qu'il avait un an avant cette vague de changements dans les affaires du monde semblait maintenant tout à fait différente. De tous les bouleversements que Taiwan connut cette année-là, le plus marquant fut la légalisation des voyages sur le continent[48]. Les archiconservateurs, dont les longues vies avaient été consacrées à haïr et à combattre les communistes, estimaient que l'autorisation d'effectuer de tels voyages constituait une trahison de cette longue lutte. Ching-kuo, toutefois, ordonna la fin immédiate de cette interdiction qui avait duré quarante ans[49]. Au cours des deux mois suivants, des dizaines de milliers de résidents de Taiwan se précipitèrent pour obtenir les permis nécessaires. Le président fut satisfait de l'ampleur de cette réaction, cette autorisation étant en fait un aspect majeur de sa stratégie visant à encourager le changement sur le continent. «Il n'y a aucune raison de se faire du souci à ce sujet, dit-il à ses collaborateurs. Les visites permettront aux gens de Taiwan de comprendre la situation qui prévaut sur le continent, et réciproquement[50].» Beaucoup de ceux qui se rendirent en RPC ne tinrent aucun compte du fait que ces voyages n'étaient permis que pour des visites familiales. Un journal de Taipei envoya deux reporters à Pékin et publia le compte rendu de ce qu'ils avaient constaté dans la capitale chinoise. En fait, des milliers d'hommes d'affaires de Taiwan se joignirent au mouvement massif de visiteurs originaires du continent[51]. Des centaines et bientôt des milliers d'ateliers et de petites usines financés par des Taiwanais et fabriquant des produits exigeant une nombreuse main-d'œuvre se mirent à pousser comme des champignons à Amoy et dans d'autres villes de la côte.

En octobre, Lee Huan déclara publiquement que la politique du KMT ne visait plus à remplacer le parti communiste sur le continent, mais à encourager «des réformes politiques, la liberté de la presse et la libéralisation économique[52]». L'aile droite était une nouvelle fois

furieuse ; la direction du KMT était en train d'abandonner l'engagement historique du parti de détruire le PCC. Mais Ching-kuo dit aux membres de la vieille garde qui vinrent le voir dans sa chambre pour se plaindre de cette situation que la population du continent avait le droit de décider si elle voulait que le PCC, le KMT ou, un autre parti, forme le gouvernement et dirige le pays[53].

■

De toutes les réformes de Ching-kuo, la plus difficile à mettre en œuvre concernait la révision des institutions nationales élues. Lee Huan demanda à Ma Ying-jeou de travailler en étroite collaboration avec le groupe de travail auquel cette mission avait été assignée. Ma prévint Lee qu'il serait certainement amené à « marcher sur quelques plates-bandes » avant d'élaborer un projet de retraite « volontaire » de tous les membres de ces institutions élus sur le continent, leur octroyant en compensation de généreuses indemnités et différents titres ronflants, comme « conseiller du président ». En même temps, les conservateurs faisaient observer à Ching-kuo que si tous les membres du Yuan législatif et de l'Assemblée nationale élus sur le continent étaient contraints d'abandonner leurs mandats, il serait nécessaire d'allouer un nombre approprié de sièges au nouveau Parlement et à la nouvelle Assemblée pour représenter les provinces situées sur le continent. Lors d'une de ses entrevues avec Ma Ying-jeou, le président lui demanda de « rechercher si [leur] gouvernement avait fait des déclarations lorsque (en 1949) [ils] av[aient] transféré son siège du continent à Taiwan concernant la continuité de la représentation de l'ensemble de la Chine ». Ma fit ces recherches et rapporta la conclusion que le gouvernement de la RdC n'avait jamais fait une quelconque déclaration selon laquelle ses institutions élues continueraient de représenter les provinces du continent. Le président confirma, à la lumière de ces recherches, qu'il n'y aurait aucun siège destiné à représenter le continent[54].

Le 16 décembre, Lee Kwan-Yew et sa femme arrivèrent à Taipei pour une visite de cinq jours. Ching-kuo et le Premier ministre de Singapour passèrent plusieurs heures à discuter, en privé, de ce qui se passait sur le continent. Lee, apparemment, était prudemment optimiste sur la possibilité qu'avait la Chine d'effectuer la transition vers un régime de type singapourien, c'est-à-dire un démocratie certes

contrôlée mais qui n'en restait pas moins une démocratie. Malgré les réticences de Deng et le limogeage de Hu Yaobang, la vague libérale en Chine semblait prendre de l'ampleur. Au 13e Congrès du PCC, en octobre, Zhao Ziyang, en tant que secrétaire général du PCC, avait proclamé l'urgence des réformes politiques[55]. Ching-kuo était fasciné par l'évolution de la situation en Russie. Gorbatchev avait sévèrement critiqué Staline, et Boris Eltsine avait perdu les postes qu'il occupait au sein du parti et il assumait le rôle de chef d'un mouvement populaire de plus en plus puissant[56]. Ching-kuo et Lee Kwan-yew estimaient tous les deux qu'une nouvelle phase allait commencer, dans l'histoire de la Chine. Lee dit à Ching-kuo que si Taiwan et le continent ne résolvaient pas leurs différences politiques, la solution, finalement, ne pourrait qu'être militaire[57]. Ching-kuo ne se sentait pas très bien et il n'offrit pas de dîner avec son éminent ami. Il demanda à Ma Shu-li et Yu Kuo-hua de le remplacer. Lee observa avec tristesse la détérioration de sa condition physique.

■

Pour la première fois en plus de dix ans, Mme Chiang organisa à Shihlin le réveillon de Noël pour les membres de la famille qui étaient à Taipei, c'est-à-dire Ching-kuo et Faina, Alan, Nancy et Yomei, Eddy et sa famille, Wei-kuo, sa femme et son fils. Le Dr Hsiung Yuan était également présent. Les jumeaux et leurs familles n'avaient évidemment pas été invités. A un moment, Ching-kuo se trouva seul avec le Dr Hsiung. Le président, qui avait refusé à de nombreuses reprises de se rendre à l'hôpital lorsque les médecins le lui avait recommandé, lui murmura : « Je ne me sens pas bien du tout. Pourriez-vous demander à un spécialiste de m'examiner. » Hsiung lui dit qu'il allait immédiatement faire le nécessaire pour qu'il soit traité par une équipe médicale[58]. Le jour suivant, qui était le jour de Noël, Hsiung appela le bureau de Ching-kuo pour confirmer son admission. On lui dit que le président souhaitait reporter sa consultation à l'hôpital. Noël était aussi le jour de la Constitution et Chiang Ching-kuo devait assister à une dernière cérémonie officielle.

Le président ignora les supplications de Lee Huan et d'autres et insista pour participer à la traditionnelle session commémorative de l'Assemblée nationale. « Vous avez sans doute peur qu'ils me battent, plaisanta-t-il, eh bien, laissez-les faire et allons honorer la tradition[59]. »

Alors qu'on le conduisait vers le lieu de la cérémonie, 3000 manifestants convergeaient en chantant vers le bâtiment de l'Assemblée nationale. La police antiémeute et des chevaux de frise les tinrent à l'écart. A quelques kilomètres de là, 3000 militants du KMT participaient à une contre-manifestation. A l'intérieur du bâtiment, les 11 membres du DPP de l'Assemblée déployèrent une bannière sur laquelle était écrit : « Dehors, les vieux voleurs ! » Les 900 et quelques autres membres, y compris les cibles de cette impérieuse injonction, jetaient des regards nerveux sur l'Assemblée. Très peu de ceux qui étaient présents savaient que Ching-kuo avait espéré annoncer avant même cette commémoration la mise à la retraite des membres élus sur le continent et l'élection démocratique de tous les titulaires des sièges de l'Assemblée nationale et du Yuan législatif.

Attendant sur le côté de la salle, Ching-kuo demanda à ses assistants de pousser sa chaise roulante sur l'estrade. Après que les ovations eurent cessé, la poignée de membres du DPP continua de crier des slogans. Chiang ne sembla pas troublé par les protestations et prononça quelques paroles de courtoisie à l'intention de l'Assemblée. Il resta dans sa chaise roulante pendant que le secrétaire général de l'Assemblée lisait le discours de cinq minutes que Chiang avait préparé. Il faisait remarquer dans ce discours qu'il était nécessaire d'« améliorer la composition des assemblées parlementaires », mais qu'une telle réforme ne devrait pas violer la Constitution, qui stipulait que le gouvernement nationaliste était le seul gouvernement légitime de la Chine. Après le départ de Ching-kuo et la levée de la séance, les membres du DPP se joignirent aux manifestants qui se trouvaient à l'extérieur pour une marche à travers le centre de la ville[60]. Le président sourit avec bienveillance pendant tout le trajet de retour. Peu de temps après, James Soong montra à Ching-kuo un magazine dont l'article de couverture alléguait que le président avait l'intention de faire construire pour lui-même un luxueux mausolée. Chiang eut un petit rire : « Je n'ai même pas fait construire une maison pour moi-même, dit-il. Pourquoi voudrais-je me faire construire un grand tombeau[61] ? »

■

L'année 1987 avait été une bonne année, et pas seulement pour ce qui concernait les réformes politiques. L'investissement de Ching-kuo dans les industries de haute technologie et les encouragements

qu'il leur avait prodigués se révélaient particulièrement payants. Taiwan était maintenant devenu le dixième exportateur mondial de produits manufacturés. Ses réserves de change approchaient les 40 milliards de dollars américains, les plus élevées du monde par habitant. Au cours de cette année, les capitalistes taiwanais avaient investi presque deux milliards de dollars américains à l'étranger, essentiellement sur le continent. Le taux de chômage officiel était de 2,5 %, et les usines de Taiwan devaient importer des travailleurs étrangers. Plus surprenant encore, le revenu moyen par foyer atteignait presque 5 000 dollars américains[62].

L'île n'était plus un Etat paria, un satellite entièrement dépendant des Etats-Unis ou une dictature honnie. Elle était un modèle de croissance économique en même temps qu'un exemple pacifique, bien qu'un peu chaotique, de transition démocratique.

26
Une démocratie chinoise

Le 1er janvier 1988, sur les instructions de Ching-kuo, la réglementation limitant le nombre de journaux autorisés (29) et le nombre de leurs pages (12) fut officiellement supprimée. En quelques jours, le gouvernement enregistra environ 200 publications nouvelles. Un grand nombre de tabloïds apparurent bientôt dans les rues. En même temps, plus de soixante groupes politiques posèrent leur candidature pour être officiellement reconnus comme des partis politiques. Finalement, vingt d'entre eux accomplirent toutes les démarches nécessaires et formèrent de véritables partis, dont le DPP. Malgré ces mesures de libéralisation, il y avait encore une colère refoulée contre le régime et ses dirigeants. Beaucoup de ces nouveaux journaux étaient violemment anti-KMT. L'invective politique se répandit sur toute l'île et, au cours des quatre premiers mois, plus de 700 manifestations de rue, la plupart anti-KMT, furent organisées. A l'intérieur du Yuan législatif, lorsque le DPP s'opposa énergiquement au passage de nouvelles lois régulant les manifestations publiques, des bagarres à coups de poing éclatèrent[1].

Le 12 janvier, le groupe de travail sur les réformes parlementaires remit enfin ses propositions, rédigées par Ma Ying-jeou, qui mettaient fin à l'ère au cours de laquelle les continentaux avaient totalement contrôlé le jeu politique à Taiwan. Ma se proposait de rencontrer Ching-kuo le lendemain pour lui annoncer cette bonne nouvelle. Ce matin-là, le président se plaignit de ne pas être bien. Bien que ses médecins ne pussent trouver aucune cause apparente à son état, ils lui administrèrent du sérum par voie intraveineuse. Ching-kuo demanda à voir son fils handicapé, Alan. Quand ce dernier sortit de la chambre, il dit à sa mère que son père paraissait très malade. A 13 h 50, une sévère hémorragie survint dans l'intestin. Le sang empêchait Ching-kuo de respirer, et il perdit connaissance. Etant donné que son pacemaker maintenait son pouls à 70 pulsations à la minute, son cœur ne pouvait pomper suffisamment rapidement pour fournir l'oxygène dont son corps avait besoin et avant que les médecins ne puissent le transporter à l'hôpital, il mourut d'un choc hypovolémique. Tout se passa, se souvient le Dr Hsiung, par un bel après-midi ensoleillé[2].

Le Bureau d'information du gouvernement annonça la mort du président quatre heures plus tard. A 21 heures, Lee Teng-hui prêta serment comme quatrième président de la RdC[3]. Pour la première fois de son histoire, la République n'était pas dirigée par un homme fort, mais la situation politique resta parfaitement calme. Le matin suivant, le gouvernement tint sa réunion habituelle et passa deux heures à discuter de la façon dont il conviendrait de nettoyer une rivière polluée. A la mort du Generalissimo, treize ans auparavant, la presse et les officiels de haut rang avait utilisé le langage artificiel de la cour impériale pour décrire la «grandeur» du dirigeant disparu. Mais pour celle de Ching-kuo, pour la première fois en quatre mille ans, les louanges et les titres traditionnels, extravagants et quasi religieux, furent absents. A la place, les commentaires des médias et les condoléances individuelles soulignèrent l'empathie de Ching-kuo pour les gens ordinaires[4].

Contrairement à son père, Ching-kuo, volontairement, ne laissa aucun testament pour l'édification de la nation. La coterie de ceux qui occupaient les positions les plus élevées, pensant qu'elle devait remédier à cette lacune, pressa le secrétaire de Ching-kuo, Wang Chia-hua, de rédiger un document exprimant l'espoir du président que la population «poursuivrait la politique nationale anticommuniste et conduirait jusqu'à son terme la démocratie constitutionnelle…» Le Bureau d'information du gouvernement publia ce document en expliquant que le président défunt l'avait dicté et signé le 5 janvier, en présence de différentes personnalités connues et de son fils Eddy[5].

De la même façon, après son décès, pour embarrasser l'opposition, les dirigeants du KMT laissèrent entendre que les désordres qui s'étaient produits à l'Assemblée nationale, le 25 décembre, avaient hâté la mort du président. Ses collaborateurs, toutefois, dénièrent que cela fut le cas. Il les avait prévenus que la démocratie était chaotique et quelquefois plutôt déplaisante, particulièrement pour les dirigeants politiques.

Chiang Ching-kuo n'aurait certainement pas apprécié ces mascarades, mais il aurait été enchanté de voir K'ang Ning-hsiang et plusieurs autres dirigeants du DPP venir lui rendre leurs derniers devoirs. Malgré l'animosité qui existait entre le KMT et ses adversaires, Ching-kuo, à la fin, avait imposé une exigence capitale pour qu'une démocratie devienne stable: un certain niveau de courtoisie et de retenue pour les adversaires politiques. Le DPP et le minuscule

Parti travailliste annoncèrent qu'ils annuleraient toutes les manifestations au cours de la période de deuil de trente jours[6]. Le 16 janvier, la Haute Cour de justice condamna à de lourdes peines deux figures de l'opposition accusées d'avoir prôné directement et publiquement l'indépendance de Taiwan. Le DPP était furieux, mais il décida néanmoins de reporter jusqu'à la fin du deuil les manifestations de rue pour protester contre ce jugement.

■

Le jour qui suivit la mort du président, Lee Huan convoqua ses trois adjoints, Ma Ying-jeou, Kao Ming-hui et James Soong, à une réunion dans son bureau à 10 heures du matin. Lee indiqua qu'il lui paraissait nécessaire de choisir dès à présent un président par intérim pour diriger le parti jusqu'au prochain congrès, prévu pour juillet. Lee Huan déclara qu'il pensait que Lee Teng-hui devait être à la fois le chef de l'Etat et du parti. Tel était, au reste, le souhait de Chiang Ching-kuo. Ses trois collègues approuvèrent cette position. Ma, Kao et Soong se partagèrent la liste des membres du bureau politique et allèrent les informer personnellement de la recommandation de Lee Huan. Le jour suivant, ils rapportèrent à Lee Huan que tous les continentaux, membres du Bureau politique avaient donné leur accord pour que Lee Teng-hui devienne le président du parti. Quelques Taiwanais de souche avaient toutefois émis certaines réserves, mais Lee Huan s'entretint personnellement avec eux, et tous finalement acceptèrent cette dette décision.

Un membre éminent du bureau politique, le premier ministre Yu Kuo-hua avait été chargé de nommer officiellement Lee nouveau président du parti. Mais le 24 janvier, Yu reçut une lettre de M^me^ Chiang, lui conseillant plutôt de ne pas nommer un président par intérim. Pour Mei-ling et la vieille garde de Chiang Kai-shek, qu'un natif de Taiwan puisse devenir à la fois le président de la RdC et le chef du parti s'apparentait à sonner le glas du rôle historique du KMT[7]. Yu en informa Lee Huan, qui répondit que, selon lui, le Bureau politique devrait aller de l'avant et nommer Lee président du parti par intérim. Lee Huan précisa qu'après cette nomination il donnerait sa démission et écrirait à M^me^ Chiang pour lui exprimer ses regrets de n'avoir pu faire ce qu'elle avait demandé. Yu fut d'accord avec cette procédure.

Lee Huan alla alors trouver Lee Teng-hui, lui montra la lettre et lui expliqua la situation. Le nouveau président comprit qu'il devrait adopter un profil bas. Un peu plus tôt, le 22 janvier, vêtu d'une robe traditionnelle bleu foncé et d'une courte veste noire, il avait présidé au transfert du corps de Ching-kuo de l'hôpital des Vétérans au mausolée des Martyrs. Là, il dirigea une brève cérémonie pour la paix de l'âme du défunt *(an ling)*. Lee et d'autres membres du comité funéraire veillèrent ensuite le mort, jour et nuit, chacun à son tour. Entre-temps, le chef d'état-major, Hao Pei-ts'un, et le ministre de la Défense, Cheng Wei-yuan, publièrent une déclaration confirmant que les forces armées respecteraient les volontés du défunt président et apporteraient leur soutien à son successeur, Lee Teng-hui.

Lee Huan convoqua une réunion du bureau politique pour le 27. A 3 heures, le 26, Eddy Chiang téléphona à Yu Kuo-hua, à son domicile, pour insister sur le fait que M^me^ Chiang ne voulait pas d'une nomination de président par intérim. Peu de temps avant la réunion du bureau, le jour suivant, Yu dit à Lee Huan qu'il serait discourtois de sa part de refuser abruptement la demande répétée de M^me^ Chiang. Lorsque les autres membres du bureau arrivèrent et furent informés de la situation, la plupart furent favorables à ce que Lee Teng-hui soit nommé. Hao Pei-ts'un et quelques autres furent toutefois d'accord avec Yu pour que la décision soit reportée de manière à tenir compte de l'opinion de M^me^ Chiang[8]. Après un silence gênant, Soong prit la parole pour regretter cette indécision et il sortit de la pièce. Yu Chi-chung fit alors observer : « Nous devons aller de l'avant, pas retourner en arrière. » Yu Kuo-hua se leva brusquement et procéda à la nomination attendue. Tous les membres votèrent oui, sur quoi Lee Huan téléphona à Lee Teng-hui pour l'en informer[9].

Le jour suivant, le nouveau président et chef du KMT rendit visite à M^me^ Chiang et lui promit de respecter l'héritage de Chiang Kai-shek et de Chiang Ching-kuo et de poursuivre leur œuvre. Il se rendit ensuite au mausolée des Martyrs pour présenter une nouvelle fois ses respects à l'homme qui l'avait choisi pour jouer un rôle historique. Un million deux cent mille personnes avaient déjà défilé devant le cercueil. Le matin du 30 janvier, Faina et ses enfants, Alan, Amy, Alex et Eddy, regardèrent chacun à leur tour, et pour la dernière fois, le visage de celui qui, comme mari ou comme père, leur avait été cher.

Alan, selon la tradition, se prosterna trois fois. Seuls les membres de la famille et quelques amis choisis, dont Lee Kwan-yew, accompagnèrent le cercueil jusqu'à son «lieu de repos temporaire», un endroit appelé Touliao, près du lieu-dit Tzuhu, où reposait les restes de son père[10]. Un million de personnes faisaient la haie sur la route. A 9 heures, les 20 millions d'habitants de l'île, à quelques exceptions près, interrompirent leur activité ; les trains et les bus s'arrêtèrent ; les cloches de tous les temples et de toutes les églises de Taiwan sonnèrent pour un dernier adieu.

■

Deng Xiaoping était inquiet, depuis quelques mois, de la détérioration de la santé de Ching-kuo et des conséquences possibles de la mort de son vieux camarade de classe. Il craignait notamment que cette disparition ne rende plus difficiles les relations avec Taiwan. Aussitôt qu'il apprit la nouvelle, il convoqua immédiatement une réunion élargie du Bureau politique. Après avoir écouté les rapports du Bureau des affaires taiwanaises et du groupe de travail sur Taiwan, Deng déclara que la réunification de la Chine était un problème majeur, d'une importance mondiale. Chiang Ching-kuo vivant, «la réunification de la Chine ne serait pas aussi délicate et compliquée qu'elle l'est maintenant devenue. Le KMT et le PCC ont collaboré deux fois dans le passé. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi il ne pourrait pas y avoir une troisième coopération entre nous. C'est vraiment dommage que [Ching-kuo] soit mort trop tôt[11]».

Deng poursuivit en disant que Ching-kuo avait adhéré au principe d'«une seule Chine» de son père, mais le PCC, au cours du temps, n'avait pas saisi l'occasion de travailler à une solution pacifique de la question avec les dirigeants du KMT. Pékin, déplora-t-il, n'avait que très récemment «suivi la bonne voie, c'est-à-dire le principe "un pays, deux systèmes"». Il voulait signifier par là que cette proposition pouvait conduire à de sérieuses avancées : «Bien que les membres du KMT aient semblé indifférents à l'offre qu'a faite notre parti, ils l'ont finalement prise au sérieux ! Il existe de grandes divergences de vues au sein du KMT[12] !»

Quelques mois plus tard, lorsque le remplaçant de Hu Yaobang comme secrétaire général du PCC, Zhao Ziyang, fit l'objet de sévères critiques en raison de l'échec de la réforme des prix, l'un de ses par-

tisans, la journaliste Dai Qing, soutint que la Chine avait besoin d'un chef autocratique modéré et bienveillant, comme Chiang Ching-kuo :

> Quand Chiang est mort, des gens en deuil descendirent dans les rues par milliers… Toutes les fleurs de l'île, pourtant connue pour avoir beaucoup de fleurs, furent vendues. Pourquoi ? Parce qu'il fit le nécessaire pour que la mainmise de sa propre famille sur le pouvoir prenne fin et parce qu'il leva les interdictions sur la création de partis politiques et les restrictions sur la presse. « D'accord, je suis un autocrate, mais je suis le dernier. Je me sers de mon pouvoir pour assurer l'émergence de la démocratie »… Etant donné notre situation particulière, seul un autocrate [comme Chiang Ching-kuo] pourrait mettre un terme à l'autocratie en Chine[13].

■

Deng Xiaoping avait raison. Si Chiang Ching-kuo avait vécu un peu plus longtemps, il aurait probablement « promu le principe de la réunification[14] ». Au cours des années suivantes, le gouvernement de Lee Teng-hui suivit la voie que Chiang aurait très certainement suivie lui-même : un développement rapide des relations culturelles et économiques entre les deux territoires, notamment dans les domaines du commerce, des communications, des investissements et des voyages. Très vraisemblablement, Ching-kuo estimait également nécessaire l'établissement d'instances semi-officielles, habilitées à discuter des problèmes qui surgissaient entre les deux côtés du détroit. Au-delà de ces arrangements pratiques, toutefois, Chiang, apparemment, envisageait au moins la possibilité de parvenir rapidement à un accord global qui renforcerait une relation pacifique et de longue durée à travers le détroit, non seulement pour rendre « permanente » l'adhésion de Taiwan au principe d'une seule Chine, mais aussi pour consolider, en théorie et en pratique, l'autonomie de Taiwan et sa souveraineté de facto. L'un des jeunes protégés de Ching-kuo formé en sciences politiques aux Etats-Unis, Wei Yung, avait publiquement lancé la formule « un pays, deux gouvernements », une variante du concept de Deng, « un pays, deux systèmes ». On peut penser de manière très plausible que Ching-kuo aurait imaginé un accord de ce type avec Pékin, accord qui aurait inclus la création d'un Commonwealth chinois ou une autre forme d'union non souveraine

et la réadmission de Taiwan à l'Assemblée générale de Nations unies. Apparemment, Chiang et Deng croyaient tous les deux qu'ils étaient les mieux placés pour proposer les compromis qu'un tel accord exigeait.

Etant donné les efforts que, pas à pas, faisait Ching-kuo pour mener à bonne fin le processus démocratique à Taiwan, il est évident qu'il entendait limiter ses initiatives à l'égard du continent à celles qui pouvaient être acceptées sur l'île. Créer les conditions pour qu'un tel accord, qui incluait le principe de la réunification, devienne une réalité, exigeait donc non seulement que Pékin soit prêt à des concessions majeures, telle que la réadmission de Taiwan aux Nations unies, mais également que la Chine fasse des progrès marqués vers la démocratie. Ching-kuo était convaincu que le processus de réformes, économiques, culturelles et démocratiques, sur le continent, encouragé par les exemples de Taiwan et de la Russie, placerait la Chine sur la même pente savonneuse vers la libéralisation sur laquelle lui-même et le KMT avaient glissé. Dans ce qui fut probablement sa dernière interview, Ching-kuo suggéra qu'une telle dynamique était à l'œuvre. Les communistes, dit-il, «sont en train de changer pour s'adapter à notre position, pas l'inverse». Conduire jusqu'à son terme la démocratisation de Taiwan, estimait-il, mettrait en branle le même mouvement sur le continent, peut-être dans l'année à venir. Il n'était pas très loin de la vérité[15].

■

Au milieu des années 1980, Ching-kuo et Deng recherchaient tous les deux une place dans l'histoire, espérant qu'on se souviendrait d'eux non comme des dirigeants vieux jeu et culturellement sino-centrés, mais comme des patriotes modernes et des hommes politiques pragmatiques. Tous les deux recherchaient une légitimation de leurs rôles historiques concurrents. L'héritage qu'ils souhaitaient tous deux laisser derrière eux était en gros le même: prospérité, prestige et paix pour leurs peuples, mais également préservation du principe de la grande unité de la Chine. Pour Ching-kuo, tranquillité et progrès sur l'île exigeaient la démocratie, qui impliquait aussi la taiwanisation, laquelle, à son tour, faisait planer une menace potentielle sur le principe de l'unité de la Chine. En conséquence, il pensait qu'un engagement large et profond à l'égard du continent et une libéralisation simultanée de la société chinoise continentale était la seule voie à suivre pour que la démocratisation de Taiwan soit compatible avec le principe de l'unité de la Chine.

Un système politique fondé sur la liberté et l'ouverture était donc une condition déterminante pour que Ching-kuo parvienne à ses objectifs. Ching-kuo aurait pu initier plus tôt le processus démocratique, notamment peu de temps après la mort de son père ou après être devenu président, en 1978. Ses proches collaborateurs arguent qu'une telle réforme aurait échoué, provoquant un coup d'Etat de l'extrême droite et, peut-être, une guerre civile. Si une élection véritablement honnête et démocratique avait eu lieu à cette époque, soulignent-ils, le KMT l'aurait probablement perdue, et une victoire de Taiwanais favorables à l'indépendance aurait pu déclencher une guerre avec la Chine de même qu'un conflit interne, ce qui aurait eu des répercussions en Amérique et aurait changé le cours de l'histoire.

Au cours des seize années pendant lesquelles Ching-kuo avait effectivement exercé le pouvoir de la fin des années 1960 à sa mort, plusieurs centaines de personnes avaient été emprisonnées en raison de leurs activités politiques, et quelques-uns, comme Henry Liu ou la famille de Lin Yi-hsiung, l'avaient payé de leur vie. Mais, dans l'ensemble, on peut affirmer, avec Edwin Winkler, que ce fut une période d'«autoritarisme modéré». De surcroît, depuis au moins la fin des années 1960, Chiang Ching-kuo et le groupe qui lui était proche sur le plan politique s'étaient promis de créer une société démocratique réellement pluraliste. Leurs réformes n'étaient pas de simples subterfuges pour faire baisser la pression.

En 1978, Ching-kuo pensait probablement qu'il disposerait de plus de dix ans pour procéder à cette transition. Mais des heurts dans les relations de Taiwan avec l'Amérique et le monde donnèrent à la fois un puissant élan et un excellent prétexte pour aller de l'avant. Ching-kuo, en fait, fut capable de tirer profit des échecs internationaux de l'île en affaiblissant la revendication d'indépendance chez les Taiwanais de souche et en justifiant le dessaisissement du pouvoir de continentaux. Finalement, il se prit à penser que les politiques de Nixon et Carter avaient eu un impact fondamentalement positif. Les événements qui se déroulèrent en Chine, en Union soviétique et dans d'autres parties du monde au milieu des années 1980 persuadèrent Ching-kuo que ce qui était presque inconcevable auparavant était en fait possible : une dictature communiste pouvait s'effondrer, et la Chine pouvait être profondément transformée par la dynamique de tous ces change-

ments. Ces facteurs, ainsi que sa santé visiblement déclinante, furent les catalyseurs de ses importantes décisions finales. A sa mort, il restait beaucoup à faire pour terminer la transition démocratique, et Lee Teng-hui, gérant habilement le problème épineux des relations entre les Taiwanais et les continentaux, s'attacherait à la réaliser. Dans les faits, toutefois, la démocratie, en janvier 1988, aussi imparfaite et désordonnée qu'elle fût, s'était déjà doucement implantée à Taiwan.

■

Au milieu des années 1980, ayant accompli avec succès le retour de Hong Kong et Macao sous l'autorité de la Chine, Deng accorda la première des priorités à essayer de convaincre Taiwan d'accepter sa formule «un pays, deux systèmes» pour réaliser l'unité de la Chine. Cet objectif donna à Deng les motivations nécessaires pour soutenir les réformateurs libéraux de la direction du PCC, tout particulièrement Hu Yaobang et Zhao Ziyang. Deng savait que plus la Chine apparaîtrait libérale et réformiste, plus Ching-kuo, vraisemblablement, serait disposé à rechercher une solution globale et serait capable de l'imposer. La mort de Ching-kuo réduisit les espoirs de Pékin de parvenir à une avancée significative dans ses relations avec Taipei, et, par suite, diminua dans des proportions difficiles à préciser, mais très certainement élevées, l'intérêt de Deng pour les réformes démocratiques et une politique moins autocratique. Au même moment, les réformateurs libéraux à Pékin étaient presque victorieux. Toutefois, au cours de l'année qui suivit la mort de Ching-kuo, l'inflation, sur le continent, consécutive à la libéralisation des prix de détail créa à nouveau une grande confusion chez les réformateurs.

La dynamique en faveur de plus, et non pas moins, de démocratie s'accéléra, surtout chez les intellectuels et les jeunes générations. L'université de Pékin retira les statues de Mao de son campus. L'Assemblée nationale populaire fut le théâtre de débats où s'exprimèrent de surprenantes opinions non conformistes et où apparurent quelques votes contre les propositions de l'exécutif. L'Assemblée nationale populaire approuva que la population puisse acheter et vendre ses «droits d'utilisation» fonciers, ses participations récemment acquises dans certaines entreprises, de même que ses maisons et ses appartements. Un Sakharov chinois apparut : le physicien renommé Fang Lizhe critiqua ouvertement la direction de Pékin et

suggéra que Taiwan avait su créer un modèle de développement que la Chine continentale devait imiter[16].

En août 1988, la télévision chinoise produisit la série immensément populaire, en six épisodes, *L'Elégie du fleuve,* qui appelait à un radical changement. Ce qu'elle exprimait était si libéral que des conservateurs, à Taiwan, l'accusèrent d'être une attaque contre l'histoire et la culture de la Chine[17]. Un écrivain taiwanais, Bo Yang, déclara de manière provocante aux étudiants de l'université de Pékin que, «dans toute l'histoire de la Chine, le trône était toujours resté le même, seul le cul qui était assis dessus avait changé». La démocratie, prévint-il, est une manière de vivre qui ne peut être imposée, mais vient avec la croyance en l'égalité entre les hommes qui se constitue à travers la famille, l'école et la communauté[18].

Reagan et Gorbatchev mirent fin à la guerre froide. Les Soviétiques, comme ils s'y étaient engagés, se retirèrent d'Afghanistan. Il y eut un cessez-le-feu au Nicaragua, et la guerre Iran-Irak se termina. La Hongrie devint une nation libre, et des mouvements démocratiques ailleurs en Europe de l'Est prirent de l'ampleur. Cuba, l'Angola et l'Afrique du Sud s'accordèrent sur l'indépendance pacifique de la Namibie. Les anciens ennemis De Klerk et Mandela acceptèrent de se parler. Lorsque, le 8 avril 1989, Hu Yaobang s'écroula et mourut au cours d'une réunion du Bureau politique, l'issue du conflit entre les libéraux et les conservateurs au sein du PCC restait extrêmement incertaine.

Les manifestations sur la place de la Paix éternelle (Tian'anmen) qui commencèrent le 22 avril pour honorer Hu Yaobang conduisirent bientôt à une démonstration de force entre les différentes parties en présence. Un million environ de Pékinois quittèrent leurs bureaux et leurs usines pour venir soutenir les étudiants protestataires. Zhao Ziyang, comme Chiang Ching-kuo, persista dans son refus que l'on puisse tirer sur des citoyens manifestant dans les rues. Si les étudiants avaient accepté la promesse de Zhao de procéder à de nouvelles réformes et étaient retournés dans leurs classes, la crise se serait sans doute terminée par une victoire majeure des forces démocratiques en Chine plutôt que par une terrible défaite. Les espoirs de Chiang Ching-kuo de voir une Chine démocratique avec laquelle Taiwan pourrait s'unir en confiance aurait pu se réaliser. Mais, une fois encore, le mieux fut l'ennemi du bien. Les étudiants refusèrent

tout compromis. Au début du mois de mai, Deng commença à prendre les choses en main. Ecartant Zhao, il ordonna à l'armée de reprendre le contrôle de la place Tian'anmen et de la ville par tous les moyens qui se révéleraient nécessaires. En fait, pensait-il, verser un peu de sang serait bénéfique.

■

Un jour, au cours du XXI^e^ siècle, la Chine sera la première économie mondiale et une superpuissance militaire. Si, comme Taiwan aujourd'hui, la Chine est alors un pays démocratique, elle ne s'engagera pas à la légère dans des guerres, à tout le moins contre d'autres démocraties. Une Chine démocratique sera loin d'être parfaite, pas plus que ne le sont les Etats-Unis, mais elle sera un pouvoir démocratique normal avec toute la fierté, les vertus, les faiblesses et les erreurs inhérentes à un tel statut. Cet état de choses, s'il advenait, contribuerait plus que n'importe quoi d'autre à la stabilité et à la paix dans la zone Pacifique et, en fait, dans le monde entier. Si vraiment la démocratie triomphe un jour en Chine, l'histoire accordera un bonne part du mérite de cette transformation à l'influence de l'exemple donné par Taiwan d'une société chinoise libre et ouverte et à l'homme qui, plus que tout autre, y contribua : le fils du Generalissimo.

Epilogue

* Le 11 janvier 1988, le jour précédant la mort de Ching-kuo, l'espion de la CIA, le colonel Chang Hsien-yi, sa femme et ses enfant furent discrètement exfiltrés aux Etats-Unis, où on leur procura de nouvelles identités. Washington exigea à nouveau qu'il soit mis un terme au programme de construction d'armes nucléaires et que le matériel et les équipements utilisés pour la réalisation de ce programme soient détruits. Le gouvernement de Lee Teng-hui abandonna le projet, mais, probablement, conserva des copies des plans.

* Au cours de la même année, Lee Teng-hui mit fin aux trente-trois ans d'assignation à résidence du vieux général Sun Li-jen, diplômé de l'Institut militaire de Virginie. Le général s'étant attaché à eux, il demanda que ses gardes soient autorisés à rester avec lui. Il mourut en 1990.

* En 1990, ayant recouvré une pleine liberté, le Jeune Maréchal, Chang Hsueh-liang, et sa femme s'installèrent à Honolulu. Sotheby's vendit sa collection d'art pour plusieurs millions de dollars, et il emménagea dans un appartement du Hilton Hawaiian Village. Au tournant du XXI^{e} siècle, l'ancien leader mandchou qui avait enlevé le Generalissimo et peut-être changé le cours de l'histoire était toujours là, regardant les vagues émeraudes déferler sur Waikiki.

* Alan Chiang mourut en 1989, à l'âge de 53 ans, d'un cancer de la gorge à l'hôpital des Vétérans à Taipei.

* Après avoir passé seulement six ans en prison, alors qu'il avait été condamné à perpétuité pour le meurtre d'Henry Liu, l'amiral Wang Hsi-ling fut gracié en 1991, de même que le chef du Gang du bambou, Ch'en Ch'i-li, qui devint un homme d'affaires prospère.

* Alex Chiang se convertit au bouddhisme et se rangea. Il établit une relation amicale avec ses demi-frères. En 1991, il mourut soudainement à Taipei, apparemment d'une crise cardiaque provoquée par son diabète. Il avait 47 ans.

* En 1992, Faina rendit visite à San Francisco à Amy et Eddy et leurs familles. En 2000, ayant survécu à la mort de ses trois fils, elle vivait discrètement à Seven Seas.

* En 1993, Winston Chang, alors président de l'université Soochow, se rendit sur la tombe de sa mère, à Kuilin, en Chine. La trousse de maquillage que Ching-kuo avait donnée à Ya-juo lui fut rendue. Alors qu'il était sur le continent, il fut victime d'une embolie et dut être rapatrié à Taiwan. Il mourut en 1996, à 54 ans.

* Huang Wen-hsiung, qui avait tenté d'assassiner Ching-kuo à l'hôtel Plaza de New York, en 1970, revint à Taipei en 1996, à l'âge de 59 ans. Lors d'une conférence de presse, il déclara qu'il ne regrettait pas d'avoir essayé d'attenter à la vie de Ching-kuo.

* En 1996, les premières élections présidentielles directes à Taiwan opposèrent le président sortant Lee Teng-hui au dirigeant indépendantiste, Peng Ming-min, qui était revenu à Taiwan et avait été investi comme candidat du DPP. La visite de Lee Teng-hui aux Etats-Unis et d'autres gestes furent jugés provocateurs par Pékin mais lui gagnèrent des sympathies sur l'île. La RPC, toutefois, était plus préoccupée par Peng. Peu de temps avant le scrutin, la Chine tira des missiles dans le détroit ; un porte-avion américain fit route rapidement vers le lieu de cette démonstration de force et la crise prit fin. Mais les électeurs taiwanais comprirent le message, et Lee, considéré, et de loin, comme le moins susceptible de déclencher une guerre avec le continent, l'emporta avec une impressionnante majorité.

* Eddy Chiang devint le pire ennemi politique de Lee Teng-hui. Lui et sa famille émigrèrent au Canada, puis à San Francisco. Alors qu'il suivait un traitement contre le cancer, il se rendit en visite à Hsikou et à Pékin, en 1996, et, en décembre de la même année, il mourut à l'hôpital des Vétérans, à Taiwan, âgé seulement de 48 ans.

* Après presque cinquante ans comme anticommuniste en chef du KMT, Wang Sheng se rendit à Shanghai en 1996 et rencontra Wang Daohan, haut fonctionnaire de la RPC et président de l'Association pour les relations entre les rives du détroit de Taiwan (ARATS).

* La fille d'Alan et de Nancy, Yomei, la petite-fille favorite de Ching-kuo, épousa un Britannique, cadre dirigeant d'une compagnie d'assurances. En 1997, Yomei donna naissance à Zoe Maria Chiang Maclellan, une arrière-petite-fille du Generalissimo, qui est un quart chinoise, un huitième russe, un huitième allemande et à moitié anglaise.

* Devenu un violent critique du « courant majoritaire » et de Lee Teng-hui, Chiang Wei-kuo proposa de transférer les corps de son

père et de son frère à Hsikou pour qu'ils y soient inhumés. Dans ses Mémoires, publiés peu de temps avant sa mort, en 1997, il répéta la même allégation, très peu convaincante, qu'il m'avait confidentiellement transmise l'année précédente, selon laquelle Ching-kuo (comme lui-même) n'était pas le fils biologique de Chiang Kai-shek.

* Pendant quatre-vingts ans, Deng Xiaoping fut un homme du parti et, le 19 février 1997, il mourut comme un homme du parti. Le président Jiang Zemin prit la tête de ceux qui participèrent au deuil et se tinrent près de la bière dans un ordre hiérarchique strict arrêté par le parti. Deng avait demandé une simple crémation et, suivant l'exemple de Zhou Enlai, que ses cendres soient jetées à la mer.

* En 1998, plus de 300 anciens membres du Yuan législatif et de l'Assemblée nationale, élus sur le continent, continuaient de toucher leur allocation. Treize d'entre eux avaient plus de 100 ans.

* Lee Huan occupa, pendant un an, les fonctions de Premier ministre sous le présidence de Lee Teng-hui. En 1999, il avait 82 ans, et était encore actif et optimiste.

* Frederick Chien fut finalement nommé ministre des Affaires étrangères, mais, selon la rumeur, il était en désaccord avec la diplomatie de Lee Teng-hui à l'égard de l'Amérique et du continent. Il fut promu à la présidence de l'Assemblée nationale puis à celle du Yuan de contrôle.

* Lee Teng-hui envoya des orchidées à M^me^ Chiang Soong Mei-ling , qui vivait à New York, à l'occasion de son 102^e^ anniversaire.

* Hsu Hsin-liang, l'ex-membre du KMT impliqué dans les émeutes de Chungli en 1977, la «célébration de l'anniversaire» et les incidents de Kaohsiung deux ans plus tard, puis l'attroupement violent à l'aéroport de 1986, et d'autres manifestations de l'opposition, devint le leader du DPP. En 1999, toutefois, Lin Yi-hsiung, condamné pour les incidents de Kaohsiung et père des deux fillettes assassinées, remplaça Hsu comme président du parti.

* Au tournant du nouveau siècle, Ch'en Li-fu, (né en 1900) vivait dans sa modeste maison de Peitou, presque sourd mais avec encore une étonnante mémoire d'événements survenus soixante-treize ans auparavant quand il était un jeune collaborateur de Chiang Kai-shek.

* Le fils survivant de Ching-kuo, John Chang, s'éleva régulièrement dans le gouvernement de Lee Teng-hui, occupant successivement les fonctions de ministre des Affaires étrangères, vice-Premier

ministre et secrétaire général du KMT. En 1999, il devint directeur général du Bureau du président. Mais la démocratie de Taiwan était, à bien des égards, un reflet de son modèle américain et, au début de l'année 2000, Chang donna sa démission après qu'un tabloïd eut révélé, pendant la campagne électorale, une liaison extramaritale.

* James Soong devint un gouverneur de Taiwan extrêmement populaire. Selon des critiques de Lee Teng-hui, ce fut pour cette raison que Lee refusa que Soong soit le candidat officiel du KMT pour les élections présidentielles du 18 mars 2000. Soong se présenta en tant que candidat indépendant et arriva en seconde position, très près du candidat du DPP, Ch'en Shui-bian, qui l'emporta. Le choix de Lee comme candidat officiel du KMT se porta sur Lien Chan, bon universitaire mais dénué de charisme, qui n'arriva qu'en troisième position, assez loin derrière. Pour la première fois depuis que l'île avait été reprise au Japon en 1945, le KMT ne contrôlait plus le gouvernement de Taiwan. Lee Teng-hui, qui souhaitait conserver la présidence du KMT, fut contraint de démissionner.

* Au cours de la campagne pour l'élection présidentielle de 2000, Pékin émit de sérieuses mises en garde sur les conséquences qu'aurait une évolution en faveur de l'indépendance ou même un report continuel de la réunification. Le candidat Ch'en Shui-bian, auparavant fervent avocat de l'indépendance, déclara que ni une indépendance formelle ni un référendum sur cette question n'étaient nécessaires et que, s'il était élu, il autoriserait le commerce direct avec la RPC et les voyages directs sur le continent et qu'il se rendrait à Pékin pour ouvrir des discussions. Elu avec 39 % des voix, Ch'en continua de faire des déclarations conciliantes et nomma le ministre de la Défense du précédent gouvernement KMT, un général et un continental, Premier ministre de son gouvernement.

■

Au début du troisième millénaire :

* Le revenu par tête de Taiwan atteignait 14 200 dollars américains ; les réserves de change s'élevaient à plus de 100 milliards et étaient, par tête, les plus importantes du monde. Taiwan comptait une entreprise industrielle ou commerciale pour 18 habitants. Seulement 21 % de la population de l'île estimait que ses enfants feraient moins bien qu'elle, alors que les parents aux Etats-Unis étaient 60 % à penser ainsi.

* Les contrôles des changes, des investissements et des banques institués par l'administration de Chiang Ching-kuo avaient permis à Taiwan de sortir pratiquement indemne de la crise économique de la fin des années 1990 en Extrême-Orient.

* Taiwan produisait la plupart des scanners pour les ordinateurs fabriqués dans le monde, la majorité des moniteurs et des cartes mères et la plupart des ordinateurs portables.

* Pas moins de 32 000 compagnies avaient investi environ 15 milliards de dollars américains dans des entreprises sur le continent et avaient signé des lettres d'intention pour 34 milliards de dollars américains supplémentaires. Les continentaux de Taiwan envoyaient plus de 1 milliard de dollars américains par an à leur famille vivant en RPC. Le commerce des deux côtés, bien qu'il fût encore officiellement indirect, s'élevait à 7 milliards de dollars américains.

* Les visites de l'île au continent, autorisées depuis 1987, atteignaient depuis cette date un total de 1 millions. (Un chauffeur de taxi, originaire du continent, me dit qu'il avait fait sept fois un tel voyage.) Le nombre de voyageurs dans l'autre sens n'était que de 56 000.

* Taiwan comptait 2 500 organisations civiles, dont 250 000 comités ou groupements locaux, dont les membres, au total, représentaient plus de 10 millions de personnes.

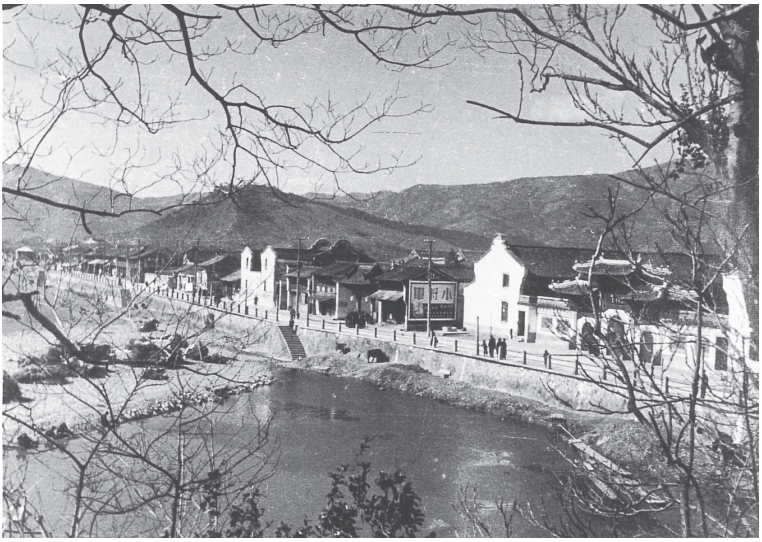
* Taiwan était fier de ses ligues professionnelles de football, de base-ball et de basket-ball qui comptaient des joueurs renommés comme de los Santos, Hanibal et Wishnevski.

* En y incluant les réservistes, 4 millions d'hommes et de femmes servaient dans les forces armées de Taiwan. L'armée de l'air de la RdC possédait une escadrille de 100 avions de combat made in Taiwan «Ching-kuo», 40 des 150 F-16 américains promis et 60 Mirage français. La petite île possédait plus d'avions militaires de haute technologie que la Chine continentale.

■

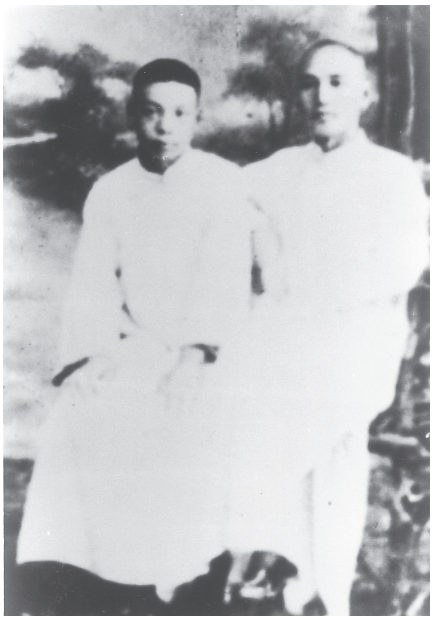
En Chine, dans la province du Chekiang, pas très loin de la tombe restaurée de la grand-mère de Ching-kuo, le monastère du Trou dans la neige reçoit, chaque année, des centaines de visiteurs de Taiwan. Des contributions de Taiwan financent la restauration, la maintenance et les dépenses ordinaires des moines. Un nouveau hall, payé par des fidèles de Taiwan, la forme d'une grotte artificielle de vastes

dimensions avec des centaines de souriants bouddhas miniatures ressemblant à la poupée Kewpie, perchés dans des anfractuosités. Seuls quelques-uns n'ont pas ce sourire rayonnant de joie. Un marchand ambulant vend à l'entrée des bouddhas de plastique au derrière arrondi. Lorsqu'on leur donne un mouvement de balancier, ces personnages potelés et dorés se mettent bruyamment à rire. Selon le maire de Hsikou, ces figures représentent le bouddha favori de la population du vieux village de Chiang Ching-kuo : le bouddha Mila, la divinité replète et optimiste qui toujours sourit.

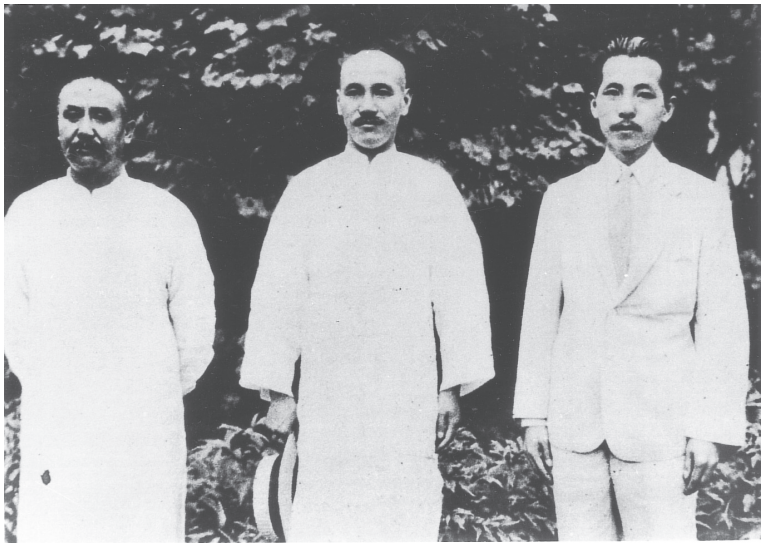


Le hameau de Hsikou, vers 1934 *(archives KMT).*

Ching-kuo avec sa grand-mère Wang Ts'ai-yu (*archives KMT).*

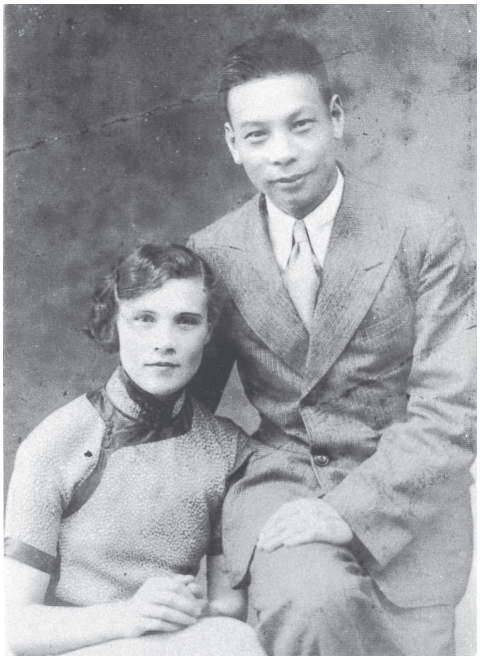


Ching-kuo avec son père,
Chiang Kai-shek, vers 1925
(*archives KMT*).



Chiang Kai-shek avec Yen Hsi-shan (à gauche)
et Chang Hsueh-liang (à droite), vers 1935 (*archives KMT*).

Ching-kuo (à droite au premier rang, en maillot noir) avec d'autres travailleurs du complexe industriel d'Ouralmach, vers 1934 (*photo fournie par John Chang*).



Avec Faina, Ching-kuo peu après son retour en Chine, vers 1937 (*archives KMT*).

Avec Faina, enceinte, Ching-kuo et sa mère, Mao Fu-mei, qui tient Alan sur ses genoux, vers 1937 (*archives KMT*).

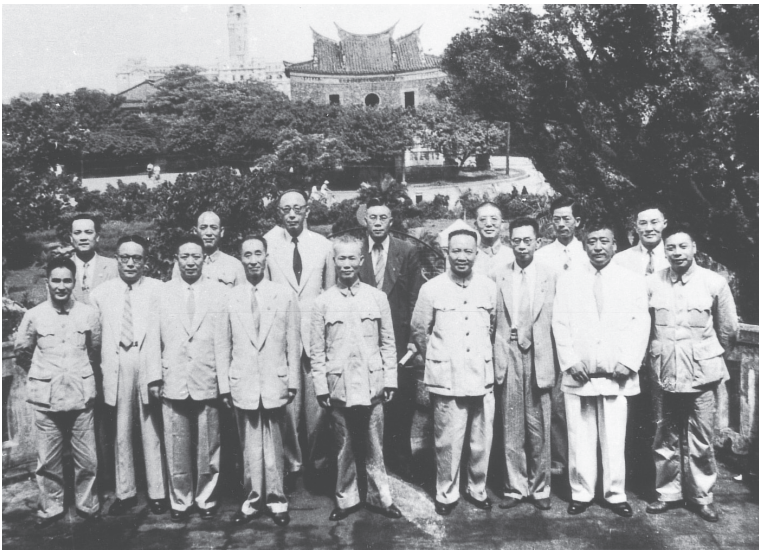
Ching-kuo (au centre), Wang Sheng (4e à partir de la droite) et les cadres du district de Kannan, vers 1940 (*archives KMT*).

Chang Ya-juo, la mère des deux fils jumeaux de CCK, vers 1941 (*photo fournie par John Chang*).

Ching-kuo passant en revue les troupes de l'Armée de la jeunesse, en 1945 (*archives KMT*).

Chiang Wei-kuo, le fils adoptif de Chiang Kai-shek, en 1942 (*archives KMT*).

En 1948, à Nankin, Ching-kuo juste avant son départ pour Shanghai (*archives KMT*).



Commission de réforme du KMT. Au premier rang, au centre, Ch'en Ch'eng. Au premier rang, premier à droite, Ching-kuo (*archives KMT*).

Ching-kuo, à droite, avec le Generalissimo et son épouse, Soong Mei-ling, vers 1955 (*Kwang Hwa Mass Communications*).

Chiang Ching-kuo, alors ministre adjoint de la Défense, en 1953, reçu par le Secrétaire d'Etat John Foster Dulles. Au centre, l'ambassadeur Wellington Koo (*archives KMT*).

Ching-kuo, son épouse, Faina, et leurs enfants. De droite à gauche, Alex, Amy, Alan et son épouse, Nancy Zi, et Eddy (*archives KMT*).

Ministre de la Défense, Ching-kuo est reçu en 1963 par le président John F. Kennedy (*archives KMT*).

En octobre 1980, président de la République, Chiang Ching-kuo s'adresse à la nation (*Kwang Hwa*).

En 1984, Ching-kuo avec à droite le vice-président Lee Teng-hui (*Kwang Hwa*).

Table des noms chinois de personnes et de lieux, et autres mots chinois

Dans le livre	*Wade-Giles*	*Pinyin*	*Caractères*
Personnages			
Chang Chih-chung	Chang Chih-chung	Zhang Zhizhong	張治中
Chang Ching-hua	Chang Ching-hua	Zhang Jinghua	章錦華
Chang Ching-yu	Chang Ching-yuh	Zhang Jingyu	張京育
Chang Ch'un	Chang Ch'un	Zhang Qun	張群
Chang Chun-hung	Chang Chun-hung	Zhang Junhong	張俊宏
Chang Feng-hsu	Chang Feng-hsu	Zhang Fengxu	張豐緒
Chang Hsi-yuan	Chang Hsi-yuan	Zhang Xiyuan	張錫媛
Chang Hsien-yi	Chang Hsien-yi	Zhang Xianyi	張憲義
Chang Hsueh-liang	Chang Hsueh-liang	Zhang Xueliang	張學良
Chang, John	Chang Hsiao-yen	Zhang Xiaoyan	章孝嚴
Chang Kia-ngao	Chang Chia-ao	Zhang Jiaao	張嘉璈
Chang Kuo-t'ao	Chang Kuo-t'ao	Zhang Guotao	張國燾
Chang Pao-shu	Chang Pao-shu	Zhang Baoshu	張寶樹
Chang Tso-lin	Chang Tso-lin	Zhang Zuolin	張作霖
Chang, Winston	Chang Hsiao-tzu	Zhang Xiaoci	章孝慈
Chang Ya-juo	Chang Ya-juo	Zhang Yaruo	章亞若
Chao Chih-hua	Chao Chih-hua	Zhao Zhihua	趙志華
Chao Ziyang	Chao Tzu-yang	Zhao Ziyang	趙紫陽
Ch'en Ch'eng	Ch'en Ch'eng	Chen Cheng	陳誠
Ch'en Ch'i-li	Ch'en Ch'i-li	Chen Qili	陳啟禮
Ch'en Chieh-ju	Ch'en Chieh-ju	Chen Jieru	陳潔如
Ch'en Chih-ching	Ch'en Chih-ching	Chen Zhiqing	陳志清
Chen Chiung-ming	Ch'en Chiung-ming	Chen Jiongming	陳炯明
Ch'en Chu	Ch'en Chu	Chen Ju	陳菊

Ch'en Hu-men	Ch'en Hu-men	Chen Humen	陳虎門
Ch'en Kuo-fu	Ch'en Kuo-fu .	Chen Guofu	陳果夫
Ch'en Li-fu	Ch'en Li-fu	Chen Lifu	陳立夫
Ch'en Lu-an	Ch'en Lu-an	Chen Lu'an	陳履安
Ch'en Shao-yu	Ch'en Shao-yu	Chen Shaoyu	陳紹禹
Ch'en Shou-shan	Ch'en Shou-shan	Chen Shoushan	陳守山
Ch'en Shui-bian	Ch'en Shui-pian	Chen Shuibian	陳水扁
Ch'en Tu-hsiu	Ch'en Tu-hsiu	Chen Duxiu	陳獨秀
Ch'en Wen-ch'eng	Ch'en Wen-ch'eng	Chen Wencheng	陳文成
Ch'en Yi (maréchal / PCC)	Ch'en Yi	Chen Yi	陳毅
Ch'en Yi (général KMT / 2-28)	Ch'en Yi	Chen Yi	陳儀
Cheng Chieh-min	Cheng Chieh-min	Zheng Jiemin	鄭介民
Ch'eng Tzu-ts'ai	Ch'eng Tzu-ts'ai	Cheng Zicai	鄭自才
Cheng Wei-yuan	Cheng Wei-yuan	Zheng Weiyuan	鄭為元
Ch'i Kao-ju	Ch'i Kao-ju	Qi Gaoru	漆高儒
Chia Yi-pin	Chia Yi-pin	Jia Yibin	賈亦斌
Chiang, Alan	Chiang Hsiao-wen	Jiang Xiaowen	蔣孝文
Chiang, Alex	Chiang Hsiao-wu	Jiang Xiaowu	蔣孝武
Chiang, Amy	Chiang Hsiao-chang	Jiang Xiaozhang	蔣孝章
Chiang Ch'ing	Chiang Ch'ing	Jiang Qing	江青
Chiang Ching-kuo	Chiang Ching-kuo	Jiang Jingguo	蔣經國
Chiang, Demos	Chiang Yu-po	Jiang Youbo	蔣友柏
Chiang, Eddy	Chiang Hsiao-yung	Jiang Xiaoyong	蔣孝勇
Chiang, Edward	Chiang You-chang	Jiang Youchang	蔣友常
Chiang, Faina	Chiang Fang-hang	Jiang, Fangliang	蔣方良
Chiang Jui-ch'ing	Chiang Jui-ch'ing	Jiang Ruiqing	蔣瑞青
Chiang Jui-yuan	Chiang Jui-yuan	Jiang Ruiyuan	蔣瑞元
Chiang Kai-shek	Chiang Chieh-shi	Jiang Jieshi	蔣介石

Chiang Kuo-tung	Chiang Kuo-tung	Jiang Guodong	蔣國棟
Chiang, Mei-ling	Chiang Mei-ling	Jiang Meiling	蔣美玲
Chiang, Nancy	Chiang Nai-chin	Jiang Naijin	蔣乃錦
Chiang Su-an	Chiang Su-an	Jiang Su'an	蔣肅菴
Chiang Wei-kuo	Chiang Wei-kuo	Jiang Weiguo	蔣緯國
Chiang Yomei	Chiang Yu-mei	Jiang Youmei	蔣友梅
Chiang Yu-piao	Chiang Yu-piao	Jiang Yubiao	蔣玉表
Chiang Yu-sung	Chiang Yu-sung	Jiang Yousong	蔣友松
Ch'iao Shih	Ch'iao Shih	Qiao Shi	喬石
Chien, Fred	Ch'ien Fu	Qian Fu	錢復
Ch'iu Ch'ang-wei	Ch'iu Ch'ang-wei	Qiu Changwei	邱昌渭
Chiu, Ellen	Chiu Ai-lun	Jiu Ailun	邱愛倫
Cho Lin	Cho Lin	Zhuo Lin	卓琳
Chou Chih-jou	Chou Chih-jou	Zhou Zhirou	周至柔
Chou Lien-hua	Chou Lien-hua	Zhou Lianhua	周聯華
Chou Pai-chieh	Chou Pai-chieh	Zhou Baijie	周百皆
Chou Shu-kai	Chou Shu-kai	Zhou Shukai	周書楷
Chou Tung	Chou Tung	Zhou Dong	周東
Ch'u Ch'iu-pai	Ch'u Chiu-pai	Qu Qiubai	瞿秋白
Chu Te	Chu Teh	Zhu De	朱德
Deng Xiaoping	Teng Hsiao-ping	Deng Xiaoping	鄧小平
Fang Chih-yi	Fang Chih-yi	Fang Zhiyi	方智怡
Feng Fu-fa	Feng Fu-fa	Feng Fufa	馮弗伐
Feng Fu-neng	Feng Fu-neng	Feng Funeng	馮弗能
Feng Hung-chih	Feng Hung-chih	Feng Hongzhi	馮洪至
Feng Hung-kuo	Feng Hung-kuo	Feng Hongguo	馮洪國
Feng Yu-hsiang	Feng Yu-hsiang	Feng Yuxiang	馮玉祥
Fu Ts'o-yi	Fu Ts'o-yi	Fu Zuoyi	傅作義
Hao Pei-ts'un	Hao Po-ts'un	Hao Bocun	郝柏村

Ho Chung-han	Ho Chung-han	He Zhonghan	賀衷寒
Ho Ying-ch'in	Ho Ying-ch'in	He Yingqin	何應欽
Hsieh Ts'ung-min	Hsieh Ts'ung-min	Xie Congmin	謝聰敏
Hsieh Tung-min	Hsieh Tung-min	Xie Dongmin	謝東閔
Hsiung Shih-hui	Hsiung Shih-hui	Xiong Shihui	熊式輝
Hsiung Yuan	Hsiung Yuan	Xiong Yuan	熊元
Hsu Chi-yuan	Hsu Chi-yuan	Xu Jiyuan	徐季元
Hsu Ch'ing-chung	Hsu Ch'ing-chung	Xu Qingzhong	徐慶鐘
Hsu Hsi-lin	Hsu Hsi-lin	Xu Xilin	徐錫麟
Hsu Hsin-liang	Hsu Hsin-liang	Xu Xinliang	許信良
Hsu Li-nung	Hsu Li-nung	Xu Linong	許歷農
Hsu, Nancy	Hsu Nai-chin	Xu Naijin	徐乃錦
Hsu Tao-lin	Hsu Tao-lin	Xu Daolin	徐道隣
Hu Han-min	Hu Han-min	Hu Hanmin	胡漢民
Hu Kui	Hu Kui	Hu Gui	胡軌
Hu Shih	Hu Shih	Hu Shi	胡適
Hu Ts'ung-nan	Hu Ts'ung-nan	Hu Zongnan	胡宗南
Hu Yao-pang	Hu Yao-pang	Hu Yaobang	胡耀邦
Hu Yi-min	Hu Yi-min	Hu Yimin	胡逸民
Hua Kuo-feng	Hua Kuo-feng	Hua Guofeng	華國鋒
Huang Chung-mei	Huang Chung-mei	Huang Zhongmei	黃中美
Huang, Helen	Huang Mei-lun	Huang Meilun	黃美倫
Huang Hsin-chieh	Huang Hsin-chieh	Huang Xinjie	黃信介
Huang Shao-ku.	Huang Shao-ku	Huang Shaogu	黃少谷
Huang Wen-hsiung	Huang Wen-hsiung	Huang Wenxiong	黃文雄
Jen Hsien-ch'un	Jen Hsien-ch'un	Ren Xianqun	任顯群
Kan Chieh-hou	Kan Chieh-hou	Gan Jiehou	甘介侯
K'ang Ning-hsiang	K'ang Ning-hsiang	Kang Ningxiang	康寧祥
K'ang Sheng	K'ang Sheng	Kang Sheng	康生

K'ang Tse	K'ang Tse	Kang Ze	康澤
Kao Chun-ming	Kao Chün-ming	Gao Junming	高俊明
Kao, Henry	Kao Yu-shu	Gao Yushu	高玉樹
Kao Ming-hui	Kao Ming-hui	Gao Minghui	高明輝
Kao Ying-mao	Kao Ying-mao	Gao Yingmao	高英茂
Koo, Wellington	Ku Wei-chun	Ku Weijun	顧維鈞
Kuan, John	Kuan Chung	Guan Zhong	關中
Ku Cheng-ch'iu	Ku Cheng-ch'iu	Gu Zhengqiu	顧正秋
Ku Ch'ing-lien	Ku Ch'ing-lien	Gu Qinglian	顧清廉
Kui Hui	Kui Hui	Gui Hui	桂輝
Kung, David	Kung Ling-kan	Kong Lingkan	孔令侃
Kung, H. H	Kung Hsiang-hsi	Kong Xiangxi	孔祥熙
Kuo Kuo-chi	Kuo Kuo-chi	Guo Guoji	郭國基
Kuo T'ing-liang	Kuo T'ing-liang	Guo Tingliang	郭廷亮
Kuo Yu-hsin	Kuo Yu-hsin	Guo Yuxin	郭雨新
Lai Ming-fang	Lai Ming-tang	Lai Mingtang	賴明湯
Lee Huan	Li Huan	Li Huan	李煥
Lee Kuan-yew	Li Kuang-yao	Li Guangyao	李光耀
Lee Teng-hui	Li Teng-hui	Li Denghui	李登輝
Lei Chen	Lei Chen	Lei Zhen	雷震
Leng Shao-chuan	Leng Shao-ch'uan	Leng Shaochuan	冷少川
Li Ao	Li Ao	Li Ao	李敖
Li, K. T.	Li Kuo-ting	Li Guoding	李國鼎
Li Li-san	Li Li-san	Li Lisan	李立三
Li Mi	Li Mi	Li Mi	李彌
Li Ta-chao	Li Ta-chao	Li Dazhao	李大釗
Li Ta-hai	Li Ta-hai	Li Dahai	李達海
Li Tsung-jen	Li Tsung-jen	Li Zongren	李宗仁
Li Wei-han	Li Wei-han	Li Weihan	李維漢

Liao Cheng-chih.	Liao Ch'eng-chih	Liao Chengzhi	廖承志
Liao Chung-k'ai	Liao Chung-k'ai	Liao Zhongkai	廖仲愷
Liao Wen-yi	Liao Wen-yi	Liao Wenyi	廖文毅
Lien Chan	Lien Chan	Lian Zhan	連戰
Lin Piao	Lin Piao	Lin Biao	林彪
Lin Yang-kang	Lin Yang-kang	Lin Yanggang	林洋港
Lin Yi-hsiung	Lin Yi-hsiung	Lin Yixiong	林義雄
Liu An-chi	Liu An-chi	Liu Anqi	劉安琪
Liu Po-ch'eng	Liu Po-ch'eng	Liu Bocheng	劉伯承
Liu Shao-ch'i	Liu Shao-ch'i	Liu Shaoqi	劉少奇
Lu Kuang-yi	Lu Kuang-yi	Lu Guangyi	盧光義
Ma Shu-li	Ma Shu-li	Ma Shuli	馬叔禮
Ma Ying-jeou	Ma Ying-chiu	Ma Yingjiu	馬英九
Mao Fu-mei	Mao Fu-mei	Mao Fumei	毛福梅
Mao Jen-feng	Mao jen-feng	Mao Renfeng	毛人鳳
Mao Kao-wen	Mao Kao-wen	Mao Gaowen	毛高文
Mao Mao-ch'ing	Mao Mao-Ch'ing	Mao Maoqing	毛懋卿
Mao Ts'e-min	Mao Ts'e-min	Mao Zemin	毛澤民
Mao Zedong	Mao Ts'e-tung	Mao Zedong	毛澤東
Pai Ch'ung-hsi	Pai Ch'ung-hsi	Bai Chongxi	白崇禧
Fan Han-nien	Fan Han-nien	Pan Hannian	潘漢年
P'eng Chen	P'eng Chen	Peng Zhen	彭真
P'eng Meng-chi	P'eng Meng-chi	Peng Mengji	彭孟緝
P'eng Ming-min	P'eng Ming-min	Peng Mingmin	彭明敏
P'eng Te-huai	P'eng Te-huai	Peng Dehuai	彭德懷
Pi Fan-yu	Pi Fan-yu	Bi Fanyu	畢範宇
Po Yang	Po Yang	Bo Yang	柏楊
Ruan Ming	Juan Ming	Ruan Ming	阮銘
Shah Konsin	Hsia Kung-ch'üan	Xia Gongquan	夏功權

Shao Chih-kang	Shao Chih-kang	Shao Zhigang	邵志剛
Shao Li-tzu	Shao Li-tzu	Shao Lizi	邵力子
Shao Yu-lin	Shao Yu-lin	Shao Yulin	邱玉麟
Shao Yu-ming	Shao Yu-ming	Shao Yuming	邵玉銘
Shen Ch'ang-huan	Shen Ch'ang-huan	Shen Changhuan	沈昌煥
Shen, James	Shen Chien-hung	Shen Jianhong	沈劍虹
Shen, Samson	Shen Ch'i	Shen Qi	沈琦
Sheng Shih-ts'ai	Sheng Shih-ts'ai	Sheng Shicai	盛世才
Shih Ming-teh	Shih Ming-teh	Shi Mingde	施明德
Soong Ch'ing-ling	Sung Ch'ing-ling	Song Qingling	宋慶齡
Soong, James	Sung Chu-yu	Song Chuyu	宋楚瑜
Soong Mei-ling	Sung Mei-ling	Song Meiling	宋美齡
Soong, T. V.	Sung Tzu-wen	Song Ziwen	宋子文
Su Shao-chih	Su Shao-chih	Su Shaozhi	蘇紹智
Sun Li-jen	Sun Li-jen	Sun Liren	孫立人
Sun Yat-sen	Sun Yihsien	Sun Yixian	孫逸仙
Sun, Y. S.	Sun Yun-hsuan	Sun Yunxuan	孫運璿
Sung Hsin-lien	Sung Hsin-lien	Song Xinlian	宋心濂
Sung Shih-hsuan	Sung Shih-hsuan	Song Shixuan	宋時選
Tai Chi-t'ao	Tai Chi-t'ao	Dai Jitao	戴季陶
Tai Ch'ing	Tai Ch'ing	Dai Qing	戴晴
Tai Li	Tai Li	Dai Li	戴笠
Tang Chung-po	T'ang Chun-po	Tang Junbo	唐君鉑
T'ang En-po	T'ang En-po	Tang Enbo	湯恩伯
Teng Wen-yi	Teng Wen-yi	Deng Wenyi	鄧文儀
Teng Yen-ta	Teng Yen-ta	Deng Yanda	鄧演達
Ts'ai Hsing-san	Ts'ai Hsing-san	Cai Xingsan	蔡省三
Ts'ai Hui-mei	Ts'ai Hui-mei	Cai Huimei	蔡惠媚
Ts'eng Kuo-fan	Ts'eng Kuo-fan	Zeng Guofan	曾國藩

Tsiang T'ing-fu	Chiang T'ing-fu	Jiang Tingfu	蔣廷黻
Tsiang Y. S.	Chiang Yen-shih	Jiang Yanshi	蔣彥士
Ts'u Sung-ch'iu	Ch'u Sung-ch'iu	Chu Songqiu	楚崧秋
Tu Wei-p'ing	Tu Wei-p'ing	Du Weiping	杜維屏
Tu Yu-ming	Tu Yu-ming	Du Yuming	杜聿明
Tu Yueh-sheng	Tu Yueh-sheng	Du Yuesheng	杜月笙
Tung Kui-sen	Tung Kui-Sen	Dong Guisen	董桂森
Wan Mou-lin	Wan Moulin	Wan Molin	萬墨林
Wang Chang-shih	Wang Chang-shih	Wang Changshi	汪長詩
Wang Cheng-yi	Wang Cheng-yi	Wang Zhengyi	王正誼
Wang Chia-hua	Wang Chia-hua	Wang Jiahua	王家驊
Wang Ching-hsu	Wang Ching-hsu	Wang Jingxu	汪敬煦
Wang Ching-wei	Wang Ching-wei	Wang Jingwei	汪精衛
Wang Hsi-ling	Wang Hsi-ling	Wang Xiling	王西麟
Wang Hsin-heng	Wang Hsin-heng	Wang Xinheng	王新衡
Wang Ming	Wang Ming	Wang Ming	王明
Wang Ou-sheng	Wang Ou-sheng	Wang Ousheng	王歐聲
Wang Ping-nan	Wang Ping-nan	Wang Bingnan	王炳南
Wang Shao-yu	Wang Shao-yu	Wang Shaoyu	王紹堉
Wang Sheng	Wang Sheng	Wang Sheng	王昇
Wang Shih-chieh	Wang Shih-chieh	Wang Shijie	王世杰
Wang Shu-ming	Wang Shu-ming	Wang Shuming	王叔銘
Wang Tao-han	Wang Tao-han	Wang Daohan	汪道涵
Wang Ts'ai-yu	Wang Ts'ai-yu	Wang Caiyu	王采玉
Wang Yang-ming	Wang Yang-ming	Wang Yangming	王陽明
Wei Ching-sheng	Wei Ching-sheng	Wei Jingsheng	魏京生
Wei, Jimmy	Wei Ching-meng	Wei Jingmeng	魏景蒙
Wei Li-huang	Wei Li-huang.	Wei Lihuang	衛立煌
Wei Yung	Wei Yung	Wei Yong	魏鏞

Wen Ha-hsiung	Wen Ha-hsiung	Wen Haxiong	溫哈熊
Weng Wen-hao	Wen Wen-hao	Wen Wenhao	溫文灝
Wu Chih-hui	Wu Chih-hui	Wu Zhihui	吳稚暉
Wu, K. C.	Wu Kuo-chen	Wu Guozhen	吳國楨
Wu P'ei-fu	Wu P'ei-fu	Wu Peifu	吳佩孚
Wu Tun	Wu Tun	Wu Dun	吳敦
Yang, H. K.	Yang Hsi-kun	Yang Xikun	楊西崑
Yang Kuo-shu	Yang Kuo-shu	Yang Guoshu	楊國樞
Yang Shang-k'un	Yang Shang-k'un	Yang Shangkun	楊尚昆
Yao Yeh-ch'eng	Yao Yeh-ch'eng	Yao Yecheng	姚冶誠
Yeh, George	Yeh Kung-ch'ao	Ye Gongchao	葉公超
Yen, C. K.	Yen Chia-kan	Yan Jiagan	嚴家淦
Yen Hsi-shan	Yen His-shan	Yan Xishan	嚴錫山
Yi Fu-en	Yi Fu-en	Yi Fuen	衣復恩
Yu Chi-chung	Yu Chi-chung	Yu Jizhong	余紀忠
Yu Feng-chih	Yu Feng-chih	Yu Fengzhi	于鳳至
Yu Kuo-hua	Yu Kuo-hua .	Yu Guohua	俞國華
Yu, O. K.	Yu Hung-chuan	Yu Hongzhang	俞宏章
Yu Ta-wei	Yu Ta-wei	Yu Dawei	俞大維
Yu Tsu-sheng	Yu Tsu-sheng	Yu Zusheng	余祖聲
Yu Yang-ho	Yu Yang-ho	Yu Yanghe	俞揚和
Yu Yu-jen	Yu Yu-jen	Yu Youren	于右任
Zhou Enlai	Chou En-lai	Zhou Enlai	周恩來

Provinces

Anhui	Anhui	Anhui	安徽
Chekiang	Chechiang	Zhejiang	浙江
Ch'inghai	Ch'inghai	Qinghai	青海
Fukien	Fuchien	Fujian	福建

Heilungkiang	Heilungchiang	Heilongjiang	黑龍江
Honan	Honan	Henan	河南
Hopei	Hopei	Hebei	河北
Jehe	Jeho	Rehe	熱河
Kansu	Kansu	Gansu	甘肅
Kiangsi	Chianghsi	Jiangxi	江西
Kiangsu	Chiangsu	Jiangsu	江蘇
Kwangsi	Kuanghsi	Guangxi	廣西
Kwangtung	Kuangtung	Guangdong	廣東
Kweichow	Kueichou	Guizhou	貴州
Liaoning	Liaoning	Liaoning	遼寧
Shansi	Shanhsi	Shanxi	山西
Shantung	Shantung	Shandong	山東
Shensi	Shanhsi	Shanxi	陝西
Sikang	Hsik'ang	Xikang	西康
Sinkiang	Hsinchiang	Xinjiang	新疆
Suiyuan	Suiyuan	Suiyuan	綏遠
Szechuan	Szuch'uan	Sichuan	四川
Tibet	Hsits'ang	Xizang	西藏
Yunnan	Yunnan	Yunnan	雲南

Villes

Amoy	Hsiamen	Xiamen	廈門
Canton	Kuangchou	Guangzhou	廣州
Ch'angch'un	Ch'angch'un	Changchun	長春
Ch'angsha	Ch'angsha	Changsha	長沙
Ch'engtu	Ch'engtu	Chengdu	成都
Chinan	Chinan	Jinan	濟南
Chungking	Ch'ungch'ing	Chongqing	重慶

Chungli	Chungli	Zhongli	中壢
Dairen	Talien	Dalian	大連
Fenghua	Fenghua	Fenghua	奉化
Foochow	Fuchou	Fuzhou	福州
Hangchow	Hangchou	Hangzhou	杭州
Harbin	Haerhpin	Haerbin	哈爾濱
Hong Kong	Hsiangkang	Xianggang	香港
Hsian	Hsian	Xi'an	西安
Hsikou	Hsikou	Xikou	溪口
Hsinchu	Hsinchu	Xinzhu	新竹
Hsuchow	Hsuchou	Xuzhou	徐州
Kanchow	Kanchou	Ganzhou	贛州
Kaohsiung	Kaohsiung	Gaoxiong	高雄
Keelung	Chilung	Jilong	基隆
Kweilin	Kuilin	Guilin	桂林
Lanchow	Lanchou	Lanzhou	蘭州
Lhasa	Lasa	Lasa	拉薩
Luoyang	Loyang	Luoyang	洛陽
Mukden	Shenyang	Shenyang	瀋陽
Nanch'ang	Nanch'ang	Nanchang	南昌
Nanking	Nanching	Nanjing	南京
Ningpo	Ningpo	Ningbo	寧波
Peit'ou	Peit'ou	Beitou	北投
Peking	Peiching	Beijing	北京
Port Arthur	Lüta	Lüda	旅大
Shanghai	Shanghai	Shanghai	上海
Shenchen	Shenchen	Shenzhen	深圳
Suchow	Suchou	Suzhou	蘇州
Swatow	Shant'ou	Shantou	汕頭

Taichung	Taichung	Taizhong	臺中
Taipei	T'aipei	Taibei	臺北
Tainan	T'ainan	Tainan	臺南
Tientsin	Tienchin	Tianjin	天津
Urumchi	Wulumuch'i	Wulumuchi	烏魯木齊
Wenchow	Wenchou	Wenzhou	溫州
Wuhan	Wuhan	Wuhan	武漢
Yenan	Yen'an	Yan'an	延安

Iles

Chousan	Choushan	Zhoushan	舟山
Matsu	Mat'su	Mazu	媽祖
Pescadores	Penghu	Penghu	澎湖
Quemoy	Chinmen	Jinmen	金門
Tachen	Tachen	Dazhen	大陳群島

Fleuves & rivières

Huangpu (Shanghai)	Huangp'u	Huangpu	黃浦
Huangpu (Canton)	Huangpu	Huangpu	黃埔
Kan	Kan	Gan	贛江
Kung	Kung	Gong	貢水
Pearl	Chuchiang	Zhu Jiang	珠江
Yangtse	Ch'angchiang	Chang Jiang	長江
Yellow	Huang ho	Huang Ho	黃河

Notes

Chapitre 1
Ferme comme un roc

1. Entretien avec des habitants du comté de Fenghua, 27 septembre 1995.
2. Sun Yi-shu, entretiens des 14 mai et 30 mai 1996. Sun a été le secrétaire particulier de Chiang Ching-kuo (CCK) et de Chiang Kai-shek (CKS). Sa grand-tante était la sœur de CKS et son épouse une parente de Wang Ts'ai-yu. Wang Shun-ch'i explique que Wang Ts'ai-yu avait appris à lire et à écrire quelques caractères chinois à la maison. Entretien avec Wang Shun-ch'i du 20 juin 1996.
3. CCK, *CCK hsien-sheng chuan-chi* (Œuvres complètes de CCK), Taipei, Government Information Office, 1989, cité ensuite comme *CCKHSCC,* vol. 2, p. 204.
4. Entretien avec des habitants du comté de Fenghua, 27 septembre 1995.
5. Ibid.
6. Le compte rendu de l'adoption du demi-frère, de la répartition de la boutique de sel et des bosquets de bambous est celui de Chiang Wei-kuo [CWK] (entretien du 5 juin 1996, à Taipei) et de Wang Shun-ch'i (le 30 septembre 1995).
7. Wang Shun-ch'i, entretien du 19 juin 1996. Wang Shun-ch'i, article inédit, 1995. Sun Yi-shu, entretien du 14 mai 1996 ; notes à l'auteur d'un membre de la famille de CCK, le 10 février 1999.
8. Chen Chieh-ju, *CKS's Secret Past*, Boulder, Co., Westview Press, 1993, p. 54-55.
9. Howard L. Boorman, *Biographical Dictionary of Republican China,* New York, Columbia University Press, 1979, vol. 3, p. 200.
10. Ting I, « A Study of CKS Marital Life », *The Perspective Monthly,* Hong Kong, janvier 1973. Ting I est un précédent pseudonyme de Henry Liu (Chiang Nan), le biographe au sort funeste de CCK [assassiné en Californie le 15 octobre 1984].
11. *New York Times,* 12 février 1936, p. 12.
12. Wang Shun-ch'i, réponses par écrit aux questions de l'auteur, 1996. Dans un entretien en 1996 et dans des publications posthumes en 1997, CWK déclara que CKS n'était pas le père biologique de CCK puisque CKS ne vit pas Fu-mei en 1909. Le possible voyage à Shanghai, cependant, peut être une explication. Il est peu probable que CKS aurait accepté d'endosser la paternité de l'enfant d'un autre avec Fu-mei.
13. Wang Shun-ch'i, 1996.
14. L'information selon laquelle CCK fut enregistré comme le fils de Jui-ch'ing provient de CWK, le 5 juin 996, et de Wang Shun-ch'i, qui dit avoir eu sous les yeux l'acte de naissance (entretien du 19 juin 1996). Sun Yi-shu le confirme (entretien du 14 mai 1996). Cela n'était pas rare à l'époque.
15. Edward L. Dreyer, *China at War, 1901-1949,* New York, Longman, 1995, p. 32-39.

16. Hollington Tong, *CKS, Soldier and Statesman,* Taipei, China Publishing Company, 1953, p. 33. Wang Shun-ch'i, réponses fournies en 1996. Brian Crozier, *The Man Who Lost China,* New York, Charles Scribner's Sons, 1976, p. 40-41.
17. Ch'en Chieh-ju, *CKS Secret Past,* p. 83-85.
18. Han Shan-p'i, *CCK chuan-chi* (La vie de CCK), Taipei, 1988,p. 23-36. Egalement, Crozier, *The Man Who Lost China,* p. 44. Ch'en Chieh-ju, ouvrage cité, p. 33, indique que Chiang lui avait dit que Yao était une *sing-song girl* rencontrée lorsqu'il se cachait pour échapper à des tueurs. Le fils adoptif de CKS, Wei-kuo, que Yao éleva par la suite comme le sien, soutint ultérieurement qu'elle était une militante du KMT. CWK, entretien du 5 juin 1996, Taipei.
19. Boorman, *Biographical Dictionary,* vol. 1, p. 320.
20. Brian G. Martin, *The Shanghai Green Gang, Politics and Organized Crime, 1919-1939,* Berkeley, University of California Press, 1996, p. 79-80.
21. Fenghua, entretien du 27 septembre 1995, et Wang Shun-ch'i, manuscrit inédit, 1995.
22. Fenghua, le 27 septembre 1995, et Wang Shun-ch'i, réponses, 1996.
23. Wang Shun-ch'i, inédit, 1995, citant Chiang Yuan-tung, cousin et condisciple de CCK.
24. Ibid.
25. Ibid.
26. Pichon Loh, *The Early CKS. A study of His Personality and Politics,* New York, Columbia University Press, 1971, p. 52, 132-133.
27. Lettre de CKS à CCK, 9 février 1920, citée dans Mao Ssu-ch'eng, *Min-kuo shi-shi-wu-nian i-ch'ien chih Chiang Chieh-shih hsien-sheng* (Monsieur CKS, 1887-1926), Hong Kong, Longmen, 1965, p. 105-106.
28. Fenghua, 27 septembre 1995. Boorman (*Biographical Dictionary,* vol. 1, p. 306) indique qu'en décembre 1917 CKS confia l'éducation de CCK à Ku et à Wang Ou-sheng, ce qui peut indiquer que CCK quitta l'école de Wushan à cette époque.
29. CKS, *Nanking Diaries,* pour les 7 février et 4 mars 1920. Archives nationales Nankin n° 2.
30. Loh, *Early Chiang,* p. 60.
31. *Nanking Diaries,* pour les journées du 30 novembre 1920 et 3 avril 1921. Egalement, Wang Shun-ch'i, inédit, 1995.
32. CWK, *Chien shan tu-hsing: CWK de jen-sheng chih lu* (Parcourant seul les mille montagnes : itinéraire et vie de CWK), p. 20.
33. CWK, *Chien shan,* p. 36
34. CWK, entretien, 7 juin 1996.

Chapitre 2
Un fils que l'on peut former

1. Pichon Loh, ouvrage cité, p. 62.

2. CKS, *Nanking Diaries,* Archives nationales, Nankin, 6 mars 1921. Lettre datée du 28 janvier 1922.
3. Lettre datée du 3 mars 1922. Citée dans Mao Ssu-Ch'eng (Monsieur CKS, 1887-1926), Hong Kong, Longmen, 1965, p. 144
4. CCK, *CCKHSCC,* Taipei, Government Information Office, 1989, vol. 2, p. 252.
5. 1994 Documentaire TV de la Télé-Radio russe (RTR), *Cheloviek meniayet kozhu, ili Zhizn i nieobichainiye prevashchieniya gospodina DzianDzingo* (L'homme qui change de peau ou les extraordinaires métamorphoses de M. Ching-kuo). Produit par Samariy Zelikin. La référence aux demandes de Fu-mei de rester dans la maison se trouve dans les lettres de Ching-kuo à sa mère en 1935, lettres dont il affirma ultérieurement qu'il avait été forcé de les écrire. *New York Times,* 12 février 1936, p. 12.
6. Brian Crozier, *The Man Who Lost China,* p. 114, citant Ting (Henry Liu).
7. Ch'en Chieh-ju, *CKS's Secret Past,* p. 1-26.
8. Ch'en, *Chiang,* p. 27-42.
9. Ibid. Entretien avec un groupe d'habitants du comté de Fenghua, 27 septembre 1995.
10. Ibid.
11. Ch'en, *Chiang,* p. 27-42.
12. *CCKHSCC,* vol. 2, p. 262-264 (lettre du 31 octobre 1923).
13. Ibid., p. 249.
14. Ibid.
15. Ibid., p. 250-251.
16. Ibid., p. 247, 260.
17. Ibid., p. 260 (lettre du 4 août 1922) ; p. 264-265 (lettre du 27 novembre 1923).
18. Wei-kuo affirma qu'il fut le destinataire du message lors de l'entretien conduit avec lui le 5 juin 1995.
19. CKS, *Soviet Russia in China. A Summing Up at Seventy,* New York, Farrar, Strauss, 1957, p. 8-19.
20. Conrad Brandt, *Stalin Failure in China,* Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1966, p. 71.
21. Ch'en Li-fu et Sidney H. Chang, *The Storm Clouds Clear Over China,* Stanford, Hoover Institution Press, 1979, vol. 1, p. 207.
22. Boorman, Howard L., *Biographical Dictionary of Republican China,* New York, Columbia University Press, 1979, vol. 1, p. 207.
23. Wang Shun-ch'i, article non publié, 1995. La lettre se trouve dans les archives de Nankin.
24. Ibid.
25. Hsiung, S. I., *The Life of CKS,* Shanghai, World Book Company, 1948, p. 199.
26. *Shen Pao* (journal quotidien), Shanghai, 31 mai 1925.
27. *New York Times,* 31 mai 1925, p. 3. *Shen Pao,* Shanghai, 31 mai 1925.
28. CCK, « My Days in Soviet Russia », dans Ray S. Cline, *CCK Remembered,*

Washington D. C., United States Global Strategy Council, 1989, p. 153.

29. Entretien du 17 juin 1996 à Shanghai avec Ch'en Ch'eng Ch'ing, archiviste de la période KMT aux archives municipales de Shanghai. Han Shan-p'i, *CCK ping chuan* (La vie de CCK), Hong Kong, Tianyuan Chu ban she, 1988, p. 40.
30. *New York Times,* 5 juin 1925.
31. Ibid., 12 juin 1925.
32. Jonathan D. Spence, *The Search for Modern China,* New York, W. W. Norton, 1990, p. 340.
33. Edgar Snow, *Red Star Over China,* New York, W. W. Norton, 1944, p. 160.
34. Cline, *CCK Remembered,* p. 154.
35. Han, *CCK,* p. 42-45
36. Cline, *CCK Remembered,* p. 148.
37. Alexander Pantsov, « From Students to dissidents : The Chines Trotskyites in Soviet Russia (Part I) », dans *Issues and Studies,* mars 1994, Institute of International Relations, Taipei, p. 113-114.
38. Entretien du 30 août 1995 à Taipei avec Yen Ling-feng, étudiant chinois à UTC et membre du Parti communiste chinois.
39. *CCKHSCC,* vol. 2, p. 532.
40. Ch'en, *Chiang,* p. 169-170.
41. Ibid., p. 171.
42. Entretien du 29 mai 1996 avec Ch'en Li-fu à Taipei.
43. *Nanking Diaries,* 1er octobre 1925.

Chapitre 3
Les rêves dans le pavillon rouge

1. CCK, 1957, dans Cline, *CCK Remembered,* Washington D. C., United States Global Strategy Council, 1989, p. 154-155.
2. Deng Maomao, *My Father Deng Xiaoping,* New York, Basic Books, 1995, p. 108-109.
3. Howard L. Boorman (ouvrage cité, vol. 1, p. 231) fait observer qu'à la fin de 1925 Ch'en fut choisi par le Parti communiste chinois pour suivre les cours de l'UTC et qu'il arriva à Moscou fin novembre. Il y a de grandes chances qu'il fit le voyage avec CCK.
4. Cline, *CCK Remembered,* p. 155.
5. Yueh Sheng, *Sun Yat-sen University in Moscow and the Chinese Revolution,* International Studies East Asian Series Research Publication, Center for East Asian Studies, University of Kansas, New York, Parangon Books Gallery, 1971, p. 129.
6. Yueh Sheng, *Sun Yat-sen University,* p. 32.
7. Alexander Pantsov, ouvrage cité, p. 57. John McCook Roots, *Chou. An Informal Biography of China's Legendary Chou En-lai,* New York, Doubleday, 1978, p. 36-37. Roots visita l'université en 1926 en tant que correspondant du *New York Times.*

8. Interview, en 1994, d'Alexander Georgievich Larin, historien russe spécialiste de la Chine dans le cadre du documentaire déjà cité de la Télé-Radio russe (RTR), produit par Samaryi Zelikin, consacré à CCK. Désormais cité comme le « documentaire RTR de 1994.
9. Yueh Sheng, ouvrage cité, p. 88. Franz Uli, *Deng Xiaoping,* New York, Harcourt, Brace et Jovanovich, 1988, p. 67-68.
10. Pour des extraits des actualités cinématographiques russes, voir le documentaire RTR de 1994.
11. Pantsov, ouvrage cité, 3e partie, p. 121.
12. *Chiang shih fu tzu* (Les Chiang, père et fils), une collection d'articles et de témoignages d'amis, de collègues et de collaborateurs de CCK, éditée par Literature and Historical Materials Committee of the Political Consultative Conference of Chekiang Province, Fenghua City, Tian ching chu ban she, 1994, p. 170.
13. Pantsov, ouvrage cité, 3e partie, p. 121.
14. Léon Trotski, *Problems of the Chinese Revolution,* New York, Pioneer Publishers, 1932, p. 436.
15. Roots, ouvrage cité, p. 36.
16. *Chin jih ta lu* (La Chine continentale aujourd'hui), 99, 15 octobre 1959, Taipei, p. 33-34. Cité par Yueh Sheng, ouvrage cité, p. 35-36.
17. Cline, ouvrage cité, p. 159.
18. Pantsov, ouvrage cité, 3e partie, p. 59.
19. Entretien avec Yen Ling-feng, 30 août 1995, Taipei.
20. Uli, ouvrage cité, p. 67.
21. Ibid., p. 67-68.
22. Yu Min-ling, *E kuo tang an chung te liu su hsueh sheng Chiang Ching kuo* (CCK Student Years in The Soviet Union as Reflected in Russian Archives), Modern History Research Institute, Taipei, Academia Sinica, juin 1998, p. 111. Yu trouva la lettre au Russian Center for Preservation and the Study of Documents of Contemporary History, section 530.
23. Yan Nung et Peng Che-yu, dans *Chiang shih fu tzu,* p. 165-176. Article basé sur l'interview de Hsu Chun-hu et d'autres, camarades de classe de CCK à Moscou. Voir aussi Li Hsin-chih et Wang Yue-ts'ung, *Wei ta tehshih hsien, kuang hui teh szu hsiang. Deng Xiaoping ke ming huo tung ta shih chi* (Great Achievement, Brillant Thought. Chronology of Deng Xiaoping's Revolutionnary Activities), Pékin, 1990. Cité par David Shambaugh, « Deng Xiaoping : The Politician », dans Shambaugh, *Deng Xiaoping. Portrait of a Chinese Statesman,* Oxford, Clarendon Press, 1995, p. 55.
24. Deng Maomao, ouvrage cité, p. 108-109.
25. Ch'en Li-fu et Sidney H. Chang, *The Storm Clouds Clear Over China,* Stanford, Hoover Institution Press, 1994, p. 25.
26. Entretien avec Ch'en Li-fu, 29 mai 1996. Ch'en, *Storm Clouds,* p. 28-29.
27. Yu Min-ling, ouvrage cité, p. 121.
28. Robert C. North et Xenia J. Eudin, *M. N. Roy's Mission to China,* Berkeley, University of California Press, 1963, p. 27.

29. Conrad Brandt, *Stalin's Failures in China,* Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1958, p. 73.
30. Rapport du Politburo du 25 mars 1996, « Problèmes que pose notre politique à l'égard de la Chine et du Japon », dans Les Evans et Russel Block, *Leon Trotski on China,* New York, Monad Press, 1996, p. 103-108.
31. Ch'en, ouvrage cité, p. 58-59.
32. Entretien avec Yen Ling-feng, 30 août 1995.
33. Cline, ouvrage cité, p. 160-161. Il s'agissait probablement du magazine *Kuo chi p'ing lun,* International Review ; cf. Pantsov, ouvrage cité, 1re partie, p. 118.
34. Yueh Sheng, ouvrage cité, p. 160.
35. Yu Min-ling, ouvrage cité, p. 112-115.
36. Yueh Sheng, ouvrage cité, p. 89.
37. On peut trouver cette liste dans le documentaire RTR de 1994. Fu-neng est également présentée comme l'épouse de CCK dans un document, daté de mai 1927, dans lequel Pavel Mif soutient que les enfants Feng ont été emprisonnés en Chine. Pantsov, ouvrage cité, 3e partie, p. 79. La pratique des mariages en Russie a été décrite par Yu Min-ling dans un fax à l'auteur du 26 juin 1998.
38. Cline, ouvrage cité, p. 158. Il est possible qu'un interprète ait été utilisé pour traduire ces discours.
39. Brandt, ouvrage cité, p. 89.
40. Stuart Schram, *Mao Tse-tung,* New York, Simon and Shuster, 1967, p. 92.
41. Brandt, ouvrage cité, p. 88, 94 et 95.
42. Brian Crozier, ouvrage cité, p. 94-95. Ch'en, ouvrage cité, p. 49.
43. Ibid., p. 95-97.
44. Ibid.
45. Archives de Sun Yat-sen University, Pantsov, ouvrage cité, 1re partie, p. 112.
46. Brandt, ouvrage cité, p. 161.
47. Warren Lerner, *Karl Radek, The Last Internationalist,* Stanford University Press, 1970, p. 145.
48. Cline, ouvrage cité, p. 158-159.
49. Ch'en, ouvrage cité, p. 62.
50. Interview d'Alexander Larin dans le documentaire RTR de 1994.
51. Yueh Sheng, ouvrage cité, p. 122.
52. Trotski, ouvrage cité, p. 384.
53. Yueh Sheng, ouvrage cité, p. 122. Les *Izvestia* publièrent un compte rendu de ce discours décrivant les réactions des étudiants de l'université Sun Yat-sen aux purges de Shanghai.
54. *Time,* 25 avril 1927, p. 44.
55. Cité dans le documentaire RTR de 1994.
56. Robert C. North, *Moscow and the Chinese Communists,* 2e éd., Stanford, Stanford University Press, 1963, p. 65-66.
57. North et Eudin, ouvrage cité, p. 70-71.

58. Yueh Sheng, ouvrage cité, p. 131. Pantsov, ouvrage cité, 2e partie, p. 64.
59. Ibid. Pantsov fait observer que CCK « fut le premier (parmi les étudiants de l'université Sun Yat-sen) à abandonner l'opposition (trotskiste) ». La date de cette décision de CCK est incertaine. Elle fut sans doute prise à la fin avril, deux semaines seulement après les purges de Shanghai. Cette hypothèse est en accord avec l'affirmation de CCK selon laquelle il obtint son diplôme au début d'avril. Mais elle a pu être prise plus tard après l'effondrement de la coalition KMT-PCC à Wuhan.
60. North, ouvrage cité, p. 105-106.
61. *Pravda,* 20 août 1927.
62. Jonathan D. Spence, ouvrage cité, p. 371.
63. Pantsov, ouvrage cité, 1re partie, p. 118.
64. Percy Ch'en, *China Called Me,* Boston, Little, Brown, 1979, p. 182.
65. Pour les incidents lors du défilé et les Feng, cf. Pantsov, ouvrage cité, 2e partie, p. 62 ; 3e partie, p. 79 ; et Yueh Sheng, ouvrage cité, p. 207.

Chapitre 4
Un socialiste

1. Vidéo documentaire RTR de 1994.
2. Cline, ouvrage cité, p. 164.
3. Cline, ouvrage cité, p. 16. Autobiographie de CCK de 1934 attachée au « Questionnaire à l'intention des candidats à l'adhésion au Parti communiste de 1934, rempli par Nikolai Elizarov (CCK) », photocopie dans *Asia and Africa Today,* Moscou, août 1991, p. 52-55. Désormais : Autobiographie de CCK de 1934.
4. Brian Crozier, ouvrage cité, p. 115-118.
5. Cline, ouvrage cité, p. 165.
6. Documentaire RTR de 1994.
7. Yan Nung et Peng She-yu, ouvrage cité, p. 172. L'organe de sécurité intérieure était encore appelé la Guépéou. Il devint le NKVD (ministère de la Sécurité intérieure) en 1934 et le KGB (Comité pour la sécurité intérieure) en 1953.
8. Pantsov, ouvrage cité, 3e partie, p. 79.
9. Wang Tsan-t'ing (officier faisant partie de l'entourage de Feng Yu-hsiang), *K'en sui Feng Yu-hsiang erh she yu nien* (Vingt ans dans le sillage de Feng Yu-hsiang), Jinan, Shangdong Renmin Chubanshe, 1983, p. 87.
10. Cline, ouvrage cité, p. 165.
11. Yan et Peng, ouvrage cité, p. 172.
12. Yueh Sheng, ouvrage cité, p. 211.
13. Entretien avec Yen Ling-feng, 25 août 1995, Taipei.
14. Howard L. Boorman, ouvrage cité, vol. 1, p. 394.
15. Han Suyin, *Eldest Son: Zhou Enlai and the Making of Modern China,* 1898-1976, New York, Hill and Wang, 1994, p. 98.
16. Cline, ouvrage cité, p. 166.

17. Harrison E. Salisbury, *War Between Russia and China,* New York, Norton, 1969, p. 37-39.
18. Warren Lerner, ouvrage cité, p. 149-152.
19. Donald W. Treadgold, *Twentieth Century Russia,* Boulder, Co., Westview Press, 1995, p. 202-203.
20. L'autobiographie de CCK de 1934 donne la date de 1930. Cline (ouvrage cité, p. 165) affirme que CCK aurait donné celle de décembre 1929 et aurait déclaré : « Sous la pression de la délégation communiste chinoise, je fus porté sur la liste des membres suppléants du parti communiste russe. »
21. Robert C. North, ouvrage cité, p. 123.
22. Ch'in Sh'iao-i, *Chung hua min kuo chin chi fa chan shih* (Histoire du développement économique de la République de Chine), Taipei, 1983, vol. 1, p. 459.
23. Jay Taylor, *The Rise and Fall of Totalitarianism,* New York, Parangon Press, 1993, p. 32.
24. Ibid., p. 34.
25. Cline, ouvrage cité, p. 167.
26. *CCKHSCC,* p. 39. Documentaire RTR de 1994.
27. Yu Min-ling, fax à l'auteur, 26 juin 1998. Entretien avec Yang Tien-shih et Li Yu-chen, Pékin, 26 septembre 1995.
28. Cline, ouvrage cité, p. 167.
29. Autobiographie de CCK de 1934, p. 52-55.
30. Cline, ouvrage cité, p. 168-169.
31. Richard Evans, *Deng Xiaoping and the Making of Modern China,* New York, Penguin Books, 1993, p. 48.
32. North, ouvrage cité, p. 160
33. Alors qu'il faisait des recherches dans les archives du bureau du président à Moscou, on montra brièvement à un chercheur de Pékin parlant russe la couverture du dossier de la rencontre de 1931 entre Staline et CCK intitulé « La situation politique de la Chine après l'incident du 18 septembre et la position de l'Union soviétique à l'égard de CKS », mais il ne fut pas autorisé à le lire. La personne qui lui montra le dossier était l'ancien ambassadeur en Chine. Entretiens avec Redolfsky et Li Yuzhen, Pékin, 9 septembre 1995.
34. Notes écrites données à l'auteur par Yang Tian-shih, ancien directeur de l'Institut d'histoire chinoise moderne et spécialiste de la période républicaine. Octobre 1996.
35. CKS, *Nanking Diaries,* Archives nationales, 25 janvier 1931.
36. Ibid., 28 novembre 1931.
37. *CCKHSCC,* vol. 1, chronologie, p. 40.
38. *Nanking Diaries,* 15 et 16 décembre 1931.
39. Entretiens avec des chercheurs et des régisseurs de la maison des Chiang à Hsikou, octobre 1995 et juin 1996.
40. *Nanking Diaries,* 27 décembre 1931.

41. Ibid., 31 décembre 1931.
42. Cline, ouvrage cité, p. 171. CCK donne Shekov comme nom du village. Dans la chronologie de l'autobiographie de CCK de 1934, CCK identifie le village comme étant Korovino. Zhukova était le petit village où il résidait et Korovino était la capitale de la région de Korovinsky.
43. Cline, ouvrage cité, p. 171-173.
44. Documentaire RTR de 1994.
45. Cline, ouvrage cité, p. 174-175.
46. Ibid., p. 175-176.
47. Courriel d'Alexander Larin à l'auteur depuis Moscou, 5 janvier 1996. Dans sa lettre à sa mère, citée par le *New York Times* du 12 février 1936, CCK affirme qu'il était responsable de 4000 ouvriers.
48. Documentaire RTR de 1994. Dans le documentaire, la femme est identifiée comme étant Maria Semyonovna Anikeev et son mari comme Fiodor Anikeev.
49. Ibid.
50. Cline, ouvrage cité, p. 178.
51. *Nanking Diaries,* aux dates du 13 février, 7 juillet et 15 août 1934.
52. North, ouvrage cité, p. 164.
53. *Nanking Diaries,* à la date du 2 septembre 1934.
54. North, ouvrage cité, p. 164.
55. Cline, ouvrage cité, p. 179.
56. Ibid.
57. *Nanking Diaries,* à la date du 14 décembre 1996.
58. Cline, ouvrage cité, p. 179.
59. Documentaire RTR de 1994.
60. Lettre de CCK à sa mère, citée par le *New York Times* du 12 février 1936, p. 12.
61. Alexander Larin, « President Jiang Jingguo », *Asia and Africa Today,* Moscou, janvier 1991, p. 62.
62. Documentaire RTR de 1994.
63. Larin, « Jiang », p. 62.
64. Documentaire RTR de 1994.
65. Lettre à l'auteur d'un membre de la famille, 22 février 1999.
66. *New York Times,* 12 février 1936, p. 12.
67. Ibid.
68. CCK situe, de façon erronée, la date de ce meeting en 1935 (janvier) au lieu de 1936. Il est possible qu'il n'ait écrit la lettre qu'au début de 1935 mais elle ne fut pas publiée par la *Pravda* avant février 1936. Plus vraisemblablement, il se trompe sur la date.
69. Cline, ouvrage cité, p. 180.
70. Lerner, ouvrage cité, p. 165-171.
71. Valentin Berezhkov, *At Stalin's Side,* Secaucus, N. J., Carol Publishing Group, 1994, p. 364.

72. Zbigniew Brzezinski, *The Grand Failure,* New York, Macmillan, 1989, p. 24.
73. Date à laquelle il soumit le questionnaire rempli au siège local du parti.
74. Tsiang T'ing-fu, *The Reminiscences of Tsiang T'ing-fu (1895-1965),* avec Crystal Lorch Seidman, Chinese Oral History Project, East Asian Institute of Columbia University, New York, 1974, p. 213-214.
75. Ch'en, ouvrage cité, p. 118-120.
76. Crozier, ouvrage cité, p. 182-183.
77. Tsiang T'ing-fu, ouvrage cité, p. 208.
78. Spence, ouvrage cité, p. 423.
79. Berezhkov, ouvrage cité, p. 364, 367.
80. Le documentaire RTR de 1994 présente un document intitulé « Résolution du 15 décembre 1936 pour admettre CCK comme membre du parti bolchevique dans la 4e catégorie ». Cette catégorie était celle des enfants des « ennemis du peuple ».
81. Han Suyin (ouvrage cité, p. 154) cite le compte rendu de la réunion fait par Wang Pingnan.
82. Wang Chi dans l'entretien du 9 décembre à Washington cite Chang Hsueh-liang.
83. Ch'en, ouvrage cité, p. 126.

Chapitre 5
Réunion et guerre

1. Cline, ouvrage cité, p. 183. Alexander Larin, ouvrage cité, p. 63.
2. *CCKHSCC,* vol, p. 55-56.
3. Documentaire RTR de 1994. Larin (ouvrage cité) affirme que certains cadres du parti étaient présents.
4. Larin, ouvrage cité, p. 64.
5. Cline, ouvrage cité, p. 184-185.
6. Hsu Tao-lin, le mentor de CCK à Hsikou après le retour de ce dernier, affirma, en 1953, à un membre de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, que CCK lui avait dit qu'il avait rencontré Staline avant son départ, en mars 1937. Cela est rapporté par une dépêche de l'ambassade américaine à Taipei au Département d'Etat du 31 mars 1953, Archives nationales, RG 59, China 1950-1954, State Department Decimal File 1950-1954, Boîte 4223. Désormais : Ambam Taipei, DéptEtat, Archnat. Un biographe de Taiwan favorable à CCK, Han Shan-p'i, *CCK ping chuan* (La vie de CCK), Hong Kong, Tianyuan Chubanshe, 1988, p. 79, rapporte également une réunion avec Staline avant le retour de CCK.
7. Tsiang T'ing-fu, ouvrage cité, p. 214.
8. Ibid. Une photo du couple avec le personnel de l'ambassade les montre dans leurs nouveaux vêtements.
9. Yu Min-ling, ouvrage cité, p. 128.
10. *Ya Chou chou k'an* (Asian Week), « KGB Files Portray the Young CCK : Politics & Mariage », 26 janvier-8 février 1998, p. 30-35. L'article cite les

recherches d'un professeur russe, Vladimir Prohorovich Galitsky, fondées sur des documents de l'Asian African Institute de l'Université de Moscou.

11. Documentaire RTR de 1994.
12. Ibid. Cf. aussi *Asian Weekly,* Hong Kong, 26 janvier-8 février 1998, p. 30-35.
13. Selon certains rapports, CCK envoya également à cette époque une lettre signée de sa main au responsable de la publication de son vieux journal d'Ouralmach, *Heavy Machinery.* La lettre accusait le directeur d'Ouralmach, Vladimirov, d'avoir été informé des activités trotskistes de son frère et de les avoir soutenues. La première question que soulèvent ces révélations est la suivante : pourquoi CCK n'envoya-t-il pas la lettre lorsqu'il séjourna à Moscou ou pendant l'arrêt à Sverdlovsk ? Si elle est authentique, la lettre fut peut-être exigée par K'ang avec l'approbation de Staline dans le but de tester CCK et, si le test s'avérait positif, de l'initier pour qu'il participe à la Grande Terreur. Vladimirov, qui avait participé aux soirées organisées dans l'appartement de CCK, était déjà accusé de crimes majeurs, et CCK aurait pu se dire que plus rien alors ne pouvait le sauver. Il connaissait certainement la brutalité de K'ang Sheng et était persuadé que s'il refusait de coopérer, ni lui ni sa famille ne se trouveraient à bord du navire lorsqu'il quitterait le port. Valentin Zaitsev, dans un article de *The Journalist,* 1996, Moscou, cite aussi cette lettre, la datant du 1er juillet 1937, deux mois et demi après le retour de CCK en Chine, une discordance qui suggère que le NKVD peut très bien avoir fabriqué la lettre et l'avoir mise dans les dossiers quelques années plus tard.
14. Joseph E. Davis, *Mission to Moscow*, New York, V. Gollancz, 1941, p. 34.
15. Ch'en Li-fu et Sidney H. Chang, ouvrage cité, p. 126-127.
16. Entretien avec un groupe d'habitants du comté de Fenghua, 27 septembre 1995.
17. *CCKHSCC,* chronologie, vol. 1, p. 57.
18. Entretien avec Ch'en Li-fu, 29 mai 1996.
19. *CCKHSCC,* vol. 2, p. 533.
20. Entretien avec un groupe d'habitants du comté de Fenghua, 27 septembre 1995.
21. Ch'i P'eng-fei, *Chiang Chieh-shih,* p. 118.
22. Harrison Forman, « Gissimo Junior », *Collier's,* 31 juillet 1943. Forman visita Kannan en 1943 et eut un entretien avec CCK.
23. Entretien avec un groupe d'habitants du comté de Fenghua, 27 septembre 1995.
24. Ibid.
25. Sterling Seagrave présente comme des faits plusieurs histoires sur l'animosité ouverte existant entre CCK et sa belle-mère ; dans Seagrave, *The Soong Dynasty,* New York, Harper and Row, 1985, p. 380 et 450. Les relations de CCK avec son père et son attitude d'alors sur les plans émotionnel, intellectuel et politique rendent ces histoires peu vraisemblables.
26. *New York Times,* 4 avril 1937.
27. Entretien avec des habitants du comté de Fenghua, 27 septembre 1995.
28. Interview de Wang Yueh-hsi, Fenghua, 25 septembre 1937.

29. Un membre de la famille qui est resté proche de Faina Chiang. Cf. également l'entretien avec Chu P'ei-yang, Shanghai, 30 septembre 1995. Mme Chu était cousine au premier degré de CCK.
30. *CCKHSCC,* vol. 1, p. 245-249.
31. Ibid., p. 247.
32. Ambam Taipei DéptEtat Archnat. Dépêche du 31 mars rapportant les propos de Hsu Tao-lin.
33. *CCKHSCC,* vol. 1, p. 269-271. Yu Min-ling, ouvrage cité, p. 128-130.
34. Ibid.
35. *CCKHSCC,* vol. 2, p. 271.
36. Jonathan D. Spence, ouvrage cité, p. 446-447.
37. Edward L. Dreyer, *China at War, 1901-1949*, White Plains, New York, Longman Publishing Group, 1996, p. 218.
38. Ch'en, ouvrage cité, p. 124-125.
39. *China Handbook, 1937-1945,* Shanghai, Commercial Press, 1946, p. 89. L'aide était sous forme de prêts bonifiés remboursés par des envois de matières premières chinoises.
40. *CCK tsai kan nan* (CCK à Kannan). Désormais *CCKTKN*. Collection d'articles par d'anciens collaborateurs de CCK donnés lors d'une conférence sur « CCK à Kannan » organisée par le comité provincial du Kiangsi et le comité municipal de Kanchow à Nanch'ang en 1989, p. 1-14.
41. Spence, ouvrage cité, p. 461.
42. Joseph J. Heinlein, *Political Warfare: The Chinese Nationalist Model,* thèse de doctorat, The American University, Washington D. C., 1974, p. 260-272.
43. Ts'ai Hsing-san et Ts'ao Yun-hsia, *CCK hsi shih hua* (Histoire de la faction CCK), Hong Kong, 1988, p. 29-32. Ts'ai fut l'un des collaborateurs de CCK à Kannan à la fin des années 1930 et au début des années 1940.
44. Entretien avec Ai Ch'i-ming, Nankin, 15 juin 1996. Mme Ai était à la tête de la section féminine dans la première promotion de l'Ecole des cadres pour la jeunesse sous la direction de CCK en 1944.
45. Ch'en, ouvrage cité, p. 143-143.
46. Joseph Warren Stilwell, *The Stilwell Papers,* New York, Schocken Books, 1972, p. 196.
47. Howard L. Boorman, ouvrage cité, vol. 1, p. 362.
48. Ch'en, ouvrage cité, p. 143.
49. Ts'ai et Ts'ao, ouvrage cité, p. 33.
50. Luo Hsuan, *CCK Kiangsi chuan chi* (Biography of CCK), Taipei, Hsiao yüan Publisher, 1989, p. 6. Luo fut un collaborateur de CCK à Kannan.
51. Han Suyin, ouvrage cité, p. 99-101.
52. Tai Yi-chin, « Ta lu shih CCK tsou wei te Chin pu jen shih » (Les collègues progressistes de CCK dans sa période chinoise continentale), *Chuan chi ren hsueh* (La revue des biographies), 5/55, Taipei, 30 mai 1992.
53. Entretien avec Wen Ch'ang, Pékin, 26 septembre 1995.
54. Ibid.
55. Heinlein, ouvrage cité, p. 320-330.

56. Brian G. Martin, *The Shanghai Green Gang: Politics and Organized Crime, 1919-1939,* Berkeley, University of California Press, 1996.
57. Dreyer, ouvrage cité, p. 235.
58. Kan (en référence au nom de la rivière) était l'ancienne dénomination du Kiangsi et *nan* signifie « sud ».
59. Wang Sheng, réponses à des questions écrites, soumises à une date indéterminée, printemps 1996.
60. Fang Shih-tsao, « Tachi hsi tu tu po, ch'ang chi chi liu mang » (Actions publiques contre la prostitution, les jeux, l'opium et le banditisme), dans *CCKTKN,* p. 121-129.
61. Entretien avec Chia Yi-pin, 21 septembre 1995. Ts'ai et Ts'ao (ouvrage cité, p. 71-72) donnent plusieurs autres noms d'anciens de Moscou : Kao Su-ming, Hsu Chi-yuan et P'eng Chien-hua.
62. Entretien avec Chiang Shu, Shanghai, 30 septembre 1995. Chiang travailla pour le Corps de la jeunesse à Kannan.
63. Forman, ouvrage cité, p. 11. Chiang Nan, ouvrage cité, p. 101.
64. Forman, ouvrage cité, p. 11.
65. Wang Sheng, réponses à des questions écrites, printemps 1996.
66. Entretien avec Chiang Shu, Shanghai, 30 septembre 1995.
67. Ch'i Kao-ju, *CCK teh yi sheng,* p. 31-31. Forman, ouvrage cité, p. 11, 61. Entretien avec Wang Sheng, 8 septembre 1995.
68. Fang Shih-tsao, *CCKTKN,* p. 121-129.
69. Luo, ouvrage cité, p. 23-28.
70. Whiting, *Mistery,* 1955, p. 117. Cf. aussi Fang Shih-tsao, *CCKTKN,* p. 126.
71. Fang Shih-tsao, *CCKTKN,* p. 127.
72. Wang Sheng, réponses à des questions écrites, printemps 1996.
73. Fang Shih-tsao, *CCKTKN,* p. 130-132.
74. Wang Sheng, réponses à des questions écrites, printemps 1996.
75. Entretien avec Wang Sheng, 11 septembre 1995.
76. Hsu Hao-jan, « Hsin jen Hsueh Hsiao », dans *CCKTKN,* p. 299-310.
77. *CCKTKN,* chronologie, vol. 1, p. 76.
78. Forman, ouvrage cité, p. 62.
79. Ibid.
80. Ibid.
81. Dreyer, ouvrage cité, p. 241.

Chapitre 6
Le modèle de Kannan

1. Entretien avec un groupe d'habitants du comté de Fenghua, 27 septembre 1995.
2. Ibid.
3. Ibid.

4. Ibid. Cf. aussi Wang Sheng, réponses à des questions écrites, printemps 1996.
5. Luo Hsuan, ouvrage cité, p. 43-45. Cf. aussi l'entretien avec Wang Sheng, Taipei, 8 septembre 1995.
6. Un contributeur à la collection d'articles d'anciens collaborateurs de CCK, Ch'en Ta, Huang Wen-yao, *CCKTKN,* p. 159-174.
7. Huang Wen-yao, *CCKTKN,* p. 99.
8. Wang Sheng, réponses, printemps 1996.
9. Entretien avec John Chang (l'un des fils jumeaux de Ya-jou), Taipei, 15 mai 1996.
10. Wang Sheng, réponses, printemps 1996.
11. Chang Su, « CCK yu Chang Ya-jou » (CCK et Chang Ya-jou), dans *CCKTKN,* p. 349-352.
12. Ibid., p. 356-358.
13. Wang Li-hsing, « Chiang Hsiao-yung de sheng yang » (Dernières paroles de Chiang Hsiao-yung), *Yuan chin Tsa chih,* 15 septembre 1996, p. 111. Cet article est une interview d'Eddy Chiang (Chiang Hsiao-yung), le plus jeune fils de CCK et de Faina.
14. Luo, ouvrage cité, p. 37-38.
15. *CCKHSCC,* vol. 2, p. 272-273.
16. *CCKTKN,* p. 456-560.
17. Luo, ouvrage cité, p. 104-105.
18. Ibid., p. 114.
19. *CCKTKN,* p. 460-485.
20. Entretien avec Wang Sheng, 8 septembre 1995.
21. Ibid.
22. Différentes interviews à Kanchow et Harrison Forman, *Collier's,* 31 juillet 1943, p. 61.
23. Howard L. Boorman, ouvrage cité, vol. 1, p. 363.
24. Entretien avec Chiang Wei-kuo, Taipei, 5 juin 1996.
25. CWK, *Ch'ien shan tu hsing: CWK de jen sheng chjh lu* (En marchant seul dans la brume des mille montagnes : CWK, le voyage d'une vie), Taipei, Tienhsia, 1996, p. 78. Entretien, 7 juin 1996. Boorman, ouvrage cité, vol. 1, p. 363.
26. Entretien avec Chiang Wei-kuo, 5 juin 1996.
27. Chiang Wei-kuo, ouvrage cité, p. 47-60, 83-84.
28. Entretien avec Chiang Wei-kuo, 5 juin 1996.
29. Robert C. North, ouvrage cité, p. 191.
30. Tien-fong Ch'eng, *A History of Sino-Russian Relations,* Westport, Conn., Greenwood Press, 1957, p. 220.
31. « CCK te nien biao tsai Kannan », dans *CCKTKN,* p. 450-459.
32. Wang Sheng, réponses, printemps 1996.
33. Entretien avec Wang Ch'u-ying (un officier de la 6e armée), Nankin, 15 juin 1996.
34. Joseph Warren Stilwell, ouvrage cité, p. 68-69.
35. Entretien avec Wang Ch'u-ying, 15 juin 1996.
36. Stilwell, ouvrage cité, p. 148-149. Stilwell, parlant de Mme Chiang, écrit :

« Grande influence sur CKS, la plupart du temps bénéfique. Une aide décisive en plusieurs occasions », p. 95.

37. *CCKHSCC,* vol. 2, p. 274.
38. Chiang Nan, *CCK chuan* (La biographie de CCK), Los Angeles, Mei-kuo lun tan pao, 1984, p. 114.
39. Boorman, ouvrage cité, vol. 3, p. 123.
40. Entretien avec Eddy Chiang, 19 mai 1996. Le grand-père d'Eddy lui avait dit qu'il donnait à CCK des pilules pour lui permettre de se suicider chaque fois que ce dernier partait pour une mission dangereuse.
41. Boorman, ouvrage cité, vol. 2, p. 177.
42. Entretien avec Chiang Wei-kuo, 6 juin 1996.
43. *CCKHSCC,* vol. 1, p. 187-229.
44. Ibid., p. 228.
45. Ibid.
46. Entretien avec Wen Ch'ang, 26 septembre 1995.
47. Boorman, ouvrage cité, vol. 3, p. 123.
48. Entretien avec John Chang, Taipei, 15 septembre 1995.
49. Ibid.
50. Chang Su, ouvrage cité, p. 360-362.
51. Ibid.
52. Entretien avec John Chang, 15 septembre 1995.
53. Chang Su, ouvrage cité, p. 363-364.
54. Entretien avec John Chang, 15 septembre 1995. Entretien avec Wang Sheng, 11 septembre 1995.
55. Entretien avec John Chang, 9 septembre 1995.
56. Forman, ouvrage cité, p. 62.
57. Forman a remarqué, lors d'un voyage en avion, que CCK lisait le poète ukrainien Chevtchenko. Ibid.
58. Brooks Atkinson, *New York Times,* 5 novembre 1943, p. 5.
59. Entretien avec Fang Shih-tsao et un guide local, à l'emplacement de l'Ecole du nouveau village, 13 juin 1996. Cf. également les souvenirs de Hou Tung-ho, dans *CCKTKN,* p. 243-253.
60. Ibid.
61. Stilwell, ouvrage cité, p. 149.
62. Entretien téléphonique avec Robert Service, 11 avril 1996.
63. Ibid.
64. *CCKHSCC,* vol. 2, p. 276.
65. Ibid., p. 178-184.
66. M^me^ Chas. E. Cowman, *Streams in the Desert,* Los Angeles, Oriental Missionary Society, 1931, p. 231.
67. *CCKHSCC,* vol. 2, p. 184.
68. Cowman, ouvrage cité, p. 23.
69. Allen S. Whiting, « Mistery Man of Formosa », *Saturday Evening Post,* 12 mars 1955, p. 26.

70. Entretien avec Lodge Lo, collaborateur de CCK de 1958 à 1964, Taipei, 13 septembre 1995.
71. Entretien avec Eddy Chiang, 19 mai 1996.
72. Entretien avec Chou Lien-hua, Taipei, 17 mai 1996.
73. Ch'i P'eng-fei, *Chiang Chieh-shih Chia Shih* (Histoire de la famille de CKS), Pékin, Hualing Publishing, 1994, p. 200.
74. Entretiens à Kanchow avec Fang Shih-tsao et d'autres, juin 1996.
75. Ch'en Ta, *CCKTKN,* p. 159-174.
76. Ch'i Kao-ju, ouvrage cité, p. 104.
77. Ts'ao Yun-hsia, « Wu you he shi duo » (Les cinq fondamentaux et les dix superflus), dans *CCKTKN,* p. 330-344.
78. Ch'en Ta, *CCKTKN,* p. 154-179.
79. Entretien avec Robert Service, 11 avril 1996. Des chercheurs de Kanchow disent qu'il n'existe aucune preuve de ces contributions, mais qu'elles paraissent plausibles.
80. Cette histoire a été racontée par un Chinois-Américain ayant d'étroites relations avec M^me^ Chiang; entretien, décembre 1995.

Chapitre 7
Directeur et général

1. Entretien avec Ai Ch'i-ming, Nankin, 15 juin 1996.
2. Ibid.
3. Entretien avec Ch'en Chih-ching, Shanghai, 30 septembre 1995.
4. Wang Chih-ping, « Hui yi CCK » (En souvenir de CCK), dans *Chiang shi fu zi* (Les Chiang, père et fils), Fenghua, Tien Ching, 1994, p. 249-258.
5. Entretien avec Ch'en Chih-ching, 30 septembre 1995.
6. Ts'ai Hsing-san et Ts'ao Yun-hsia, ouvrage cité, p. 107-108. Ts'ai fut secrétaire dans le Corps des jeunesses et, auparavant, un collaborateur de CCK à Kannan.
7. *CCKTKN,* p. 407-424.
8. Lee Huan et Lin Yin-ting, *Chui sui pan shih chi: Li Huan yu CCK hsien sheng* (Lee Huan : Avec CCK pendant un demi-siècle), Taipei, Commonwealth Press, 1979, p. 30.
9. Howard L. Boorman, ouvrage cité, vol. 3, p. 166.
10. Edward L. Dreyer, ouvrage cité, p. 300.
11. Barbara Tuchman, *Sand Against the Wind. The Stilwell Experience in China,* London, Macmillan, 1971, p. 484.
12. Entretien avec Wen Ha-hsiung, Taipei, 17 mars 1996.
13. Ts'ai et Ts'ao, ouvrage cité, p. 115-116. Entretien avec Wang Ch'u-ying, 15 juin 1996. Wang était commissaire politique dans l'armée de la jeunesse.
14. Ch'en Li-fu et Sidney H. Chang, ouvrage cité. Ch'en fut ministre de l'Education de janvier 1938 à décembre 1944.

15. Joseph J. Heinlein, ouvrage cité, p. 479-480.
16. Ibid., p. 415-425.
17. Ts'ai et Ts'ao, ouvrage cité, p. 115-116.
18. Ibid., p. 133-134.
19. Entretien avec Wang Ch'u-ying, 15 juin 1996.
20. Heinlein, ouvrage cité, p. 439-440.
21. Ibid., p. 450.
22. Han Shan-p'i, ouvrage cité, p. 173-180.
23. Entretien avec Lodge Lo, Taipei, 14 septembre 1995.
24. La source est une Chinoise-Américaine proche de M^me^ Chiang ; en 1996, la personne en question vivait toujours à Washington D. C., mais elle déclina une demande d'entretien.
25. Interview de Chia Yi-pin, Pékin, 21 septembre 1995.
26. Herbert Feis, *The China Tangle,* Princeton, 1953, p. 19-20. Ch'en (ouvrage cité, p. 178) affirme que CKS n'accepta pas l'invitation de Staline de peur d'être kidnappé.
27. Jonathan Spence, ouvrage cité, p. 482. En avril 1945 le PCC déclara avoir 1,2 million de membres, 900 000 hommes de troupe sous les armes et une population sous son contrôle de 95 millions d'individus.
28. Spence, ouvrage cité, p. 482.
29. Entretien avec Ai Ch'i-ming, 15 juin 1996.
30. Heinlein, ouvrage cité, p. 482.
31. Ch'eng Tien-fong, *A History of Sino-Russian Relations*, p. 280-81.
32. Télégramme du consulat des Etats-Unis à Urumchi, 18 avril 1945, dans *Foreign Relations of the United States,* Washington D.C., Government Printing Office, 1945, vol. 7, p. 100. Désormais *FRUS*.
33. Ibid., p 1000-1001.
34. Ibid., p 1001-1002.
35. Boorman, ouvrage cité, vol. 4, p. 424.
36. Ch'eng Tien-fong, ouvrage cité, p. 270.
37. Aitch'en K. Wu, *China and the Soviet Union,* Londres, Methuen, 1950, p. 287-288.
38. Ts'ai et Ts'ao, ouvrage cité, p. 38.
39. *CCKHSCC*, vol. 2, p. 232.
40. Boorman, ouvrage cité, vol. 3, p. 152-153.
41. Ch'eng Tien-fong, ouvrage cité, p. 271
42. Ibid., p. 271-273.
43. *United States Relations with China, with Special Reference to the Period 1944-1949,* The White Paper, Washington D. C., Government Printing Office, 1949, p. 123.
44. Six millions de militaires soviétiques furent tués pendant la guerre et 2, 2 millions de militaires chinois. R. R. Palmer et Joel Colton, *A History of the Modern World,* New York, Knopf, 1995, p. 860.

Chapitre 8
Un candidat mandchou

1. Tang Tsou, *America's Failure in China, 1941-1950,* Chicago, University of Chicago Press, 1963, p. 305. Steven I. Levine, *Anvil of Victory: The Communist Revolution in Manchuria, 1945-1948,* New York, Columbia University Press, 1987, p. 103.
2. Albert C. Wedemeyer, *Wedemeyer Reports,* New York, Holt, 1958, p. 346.
3. Wellington Koo insiste sur ce point en expliquant la décision de CKS, dans *Reminiscences of Wellington Koo,* Oral History, Butler Library, Columbia University, p. H-361-362.
4. Han Suyin, ouvrage cité, p. 189.
5. Ibid., p. 261.
6. Ibid., p. 275.
7. Chang Kia-ngao, *Last Chance in Manchuria,* Stanford, Stanford University Press, 1989, p. 45.
8. Nikita Khrouchtchev, trad. Edward Crankshaw, *Krushchev Remembers,* Boston, Little, Brown, 1970, p 548-549.
9. *CCK, Œuvres choisies*, ouvrage cité, vol. 2, p. 305.
10. Ibid., p. 304-305.
11. Ibid.
12. Chang Kia-ngao, ouvrage cité, p. 93.
13. Ibid., p. 45.
14. *CCKHSCC*, vol. 2, p. 311-312.
15. Ibid., p. 323.
16. Ibid., p. 311-312.
17. Ibid., p. 319-320.
18. Chang Lingau, « CCK tsai tung pei » (CCK dans le Nord-Est), p. 211-213, 234, dans *Chiang shih fu tzu* (Les Chiang, père et fils]), ouvrage cité.
19. Ch'en Li-fu et Sidney H. Chang, ouvrage cité, p. 184-185.
20. Chang Kia-ngao, ouvrage cité, p. 118.
21. Ibid., p. 33.
22. Ibid., p. 32-33.
23. Ibid., p. 234.
24. Ibid., p. 34-35, 137.
25. Serguei N. Goncharov, John W. Lewis, Xue Litai, *Uncertain Partners: Stalin, Mao and the Korean War,* Stanford, Stanford University Press, 1993, p. 11.
26. Chang Kia-ngao, ouvrage cité, p. 159.
27. Ibid., p. 161.
28. *Marshall Mission Files*, lot 54-D270. *FRUS,* 1945, vol. 2, p. 797.
29. *CCKHSCC*, vol. 2, p. 311-313.
30. Edward L. Dreyer, ouvrage cité, p. 324.
31. Howard L. Boorman, ouvrage cité, vol. 3, p. 166.
32. Entretien avec Wang Sheng, 25 septembre 1997. Entretien avec Wen

Ha-hsiung, Taipei, 17 mai 1996.

33. Entretien avec Wen Ha-hsiung, 17 mai 1996.
34. Jonathan D. Spence, ouvrage cité, p. 494.
35. Entretien avec Wang Chu-ying, Nankin, 15 juin 1996.
36. Boorman, ouvrage cité, vol. 1, p. 69.
37. Documents communiqués à l'auteur par Andrei Ledovski, septembre 1997.
38. Mémorandum 453-L de Molotov à Staline, 29 décembre 1945, « Reference to the Visit of Mr. CCK », p. 1-2, Archives du commissariat du peuple pour les affaires étrangères. Communiqué à l'auteur par Andrei Ledovski, membre de l'ambassade d'URSS en Chine en 1945-1946 et plus tard ambassadeur en Chine. Molotov précisait dans ce mémo que CKS avait pris ces engagements, sous réserve d'un accord global, avant le voyage de CCK.
39. Mémorandum 453-L de Molotov à Staline, 29 décembre 1945, p. 4-5.
40. Ibid.
41. Ibid.
42. Documents communiqués par Andrei Ledovski, septembre 1997.
43. Allen Whiting rapporte qu'un haut fonctionnaire nationaliste, bien placé, lui avait déjà donné cette information dans les années 1950. Allen Whiting, *Pawn or Pivot,* East Lansing, Michigan State University Press, 1958, p. 141.
44. Documents communiqués par Andrei Ledovski, septembre 1997.
45. Chang Kia-ngao, ouvrage cité, p. 207-208.
46. Télégramme du 4 janvier 1949 de l'ambassade des Etats-Unis à Nankin, *FRUS,* 1949, vol. 8, p. 8. Ch'u Wu, un camarade ex-trotskiste, a rapporté cet échange CCK-Staline. Ce rapport n'est pas très précis mais il sonne vrai, notamment la condition ajoutée par CCK que les Soviétiques fassent la preuve de leur bonne volonté.
47. Chang Kia-ngao, ouvrage cité, p. 208.
48. Entretien avec Wen Chang, 26 septembre 1995.
49. Chang Kia-ngao, ouvrage cité, p. 244.
50. Ts'ai Hsing-san, *CCK yu Su Lien* (CCK et l'Union soviétique), Hong Kong, Tian di Books, 1976, p. 48-49.
51. *United States Relations with China, with Special Reference to the Period 1944-1949,* déjà cité, p. 146.
52. Ibid., p. 147.
53. *Shen Pao* (quotidien), Shanghai, 1er avril 1946.
54. *Chung yang jih pao* (Central Daily News), Nankin, 1er avril 1946, p. 2. Chang Kia-ngao, ouvrage cité, p. 280, 283. *New York Times*, 1er avril 1946. *Shen Pao*, Shanghai, 1er avril 1946.
55. *Chung yang jih pao,* Nankin, 1er avril 1946, p. 2.
56. Chang Kia-ngao, ouvrage cité, p. 258-259.
57. *The White Paper,* p. 149.
58. Dreyer, ouvrage cité, p. 324,

59. Ibid.
60. Chang Kia-ngao, ouvrage cité, p. 343.
61. Ibid., p. 297.
62. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Nankin, 4 janvier 1949, *FRUS,* 1949, vol. 8, p. 8-9. Andrei Ledovski affirme que la rencontre de CCK avec Roschin eut lieu le 24 avril. Ledovski envoya par mail des notes à l'auteur, septembre 1997.
63. Télégramme top secret envoyé au ComGen China (Wedemeyer) par l'état-major de Nankin (général Gillem), Archives nationales, College Park, Maryland, RG 334, entrée 90 (Army MAG China), boîte 3, item 9.

Chapitre 9
La défaite

1. E. R. Hooton, *The Greatest Tumult: The Chinese Civil War, 1936-1940,* Londres, Brassey's, 1991, p. 65-68.
2. Entretien avec Wang Shao-yu, Taipei, 11 mai 1996. Wang fut un collaborateur de CCK au Bureau des officiers de réserve de Nankin en 1946-1947.
3. Entretien avec Chia Yi-pin, Pékin, 21 septembre 1995. Chia fut le chef du département de l'éducation au bureau de la démobilisation en 1946.
4. Chiang Nan (nom de plume de Henry Liu), *CCK chuan* (Biographie de CCK), Los Angeles, Mei-kuo lun t'an pao, 1984, p. 130.
5. Ibid.
6. Entretien avec Ch'en Chih-ching, Shanghai, 25 septembre 1995. Ch'en fut le chef de la représentation de Shanghai de la Fédération des soldats de l'Armée de la jeunesse de 1946 à 1949.
7. Entretien avec Ai Ch'i-ming, Nankin, 15 juin 1996. Ai fut la collaboratrice de CCK à l'Ecole des cadres, à l'Armée de la jeunesse et au bureau de démobilisation.
8. Entretien avec Konsin Shah, Taipei, 29 mai 1996.
9. Entretien avec John Chang, Taipei, 23 mai 1996.
10. Ts'ai Hsing-san et Ts'ao Yun-hsia, ouvrage cité, p. 14.
11. Entretien avec Chia Yi-pin, 21 septembre 1995.
12. Feng Fu-fa, « Wo teh fu ch'in Feng Yu-hsiang » (Mon père, le général Feng Yu-hsiang), dans *Wen shih tsuliao hsuan* (Sélection d'écrits et de documents historiques), Pékin, 1982, vol. 15, p. 19. Feng Fu-neng vivait alors à Nankin, où son père, Feng Yu-hsiang, était le vice-président de la Commission militaire nationale. Sa sœur, Feng Fu-fa, rapporte que Fu-neng « se maria au cours d'un voyage » mais ne donne aucun détail.
13. *Chiang shih fu tzu* (Les Chiang, père et fils), déjà cité, p. 289-290.
14. Entretien avec Ai Ch'i-ming, 15 juin 1996. Ai assista à la cérémonie.
15. Documents communiqués à l'auteur par Andrei Ledovski, septembre 1997.
16. The White Paper, p. 309.

17. Ce paragraphe et les suivants qui traitent du soulèvement s'inspirent du compte rendu équilibré de Lai Tse-han, Ramon H. Meyers et Wei Wou, *A Tragic Beginning : The Taiwan uprising of February 28, 1947,* Stanford, Stanford University Press, 1991.
18. Télégramme de l'ambassade américaine, 18 mars 1947, *FRUS,* vol. 7, p. 442.
19. Ts'ai et Ts'ao, ouvrage cité, p. 161-167. En 1996, Ch'en Li-fu affirma que l'incident résultait d'un total malentendu. Entretien avec Ch'en Li-fu, 29 mai 1996. Cf. aussi Ch'en Li-fu et Sidney H. Chang, ouvrage cité, p. 196-198.
20. Entretien avec Wang Chu-ying, Nankin, 15 juin 1996. Wang fut officier dans la 5e Armée, qui combattit dans la province de Liaoning;
21. Howard L. Boorman, ouvrage cité, vol. 3, p. 167; Donald Klein et Anne Clark, *Biographical Dictionary of Chinese Communism : 1921-1965,* Cambridge, Mass, Harvard University Press, 1971, p. 132.
22. Chiang Nan, ouvrage cité, p. 234-242.
23. Entretien avec Chiang Shu, Shanghai, 30 septembre 1995. Chiang Shu assista à la conférence de Lushan.
24. Lloyd E. Eastman, « Who Lost China? CKS Testifies », *China Quarterly*, 88, décembre 1981, p. 661, citant *Collection of the Thoughts and Speeches of President Chiang,* Taipei, 1966.
25. Entretien avec Ch'en Chih-ching, 30 septembre 1997.
26. Ch'i P'eng-fei, *Chiang Chieh-shih chia shih* (Histoire de la famille de CKS), Pékin, Tuan Chieh Press, 1994, p. 203.
27. Eastman, article cité, p. 660-661.
28. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Nankin au Département d'Etat, *FRUS,* 1947, vol. 7, p. 411.
29. Ibid.
30. Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade des Etats-Unis à Nankin. *FRUS,* 1947, vol. 7, p. 410.
31. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Nankin au Département d'Etat, *FRUS,* 1949, vol. 8, p. 9. La source de cette information est le maire d'Urumchi, Ch'u Wu, ami de CCK et « ancien ex-trotskiste ». Ses remarques doivent être prises avec beaucoup de réserves, mais elles ne sont pas en contradiction avec les rapports de George Yeh et de Chang Chih-chung à Stuart.
32. Ambassade des Etats-Unis à Nankin au Département d'Etat, 22 décembre 1947, *FRUS,* 1947, vol. 7, p 412-413.
33. Ibid.
34. En décembre 1949, Ch'u Wu affirma que les Soviétiques avaient donné une réponse positive à ses démarches de 1947, mais que CCK les avait alors informés que la situation avait changé et que le Generalissimo n'effectuerait pas le voyage. Il est possible que Mme Chiang et T. V. Soong aient entendu parler de ces démarches auprès de Moscou et qu'ils aient fait changer CKS d'avis. Roschin était présent lors de la réunion au cours de laquelle Ch'u indiqua que la réponse des Soviétiques avait été positive

et il n'apporta pas de démenti à cette déclaration. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Nankin au Département d'Etat, 4 janvier 1949, *FRUS,* 1949, vol. 8, p. 9. Goncharov rapporte que Staline, à la fin de l'été 1948, communiqua à Mao la lettre de CKS qui pourrait faire allusion à l'initiative de décembre 1947. Sergei N. Goncharov, John W. Lewis, Xue Litai, ouvrage cité, p. 25.

35. Klein et Clark, ouvrage cité, p. 133.
36. Dimitri Volkogonov, *Stalin, Triumph and Tragedy,* publié et traduit par Harold Shukman, Rocklin, Calif., Forum, 1996, p. 537-539.
37. Goncharov, Lewis, Xue, ouvrage cité, p. 25.
38. Klein et Clark, ouvrage cité, p. 133.
39. Chen Jan, *China's Road to the Korean War: The Making of the Sino-American Confrontation,* New York, Columbia University Press, 1994, p. 107-109.
40. Jonathan Spence, ouvrage cité, p. 501-502.
41. Suzanne Pepper, *Civil War in China: The Political Struggle, 1945-1949,* Berkeley, University of California Press, 1978, p. 121-122.
42. Boorman, ouvrage cité, vol. 4, p ; 63-64.
43. CKS, *Nanking Diaries*, entrée 23 août 1948.
44. *North China Daily News* (désormais *NCDN*), Shanghai, 1er septembre 1948.
45. Entretien avec Ch'en Chih-ching, 2 octobre 1995.
46. Archives municipales de Shanghai, dossier Q6-7-90.
47. Entretien avec Ch'en Chih-ching, 3 septembre 1995.
48. Ibid.
49. Ch'i P'eng-fei, ouvrage cité, p. 204.
50. Ch'i Kao-ju, ouvrage cité, p. 204-205.
51. « CCK ta hu ch'uan tong de ku she » (La véritable histoire de CCK tuant le tigre), *Li shih tzu liao* (Données historiques), Shanghai, 6, 1988, p. 137-146.
52. Ibid.
53. *NCDN,* 4 septembre 1948.
54. *NCDN,* 5 septembre 1948.
55. *NCDN,* 8 septembre 1948.
56. *NCDN,* 9 septembre 1948.
57. Pepper, ouvrage cité, p. 123.
58. Spence, ouvrage cité, p. 504.
59. Archives municipales de Shanghai, dossier Q6-7-90. Cf. aussi *NCDN,* 13 septembre 1948.
60. Ibid.
61. Ibid.
62. Archives municipales de Shanghai, dossier Q6-7-90.
63. Ibid.
64. Entretien avec Ch'en Chih-ching, 2 octobre 1995.
65. Ibid.

66. Ibid.
67. Archives municipales de Shanghai, dossier Q6-7-90. Cf. aussi *NCDN,* 13 septembre 1948.
68. Entretien avec Ch'en Chih-ching, 2 octobre 1995.
69. Ibid.
70. Ibid.
71. Ch'i Kao-ju, ouvrage cité, p. 206.
72. *CCKHSCC,* vol. 2, p. 524.
73. *NCDN,* 10 septembre 1948.
74. Dépêche n° 40 du consulat général des Etats-Unis à Hong Kong, 13 septembre 1948, Archives nationales RG 59, archives centrales du Département d'Etat, 1945-1949, boîte 7275.
75. Ibid., dépêche n° 45, 25 septembre 1948.
76. « Ta hu ch'uan tung », *Li shih tzu liao,* p. 238-146.
77. Ibid. Cf. aussi entretien avec Ch'en Chih-ching, 2 octobre 1995.
78. Entretien avec Chia Yi-pin, 21 septembre 1995.
79. Ibid.
80. E-mail de Chia Yi-pin, 24 février 1997.
81. Entretien avec Chia Yi-pin, 21 septembre 1995.
82. Dépêche du consulat général des Etats-Unis à Hong Kong, 25 septembre 1948, Archives nationales RG 59, dossier du Département d'Etat, 1945-1949, boîte 7275.
83. Une enquête conclut que la Yangtze Company « avait en fait stocké des marchandises, s'était livrée à la contrebande et s'était soustraite à l'impôt » et que le maire K. C. Wu s'était efforcé de la protéger. Hsiung Tsai-wei et Chin Yueh-kuang, « Rapport sur l'enquête concernant la Yangtze Company », 30 novembre 1948, archives municipales de Shanghai, dossier CCK Q-6-7-90.
84. Pepper, ouvrage cité, p. 124.
85. The White Paper, p. 400-401. *Shih yu wen,* Shanghai, 28 août 1948.
86. Pepper, ouvrage cité, p. 122. *Shih yu wen,* 27 août 1948.
87. Ibid.
88. The White Paper, p. 401.
89. Steven I. Levine, ouvrage cité, p. 321.
90. Entretien avec Ch'en Chih-ching, 2 octobre 1995.
91. *NCDN*, 1er novembre 1948.
92. Télégramme du consulat général des Etats-Unis à Shanghai, 1er novembre 1948, Archives nationales, dossier du Département d'Etat, 1945-1949, Boîte 72-75.
93. Pepper, ouvrage cité, p. 126.
94. *NCDN*, 14 novembre 1948.
95. Entretien avec Ch'en Chih-ching, 2 octobre 1995.
96. Ibid.
97. La bataille fit rage depuis le fleuve Huai jusqu'à la mer (*hai*).

98. Richard Evans, ouvrage cité, p. 105-106.
99. Entretien avec Chiang Wei-kuo, 5 juin 1996.
100. The White Paper, p. 323.

Chapitre 10
Fin de partie

1. David M. Finkelstein, *Washington's Taiwan dilemma, 1949-1950,* Fairfax, Va., George Mason University Press, 1993, p. 110.
2. Entretien avec Konsin Shah, Taipei, 22 mai 1996.
3. Chinois-Américain qui connaissait Chang Hsueh-liang depuis de nombreuses années.
4. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996. Entretien avec Nancy Chiang, Taipei, 22 mai 1996.
5. Entretien avec John Chang, Taipei, 15 septembre 1995.
6. Entretien avec Chia Yi-pin, Pékin, 21 septembre 1995.
7. Hollington Tong, *CKS, Soldier and Statesman,* Taipei, China Publishing Company, 1953, p. 439-440. Brian Crozier, ouvrage cité, p. 325-326.
8. *CCKHSCC,* vol. 1, p. 385.
9. Chiang Wei-kuo, ouvrage cité, p. 113.
10. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996.
11. Ibid.
12. Hollington Tong, ouvrage cité, p. 449.
13. *CCKHSCC,* vol. 2, p. 221.
14. Ibid., p. 380-399.
15. Tang Tsou, *American Failure in China, 1941-1950,* Chicago, University of Chicago Press, 1963, p. 497. Li Tsung-jen et Te-kong Tong, *The Memoirs of Li Tsung-jen,* Boulder, Co., Westview Press, 1974, p. 506-507.
16. CCKHSCC, vol. 2, p. 221.
17. Howard L. Boorman, ouvrage cité, vol, p. 254. CCKHSCC, vol. 1, p. 393.
18. Li et Tong, ouvrage cité, p. 511.
19. Nie Jung-chen, *Hung hsing chih nei : Nieh Jung-chen yuan shuai hui yi lu* (Au cœur de l'étoile rouge : Mémoires du maréchal Nie Rongzhen), Pékin, New World Press, 1988, p. 586.
20. « Memorandum de A. I. Mikoyan au Présidium lors de sa visite en Chien en janvier et février », document P2375 dans Andrei Lebovski, « La mission secrète de Mikoyan en Chine en janvier et février 1949 », *Far Eastern Affairs*, Moscou, 1995, p. 73-93.
21. Sergei Goncharoc, John Lewis, Xue Litai, ouvrage cité, p ; 40-44.
22. E-mail de Alexander Larin à l'auteur, Moscou, 2 juin 1997.
23. Mao Zedong, *On People's Democratie Dictatorship,* Foreign Language Press, 1952, p. 10
24. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996.

25. Ibid.
26. Entretien avec Ch'en Chih-ching, 2 octobre 1995.
27. Entretien avec Chia Yi-pin, 21 septembre 1995.
28. Document 37/2 du NSC. « The current Position of the United States with Respect to Formosa », 3 février 1949, *FRUS,* vol. 9, p. 281-282. Pour connaître les jugements et les décisions des Etats-Unis au cours de cette année, se reporter au mémo du Département d'Etat, Butterworth au secrétaire Acheson, 6 décembre 1949, Archives nationales RG 59, boîte 7386. Sur les inconséquences de la politique américaine en 1949 et 1950, cf. l'excellente analyse de Finkelstein, *Taiwan Dilemma.*
29. Document 37/2 du NSC, 3 février 1949, « The Current Position of the United States with Respect to Formosa », *FRUS,* 1949, vol. 9, p. 282-282.
30. Finkelstein, ouvrage cité, p. 117-118.
31. *Lien ho pao,* Taipei, 22 mars 1988. Il n'existe pas d'archives américaines consultables sur les discussions entre MacArthur et Sun. Cf. Finkelstein, ouvrage cité, p. 148.
32. Ibid.
33. Ibid.
34. Télégramme du consulat général des Etats-Unis à Taipei, 18 mai 1949. Archives nationales RG 59, boîte 7387.
35. Finkelstein, ouvrage cité, p. 143.
36. Crozier, ouvrage cité, p. 332.
37. Boorman, ouvrage cité, vol. 1, p. 45.
38. Entretien avec Chia Yi-pin, 21 septembre 1995.
39. Li et Tong, ouvrage cité, p. 514.
40. Edward L. Dreyer, ouvrage cité, p. 347.
41. Tang tsou, ouvrage cité, p. 501.
42. *CCK tzu shu* (Journal de CCK), Changsha, Hunan Peoples Press, 1988, p. 215.
43. Wang Shun-ch'i et Hu Yuan-fu, *CCK tsai ku hsiang yi shih* (Histoires de CCK dans sa ville natale), déjà cité, p. 291-292.
44. *CCK tzu shu,* p. 215. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996.
45. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996.
46. Ibid.
47. Télégramme 1656 du consulat général des Etats-Unis à Shanghai, 16 mai 1949. *FRUS,* 1949, vol. 8, p. 320-321.
48. Hollington Tong, ouvrage cité, p. 450-451. *CCKHSCC,* vol. 1, p. 432.
49. *CCK tzu shu,* p. 216.
50. Joseph J. Heinlein, ouvrage cité, p. 492.
51. Ts'ai Hsing-san et Ts'ao Yun-hsia, ouvrage cité, p. 260. Tong (ouvrage cité, p. 453) donne le 6 mai comme date de départ.
52. Tong, ouvrage cité, p. 451.
53. *CCK tzu shu,* p. 216.

54. Lionel Max Chassin, *The Communist Conquerst of China,* London, Weidenfield and Nicholson, 1966, p. 222-223. Pour une opinion américaine alarmiste, cf. le télégramme 1656 du consulat général des Etats-Unis à Shanghai, 16 mai 1949, *FRUS,* 1949, vol. 8, p. 321.
55. *CCK tzu shu,* p. 216.
56. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996. Finkelstein, ouvrage cité, p. 111.
57. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996.
58. Mémo du Département d'Etat, K. C. Kentz à Butterworth et Sprouse, 8 juin 1944, Archives nationales RG 59, boîte 7386.
59. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996. Entretien avec Eddy Chiang, Taipei, 19 mai 1996.
60. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996.
61. Télégramme 1635 du consulat général des Etats-Unis à Shanghai, 14 mai 1949. *FRUS,* 1949, vol. 9.
62. Télégramme 2496 du consulat général des Etats-Unis à Shanghai, 26 juin 1949. *FRUS,* 1949, vol. 9.
63. Crozier, ouvrage cité, p. 338.
64. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996.
65. Ibid.
66. Mao Zedong, ouvrage cité, p. 10.
67. Goncharov, Lewis et Xue, ouvrage cité, p. 72.
68. Ibid., p. 72-76.
69. Finkelstein, ouvrage cité, p. 71.
70. Tong, ouvrage cité, p. 454.
71. Li et Tong, ouvrage cité, P. 537. Boorman, ouvrage cité, vol. 4, p. 7.
72. Tong, ouvrage cité, p. 460.
73. Ibid., p. 539
74. Entretien avec K. T. Li, Taipei, 4 septembre 1995.
75. Entretien avec Koo Ch'en-fu, 11 septembre 1995.
76. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 14 septembre 1949, Archives nationales RG 59, boîte 7386.
77. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 15 septembre 1949, Archives nationales RG 59, boîte 7387.
78. Finkelstein, ouvrage cité, p. 187-199.
79. Ibid., p. 194.
80. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, novembre 1949, Archives nationales RG 59, boîte 7387.
81. Wang Sheng, réponses à des questions écrites, printemps 1996.
82. *CCKHSCC,* vol. 1, p. 226.
83. Ibid., p. 68.
84. Tong, ouvrage cité, p. 475.
85. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996.
86. Ibid.

87. Crozier, ouvrage cité, p. 344.
88. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 11 novembre 1949, Archives nationales RG 59, boîte 7387. Mémo Butterworth de la section de l'Extrême-Orient au secrétaire d'Etat, 15 décembre 1949, Archives nationales RG 59, boîte 7386.
89. Tong, ouvrage cité, p. 477. Tong affirme que le poisson faisait 1,5 mètre de long!
90. Tsou, ouvrage cité, p. 512-513. Finkelstein, ouvrage cité, p. 227-237.
91. Memcon [*memorandum of conversation*], 29 décembre 1949, Dean Acheson, Omar N. Bradley, et al., Archives nationales RG 59, boîte 7387.
92. Tsou, ouvrage cité, p. 529.

Chapitre 11
Une conséquence involontaire

1. Entretien avec Frederick Chien, Taipei, 29 août 1995.
2. Entretiens avec d'anciens cadres de la CIA qui avaient servi à Taiwan dans les années 1950 et 1960, 1995-1998.
3. George Kerr, *Formosa Betrayed,* Boston, Houghton Mifflin, 1976, p. 368; traduction française : *Formose trahie,* aux Editions René Viénet, Belaye.
4. Ibid., p. 395
5. *CCKTKN,* p. 287. Hollington Tong, ouvrage cité, p. 493. Au cours d'un entretien avec l'auteur du 25 mai 1996, Wang Sheng a affirmé que pendant la période 1949-1951 plus de 2700 communistes avaient été découverts.
6. Mémo de la CIA, 11 mai 1950, dossier AOI, 878.OA12, FIO request.
7. Hollington Tong, ouvrage cité, p. 493. Kerr, ouvrage cité, p. 395. Entretien avec Wang Sheng, Taipei, 25 mai 1996.
8. Tong, ouvrage cité, p. 493.
9. Entretiens avec Wang Sheng, 8, 11 septembre 1995 et 31 mai 1996. Wang Sheng répondit à des questions écrites au printemps de 1996.
10. Wellington Koo, *Reminiscences of Wellington Koo,* Oral History, Butler Library, Columbia University, sans date, p. H-338.
11. Entretiens avec Wang Sheng, 8, 11 septembre 1995 et 31 mai 1996.
12. Memcon, ambassade des Etats-Unis à Taipei, 16 janvier 1950, *FRUS,* vol. 6, p. 280.
13. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 27 avril 1950, *FRUS,* vol. 6, p. 335.
14. State Department Bulletin, 16 janvier 1950, p. 79. 15
15. Harrison E. Salisbury, *War between Russia and China,* New York, W. W. Norton, 1969, p. 97.
16. Goncharov, Lewis, Xue Litai, ouvrage cité, p. 76-129.
17. Ibid.
18. Nikita Khrouchtchev, ouvrage cité, p. 368-369. Egalement, Goncharov et autres, ouvrage cité, p. 325, note 2.

19. Chen Jian, ouvrage cité, p. 87-88.
20. Goncharov et autres, ouvrage cité, p. 130, 325, note 1.
21. Ibid.
22. Gregory Henderson, *Korea: The Politics of the Vortex,* Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1968, p. 149.
23. Mémo de la CIA, 11 mai 1950, dossier AOI, 878. OA 12, FIO request.
24. Ch'en li-fu et Sidney H. Chang, ouvrage cité.
25. Boorman, ouvrage cité, vol. 4, p. 29-31.
26. *CCHHSCC,* vol. 1, chronologie, p. 154.
27. Mémo de la CIA, 11 mai 1950. Aussi Rosemary Foot, *A Substitute for Victory,* Ithaca, Cornell University Press, 1993, p. 296.
28. Mémo de la CIA à l'intention du président, cité par David M. Finkelstein, ouvrage cité, p. 296.
29. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996.
30. *Republic of China Yearbook,* 1951, Taipei, Kuang hua Press, 1951, p. 492.
31. CIA, « Prospects », 26 juillet 1950, IM-312D/FE, FIO request.
32. Mémo de la CIA, 11 mai 1950.
33. CIA, « Prospects », 26 juillet 1950.
34. Bruce Cumings, *Origins of the Korean War,* Princeton, Princeton University Press, 1981, p. 531, cite des documents des services de renseignements de l'armée américaine.
35. Goncharov et autres, ouvrage cité, p. 146. Chen Jian, ouvrage cité, p. 120-125.
36. Nancy Bernkopf Tucker, « A House Divided: The United States, the State Department and China », dans Warren I, Cohen et Akira Iriye, *The Great Powers in East Asia, 1953-1960,* New York Columbia University Press, 1990, p. 330-331.
37. Tucker, ouvrage cité, p. 32.
38. Entretien avec Wang Ch'u-ying, Nankin, 15 juin 1996. Wang était officier dans la 5e Armée à Taiwan.
39. Cumings, ouvrage cité, p. 535.
40. Ibid. p. 537.
41. Lettre de Dulles au sénateur Arthur Vandenburg, janvier 1950, dans Finkelstein, ouvrage cité, p. 302.
42. Mémo du Département d'Etat, Rusk à Acheson, 9 juin 1950, Archives nationales, State Department RG 4254, Office of Chinese Affairs, boîte 17.
43. Tu Nien-chung, dans *Chunghuo shih pao chou k'an (China Times Weekly),* Taipei, 1-7 septembre 1990, p 8-11. Tu s'entretint avec Rusk en 1990 (le mois et la date n'ont pas été précisés). Après l'entretien, Rusk fut consterné d'apprendre que Sun était encore en vie à Taiwan et qu'il serait donc très embarrassé par ces révélations. Conversation de Tu Nien-chung avec l'auteur, mai 1996.
44. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 7 juin 1950, Archives nationales.

45. Audition sur la situation militaire en Extrême-Orient (Audition MacArthur), Commission des affaires étrangères et des forces armées, 82e Congrès, 1re session, 1951, p. 2621.
46. Goncharov et autres, ouvrage cité, p. 152.
47. Leonard A. Kusnitz, *Public Opinion and Foreign Policy: America's China Policy, 1949-1979,* Westport, Conn., Greenwood Press, 1984, p. 34. Sur MacArthur, cf. Finkelstein, ouvrage cité, p. 315-317.
48. Tu Nien-chung, ouvrage cité, p. 11. Rusk précisa que Sun n'avait pas proposé un « plan » mais seulement une « idée ».
49. Rapport du général MacArthur au secrétaire général des Nations unies, publication des Nations unies, 18 septembre 1950.
50. Tong, ouvrage cité, p. 506.
51. Affirmation de Dean Rusk, dans Daniel S. Papp, *As I Saw It,* New York, W. W. Norton, 1960, p. 175-176. Selon Rusk, un « cadre dirigeant très élevé dans la hiérarchie » de Taiwan lui fit ces révélations. Il s'agit certainement de Yeh. L'offre de Chiang n'était valable qu'à la condition que les Etats-Unis équipent en totalité les 33000 hommes en armements modernes et organisent et financent un programme de formation de deux ans.
52. Un facteur décisif fut peut-être une épidémie qui frappa les troupes chinoises. Jonathan D. Spence, ouvrage cité, p. 126.
53. Chen Jian, ouvrage cité, p. 130-133. Mao Zedong, *Wei ta te k'ang mei yuan chiao Yun tung* (Le grand mouvement pour résister aux Etats-Unis et venir en aide à la Corée), Pékin, Foreign Language Press, 1954.
54. Nancy Bernkopf Tucker, ouvrage cité, p. 36-38.
55. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996. Shah assista aux réunions avec MacArthur.
56. Ibid.
57. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 6 septembre 1950, *FRUS,* 1950, vol. 6, p. 486-487.
58. Entretien avec Ts'u Sung-chi'u, Taipei, 6 juin 1996.
59. Ch'i Kao-ju, ouvrage cité, p. 220-221.
60. Steven J. Hood, *The Kuomintang and the Democratization of Taiwan*, Boulder, Co., Westview Press, 1997, p. 35.
61. Télégramme de l'Ambassade des Etats-Unis à Taipei, 6 septembre 1950.
62. Hood, ouvrage cité, p. 31.
63. Chen Jian, ouvrage cité, p. 154-156.
64. Ibid., p. 161-162.
65. Khrouchtchev, ouvrage cité, p. 370. Goncharov et autres, ouvrage cité, p. 189.
66. George Kennan, *Memoirs, 1950-1963,* New York, Hutchinson, 1983, p. 94.
67. Krouchtchev, ouvrage cité, p. 370.
68. Chen Jian, ouvrage cité, p. 129. Donald Zagoria, *The Sino-Soviet Conflict 1956-1961,* Princeton, Princeton University Press, 1962, p. 164-165.
69. Chen Jian, ouvrage cité, p. 180-181.

Chapitre 12
Guerres secrètes

1. Entretiens avec des cadres de la CIA et des officiers du renseignement militaire qui avaient servi à Taiwan dans les années 1950 et 1960, 1995-1998.
2. William Leary, *Perilous Mission: Civil Air Transport and CIA Covert Operations in Asia,* Montgomery : 1980.
3. Victor Marchetti and John D. Marks, *The CIA and the Cult of Intelligence*, New York, Knopf, 1980, p. 121.
4. Entretien avec des officiers de l'armée de l'air de Taiwan familiers de ces opérations, Taipei, mai 1996.
5. Entretiens avec des cadres de la CIA et des officiers du renseignement militaire.
6. Ibid.
7. Ibid.
8. National Intelligence Estimate n° 43-6, 20 juin 1961, « Prospects for the Government of the Republic of China », FIO request.
9. Ibid. Cf. aussi Wellington Koo, ouvrage cité, p. H-341.
10. Entretiens avec des cadres de la CIA et des officiers du renseignement militaire.
11. Ibid.
12. National Intelligence Estimate n° 43-64 du 11 mars 1964 indiquait que les raids nationalistes « n'ont jusqu'à présent fourni que très peu de renseignements et pas grand-chose d'autre de positif ». Le seul agent de la CIA interviewé qui pensait le contraire dans les années 1950 et 1960 soutenait que les organes de renseignements des nationalistes étaient « plus sophistiqués que ceux d'Israël ou de France ». Entretien du 11 novembre 1995.
13. Ray S. Cline, *Secrets, Spies and Scholars: Blueprint of the Essential CIA,* Washington D. C., Acropolis Books, 1976, p. 177.
14. Alfred W. McCoy, *The Politics of Heroin in Southeast Asia,* New York, Harper and Row, 1972, p. 169-170.
15. *New York Times*, 6 avril 1951, p. 12.
16. McCoy, ouvrage cité, p. 171-178.
17. Entretien avec Henry Kao, Taipei, 30 août 1995.
18. *Republic of China Yearbook*, p. 495.
19. Allen Whiting, « Mistery Man of Formosa », *Saturday Evening Post*, 12 mars 1955, p. 17. CCK explique que la poursuite des arrestations et des condamnations après 1950 ne faisait que répondre à celle de l'infiltration des agents communistes.
20. CIA, « Prospects for an Early Successful Chinese Communist Attack on Taiwan », 26 juillet 1950, IM-312 D/FE, FIO request.
21. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 6 septembre 1950, *FRUS,* 1950, vol. 6, p. 486.

22. Ancien agent de la CIA en poste à Taipei en 1950.
23. Entretien avec Wang Sheng, 25 mai 1996.
24. Selon la CIA, en 1951, on dénombra 264 cas de subversion ayant donné lieu à des condamnations. Chacun de ces cas impliquait au moins deux personnes, si bien que le nombre total de condamnés s'établit à environ 600 (NIE, « Morale on Taiwan », 6 avril 1955, *FRUS,* 1955-1957, vol. 2, p. 484). En 1952, selon K. C. Wu, il y eut 998 arrestations, ce qui signifie, si l'on tient compte d'un taux de condamnation d'un tiers par rapport aux arrestations, que les tribunaux militaires prononcèrent environ 300 condamnations. Etant donné les chiffres disponibles pour d'autres années au cours de la même période, il est vraisemblable, toutefois, que Wu parle d'« arrestations » alors qu'il doit plutôt s'agir de « cas ». Cf. à ce sujet Steven J. Hood, ouvrage cité, p. 35. En 1954, le Corps pour la préservation de la paix déclara que 858 cas de subversion, impliquant 1 745 personnes, « avaient été instruits » au cours des huit premiers mois de l'année et avaient conduit à la condamnation de 597 de ces individus. Si l'on extrapole pour l'année entière, on arrive à un chiffre d'environ 750 condamnations (NIE, 16 avril, cité ci-dessus). CCK confia à un visiteur qu'au cours des six premiers mois de 1954 : « Nous avons déjoué une moyenne de 13 complots communistes par mois » (Whiting, ouvrage cité, p. 117). Ces deux déclarations conduisent à penser que les tribunaux militaires condamnèrent 350 à 400 personnes pour espionnage ou trahison au cours de cette année.
25. Koo (ouvrage cité, p. H-174) avance le chiffre donné à Hu Shih par le ministre de la Justice en 1953. En 1954, Koo, en raison de nouvelles informations, estima que le chiffre était seulement de 6 000, p. H-338.
26. Entretien, Taipei, 4 juin 1996 avec Hsieh Ts'ung-min (Roger Hsieh) : un membre KMT du Parlement lui affirma que le chiffre était beaucoup plus élevé : de l'ordre de 60 000 à 70 000.
27. L'auteur est Lan Bozhou, cf. *Far Eastern Economic Review*, 5 juin 1997, p. 70 ; désormais *FEER*. Le ministre de la Justice informa les leaders de l'opposition dans les années 1990 que les dossiers de ceux qui avaient été exécutés avaient depuis longtemps été brûlés. Entretien avec Hsieh Ts'ung-min, 4 juin 1996.
28. Dépêche de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 15 mars 1954.
29. Ch'i P'eng-fei, ouvrage cité, p. 215.
30. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996.
31. Entretien avec Henry Kao, 30 août 1995
32. Entretiens avec des agents de la CIA et des officiers en poste à Taipei dans les années 1950.
33. Entretien avec un officier de l'armée nationaliste, Nankin, 14 juin 1996.
34. Entretien avec Wang Sheng, 15 mai 1996.
35. *CCKHSCC*, vol. 1, chronologie, p. 154. Ch'i P'eng-fei, ouvrage cité, p. 214.
36. Joseph J. Heinlein, ouvrage cité, p. 521-525.
37. Ibid., p. 582-601.

38. *New York Times*, 6 mars 1954, p. 3.
39. Heinlein, ouvrage cité, p. 584-585.
40. Ibid., p. 579. Fred W. Riggs, *Formosa under Chinese Nationalist Rule,* New York, Octagon Books, 1952, p. 17.
41. Heinlein, ouvrage cité, p. 580-581.
42. Ibid., p. 601-616.
43. Chiang Wei-kuo, ouvrage cité, p. 174-176.
44. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 11 décembre 1951, *FRUS,* 1951, vol. 7, p. 1865.
45. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 18 juin 1953, *FRUS,* 1952-1954, vol. 14, p. 207.
46. Mémo du département de la Défense de Nash à Drumright, 23 février 1954, *FRUS,* 1952-1954, vol. 14, p. 365.
47. Charles H. Barber, « China's Political Officer System », *Military Review,* juillet 1953, p. 10. Le commandant Barber était l'officier nommé conseiller auprès du MAAG au sein du GPWD.
48. Mémo du Département d'Etat de Barnett à Rusk, 3 octobre 1951, *FRUS,* 1951, vol. 7, p. 1820.
49. Entretien avec Wen Ha-hsiung, Taipei, 1996.
50. Ch'i P'eng-fei, ouvrage cité, p. 214.
51. Entretien avec Konsin Shah, 29 mai 1996.
52. K. C. Wu, « Formosa », *Look*, 29 juin 1954, p. 39-43.
53. « The K. C. Wu Story », *The Reporter,* 27 avril 1954, p. 18-20.
54. *FRUS,* 1952-1954, vol. 14, p. 670.
55. Dwight D. Eisenhower, *Mandate for Change 1953-1956,* New York, W. W. Norton, 1963, p. 180.
56. Memcon de la Maison Blanche (président Johnson, ex-président Eisenhower), *FRUS,* 1964-1968, vol. 2, p. 300.
57. *New York Times,* 13 janvier 1954, p. 3. Harold C. Hilton, « Sino-Soviet Relations, Background and Overview », dans *China, the Soviet Union and the West,* éd. Douglas T. Stuart, Boulder Co, Westview Press, 1982.
58. Rosemary Foot, ouvrage cité, p. 87-91, 97, 113-116, 192-193, 219-220.
59. Ibid., p. 219-220.
60. Entretien avec David Dean, Fairfax, Va., 30 avril 1996. David E. Kaplan, *Fires of the Dragon,* New York, Atheneum, 1992, p. 303-304.
61. Robert P. Newman, « Clandestine Chinese Nationalist Efforts to Punish Their American Detractors », *Diplomatic History,* 7/3, été 1983, p. 205-222.
62. Dépêche de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 15 mars 1954. Mémo du Département d'Etat, Robertson au secrétaire d'Etat, 21 septembre 1953.
63. *China News,* Taipei, 12 septembre 1953.
64. Dépêche de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 15 mars 1954.
65. Koo, ouvrage cité, p. G-110-134.
66. Ibid., p. G-133-134. Entretien avec Samson Shen, Taipei, 24 août 1995.
67. Koo, ouvrage cité, p. G-79, H-353.
68. Ibid., p. G-131.

69. « Memo for the files », MacConaughy, 13 novembre 1953, *FRUS,* 1952-1954, vol. 14, p. 253. Cf. aussi Koo, ouvrage cité, p. G-131-132.
70. Entretien avec Samson Shen, 24 août 1995.
71. Dépêche de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 15 mars 1954.
72. Ibid.
73. Entretien avec Wang Sheng, 25 mai 1996.
74. Entretiens avec d'anciens agents de la CIA en poste à Taiwan dans les années 1950.
75. Memcon du Département d'Etat, 14 mars 1955, Dulles/Menzies, *FRUS,* 1955-1957, vol. 2, p. 369.
76. NIE, 15 avril 1955. *FRUS,* 1955-1957, vol. 2, p. 485. Cette évaluation par les différents organes de renseignements, sous la présidence de la CIA, arriva à la conclusion que « CCK était détesté par de nombreux dirigeants nationalistes et que certains d'entre eux pensaient même que, dans une future situation d'urgence, il pourrait faire défection ou s'efforcer de vendre Taiwan aux communistes ».
77. Alfred W. McCoy, ouvrage cité, p. 173. Brian Crozier, ouvrage cité, p. 370.

Chapitre 13
Famille, amis, ennemis

1. Brian Crozier, ouvrage cité, p. 158.
2. Allen S. Whiting, article cité, *Saturday Evening Post,* 12 mars 1955, p. 26. Weng Yuan affirme que CCK mangeait des œufs pochés ; cf. aussi *Wo tsai Chiang Chieh-shih fu tzu shen p'ian ti jih tzu* (Mes journées avec la famille CKS), ouvrage cité, p. 266-269
3. Whiting, article cité, p. 26.
4. Dépêche de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 15 mars 1954.
5. Dépêche du consulat général des Etats-Unis à Hong Kong, 10 novembre 1955. Martin donna au consulat une copie de ses notes sur CCK.
6. Whiting, article cité, p. 26.
7. Entretiens avec plusieurs collaborateurs de CCK, 1995, 1996, 1998. Cf. aussi Ch'i P'eng-fei, ouvrage cité, p. 359-360.
8. Dépêche de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 13 octobre 1954.
9. Entretien avec Frederick Chien, 29 août 1995.
10. Entretien avec Chou Lien-hua, 17 mai 1996.
11. Entretien avec Wang Chi, Washington, 12 novembre 1995.
12. Les soirées sont décrites par l'un de ses amis intimes qui y assista. Les rumeurs selon lesquelles CCK eut des liaisons avec les épouses de certains de ses collaborateurs (dont l'une était, semble-t-il, la femme d'un général de division) proviennent de plusieurs sources, dont Mark Pratt (entretien du 2 décembre 1995), et de plusieurs Chinois de haut rang qui avaient été proches de CCK sur le plan professionnel. Ces rumeurs, toutefois, n'ont été confirmées par aucun de ceux qui avaient les relations les plus étroites avec lui.

13. Entretien avec Ma Ch'i-ch'uan, Taipei, 31 août 1995.
14. Entretien avec l'un des anciens collaborateurs de CCK, 30 août 1995.
15. Entretien avec John Chang, Taipei, 7 septembre 1995.
16. Ibid.
17. *FRUS,* 1952-1954, vol. 14, p. 639.
18. Ibid.
19. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 20 février 1954, *FRUS,* 1952-1954, vol. 14, p. 624-627.
20. Ibid., télégramme du 13 septembre 1954, *FRUS,* 1952-1954, vol. 14, p. 624-627.
21. Ibid., télégramme du 30 novembre 1953.
22. Entretiens avec d'anciens officiers en poste à Taiwan dans les années 1950, 1995-1998.
23. Nancy Bernkopf Tucker, « John Foster Dulles and the Taiwan Roots of the 'Two Chinas' Policy », dans Richard H. Immerman, éd., *John Foster Dulles and the Diplomacy of the Cold War,* Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 241-244. Cf. aussi Nancy Bernkopf Tucker, *Taiwan, Hong Kong and the United States, 1945-1992,* New York, Twayne Publishers, 1994, p. 36-38.
24. George K. Tanham, *Communist Revolutionary Warfare: The Vietminh in Indochina,* New York, Praeger, 1986, p. 41.
25. George McT. Kahin, *Intervention: How America Became Involved in Vietnam,* New York, Doubleday, 1986, p. 41.
26. Richard M. Nixon, *The Memoirs of Richard Nixon,* New York, Warner Books, 1978, p. 150.
27. Victor Marchetti et John D. Marks, ouvrage cité, p. 120.
28. Chen Jian, ouvrage cité, p. 85-110.
29. He Di et Gordon H. Chang, « The Absence of War in the US/China Confrontation over Quemoy and Matsu in 1954-1955: Contingency, Luck, Deterrence », *American Historical Review,* 98, décembre 1993. Bernkopf Tucker, *Taiwan*…, ouvrage cité, p. 38-42.
30. Mémo du Département d'Etat, de Dulles à Robertson, 7 et 8 octobre 1954, *FRUS,* 1952-1954, vol. 14, p. 708, 709.
31. Wellington Koo, ouvrage cité, p. K-287-288.
32. Ibid.
33. Ibid.
34. Chiang Wei-kuo, ouvrage cité, p. 151.
35. Entretien avec un officier de marine américain en poste dans les Tachen à cette époque, 1996.
36. Koo, ouvrage cité, p. H-360-361.
37. Mémo du Département d'Etat, de Parsons à Herter, 10 août 1960, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 706.
38. Harold C. Hinton, *China's Turbulent Quest,* New York, Macmillan, 1972, p. 62.
39. Airgram A-902 de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 8 mai 1963

(transmettant un memcon entre le ministre des Affaires étrangères Shen Ch'ang-huan et Joseph A. Yager).

40. Télégramme de Johnson (Genève); 1er décembre 1955, *FRUS,* 1955-1957, vol. 3, p. 194.
41. Ibid., 2 décembre 1955, p. 200.
42. NIE 43-55, 1er novembre 1955, *FRUS,* 1955-1957, vol. 3, p. 153-154. NIE 13-56, 5 janvier 1956, ibid., p. 230-232.
43. Télégramme du Département d'Etat à Johnson (Genève), 6 décembre 1955, ibid., p. 206-207.

Chapitre 14
Manipuler le grand protecteur

1. Mémo du Conseil de coordination des opérations, « Report on Taiwan and the Government of the Republic of China (NSC 5723) », 20 avril 1959, Archives nationales.
2. Mémo de James P. Richards, « Taiwan », 9 octobre 1957, *FRUS,* 1955-1957, vol. 3, p. 625-627.
3. Lee Huan et Lin Yin-ting, ouvrage cité, p. 78-79.
4. « Reports on Taiwan… (NSC 5723) ». Lee et Lin, ouvrage cité, p. 78-79.
5. NIE 43-2-57, 27 août 1957, « The Prospects for the Government of the Republic of China », *FRUS,* 1955-1957, vol. 3, p. 589.
6. Richard, déjà cité, p. 625-627.
7. Entretien avec Lee Huan, Taipei, 18 mai 1996.
8. Entretien avec Ma Ying-jeou, Taipei, 10 mars 1998.
9. Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 22 mars 1958, Archives nationales.
10. Entretien avec Ralph Clough, 22 avril 1998. Dirksen fit cette remarque à Clough.
11. Ray S. Cline, ouvrage cité, p. 34-36.
12. Harvey Feldman, notes à l'auteur, janvier 1999.
13. Mémo du Département d'Etat, 30 décembre 1958, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 509-510.
14. Memcon, Taipei, 14 mars 1958, Dulles/CKS et d'autres, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 9.
15. Victor Marchetti et John D. Marks, ouvrage cité, p. 281.
16. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 22 mai 1958, *FRUS,* vol. 17, p. 145-146.
17. Memcon du Département d'Etat, Dulles/Casey, 9 septembre 1958, *FRUS,* 1958-1960, vol. 17, p. 281.
18. Lettre de Robertson à Drumright, 29 avril 1958, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 19. Dépêche de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 3 avril 1958, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 14.
19. Lettre de Robertson à Drumright, 22 avril 1958.
20. Nancy Bernkopf Tucker, *Taiwan…,* ouvrage cité, p. 67.

21. Alan J, Day, éd., *China and the Soviet Union 1949-1984,* déjà cité, p. 5-7.
22. Cf. Roderick MacFarquhar, éd., *The Hundred Flowers Campaign and the Chinese Intellectuals,* New York, Octagon Books, 1960.
23. *Cambridge Encyclopedia of China,* Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 265.
24. Li Zhisui, *The Private Life of Chairman Mao,* New York, Random House, 1991, p. 224.
25. Roy Medvedev, trad. Harold Shukman, *China and the Superpowers,* New York, Blackwell, 1986, p. 33.
26. Li Zhisui, ouvrage cité, p. 270-271.
27. Télégramme du commandant en chef du Pacifique (Felt) au chef des opérations navales, 24 novembre 1958, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 494.
28. Li Zhisui, ouvrage cité, p. 270-271.
29. Mémo du Département d'Etat, réunion du NSC, 14 août 1958, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 53.
30. Mémo de la Maison Blanche, « Meeting on Taiwan Straits », 25 août 1958, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 73. Cf. aussi lors de la même réunion les reproches d'Eisenhower que CKS ayant « ignoré nos recommandations vienne pleurnicher auprès de nous ».
31. Day, ouvrage cité, p. 11-12.
32. Memcon de la Maison Blanche, « Taiwan Straits Situation », Dulles, Herter, Twining et autres, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 115-122.
33. Le 11 septembre, Eisenhower déclara qu'il « était tout à fait prêt à abandonner Quemoy » mais que les Etats-Unis « s'étaient engagés, et en vérité de manière excessive, à soutenir CKS ». Memcon de la Maison Blanche, Eisenhower, Goodpaster, McElroy, 15 septembre 1958, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 162.
34. Memcon du Département d'Etat, Dulles, Robertson, Parsons, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 157. Un télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei du 10 septembre 1958 donne le détail de ces activités. Cf. *FRUS,* 1959-1960, vol. 19 suppl.
35. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 19 septembre 1958, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 227.
36. Cline, ouvrage cité, p. 57.
37. Ibid., p. 62.
38. Mémo du Conseil de coordination des opérations, « Reports on Taiwan… (NSC 5723) », 20 avril 1959.
39. Eléments de langage préparés pour Dulles, Taipei, 21 octobre 1958, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 416.
40. Ibid., p. 415.
41. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 21 octobre 1958, dans ibid., p. 431-432.
42. Memcon du Département d'Etat, Dulles/Chiang, dans ibid.
43. Mémo du conseiller régional de planification, section de l'Extrême-Orient « Taiwan Straits Crisis: Where Do We Go from Here? »,

18 septembre 1958, dans ibid., p. 222. Le document n'a pas été déclassifié mais le titre explique clairement son contenu.

44. Memcon du département d'Etat, Dulles/Chiang, dans ibid., p. 431-432.
45. Communiqué de presse du Département d'Etat, 23 octobre 1958, « Joint Communiqué », dans ibid., p. 442.
46. Entretien avec Wang Chi, Washington, 28 novembre 1995.
47. Mémo du Département d'Etat, 30 décembre 1958, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 509-510.
48. Ces faits ont été révélés par CCK dans un rapport semestriel au Yuan législatif en 1975. *China Quarterly*, 64, décembre 1975, p. 808.
49. En 1959, les forces armées de la RdC comptaient 630 000 hommes, dont 600 000 recevaient une aide considérable du MAAG.
50. NIE 43-6, 20 juin 1961. « Prospects for the Government of the ROC ». Sun Li-jen commença de recruter des volontaires en 1949-1950. En 1951, 12 000 hommes étaient enrôlés, sans doute commandés par Sun. Toutefois pendant plusieurs années après 1951, aucun Taiwanais ne fut enrôlé. Cf. NIE 295, 14 septembre 1954, « Probable Developments in Taiwan through 1956 », *FRUS,* 1952-1954, vol. 14, p. 637.
51. Entretiens avec d'anciens officiers américains en poste sur l'île.
52. Entretien avec Konsin Shah, 22 mai 1996.
53. Wang Li-hsing, *Hao Pei-ts'un Jih chi: Chiang Ts'ung Tong de tsui hou sui yueh* (Les dernières années du président CCK : le journal de Hao Pei-ts'un), Taipei, Tien Hsia Literary Press, 1995, p. 374.
54. Entretien avec Chiang Bi-ling Taipei, 5 juin 1996.
55. Entretien avec Frederick Chien, Taipei, 29 août 1995. Le président de l'université nationale de Taiwan était le père de Chien.
56. Entretien avec Wang Shao-yu, Taipei, 11 mai 1996.
57. Entretien avec Hao Pei-ts'un, Taipei, 22 août 1995.
58. Sun Li-fan, *Ch'en Ch'eng wan nien* (Les dernières années de Ch'en Ch'eng), Hofei, Anhui Peoples Press, 1996, p. 151.
59. *COMUSTDC/MAAG Taiwan Report on Taiwan-Kinmen Operations,* Taipei, sans date, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 503.
60. Chiang Wei-kuo, ouvrage cité, p. 174.
61. Howard L. Boorman, ouvrage cité, vol. 1, p. 364.
62. Entretien avec Henry Kao, Taipei, 30 août 1995.
63. Ibid.
64. Mémo du Département d'Etat faisant le point sur l'histoire des irréguliers, février 1961, *FRUS,* 1961-1963, vol. 23, p. 90.

65 Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 11 février 1958, *FRUS,* 1961-1963, vol. 23, p. 90.

66. Mémo du Conseil de sécurité nationale (National Security Council, NSC), S. Everett Gleason, 26 mars 1959, dans ibid., p. 751.
67. Se livrant à un commentaire inhabituel dans la préface de *FRUS,* vol. 19, p. X-XI, l'historien du Département d'Etat fait observer que, en raison de l'attitude de la CIA, les documents rassemblés par *FRUS* sur le

Tibet « sont très inférieurs aux standards d'exhaustivité et de précision exigés » par la loi. Par exemple, la citation dans le *FRUS* d'un compte rendu de la CIA sur les opérations tibétaines rédigé immédiatement après le soulèvement omet huit pages de texte que la CIA s'est refusée à déclassifier. Le contexte de ces omissions montre qu'elles portent sur le détail des opérations clandestines de la CIA au Tibet avant mars 1949. Cf. le mémo de la CIA à la Maison Blanche, Dulles à Eisenhower, 1er avril 1959, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 752-753.

68. Mémo pour le Comité 303, 26 janvier 1958, *FRUS,* 1964-1968, vol. 30, p. 739-742. Cf. aussi John Kenneth Knaus, *Orphans of the Cold War: America and the Tibetan Struggle for Survival,* New York, Public Affairs, 1999. Henry Kissinger mit finalement un terme au programme secret concernant le Tibet au début des années 1970.
69. Mémo du NSC (action secrète), 27 mars 1959, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 556-557.
70. Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 2 avril 1959, dans ibid., p. 754-755.
71. Mémo pour le président Eisenhower (Gordon Gray), 6 avril 1959, dans ibid., p. 554-557.
72. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles la CIA est réticente à déclassifier ces détails ; ce serait embarrassant pour le gouvernement indien.
73. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 3 mai 1959, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 562.
74. Note de la CIA pour le président, 1er avril 1958, dans ibid., p. 753.
75. Entretien avec un agent de la CIA en poste en Asie du Sud à l'époque, 1996.
76. Mémo de la Maison Blanche (Gray), 4 février 1960, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 808.
77. Mémo de la CIA, Bissell à Lansdale, 13 février 1960, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 660-662.
78. Memcon de la Maison Blanche, Eisenhower/Chiang, 19 juin 1960, *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 684-687.
79. Cf. ibid., p. 687, pour des citations du mémo. L'accord d'Eisenhower pour l'idée d'un plan est révélé dans le message de remerciements que lui envoya CKS le 14 décembre 1960, dans ibid., p. 748.

Chapitre 15
Le grand bond en arrière de la Chine

1. Tien Hung-mao, « Uncertain Future: Politics in Taiwan », dans Robert B. Oxnam et Richard C. Bush, éd., *China Briefing: 1980,* Boulder, Co., Westview Press, 1981, p. 69.
2. *New York Times,* 4 février 1968.
3. Airgram A-734 de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 22 mars 1963, « Taiwanese Dissidence and the Prospects for Insurection ». Archives

nationales RG 59, dossier du Département d'Etat, boîte 3669. Peter Colm et moi-même rédigèrent ce rapport lorsque j'étais en poste à l'ambassade.

4. Ibid.
5. Entretien avec Y. S. Tsiang, Taipei, 29 août 1995.
6. Ch'eng Hsiu-lien, « Lee Teng-hui Was CCP Underground Member », *Kuang Chiao Ching,* Hong Kong, 186, 16 mars 1988, p. 22-24. Hsu Che, « Lee Teng-hui p'ing Chuan » (La vie de Lee Teng-hui), Hong Kong, Focuswood Limited, 1988, p. 16-17.
7. *Newsweek*, 20 mai 1996.
8. Ts'ui Chih-ch'ing, *The Dictionnary of Contemporary Chinese Figures,* Chengchou, Honan People's Press, 1994, p. 18. Hu Che, ouvrage cité, p. 19-23. Entretien avec Y. S. Tsiang, 29 août 1995.
9. K. T. Li, *Economic Transformation of Taiwan, ROC,* London, Shepheard-Walwyn, 1988, p. 111.
10. NIE n^{os} 43-64, 11 mars 1964, p. 5.
11. Entretien avec un officier supérieur de l'armée de l'air nationaliste, Taipei, 1996.
12. Sun Li-fan, ouvrage cité, p. 122-123.
13. *New York Times,* 4 juin 1960.
14. Cette citation ne provient pas de CCK mais d'une analyse de la situation par l'ambassadeur Drumright; CCK, toutefois, partageait évidemment cette opinion. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, *FRUS,* vol. 19, p. 725-726.
15. NIE n^{os} 43-61, 20 juin 1961, p. 7 (note).
16. Sun Li-fan, ouvrage cité, p. 123.
17. *Foreign Broadcast Information Service Daily Report* (désormais *FBIS*), *Asia and Pacific*, 23 septembre p. DDD2; 27 septembre p. DDD13. John Israel, « Politics on Formosa », *China Quarterly*, 15, juillet-septembre 1963, p. 6.
18. Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 30 septembre 1960. *FRUS,* 1958-1960, vol. 19, p. 724, n.1.
19. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 1er octobre 1960, ibid., p. 724-725.
20. Jonathan Spence, ouvrage cité, p. 583.
21. Entretien avec Wang Shun-ch'i, Hsikou, 19 juin 1996.
22. *CIA field information report,* Taipei, 27 juin 1961.
23. Entretien avec Frederick Chien (qui avait été le secrétaire de Ch'en Ch'eng), 29 août 1995.
24. Pièce jointe à un mémo du Département d'Etat à la Maison Blanche, 22 février 1961, *FRUS,* 1961-1962, vol. 23, p. 94.
25. Entretien avec Frederick Chien, 29 août 1995.
26. Alfred W. McCoy, ouvrage cité, p. 176.
27. *FRUS,* 1961-1962, vol. 22, doc. 5, p. 12; p. 18, n.6.
28. Pièce jointe à un mémo du Département d'Etat à la Maison Blanche,

22 février 1961, *FRUS,* 1961-1962, vol. 23, p. 94.

29. McCoy, ouvrage cité, p. 176-177.
30. *CIA field information report,* Taipei, 27 juin 1961.
31. Ibid.
32. Mémo de McGeorge Bundy au président Kennedy, 7 juillet 1961, *FRUS,* 1961-1962, vol. 22, p. 89.
33. Mémo de Roger Hilsman à Harriman, 31 mars 1962, dans ibid., p. 93, n.1.
34. Cf. *CIA channel messages and other documents.*
35. Télégramme de la station de la CIA à Taipei, 25 janvier 1962.
36. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 28 février 1962, *FRUS,* 1961-1962, vol. 22, p. 186 et n.1.
37. Entretien avec Ralph Clough, Washington, 22 avril 1998.
38. Lyndon B. Johnson Library, *background paper,* « Visite de CCK à Washington, consultations US-GRC concernant une action possible contre le continent », 17 septembre 1965, dossier de la NSC (China), mémos, vol. 4, p. 1-2 (désormais : LBJ *background paper*). Mémo de Kennedy à Harriman, 9 mars 1962, *FRUS,* 1961-1962, vol. 22, p. 192-193.
39. Rapport de la CIA, TDCS DB-3/649 du 23 mars 1962.
40. Mémo du Département d'Etat, Rice à Harriman, 28 mars 1962, *FRUS,* 1962-62, vol 22, p. 198-200.
41. LBJ *background paper,* p. 2.
42. Hilsman, mémo, compte rendu d'une « Réunion à la Maison Blanche sur les plans du GRC », 31 mars 1962, *FRUS,* 1961-1962, vol. 22, p. 204-205.
43. LBJ *background paper,* p. 3. Rapport de la CIA, 25 mai 1962, *FRUS,* 1961-1962, vol. 22, p. 295, n.3.
44. Ray Cline, mémo de la CIA pour le compte rendu de la réunion à la Maison Blanche avec le président Kennedy, 17 mai 1962.
45. Richard Helms, mémo concernant une réunion semblable le 18 juin 1962, *FRUS,* 1961-1962, vol. 22, p. 246-247.
46. NIE n° 43-64 du 11 mars 1964, p. 6, 15.
47. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Varsovie, 23 juin 1962, *FRUS,* 1961-1962, vol. 22, p. 273-275.
48. LBJ *background paper,* p. 2. Entretien avec Ralph Clough, 30 novembre 1995. Clough rédigea le *background paper.*
49. Memcon de Kirk sur la réunion avec le président Chiang, 6 septembre 1962, *FRUS,* 1961-1962, vol. 22, p. 306-313.
50. Entretien avec Clough, 30 novembre 1995.
51. Sur ce sujet cf. les références aux mémos de McCone et Bundy, respectivement 10 et 16 novembre, *FRUS,* 1961-1962, vol. 22, p. 321.
52. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 10 janvier 1963, ibid., p. 337-338 et note.
53. Entretien avec Clough, 30 novembre 1995.
54. Airgram n° A-649 de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 22 février 1963; airgram, n° A-757, 23 mars 1963. Ceux qui ne tenaient aucun

compte des appels de CKS incluaient le ministre de la Défense, Yu Ta-wei et le secrétaire général de la présidence, le vieux camarade de Chiang, Chang Ch'un.

55. Rapport de la CIA de Taipei, 9 mai 1963.
56. Alan J. Day, ouvrage cité, p. 39.
57. LBJ *background paper,* p. 5. Minutes du NSC, 10 septembre 1962. Réunion Chiang-Bundy, sans date, *FRUS,* 1961-1962, vol. 22, p. 396.
58. LBJ *background paper,* p. 4.
59. Mémo de la CIA relatif à la réunion McCone-Chiang du 14 septembre 1963. Cf. aussi LBJ *background paper,* p. 5, et le mémo du Département d'Etat, sans date, *FRUS,* 1961-1962, vol. 22, p. 396.
60. Nancy Bernkopf Tucker, ouvrage cité, p. 65, se référant à un entretien avec Cline.
61. Message de Kennedy à Harriman (alors sous-secrétaire pour les Affaires politiques), 15 juillet 1962, *FRUS,* 1961-1962, vol. 22, p. 370.
63. Thomas A. Marks, *Counterrevolution in China: Wang Sheng and the Kuomintang,* London, Frank Cass Publishers, 1998, p. 198.
64. Airgram de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 4 décembre 1963.
65. Airgram du 11 décembre.
66. *FEER,* 14 octobre 1965, p. 55.
67. Entretien avec Wen Ha-hsiung, Taipei, 17 mai 1996.
68. Peng Ming-min, *A taste of Freedom*, New York, Holt, Rheinhart and Winston, 1972, p. 131-181. Trad. française, *Le Goût de la liberté*, Editions René Viénet, Belaye, 2011.
69. Entretien avec Henry Kao, Taipei, 30 août 1995.

Chapitre 16
Ministre

1. Robert Levin, conversation téléphonique, New York, 9 octobre 1997.
2. Airgram de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 1963, Archives nationales, Département d'Etat, dossier RG 59, boîte 3669.
3. Télégramme de la station de Taipei de la CIA, 17 septembre 1965.
4. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 27 janvier 1964, *FRUS,* vol. 30, p. 13-15.
5. Mémo de la CIA, Cline à McCone, 2 mars 1964, et mémo du NSC, Komer au président Johnson, 3 mars 1964, télégrammes du Département d'Etat à l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 6 et 16 mars 1964, *FRUS,* 1964-1968, vol. 30, p. 25-31. LBJ *background paper,* p. 6. Lettre du président Johnson au président Chiang, 21 décembre 1964. Cf. aussi *FRUS,* 1963-1964, vol. 30, p. 142-143. Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 20 novembre 1964, *FRUS,* vol. 39, p. 129.
6. Mémo du NSC, Thomson à Bundy, 5 août 1965, *FRUS,* 1964-1968, vol. 30, p. 190-191.

7. Entretiens avec des agents de la CIA en poste à Taiwan dans les années 1960, 1995-1998.
8. Télégramme de la station de la CIA à Taipei, 22 septembre 1965.
9. Memcon du département de la Défense, McNamara-Chiang, 22 septembre 1965, *FRUS,* 1964-1968, vol. 30, p. 209-214. Memcon du département de la Défense, McNamara-Chiang, 4 septembre 1965, LBJ Library, NSF, China, 1/1/65-1/3/66. Memcon du département de la Défense, McNamara-Chiang, 22 septembre 1965, *FRUS,* vol. 30, p. 209-214.
10. Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 25 septembre 1965. Memcon du NSC, président Johnson-CCK, 23 septembre 1965.
11. Memcon du Département d'Etat, Rusk-CCK, 22 septembre 1965. Cf. aussi entretien avec Lee Huan, 9 mars 1998.
12. Télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 28 octobre 1965. Mémo JCS, 16 novembre 1965. Télégramme de l'ambassade à Taipei du 25 janvier 1966 et télégramme du Département d'Etat à l'ambassade à Taipei, 28 janvier 1966.
13. George McT. Kahin, *Intervention: How America Became Involved in Vietnam,* New York, Doubleday, 1986, p. 207.
14. Ibid., p. 332.
15. Ibid., p. 333.
16. Thomas A. Marks, ouvrage cité, p. 200-209, 222. Joyce K. Kallgren, « Vietnam and Politics in Taiwan », *Asian Survey,* 6/1, janvier 1966, p. 28.
17. Gabriel Kolko, *Anatomy of a War: Vietnam, the United States, and the Modern Historical Experience,* New York, Pantheon Books, 1985, p. 211.
18. Min S. Yee, *The Boston Globe,* 6 mai 1968.
19. La section sur la vie personnelle et familiale de CCK est fondée sur des entretiens avec les employé(e)s, les secrétaires personnel(le)s et les amis américains de la famille de CCK ainsi que sur les propres membres de cette famille. Les autres sources sont citées.
20. Un Sino-Américain dont le mari travaillait à l'époque pour la CIA, conversation téléphonique, décembre 1995.
21. Conversation téléphonique avec Hsu Ch'o-yun, 19 novembre 1997. Les Mémoires de Ku ne mentionnent pas l'affection que CCK lui portait. Ku Cheng-ch'iu, *Hsiu lien shih Shui,* Taipei, Shih pao yun hua Press, 1997.
22. Ancien agent de la CIA, 1996.
23. Entretien avec Mao Kao-wen, 24 mai 1996.
24. Note d'un membre de la famille à l'auteur, 10 février 1999.
25. Entretien avec Y. S. Sun, Taipei, 30 août 1995.
26. Weng Yuan, *Wo tsai CKS fut tzu shen pi'an jih tzu* (Mes journées dans la famille de CKS), Taipei, Shu Hua Publisher, 1994, p. 234-237.
27. Un collaborateur personnel de CCK à cette époque. Il se souvient de la lettre parce qu'il dut la taper à la machine, CCK ne réussissant pas à lire la lettre manuscrite en anglais.
28. Wang Mei-yu, *Chiang Fang-liang chuan chi* (Biographie de Chiang Fang-

liang), Taipei, China Times Publishing Company, 1997. Un membre de la famille affirme que La santé de Yang-ho n'était alors pas très bonne et qu'il vivait avec Amy dans un tout petit appartement à San Francisco. Ces détails ainsi que la réaction de Faina ont été communiqués à l'auteur par des notes d'un membre de la famille, 10 février 1999.

29. Weng Yuan, ouvrage cité, p. 243-246.
30. Entretien de John Chang avec Shen Shiau-chi, Taipei, 20 novembre 1997. Huang Mei-lun, *Chang Hsiao-yen li cheng shang you* (Chang Hsiao-yen : Sans concession vers la perfection), Taipei, Chiu Ke Press, 1996, p. 69.
31. Ch'en Chieh-ju, *CKS Secret past*, introd. par Lloyd E. Eastman, Boulder, Co, Westview Press, 1993, p. xxiii-xxiv.
32. Ibid., p. xvii-xviii.
33. Peng Ming-min, ouvrage cité, p. 182-228.
34. *FEER,* 17 juin 1965, p. 545.
35. Entretien avec Henry Kao, 30 août 1995.
36. Entretien avec Lodge Loh, Taipei, 13 septembre 1995.
37. Mark Plummer, « Taiwan : The New Look in Government », *Asian Survey,* 9/1, 1969, p. 18-22.
38. Entretien avec Chou Lien-hua, Taipei, 17 mai 1996.
39. Melvin Gurtov, « Taiwan in 1966: Political Rigidity, Economic Growth », *Asian Survey,* 7/1, 1967, p. 43.
40. *FEER,* 9 septembre 1955.

Chapitre 17
Le gourdin doré

1. Richard Evans, ouvrage cité, p. 90.
2. Télégramme de la station de Taipei au siège de la CIA, 16 août 1967. Cf. aussi Melvin Gurtov, article cité, p. 17.
3. Entretien avec David Dean, Fairfax, Va., 30 avril 1996.
4. Nancy Bernkopf Tucker, ouvrage cité, p. 116.
5. Ce concept fut inventé par Doak Barnett.
6. Entretiens avec des cadres de la CIA en poste à Taiwan dans les années 1960, 1995-1998.
7. Entretien avec Ralph Clough, Washington, 30 novembre 1995.
8. Entretien avec un cadre de la CIA, 1998. Mémo de la CIA pour le secrétaire Rusk, sans date. *FRUS,* vol. 30, p. 476-477.
9. Mémo de la CIA pour Rusk, sans date, dans ibid., p. 476-477. Entretien avec un cadre de la CIA, 1998.
10. Télégramme du Département d'Etat à l'ambassade à Taipei, 16 mars 1967, *FRUS,* vol. 30, p. 539-540.
11. Télégramme de l'ambassade à Taipei, 2 mai 1967, dans ibid., p. 256-257.
12. Télégramme de l'ambassade à Taipei, 24 mai 1967, dans ibid., p. 572-572.
13. Richard Nixon, « Asia After Vietnam », *Foreign Affairs,* octobre 1967.

14. Alan J. Day, ouvrage cité, p. 84.
15. Ce passage emprunte beaucoup à une série d'articles du *China Times,* Taipei, 1995, sur l'affaire Victor Louis. Ces articles étaient, de leur côté, basés sur le journal de Jimmy Wei. Ce passage doit aussi beaucoup à de nombreux entretiens avec des collaborateurs de CCK et des fonctionnaires américains en 1995 et 1996. Cf. également *FEER,* 3 avril, p. 7, et 7 août 1969, p. 318.
16. Entretien avec Frederick Chien, Taipei, 6 septembre 1995.
17. Entretien avec David Dean, 30 avril 1996.
18. Harrison E. Salisbury, *War Between Russia and China,* New York, Norton, 1969, p. 161-162.
19. Entretien avec Lee Huan, Taipei, 9 mars 1998.
20. Ibid.
21. En tant que diplomate, au sein de l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, chargé de couvrir les développements et les positions politiques de Taiwan, je rencontrais fréquemment des hommes politiques indépendants. Pour essayer de décourager ces contacts, le ministère des Affaires étrangères se plaignit auprès de l'ambassade que de telles rencontres s'apparentaient à des provocations.
22. *FEER, Asia 1970 Yearbook,* p. 283-284.
23. Thomas B. Gold, *State and Society in the Taiwan Miracle,* Armonk, N.Y., M.E. Sharpe, 1986, p. 90.
24. Entretien avec K. T. Lin, Taipei, 7 septembre 1995. « Family Planning in Taiwan », Ralph W. Huenemann, *Modern China,* 16/21, avril 1990, p. 173-189.
25. Entretien avec Ch'en Li-fu, Peitou, 29 mai 1996.
26. Ibid.
27. Sheldon Appleton, « Taiwan Portents of Change », *Asian Survey,* 1/1, janvier 1971, p. 68.
28. *FEER,* 22 janvier 1970, p. 44. Steven J. Hood, ouvrage cité, p. 47-48.
29. Entretien avec Hsiung Yuan, Taipei, 31 mars 1996. Weng Yuan, ouvrage cité, p. 128-131.
30. Entretien avec Hsiung Yuan, 31 mars 1996.
31. Weng Yuan, ouvrage cité, p. 233.
32. Chi P'eng-fei, ouvrage cité, p. 138-131.
33. Wang Mei-yu, ouvrage cité, p. 69. Notes d'un membre de la famille communiquées à l'auteur, 10 février 1999.
34. Archives du sous-secrétaire d'Etat à la Défense (Affaires de sécurité internationale) pour 1970.
35. *FEER,* 22 mai 1970.
36. *FEER,* 5 février 1970, p. 29.
37. James Shen, *The US and Free China: How the US Sold Out Its Ally,* Washington D.C., Acropolis Books, 1983, p. 48-49.
38. Eliot à Kissinger, mémo du Département d'Etat à la Maison Blanche, « Renunciation of Force Agreement with PRC », 24 mars 1971.

39. James Shen, ouvrage cité, p. 439.
40. Richard M. Nixon, ouvrage cité, p. 547.
41. Conversation téléphonique avec John Holdridge, Washington D.C., 10 octobre 1997. Holdridge ne se souvient pas d'avoir vu un compte rendu de cette réunion. Henry Kissinger, par l'intermédiaire de l'un de ses collaborateurs, me précisa qu'il n'avait aucun souvenir de ce qui s'était dit.
42. James Shen, ouvrage cité, p. 439.
43. Entretien avec Wen Ha-hsiung, Taipei, 17 mai 1996. James Shen, ouvrage cité, p. 53.
44. Entretien avec Wen Ha-hsiung, 17 mai 1996.
45. Ibid.
46. Hsu Che, *Lee Teng-hui p'ing chuan* (La vie de Lee Teng-hui), ouvrage cité, p. 18-23, 65-66.
47. Nixon, ouvrage cité, p. 692;
48. Henry Kissinger, *The White House Years,* Boston, Little Brown, 1979, p. 771-774.
49. Le jugement de CCK sur les rapides changements dans le domaine géopolitique est tiré d'entretiens, en 1995, 1996 et 1998, avec plusieurs de ses proches collaborateurs comme Y. S. Tsiang et Lee Huan ainsi que de jeunes protégés de CKS comme Frederick Chien.
50. *FEER,* 26 décembre 1970.
51. Ibid.
52. *China News,* 30 mai 1995.
53. Weng Yuan, ouvrage cité, p. 216-226.
54. Entretien avec Lodge Loh, 23 septembre 1995.

Chapitre 18
Premier Ministre

1. Jay Taylor, *Peking and the Revolutionary Movements of Southeast Asia,* New York, Praeger, 1976, p. 165-169.
2. Taylor, ouvrage cité, p. 168. Entretien avec Eddy Chiang, Taipei, 19 mai 1996.
3. Entretien avec Frederick Chien, Taipei, 16 mai 1996.
4. *FEER,* 31 juillet 1971, p. 7.
5. Harvey Feldman, notes à l'auteur, janvier 1999.
6. Sheldon Appleton, article cité, p. 35.
7. Chen Guying, « The Reform Movement among Intellectuals in Taiwan since 1970 », *Bulletin Concerned Asian Scholars,* juillet-septembre 1982, p. 34.
8. Entretien avec Ma Ying-jeou, Taipei, 22 mai 1996.
9. Entretien avec Hsieh Ts'ung-min, Taipei, 4 juin 1996.
10. Chiang Nan, ouvrage cité, p. 458.
11. *FEER,* 25 décembre 1971.

12. Appleton, ouvrage cité, p. 37.
13. *FEER, Asia 1972 Yearbook,* Hong Kong, 1973, p. 310-312.
14. Télégramme n° 3514 de l'ambassade américaine à Taipei, 22 novembre 1974.
15. Richard M. Nixon, ouvrage cité, p. 1060.
16. William Bader et Jeffrey T. Bergner, *The Taiwan Relations Act,* Menlo Park, Calif., SRI International, 1989, p. 159.
17. John Holdridge, entretien par téléphone, Washington D. C., 10 octobre 1997.
18. *FEER,* 12 janvier 1979, p. 22.
19. Leo Moser, entretien par téléphone, 11 décembre 1997. Moser fut directeur de l'« Office of Republic of China Affairs » au sein du Département d'Etat.
20. *FEER,* 11 juin 1973.
21. Entretien avec Yu Chi-chung, Taipei, 24 mai 1996. (Comme nous l'avons déjà indiqué, la compagnie de Yu, The China Times Publishing Company, est l'éditeur de la version chinoise de ce livre).
22. Entretien avec Frederick Chien, 16 mai 1996.
23. Entretien avec Henry Kao, Taipei, 30 août 1995.
24. Entretiens avec de nombreux collaborateurs de CCK de l'époque, 1995, 1996. Egalement : entretien avec Eddy Chiang, Taipei, 19 mai 1996. Entretien avec le Dr Hsiung Yuan, Taipei, 30 mai 1996.
25. Entretien avec Konsin Shah, Taipei, 29 mai 1996.
26. Entretien avec Frederick Chien, 29 août 1995, 16 mai 1996.
27. Entretien avec Chang Tsu-yi, Taipei, 16 mai 1996.
28. Entretien avec Frederick Chien, 29 août 1995, 16 mai 1996. J. Bruce Jacobs, « Taiwan 1973: Consolidation of the Succession », *Asian Survey,* 14/1, 1974, p. 22.
29. Entretien avec Chang Tsu-yi, 16 mai 1996.
30. Chiang Nan, ouvrage cité, p. 448.
31. Entretien avec Chang Tsu-yi, 16 mai 1996.
32. Ibid.
33. *Tah-sueh,* Taipei, juin 1973, p. 8-10.
34. *FEER,* 11 novembre 1972.
35. Entretiens avec Frederick Chien, 29 août 1995, 16 mai 1996. Entretien avec Chang Tsu-yi, 16 mai 1996. Harvey Feldman, notes à l'auteur, janvier 1999.
36. *FEER,* 8 et 22 janvier 1973.
37. Entretien avec Chang Tsu-yi, 16 mai 1996.
38. Entretien avec K'ang Ning-hsiang, Taipei, 1er septembre 1995. Entretien avec Chang Tsu-yi, 16 mai 1996.
39. J. Bruce Jacobs, article cité, p. 28-29.
40. Chen Guying, ouvrage cité, p. 35.
41. Ibid., p. 36. Ils incluaient John Kuan, Wei Yung, Li Chung-kui et Ch'iu Hung-ta.

42. Ibid., p. 32.
43. Ibid., p. 36. Les plus influents parmi ces professeurs libéraux mais loyaux étaient Yang Kuo-shu, Hu Fu, Li Yi-yuan, Li Hung-hsi et Huang Yueh-ch'in.
44. Télégramme n° 114 de l'ambassade américaine à Taipei, 7 août 1973.
45. K. T. Li, ouvrage cité, p. 268.
46. Entretien avec Wang Shao-yu, Taipei, 11 mai 1996.
47. Peter P. Cheng, « Taiwan: Protective Adjustment Economy », *Asian Survey,* 15/1, janvier 1975.
48. Thomas B. Gold, ouvrage cité, p. 98.
49. Ibid., p. 106.
50. Li Zhisui, ouvrage cité, p. 573-574.
51. Ralph Clough, « CCK Policies toward Mainland China and the Outside World », dans Shao-chuan Leng, éd., *CCK's Leadership in the Development of the Republic of China on Taiwan,* Lanham, MD, University Press of America, 1993, p. 141.
52. *New York Times,* 2 janvier 1974.
53. Télégramme n° 23368 du Département d'Etat à l'ambassade des Etats-Unis à Taipei, 27 avril 1974. Télégramme n° 3505 de l'ambassade à Taipei, 22 novembre 1974.
54. Clough, ouvrage cité, p. 139.
55. William R. Kinter et John, F. Coper, *A Matter of Two Chinas,* Philadelphia, Foreign Policy Institute, 1979, p. 27.
56. David E. Kaplan, ouvrage cité, p. 147, 177. Le « Rapport du Sénat des Etats-Unis » que Kaplan cite était en fait un « rapport personnel préparé pour le sous-comité par son conseil, Michael Glennon », rapport très controversé que certains membres de la commission accusèrent d'être « partisan et non professionnel » (*FEER,* 4 septembre 1981). Un tel assassinat n'aurait pas été contre nature pour les organes de renseignements du KMT (ou, dans les années 1960, pour ceux des Américains), mais rien ne prouve qu'on ait sérieusement considéré sa réalisation.
57. « Les agents de Taiwan en Amérique et la mort du professeur Chen Wen-chen ». Auditions devant le sous-comité pour l'Asie et le Pacifique et pour les droits de l'homme et les organisations internationales de la Chambre des Représentants, 30 juillet et 6 octobre 1981, p. 11-16 et 37.
58. Kaplan, ouvrage cité, p. 184-191.
59. Ibid., p. 239-242.
60. Ibid., p. 242.
61. Steve Weisman et Herbert Krosney, *The Islamic Bomb: The Nuclear Threat to Israel and the Middle East,* New York, Times Books, 1981, p. 152-153.
62. Ibid., p. 153.
63. Ibid.
64. *New York Times,* 23 mars 1988 ; *Washington Post*, 24 mars 1988.
65. Notes d'un membre de la famille à l'auteur, 10 février 1999. Entretien avec un ami américain d'Alan et de Nancy, avril 1996.

66. *FEER,* 10 octobre 1975, p. 26-27.
67. Wang Mei-yu, ouvrage cité, p. 77.
68. Lee Huan et Lin Yin-ting, ouvrage cité, p. 167-268.
69. Entretien avec un ami américain d'Alex Chiang, Taipei, juin 1996.
70. Ts'ui Chih-ch'ing, ouvrage cité, p. 130. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 110.
71. Entretien avec Wang Sheng, 13 mars 1998.

Chapitre 19
La disparition de l'ordre ancien

1. Entretiens avec différents collaborateurs de CCK, 1995, 1996, 1998. Ralph Clough, ouvrage cité, p. 140-141.
2. Chiang Wei-kuo, ouvrage cité, p. 217.
3. Entretien avec Hsiung Yuan, 30 mars 1996. Entretien avec Eddy Chiang, Taipei, 19 mai 1996.
4. Entretien avec Hsiung Yuan, 31 mai 1996.
5. *FEER,* 18 avril 1975, p. 20.
6. Chiang Wei-kuo, ouvrage cité, p. 218-219.
7. Télégramme n° 4969 de l'ambassade américaine à Taipei, 26 avril 1975.
8. Peter P. Cheng, « Taiwan 1975: A Year of Transition », *Asian Survey,* 16/1, janvier 1976, p. 61-62.
9. Chiang Nan, ouvrage cité, p. 469.
10. Chen Guying, article cité, p. 38.
11. Ibid. Le membre du Parlement était Huang Shun-hsing.
12. *China Quarterly,* 64, décembre 1975, p. 808.
13. *Washington Post,* 29 août 1976.
14. Ibid.
15. Clough, ouvrage cité, p. 118-119.
16. *Washington Post,* 22 février 1977.
17. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 83-84.
18. David S. Goodman et Gerald Segal, éd., *China in the Nineties: Crisis management & Beyond,* New York, Oxford University Press, 1992, p. 85.
19. Li Zhisui, ouvrage cité, p. 5-11.
20. Télégramme n° 1046 de l'ambassade américaine à Taipei, 16 septembre 1976.
21. Ts'ui Chih-ch'ing, ouvrage cité, p. 70. *Republic of China Yearbook,* Taipei, Kuang Hua Press, 1991-1992, p. 532-533.
22. Télégramme n° 3283 de l'ambassade américaine à Taipei, 22 avril 1977.
23. Harvey Feldman (nommé directeur des affaires concernant la République de Chine au sein du Département d'Etat en septembre 1978), notes à l'auteur, janvier 1999.
24. Télégramme n° 5269 de l'ambassade Américaine à Taipei, 27 août 1977.
25. *FEER,* 10 octobre 1975, p. 26-27.

26. *FEER,* 17 juin 1977.
27. Citant deux personnes non nommées impliquées dans cette affaire, David Kaplan rapporte qu'en 1977 la CIA découvrit que l'agence de renseignements de Taiwan utilisait la valise diplomatique pour passer, depuis la Thaïlande, de l'héroïne en contrebande aux Etats-Unis, probablement pour financer ses opérations, David Kaplan, ouvrage cité, p. 243-244. Taipei, toutefois, disposait de beaucoup d'argent au milieu des années 1970. D'autre part, avec des preuves aussi évidentes que celles alléguées par Kaplan, les autorités américaines auraient, à tout le moins, demandé le rappel de l'amiral Wang, ce qu'elles ne firent pas.
28. Notes écrites de Mark Pratt à l'auteur, juillet 1998.
29. Conversation téléphonique avec Mark Pratt, 24 juin 1998.
30. Kaplan, ouvrage cité, p. 258-259.
31. Ibid., p. 175-176. Lettre de Mark Pratt à l'auteur, 8 juillet 1998.
32. *Chung yang jih pao,* Taipei, 26 décembre 1971.
33. Ibid.
34. Gerald McBeath, « Taiwan in 1977 : Holding the Reins », *Asian Survey,* 18/1, janvier 1978, p. 19.
35. *FEER,* 8 avril 1977, p. 18.
36. Entretien avec Lee Huan, 18 mai 1996.
37. Ibid.
38. Entretien avec Mark Pratt, 14 décembre 1996.
39. Chen Guying, ouvrage cité, p. 44.
40. Entretien avec Lee Huan, 18 mai 1996. Gerald McBeath, « Taiwan in 1976: Chiang in the Saddle », *Asian Survey,* 17/1, janvier 1977. *FEER,* Melinda Liu, 2 décembre 1977.
41. Entretien avec Lee Huan, 18 mai 1996.
42. Thomas B. Gold, ouvrage cité, p. 102-103.
43. Stuart E. Thomson, « Taiwan Rural economy », *China Quaterly,* 99, septembre 1984, p. 553.
44. Hung Mao Tien, « Taiwan in Transition: Prospects for Socio-Political Change », *China Quarterly,* 64, décembre 1975, p. 614-644. McBeath, « Taiwan in 1977 », p. 18.

Chapitre 20
Le divorce

1. *FEER,* Melinda Liu, 20 janvier 1978.
2. Conversation téléphonique avec Hsu Ch'o-yun, Pittsburgh, 21 novembre 1997.
3. Weng Yuan, ouvrage cité, p. 237-242.
4. Chiang Nan, ouvrage cité, p. 507.
5. Entretien avec Frederick Chien, Taipei, 30 août 1995.
6. Télégramme n° 7581 de l'ambassade américaine à Taipei.
7. Entretien avec Chiang Bi-ling, Taipei, 5 juin 1996.

8. Ibid.
9. Entretien avec Hsiung Yuan, Taipei, 31 mai 1996.
10. Entretien avec Chiang Bi-ling, 5 juin 1996.
11. Weng Yuan, ouvrage cité, p. 266-269. Les factures de nourriture très élevées qui étaient auparavant celles de la résidence de Shihlin s'expliquent par le flot constant de visiteurs, de parents et d'amis que CKS et son épouse recevaient.
12. Entretien avec Chang Tsu-yi, 16 mai 1996.
13. *FEER,* Bill Kazer, 22 septembre 1978.
14. *CCKHSCC,* vol. 14, p. 257-260.
15. Télégramme nº 03836 de l'Institut américain de Taiwan (American Institute in Taiwan, AIT), 23 octobre 1979.
16. *FEER,* Bill Kazer, 15 décembre 1978, p. 30.
17. Ibid., 22 décembre 1978.
18. Patrick Tyler, « The abnormalization of US-Chinese Relations », *Foreign Affairs,* septembre-octobre 1999, p. 93-122.
19. Entretiens avec : James Soong, Taipei, 13 septembre 1995; Frederick Chien, Taipei, 15 mai 1996; Leonard Unger, Maryland, 4 décembre 1995; Wang Chia-hua, Taipei, 24 août 1995. Notes non datées données à l'auteur par Mark Pratt, 1998. Annotations et commentaires oraux de Harvey Feldman, janvier 1999.
20. Ibid.
21. Ibid.
22. Entretien avec Y. S. Tsiang, Taipei, 29 août 1995.
23. Notes de Mark Pratt à l'auteur, 8 juillet 1998.
24. Pour le texte de la déclaration de CCK, cf. Stephen P. Gibert et William M. Carpenter, *America and Island China: A Documentary History,* Lanham, Md., University Press of America, 1989, p. 208-209.
25. Entretien avec Leonard Unger, Maryland, 28 novembre 1995.
26. Chen Guying, ouvrage cité, p. 45.
27. Harvey Feldman, Michael Y. M. Kao, et Ilpyong J. Kim, *Taiwan in a Time of Transition,* New York, Paragon, 1988, p. 147-149. Nancy B. Tucker, ouvrage cité, p. 136.
28. Entretien avec Yang Hsi-k'un, Taipei, 20 mai 1996.
29. Nancy B. Tucker, ouvrage cité, p. 136. Entretien avec H. K. Yang, Taipei, 20 mai 1996.
30. Tucker, ouvrage cité, p. 136-137. Le premier directeur du bureau du CNNA à Washington [représentation officieuse de Taiwan] fut Konsin Shah, le pilote/navigateur qui avait accompagné CCK et son père pendant les jours mouvementés de 1949.
31. Feldman, Kao et Kim, ouvrage cité, p. 152-155.
32. Philip Patrick Newell, ouvrage cité, p. 472. J. Bruce Jacobs, « Taiwan 1979, Normalcy after Normalization », *Asian Survey,* janvier 1980, p. 88.
33. *FEER,* 20 juillet 1979.
34. Ralph N. Clough, ouvrage cité, p. 142.

35. Entretien avec Wang Sheng, 25 mai 1996. Les idées de CCK concernant la dynamique nouvelle des relations entre Taiwan et le continent ont été précisées grâce à de nombreux entretiens, entre 1995 et 1998, avec ceux qui furent ses plus proches collaborateurs de 1979 à 1987 : Wang Sheng, Lee Huan, Frederick Chien, Ma Ying-jeou, Yu Chi-chung, Ts'u Sung-ch'iu, Ma Shu-li, Shaw Yi-ming, James Soong et autres.
36. Ni Luo, *Hsien yi yuan bu chih hsiung chung* (Wang Sheng : Ferme dans le chaos comme dans la paix), Taipei, Shih Chieh Literary Press, 1995, p. 355, cite Wang Sheng sur les effets négatifs de la politique des « trois non » sur la population de Taiwan.
37. Entretien avec Wang Sheng, 25 mai 1996. Ni Luo, ouvrage cité, p. 353-357. Thomas A. Marks, ouvrage cité, p. 260.
38. Entretiens avec Wang Sheng, 25 mai 1996 et 13 mars 1998. Ni Luo, ouvrage cité, p. 396-404.
39. Ibid.
40. Ni Luo, ouvrage cité, p. 385-396. La dénomination LSK provient des souverains de la dynastie des Han de l'Est. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 121-122.
41. Entretien avec Wang Sheng, 25 mai 1996. Thomas A. Marks, ouvrage cité, p. 262.

Chapitre 21
Emeutes et procès

1. Tien Hung-mao, ouvrage cité, p. 70.
2. Entretien avec Ma Chi-chuang, Taipei, 31 août 1995.
3. Pour une excellente analyse de la pensée de CCK et de son action politique à l'époque cf. les télégrammes de l'AIT Taipei n^{os} 03836 du 23 octobre et 03880 du 26 octobre 1979.
4. *Pa shih nien dai,* Taipei, 1/1, 1979, p.62.
5. Télégramme de l'AIT Taipei n^{o} 03970 du 31 octobre 1979. Cf. aussi J. Bruce Jacobs, article cité, *Asian Survey,* janvier 1980, p. 84-93 et p. 90-91, et Philip Patrick Newell, ouvrage cité, p. 473.
6. Jacobs, ouvrage cité, p. 90. Entretien avec Chang Ts'u-yi, Taipei, 16 mai 1996. Entretien avec James Soong, Taipei, 15 septembre 1995.
7. Jacobs, ouvrage cité, 1980, p. 92. Jacobs était présent à la réception pour l'anniversaire.
8. Télégramme n^{o} 03836 de l'AIT Taipei, 23 octobre 1979. Entretien avec Frederick Chien, Taipei, 16 mai 1996.
9. Bill Kazer, *FEER,* 6 juillet 1979, p. 14.
10. Newell, ouvrage cité, p. 477-478.
11. Ibid., p. 477-478, 489-493.
12. Ibid., p. 477-478.
13. Ibid.
14. John Kaplan, *The Court Martial of the Kaohsiung Defendants,* Berkerley,

University of California Press, 1982, p. 16.

15. Entretien avec James Soong, 13 septembre 1995.
16. FBIS, *Daily Reports Asia & Pacific,* vol. 4, 12 décembre 1979, p. B4-B19.
17. Le récit de l'émeute est tiré de John Kaplan, ouvrage cité, p. 16-20, de Chen Guying, ouvrage cité, p. 45-46, et de l'excellent compte rendu de Phil Kurata, *FEER,* 28 décembre 1979.
18. Entretien avec Henry Kao, 30 août 1995. Télégramme nº 04683 de l'AIT Taipei, 11 décembre 1979.
19. Entretien avec Ma Chi-chuang, 31 août 1995.
20. Entretien avec un ancien agent de la CIA, Washington 1996. Entretien avec Mark Pratt, Washington, 1er décembre 1996.
21. Entretien avec K'ang Ning-hsiang, Taipei, 1er septembre 1995.
22. Kurata, *FEER,* 28 décembre 1979.
23. Ibid.
24. *Tzu li wan pao,* 12, 14 et 26 décembre 1979.
25. FBIS, *Daily Report Asia & Pacific,* vol. 4, 17 décembre 1979, p. B1.
26. Ibid., p. B3. Hung-Mao Tien, « Uncertain Future: Politics in Taiwan », dans Robert B. Oxnam et Richard C. Bush, ouvrage cité.
27. Entretien avec David Dean, Virginia, 22 avril 1997.
28. Télégramme nº 03896 de l'AIT Taipei, 3 novembre 1979.
29. Joyce K. Kallgren, « China in 1979: On Turning Thirty », *Asian Survey,* 20/1, janvier 1980, p. 3-11.
30. Remarque faite à l'auteur par un diplomate de l'ambassade de l'URSS à Pékin le 21 octobre 1980.
31. FBIS, *Daily Report Asia & Pacific,* vol. 4, 18 janvier 1980, p. B1.
32. Entretien avec Chiang Bi-ling, Taipei, 5 juin 1996.
33. Télégramme nº 00271 de l'AIT Taipei, 16 janvier 1980.
34. John Kaplan, ouvrage cité, p. 18-19.
35. Conversation téléphonique avec Charles T. Cross, 4 avril 1996, 1er décembre 1997.
36. John F. Cooper, « Taiwan in 1980: Entering a New Decade », *Asian Survey,* 21/1, janvier 1981, p. 54.
37. Entretien avec Ts'u Sung-ch'iu, Taipei, 6 juin 1996.
38. Kurata, *FEER,* 21 mars 1980, p. 38.
39. Télégramme nº 01157 de l'AIT, 10 mars 1980.
40. David E. Kaplan, ouvrage cité, p. 38.
41. Cf. Kathleen Graf, *The Bamboo Gang and the Murder of Henry Liu*, thèse, Tufts University, 1987. Notes de Harvey Feldman à l'auteur, janvier 1999.
42. David Kaplan, ouvrage cité, p. 366. Kaplan, sans citer ses sources, affirme que des milliers de membres des triades se réfugièrent à Taiwan en 1949 et « furent discrètement réintégrés dans le gouvernement. Des militaires et des agents du renseignement comprirent que leur promotion dépendait souvent de leur adhésion au Gang vert ou aux associations Hung. CCK, comme son père, avait la réputation d'être lui-même un membre du Gang vert et d'utiliser les triades pour asseoir son autorité sur les militaires ».

Sur les cent et quelques livres et articles sur CCK écrits à Hong Kong, en Chine, à Taiwan et aux Etats-Unis, qu'ils soient laudateurs, neutres ou hostiles, aucun ne confirme ces affirmations. Tout au contraire, le mépris de CCK pour les gangs est un thème récurrent. Les nombreux entretiens conduits par l'auteur conduisent à la même conclusion.

43. David Kaplan, ouvrage cité, p. 368.
44. Ibid., p. 369.
45. Entretien avec Wang Sheng, Taipei, 13 mars 1998.
46. C'était la théorie de certains diplomates américains en poste à Taiwan ou traitant de Taiwan. Conversation téléphonique avec Mary von Breisen, 1er avril 1998.
47. Entretien avec Yu Chi-chung, Taipei, 24 mai 1996.
48. Entretien avec Chou Lien-hua, Taipei, 17 mai 1996.
49. Entretien avec Ts'u Sung-ch'iu, Taipei, 6 juin 1996.

Chapitre 22
L'île et le continent

1. Télégramme nº 00846 de l'AIT, 21 février 1979.
2. Télégramme nº 00723 de l'AIT, 13 février 1980.
3. Phil Kurata, *FEER,* 29 août 1980.
4. John Franklin Cooper, « Taiwan in 1981: In a Holding Pattern », *Asian Survey,* 22/1, janvier 1982, p. 34.
5. Pour des résultats détaillés, cf. Cooper, « Taiwan's Recent Elections Progress Toward a Democratic System », *Asian Survey,* octobre 1981, p. 1029-1039.
6. Ibid.
7. Pour le texte de la déclaration de Reagan, cf. Stephen P. Gibert et William M. Carpenter, ouvrage cité, p. 272-275.
8. Entretien avec Frederick Chien, Taipei, 15 mai 1996.
9. *FEER,* 22 mai 1981, p. 46.
10. Melinda Liu, *FEER,* 20 juillet 1979, p. 46.
11. Ibid., p. 24.
12. Télégramme n° 00430 de l'AIT, 26 janvier 1980. Pour les citations de la conversation CCK/Wang Sheng, cf. Ni Luo, ouvrage cité, p. 353-357.
13. L'auteur a été le témoin de semblables scènes à Fuzhou [Foochow] et à Xiamen [Amoy] en 1980 et 1981.
14. Entretien avec K'ang Ning-hsiang, Taipei, 1er septembre 1995.
15. Cooper, « Taiwan in 1981 », p. 55.
16. Ibid., p. 61.
17. Ibid., p. 34-59.
18. Lei Ming, *Lee Teng-hui Lin Yang-kang Tsui hou ta tui chueh* (Lee Teng-hui et Lin Yang-kang : l'ultime afffrontement), Taipei, 1994, p. 27-28.
19. Entretien avec Hsiung Yuan, Taipei, 31 mai 1996.
20. Entretien avec Hsieh Dongmin, Taipei, 4 juin 1996.

21. Entretien avec James Lilley, Washington, 15 août 1996.
22. Andrew Tanzer, *FEER,* 20 novembre 1981, p. 10.
23. Entretien avec Wang Shun-ch'i, Hsikou, 19 juin 1996.
24. Cooper, « Taiwan in 1981 », p. 50.
25. Deng Xiaoping, *Deng Xiaoping on One Country, Two Systems,* Pékin, Foreign Language Press, 1984, p. 67-72.
26. David Bonsai, *FEER,* 18 septembre 1981, p. 10.
27. Entretien avec Kao Ying-mao, Taipei, 4 septembre 1995.
28. Cooper, « Taiwan in 1981 », p. 51.
29. Entretien avec un proche collaborateur d'Alexander Haig à l'époque. Washington, 28 mai 1998.
30. Charles T. Cross, Mémoires non publiés, p. 130-131. Frederick Chien et James Soong ont précisé le contenu de la lettre à Cross le 18 juillet 1981.
31. Cross, Mémoires non publiés, p. 130-131. Frederick Chien et James Soong affirmèrent à Cross que le message de Reagan à CCK avait été le facteur déterminant pour expliquer l'attitude prudente et patiente de CCK concernant le FX.
32. Les opinions de CCK à cette époque ont pu être précisées grâce à de nombreux entretiens avec ses proches collaborateurs, à la fois les plus récents et les plus anciens. Ces conclusions sont en accord avec l'analyse de l'AIT, cf. le télégramme nº 00846 de l'AIT du 21 février 1980.
33. *FEER,* 22 mai 1981, p. 33.
34. Entretien avec James R. Lilley, 15 août 1996.
35. Lilley, qui parlait chinois, resta plusieurs années en poste à Taiwan comme agent de la CIA et devint le chef de la station de la CIA à Pékin (et reconnue comme telle) lorsque George Bush dirigeait dans la même ville le bureau de liaison des Etats-Unis, au milieu des années 1970.
36. Entretien avec James R. Lilley, 15 août 1996.
37. Thomas A. Marks, ouvrage cité, p. 265.
38. Entretien avec James Lilley, 15 août 1996. Ni Luo, ouvrage cité, p. 381-384. *FEER,* 16 juillet 1982, p. 22.
39. Pour les textes, cf. Gibert et Carpenter, ouvrage cité, p. 296-299.
40. Alexander M. Haig, Jr., *Caveat, Realism, Reagan and Foreign Policy,* New York, Macmillan, 1984, p. 194-215.
41. Gibert et Carpenter, ouvrage cité, p. 39 ; les auteurs ont interrogé les acteurs clés. Ce qu'ils rapportent est en accord avec ce que surent de l'affaire les diplomates américains ayant participé aux négociations, y compris moi-même.
42. Haig, ouvrage cité, p. 194-215. Entretien avec Sherwood Goldberg, 27 mai 1998.
43. *Washington Post,* 9 juillet 1982, p. A-13.
44. Richard Nations, *FEER,* 4 juin 1982, p. 16. Gibert et Carpenter, ouvrage cité, p. 40.
45. Entretien avec James Lilley, 15 août 1996.
46. Ibid.

47. Parris Chang, « Taiwan in 1982: Diplomatic Setback Abroad and Demands for Reforms at Home », *Asian Survey,* 23/1, janvier 1983, p. 38-39.
48. Ibid., p. 40.
49. Wang Li-hsing, ouvrage cité. Rapporte un entretien avec Hao Pei-ts'un, p. 58.
50. Entretiens avec des fonctionnaires de l'AIT de l'époque, Washington, 1995-1997.
51. David Jenkins, *FEER,* 10 février 1983, p. 31.
52. *FEER,* 17 décembre 1982, p. 32-33.
53. Conversation téléphonique avec Charles T. Cross, 4 avril 1996.
54. Subcommittee on Asian and Pacific Affairs and on Human Rights and International Organizations of the Committee on Foreign Affairs, 30 juin et 6 octobre 1981, *Taiwan Agents in America and the Death of Professor Ch'en,* Washington, 1982, p. 7-8.
55. Entretiens avec d'anciens collaborateurs de CCK, 1996, 1997.
56. Entretien avec Wen Ha-hsiung, Taipei, 17 mai 1996.
57. Thomas A. Marks, ouvrage cité, p. 263.
58. Entretien avec Chiang Bi-ling, 5 juin 1996. Entretien avec James Lilley, 15 août 1996.
59. *FEER,* 17 décembre 1982, p. 34-35.
60. Ni Luo, ouvrage cité, p. 413. Entretien avec David Dean, 22 avril 1996.
61. Ni Luo, ouvrage cité, p. 413.
62. Ibid., p. 414.
63. Thomas Marks, ouvrage cité, p. 274.
64. Entretien avec Wang Sheng, 25 mai 1996. Ni Luo, ouvrage cité, p. 413.
65. *FEER,* 2 juin 1983, p. 15.
66. Thomas Marks, ouvrage cité, p. 9.
67. Ibid., p. 10.
68. Entretien avec Wang Sheng, 25 mai 1996.

Chapitre 23
Successeurs, courtiers, tueurs

1. GIO Taipei, *Documents Series,* 1, 1983.
2. Richard Nations, *FEER,* 28 juillet 1983, p. 14.
3. Entretien avec James Lilley, Washington, 15 août 1996.
4. Entretien avec Y. S. Sun, Taipei, 28 août 1995.
5. Robert Ash et Y. Y. Kueh, « Economic Integration within Greater China: Trade and Investment Flows », *China Quarterly,* 136, décembre 1993, p. 716.
6. Entretiens avec : Wang Sheng, 13 mars 1998; Ma Shu Li, même date; Lee Huan, 9 mars 1998; Ma Ying-jeou, 10 mars 1998.
7. Hsu Che, « Lee Teng-hui p'ing chuan » (La vie de Lee Teng-hui), Taipei,

Tien Yuan Press, 1994, p. 106-107.
8. Entretien avec Yu Chi-chung, Taipei, 15 mai 1996.
9. Entretien avec Chang Ts'u-yi, Taipei, 16 mai 1996.
10. Lei-ming, ouvrage cité, p. 106-107.
11. Entretien avec Chang Ts'u-yi, 1er mai 1996.
12. Wang Li-hsing, « Hao Pei-ts'un Diary », ouvrage cité, p. 129.
13. Entretien avec Eddy Chiang, dans Wang Li-hsing, « Chang Hsiao-yung de sheng yang » (Les derniers mots de Chang Hsiao-yung), 15 septembre 1996, p. 112-113.
14. Entretiens avec plusieurs cadres du KMT, Taipei, 1995, 1996, 1998.
15. Ibid.
16. Entretien avec Lee Huan, 16 mai 1996.
17. *Republic of China Yearbook,* Taipei, Kuang Hua Press, 1989, p. 594.
18. Note de Hsu Ch'o-yun à l'auteur, avril 1998. Lee Huan et Lin Yin-ting, ouvrage cité, chap. 8, p. 268. Entretien avec Wang Sheng, 13 mars 1998.
19. Entretiens avec un membre de la famille, août 1995, mai 1996, mars 1998.
20. Entretien avec Ma Shu-li, 13 mars 1998.
21. La première visite de Lee à Taiwan à être publiquement annoncée le fut en novembre 1985. Dans son compte rendu de cette visite, le 5 novembre 1985, la Central News Agency précisa que Lee avait effectué de « nombreuses visites à Taiwan au cours des récentes années, mais que c'était la première fois qu'elle était déclarée ».
22. Entretien avec James Lilley, 15 août 1996.
23. Entretien avec Ma Ying-jeou, 10 mars 1998.
24. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 278. Rapporté par CCK lors d'une réunion avec David Dean et cité dans le journal de Hao Pei-ts'un à la date du 1er décembre 1985. Hao indique seulement que CCK avait mentionné le message de Deng à Dean et n'avait pas fait de commentaires. CCK, très probablement, avait décidé de communiquer le message de Deng aux Américains pour qu'ils ne l'apprennent pas des Singapouriens.
25. L. Y. Yang, *Ch'i shih nien tai,* 1er août 1983. *BBC Summary of World Broadcasts, The Far East*, 5 août 1983. L. Y. Yang, un professeur de Seton Hall University, décrit son long entretien avec Deng mais ne précise pas la date de la rencontre.
26. Ibid.
27. GIO, Taipei, *Documents Series,* 1, 1983.
28. Entretien avec Yu Chi-chung, 9 mars 1998.
29. Martin L. Lasater, *US Interests in the New Taiwan,* Boulder, Co, Westview Press, 1993, p. 22.
30. Ruan Ming, *Deng Xiaoping, Chronicle of an Empire,* Boulder, Co, Westview Press, 1992, p. 149-150.
31. Yangshan Chou et Andrew J. Nathan, « Democratizing Transition in Taiwan », *Asian Survey,* 27/3, mars 1987, p. 283.
32. David E. Kaplan, ouvrage cité, p. 375-408.

33. Ibid.
34. Mark Pratt, lettre à l'auteur, 8 juillet 1998.
35. David Kaplan, ouvrage cité, p. 391-392.
36. Interview d'Eddy Chiang dans Wang, *Yuan chian,* p. 110.
37. Entretien avec Wan Tao-yuan, Taipei, 17 mai 1996.
38. Eddy Chiang, *Yuan chian,* p. 109. « Lorsque père interrogea les fonctionnaires concernés par l'affaire, ils mentirent tous… (ou) ils s'accusèrent les uns les autres…, certains nièrent que les organes de renseignements aient joué un rôle ».
39. Ibid.
40. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 212-213.
41. Entretien avec Harry E. T. Thayer, Washington, 6 décembre 1995.
42. Entretien avec des fonctionnaires de l'AIT de l'époque, Washington 1995-1999.
43. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 213.
44. *New York Times,* 16 janvier 1985.
45. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 209-214, 216.
46. *Tzu li wan pao,* 17 janvier 1985.
47. David Kaplan, ouvrage cité, p. 453.
48. Ibid., p. 456.
49. Conversation téléphonique avec Mary von Breisen, 3 mars 1998. M^me^ Breisen, directrice adjointe de la section politique de l'AIT, assista à toutes les réunions avec le FBI, y compris les séances avec détecteur de mensonge.
50. Entretien avec une haute personnalité de la RdC, mai 1996.
51. Interview d'Eddy Chiang dans Wang, *Yuan chian,* p. 108. Eddy Chiang ne désigna pas nommément Wang Sheng mais il fit référence à des « gens dans le bureau Liu Hsiao-k'ang ». Eddy accusa Wang d'avoir essayé « de s'appuyer sur les relations entre les deux frères (Alex et Eddy) de manière qu'ils se fassent contrepoids ou s'influencent mutuellement, ou Dieu sait quoi ».
52. Entretien avec David Hess, Taipei, 26 mai 1996.
53. C'est plus ou moins l'explication que donna Eddy Chiang dans son interview de 1996 rapportée par Wang, *Yuan chian*, p. 110. Très vraisemblablement, elle reflète en partie des conversations qu'il eut avec son père sur le sujet. « Le sentiment qu'Alex était impliqué dans cette affaire, précise Eddy, était dû à quatre-vingt pour cent aux rumeurs et à vingt pour cent à l'impression qu'il donnait ». Lors d'un entretien avec l'auteur, le 7 juin 1996, CWK, interrogé sur le fait de savoir si Alex était impliqué dans le meurtre de Henry Liu, répondit : « Oui, c'est possible. »
54. Conversation téléphonique avec Mary von Breisen, 30 mars 1998.
55. J'étais alors le directeur du centre d'analyse pour l'Asie et le Pacifique au sein du Département d'Etat et je fus impliqué dans ce débat. Je considérais que l'avion de combat défensif indigène était une violation à la fois de la lettre et de l'esprit du communiqué de 1982.
56. Entretien avec Frederick Chien, Taipei, 13 mars 1998.

57. Entretien avec un officier et diplomate de haut rang dont les proches relations avec CCK remontent à 1945, Taipei, mai 1996. Egalement confirmé par un autre diplomate de haut rang de l'époque lors d'une discussion à Taipei en mars 1998. Sur le programme d'aide à Taiwan, cf. *FEER,* 26 septembre 1998, p. 38.
58. Ibid. *San Francisco Chronicle,* 16 mai 1987. David Kaplan, ouvrage cité, p. 458.
59. Carl Goldstein, *FEER,* 18 avril 1995 ; 2 mai 1995, p. 20.
60. *Hearings and Markup: The Murder of Henry Liu.* Sous-comité pour les affaires d'Asie et du Pacifique, Chambre des représentants, 99e congrès, 7 février, 21 mars, 3 avril 1985, Washington, p. 33.
61. *Iran Contra Puzzle, Congressional Quaterly,* Washington, 1987, p. A-12. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 254-255.
62. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 333-334. Entretien avec Wan Tao-han, Taipei, 17 mai 1996.
63. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 265.
64. Lee et Lin, ouvrage cité, p. 265.
65. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 233-236, 241-244, 260.
66. Entretien avec Ma Shu-li, 13 mars 1998.

Chapitre 24
Bâtir un consensus

1. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 224-225. Le Cathay Investment Trust, propriété de la même famille Ts'ai fut aussi impliqué dans la crise, quelquefois appelée le « scandale Cathay ».
2. Entretien avec une ancienne personnalité nationaliste qui souhaite rester anonyme, Taipei, août 1995.
3. Entretien avec Ma Shu-li, Taipei, 30 mai 1996.
4. Comme Kuo Wei-fan (doctorat de l'université de Paris) et Huang Kun-hui (doctorat de l'université du Colorado). Entretien avec Ma Shu-li, 9 juin 1996.
5. Entretien avec Ma Shu-li, 2 juin 1996.
6. Entretien avec Chiang Bi-ling, 5 juin 1996.
7. Carl Goldstein, *FEER,* 14 février 1985, p. 21.
8. Goldstein, *FEER,* 26 décembre 1985, p. 30.
9. *Los Angeles Times,* 7 décembre 1985.
10. *Christian Science Monitor,* 15 novembre 1985.
11. Entretien avec Shaw Yu-ming, Taipei, 12 mars 1998.
12. *BBC Summary of World Broadcast,* juin 1985, citant un article du *Kyodo News Service* de Pékin du 7 juin.
13. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 278.
14. Entretien avec Ma Shu-li, 30 mai 1996. Les journaux pro-KMT et les autres médias contrôlés par le gouvernement employèrent le terme « bandit » jusqu'en 1991.

15. Goldstein, *FEER*, 9 mai 1985, p. 79.
16. Thomas B. Gold, « Go with Your Feelings: Hong Kong and Taiwan Popular Culture in Greater China », *China Quarterly,* 136, décembre 1993, p. 907-925.
17. Goldstein, *FEER,* 9 mai 1985, p. 79.
18. Robert F. Ash and Y. Y. Kueh, article cité, *China Quarterly,* 136, décembre 1993, p. 731.
19. Entretien avec Chiang Bi-ling, 5 juin 1996. Contrairement aux rumeurs, CCK ne fut jamais amputé.
20. Entretien avec Ma Shu-li, 30 mai 1996.
21. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 225-230.
22. James C. Hsiung, « Taiwan in 1985: Scandals ans Setbacks », *Asian Survey,* 26/1, 1986, p. 97.
23. Entretien avec James Lilley, Washington, 15 août 1996.
24. *Los Angeles Times,* 7 décembre 1985.
25. *Christian Science Monitor,* 15 avril 1985.
26. Wang Mei-yu, ouvrage cité, p. 91.
27. *FBIS,* China, Taiwan, 27 août 1985, p. vi.
28. Lee Huan et Lin Yin-ting, ouvrage cité, p. 268.
29. *New York Times,* 26 décembre 1985.
30. Jay Taylor, ouvrage cité, p. 129-130.
31. Entretien avec Shaw Yu-ming, 19 mars 1998.
32. Shaw Yu-ming, « Taiwan: A View from Taipei », *Foreign Affairs,* été 1985, p. 1063.
33. Entretien avec Ma Shu-li, 30 mai 1996.
34. Richard Baum, « China in 1985: The Greening of the Revolution », *Asian Survey,* 26/1, janvier 1986, p. 31.
35. Stanley Rosen, « China in 1986: A Year of Consolidation », *Asian Survey,* 27/1, janvier 1987, p. 38.
36. Hsin–huang Michael Hsiao, « Emerging Social Movements and the Rise of a Demanding Civil Society in Taiwan », *The Australian Journal of Chinese Affairs,* 24, juillet 1990, p. 1264-1272.
37. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 310-320.
38. Entretien avec Chiang Bi-ling, 5 juin 1996.
39. Wang Hsi-ling, ouvrage cité, p. 310-320.
40. Entretien avec Chiang Bi-ling, 5 juin 1996.
41. Central News Agency, 16 avril 1986. Entretien avec Harry E. Thayer, Washington, 6 décembre 1995.
42. Entretien avec James Soong, 15 septembre 1995.
43. Entretien avec Ma Shu-li, Taipei, 1er juin 1996.
44. Entretien avec Ma Ying-jeou, 25 mai 1995.
45. Entretien avec Frederick Chien, 16 mai 1996.
46. Entretien avec Lee Huan, 18 mai 1996. Entretien avec Wan Tao-yuan, 17 mai, 1996.

47. Entretien avec Wang Chia-hua, 5 août 1998.
48. Entretien avec Ma Shu-li, 1er juin 1996.

Chapitre 25
La percée

1. Entretien avec Wan Tao-yuan, 17 mai 1996.
2. Entretien avec Wang Chia-hua, 25 août 1995.
3. Entretien avec James Soong, 1er septembre 1995. Entretien avec Yu Chi-chung, Taipei, 26 septembre 1995.
4. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 313-314.
5. Entretien avec Yu Chi-chung, 24 mai 1996. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 313-314.
6. Entretien avec Yu Chi-chung, 24 mai 1996.
7. Ibid.
8. *Financial Times,* London, 14 octobre 1986.
9. Entretien avec James Soong, 13 septembre 1995.
10. Entretien avec Wang Shao-yu, 11 mai 1996.
11. Ruan Ming, ouvrage cité, p. 15-169.
12. David S. G. Goodman, *China in the Nineties: Crisis Management & Beyond*, Gerald Segal et David Goodman, éd., New York, Oxford University Press, 1992, p. 106.
13. Ruan Ming, ouvrage cité, p. 162.
14. Ibid., p. 164.
15. David Goodman, ouvrage cité, p. 48-49. Le discours fut prononcé le 28 juillet.
16. Central News Agency, 9 octobre 1986.
17. *BBC Summary of World Broadcasts,* 3e partie,The Far East, citant la CNA, 16 octobre 1986.
18. Entretien avec Ma Ying-jeou, 25 mai 1996. Entretien avec James Soong, 15 septembre 1995.
19. Entretien avec Frederick Chien, 1er mai 1996.
20. *Los Angeles Times,* 1er novembre 1986. *New York Times*, 30 novembre 1986.
21. *Christian Science Monitor,* 8 décembre 1986.
22. Reuters North European Service, 5 décembre 1986.
23. The Economist Publications, *Country Report, Taiwan,* London, 3 février 1987.
24. Ibid.
25. Central News Agency, Taipei, 31 décembre 1986.
26. Chu Hsin, « Hsueh sheng yun tung chia k'uai min chu kai ke de chin ch'eng » (Le mouvement étudiant accélère la réforme démocratique, *Chiu shih nien tai,* Taipei, janvier 1987, p. 17. Central News Agency, 25 janvier 1987.
27. Entretien avec Shaw Yu-ming, 12 mars 1998.

28. David Goodman, ouvrage cité, p. 106.
29. Ruan Ming, ouvrage cité, p. 166.
30. Robert Delfs, *FEER,* 15 janvier 1987, p. 8, 22 janvier 1987, p. 10.
31. *The Economist,* 23 avril 1987.
32. Entretien avec Chiang Bi-ling, 5 juin 1995. Entretien avec Hsiung Yuan, 31 mai 1991.
33. Entretien avec Ma Shu-li, 13 mars 1998.
34. Ibid.
35. Entretien avec David Lean, Virginia, 26 août 1996.
36. Entretien avec Yu Kuo-hua, 8 août 1995.
37. Wang Li-hsing, ouvrage cité, p. 260, 276, 293, 301, 313, 368, 379.
38. Goldstein, *FEER,* 2 juillet 1987, p. 15.
39. Entretien avec Ma Shu-li, 1er juin 1996.
40. Ce passage tire sa substance d'entretiens avec Lee Huan les 1er, 2 et 11 septembre 1995, le 18 mai 1996 et le 9 mars 1998.
41. *State Department Bulletin,* mai 1987, p. 10-11.
42. Entretien avec un haut fonctionnaire du Département d'Etat traitant des affaires de l'Extrême-Orient, Washington, février 2000.
43. Entretien avec Lee Huan, 9 mars 1998.
44. Entretien avec Shaw Yu-ming, 20 mai 1996.
45. James D. Seymour, « Taiwan in 1987: A Year of Political Bombshells », *Asian Survey,* 28/1, janvier 1988, p. 75.
46. Goldstein, *FEER,* 3 septembre 1987, p. 15.
47. Entretien avec Lee Huan, 9 mars 1998.
48. Entretien avec Ma Ying-jeou, 10 mars 1998.
49. Ibid.
50. Entretien avec Lee Huan, 18 mai 1996.
51. James Seymour, article cité, p. 74.
52. *FBIS, Daily Report,* China, 9 septembre 1987, citant une dépêche de l'Agence France-Presse.
53. Entretien avec Lee Huan, 9 mars 1998.
54. Entretien avec Ma Ying-jeou, 10 mars 1998.
55. David Goodman, ouvrage cité, p. 196-107.
56. Entretien avec Lee Huan, 9 mars 1998. Zbigniew Brzezinski, *The Grand Failure,* New York, Macmillan, 1989, p. 255. Jay Taylor, ouvrage cité, p. 158-159.
57. Entretien avec Lee Huan, 9 mars 1998.
58. Entretien avec Hsiung Yuan, 16 mai 1996.
59. Lee Huan et Lin Yin-ting, ouvrage cité, p. 255.
60. *Los Angeles Times,* 26 décembre 1987, p. 36. Reuters Library Report, 25 décembre 1987.
61. Entretien avec James Soong, 13 septembre 1995.
62. James Seymour, article cité, p. 73.

Chapitre 26
Une démocratie chinoise

1. Entretien avec Shaw Yu-ming, 20 mai 1996. James D. Seymour, « Taiwan in 1988: No More Bandits », *Asian Survey,* 29/1, janvier 1989, p. 59-60. Shim Jae Hoon, *FEER,* 7 janvier 1988, p. 22.
2. Entretien avec Hsiung Yuan, 16 mai 1996. Entretien avec Chang Bi-ling, 5 juin 1995. Notes d'un membre de la famille à l'auteur, 7 février 1999. L'annonce officielle précisa qu'il était mort d'une insuffisance cardiaque causée par une inflammation chronique du pancréas. *Min Chung erh pao,* 16 mars 1988, *AIT Media Summary,* 16 mars 1988.
3. Ce passage est basé sur des entretiens avec Lee Huan, 18 mai 1996 ; Ma Ying-jeou, 22 mai 1996 ; James Soong, 13 septembre 1995 ; Shaw Yu-ming, 20 mai 1996 ; Yu Chi-chung, 24 mai 1996.
4. Shim Jae Hoon, *FEER,* 28 janvier 1988, p. 19.
5. Entretien avec un membre du Bureau politique du KMT qui « fut le témoin » de la rédaction du « faux » testament. Pour le « texte » officiel, cf. Shim Jae Hoon, *FEER*, 28 janvier 1988.
6. CNA en anglais, 21 janvier 1988, FBIS-CHI-88-013. David W. Jones, United Press International file, Taipei, 16 janvier 1988. *FEER,* 28 janvier 1988, p. 22.
7. Carl Goldstein, *FEER,* 28 janvier 1988, p. 22.
8. Interview de Hao Pei-ts'un, *Hsin hsin wen pao,* 16 février 1997.
9. Divers entretiens avec Lee Huan, James Soong, Yu Chi-chung, Hao Pei-ts'un, Ma Ying-jeou, Ma Shu-li, et d'autres membres influents du KMT.
10. Tzuhu et Touliao, séparés d'environ trois kilomètres, font partie de la commune de Tahsi dans le district de T'aoyuan.
11. Lo Ping, *Zheng ming,* Hong Kong, 1er février 1988, p. 9-10.
12. Ibid.
13. Tai Ch'ing, « Lin Tse hsu tao Chiang Ching-kuo », dans *New Authoritarianism,* Liu Chun et Li Lin, éd. p. 86, traduit dans Geremie Barmé et Linda Javin, *New Ghosts, Old Dreams: Chinese Rebel Voices,* New York, 1992, p. 188-189.
14. Entretien avec Ma Ying-jeou, 22 mai 1996. Ma pensait également que CCK avait à l'esprit des projets spécifiques.
15. Interview dans le magazine *Commonwealth,* Taipei, décembre 1987.
16. Liang Shuo-hua, interview avec Fang Li-chih, *Ming pao yueh kann,* Hong Kong, 23/7, 7 juillet 1988.
17. Barmé et Javin, ouvrage cité, p. 141.
18. Ibid., p. 46.